



# Vivre avec la possibilité d'une inondation ? Ethnographie de l'habiter en milieu exposé.. et prisé.

Séverine Durand

## ► To cite this version:

Séverine Durand. Vivre avec la possibilité d'une inondation ? Ethnographie de l'habiter en milieu exposé.. et prisé.. Sciences de l'Homme et Société. Aix Marseille Université, 2014. Français. NNT : . tel-01162551

**HAL Id: tel-01162551**

**<https://theses.hal.science/tel-01162551>**

Submitted on 10 Jun 2015

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



# THESE

pour obtenir le grade de

**Docteur d'Aix Marseille Université**

Discipline : Sociologie

« *Vivre avec la possibilité d'une inondation* » ? :  
Ethnographie de l'habiter en milieu exposé... et prisé.

présentée et soutenue publiquement par

**Séverine Durand**

Le 2 juin 2014

## **Jury :**

M. Samuel Bordreuil, directeur de recherche CNRS émérite au LAMES, *Directeur de la thèse*

Mme. Laura Centemeri, chargée de recherche CNRS au LAMES, *Examinatrice*

M. Jean-Michel Fourniau, directeur de recherche à l'IFSTTAR, *Rapporteur*

M. Claude Gilbert, directeur de recherche CNRS au laboratoire PACTE, *Rapporteur*

Mme. Valérie November, directrice de recherche CNRS au LATTS, *Examinatrice*

Mme. Audrey Richard-Ferroudji, chercheure à l'IFP, associée à l'UMR G-Eau, *Encadrante de la thèse*

Mme. Florence Rudolf, professeure des universités à l'INSA, *Examinatrice*



La thèse a été préparée au sein de deux laboratoires :

- le Laboratoire méditerranéen de sociologie (Lames), MMSH, Aix-en-Provence.  
Sous la direction de Samuel Bordreuil.

Et

- l'UMR G-Eau, Irstea/Cirad/Engref/IRD ; Agropolis, Montpellier.  
Encadrement de Audrey Richard-Ferroudji et Frédéric Grelot.

La thèse a été financée par l'Irstea.

## *Résumé*

Les politiques de gestion des risques appellent à favoriser la prévention et à développer une « *culture du risque* » dans les zones exposées afin d'éviter l'écueil de l'oubli, pointé du doigt après une catastrophe. L'objet de cette thèse fut de questionner cette possibilité en investiguant comment on habite, au quotidien, un milieu exposé aux inondations. Forte d'un travail ethnographique, et en particulier d'une « observation habitante discrète », la thèse questionne ce qui circule à propos des inondations, comment des habitants s'emparent de la question et organisent leurs pratiques en fonction des risques. Le terrain d'étude, Lattes, ville prisée du Sud-est de la France qui a connue une explosion démographique récente, est rendue attractive par de nombreux atouts. Ce cas d'étude permet de comprendre les mécanismes – collectivement construits – de mise en invisibilité du danger. La mise en visibilité des mesures de protection par les politiques locales et l'effet confortant du partage normatif encouragent la normalisation de la confiance en la protection. Dans l'interaction, les énoncés se formulant sans cesse dans le souci de leur acceptabilité, dédramatiser est plus confortable que de dramatiser : les énoncés de relativisation du risque circulent davantage que ceux ouvrant sur l'horizon du danger. Par ailleurs, la logique sécuritaire qui se développe vient contredire la prévention aux inondations. Surtout, ni les liens entre les habitants ni les liens des habitants au milieu ne fournissent le socle suffisant à l'élaboration collective que nécessite le déploiement d'une « *culture du risque* ».

Mots-clefs : culture du risque, inondation, habiter, quotidien, riverains, interactions, participation, prévention, vulnérabilité, ethnographie.

## *Abstract*

Risk management policies promote prevention and call to develop a "risk culture" in hazardous areas to avoid the phenomenon of forgetting about risk, that can be found after a disaster. This thesis has sought to question this possibility by investigating how we live, in everyday life, in flood-prone areas. Through an ethnographic piece of work, in particular a "*discreet resident observation*", the thesis questions what circulates about flooding between inhabitants and how they organize their practices in relation to the risk. The field study, Lattes, is an upper middle-class suburban neighbourhood located in the south east of France (Mediterranean coast). It was built on wetlands and therefore remains vulnerable to flash floods. This case study provides insight into the mechanisms - built collectively – from “invisible danger” implementation. The increased visibility of the protection made by local policies and the comforting effect of normative sharing provided a normalization of the trust in the protection. Through the interactions, statements are continually developed in the interests of their acceptability. Thus, it is more comfortable to “de-dramatize” than to dramatize: statements of relativism circulate more than the ones that open on the horizon of danger. Moreover, the current development of a “logic of safety” for urban risks reduction contradicts the prevention of flooding. Above all, neither the links between inhabitants nor the links with their living environment provide a sufficient collective development base for a "risk culture" deployment.

Keywords: risk culture, flooding, living, everyday life, riparian, interactions, participation, prevention, vulnerability, ethnographic study.

## *Remerciements*

### *Une thèse, un chemin... Une thèse, un cheminement.*

Sur le chemin sinueux qui m'a mené à la décision de faire une thèse, je voudrais remercier les premiers « initiateurs d'envie » qui m'ont tout simplement donné l'élan pour « travailler à penser » moi aussi. J'ai une pensée particulière pour feu François Terrasson qui, en m'initiant au questionnement sur le rapport homme-nature, a semé sans le savoir la graine qui a germé dans cette thèse. Merci aux « empêcheurs de penser en rond » que j'ai eu la chance de rencontrer. Merci à Sylvia Perez Vittoria, Alain Marcom, Jordy Van Den Akker, Daniel Coutarel et Pierre Rabhi qui, au-delà de l'élan initial donné, m'ont appris la force des convictions et le bonheur de se battre pour les défendre. J'ai une pensée très affectueuse au souvenir d'Hélène Gassie et de François de Ravignan.

Sur le chemin qui a permis à cette thèse d'exister, je voudrais remercier Audrey Richard-Ferroudji et Frédéric Grelot pour avoir en quelques sortes « couvé » le sujet, avant que je ne me l'approprie. Je remercie l'Irstea pour avoir financé cette recherche. Je remercie tout particulièrement Patrice Garin et Dominique Rolin pour leur soutien à ce projet. Merci également au Lames et à l'ED355 pour avoir permis le bon déroulement de la thèse.

Sur le chemin caillouteux de la réalisation du travail de thèse, c'est à Audrey Richard-Ferroudji, mon encadrante et à Samuel Bordreuil, mon directeur de thèse, que vont mes remerciements les plus chaleureux. J'ai eu la chance de profiter de leur curiosité et de leur vivacité intellectuelle, pas si communes, qui rend les échanges si tonifiants. Je remercie plus particulièrement Audrey pour son engagement professionnel et personnel, au quotidien, pour mon travail. Je remercie plus particulièrement Samuel pour son suivi bienveillant et pour avoir si bien partagé cette « excitation » toujours renouvelée pour l'enquête de terrain. Je suis heureuse d'avoir pu mener cette recherche en leur compagnie.

Je remercie encore tout particulièrement Frédéric Grelot pour son implication dans ce travail et l'éclairage d'expert des inondations qu'il a pu y apporter. Merci également à Julien Langumier pour sa participation au comité de thèse et son intérêt pour ma recherche.

Une ethnographie ne saurait être sans les acteurs de terrain. Je remercie chaleureusement toutes les personnes qui ont accepté de me recevoir en entretiens, et plus particulièrement encore celles – que je ne nommerai pas pour respecter leur anonymat mais qui se reconnaîtront, j'en suis sûre ! – qui ont donné beaucoup de leur temps en me recevant longuement, plusieurs fois, ou encore qui m'ont accordé toute leur confiance en me prêtant des documents auxquels elles étaient attachées. Une mention particulière aux lattoises et lattois qui m'ont aidé à apprécier vivre sur un terrain que je n'ai pas affectionné d'emblé ; merci à Nathalie et Subarna, Manu, Doriane, Sophie et Jérôme, Cécile, Élisabeth, Caroline, Isabelle, Tatiana et Laure pour les agréables moments partagés.

Un cheminement de thèse se fait aussi dans un quotidien, au bureau, et c'est ici à tous ceux qui l'ont animé que je pense. Merci aux membres de l'équipe pour la stimulation de nos échanges. Je suis particulièrement reconnaissante envers celles et ceux qui ont enrichi mon travail de leur avis éclairés par nos nombreux échanges et sa réalisation de leur amitié. Je remercie très chaleureusement Joana Guerrin pour son soutien multiforme si précieux. Je remercie Gabrielle Bouleau, Christelle Gramaglia et Sylvain Barone pour la confiance qu'ils m'ont donnée par leur intérêt pour mon travail et la valeur dont ils l'ont gratifié par leurs relectures attentives. Enfin, merci aux « amis de galère » Alexandre Gaudin et Steve Joncoux pour leurs contributions solidairement actives. De la pause café aux grandes discussions philosophiques, merci aux autres collègues pour avoir agrémenté l'ambiance au travail des joies de l'amitié. Sans pouvoir tous les citer, je tiens à adresser mes remerciements aux plus proches d'entre eux : Géraldine Abrami, Pauline Brémond, Nicolas Jahier, Vincent Lenouvel, Claire Amiel, Laetitia Guerin-Schneider, Olivier Barreteau, Serge Guillaume, Marielle Montginoul, Katrin Erdlenbruch, Nils Ferrand, Merci encore à la gentillesse de Virginie, Chantal, Isabelle Paysan, Sylvie Bellaton, David Bastidon, Jean-Pierre Baume ou encore à la bonne humeur communicative d'Augustin Luxin. J'ai une pensée toute particulière pour Myriam Taoussi dont le rire résonne encore à mes oreilles.

Sur le chemin de la réalisation concrète de la thèse, je remercie les personnes qui ont apporté, de leurs doigts de fée, leurs compétences à ce travail : Myriam Campardon, Mériem Labbas, Eugène Ebodé, Ian McInnes, Flavie Cernesson, Sylvain Sixloup, Thibault Juvenal, Jean-Pierre Chéry, Guy Roussin et Guy Gleyses. Je remercie également tous les chercheurs qui ont apporté une aide ponctuelle ou une attention toute particulière à cette recherche. Merci beaucoup à Nancy Peluso, Jeanne Riaux, Klervi Fustec, Cecilia Claeys, Sophie Richard, Jean-Yves Jamin, Philippe Blanchemanche, Freddy Vinet, David Goutx, Hélène Rey-Valette, Christophe Jorda et Thierry Coanus. Merci aux autres doctorants du Lames pour le très utile partage des expériences.

Famille et amis ont facilité le cheminement de ce travail par leur affection bienveillante. Je ne saurais clore cette parenthèse affective sans leur rendre hommage... Joël, Caroline, Cyril, Cécile, Jessica, Joana et Julien, Marina et Michel, Sylvain et Manou, Amélie, Angélique, Céline, Nelly... Merci à eux pour leur soutien inconditionné. Parmi la multitude des formes de ce soutien si précieux, mon petit (devenu grand !) frère Cyril Durand a toute ma reconnaissance pour son rapide et efficace travail de relecture finale. Last but not least, les mots manquent pour remercier les trois hommes de ma vie Dominique, Zao et Eiji, qui ont mis tant de la leur pour m'accompagner sur le chemin de cette thèse...

*« Il faut vivre comme on pense sinon tôt ou tard on finit par penser comme on a vécu »*

Fab, Saint-Agrève, printemps 2006.

À la mémoire de mon sacré grand frère, Fabrice Durand.

# Table des matières

RESUME .....	I
REMERCIEMENTS .....	III
TABLE DES MATIERES .....	VI
CONVENTION D'ECRITURE .....	IX
PETIT GLOSSAIRE DE L'INONDATION* .....	X
ABREVIATIONS UTILISEES .....	XII
INTRODUCTION GENERALE .....	1
1. LES INONDATIONS, UN SUJET D'ACTUALITÉ .....	3
2. L'APPEL AUX SCIENCES SOCIALES SUR UN SUJET TECHNIQUE .....	6
3. AUX ORIGINES DE LA THÈSE .....	11
4. APPROCHER LE RISQUE EN ROUTINE .....	19
5. PETIT HISTORIQUE MÉTHODOLOGIQUE D'UN ENGAGEMENT DANS LE TERRAIN .....	26
6. EMPATHIE, AFFECTION ET ENGAGEMENT .....	43
<b>PARTIE 1. CONSTRUCTION D'UNE SITUATION : DE LA COLONISATION D'UNE PLAINE MARECAGEUSE A LA PROTECTION BETONNEE D'UN QUARTIER PRISE.....</b>	<b>47</b>
INTRODUCTION : DU MARÉCAGE À LA RÉSIDENCE .....	48
PRÉAMBULE. LA LOINTAINE HISTOIRE : DE L'ORIGINE DE L'OCCUPATION DU MILIEU AUX ANNÉES SOIXANTE, UNE ALTERNANCE DE PÉRIODES FLORISSANTES ET DE DÉCLINS, AU GRÉ DE L'EAU.....	52
CHAPITRE 1. DES ZONAGES D'ÉTAT QUI VIENNENT RECONFIGURER LE VIVRE À LATTES : LE BASCULEMENT DES ANNÉES SOIXANTE	58
1.1. Une petite bourgade agricole à proximité des étangs.....	58
1.2. La fin des moustiques, le début des lotissements .....	61
1.3. L'édification concomitante d'un village de rapatriés algériens .....	66
CHAPITRE 2. DES ANNÉES SOIXANTE-DIX AUX ANNÉES DEUX MILLE : LE TEMPS DE LA DENSIFICATION .....	69
2.1. Un développement urbanistique enchâssé dans des stratégies politiques locales.....	69
2.2. Un développement urbanistique qui permet paradoxalement la protection de l'existant.....	73
2.3. Un développement en opposition avec les ailleurs.....	77
CHAPITRE 3. LES ANNÉES DEUX MILLE : LE TEMPS DE LA PROTECTION .....	92
3.1. Une nouvelle équipe municipale annonce la fin de l'urbanisation .....	94
3.2. Une brèche dans la digue : les inondations s'imposent à la vie politique locale .....	96
3.3. L'inondation comme cheval de bataille : la figure du maire protecteur .....	98
CONCLUSION : DE LA CONSTRUCTION DU MODE D'HABITER LATTOIS .....	105
<b>PARTIE 2. UN MILIEU QUI NE TIENT PAS SES PROMESSES : QUAND L'HABITER RASSURE, MAIS ELOIGNE ET EXPOSE .....</b>	<b>109</b>
INTRODUCTION .....	110
CHAPITRE 4. UN MILIEU ET DES HABITANTS EN QUÊTE D'IDENTITÉ : URBANITÉ ET RURALITÉ ENTREMÊLÉES .....	113
4.1. Ruralité urbaine, urbanité rurale : un milieu hybride .....	114
4.2. Des urbains dans la campagne, des ruraux dans la ville : trajectoires résidentielles .....	119

4.3. Des liens au milieu différenciés par le temps qui prédisposent les liens aux autres : des attaches à l'ancrage.....	132
4.4. Une sociabilité orientée, des relations détachées.....	142
Conclusion : Un milieu et des habitants en quête d'identité.....	151
CHAPITRE 5. UN MILIEU QUI RASSURE... MAIS QUI EXPOSE AUSSI .....	153
5.1. Une « banlieue pour riche » ? .....	154
5.2. Une ambiance urbaine peu propice au développement de sociabilités.....	160
5.3. Un souci pour la sécurité urbaine omniprésente .....	166
5.4. Se protéger...au risque de s'exposer.....	178
Conclusion : Un milieu qui rassure... mais qui expose aussi.....	183
CHAPITRE 6. DES LIENS AU MILIEU QUI SE DÉTACHENT .....	184
6.1. Une nature décor valorisée support des usages récréatifs.....	184
6.2. Un fleuve aménagé, un fleuve distancé.....	190
6.3. Une nature domestiquée que l'on veut maîtriser .....	197
Conclusion : Des liens au milieu qui se détachent.....	201
CONCLUSION. UN MILIEU QUI NE TIENT PAS SES PROMESSES : QUAND L'HABITER RASSURE, MAIS ÉLOIGNE ET EXPOSE.....	204
<b>PARTIE 3. CIRCULEZ, IL N'Y A RIEN A VOIR ! LA NON CIRCULATION DE LA POSSIBILITE DE L'INONDATION ...</b>	<b>207</b>
INTRODUCTION .....	208
CHAPITRE 7. L'ABSENCE DES « CIRCULATIONS » DE L'INONDATION DANS UN MILIEU MARQUÉ PAR SA POSSIBILITÉ .....	210
7.1. Absence des thématisations de l'inondation dans les discussions courantes.....	211
7.2. Des inondations matérialisées et publicisées qui ne font pas parler .....	218
Conclusion. Des inondations qui affleurent dans l'espace public, leur thématisation qui ne vient pas dans les discussions.....	228
CHAPITRE 8. MISE EN VISIBILITÉ DE LA PROTECTION ET CONFISCATION DU SUJET : UNE GESTION POLITIQUE LOCALE QUI COMPROMET LES « CIRCULATIONS DE L'INONDATION » .....	229
8.1. Des choix de gestion et de communication qui invisibilisent le danger en mettant en visibilité la possible maîtrise technique du fleuve.....	233
8.2. La confiscation de la problématisation des inondations par les acteurs publics qui affirment contrôler la situation.....	248
8.3. Un problème confisqué : manque de prises pour les habitants et achoppement des mobilisations ..	265
Conclusion. Mise en visibilité de la maîtrise, mise en invisibilité du danger.....	285
CHAPITRE 9. ACQUÉRIR LE « SENS DU RISQUE » ? QUAND LE SUJET DE L'INONDATION S'IMPOSE, LE DANGER NE SE DESSINE PAS D'EMBLÉE .....	289
9.1. Des circulations réglementées du risque inondation qui n'appellent pas forcément à se représenter sa possibilité.....	291
9.2. La disparition progressive des comportements vigilances.....	297
9.3. Interprétation et adaptation en situation : attention relative à la météo, circulations multiples de l'information et appropriations variables des préconisations en matière de comportements à adopter .	305
9.4. De rares situations de micro-ruptures où l'alerte devient alarme .....	320
Conclusion.....	325
CHAPITRE 10. LE DIFFICILE PARTAGE DU SOUCI, « UN EMPÊCHEUR DE CIRCULER » POUR L'INONDATION : LOGIQUES SOCIALES EXPLICATIVES .....	328
10.1. Quand on en parle : pertinence pratique à le faire et cadrage « polémique » .....	329
10.2. Une transmission qui ne se fait pas : anciens, nouveaux : circulez, il n'y a rien à dire .....	336
10.3. Des manières de clore le débat sur un sujet délicat : relativiser pour ne pas dramatiser.....	343



10.4. L'effet confortant du partage normatif : la normalisation de la confiance dans la protection .....	360
Conclusion : un difficile partage du souci .....	371
CONCLUSION : LA NON-CIRCULATION DE LA POSSIBILITÉ DE L'INONDATION .....	373
<b>CONCLUSION GENERALE.....</b>	<b>377</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>391</b>
<b>TABLE DES FIGURES .....</b>	<b>405</b>
<b>SOMMAIRE DETAILLE .....</b>	<b>407</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>411</b>

# *Convention d'écriture*

## Usage de l'italique et des « guillemets »

Toutes les citations sont en italique et entre guillemets.

Dans le corps du texte, les citations de dires d'acteurs du terrain sont distinguées des citations d'auteurs par la référence de l'auteur qui suit ces dernières. Par défaut donc, tous les mots ou expressions entre guillemets et en italique sont des termes émiqes.

Les extraits d'entretiens, plus longs, sont isolées dans des paragraphes, toujours en italique et entre guillemets avec le nom (ou le profil) de la personne citée.

Dans ces citations, les interventions (questions ou relances) de l'enquêteur apparaissent en souligné.

## Usage des « guillemets » sans italique.

Dans le corps du texte les mots ou expression apparaissant entre guillemets servent à notifier le recours à une expression familière, à une image ou à un usage volontairement abusif du terme.

## Usage des encadrés

Les encadrés sont utilisés pour illustrer le propos par des extraits des notes de terrain.

## Usages des abréviations

Un tableau des abréviations figure en début de document. J'ai explicité dans le texte le contenu de chaque sigle à sa première occurrence au sein de chaque partie.

Les abréviations sont en capitale lorsque pour les prononcer il faut les épeler (exemple : PPRI) et avec une capitale initiale et en minuscule, lorsque leur prononciation est possible (exemple : Papi).

## Usages des Majuscules

Les institutions sont nommées avec des capitales initiales lorsqu'elles sont citées en représentation de l'action de leurs acteurs (exemple : la Mairie a décidé de).

## Usage du "je"

La thèse est écrite à la première personne du singulier. Cet usage ne dément pas le « nous » qu'il cache par ailleurs. Plusieurs personnes, tout particulièrement mon directeur, mon encadrante, mais aussi des collègues et amis, m'ont aidé (très) précieusement dans l'élaboration de ce travail. Ce choix s'explique principalement par une vision de l'implication et de l'engagement dans l'exercice de la recherche; discutée en fin d'introduction générale. Il s'explique également par la responsabilité que je perçois dans l'acte d'écrire.

## *Petit glossaire de l'inondation \**

Affluent :	Cours d'eau qui se jette dans un autre cours d'eau plus important.
Aléa :	Phénomène naturel d'occurrence et d'intensité donnée. L'analyse scientifique de l'aléa comporte la description de la nature du phénomène, de son intensité et de sa probabilité d'occurrence.
Alluvions :	Ensemble des matériaux (galet, gravillons, sables) apportés et déposés par les eaux courantes, spécialement lors de crues, dans les plaines d'inondation.
Amont :	Partie d'un cours d'eau qui, par rapport à un point donné, se situe entre ce point et sa source.
Assec :	Assèchement temporaire d'un cours d'eau ou d'un tronçon de cours d'eau.
Aval :	Désigne la partie d'un cours d'eau qui, par rapport à un point donné, se situe après ce point, dans le sens de l'écoulement de l'eau.
Bassin versant :	Portion de territoire délimitée par des lignes de crête, dont les eaux alimentent un exutoire commun (cours d'eau ou lac) ; appelé aussi bassin hydrographique.
Batardeaux :	Dispositif de protection personnel constitué d'une planche amovible que l'on peut insérer dans des petits rails disposés de part et d'autre d'une ouverture (portail, porte d'entrée) pour empêcher l'intrusion de l'eau en cas d'inondation.
Crue :	Augmentation de la quantité d'eau qui s'écoule dans le cours d'eau.
Crue centennale :	Crue dont la probabilité d'apparition sur une année est de 1 / 100. Cette définition est complète lorsqu'est précisé la caractéristique mesurée. Ici, il s'agit du débit de pointe. Autrement dit, la crue centennale est celle dont la probabilité que son débit de pointe soit atteint ou dépassé chaque année est de 1 / 100.
Débit :	Volume d'eau qui traverse une section transversale d'un cours d'eau (ou d'un canal) par unité de temps.
Débit d'étiage :	Niveau minimal des eaux d'un cours d'eau ; débit le plus faible.
Débit de crue :	Niveau maximal des eaux d'un cours d'eau ; débit le plus élevé.
Déversoir :	Ouvrage de protection consiste à dévier au-delà d'un niveau défini, une partie du flux d'eau dans un autre lit que le lit principal au cours d'eau ; appelé également « <i>ouvrage partiteur de débit</i> ».
Digue :	Remblai artificiel construit pour contenir les eaux d'une rivière dans un secteur déterminé.

Exutoire :	Ouverture ou passage par lequel s'écoule le débit sortant d'un cours d'eau.
Inondation :	Submersion rapide ou lente d'une zone habituellement hors d'eau.
Lit majeur :	Lit maximum qu'occupe un cours d'eau dans lequel l'écoulement ne s'effectue que temporairement lors du débordement des eaux hors du lit mineur en période de très hautes eaux.
Lit mineur :	Partie du lit comprise entre des berges franches ou bien marquées dans laquelle l'intégralité de l'écoulement s'effectue la quasi totalité du temps en dehors des périodes de très hautes eaux et de crues débordantes.
Ripisylve :	Formations végétales qui se développent sur les bords des cours d'eau ou des plans d'eau situés dans la zone frontière entre l'eau et la terre. Elles sont constituées de peuplements particuliers en raison de la présence d'eau sur des périodes plus ou moins longues : saules, aulnes, frênes en bordure, érables et ormes en hauteur, chênes pédonculés et charmes sur le haut des berges.

---

\* Sources :  
<http://www.eaufrance.fr/glossaire>;  
[http://www.lexilogos.com/francais\\_langue\\_dictionnaires.htm](http://www.lexilogos.com/francais_langue_dictionnaires.htm);  
<http://www.dictionnaire-environnement.com>;  
<http://webworld.unesco.org/water/ihp/db/glossary/glu/HINDFR.HTM>;

## *Abréviations utilisées*

Catnat :	Catastrophes naturelles
Cle :	Commission locale de l'eau
CNRS :	Centre national de la recherche scientifique
Datar :	Délégation à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale
DCE :	Directive cadre sur l'eau
DDE :	Direction départementale de l'équipement
DDTM :	Direction départementale des territoires et maritimes
Diren :	Direction régionale de l'environnement
Dreal :	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Drir :	Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement
DUP :	Déclaration d'utilité publique
IFP :	Institut français de Pondicherry (Inde)
Ifsttar :	Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux
IGE :	Inspection générale de l'environnement
Insa :	Institut national des sciences appliquées
Insee :	Institut national de la statistique et des études économiques
Lames :	Laboratoire méditerranéen de sociologie
Latts :	Laboratoire techniques territoires et sociétés
Meddem :	Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer
Meddat :	Ministère de l'écologie de l'énergie du développement durable et de l'aménagement du territoire
Pacte :	(Laboratoire) Politiques publiques, action politique, territoires
Papi :	Programme d'action et de prévention des inondations
Peri :	Plan d'exposition aux risques inondations
Plu :	Plan local d'urbanisme
POS :	Plan d'occupation des sols
PPRI :	Plan de prévention des risques inondation
PSS :	Plan de surfaces submersibles
Sage :	Schéma d'aménagement et de gestion des eaux
Safer :	Société d'aménagement foncier et d'établissement rural
Sdage :	Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux
SDAU :	Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme
Scot :	Schéma de cohérence territoriale
UMR :	Unité mixte de recherche

## Introduction générale

### Un sujet, un terrain, un chercheur : des ajustements

*« À l'échelle micro, une échelle d'espace non moins que de temps infiniment resserrés, la vie sociale apparaît déjà comme un chapelet d'épreuves qui se surmontent dans un minimum d'agencement collectif. Si bien qu'on n'a pas d'un côté l'ordinaire des routines et de l'autre l'extraordinaire des rétablissements d'ordre problématique, mais sans doute un continuum de ces rétablissements selon leur ampleur; on dirait plutôt une nervosité foncière de la vie sociale. »*

(Bordreuil, 2007)

En France métropolitaine, les inondations, c'est-à-dire la submersion (rapide ou lente) d'une zone (rurale ou urbaine) habituellement hors d'eau, sont la première cause de mortalité due à une catastrophe naturelle et causent des dommages économiques importants<sup>1</sup>. Le risque inondation est défini par les experts comme le fruit de la rencontre d'un « *aléa hydrométéorologique*<sup>2</sup> » à l'origine d'une crue importante et d'une « *vulnérabilité* », c'est-à-dire « *l'existence de biens et d'activités pouvant subir des dommages et de personnes pouvant subir des préjudices* »<sup>3</sup>. Aujourd'hui, selon une étude du commissariat général au développement durable, une commune sur trois serait concernée par le risque inondation. Et cela s'expliquerait principalement par une urbanisation et une vulnérabilité croissantes dans les zones inondables du fait de la pression démographique (CGDD, 2009). Les inondations en France concernent bien des zones littorales et deltaïques attractives et dynamiques. Sur ces territoires, que l'observatoire national qualifie d'« *espace menacé et convoité* » (Datar, 2012) l'urbanisation, l'artificialisation et la densification, doivent se combiner avec la fragilité écologique des milieux et leur exposition particulière aux risques naturels, particulièrement les inondations. Les enjeux en termes économiques tout autant que les problématiques environnementales y sont importants et encouragent les politiques à financer des recherches visant à diminuer leur vulnérabilité. C'est cet état de fait qui a motivé l'élaboration du sujet de recherche à l'origine du présent travail.

Le sujet initial de la thèse, « *vivre avec la possibilité d'une inondation*<sup>4</sup>. *Ethnographie de l'habitation dans un quartier exposé à des inondations* », a été soumis à candidature pour un contrat doctoral au sein de l'équipe interdisciplinaire Usages de l'Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (Irstea) dans l'Unité mixte de recherche (Umr) Gestion de l'eau, acteurs et usages (G-EAU)<sup>5</sup>. Il posait

---

<sup>1</sup> Source : [www.prim.net](http://www.prim.net), site d'information sur les Risques Majeur

<sup>2</sup> Processus ou phénomène naturel de nature atmosphérique, hydrologique ou océanographique susceptible – dans la rencontre avec une vulnérabilité – de faire des morts et des blessés, d'endommager des biens et des propriétés, de provoquer une rupture de la vie sociale et économique, et d'entraîner une dégradation de l'environnement. Les phénomènes suivants constituent des aléas hydrométéorologiques: inondation (eaux, débris de roches, boue), marée de tempêtes, orages et grêles, tempête de neige et autres formes de fortes tempêtes, sécheresse, désertification, feu de brousse, température extrême, tempête de sable ou de poussière, pergélisol, avalanche de neige ou de glace. Source : SIPC/ONU (2002) « *Vivre avec les risques: revue globale des initiatives de prévention des catastrophes* », The United Nations for Disaster Risks reduction. Source : [http://www.unisdr.org/2003/campaign/french/5\\_Glossary\\_fre.pdf](http://www.unisdr.org/2003/campaign/french/5_Glossary_fre.pdf).

<sup>3</sup> Source : loi n°95-101 du 2 février 1995 ou loi Barnier

<sup>4</sup> Le développement de l'usage de l'expression « *vivre avec les inondations* » a été concomitant avec la promotion d'une « *culture du risque* », notion sur laquelle nous allons revenir en détail dans cette introduction.

<sup>5</sup> L'Unité mixte de recherche (UMR) G-eau a été créée en janvier 2005, elle rassemble 80 permanents, dont 45 chercheurs et enseignants chercheurs et 35 ingénieurs, techniciens et personnels d'appui, auquel s'ajoutent une soixantaine de doctorants, post doctorants et contractuels. Les tutelles sont AgroParisTech-Engref, Irstea (anciennement Cemagref), le CIHEAM-IAMM, le Cirad, l'IRD et SupAgro Montpellier. La création de l'UMR avait pour objectif de fédérer des recherches existantes et d'en permettre d'autres sur la thématique de l'eau. Le présent travail s'insère dans l'axe 2 de l'UMR : *Concertations pour l'eau, politiques publiques et gestion des services*, et plus précisément la thématique : *la vulnérabilité et la gestion des risques d'inondation ou de sécheresse*. Cette dernière a été initiée avec le renforcement en sciences sociales, concomitant à la création de G-eau. Les disciplines au cœur du dispositif, qui ont formé mon environnement de travail direct, relèvent des sciences humaines et sociales : économie, gestion, sociologie, sciences politiques, géographie, anthropologie, auxquelles s'ajoutent des compétences en modélisation des systèmes complexes et les expertises des sciences du vivant et du milieu pour la conception des modèles. <http://www.g-eau.net/>

initialement comme question : « *Dans une phase dite de « routine » vis-à-vis du risque en quoi et comment l'exposition d'un territoire aux inondations est-il un élément déterminant dans la relation des habitants à ce territoire ?* »

La présente introduction, en quatre temps, s'ouvre tout d'abord par la présentation de la thématique (1) de la recherche : les inondations. Dans cette présentation il s'agira de dresser le panorama politique et conceptuel dans lequel s'inscrit la recherche. En faisant état de la littérature existante il s'agira ensuite de rendre compte de l'originalité de l'approche choisie et ainsi de la potentialité de ses apports pour les réflexions contemporaines sur la problématique des inondations (2). Le sujet et le terrain d'étude pourront alors ensuite être présentés dans le détail. Il s'agira de montrer comment le sujet initial rédigé au sein de l'équipe Usage, a été « travaillé » par le terrain d'étude tout autant que par mon appropriation de ce dernier, ceci au regard de mon parcours de recherche (3). Ce troisième temps permettra d'avancer dans la spécification de la problématique de thèse et d'en présenter, d'une part la réflexion théorique qui la sous-tend (4) et, d'autre part, la démarche méthodologique (5) employée pour structurer les investigations menées sur le terrain.

## 1. Les inondations, un sujet d'actualité

Dans l'explication des catastrophes pendant des siècles a prédominé l'idée du fléau divin, celui de « la colère des dieux ». La gestion sous le Second Empire d'une crise nationale suite à la catastrophe de 1856, marque un tournant significatif puisqu'elle conféra aux inondations le statut nouveau de phénomène prévisible et donc, maîtrisable (Allard et Labeur, 2008). « *Il est à l'honneur de l'État que les fleuves restent en leur lit* », déclarait Napoléon III (Allard et Labeur, 2008) lors de cet épisode de l'Histoire. S'en suivit, au cours des XIX<sup>e</sup> et de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, la mise en place de grands travaux d'aménagements afin de protéger les espaces de vie des crues des cours d'eau. Ces derniers furent endigués, canalisés, parfois même enterrés. Dans un contexte de modernité triomphante, la politique de l'État, mise en œuvre par ses corps d'ingénieurs, visait à dompter les cours d'eau par une culture technique de la maîtrise de l'eau (Claeys, Allard, Ami *et al.*, 2009). De nombreux lits majeurs\* ont été recouverts par l'urbanisation, la place laissée au cours d'eau étant réduite à son lit mineur\*. Protégés par les ouvrages (des digues notamment), les hommes ont pu aménager de nouveaux espaces au bénéfice du développement économique, de l'expansion et de la densification urbaine favorisée par la croissance démographique. Ce système parut (quasi) infaillible un siècle durant. Ces aménagements ont cependant paradoxalement participé à construire la vulnérabilité des populations et des biens au risque inondation. Mais, depuis la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les limites de cette maîtrise des cours d'eau se sont peu à peu imposées aux esprits. Plusieurs catastrophes nationales (Vaison-la-Romaine en 1992, Nîmes en 1988, La Camargue en 1993 et 1994, la Somme en 2001 ou encore le Rhône en 2003) ont mis à jour les limites de ces dispositifs techniques et l'augmentation du risque qui en procèdent.



Dans l'ouvrage « *Bienville's Dilemma* », Richard Campanella (Campanella, 2008) retrace l'histoire de La Nouvelle-Orléans. Le dilemme historique de la localisation de la ville était celui de la tension entre une situation écologique fragile – aux limites de l'habitabilité – et un emplacement stratégique dans l'espace économique, lui, extrêmement prometteur. Le critère économique l'emporta sur les considérations « écologiques » (ou d'instabilité du milieu naturel) et l'ouragan Katrina en 2005 vint alors redonner de l'actualité à ce dilemme originel. Mais une fois le choix fait d'établir la ville au risque de l'eau, on comprend alors que parler de risque naturel n'est plus exact. C'est bien de « *risques socionaturels* » (Picon, Allard et al., 2006) dont il est question. Par les choix d'aménagement opérés, l'homme a créé les risques auxquels il s'est exposé, participant des « *man made catastrophes* » (Erikson, 1994). En d'autres termes, le changement de forme de l'aléa fait suite aux changements opérés par l'homme sur le milieu. Au regrettable bénéfice des catastrophes passées, nous savons désormais que les digues augmentent paradoxalement considérablement l'ampleur du risque en décuplant l'aléa (Provansal, 2011). Il a bien fallu, en effet, qu'une digue soit érigée pour qu'elle menace de rompre.

Ces « *risques liés à la modernisation* » (Beck, 2001: p.147) doivent dès lors être pris en charge. Face à cette problématique, une nouvelle orientation des politiques de gestion des inondations fut donnée. Jusque là, les politiques de gestion française des inondations étaient dominées par les politiques de protection et s'accompagnaient d'un certain laisser faire urbanistique<sup>6</sup>. La palette classique de gestion des inondations est constituée de mesures que l'on peut ranger sous deux pôles principaux : ceux de la protection et de la prévention, catégories qui, dans leurs acceptions usuelles, tendent souvent à être confondues. Nous considérerons ici que la protection englobe les mesures qui visent à assurer que le risque est maîtrisé là où les mesures de prévention, sous tendues par une forme d'acceptation des inondations, invitent au contraire à composer avec et donc, de s'y préparer. La protection comprend essentiellement les aménagements (digues, barrages) construits pour contrôler l'étendue des inondations quand la prévention regroupe les mesures mises en place pour mitiger l'étendue des dégâts ; les dispositifs institutionnalisés de prédiction à court terme visant une organisation de la vigilance et de l'alerte ainsi que les dispositifs d'information sur les risques aux habitants. Ces actions sont réglementées aujourd'hui par les Plans de prévention du risque naturels d'inondation (PPRN-I ou PPRI) et cadrées par les Programmes d'actions et de prévention des inondations (Papi). Les PPRI, définis à l'échelle de la commune, sont élaborés à l'initiative et sous la responsabilité de l'État, en concertation avec les communes concernées. Ils sont un outil d'aide à la décision, chargé de localiser, caractériser et prévoir les effets des risques naturels prévisibles avec le double souci

---

<sup>6</sup> Nous reviendrons plus en détail sur le contexte réglementaire en matière de gestion des inondations et d'urbanisation dans la première partie de la thèse. Pour une revue détaillée de la réglementation se reporter annexe 1, où figure un extrait synthétique du travail de synthèse bibliographique de Meriem Labbas « *Que connaît-on en France du lien entre risque inondation et foncier ?* » (2011), mené dans le cadre du Mastère Gestion de l'Eau de l'Engref Montpellier. Ce travail a permis d'établir une chronologie complète depuis 1856 des textes de lois successifs réglementant l'urbanisation en zone inondable et de souligner la dépendance de son évolution aux événements catastrophiques successifs.

d'informer et de sensibiliser le public, d'infléchir le développement communal vers des aires exemptes de risques en vue de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens<sup>7</sup>. Les Papi visent à traiter le risque inondation de manière globale, à travers des actions combinant gestion de l'aléa (réhabilitation des zones d'expansion des crues, ralentissement dynamique, ouvrages de protection...) et réduction de la vulnérabilité des personnes, des biens et des territoires. Leurs mises en œuvre reposent sur une gouvernance partenariale rassemblant acteurs locaux et services de l'État, réunis autour d'une vision partagée à la fois du risque inondation sur le territoire et des mesures à prendre localement pour en réduire les conséquences négatives<sup>8</sup>. Il est enfin prévu un système d'indemnisation national pour compenser les victimes des dommages que les précédents pans de l'action publique n'ont pu prévenir.

Depuis 2003<sup>9</sup>, dans la gestion des risques en général, et des inondations en particulier, un accent est mis sur la promotion de l'information et l'activation d'une « *culture du risque* », notion que nous discuterons en détail plus bas. Cette promotion se fonde sur l'hypothèse selon laquelle, une politique de gestion des risques – dans ses dimensions structurelles (aménagement de protection) aussi bien que non structurelles (mesure de réduction de la vulnérabilité d'un territoire et de ses habitants, organisation préventive de l'alerte, de la gestion de crise) mises en place avec les PPRI –, se doit, pour être efficace, de s'appuyer sur une connaissance entretenue des risques par les populations concernées. Elle suppose que des personnes mieux informées prennent des dispositions préventives pour réduire les conséquences générées par l'occurrence d'une catastrophe et réagissent mieux au moment de sa survenue. Cette orientation nouvelle des politiques de gestion du risque vers la prévention s'inscrit dans une volonté politique plus large et du constat de la limite des politiques de protection basées sur la technique et la maîtrise du risque par les experts ou la puissance publique. Elle énonce la nécessité de renforcer la participation de la population et de trouver des modes de gestion adaptées aux spécificités locales (Dourlens, 2004). L'oubli du risque est en effet souvent décrié par les gestionnaires comme étant l'une des causes de la mauvaise préparation des populations. En Arles, Bernard Picon, Paul Allard et al. (2006) ont montré pour les dernières inondations de 2003, la capacité d'occultation des habitants ainsi que la méconnaissance du phénomène des populations nouvellement installées. Or, une grande partie des territoires exposés aux inondations n'ont pas connu d'événement catastrophique depuis longtemps. Dans ce contexte, l'activation de la « *culture du risque* » a été identifiée comme un des enjeux principaux d'une bonne gestion de l'inondation par les gestionnaires. Les

---

<sup>7</sup> Les objectifs, énumérés à l'article L562-1 du Code de l'environnement sont : définir les zones exposées aux risques, recenser les zones qui ne sont pas directement exposées au risque, définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde, définir les mesures relatives à l'aménagement.

<sup>8</sup> L'animation de cette dynamique territoriale est portée par une collectivité locale ou un groupement (conseil général, communauté d'agglomération, syndicat mixte...) qui constitue la structure pilote du Papi. Celle-ci contractualise avec l'État et les acteurs locaux dans le cadre d'une convention pluriannuelle qui fixe les modalités de mise en œuvre du Papi. Sources : <http://www.cepri.net/les-papi.html>

<sup>9</sup> Loi risque de juillet 2003

politiques de gestion ont ainsi intégré cette dimension et encouragé le développement d'études permettant de prendre la mesure d'une telle possibilité. Ces dernières années de nombreux travaux se sont intéressés à l'identification, mais aussi à la critique, de cet attendu de « *culture du risque* », pour lequel les sciences sociales sont sollicitées. Cette thèse s'intéresse à cette question, en s'inscrivant dans la lignée des travaux dit de la sociologie des risques dont le développement fut impulsé par cet appel.

## 2. L'appel aux sciences sociales sur un sujet technique

Nous allons ici parcourir, de manière non exhaustive, la littérature des sciences humaines et sociales existante en matière d'études des risques afin de rendre compte de l'originalité de l'approche choisie et ainsi de la potentialité de ses apports pour les réflexions contemporaines sur la problématique des inondations. La mise en évidence de l'originalité de l'approche du présent travail se fera en trois temps. Dans un premier temps, il s'agira de montrer en quoi l'approche pragmatiste choisie permet de déplacer le regard par rapport aux études antérieures dominées par l'étude des « représentations du risque ». Dans un second temps, aux bénéfices de travaux antérieurs centrés sur la politisation des risques, il s'agira de souligner l'importance de la prise en compte des savoirs, des pratiques et des attachements afférents au milieu<sup>10</sup> exposé à un risque, tout en considérant symétriquement le risque comme agissant sur ce milieu et les acteurs. Enfin, un troisième temps nous permettra de souligner en quoi le présent sujet de recherche vient combler un manque dans l'appréhension de ce qu'il en est de « la socialisation des inondations », dont les études précédentes ont principalement investigué le seul temps de la crise ou de son lendemain.

Comprendre la constitution du champ de recherche de la sociologie des risques invite à s'intéresser en premier lieu au concept même de risque. Ce dernier est issu de la théorie des probabilités, « *système axiomatique dérivé de la théorie des jeux en France au XVII<sup>e</sup> siècle* » (Douglas et Wildvasky, 1983: p.55). Avec l'apparition de cette théorie des probabilités, la recherche scientifique s'est orientée de plus en plus vers l'exploitation de données statistiques (par le calcul de probabilités) se substituant ainsi à la recherche de l'identification des causes profondes aux phénomènes étudiés (Douglas et Wildvasky, 1983). Dans ce cadre conceptuel, au sein des sciences sociales en économie surtout mais en sociologie aussi, les théories du choix rationnel se sont d'abord imposées pour l'explicitation du comportement humain. Ces théories attribuent aux agents un comportement rationnel : en raison d'un certain nombre de préférences, les agents adaptent leurs conduites en visant le plus grand profit (ou au moins le moindre mal). Dans le champ des études sur les risques, cette lecture du monde appréhende l'individu comme cherchant à optimiser les avantages de ses prises de risques. Appliquer à la

---

<sup>10</sup> Le choix, et donc l'usage, du terme de « milieu » en lieu et place d'autres substantifs plus courants tels que « zone », « espace » ou « lieu » sera explicité plus en détail dans la suite du propos.

problématiques des risques environnementaux, qu'ils soient dits naturels ou industriels, ces théories se sont nourries de travaux issus de la psychologie, par exemple celle de la théorie de la dissonance cognitive de Festinger<sup>11</sup> (Festinger, 1957). Ces approches de psychologie cognitives et sociales cherchent à déterminer précisément les biais cognitifs de la perception des risques (Ferrieux, 2007). Parallèlement, dans la recherche sociologique, les premières approches de la sociologie du risque, développées des années 1960 aux années 1980, notamment dans les suites des grandes catastrophes industrielles de Bhopal, Three Mile Island ou encore Fréjus pour la France, distinguaient les « *risques objectifs* » des « *risques perçus* » (Dourlens, 2004). Dans cette lecture, qui constitue selon Claude Gilbert l'un des trois modes possibles de fabrication des risques (Gilbert, 2003), et qui participe au sens commun tant elle a été reprise, les représentations expertes du risque (déterminant les risques dits « *objectifs* ») sont distinguées des représentations profanes des risques (déterminant les risques dits « *perçus* »), en tendant à réduire les réactions du « tout venant » à ses peurs. Considérés comme existants en soi, les risques ont des causes qui peuvent être identifiées et des probabilités d'occurrence qui peuvent être calculées grâce à l'expertise technique et scientifique. Les autorités publiques apparaissent dès lors en mesure de définir les politiques publiques à mettre en place en conséquence (Gilbert, 2003). De nombreux travaux partageaient (et partagent encore dans une large mesure) cette lecture du problème et étudient les représentations sociales des risques, leur acceptation sociale et leur hiérarchisation (Slovic P., 1987; Peretti-Watel, 2000). Ces recherches questionnent, d'une manière générale, l'écart entre les différentes représentations du risque, au sens d'un objet défini, et les conditions d'une représentation partagée de cet objet (Douglas et Wildavsky, 1983).

Dans les travaux de Mary Douglas et de Aaron Wildavsky, que l'on peut qualifier, en reprenant les termes de Denis Duclos (Duclos, 1987) de socioanthropologie du risque, la notion de risque appréhendée comme calcul des chances ainsi qu'adéquation des moyens aux fins apparaît comme devant être relativisée. Pour ces auteurs, l'individu ne peut se plier aux exercices hyper-complexes de l'évaluation probabiliste, il simplifie et traite la situation comme si elle était indépendante de déterminations plus globales. Les logiques qui organiseraient les opinions seraient de nature symbolique. L'analyse culturelle de Mary Douglas visait à définir le rôle de la culture dans la fabrication de l'ordre social et considérait dans la notion de culture « *les principes et les jugements qui guident et nourrissent les actions des individus.* » (Calvez, 2006: p.2). Les travaux de Mary Douglas et de Aaron Wildavsky

---

<sup>11</sup> La dissonance cognitive est « une relation cognitive qui découle de l'inconsistance entre des croyances, des attitudes ou des conduites ; il en résulte un état d'activation physiologique désagréable » (Vallerand R. J. (sous la direction de), 1994: p.780). Dès lors, cet individu mettra en œuvre des stratégies inconscientes – des modes de réduction de la dissonance cognitive – visant à restaurer un équilibre cognitif. L'une de ces stratégies consiste à modifier ses croyances, attitudes et connaissances pour les accorder avec la nouvelle cognition ; elle est appelée « processus de rationalisation ». Appliquer à la question du vivre avec le risque, le déni du risque apparaît en psychologie comme le principal moyen pour réduire la dissonance cognitive que produirait le fait d'habiter dans un lieu que l'on penserait dangereux.

(Douglas et Wildvasky, 1983) ont ainsi comparé la perception sociale des dangers en fonction des contextes culturels dans lesquels elle se déploie et ont plus particulièrement caractérisé les biais culturels de la perception. Selon leur approche, les différentes sociétés produisent une sélection (perception) du risque qui permet de définir ce qui est dangereux ou non et de déterminer comment aborder ce danger. Par ailleurs, la perception du risque serait traversée par des construits « *symbolicoculturels* » en tant que chose perçue ou non comme danger à un moment de l'Histoire et dans un contexte socioenvironnemental précis. Ainsi, ces travaux ont fait le constat d'une variation culturelle de la perception des risques et ont « *analys(é) ces divergences comme le produit de styles de pensée qui conduisent à sélectionner certains risques et à en ignorer d'autres en fonction des principes d'ordre social auxquels les individus marquent leur attachement et des institutions sociales dans le cadre desquelles ils agissent* » (Calvez, 2004). Cette approche, si ces apports ont été largement reconnus, fut critiquée pour le modèle culturellement déterministe qu'elle propose, notamment par Denis Duclot qui écrit : « *Les contextes concrets où évoluent les individus constituent des systèmes fort complexes d'imbrication et de circulation symboliques, dans lesquels les modes de perception, de définition et d'estimation des risques et les comportements d'évitement ou de recherche de ceux-ci ne peuvent se réduire à des modèles culturels pré-déterminés.* »

Plus largement, la littérature existante en sociologie du risque est constituée majoritairement d'études faisant état de représentations sociales en matière de risque qui offrent un panorama relativement figé des relations de l'homme et de son milieu « risqué ». Le travail présenté dans cette thèse, en s'inspirant des penseurs de l'École de Chicago, se démarque d'une telle lecture « photographique » et invite à considérer la pluralité au sein d'une même « *aire culturelle déterminée* » (Lombard, 1994). Pour ce faire, il faut ouvrir les études centrées sur des pensées (censées être dépendantes de représentations) à d'autres types d'approches saisissant ces pensées sans les détacher des flux des situations dans lesquelles elles prennent corps. Nous défendons ainsi l'idée que, tout autant qu'aux « motivations » intérieures et préalables aux actions en situation, il faut aussi s'intéresser à la dynamique des « motifs » tels qu'ils viennent dans l'action, en situation justement. Dans cet ordre d'idées le concept de grammaire, tel qu'on le retrouve, généralisé, chez Luc Boltanski et Laurent Thévenot (Boltanski et Thévenot, 1991), a l'avantage de rendre sensible au fait que les énoncés (exprimant des « représentations ») se formulent sans cesse dans le souci de leur acceptabilité. De même on trouvera une intuition similaire dans les approches par les controverses, pour autant que celles-ci n'y sont pas saisies simplement comme de bons révélateurs pour déplier les significations que diverses composantes d'une société investissent dans tel ou tel problème pratique, mais, au delà, sont créditées d'une capacité à infléchir le sens du réel, à déplacer des convictions, en un mot à « travailler » les mondes dans lesquelles elles se déploient. En congruence avec ce type d'approches, le présent travail postule que l'on gagne à étudier la « *denrée mentale* » concernant l'inondation et son possible en plaçant le focus sur ce qui

circule, discursivement, « entre les têtes » plutôt que sur ce qu'il y a à leur intérieur<sup>12</sup>. La question que nous posons ici est ainsi de savoir où, quand, comment et à quelles conditions une parole publique peut prendre et donner du poids à ce partage social du possible de l'inondation. Il s'agira donc d'appréhender comment, où et quand cette possibilité fait naître de la relation sociale, et d'observer, réciproquement, les manières dont ces « niches relationnelles » amènent à traiter de ce « possible de l'inondation ».

En d'autres termes, le prisme d'entrée dans l'enquête sera de savoir si et en quoi l'inondation peut « faire rapport social » ; et de discerner ce qu'elle peut « faire faire », au delà des attentes légales qu'elle impose. Il s'agira alors de se concentrer sur la « circulation discursive » entre des consciences et de spécifier les espaces de parole que son « possible » engendre ainsi, et ceci dans des contextes ordinaires. Nous défendons ici l'intérêt à penser un relevé, telle une cartographie de ces « moments » où la société se manifeste dans des échanges, fussent-ils entre inconnus.

Ainsi, cette thèse contribue à un second courant de recherches, plus récentes, nourri de plusieurs études de cas relatives à des alertes environnementales et sanitaires, et qui s'intéressent aux processus de politisation des risques. Cette approche appréhende le risque comme le produit d'un jeu d'acteurs, le résultat d'efforts successifs de cadrage (Borraz, 2005). Dans ce que Claude Gilbert définit comme « *second mode d'explication des risques* », ce qui importe, c'est la façon dont des problèmes ou des dangers sont sélectionnés parmi d'autres et étiquetés comme risques nécessitant l'intervention des pouvoirs publics, puis deviennent objets de modes de gestion spécifiques. Le processus de sélection et de hiérarchisation des risques est lié aux « *épreuves de forces entre société civile – et ses représentants – et les autorités publiques* » (Gilbert, 2003). Ce second type d'approche questionne les savoirs à propos du risque, le rôle des lanceurs d'alerte mais également des victimes potentielles ou effectives, de même que les contraintes de publicisation qui s'y rapportent (Chateauraynaud et Torny, 1999). Ces travaux permettent de considérer les institutions du risque mais aussi les débats sur leur bonne administration selon des critères de justice sociale qui tiennent compte du point de vue et des connaissances des acteurs locaux à propos de leur territoire, de leurs activités et des risques qui s'y rapportent. Dans ce qu'ils appellent des « *scènes locales* » du risque, Geneviève Decrop et ses collègues (Decrop, Dourlens, Vidal-Naquet *et al.*, 1997) ont montré que les risques ne sont pas définis unilatéralement par les autorités mais produits à l'issue de processus d'interaction, de confrontation dans lequel les « *profanes* » jouent un rôle au même titre que les « *experts* ». Les travaux de Duchêne et Morel-Journel (Duchêne et Morel-Journel, 2003) ont ainsi montré que des personnes exposées aux inondations peuvent aller jusqu'à refuser une mise en politique de leur territoire focalisée sur le risque inondation. Dans la suite de ces études, d'autres recherches ont mis en lumière la façon dont la problématisation des risques

---

<sup>12</sup> Expression empruntée à mon directeur de thèse, Samuel Bordreuil, qui fait référence par « denrée mentale » en lui rendant hommage – aux travaux de Vincent Descombes.

contribuait à transformer les rapports sociaux, de même que les objets auxquels ils se rapportent (Picon, Allard et al., 2006). Ces travaux comparent deux catastrophes exceptionnelles liées au risque d'inondation en Camargue qui ont conduit à une remise en cause et au changement du système de gestion du risque, supposant une réorganisation des acteurs, d'autres façons de penser et de faire avec le territoire.

Ces constats suggèrent deux choses essentielles. D'une part, pour bien comprendre les risques, notamment les inondations, il faut prendre en compte les pratiques, les attachements qui lient les différents acteurs concernés à leur milieu de vie et aux entités environnementales qui le constitue (Latour, 1997; Gramaglia, 2005; Descola, 2011). Il faut prêter attention aux différentes formes de savoirs les concernant et qui sont inscrits ou non dans les habitudes. D'une autre, de manière symétrique, il faut envisager les risques comme des objets en devenir, des processus qui transforment les acteurs qu'ils mobilisent et les territoires qu'ils touchent (Latour, 2006). C'est en ce (double) sens que les inondations sont un sujet d'actualité : quelque chose d'émergent et de récent mais quelque chose aussi qui « travaille » l'état de choses dans lequel il se déploie (Bordreuil, 2009).

Enfin, la plupart des travaux de recherche en sciences humaines et sociales qui portent sur les inondations se focalisent sur la période de la crise, la catastrophe, ou celle de la post-crise, temporalité de la reconstruction. Ces travaux se déploient après la survenue d'un événement (Dourlens, 2004) en appréhendant, pour la plupart, la question en termes de « perceptions des inondations » (Gilbert et Bourdeaux, 2007; Dupont, 2008). Il existe des études fines traitant de territoires portant encore les stigmates de catastrophes récentes (Langumier, 2006; Revet, 2009) mais très peu de travaux se sont intéressés aux temporalités à distance des crises, c'est-à-dire quand il n'y a pas eu d'événement qualifié par la gravité ou que le temps en a effacé le souvenir, mais où il est difficile de penser – de par la situation géographique, climatique et urbanistique – qu'il ne se passera jamais rien. Un champ d'investigation assez vaste s'ouvre alors et des questionnements méthodologiques particuliers sont soulevés, comme nous allons le voir. Ce que l'on sait d'approches portant sur des saisies à distance temporelle de l'événement a en effet principalement été recueilli par des techniques d'enquête quantitative de type sondage d'opinion ou d'enquête sur les perceptions. Ces formats d'enquête, tout en apportant des informations tendanciennes importantes, trouvent leurs limites dans l'appréhension d'un vivre quotidien dans ce qu'il est constitué de pratiques distribuées dans un environnement familier (Conein, 1998). La nécessité d'étude sur le temps long, en s'éloignant de l'événement lorsque l'ordinaire se (re)met en place, s'impose alors pour l'appréhension de ces pratiques habitantes (Langumier, 2006).

L'intérêt qu'il y a à investiguer les faits et gestes du quotidien prend un sens accru au regard du questionnement de la thèse. Selon les textes cadrant la gestion des risques, sur les territoires où le risque inondation est défini mais où la dernière occurrence est lointaine, le maintien d'une « culture du risque » est un enjeu capital. La « culture du risque » y est envisagée comme permettant d'entretenir un « sens du danger », et ainsi, de limiter les conséquences en

cas d'inondations. Mais cet appel à la « *culture du risque* » sous-entend la préexistence d'un sens communautaire collectif sur la base duquel pourrait se « cultiver » collectivement, justement, ce sens partagé du risque. Parler de « *culture du risque* » gratifie la population cible d'un sens qui serait déjà à l'œuvre, tel un terreau dans lequel il faudrait « cultiver » pour faire prospérer cette « *culture du risque* ». Le programme que l'appel à la « *culture du risque* » embrasse est conditionné par l'existence préalable d'une sociabilité propice à l'élaboration collective et d'un certain « sens du territoire ». Il s'agit donc en premier lieu de qualifier les possibilités de déploiement de la « *culture du risque* » en questionnant ce substrat social préexistant à l'élaboration de sens collectif ; ce à quoi le présent travail espère contribuer. Le choix fort de réinscrire le « vivre avec le risque » dans un « habiter » considéré dans sa globalité, d'investiguer le risque dans le quotidien, à distance du dernier événement important (ou potentiellement avant le prochain) en se concentrant sur l'analyse des faits et gestes de la vie de tous les jours a ainsi été fait ; et ce faisant, a dessiné l'originalité de la thèse par le cadre spatio-temporel choisi et l'approche ethnographique proposée.

### 3. Aux origines de la thèse

La question posée initialement était la suivante : « *L'exposition d'un territoire aux inondations est-elle un élément déterminant dans la relation des habitants à ce territoire et dans le choix des personnes d'habiter ou non dans ce territoire ? La question est plus particulièrement posée pour des territoires exposés aux inondations, parce que par exemple un zonage réglementaire existe, des protections sont en place, mais qui n'ont pas enduré d'événement de ce type depuis longtemps, c'est-à-dire plusieurs décennies.* » Cette thèse visait à alimenter les travaux pluridisciplinaires engagés au sein de l'équipe de recherche Usages sur les risques inondation. L'ambition portée par ses « parents »<sup>13</sup> était en premier lieu que la thèse vienne nourrir les réflexions de l'équipe d'accueil à propos de l'évaluation des politiques publiques, et plus particulièrement sur la thématique des inondations, la dite politique d'instauration de « *culture du risque* ». L'idée qui soutenait cette ambition était que si le bien-fondé du principe d'information des risques ne peut être remis en cause, l'évaluation de son efficacité en tant que politique publique méritait d'être questionnée, ce qui renvoyait alors à l'opportunité et la possibilité du développement d'une « *culture du risque* ». Et ainsi, la conséquence que cette évaluation reposait nécessairement sur une compréhension fine de la relation entretenue par les personnes vulnérables du fait de leur lieu de résidence avec les acteurs intermédiaires émetteurs et porteurs des informations relatives au risque inondation et à l'événement lui-même tel qu'il est, bien ou mal, anticipé. En parallèle de ces attentes de

---

<sup>13</sup> La métaphore se rapporte aux rédacteurs de son sujet : Audrey Richard-Ferroudji (sociologie), Christelle Gramaglia (sociologie), Frédéric Grelot (économie) mais aussi aux autres membres de l'équipe ayant influencés, par leurs travaux connexes sur la thématique ou l'approche, son élaboration : Gabrielle Bouleau (sciences politiques), Patrice Garin (géographie), Katrin Erdlenbruch (économie) pour ne citer qu'eux.



l'équipe d'accueil de la thèse en matières de politiques publiques, figurait aussi une intention exploratoire en matière d'hypothèses de rationalité des individus face au risque utilisées en économie (et en modélisation). La description fine des comportements résidentiels en zone à risque que devait permettre la thèse fut aussi anticipée comme pouvant contribuer aux travaux en modélisation de l'action déployés au sein de l'équipe<sup>14</sup>. Si ce champ de recherche a participé à alimenter ma réflexion d'une manière générale, il n'a pas vraiment été considéré dans le présent travail.

Afin d'appréhender la relation fine que les habitants entretiennent avec le risque - entendu au sens large - le choix fort d'une étude de type ethnographique avait été fait dans la construction du sujet. Cette dernière s'inscrit dans le contexte d'une équipe de recherche interdisciplinaire, au sein d'un institut de recherche de tradition technique et ingénieuriste. Dans un tel contexte, impulser une recherche de type ethnographique relevait du défi. Ma contribution fut alors de me saisir de ce défi et de le mettre en œuvre concrètement. La conduite de cette recherche de thèse a ainsi contribué au développement des approches microsociologiques à Irstea<sup>15</sup>.

Une démarche ethnographique demande de poser un regard « neuf » sur une situation. Ainsi, si le sujet de l'inondation était prédéfini, il s'agissait de laisser les questions émerger du terrain, et non de calquer sur celui-ci une grille d'analyse définie a priori. L'idée était de considérer l'environnement dit « à risque inondation » dans sa globalité et seulement ensuite ce qui n'est qu'une dimension de ce dernier : la possibilité d'une inondation. Cette importance de « partir du territoire » et non du risque pour le considérer (Larrue, 2009) s'affirme aujourd'hui dans certains travaux pour appréhender la question du risque en sciences sociales (November, Penelas et Viot, 2008). Mon appropriation personnelle de la recherche, certainement par mon goût pour l'investigation de type naturaliste<sup>16</sup>, a totalement épousé cette démarche ethnographique prédéfinie. Mon parcours personnel a par ailleurs doublement contribué à poser un regard « neuf » sur le terrain. En premier lieu parce que je n'avais jamais travaillé sur la question du risque ou des inondations, ensuite parce que je n'avais jamais adopté une telle démarche théorique et méthodologique. De formation initiale en psychologie sociale, mon cheminement intellectuel dans la conduite de cette recherche a en quelque sorte épousé celui proposé par le sujet de thèse au sein des réflexions de la sociologie des risques. Formée initialement à étudier le fonctionnement humain individuel - le « dans les têtes » -, conduire cette recherche m'a amenée à travailler sur la coordination en situation et en société – le « entre les têtes ». Le désir de comprendre le fonctionnement humain avait défini la première orientation de mes études supérieures, la psychologie. L'intérêt pour le rapport à l'autre tout autant que le rapport à l'environnement en avait ensuite défini la

---

<sup>14</sup> Notamment par les travaux de Frédéric Grelot en économie ou ceux de Olivier Barreteau, Nils Ferrand, Géraldine Abrami en modélisation, pour ne citer qu'eux de nouveau.

<sup>15</sup> L'influence des jeunes sociologues de la petite équipe Usages au sein d'Irstea Montpellier (formée par Audrey Richard-Ferroudji, Christelle Gramaglia, Gabrielle Bouleau et Sylvain Barone) ainsi que les travaux de thèse en anthropologie d'Alexandre Gaudin avait ouvert tout fraîchement la voix à un tel développement.

<sup>16</sup> Orientation qui rejoignait totalement celle de mon directeur de thèse qui se définit lui-même comme un « goffmanien », en référence à Erving Goffman, dont le naturalisme et ses références à l'éthologie permettent de le qualifier d'« observateur naturaliste » (Bordreuil, 2007).

spécialisation, la psychologie (sociale) environnementale<sup>17</sup>. À l'issue de mon cursus, le désir d'appliquer les connaissances acquises dans le champ des problématiques « environnementales » m'a conduite à suivre un master en gestion sociale de l'environnement et à ancrer ma formation en recherche en continuant par une thèse afin d'étudier les relations de l'homme et de son milieu, et entre les hommes dans ce milieu. Ce parcours de recherche, marqué par l'influence de la psychologie sociale, aux croisements des réflexions sociologiques et environnementales, m'a rendue sensible à l'appel à candidature pour le présent sujet de thèse alors que j'étais en quête d'un contrat doctoral. Le cadre de réflexion sociologique offert par l'encadrement au sein de l'équipe Irstea ainsi que la direction de cette thèse, marqué par les « *nouvelles sociologies* » (Corcuff, 1995), et plus précisément encore le pragmatisme, a alors largement influencé ce travail dans son élaboration théorique et méthodologique ; modifiant mes propres orientations de recherche. Le caractère critique de la prise en compte de la capacité des acteurs à créer le sens en situation que le sujet contenait a scellé l'armature de ce travail de recherche tout autant que son approche résolument empirique.

Dans ce contexte de contrat doctoral, au sujet et à l'encadrement prédéfinis, mon influence principale a porté alors sur la forme du regard posé sur le terrain. Si l'appel à une étude précise des comportements résidentiels pour alimenter la modélisation économique ne fut, par exemple, pas honorée, il m'apparut rapidement capital de considérer la problématique des inondations, qualifiée « d'environnementale », comme enchâssée dans d'autres d'ordre « politique », et donc de combiner à l'étude empirique en situation une réflexion plus *critique* sur le sujet. Cette lecture du problème, où les questions de la nature sont appréhendées avant tout comme le fruit d'une construction politique, me rendit sensible aux réflexions de la *political ecology*, qui viennent ainsi croiser ici – de manière relativement originale – une approche microsociologique de type pragmatiste. La *political ecology* dont il est question est celle qui prône une analyse s'appuyant sur une étude empirique des transformations environnementales et politiques dégagées des préjugés (Benjaminsen et Svarstad, 2009)<sup>18</sup>. Ainsi, si ces lunettes plus « critiques » sont venues orienter ma lecture du problème, l'ancrage profondément empirique et l'inscription pragmatiste du sujet de thèse n'en n'ont pas pour autant été altérés, ainsi que nous le verrons plus loin. Il s'est agi de combiner ces deux points de vue, distincts mais complémentaires, pour l'appréhension du « vivre avec la possibilité d'une inondation », dans un lieu et un moment précis. Cette combinaison fut particulièrement mise en œuvre pour la caractérisation de la trajectoire du milieu considéré, entendue dans ces transformations physiques et politiques (partie 1).

---

<sup>17</sup> Mémoire de recherche de master 1 : « *Représentations sociales de l'environnement et relation à la nature* » (2006, Université Pierre Mendès France, Grenoble II).

<sup>18</sup> Je me démarque ainsi de la tendance plus « politique » de ce courant, d'influence néo-marxiste, qui présente un certain déterminisme structurel dans lequel les travaux présentés ici ne se reconnaissent pas. Pour une présentation générale de la *political ecology* et de ces deux principales « tendances » voir : (Benjaminsen and Svarstad, 2009).

Cette appropriation du sujet par le chercheur ne fut cependant pas la première à intervenir dans la chronologie du « re-travail » de la formulation initiale du sujet. Le premier « façonnage » du sujet fut celui induit par ma rencontre avec le terrain. C'est donc à ce terrain que je vous propose de nous intéresser maintenant.

Le choix initial du terrain s'est fondé sur différents critères. Tout d'abord, la nécessité première de se situer dans un espace dit « risqué » et à distance du dernier événement a fourni le critère principal d'éligibilité dans le choix de ce terrain. Parmi les possibilités, la volonté de combiner l'inscription de la thèse dans les travaux de l'équipe – et donc de rendre possible des interactions fréquentes par une présence continue dans les locaux d'Irstea – avec une recherche de type ethnographique impliquant de vivre sur le terrain d'étude, a permis de préciser ce choix sur la commune de Lattes, dans la communauté d'agglomération de Montpellier (Montpellier Agglomération), où se situent les locaux d'Irstea.

Lattes est une ville périurbaine du sud-est de la France, située entre Montpellier et le littoral méditerranéen. Bénéficiant du développement très rapide de Montpellier ces cinquante dernières années, Lattes a connu une explosion démographique passant de 1600 habitants en 1965 à plus de 18 000 aujourd'hui. Dans le contexte sociopolitique montpelliérain, l'évolution sociodémographique locale a conduit à la construction d'une ville assez cossue, où les habitants jouissent d'un cadre de vie agréable, dans un environnement citadin et à proximité d'espace naturel et du littoral. Elle est située aujourd'hui dans la première couronne de l'agglomération de Montpellier qui compte près de 400 000 habitants et continue à être très attractive<sup>19</sup>. La proximité aux grands axes routiers et infrastructures diverses confère aux lieux une position « géostratégique » que beaucoup d'habitants valorisent – ainsi que nous le verrons – et que nous pouvons nous figurer sur la représentation cartographique ci-dessous.



Figure 1 : Localisation de Lattes.

[M. Campardon ©. Source: SCAN 1000®, IGN, 2013 et GEOFLA®, IGN, 2013.]

<sup>19</sup> Sur la période 1999-2007, la région Languedoc-Roussillon est la deuxième région la plus attractive de France (après la Corse) avec un accroissement de la population de 1.76% (Sources : La Gazette de Montpellier n°1134, p13). Plus localement, le taux d'évolution démographique de Montpellier Agglomération sur la période 1999-2008 fut de 1.2%. (Sources : La Gazette de Montpellier n°1179 du 20 au 26 janvier 2006, p15).

L'offre y est riche en matière de services urbains, tout en se tenant à distance de la ville ; un pied dans la nature, en quelque sorte. Entre ville et campagne, la ville de Lattes est constituée de trois parties : Lattes-centre, Maurin et Boirargues qui se répartissent à peu près proportionnellement la population. C'est sur la partie de Lattes-centre que s'est concentrée l'étude de terrain.

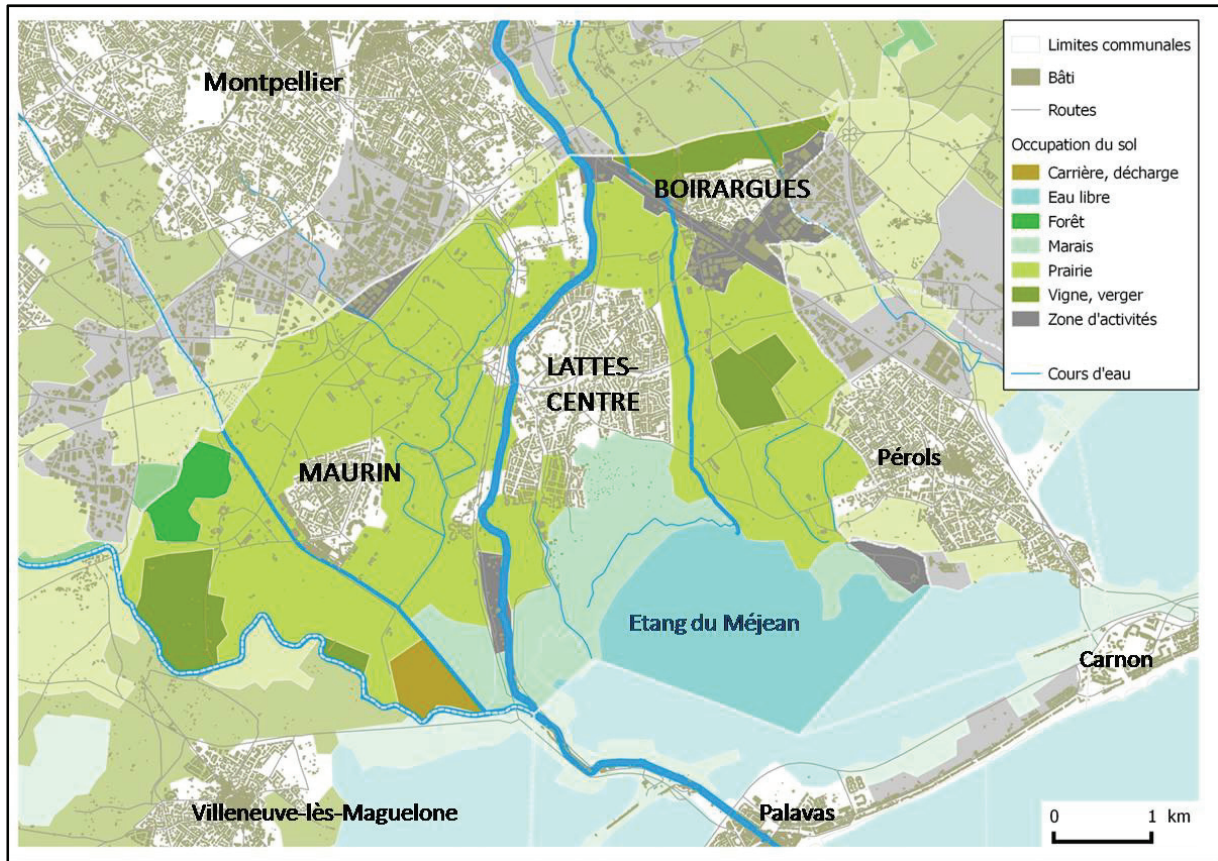


Figure 2 : Carte de l'occupation du sol de Lattes et de ses alentours.  
[M. Campardon ©. Source : BD CARTO®, IGN, 2012.]

La forme d'hybridité du milieu entre ville, campagne et marais – sur laquelle nous reviendrons en détail – a orienté les questionnements de ce travail de recherche. L'immersion ethnographique aura été marquée par la forme d'indolence villageoise observée dans ce contexte urbain exposé au risque, et a orienté les investigations des thématiques de l'inondation dans l'appréhension du mode d'habiter local.

Construite sur une zone humide, dans l'ancien delta du fleuve Le Lez qui la traverse, le caractère inondable de la ville s'explique aisément par sa situation géographique et topographique. D'un point de vue topographique, la zone de Lattes est plane, située à quelques centaines de mètres d'étangs eux-mêmes reliés à la mer par des graus.





Figure 3 : Vue aérienne de Lattes.  
[Source : google earth ©2013 Google.]

En lieu et place de la ville actuelle couraient plusieurs bras du Lez, formant jadis un ensemble deltaïque qui a pu mesurer, d'est en ouest, entre deux et quatre kilomètres de large et du nord au sud environ sept kilomètres de long (Prado, 1997). Dans ce delta, le lit du fleuve s'est déplacé fréquemment à l'intérieur de la plaine créée. Les cartes anciennes tracent l'existence passée de plusieurs anciens bras du Lez, comme nous pouvons le voir sur la figure 4. La plaine du Lez a fait l'objet de continus travaux d'aménagement depuis le Moyen-Âge<sup>20</sup>. Ces nombreux aménagements permettent de qualifier la plaine du Lez de fortement artificialisée (Daveau et Jorda, 2008). Le lit ancien a notamment été modifié en canal de dérivation du Lez à l'époque médiévale, nous y reviendrons dans la première partie de cette thèse.

---

<sup>20</sup> Ces aménagements sont représentés en figure 6 (p. 55).



Figure 4 : Représentation cartographique de l'ancien delta du Lez.  
 [Source : d'après (Daveau et Jorda, 2008) ©.]

Le Lez et son affluent principal, la Mosson, sont des cours d'eau caractérisés par un fort contraste entre les débits de crue<sup>21</sup> et les débits d'étiage<sup>22</sup> : un régime torrentiel alternant avec des périodes d'aridité extrême. Malgré des linéaires et des bassins versants<sup>23</sup> relativement modestes<sup>24</sup>, l'importance et la fréquence des inondations qu'ils provoquent témoignent de la sensibilité particulière de l'ensemble du bassin versant Lez-Mosson-étangs palavasiens aux crues de type méditerranéen et aux « épisodes cévenols ». Ces épisodes sont caractérisés par des excès, souvent saisonniers (l'automne et dans une moindre mesure le printemps concentrent la majorité des événements) marqués par des pluies diluviennes qu'aggravent une certaine immobilité dépressionnaire, parfois accompagné de tempêtes maritimes. Si par extension l'expression sert aujourd'hui à qualifier tout épisode apportant des pluies

<sup>21</sup> Niveau maximal des eaux d'un cours d'eau ; débit le plus élevé

<sup>22</sup> Niveau minimal des eaux d'un cours d'eau ; débit le plus faible.

<sup>23</sup> Un bassin versant (ou bassin hydrographique) est une portion de territoire délimitée par des lignes de crête, dont les eaux alimentent un exutoire commun (cours d'eau ou lac). Ici il s'agit du bassin versant Lez-Mosson-étangs palavasiens (figure 5).

<sup>24</sup> 28 km pour le bassin de 173 km<sup>2</sup> pour le Lez et 36 km pour un bassin de 386 km<sup>2</sup> pour la Mosson. Sources : Rapport de présentation PPRI Lattes, version d'Avril 2007.

diluviennes sur les régions méridionales, où il suffit de s'éloigner de quelques dizaines de kilomètres pour trouver des reliefs dépassant les 1500 mètres, le massif des Cévennes est réputé pour l'intensité des épisodes qui l'affectent (d'où le qualificatif).

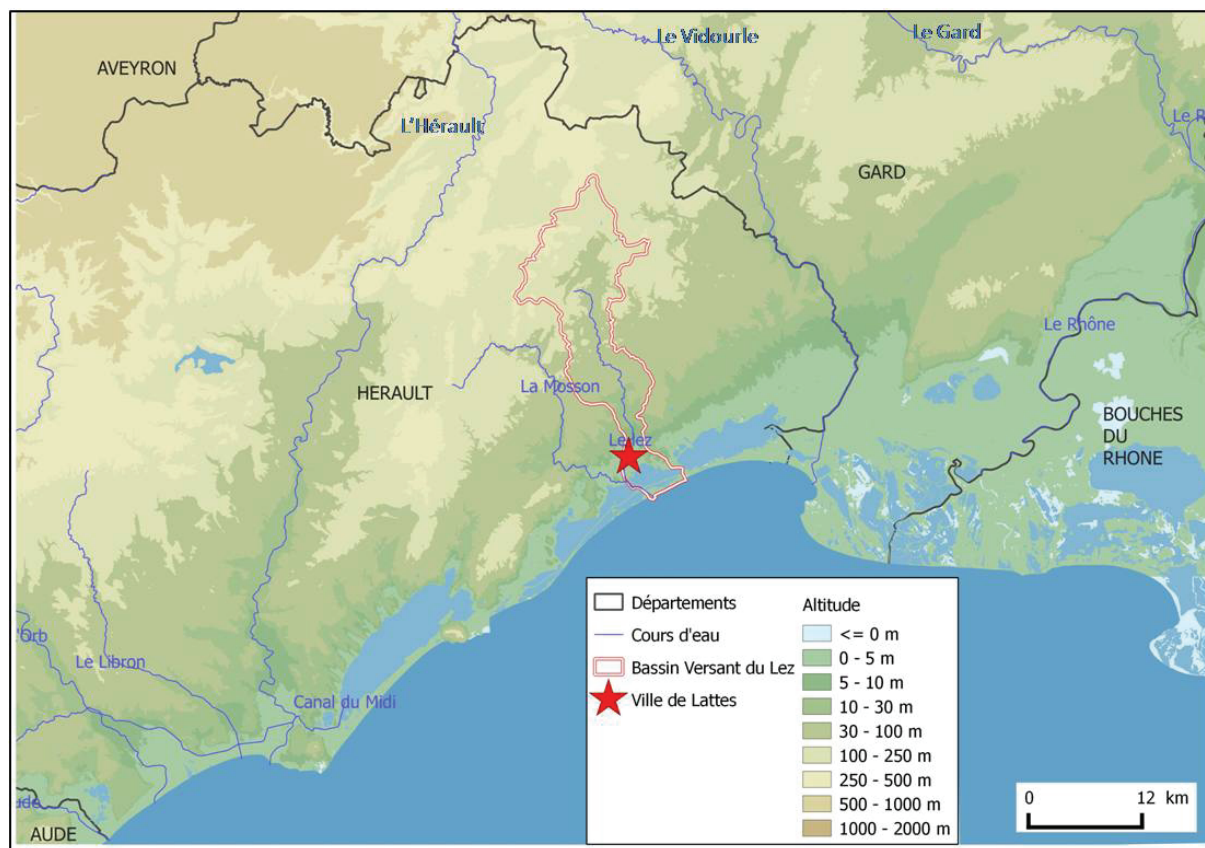


Figure 5 : Représentation cartographique du relief de la région de Lattes.  
[M. Campardon©. Sources : MNT BD Alti®, 2008; BD CARTHAGE®, 2012; BD CARTO®, 2012.]

Ce contexte occasionne des crues régulières (dont la formation et la propagation rapides posent problème en termes de réactivité) et les inondations sont relativement fréquentes dans la région. Selon l'observatoire régional du risque naturel en Languedoc Roussillon<sup>25</sup>, effectivement, « les trois-quarts des communes de la région sont concernées, pour au moins une partie de leur territoire, et 94% ont fait l'objet d'au moins un arrêté de catastrophe naturelle lié aux inondations sur la période 1985-2010 (contre 58% au niveau du territoire national sur la période 1991-2010). Au total, 25 % de la population réside de manière permanente en zone inondable (contre près de 10% au niveau du territoire national) ». Lattes a subi plusieurs inondations importantes ; six événements majeurs sont recensés au cours du dernier siècle (octobre 1891, octobre 1907, septembre 1933, septembre 1963, décembre 1955 et septembre 1976). Les dernières inondations de 1976 ont engendré la canalisation du Lez et la construction de digues de protection. Au début des années 2000, suite à plusieurs inondations « mineures » et un épisode de crue ayant fait craindre le pire, le risque majeur de

<sup>25</sup> La Région Languedoc-Roussillon a mis en place, par une délibération de 2006, l'Observatoire régional des risques naturels (ORN), en partenariat avec d'autres acteurs concernés par la gestion des risques naturels. Étant donné la prédominance du risque inondation, celui-ci a été défini comme priorité de l'observatoire.

rupture de digue, de grands travaux de protection (renforcement des digues, création d'un répartiteur de crue en amont) ont été menés. Nous reviendrons en détail sur le long processus local de la mise en risque dans le courant de la thèse.

La thèse va ainsi s'attacher à questionner comment dans l'habiter une zone périurbaine prisee – milieu hybride entre ville et nature aménagée – les riverains s'emparent de la question du risque inondation, la font circuler et organisent leurs pratiques en fonction du risque ; ainsi que le préconisent les nouvelles orientations politique de gestion des risques qui appellent à favoriser la prévention. L'objet de la thèse est ainsi celui de la circulation des thématisations, ou problématisations, de la « chose » inondation. Puisque des sensibilités (ou sensibilisations) différentes au sein d'un même milieu se donnent forcément à voir, il s'agit de les repérer en premier lieu puis de réaliser le suivi de la contagion éventuelles des préoccupations des uns sur celles des autres. Par le souci de pointer l'affleurement explicite des considérations formulées à propos du risque tout autant que de repérer les situations dans lesquelles le risque inondation est « organisateur des pratiques », l'ambition est de cerner un état ordinaire des sensibilités vis-à-vis de l'horizon de l'inondation des habitants, dans un milieu et un moment particuliers, chargés d'autres enjeux socioéconomiques et politiques.

## **4. Approcher le risque en routine**

Le positionnement épistémologique de la présente recherche, se démarquant des approches hypothético-déductive, est caractérisé par des allers-retours entre empirie et théorie, influencé par le principe de l'induction. Ce principe, que Barney Glaser et Anselm Strauss ont conceptualisé avec la « grounded theory<sup>26</sup> » (1967) consiste à partir du terrain, ou plus exactement des matériaux recueillis, et à les « travailler » dans la perspective de produire des théorisations adéquates du phénomène concerné. Si l'ambition est ici bien plus modeste que celle appelée par Glaser et Strauss par la théorisation à partir des données de terrain, la démarche de recherche s'inscrit dans le sillon de leurs travaux. Le travail de recueil et de mises en forme des données s'est très largement inspiré de la lecture de leur ouvrage. Ainsi, si j'ai fait le choix au cours de l'exercice rédactionnel de présenter dans cette introduction le cadrage conceptuel de l'analyse avant de dresser l'historique de la construction de l'arsenal méthodologique, dans le cheminement de la recherche les choses furent inversées. Si le cadrage général du pragmatisme était donné, la réflexion théorique s'est construite après l'enquête, par le traitement du matériau, et non l'inverse. Ce primat accordé à l'induction réunit l'histoire de la sociologie, notamment par les travaux issus de l'École de Chicago et

---

<sup>26</sup> Traduit « Théorie ancrée » en français. Pour la traduction de l'ouvrage voir : Glaser and Strauss 2010.



celle de l'ethnographie (la première étant très liée à la seconde dans l'école nommée) qui pose le « travail de terrain » au cœur de la démarche de recherche. Le travail présenté ici se situe à ce croisement et ses cadrages théoriques et méthodologiques font autant appel à l'une qu'à l'autre de ces deux « disciplines ».

#### 4.1. Questionner la nature (risquée) dans une ethnographie urbaine

Le travail présenté dans cette thèse, en considérant comment on habite et partage socialement un milieu risqué est à la croisée de la sociologie urbaine et de la sociologie de l'environnement. L'intention est de considérer les interactions entre les habitants du milieu risqué tout autant que les interactions entre les habitants et ce milieu. Ce milieu, que d'aucun pourrait nommer environnement, est alors considéré symétriquement dans ce que l'Homme le façonne et dans ce qu'il influence les comportements humains. L'approche se veut ainsi au carrefour de deux formes complémentaires d'interactionnisme. En premier lieu, le choix d'une attention portée au sens donné par les acteurs à leurs propres conduites, axiomes clefs de l'interactionnisme symbolique, nous inscrit dans son sillage. L'interactionnisme symbolique considère, jusqu'à l'analyse du détail, ce qui « *circule entre les têtes* » (Bordreuil, 2009) c'est-à-dire ce que les individus partagent, ce qui transite d'un individu à l'autre et qui impacte les parties prenantes de l'échange. La société y est définie comme un espace pluriel d'interactions, et l'attention se focalise sur les actions en situation. Nous rejoignons plus particulièrement l'analyse proposée par Erving Goffman en définissant l'interaction à l'échelle des acteurs, se tenant dans leur proximité. L'attention se pose moins sur la structure de la vie sociale que sur la structure de l'expérience individuelle de la vie sociale. Cependant, et en suivant encore Erving Goffman, nous considérons que l'ordre de l'interaction – qu'il définit par « *chaque fois que, et dès lors qu'un individu se trouve à portée du signal d'un autre* »<sup>27</sup> –, s'il prévaut sur l'ordre social, n'en est pas moins cadré par des éléments contextuels. Seulement ces éléments de contexte sont appréhendés tout autant comme dépendants des systèmes de statuts et de rapports structuraux que comme répondant à « *un répertoire de situations qui ont leur vocabulaire et leur déterminisme, leur espace cognitif de contraintes et de négociation* » (Joseph, 2003 : p.9).

En second lieu, il s'agit de considérer ces échanges dans un espace physique (géographique, climatologique, hydrologique, urbanistique, etc.) avec ce qu'il peut porter de marques de la présence d'une possibilité d'inondation, suivant la voie ouverte par l'interactionnisme écologique de George Herbert Mead (Mead, 1932). Cet auteur postulait la préséance de l'interaction avec l'environnement. Introduisant la notion de « *chose physique* », ce dernier nous invitait à considérer la « *conversation sociale* » avec l'inanimé (Mead, 1932). Cet espace physique, pour lequel la notion de milieu – nous y reviendrons - est employée, est considéré dans ce que l'homme le façonne tout autant que dans ce qu'il influence les comportements

---

<sup>27</sup> Le texte où Goffman définit « l'ordre de l'interaction » figure dans « Erving Goffman : Les moments et leurs hommes » (Winking, 1988). Pour une analyse de ce concept, voir notamment le texte de Céline Bonicco (Bonicco, 2007).

humains. Les travaux pionniers en matière d'étude de l'urbanité issus de l'École de Chicago<sup>28</sup>, centrés sur les formes de sociabilité caractéristique des villes, - et dont plusieurs auteurs étaient marqués par les travaux de George Herbert Mead -, considéraient l'importance de l'inscription spatiale de la société : *« Pour comprendre les comportements, les formes d'organisations sociales, les changements sociaux, on ne saurait se passer de prendre en compte les rapports qu'ils entretiennent avec l'espace dans lequel ils s'inscrivent nécessairement »* (Grafmeyer et Joseph, 2007: p.31). Cette école de pensées, qui *« parvient à filer entre la mécanique physique et l'artifice politique »*, pour reprendre la belle formule de Benedikte Zitouni (Zitouni, 2004: p.138), a amenée l'idée de *« ville organique »* fruit des *« mouvements, distributions et interactions des entités mobiles que sont les hommes, eux-mêmes pris dans les liens avec les objets et territoires qui façonnent leurs actions »* (Zitouni, 2004: p.139). L'approche dite de l'écologie urbaine prônée par cette école effectue une lecture attentive des formes matérielles de la vie en société. Dans cette lecture cependant, le sujet demeure celui de l'étude des relations entre les hommes : *« Ce qui nous intéresse c'est la communauté plus que l'homme, les rapports entre les hommes plus que le rapport au sol sur lequel ils vivent (...) C'est seulement dans la mesure où nous pouvons réduire ou rapporter les phénomènes sociaux ou psychiques à des phénomènes spatiaux que nous pouvons les mesurer d'une façon ou d'une autre. »* (Park, 2007: p.193). Si dans cette approche l'espace n'est pas conçu comme le simple support physique des activités humaines, le croisement opéré entre sociologie urbaine et sociologie environnementale du présent travail invitait à aller plus loin encore dans la prise en compte de l'imbrication entre réalités sociales et réalités physiques. Pour ce faire, si l'influence de l'écologie urbaine est importante, elle vient ici croiser d'autres courants. J'aurai notamment recours à la notion de milieu<sup>29</sup> qui me paraissait plus approprié pour considérer la dimension sensible du rapport à l'environnement, à *« l'environnant »* au sens de ce qui entoure ; et qui est sous représentée selon moi dans les notions d'espace ou de lieu, ou encore de territoire ou d'environnement. La notion de *« milieu »* s'entend en ce qu'elle englobe cette dimension sensible à l'environnant, dans toute sa matérialité. Cette attention à la relation sensible *« homme – matérialité environnante »* s'est enrichie de la lecture des travaux d'Augustin Berque pour qui habiter la terre implique non seulement l'étendue physique mais aussi l'espace vécu. Il entend par milieu le système eco-techno-symbolique qui, à l'échelle de la terre, forme l'écoumène<sup>30</sup>. Il appréhende l'être humain (au sens ontologique) à la fois comme un corps individuel et un corps collectif, pas seulement social (symbolique et technique) mais aussi écologique. Cette orientation, à laquelle le présent travail adhère, vient démarquer ce dernier de l'anthropologie dite classique qui pose d'emblée l'extériorité de la nature, *« laquelle doit être alors saisie par la pensée et*

---

<sup>28</sup> Pour une présentation détaillée et claire des travaux de cette école voir (Grafmeyer and Joseph, 2007).

<sup>29</sup> Indépendamment du sens qui lui a été donné par le passé et des débats que son usage a pu générer dans la communauté des géographes notamment.

<sup>30</sup> Écoumène vient d'oïken, habiter. L'écoumène est la relation à l'étendue terrestre, c'est-à-dire à l'ensemble des milieux humains ou autrement dit l'habiter humain sur Terre (Berque, 2000). Puisant son inspiration dans l'idée husserlienne d'*Umwelt* cette ontologie de l'être-dans-le-monde pose le sol comme originaire de notre expérience et horizon de notre intentionnalité.

*appropriée par des symboles selon un schème culturel déterminé avant qu'une activité pratique puisse être menée en son sein* » (Descola, 2011: p.64). Cette manière de lire le monde renvoie à l'approche écologique de la perception initiée par Gibson et reprise dans l'approche naturaliste d'Erving Goffman (et dans les travaux de Isaac Joseph, (Joseph, 2002) partagée ici. Cette approche écologique donne le primat à deux concepts essentiels. Tout d'abord au concept d'affordance, propre à James Gibson, qui pose que les informations dont se saisissent les facultés sensorielles sont bien situées dans l'environnement qui interagit avec l'organisme. Reprenant la mise en garde opérée par Anthony Pecqueux qui souligne que cet environnement n'étant pas seulement matériel mais tout autant socioculturel (Quéré, 1999; Pecqueux, 2012) il s'agit également de veiller à considérer les rapports différenciés au même milieu. Ces rapports différenciés sont le fruit d'expériences individuelles en contexte social, révélant un second concept, lui aussi central dans l'approche pragmatiste (mais plus développé par Dewey que par Mead) : le concept d'*expérience*. *L'expérience*, dans le sens qui lui a été donné par John Dewey est le fruit de « *la rencontre entre un organisme et un environnement* » (Dewey, 1995 ). En suivant cette voie, la manière dont l'un et l'autre vivent ensemble, interagissent, se structurent et se façonnent mutuellement doit être au cœur de l'analyse, dans une approche écologique pour l'exploration du social (Pecqueux, 2012). La dynamique des réflexions actuelles autour des « modes d'habiter » (Berger, 2012) apparaît ici tout à fait intéressante en investiguant interpénétration du social et du spatial et en considérant le ressenti issu de l'expérience. Dépasant les frontières disciplinaires, cette approche propose d'interroger les rapports qu'entretiennent les individus avec leurs milieux de vie en articulant un pan plus géographique – où les réflexions s'articulaient jusqu'alors autour de la notion de genre de vie – et un autre pan plus sociologique, renvoyant aux « modes de vie » des individus en relation avec les comportements des groupes sociaux (Berger, 2012) ; nous y reviendrons au moment opportun<sup>31</sup>.

L'originalité de l'analyse ici proposée, en termes d'étude de la sociabilité urbaine, au-delà de son croisement avec l'étude de la relation au milieu, réside dans le croisement nécessaire qu'il fallait opérer avec la question du risque. Il s'agit en effet de questionner l'habitabilité d'un milieu défini comme risqué. L'habitabilité est entendue comme l'ensemble des qualités des espaces qui favorise le développement de la vie, l'ancrage et l'engagement dans le monde (Berque, 2000; Stock, 2004; Breviglieri, 2006; Blanc, 2010). Ce travail s'inscrit par ailleurs dans la suite de précédents travaux sur l'habiter avec le risque (November, Penelas et Viot, 2008). Ces travaux défendent la prise en compte de tous les actants de la situation, humain et non humain (Latour, 1993). Selon Bruno Latour, les questions environnementales imposent de considérer la nature de manière symétrique, « *comme un acteur majeur, multiple, source et destinataire de toute expérience* » (Doidy et Gramaglia, 2012). Il s'agit de prendre en compte symétriquement les intentions humaines et ce que font faire les éléments physiques du milieu. Pour appréhender cette question, la notion

---

<sup>31</sup> Voir l'introduction de la partie 2.

d'expérience – que nous avons déjà retenue comme centrale – en tant que perception et réception d'un donné sensible (Queré et Ogien, 2005) revêt alors encore davantage d'importance. Selon l'approche proposée par John Dewey, l'expérience est affaire d'organisation dynamique d'un système en continuelle transformation. L'expérience extrait un ordre pour réduire l'indétermination des situations, résoudre les problèmes de tension, d'incompatibilité et de conflit posés par le couplage de l'organisme et de l'environnement, et ainsi atteindre un équilibre dans les interactions (Queré et Ogien, 2005). Dans cette vision, l'organisme et l'environnement sont deux phases intégrées d'un même processus. Ainsi, l'inondation est elle-même appréhendée comme agissant sur la situation et, à ce titre, est associée aux actants. Nous partageons l'idée que l'inondation ne peut se réduire à sa seule dimension naturelle mais doit être pensée en tant qu'actant dans la relation qu'elle entretient avec les autres entités qui peuplent le territoire (November, 2011). Le mode d'habiter n'est ainsi non plus entendu comme donné (occuper un territoire qui ne serait qu'un support) mais se transforme en pratique continue construisant un rapport dynamique à l'espace (Stock, 2007). Il s'agit d'investiguer les éventuels réajustements du mode d'habiter (changement pratiques) pour ce milieu qualifié de risqué. À distance d'une inondation, la spécificité du présent travail est encore qu'il propose d'investiguer l'habitabilité d'un milieu risqué à distance d'un l'événement, dans le quotidien. Il s'agit alors de replacer la possibilité d'une inondation comme l'une des nombreuses dimensions d'un habiter pris dans sa globalité

#### 4.2. Investiguer le quotidien : comment observer l'ordinaire ?

Le cadre théorique dont nous venons de dresser les premières armatures devait – au-delà d'intégrer la question de la nature dans l'étude de l'urbanité – relever le défi de permettre l'investigation de la vie ordinaire. La réalisation du travail de terrain, pour répondre au questionnement de la recherche, devait se faire à distance d'un événement marquant, dans le quotidien. L'intérêt porté à l'observation des pratiques ordinaires constitutives de l'habiter dans un milieu risqué se situe en ce que ces pratiques pourraient nous apprendre sur la prise en considération de la dimension risquée de l'environnant ou non, et ses variations selon les moments. S'éloigner de l'événement amène à considérer la question du risque non en tant que telle mais dans l'habiter au quotidien, à étudier le « public du risque » dans « l'habiter avec le risque ».

Or, les « *moments publics* » de la vie sociale ordinaire peuvent exprimer une grande variété d'engagements. Si, comme dans le cas du suivi d'un spectacle, un public peut se coaguler sous la forme de l'attroupement (autour du spectacle) par contre dans les rues, ruelles, places, d'un ensemble urbain (ou péri urbain), l'expérience piétonne ordinaire confronte le plus souvent les marcheurs à des situations dans lesquels « *ils ne partagent pas grand chose d'autre que l'espace qu'ils se partagent, chacun étant embarqués dans des cours d'actions indépendants* » (Bordreuil, 2009). Pour caractériser cette configuration Samuel Bordreuil a proposé de parler d'un ensemble « *syntope* ». Corrélativement, il qualifiera la première forme-

de public évoquée (celle attenante à un spectacle) comme ajoutant du « synchrone » à ce « syntope ». En substance on y suit ensemble un déroulement, si bien que l'on s'y saisit, latéralement au moins, comme les contemporains d'un même cours de temps. Nous reviendrons plus avant sur l'usage que l'on peut faire de ces deux catégories. Pour l'heure on dira que sur le terrain périurbain considéré, il s'agira de questionner ce sens d'être ou d'avoir été, ensemble, les contemporains d'épisodes traversés et/ou suivis ensembles. Cette communauté virtuelle de « contemporains de » que compose un public dans ce deuxième sens pourrait échouer à s'actualiser. Or ces considérations nous semblent particulièrement pertinentes par rapport à la perspective de l'événement catastrophique. Samuel Bordreuil (Bordreuil, 2011) a bien montré comment Katrina avait contre produit dans son sillage dévastateur une telle communauté de contemporains, et comment ce sens communautaire avait été un vecteur fort du retour de la ville « sur ses pieds ». Dans ce cadrage là, le thème de « l'oubli de la catastrophe » ne doit pas être perçu simplement comme un déficit cognitif (une perte de mémoire) mais comme un ferment de déliaison de l'ensemble social territorial. Et nous verrons plus avant que ce prisme permet de saisir une des lignes de fragmentations du collectif local, séparant ceux qui, au titre d'anciens, ont été les « contemporains d'une inondation », et les autres, plus récemment arrivés qui, non seulement ne peuvent rejoindre les premiers, mais dissuadent ces « premiers » de tenter même de leur faire partager leur expérience.

Dans beaucoup d'espaces périurbains, la proximité est simplement une proximité de domicile. Cette proximité engendre évidemment des interactions dans les déplacements spatiaux mais elle n'entraîne pas pour autant une appartenance à une même communauté. On peut être dans un même lieu et non seulement vivre dans des « mondes » complètement différents mais ne pas se situer dans la même chronologie. Ainsi, si les questions identitaires en matières d'expérience des inondations ont largement été soulignées dans d'autres travaux sur les inondations dans le sud de la France ; par exemple dans les travaux menés dans l'Aude suite aux inondations catastrophiques de 1999 (Langumier, 2006) ; cette question de « faire communauté » autour des inondations pourrait n'avoir que peu de sens sur le terrain étudié. À 35 ans de la dernière occurrence majeure d'une inondation (1976), et suite à une explosion démographique dans le temps qui nous en sépare, il est a priori difficile d'envisager qu'une communauté ait pu se former à l'horizon de la possibilité de la catastrophe. Se dresse ici encore plus directement une des difficultés posées aux ethnographes de l'urbain d'une manière générale : « *Enquêter en ville nécessite des méthodes bien différentes de celles qui pourraient être mises en œuvre, par exemple, dans le contexte d'un village ou d'un milieu socioculturel restreint et délimité par des acteurs propres* » (Féraud, 2010: p.29). Pour répondre à cet enjeu, en le croisant avec le défi d'observer l'inscription du risque dans le quotidien, et comme cela a déjà été révélé sur d'autres lieux habités exposés à un risque, il a fallu réfléchir à un protocole particulier d'investigation en ce qu'« *il est nécessaire de multiplier les entrées sur son terrain autour de la question des risques qui suscite, pour elle-même, peu d'intérêt localement* » (Girard et Langumier, 2006). Même si toute observation

produit des effets, une enquête de type ethnographique, dans ce cas précis dans un quartier inondable, allait permettre plus précisément de suivre les acteurs dans leurs activités quotidiennes, et d'identifier les pratiques, des habitudes de vie en prévision (ou non) des inondations. L'intérêt de l'approche goffmanienne d'« *observateur naturaliste* » s'imposait en ce sens tout logiquement. Jean-Didier Urbain, rendant hommage à son inspiration goffmanienne, définit la posture d'une telle ethnographie dans la proximité en ce qu'« *il s'agit de capter le sens qui circule - de repérer les langages tacites ou inconscients qui trament l'ordinaire ; de déchiffrer, cachés ou diffus, les signes qui s'y logent afin d'identifier les représentations qui structurent le quotidien* » (Urbain, 2003: p.111). Et c'est bien ce défi que devait relever l'observation participante dans ce travail de recherche. Les travaux d'Erving Goffman fournissent « *d'incroyables prises cognitives sur notre quotidien, (...) ils restituent en quelque sorte, la part d'étrangeté de nos univers familiers* » (Bordreuil, 2007). Suivi depuis par d'autres auteurs et approches<sup>32</sup>, Erving Goffman demeure l'instigateur de la sociologie du détail. Ses travaux se sont intéressés, avec un sens du détail et une finesse rarement égalés, à l'observation des processus construits dans la cadre de situations concrètes d'interactions. Avec lui, le « *quotidien devient le lieu dans lequel foisonne ce que le réel renferme et révèle* » (Féraud, 2010). Selon lui, le quotidien signifie l'ordinaire de situations dans lesquelles il est possible de révéler les codes, les savoir-faire et les règles sociales. Ces règles sociales peuvent parfois s'étendre à des pratiques ritualisées. Étudiant plus particulièrement la communication, Erving Goffman la définit comme sujette à des « *rituels d'interaction* » c'est-à-dire des gestes, postures et expressions verbales qui donnent la forme des relations quotidiennes. Pour Michel de Certeau, qui depuis les travaux de la communication ordinaire de Erving Goffman ou ceux de l'anthropologie urbaine, a conceptualisé le quotidien, il s'agit de penser anthropologiquement les « *pratiques communes* » qui participent à former la « *culture ordinaire* » (Certeau(de), 1998). Sans prétendre aller aussi loin que la définition d'une culture ordinaire locale, c'est bien par l'étude des pratiques communes qu'il est espéré ici cerner le possible déploiement d'une hypothétique « *culture du risque* ».

La conduite d'une ethnographie du quotidien, à la manière d'un « observateur naturaliste », allait ainsi permettre de saisir les états de préoccupations locales vis-à-vis de l'inondation, parmi les autres sujets de préoccupations. Par l'observation des « *manières de faire* » (de Certeau 1990) quotidiennes, il s'agissait de voir comment les habitants de Lattes intègrent (ou non) l'inondabilité de leur milieu de vie à leur habiter considéré plus largement. De plus, reprenant ici la définition du quotidien d'Olivier Féraud (Féraud, 2010) comme constituant « *un espace vécu par l'expérience sensible et sociale* », il ne s'agissait pas seulement d'observer ce quotidien pour l'appréhender. Afin de saisir la dimension sensible de l'habiter

---

<sup>32</sup> Je pense par exemple aux travaux de Albert Piette autour du concept de « *mode mineur de la réalité* » : A. Piette, A. (1992) *Le Mode mineur de la réalité. Paradoxes et photographies en anthropologie*, Louvain, Peeters ; ou encore ses travaux sur « la focalisation sur le détail particulier » : Piette, A. (1996). *Ethnographie de l'action*. Éditions Métailié. 202 p.

lattois, et puisque « *l'on ne peut en aucun cas totalement s'assimiler à une personne dans son individualité et dans l'intériorité de son rapport sensible au monde* » (Féraud, 2010: p.39), il fallait également vivre ce quotidien, en faire l'expérience. L'observation du quotidien de l'habiter lattois a ainsi pris la forme d'une « *observation habitante* » (Durand, 2010) qui fut au cœur de l'arsenal méthodologique construit pour cette recherche. Et que nous allons détailler maintenant.

## 5. Petit historique méthodologique d'un engagement dans le terrain

La méthode d'enquête de type « *pragmatisme inductif* » (Peneff, 2010) qui va être présentée ci-dessous a été construite dans la dynamique du processus de recherche en réaction au terrain. Le premier dispositif qui a été mis en place est celui d'une « observation habitante » (section 5.1). Dans une approche « ancrée » (Glaser et Strauss, 2010), seule l'expérience de vivre à Lattes allait me permettre de « sentir » le rapport au milieu et ainsi identifier les questions et définir la manière de les investiguer. Le matériau principal sur lequel s'appuie l'analyse est constitué des notes de terrain de « l'observation habitante » menée pendant quatre années. Parallèlement à ce vécu quotidien, une attention particulière a été portée aux média, pendant la durée du terrain, mais aussi en remontant dans le temps et notamment en travaillant sur les archives des dix dernières années de la presse régionale et des 35 dernières années du journal communal (section 5.2). Afin de cerner l'histoire de l'urbanisation de Lattes en considérant les dimensions politiques constitutives d'une problématique environnementale, un travail sur les archives d'urbanisme de la ville a été réalisé (section 5.3). Les informations recueillies ont été croisées avec celles recueillies dans le cadre des entretiens menés auprès d'anciens habitants et de personnes référentes sur le sujet. Une quarantaine d'entretiens ethnographiques ont ainsi été conduits auprès d'habitants, de gestionnaires ou de scientifiques (section 5.4) et ont permis de questionner et d'enrichir les thématisations relevées par l'analyse des notes de terrain. Enfin, les éléments d'analyse issus de l'ensemble de ces matériaux ont été mis en discussion au cours de trois entretiens collectifs menés avec des habitants (section 5.5).

À ce matériau principal doit être ajouté le travail réalisé pour cerner « la gestion locale de l'inondation » et surtout sa réception du point de vue habitant. Au-delà des informations circulant dans l'espace public, appréhendée par ma position d'habitante, les archives des registres de l'enquête publique relative aux travaux de protection contre les inondations ont été consultées et deux réunions de concertation sur la question ont pu être filmées et analysées.

Enfin, l'entourage scientifique de l'Unité mixte de recherche (UMR) G-eau a permis de « croiser les regards » avec d'autres terrains par les échanges avec les chercheurs conduisant

parallèlement d'autres travaux en offrant le privilège de la variété<sup>33</sup>. Particulièrement, parallèlement à ma thèse, j'ai participé à un projet de recherche<sup>34</sup> au sein de l'équipe, dont le terrain d'étude, s'il était proche physiquement – et largement comparable au moins d'un point de vue climatologique, hydrologique et administratif – a fourni un éclairage comparatif contrasté (et ainsi très instructif) en termes de « socialisation des inondations ».

### 5.1. Une « observation habitante » au cœur du dispositif de recherche

Cette première partie de la recherche n'a de valeur qu'en rapport avec l'intensité de la veille qui a été menée. L'information donnée ne peut-être pertinente que si l'observation a été soutenue, que s'il y a eu une véritable constance et assiduité dans la veille opérée sur le terrain. Je m'y suis efforcée autant que faire se peut ! Ainsi, il s'agit ici de questionner la méthodologie adoptée en décrivant ce qu'elle a eu de systématique et de particulier. Comme dans la majorité des travaux de tradition ethnologique, la posture de recherche adoptée s'est traduite par une installation sur le terrain et une immersion dans la vie locale. Comment mieux savoir ce qui circule entre les habitants qu'en devenant l'un de ces habitants ? Comment mieux observer la matérialité de la possibilité d'une inondation d'un milieu qu'en l'habitant soi-même ? Comment mieux questionner la transmission des savoirs sur les inondations qu'en se constituant nouveau-venu ?

Je me suis installée à Lattes en août 2008 et en ai déménagé à la même période 5 ans plus tard, alors que je rédigeais ce mémoire de thèse. La durée du travail de terrain, si on en exclut le temps consacré à la rédaction (où le suivi du terrain s'est fait plus lointain) et une interruption pour raisons personnelles<sup>35</sup>, fut de 4 ans. Pendant cette période, je me suis impliquée au travers de ma vie quotidienne dans la réalité sociale locale et j'ai interagi avec

---

<sup>33</sup> J'ai ainsi pu échanger de manière soutenue avec des chercheurs en sciences sociales travaillant sur le risque inondation sur des terrains proches physiquement, notamment autour des travaux de thèse en sciences politiques de Joana Guerrin sur les politiques de gestion du risque inondation et la fabrication d'une politique publique locale sur le Rhône ; mais aussi sur des terrains éloignés, notamment par les échanges avec Jeanne Riaux, anthropologue travaillant sur les risques inondation et sécheresse en Tunisie. À ces échanges s'ajoutent encore ceux que j'ai pu avoir de manière soutenue avec des chercheurs travaillant sur d'autres type de risques liés à l'eau, et tout particulièrement ceux de Christelle Gramaglia sur l'habitabilité des sites pollués par l'industrie ; ou encore, adoptant un autre regard disciplinaire sur les inondations, je pense ici aux travaux de Pauline Bremond, Frédéric Grelot ou Guy Gleyses en économie sur la vulnérabilité économiques aux inondations.

<sup>34</sup> Projet réunissant de nombreuses personnes de l'équipe mais aussi des chercheurs extérieurs, réalisé dans le cadre d'un programme Risque, Décision, Territoire (MEEDDM – ancien MEDDATT) : « *Perception du risque et évaluation économique de l'exposition aux inondations* » (Grelot, 2009) et offrant un regard croisé entre « deux contextes hydrologiques différents » : le bassin de la Vilaine et celui de la basse vallée de l'Orb. Sur ce dernier terrain, situé plus à l'ouest de Lattes dans l'Hérault, l'analyse sociologique été menée par l'encadrante Irstea de ce travail, Audrey-Richard Ferroudji. Les regards croisés sur ce deux terrain et celui de ma thèse ont notamment permit un travail sur l'écart de la publicisation locale des inondations : « *Approche comparative des mécanismes de mise en (in)visibilité des inondations dans deux villes du sud de la France* » (Durand and Richard-Ferroudji, 2012).

<sup>35</sup> Je me suis extraite – sans pour autant quitter physiquement mon terrain puisque je demeurais alors habitante – de mon travail de recherche d'août 2012 à décembre 2012 pour la naissance de mon second enfant.



ceux qui la forment par mes relations avec les commerçants, ma participation aux associations ou aux festivités locales, la scolarisation de mon enfant, le suivi de l'activité municipale et la participation aux principales animations, l'accès aux services publics, etc. Dans la présente lecture interactionniste, Lattes était alors appréhendée comme constituée de milieux sociaux dans lesquels il n'était pas demandé au chercheur de se fondre mais où il ne s'agissait pas non plus de projeter d'analyses en termes de facteurs et de déterminants sur les conduites des uns et des autres. Il s'agissait juste de pénétrer ces milieux sociaux et de rejoindre, d'approcher du sens que les individus les constituant donnaient au milieu qui les entoure.

Les bavardages informels ont été largement utilisés afin de recueillir de l'information sur ce qu'habiter à Lattes veut dire. Les transports en commun de la ville ont été empruntés en ce qu'ils constituent des moments privilégiés d'appréhension des sujets de discussions courantes. Les balades du dimanche, les allées et venues quotidiennes ont constitué autant de situations pour mener une véritable *chasse aux détails*, aux informations sur le vivre à Lattes autant qu'aux traces discursives, pratiques, matérielles attestant de la prise en compte de la possibilité d'une inondation. « L'observation habitante » au quotidien, avec la tenue méticuleuse d'un carnet de terrain, rempli quotidiennement, a alors permis une accumulation de petits détails qui auraient pu passer inaperçus avec un regard plus rapide ou sous d'autres modalités de recherche. Ces détails ont ensuite été liés les uns aux autres et ont pris sens dans leur articulation. Cette accumulation ne peut s'opérer que dans le temps long, dans l'attention quotidienne à ce qui entoure. Un matin un portail entrouvert laisse apercevoir une cour, un soir une voisine s'attarde et se confie, un autre jour le bus a du retard et une discussion s'enclenche entre les passagers impatients... Peu à peu, à travers les observations répétées, appuyées, approfondies, à différentes temporalités, dans différentes situations sociales, l'addition de ces détails prend sens sous l'œil du chercheur.

La « *discipline ethnographique* » (Weber, 1991) s'exerce alors et permet de consigner toutes les observations avec minutie et sens du détail. Il s'est agi, pour reprendre les termes de Florence Weber, d'« *y consigner les événements observés ou partagés et accumuler ainsi des matériaux pour analyser les pratiques, les discours et les positions des enquêtés, mais aussi pour mettre au jour les relations qui se sont nouées entre l'ethnographe et eux et pour objectiver la position de l'observateur* » (Weber, 1991: p.72). Deux types de matériaux ont ainsi été recueillis : celui qui permet la description et l'analyse du phénomène étudié mais aussi les réflexions que ces informations ont suggérées au fil de l'étude ; et ainsi, avec la chronologie scrupuleusement notée, qui rend possible la réflexivité sur le cheminement de l'enquête. Les notes de terrain ont été mises au propre<sup>36</sup> régulièrement et ont permis de tester des premiers classements thématiques, qui, croisées aux thématisations relevées dans les entretiens notamment, ont participé à construire l'ordre logique de la présentation du travail dans ce mémoire.

---

<sup>36</sup> Action réalisée pour des fins pratiques au départ, celles de numériser les informations afin de les transmettre à mon directeur de thèse qui se « nourrissait ainsi des éléments de terrain pour alimenter sa réflexion « à distance », mais qui s'est vite révélée tout à fait utile pour l'analyse. Elle a permis en impliquant une mise à distance avec l'observation du terrain, de rendre plus dynamique le va-et-vient entre l'enquête de terrain et l'analyse.

L'observation participante présente ici la particularité d'avoir été menée avec un premier choix méthodologique fort : celui d'une tentative d'interférer le moins possible sur les conditions d'énonciation de la possibilité d'une inondation dans ce milieu exposé. Il s'agissait de ne pas forcer les acteurs à se prononcer sur un sujet par lequel ils ne se sentaient pas forcément concernés. Le choix a ainsi été fait – dans un premier temps au moins<sup>37</sup> – de ne pas révéler explicitement le sujet de la recherche afin d'écarter la possibilité de faire « sur parler » les habitants des inondations. Il s'est agi de se fondre dans la vie de ce quartier et d'observer ce qu'il s'y passait sans être identifiée comme « l'ethnographe des inondations ». Il a ici été fait le pari d'un gain informationnel d'une première période dans une telle posture, que je qualifie « d'observation habitante discrète ». Il ne s'agit pas ici de nier l'intérêt d'une ethnologie du proche qui prend le parti de considérer l'ethnographe comme un acteur du phénomène social qu'il étudie et de justement l'inclure à l'analyse (Althabe, 1990). Cette « observation habitante discrète » n'empêcha pas l'implication de l'ethnographe. Seulement, et c'est ce qui constitue une des originalités de l'approche, cette implication ne s'est pas faite, dans un premier temps au moins, en tant qu'ethnographe des inondations mais comme celle d'une nouvelle habitante, parmi d'autres. Ainsi, c'est à travers ce que le chercheur est personnellement, que l'implication sur le terrain s'est faite. À savoir : une jeune femme, maman, représentante des parents d'élèves, pratiquant la danse, locataire dans le quartier des Filiès<sup>38</sup>, chercheur en sciences humaines dans le domaine de l'eau, etc. Ce positionnement soulève cependant des questionnements déontologiques. En effet, cette posture « d'observation habitante discrète » vient bousculer le rapport enquêteur-enquêté tel que les disciplines le conçoivent classiquement, et ce à deux niveaux. D'une part parce que cette position contrarie le principe de transparence vis-à-vis de l'enquêté et d'autre part – et c'est la conséquence du premier point – parce que la frontière entre ce que l'on peut observer sans le dire et le non respect de l'intimité peut alors paraître ténue. En guise de réponse, deux points également. Si je n'ai pas dit clairement que je m'intéressais au « *vivre avec la possibilité d'une inondation* », il n'a pas pour autant été nécessaire de mentir. L'étiquette de sociologue a cela de pratique qu'elle encourage rarement l'interlocuteur à poser davantage de questions. Et surtout, si cette observation n'était pas explicitement dite, elle ne s'est pas autorisée à aller au-delà de ce que les enquêtés révélaient publiquement dans la majorité des cas. Dans les autres cas, par exemple, les interactions en public limitées comme les discussions en face à face, un effort de discernement de ma part fut nécessaire pour établir des limites dans mes observations afin d'en exclure celles qui relèveraient de l'intimité des personnes. Mais au-delà de cette question déontologique, il s'agit plutôt ici de s'interroger sur les situations sociales spécifiques offertes par une telle posture de recherche.

---

<sup>37</sup> Cette première période d'observation, qui a été menée en parallèle de lectures sur la thématique des inondations et l'histoire du terrain ainsi que la conduite de premiers entretiens exploratoires, s'est étendue de l'installation sur le terrain entre août 2008 et août 2010, soit pendant 2 ans.

<sup>38</sup> La localisation de mon lieu de résidence, en bordure Est du quartier des Filiès est visible sur la photo (gauche) de la figure 19 (p.117).

L'implication sur le terrain ne consistait pas seulement à s'intégrer aux réseaux sociaux lattois en avançant « masquée » mais avait pour ambition l'« *appréhension immédiate et sensible du réel* » (Nicolas, 2008). En acceptant d'intégrer ma propre subjectivité dans mon analyse, l'information recueillie par ailleurs devenait contingente de ma propre expérience, du fait même de vivre comme une habitante parmi les autres, intégrée donc au « groupe des lattois » (Nicolas, 2008). Cette intégration fut particulièrement prégnante autour de la scolarisation de mon fils. Dans ce cadre, je participai notamment au réseau des parents d'élèves en m'associant à la liste FCPE<sup>39</sup> comme représentante des parents. Cette position m'inscrivit de fait dans un réseau parental « *partageant ou supposées partager les conflits et les tensions ou au contraire les penchants et les sympathies contre tel(s) ou telle(s).* » (Nicolas, 2008). Dans les nombreuses situations qui se déployèrent autour de cette position et plus généralement de la scolarisation de mon fils, mon implication sur le terrain s'est ainsi faite plus « affectivement ». De plus, cette implication devenait alors « mutuelle » pour les autres parents concernés en ce que « *j'avais pris part à quelque chose qui les concernait* » (Féraud, 2010). Ainsi que Laurence Nicolas l'a analysé concernant sa situation particulière d'ethnographe ayant un lien affectif avec un acteur de son terrain, « *durant ces moments de haute perturbation, la question de l'empathie qui me troublait régulièrement s'évanouissait. J'étais « affectée », au sens de Jeanne Favret-Saada, en prise directe avec l'expérience concrète* » (Nicolas, 2008).

D'autres situations sociales particulières furent créées par l'imbrication complexe du personnel et du professionnel de mon expérience d'habitante ethnographe, et participent de l'appréhension de la situation observée. Les épisodes de déménagement ont été particulièrement représentatifs de cette démarche. Sur le plan de la recherche, le moment de l'emménagement constituait a priori un moment d'observation privilégié des logiques immobilières locales d'une part mais aussi des comportements d'accueil des voisins, et donc de la thématisation (et sa circulation) potentielle de la question des inondations, voire même, de sa « transmission ». D'un autre côté, un déménagement, forme « *d'épreuve de l'habiter* » (Breviglieri et Trom, 2003), atteint directement notre intimité puisqu'il nous faut changer du lieu où l'on peut se sentir *chez soi*, en sécurité. Cet épisode représentait un moment privilégié pour réfléchir sur mon implication personnelle dans mon travail de recherche, un des moments où les frontières entre professionnel et personnel s'estompent ou même disparaissent. Lors de mon arrivée sur le terrain, il fut très difficile de trouver un logement correspondant à mes attentes sur ce terrain paradoxalement prisé – nous y reviendrons. Dans le choix du futur logement, la question de l'exposition au risque ne m'avait jusque-là pas du tout effrayée puisque je cherchais justement à m'y contraindre. Toutefois, lorsque par hasard le logement trouvé s'est avéré être à l'étage, je me suis laissée surprendre par mon propre soulagement. Ce détail me permit alors de prendre la mesure de mon affection personnelle par

---

<sup>39</sup> Fédération des Conseils de Parents d'Élèves. Voir [www.fcpe.asso.fr](http://www.fcpe.asso.fr)

la possibilité d'une inondation que je n'avais pas soupçonnée jusque là, révélant assez simplement l'intérêt de l'expérience par le chercheur.

Un peu plus tard, toujours concernant mon habitation, une autre épreuve personnelle de l'habiter s'est constituée en une des plus riches situations d'observation rencontrées jusque-là. Ce premier logement s'est rapidement avéré inadapté pour y vivre sereinement à cause de l'exposition à un autre type de risque (présence de chiens dits dangereux en voisinage sans entente entre voisins sur les pratiques à adopter). En forçant le déménagement, et donc la recherche d'un nouveau logement ainsi que de nouveaux locataires pour ce logement à quitter, cet épisode s'est constitué en une véritable opportunité pour l'enquête. Il a ainsi été possible de réaliser plusieurs visites et d'aborder en « situation naturelle » avec les locataires potentiels les raisons de leur envie d'habiter Lattes. Sur cette frontière du personnel et du professionnel dans un contexte de pression immobilière forte, ce qui s'est révélé très intéressant fut alors de constater que pour fuir le risque engendré par la présence de ces chiens dangereux, il fut nécessaire de quitter ce logement à l'étage pour emménager dans un autre en rez-de-chaussée, exposé, lui, plus directement à l'inondation. Cette exemple de l'imbrication de la recherche et de l'intime, en permettant à l'ethnographe de vivre personnellement les limites d'une lecture rationnelle des comportements face aux risques, illustre bien combien l'implication du chercheur se constitue en une situation sociale particulière qui participe de l'appréhension du sens donné localement à l'habiter.

Parler « d'observation habitante discrète » ne signifie pas pour autant que j'ai adopté une attitude passive. Puisque la volonté de poser le regard sur une scène « de l'ordinaire » posait des questions méthodologiques évidentes, l'objectif principal étant de multiplier les manières de regarder, de faire varier les situations d'observations autant que faire se peut.

Au-delà de l'appréhension d'un mode d'habiter considéré dans sa globalité, il s'agissait de repérer de manière systématique les cadrages situationnels où la question de l'inondation fut thématifiée dans les discours ou organisatrice de pratiques. Pour observer les éventuelles occurrences de l'inondation dans les discours ou les pratiques, cette observation s'est armée de plusieurs dispositifs. Les observations dans des lieux publics, lieux de partage social des émotions, ont été attentives aux conditions météorologiques ou aux événements de l'actualité. S'il ne fut pas question de lancer la discussion sur le sujet mais au contraire de la laisser venir, dans les situations d'interaction où cela s'y prêtait, les relances ont été réfléchies en fonction de la recherche. Dans d'autres cas, il s'est agi de provoquer de telles thématisations. Par exemple, dans un conseil d'école auquel je participais en tant que représentante des parents d'élèves, l'inscription obligatoire à l'ordre du jour du dispositif d'évacuation de l'établissement en cas d'inondation s'est constituée en une opportunité pour interroger le concernement du personnel de l'établissement sur cette question. Un autre exemple est celui de l'opportunité qu'a offerte une alerte météorologique de se positionner en tant que nouvelle habitante pour formuler une demande d'information en mairie et ainsi investiguer en temps réel la gestion communale de la prétendue « peur des habitants ». Et ce, sans que je ne puisse être perçue

comme une « *espionne* »<sup>40</sup> sur le sujet, et ainsi, me plaçant dans le cadre d'une « situation naturelle ».

Mais ce temps d'observation discrète ne fut que le premier d'une longue investigation du quotidien. C'est le terrain lui-même qui me fit sentir le moment propice au changement de posture. Alors que je conservai ma posture d'« observation habitante discrète » depuis près de 2 ans, en août 2010 j'ai reçu un mail d'un représentant d'une association locale qui m'informa du suivi opéré par certains habitants de la « chose inondation ». La personne qui m'envoya ce mail avait repéré le sujet de ma thèse en effectuant une recherche par mot clé (en croisant inondation et Lattes) sur internet. Je saisis l'occasion pour solliciter un entretien avec cette personne mais surtout, ce contact me permit de réaliser que le temps était venu de présenter plus largement mon sujet de recherche. Cet horizon me fit alors prendre la mesure des craintes que je pouvais nourrir à pareille entreprise, et du relatif confort de la position d'observateur caché adoptée jusque-là. Envisager les « coming out », ainsi que se plaisait à les nommer mon directeur de thèse, fut un moment difficile émotionnellement, où de nouveau je pris conscience de mon affection personnelle dans la conduite de ce travail. Ayant anticipé – ainsi que je l'ai analysé a posteriori – que ce sujet ne pourrait les laisser « de glace », je craignais que les personnes avec qui j'entretenais des relations cordiales puissent se sentir « trahies » par cette annonce. Je préparais alors avec soin ce moment et décidais de procéder en premier lieu avec un couple de parents avec lequel j'avais pu développer des relations de copinages autour de l'amitié de nos fils respectifs. Lors de ce premier « coming out », je m'étais alors senti obligée de préciser une certaine déontologie de la discipline et les limites que je me mettais personnellement (pas d'empiétement du sujet sur leur intimité), et leur avais bien précisé que le but était justement de se faire une idée « de l'habiter ici », avec comme preuve que je ne les avais jamais particulièrement questionnés sur ce sujet ou sur un autre pour mon travail mais que je n'avais cherché qu'à entretenir des relations somme toutes « normales » avec eux.

Ce changement d'identité locale avait été pensé comme une ressource pour montrer si et comment le statut de « spécialiste de l'inondation » faisait venir de nouvelles attentes (qui ne se seraient pas manifestées autrement) : ce serait pertinent comme test de « réceptivité » d'un terrain à la thématique. Dans cette « observation habitante » – alors explicite – il s'agissait d'observer en quoi ce nouveau statut modifiait les relations déjà tissées et/ou s'il en permettait de nouvelles ou encore, s'il en compromettrait d'autre. Or, force fut de constater, ainsi que nous le verrons dans l'analyse des circulations du thème de l'inondation proposée en troisième partie de cette thèse, que ce changement de position n'eut que très peu d'effet, et qu'il n'est ainsi pas nécessaire ici de présenter en détail la continuité de cette posture d'observation, qui rejoint à peu près celle développée ci-dessus dans le cadre de la position discrète. Les nuances

---

<sup>40</sup> L'image est empruntée à Laurence Nicolas (Nicolas, 2008)

pourraient être apportées sur les quelques rares interactions que la mention de mon sujet de recherche a motivées, mais nous y reviendrons dans le courant de l'analyse (partie 3).

Nous allons donc maintenant pouvoir nous concentrer sur les autres dispositifs de recherche mis en place en parallèle de cette « observation habitante », à commencer par l'analyse des médias menée.

## 5.2. Analyse des médias : prise de pouls des préoccupations contemporaines nationales et locales

Dans son travail de qualification des « états de public », Samuel Bordreuil distingue plusieurs niveaux de public qui ont pour point commun de raccorder des individus inconnus les uns pour les autres. Le premier niveau (état de public n°1), dont les « *Relations en public* » de Goffman ont documenté les routines et rituels, fait référence aux configurations situées qui mettent aux prises des membres qui sont les uns pour les autres des inconnus s'engageant dans des situations de coprésence. À partir de ce niveau, il délimite les circonstances « *dans lesquelles ces inconnus reçoivent une détermination supplémentaire à être considéré comme public* » (Bordreuil, 2009). Le second niveau (état de public n°2) fait référence aux configurations sociales où ces « *inconnus* » suivent un même cours d'événement<sup>41</sup>. Ils ne sont plus seulement « syntope » (même lieu) mais également « synchrone » (même moment). Ce public est défini en ce que les individus consacrent en parallèle leur attention sur un même focus dans une situation de coprésence, entre inconnus ou non. À ces deux premiers états, qui font référence à des configurations locales situées, Samuel Bordreuil propose un troisième niveau de public (état du public n°3) qu'il nomme « *communauté de suivi* » et qui vient ouvrir un espace-temps plus large. Se référant ici aux travaux de Gabriel Tarde<sup>42</sup>, Samuel Bordreuil avance l'idée d'une « *communauté imaginaire* », celle du lectorat de presse, qui « *tient au sens que délivre la lecture d'un périodique d'être en phase avec une pulsation temporelle partagée* » (Bordreuil, 2009). Cette lecture commune définit dans le même temps un commun et une contemporanéité. Dans cet état de public le synchrone s'émancipe du syntope. C'est considérant cette « *communauté imaginaire* » que l'attention à la presse a été portée (Bordreuil, 2009). Cette attention a été de plusieurs ordres, recoupant les dimensions de syntopie et de synchronie.

Tout d'abord, une attention particulière a été portée, durant la réalisation de « l'observation habitante », aux différentes actualités, locales, nationales ou même internationales, en ce qu'elles pouvaient prétendument affecter l'état des circulations locales du thème de l'inondation. Il s'agissait de prêter attention aux événements, notamment de catastrophes

---

<sup>41</sup> Samuel Bordreuil se réfère ici aux travaux de Shibutani (citant Dewey) « *Improvised News* ».

<sup>42</sup> Tarde, G. (1989). *L'opinion et la foule*. Collection Recherches politiques. Les Presses universitaires de France. Paris [1901]

naturelles ou plus spécialement d'inondations, qui ponctuaient l'actualité. Leurs effets (ou leur absence d'effet) sont venus enrichir l'observation des circulations locales de l'inondation, comme nous le verrons dans la partie de cette thèse (partie 3) qui lui est consacrée.

Resserrant la syntopie, une veille plus soutenue encore a été réalisée sur la presse locale suivant l'analyse de Christine Lefranc et André Torre qui ont montré que « *la lecture de la presse fournit une vision, même caricaturale, des forces en présence, des acteurs signifiants sur la scène publique locale et des moyens qu'ils emploient pour chercher à faire triompher leurs points de vue* » (Lefranc et Torre, 2006: p.109). Enfin, et en resserrant encore davantage la dimension syntopique, une lecture très attentive du journal communal a été réalisée. Il s'agit d'un journal municipal qui sert la communication de la ville et couvre les actualités de celle-ci. Au-delà d'un suivi qui venait mensuellement me renseigner sur les actualités de la ville et les événements à venir auxquels il me fallait participer, l'analyse de la communication de la ville était intéressante à plusieurs titres. Tout d'abord, les articles du journal communal étant écrits par des élus ou des employés municipaux, ils sont traités comme reflétant le discours de la Mairie. Sans nier la pluralité au sein de l'institution, le contenu d'un journal communal a cela de spécifique que sa ligne éditoriale est politisée et en tant que reflet du mode de gestion communal, il ne laisse que peu de place aux éventuelles controverses (Tissot, 2007). Ce type particulier de presse est alors intéressant en ce qu'il reflète le rôle que la commune veut ou pense devoir jouer sur telle ou telle question, et ainsi, par effet miroir, comment la Mairie perçoit les attentes des habitants. D'autre part, le journal communal, en racontant la vie sociale, politique, économique, etc. du lieu de vie, constitue une des informations disponibles de type presse papier la plus proche du quotidien des habitants. Sans présumer de sa lecture par l'ensemble des habitants, l'approche ethnographique a révélé une mobilisation fréquente du journal dans les discussions courantes qui permet de supposer de son suivi par une majorité des habitants. À l'origine, de parution trimestrielle, le journal était vendu pour une somme modique. Depuis 2001, de parution bimensuelle, il est distribué gratuitement dans toutes les boîtes aux lettres de la commune. L'hypothèse sous-jacente est que cette proximité participe à la création de sens commun pour les habitants, à une forme de socialisation par la construction d'un public particulier, forme de « *communauté imaginaire* » (Bordreuil, 2009), celle du lectorat du journal de la commune, qui vient alors croiser la dimension syntope en ce qu'elle délimite les habitants d'une même commune.

Dans cette syntopie resserrée, considérant plus particulièrement le journal communal, mais ouvrant alors la synchronie, un travail sur archives a été mené. Le corpus analysé est constitué des numéros du journal de sa création à nos jours. Ce corpus s'avéra être une ressource très riche en termes de gains informationnels sur l'histoire de la commune. L'analyse de l'évolution du journal a permis de renseigner les temporalités politiques marquantes de la commune. De plus, l'antériorité de la création du journal (1978) à l'endiguement du fleuve (1979-1981), tout comme la réalisation récente (2008-2010) de travaux importants de renforcement de ces mêmes digues, constituaient une opportunité d'analyse diachronique des transformations du rapport à l'aménagement, dans ce qu'il dit des rapports à l'élément naturel,

au danger et au progrès. Cette analyse diachronique s'est concentrée sur les deux périodes autour de la réalisation des travaux de protection contre les inondations : *période 1* (1978-1981) et *période 2* (2007-2010). L'évolution des représentations (au sens de mise en forme et en mots) du fleuve et de sa gestion a été analysée autant par la forme des articles (type de sémantique, mise en image de l'élément naturel ou de ses aménagements, etc.) que par le type de sujets traités (histoire de la ville, état écologique du fleuve, aménagement de protection contre les inondations, loisirs, etc.). Le fruit de ces analyses, qui ont fait l'objet d'une précédente mise en forme (Durand, 2011), est alors venu compléter celle issue parallèlement de « l'observation habitante » ou du corpus constitué par les entretiens.

### 5.3. La nécessaire historicisation des données : reconstruire l'histoire urbanistique de Lattes par l'analyse d'archives et des entretiens avec des anciens

Dans le cadre de ce travail, influencé par l'écologie urbaine considérant un objet qui se dessine à l'aune de l'occupation de l'espace naturel où dimensions écologiques et politiques s'imbriquent inextricablement, l'historicisation des données s'est orientée plus particulièrement sur l'histoire de l'urbanisation de la ville. Loin de prétendre avoir pu effectuer le travail d'un historien, j'ai tenté de reconstruire l'histoire du développement de la ville, en précisant mes recherches sur la période contemporaine (à partir de l'établissement du premier quartier résidentiel dans les années 1960). Pour la période antérieure, les travaux d'historiens furent ma principale ressource. Dans une approche ancrée, la première étape – parallèlement à l'analyse du journal communal qui fournissait déjà beaucoup d'informations sur cette histoire - fut de consulter des personnes référentes de la question<sup>43</sup>, des « experts » locaux du développement urbanistique de Lattes<sup>44</sup> ainsi que des habitants dits « anciens »<sup>45</sup>. Le croisement des informations ainsi récoltées fut triangulé avec la consultation des archives urbanistiques de la ville. Ces dernières ont été consultées afin de conforter « l'histoire racontée » recueillie en s'assurant d'éléments datés. Les éléments des dossiers de la construction de quatre quartiers de Lattes-centre<sup>46</sup> ont notamment été consultés dans le détail (délibération du conseil municipal, note de présentation, programme de travaux et règlement d'urbanisme des quartiers, arrêtés municipaux, courriers officiels afférents principalement). Ce travail sur les archives municipales (urbanisme) et médiatiques (presse locale), les rapports d'experts sur les inondations locales, la littérature grise, principalement historique, sur la région, les éclairages d'experts locaux de la question ainsi que les dires d'anciens dans les entretiens m'ont permis de reconstituer une histoire locale. En suivant la piste ouverte en

---

<sup>43</sup> Ainsi, par exemple, des éclairages me furent donnés par Michèle Bouis, directrice du Conseil d'architecture et d'urbanisme et de l'environnement (CAUE). Voir : [herault.caue-lr.org](http://herault.caue-lr.org)

<sup>44</sup> Je fais référence ici aux entretiens menés avec d'anciens membres et des membres actuels de l'équipe municipale

<sup>45</sup> Sont ainsi nommés « anciens » des personnes âgées de la commune dont la famille y est établie depuis plusieurs générations.

<sup>46</sup> Les Filès, la Cougourlude, Port Ariane et le Clos Méjean, quartiers localisables sur la figure 16 (p.116).



Italie dans les années 1970 par les approches de la micro-histoire, il s'est agi de suivre le fil des destins particuliers afin d'éclairer les caractéristiques du monde qui l'entoure. De l'analyse de ces données ressort ainsi une « petite histoire locale » de l'urbanisation de la ville qui participe à la formation de la grande (Levi, 1989) qui sera présentée en première partie de cette thèse.

#### 5.4. Considérer le dire des gens : les entretiens individuels

Les entretiens individuels menés<sup>47</sup>, de type ethnographique, s'inscrivent dans l'approche dite compréhensive (Kaufmann, 1996). Ces entretiens furent la plupart du temps des entretiens longs<sup>48</sup>, non pré structurés - ou seulement dans de très grandes lignes. Il s'agissait d'orienter l'interviewé vers l'explicitation de son point de vue en adoptant une attitude la moins directive possible. L'intention principale de l'attitude adoptée était d'initier un échange dans un mode conversationnel, en essayant autant que possible de briser la hiérarchie de l'interaction enquêté/enquêteur. Par le ton employé, la manière de dire, il s'agissait de signifier à mon interlocuteur toute l'importance que revêtait à mes yeux son point de vue et de lui faire oublier le contexte d'une enquête ethnographique à notre rencontre. Le fait que la quasi-totalité des entretiens aient été menés au domicile de l'enquêté a contribué à faciliter une ambiance de conversation. Installés le plus souvent dans le salon, régulièrement autour d'une boisson, voire d'une collation, l'échange se faisait régulièrement sous le mode du bavardage.

La notion de « *définition de situation* », introduite dans la sociologie par les travaux de W. I. Thomas de l'École de Chicago, permet de saisir le statut accordé dans ce travail « aux dires des gens ». Il s'agissait donc, en adoptant une attitude la moins directive possible, de considérer les « enquêtés » comme des personnes exprimant leur point de vue, leurs expériences et leurs définitions de situations vécues, en orientant l'interviewé vers l'explicitation de son point de vue. Suivant les travaux de Didier Demazière et de Claude Dubar, la situation d'entretien fut appréhendée comme une situation de dialogue marquée par la confiance (Demazière et Dubar, 1997). La fréquence des incursions d'ordre très personnel dans ces entretiens individuels atteste d'une certaine réussite dans cette volonté de « pénétrer l'intimité de la personne » et de l'inviter à analyser ses prises de positions.

Les entretiens ne fournissent pas des faits mais des mots qui restituent ce que la personne interrogée a vécu (ou est en train de vivre) et délivrent une vision sur le monde défini individuellement (Demazière et Dubar, 1997: p.7). Ainsi, ces « mondes », que la conduite d'entretiens visaient à appréhender, ne se révèle pas d'eux-mêmes. La parole qui les rend audibles constitue « *une construction dialogique complexe* » dépendante de l'interaction avec l'enquêteur. « *Comprendre le sens de ce qui est dit, ce n'est pas seulement être attentif,*

---

<sup>47</sup> Au total, une quarantaine d'entretiens individuels ont été conduits. Le descriptif des enquêtés figure en annexe 2.

<sup>48</sup> La durée variant en moyenne entre une heure à trois heures.

*écouter et faire siennes les paroles entendues, c'est aussi analyser les mécanismes de production du sens, comparer des paroles différentes, mettre à nu des oppositions et corrélations les plus structurantes* » (Demazière et Dubar, 1997: p.7). Ainsi, dans l'approche menée, le type de posture adoptée est tout aussi important que le mode de traitement analytique dont ce corpus ainsi constitué a fait l'objet. L'analyse de ce corpus « du dire des habitants », de type analyse thématique, a visé à considérer les « *catégorisations naturelles* » (en opposition aux catégories savantes ou officielles) des enquêtés comme le processus clés de la « *constitution du sens dans le discours* » (Demazière et Dubar, 1997: p.9). Cette analyse a tout d'abord consisté à retranscrire intégralement tous les entretiens, en veillant à noter les détails concernant la situation d'entretien (moment de la journée, lieu, météo du jour, manière dont le rendez-vous a été fixé, etc.) afin de rendre le plus sensible possible à la situation les relectures postérieures, au fil de l'analyse. Ces retranscriptions ont été réalisées en notant scrupuleusement tout les éléments, les mots certes, mais aussi les silences, hésitations, les intonations, etc., qui, tout aussi intéressant en termes de gain informationnel que les mots eux-mêmes, ont été inclus à l'analyse. Les variations de ton ou de volume de voix sont des indicateurs de l'état émotionnel ou de l'intérêt que suscitent la discussion, les silences ou les non dits sont porteurs de sens au même titre que les mots. Julien Langumier (2006) a ainsi montré, par exemple dans les entretiens ethnographiques qu'il a menés sur après l'événement inondation de 1999 dans l'Aude, que les silences et les non-dits révélaient l'« *indicible pour la morale ordinaire* », qui ne pouvait s'exprimer avec des mots. Sur la base de ces retranscriptions intégrales soucieuse du détail, les entretiens ont fait l'objet d'une analyse thématique évolutive sur la base des « catégories naturelles » relevées.

Suite à une première phase dite exploratoire, la conduite des entretiens s'est déroulée en deux temps<sup>49</sup>. La phase exploratoire a consisté à mener des entretiens avec trois habitants (pour lesquelles mon introduction s'est effectuée par le biais de relations d'interconnaissance via des collègues de Irstea) et cinq autres avec des personnes dites « expertes », soit de la chose inondation, soit de la chose urbanistique. Ces entretiens ont été menés en toute connaissance du sujet (entendre par là que mes interlocuteurs connaissaient mon sujet de recherche, à la différence des personnes de la première phase d'entretien). Ils m'ont surtout permis d'acquérir de l'information sur le développement de la ville et son contexte politique et de découvrir de premières pistes en matières de mode d'habiter local et de considérations sur les inondations. Ils m'ont permis aussi de constater que le sujet des inondations mobilise particulièrement de l'affect même chez les personnes se pensant « experte » de la question ou affirmant avoir du recul face à ce risque. Ces entretiens ont surtout considérablement orienté le protocole des entretiens en me révélant l'intérêt qu'il pourrait y avoir à ne pas orienter l'entretien sur la chose inondation dans un premier temps. Ces entretiens exploratoires m'ont en effet donné à voir que mes interlocuteurs, s'étant « préparés » à l'entretien, anticipaient mes éventuelles questions, me livrant tout à tour les différentes considérations qu'ils semblaient avoir ordonnancées pour l'occasion. L'entretien avec Madame Reciti fut particulièrement probant

---

<sup>49</sup> Le descriptif des phases d'entretien figure en annexe 3.

sur ce point. Le contact avec cette habitante s'est fait par connaissance interposée. Identifiée comme informatrice privilégiée potentielle (cela fait 35 ans qu'elle habite sur le terrain), le sujet de recherche ne lui avait pas été clairement présenté en début d'entretien (entretien axé sur la vie en quartier périurbain, la relation à la ville, la relation à la nature) mais elle en avait entendu parler par la personne que nous connaissions en commun. Ainsi, le simple fait de savoir que je m'intéressais aux inondations a considérablement orienté l'entretien puisque c'est sur ce sujet qu'elle a commencé directement. Or, la suite de l'entretien a révélé qu'elle ne se sentait pas spécialement concernée par les inondations et que cet horizon ne faisait pas partie de ses questionnements habituels. Pour rentrer davantage dans le « vécu des lattois », et afin d'appréhender au mieux en quoi « le vivre avec la possibilité d'une inondation » est déterminant dans leur relation à l'habiter, sans « biaiser » l'échange, sans pousser la personne interrogée à « surparler de », il m'est ainsi apparu, par le terrain, que commencer à mener ces entretiens avec des habitants en questionnant comment on habite ici et non comment on habite avec le risque inondation serait bien plus opportun.

La première phase d'entretien<sup>50</sup> a donc consisté à mener des entretiens sur l'habiter à Lattes d'une manière générale sans orienter le cours du dialogue sur la chose inondation. Avant de conduire ces entretiens ciblés sur cette question de l'habiter, j'ai réalisé de premiers entretiens très courts, de types « micro-trottoir »<sup>51</sup>. Initialement, j'avais prévu de consacrer à ces « entretiens courts », une déambulation dans les rues à la rencontre des habitants pour leur poser quelques questions très ouvertes sur leur habiter, en autant de demi-journées que j'avais déterminés de zones d'étude dans Lattes-centre. Ces zones avaient été définies par les différents quartiers de Lattes, fruits de « vagues » d'urbanisation successives<sup>52</sup>. Après la première journée dans la zone du Centre et l'échec flagrant du dispositif – je n'ai rencontré que très peu de personnes et peu d'entre elles étaient disposées à me parler, même quelques minutes – j'ai revu ce protocole et décidé de contracter des rendez-vous pour des entretiens longs. Cette prise de rendez-vous s'est faite « au fil du terrain », en fonction des occasions et suivant la méthode dite « boule de neige », en veillant parallèlement à faire varier autant les variables sociologiques les plus classiques (âge, sexe) que les lieux de résidence. S'il ne s'agissait en aucun cas de prétendre constituer un échantillon représentatif, il s'agissait de veiller à diversifier les points de vue, autant par le profil des habitants que celui de leur habitat, et à leur croisement, les trajectoires habitantes.

J'ai mené une dizaine d'entretiens longs sans dévoiler mon sujet réel d'enquête. Il s'agissait de partir de l'habiter pris dans sa globalité et de voir comment le risque l'impacte éventuellement plutôt que d'observer l'habiter avec le prisme du risque. J'entends par là de questionner le rapport à l'habiter en milieu périurbain de manière générale (en axant plus

---

<sup>50</sup> Voir annexe 3.

<sup>51</sup> Présentation type : « Bonjour, je suis étudiante en sociologie et je réalise une étude sur la manière d'habiter dans la région méditerranéenne et j'ai choisi comme zone d'étude Lattes. Pourriez-vous m'accorder quelques minutes afin de me parler de votre vie ici ? ». Puis dans la discussion : questions sur les motivations à l'installation et les avantages/inconvénients perçus à habiter ici.

<sup>52</sup> La carte de la zone d'étude figure p 116.

particulièrement sur les questions de la dualité d'un rapport à l'urbanité et d'un rapport à la nature, des modes d'habiter, des critères du choix à l'installation, des questions du bien-être et du sentiment de sécurité...) afin de laisser le « *vivre avec la possibilité d'une inondation* » émerger par lui-même et d'observer ainsi quand et comment il apparaît dans les discours, et surtout ce qu'il en fait. Cette première phase a permis de dégager des catégories sur ce que vivre à Lattes veut dire qui furent par ailleurs confirmées par « l'observation habitante » et l'analyse du journal communal. Elle a permis également de révéler les cadrages conversationnels des émergences spontanées du sujet, que nous analyserons en détail dans la partie 3 de cette thèse consacrée aux circulations de la thématique de l'inondation.

Dans un second temps, d'autres entretiens, considérant cette fois-ci directement le vivre avec le risque inondation, ont été menés<sup>53</sup>. Cette seconde phase d'entretien est divisible en deux. Un premier groupe d'une dizaine d'entretiens qui ont été conduits en deux temps avec des personnes non informées au préalable de mon sujet d'investigation. Un autre groupe d'une douzaine d'entretiens qui ont été conduits de la même manière mais avec des personnes qui étaient préalablement informées de mon sujet de recherche. Un premier temps de l'entretien était consacré, comme dans la première phase, à l'habiter à Lattes pris dans sa globalité, et un second temps de l'entretien était consacré à l'habiter avec le risque que je questionnais plus directement. La transition entre les deux temporalités de l'entretien s'est parfois effectuée en rebondissant sur le dire de mon interlocuteur qui nommait ou évoquait l'inondation. Dans la majorité des cas cependant, la transition dut être de mon fait. Ces situations furent particulièrement riches d'informations en termes d'expérimentation par l'ethnographe de la situation, ainsi que nous le verrons plus loin dans l'analyse.

### 5.5. La mise à l'épreuve de ses analyses par les entretiens collectifs

Le choix de compléter les dispositifs méthodologiques que nous venons de voir par la conduite d'entretiens collectifs fut motivé par la volonté de faire varier encore les situations d'observations ainsi que la posture de l'ethnographe afin d'enrichir le matériau récolté. Il s'est agi également de mettre à l'épreuve des acteurs les premiers éléments d'analyse du matériau récolté. Plusieurs moyens d'observations des pratiques et des direx avaient été utilisées jusque là : « l'observation habitante », l'observation de réunions publiques variées<sup>54</sup>, l'analyse d'archives presse et le suivi de la presse contemporaine, ainsi que la conduite d'entretiens individuels semi-directifs, comme nous venons de le voir. Les entretiens individuels m'avaient permis de confirmer certaines analyses issues de mes observations et des résultats présentés dans la bibliographie du domaine ainsi que d'ouvrir des pistes sur les dimensions sociale et collective des systèmes de significations sur le risque inondation. Les discussions des entretiens collectifs furent cadrées sur les premiers éléments d'analyse. Nous suivons ici

---

<sup>53</sup> Le descriptif des phases d'entretiens figure en annexe 3.

<sup>54</sup> Conseils municipaux, réunions d'informations sur les travaux de protections, réunion annuelle d'informations pour l'accueil des nouveaux venus, vœux public du maire.

le propos de Marc-Henri Soulet (Soulet, 2010) lorsqu'il invite, dans le travail d'interprétation, à ne pas raisonner en termes de preuve mais de mise à l'épreuve : il s'agissait de tester la résistance des interprétations antérieures.

L'observation participante effectuée sur le terrain, depuis trois ans à ce moment-là, avait permis l'observation de multiples scènes d'interactions sociales et d'inférer sur un certain sens partagé à propos du risque, ou du moins d'en dégager certaines caractéristiques. Les entretiens collectifs pouvaient alors permettre de « *renforcer les éléments communs au groupe, et [peut-être d'approcher<sup>55</sup>] au sens commun, aux modèles culturels et aux normes* » (Duchesne et Haegel, 2004: p.36). La conduite des entretiens collectifs, en créant des situations d'interactions *provoquées*, allait me permettre d'observer les bases d'interlocutions pour adresser le « problème » de l'inondation. L'analyse du corpus de ces situations d'interactions *provoquées* venait alors d'enrichir celui constitué par l'observation des situations d'interactions « naturelles » recueilli par « l'observation habitante » ( par exemple dans le cas des situations de conseils d'écoles où j'ai pu questionner le sujet directement) ainsi que dans le cadre des situations d'interactions provoquées en face à face par les entretiens individuels.

Selon le courant américain<sup>56</sup>, l'intérêt de la méthode se présente principalement en ce qu'elle est « *centrée sur une expérience vécue par l'ensemble des enquêtés. Ceux-ci ont préalablement été engagés dans une situation particulière et concrète.* ». Cette méthode permet de « *faciliter le recueil de la parole individuelle (...) et d'élargir l'éventail des réponses recueillies* » (Duchesne et Haegel, 2004: p.11). C'est dans cette lignée que je désirais inscrire la conduite d'entretiens collectifs pour mon travail de recherche avec, dans le cas qui nous intéresse ici, comme expérience commune celle d'habiter une zone inondable particulière : Lattes. Je me différencie en ceci de l'approche française, plus influencée par la psychologie sociale et qui concentre davantage l'analyse sur la dynamique de groupe. Ici, il ne s'agit pas d'expliquer ce qui se passe au sein du groupe mais plutôt de comprendre ce que la situation de discussion en groupe produit. Cependant, sans me concentrer sur la dynamique de groupe, ni penser que celle-ci soit une quelconque entrave à la fiabilité de la méthode, je ne considère pas l'entretien collectif comme une somme d'entretiens individuels. En analysant les interactions sociales dans le groupe, le regard s'est porté autant sur ce qui était dit que sur le comment cela était dit. Il s'est agi d'observer « *les interventions des uns et des autres, les arguments d'autorité et les stratégies d'influence, les tentatives de marginalisation de certaines positions, l'évitement du désaccord sur certains sujets ou, au contraire, la facilité avec laquelle il est assumé sur d'autres* » (Duchesne et Haegel, 2004: p.40).

---

<sup>55</sup> L'expression initiale des auteurs « ainsi d'accéder » qui comprend une dimension de certitude est ici modérée.

<sup>56</sup> Les entretiens collectifs, ou *focus group*, seraient d'origine américaine, nés dans les années 1940 et dont les précurseurs que l'histoire a retenus sont Merton et Lazarfield. (Duchesne et Haegel, 2004).

L'approche sociologique française des entretiens collectifs est facilement associée aux travaux « *d'intervention sociologique* » initiés par Touraine, connus pour leurs propensions à l'action sur la réalité sociale et la facilitation de l'auto-analyse des participants. Je ne partage pas cette orientation. Même si je conçois tout à fait que la participation à un tel dispositif n'est pas sans effet, je ne le différencie cependant pas franchement de l'effet qu'un entretien individuel produit sur l'individu où il est amené, en situation de face à face, à se positionner sur un sujet. À mon sens, la facilitation de l'accès des participants à l'auto-analyse peut être tout aussi présente dans le cadre d'entretien individuel. Ce que je retiens alors de cette inclinaison à faciliter l'auto-analyse des participants dans l'approche « tourainienne » se situe dans ce qu'elle vise à ce que le groupe soit tourné vers le mouvement social dans lequel il s'inscrit et qu'il incarne. Ainsi que le mettent en mots Sophie Duchesne et Florence Haegel (Duchesne et Haegel, 2004: p.16) « *Le niveau d'analyse n'est ni l'individu, ni le groupe, mais bien la réalité historique.* » Il s'agit bien de considérer l'entretien collectif non pas pour faire du groupe mon objet de recherche, mais de considérer l'entretien collectif comme « *un outil de production de discours et le groupe comme le cadre de recueil de ces discours : (...) il s'agit de recueillir des données produites dans un cadre collectif* » (Duchesne et Haegel, 2004: p.18). Mon recours aux entretiens collectifs rejoint ainsi davantage l'approche anglo-saxonne où cette méthode est valorisée pour saisir le sens partagé, voire du consensus sur un sujet.

Enfin, au delà de la question de savoir où placer nos entretiens collectifs sur le continuum observation - expérimentation – intervention, il s'est surtout agi - comme le réclame mon approche de type ethnographique – de se situer dans le prolongement de « l'observation habitante » ; et ainsi dans la lignée des « *usages ethnographiques de l'entretien collectif* ». Cet usage implique de privilégier la recherche de « naturel » à travers les situations. Sans pour autant nier qu'il puisse y avoir de la « *production de discours marqué par des déterminations extérieures et des relations sociales non contrôlées* » (fait qui pousse certains auteurs à insister sur la nécessaire « coupure » avec le milieu naturel des personnes concernés afin d'éviter le parasitage), une nouvelle fois, il me semble que sur ce point les entretiens collectifs se situent au même niveau que les entretiens individuels. Bien que reconnaissant le caractère construit de l'interaction à l'origine du discours, je ne désirais pas m'inscrire dans une approche expérimentale qui oblige une forte standardisation du dispositif et le contrôle des variables.

Afin que la discussion revête un caractère proche de la réalité de la vie quotidienne, deux choix méthodologiques en ont découlé : celui de la constitution des groupes et celui du choix du lieu de réunion. Concernant le lieu de réunion, qui cadre matériellement cette possibilité, le choix s'est porté sur le domicile même du chercheur. J'ai invité et accueilli les habitants à mon domicile, en soirée et autour d'un apéritif dînatoire. Le cadre personnel et idoine au questionnement - puisqu'il s'agissait d'un habitat lattois - visait à encourager le mode conversationnel recherché, s'approchant le plus que possible de la situation « naturelle ». Le fait que la plupart des participants soient arrivés avec une participation gustative ou

désaltérante pour la « soirée » fournit un indice de leur définition commune de la situation. Pour la constitution des groupes, ceux-ci furent formés par le recours au réseau social établi sur le terrain depuis mon installation. Ce type de formation de groupe présente, selon la littérature, deux risques principaux. Le premier a trait au fait que les personnes se connaissant bien (et se ressemblant ; la règle d'or de formation de groupe étant l'homogénéité sociale des groupes) n'ont pas forcément besoin d'explicitier leur propos dans le détail car ils se comprennent d'autant mieux, et donc que la discussion demeure dans le registre de l'implicite. Le deuxième risque est celui de l'autocensure pour des personnes qui vont être amenées à se revoir. Il a fallu composer avec ces risques – qu'il s'est agi de minimiser – de par la démarche de recherche dans laquelle s'inscrit l'organisation de ces entretiens collectifs. Avec la contrainte limitante des participants « d'être habitants de Lattes », même en recrutant en dehors du réseau que j'avais constitué, il aurait été très difficile de « maîtriser » cette variable d'interconnaissance. Il me semblait dès lors qu'il était moins risqué de constituer des groupes dont les relations d'interconnaissances, qui, sans être « maîtrisées », étaient connues. Le fait d'avoir des relations antérieures à la situation avec les habitants participants, quand bien même elles ne furent que purement cordiales ou d'interconnaissance « de vue », a encore contribué à faciliter un cadrage de discussion sous le mode « du bavardage ».

Le critère différenciatif de l'implication des individus dans la vie collective communale – garant d'une certaine préoccupation politique – me paraissait intéressant à faire varier dans la constitution des groupes. Ainsi, je constituai des groupes de discussions mêlant des habitants « non impliqués » (habitants de Lattes investi dans aucune activité associative ou politique) d'un côté et des habitants « impliqués » (habitants lattois investis dans une activité associative de sports et/ou loisirs ou dans une activité associative politisée) de l'autre.

Puisqu'il s'agissait d'analyser les processus d'interactions dans la discussion, il semblait plus approprié de constituer des petits groupes. Les entretiens collectifs réunissant classiquement 5 à 10 personnes, j'optai pour le minimum, à savoir 5 personnes par groupe. Un collègue chercheur, observateur de la réunion – qui ne prenait pas part à la discussion – était également présent. Le cadrage de la discussion fut le même que dans les entretiens individuels, à savoir un temps de discussion sur l'habiter à Lattes d'une manière générale et un temps de discussion centré plus précisément sur le risque inondation. Les deux sujets ont été évoqués dans des ordres différents selon les groupes. Le fait que les participants connaissaient le thème de la discussion a poussé certains à démarrer immédiatement la discussion sur ce sujet, sans même que j'ai eu besoin de lancer la discussion. De ma position double de maîtresse de maison et d'enquêtrice, je tentai de m'appuyer surtout sur la première et de « m'effacer » de la discussion, n'intervenant que pour relancer la discussion quand celle-ci me paraissait « tourner en rond », s'orientait vers des sujets trop éloignés ou au contraire amenait des points à soulever. Trois sessions d'entretiens collectifs ont pu être programmées<sup>57</sup>. Les trois réunions furent un réel succès dans le sens où la discussion « a pris », les habitants ont longuement

---

<sup>57</sup> Le canevas de discussion ainsi que le descriptif des participants figure en annexe 4.

échangé et débattu<sup>58</sup> sur les sujets proposés et ont permis d’asseoir, et d’affiner, les analyses réalisées. Le corpus, très riche de ces séances collectives, fut intégralement retranscrit et de nombreuses références y seront faites au fil de la rédaction.

## 6. Empathie, affection et engagement

Afin de clore la présentation de la méthodologie de cette recherche, je voudrais revenir sur la position que ce travail m’a conduite à adopter, autant en termes de réflexivité sur l’apport pour la recherche que sur l’implication personnelle que cela a nécessité. La position du chercheur en sciences sociales a été définie par Nöbert Elias dans une dialectique (c’est-à-dire un va-et-vient et un équilibre) entre « *distanciation* » et « *engagement* ». Distanciation car la rigueur scientifique impose de se démarquer des idées préconçues, engagement puisqu’*« il est indispensable pour comprendre le mode de fonctionnement des groupes humains d’avoir aussi accès de l’intérieur à l’expérience que les hommes ont de leur propre groupe et des autres groupes »* (Elias, 1993: p.29). Plus spécifiquement, dans le cadre d’une enquête de terrain se situant en terrain dit « proche » et investiguant le quotidien, un double mouvement de distance et rapprochement était nécessaire. Un travail de distanciation s’imposait afin de poser un regard neuf sur des situations apparaissant comme familières. De manière symétrique, cette mise à distance demandait alors tout autant de se familiariser avec ce qui peut être étranger ou lointain. Personnellement, dans le premier contact avec le terrain j’ai expérimenté ce qu’Olivier Féraud a nommé une « *position d’étrangeté* » pour son travail ethnographique dans un quartier de Naples. Ressentant une forme de décalage avec l’ambiance locale, je décidais de prendre au sérieux ce sentiment de malaise et j’ai pris soin pour cela de relever scrupuleusement tous les éléments qui me surprenaient, sur lequel mon regard s’arrêtait, en somme de prêter gare aux « *troubles* » (Breviglieri, 2006) que je pouvais ressentir. La notion de « *trouble* », empruntée à Marc Breviglieri est reprise au sens de troubles qui touchent à l’environnement de proximité et qui viennent troubler le bien-être de l’habiter (Breviglieri et Trom, 2003)<sup>59</sup>. Il s’agissait de saisir, délimiter les contours de cette forme de malaise social que je ressentais à habiter là. Le travail de défamiliarisation fut ainsi facilité par une forme « d’opposition » entre ce que cet environnement offre et ce que je recherchais à titre plus personnel.

En termes de réflexivité sur ma position et d’implication pour la recherche, cela signifie que pendant tout le déroulement de cette « observation habitante », ma distance au terrain s’est jouée au travers de l’antipathie qu’il m’évoquait. Les avantages en termes de distanciation

---

<sup>58</sup> Les entretiens ont duré 2h40, 3h et 1h45.

<sup>59</sup> Sans aller cependant ici, comme c’est le cas dans les travaux des auteurs cités, jusqu’à l’idée de l’attention à ces troubles en ce qu’ils permettent de retrouver « *la source à l’émergence des problèmes publics, en suivant leur développement progressif jusqu’à la plainte et la protestation publique* ».



s'entendent par la facilitation offerte par un terrain pour lequel on ne se sent pas émotionnellement affectée et dans la distinction à opérer entre les temporalités d'implication de l'observation, d'analyse et d'écriture du travail ethnographique. Le vécu ethnologique ne peut se confondre totalement avec le vécu ordinaire, mais dans ce cas précis, cette persistance du sentiment d'altérité, s'il peut paraître un avantage en terme de possibilité de distanciation et ainsi d'objectivation dans le travail, constitue certainement une limite à cette approche sensible de l'habiter local. Si j'ai pu partager l'expérience des Lattois d'habiter à Lattes, je n'ai jamais vraiment pu me sentir « habitante » de Lattes au point de me définir « lattoise ».

Cependant, nous le verrons, si cette limite peut être soulignée pour l'approche ethnographique de l'habiter d'une manière générale, elle ne m'exclue pas – dans ce cas particulier – pour autant de l'expérience de certains habitants au moins. D'une manière générale concernant l'expérimentation par l'ethnographe, puisqu'il ne suffit pas de s'installer quelque part pour en devenir « habitant », au sens d'un habiter qui n'est plus seulement « *ce qu'on habite mais conjointement, ce qui nous habite* » (Breviglieri, 2006). Et d'une manière particulière ici, puisque mon sentiment m'a finalement permis de partager l'expérience d'autres, ainsi que nous le verrons.

Mais surtout, cette forme « d'antipathie » ressentie n'exclue en rien la position de recherche empathique, nécessaire à la conduite d'une ethnographie, que je me suis attachée à adopter. « *Éprouver de l'empathie envers son objet n'est pas exactement la même chose que de procéder par empathie, de la déployer en tant qu'opération de connaissance.* » (Nicolas, 2008) Laurence Nicolas définit l'empathie comme « *le résultat, pétrie d'antipathie, de sympathie et de toutes sortes d'émotions dans le face-à-face particulier créé par la posture de l'ethnographe venu s'interroger sur « son » objet de recherche, sur « son » terrain* » (Nicolas, 2008). L'enjeu est scientifique avant même d'être éthique : dans une approche compréhensive (Kaufmann, 1996) l'enquêteur s'intéresse sincèrement et activement à la parole de l'interlocuteur, pour comprendre et discuter ses manières d'agir et de penser. Cela présuppose une forme de neutralité, une vision empathique – donc pénétrante – du monde d'autrui, une approche de ses conduites « *dépouillée de toute morale* » (Nicolas, 2008). Ainsi, dans une intention de « bien faire », si je ne ressentais pas de sympathie pour mon terrain, je m'efforçais dans mon travail à procéder par empathie en veillant à considérer l'ensemble des acteurs de la manière la plus compréhensive possible. Mener cette enquête de terrain a ainsi été, à un niveau personnel, très engageant dans le sens où cela m'a conduite à vivre plusieurs années dans un milieu qui ne me correspondait pas et d'y engager la vie de ma famille. Engagement encore dans ce contexte « d'altérité » en ce que mener une « observation habitante » implique d'étendre la position « d'acceptation inconditionnelle » que l'on se doit d'adopter dans le cadre d'entretien ethnographique à la vie de tous les jours, et ce fut – régulièrement – coûteux, humainement, d'y veiller.

D'autre part, ainsi que nous l'avons déjà entraperçu, plusieurs expériences de « l'observation habitante » m'ont permis d'acquérir de riches informations me permettant de faire personnellement l'expérience de certains événements dont je cherchais à dessiner les contours.

Ainsi, si mon affection par le terrain ne s'est pas joué directement par celui-ci, le fait d'y déployer ma vie personnelle, et particulièrement d'y adjoindre celle de ma famille, a participé à en « *être affectée* » au sens théorisé par Jeanne Favret-Saada (Favret Saada, 1977). Cette auteure a appelé dans ses travaux (et montré avec force l'intérêt) à réhabiliter la « sensibilité » de l'enquêteur dans son travail d'interprétation. Elle différencie son approche de celle mentionnée plus haut où la position empathique procède d'une opération de connaissance (Nicolas, 2008), et propose d'accepter de participer au sens d'en être affecté : « *Occuper telle place dans le système sorcellaire ne me renseigne en rien sur les affects de l'autre ; occuper telle place m'affecte moi* », disait-elle en référence à son travail ethnographique sur la sorcellerie dans le bocage normand (Favret Saada, 1990: p.6). Cette affection ouvre selon elle une communication spécifique avec l'autre : « *Une communication toujours involontaire et dépourvue d'intentionnalité* » (Favret Saada, 1990: p.6). Si je partage le point de vue de Laurence Nicolas sur l'empathie en tant qu'opération de connaissance, je rejoins néanmoins aussi celui de Jeanne Favret-Saada qui place l'affection personnelle du chercheur au cœur de son protocole de recherche. La lecture de ses travaux, qui accompagnèrent mes premiers pas sur ce terrain, influença beaucoup ma manière de l'appréhender. Notamment dans la volonté forte qui fut la mienne dans un premier temps – qui dura plus que prévu initialement – de ne pas modifier la situation, d'étudier le quotidien au « naturel ». Avec le recul et au bénéfice du travail réflexif mené sur ma posture pendant l'analyse puis la rédaction, je mesure combien cette volonté fut rendue plus robuste par ma crainte « *d'être affectée* » justement, et ainsi de m'engager pleinement sur mon terrain. Je pris la mesure de cette affection progressivement, au détour d'un cauchemar de mon fils noyé dans une inondation ou de son inscription dans des cours de natation, parmi bien d'autres exemples. Surtout, je prends conscience aujourd'hui de l'engagement progressif qui fut le mien sur le terrain. De la protection initiale de la position « *d'observatrice habitante discrète* » que je tardais à vouloir quitter à l'aisance de l'organisation à mon domicile d'entretiens de groupes avec des personnes de mon entourage quotidien : je me suis « laissée prendre » par mon enquête.

Le fruit de l'analyse qui a suivi le déroulement de cette enquête est présenté en trois temps.

La première partie présente l'histoire de l'urbanisation sur la plaine de Lattes et en dresse un tableau sociodémographique historicisé. Par le déploiement de plusieurs moments précis de l'histoire du développement de la ville il s'agit d'observer les transformations réciproques, l'interpénétration dynamique des comportements humains dans leur singularité et leur inscription dans des processus politiques mais aussi physiques. Cette analyse des configurations successives de l'histoire locale nous aidera alors à mieux saisir la configuration contemporaine. Nous verrons ainsi que cette trajectoire du milieu et de ses habitants a participé de la construction d'un mode d'habiter contemporain spécifique.

La seconde partie déploie alors ce qu’habiter à Lattes aujourd’hui veut dire. De part le travail ethnographique du quotidien mené et ma propre position de nouvelle venue il s’est agi de saisir les mécanismes de socialisation locaux et de dessiner les contours du mode d’habiter en présence. L’intention est d’identifier les caractéristiques, les éléments, les mécanismes qui permettent de comprendre la place des inondations *in fine* dans le type de sociabilité et les liens au milieu que cette analyse du quotidien a permis de dessiner. Il s’agit de délimiter le substrat social préexistant à l’élaboration de sens collectif, à la possibilité de cultiver ensemble un éventuel « sens du risque ».

La troisième partie se concentre alors sur l’analyse des circulations des préoccupations locales en matière d’inondation, qu’elles soient verbales ou inscrites dans les pratiques. Il s’agit d’analyser les cadrages situationnels où l’inondation se met en mot ou fait agir les acteurs. Par le suivi de l’affleurement des considérations formulées à propos du risque, l’intention est ici de tracer la contagion (ou non contagion) des préoccupations des uns sur celles des autres. Plus largement, il s’agit d’analyser ce qui se cultive collectivement autour de la question de l’inondation. Et pour reprendre une de nos interrogations centrales, explorer ce qui, dans le tout venant de ces échanges interprétatifs pourrait faire socle pour l’élaboration d’une « *culture du risque* » affermie, ou au contraire se présente comme autant d’obstacles à sa prise.

# **Partie 1. Construction d'une situation :**

## **De la colonisation d'une plaine marécageuse à la protection bétonnée d'un quartier prisé**

*« Parce que, qu'est-ce qu'on a privilégié dans toute cette aventure, si on veut bien, c'est que... bon les... les... les Ayatollahs de la chlorophylle, les Verts ultra disent toujours la nature, les petits oiseaux... Il ne faut pas oublier que dans la nature, il y a un élément précieux, c'est l'Homme. Parce que si... si il n'y a pas l'Homme... Si on remonte dans le temps, si il n'y avait pas eu le monarchisme dans le... dans le développement au... au Moyen-Âge, c'est-à-dire maîtriser la nature pour essayer de cultiver, pour essayer de... Mais on ne serait pas là d'abord... Il n'y aurait pas eu de développement, ni de développement de la connaissance, ni développement de la pensée, ni rien ! Puisqu'on serait encore à cueillir sur les arbres et puis c'est tout. Donc il y a... Dans ce parcours, ce qui nous a importé, c'est l'Homme. Qu'il soit bien... À Lattes, qu'il soit bien. »*

[Un membre de l'ancienne équipe municipale.]

## Introduction : du marécage à la résidence

L'exposition au risque, qu'il soit dit naturel ou technologique, est généralement considérée comme un facteur de disqualification des milieux de vie. Dans le cas qui nous intéresse ici, Lattes, ce lien ne fonctionne pas ; il est même inversé, comme dans beaucoup des territoires littoraux français, qualifiés d'« *espaces menacés et convoités* » (Datar, 2012). Sur ces territoires attractifs, l'urbanisation, l'artificialisation et la densification doivent se combiner avec la fragilité écologique de ces milieux et leur exposition particulière aux risques naturels. Le milieu considéré est effectivement zoné<sup>60</sup> comme fortement exposé au risque d'inondation, pour autant, il bénéficie d'une forte attractivité que je vais m'attacher à reconstruire historiquement.

Le parti pris épistémologique plaçant ici pour une sociologie sensible au poids du passé dans le présent (Ducet, 2011), pour bien comprendre le mode d'habiter contemporain, un retour sur la lente mise en place de la situation s'imposait. Ce chapitre, à vocation de présentation historicisée du terrain de la thèse, retrace la trajectoire d'un milieu qui pour tout un ensemble de raisons engageant tout autant les actions humaines que celles de la nature, se transforme en 50 ans à peine, d'une zone « de marais » à une zone de « privilégiés ». Qualifier cette trajection permet de cerner le va-et-vient entre les groupes humains et les paysages que l'action humaine transforme et produit, cependant qu'il modifie leurs comportements. Cette volonté d'inscription du travail ethnographique dans une histoire longue au-delà de s'imposer par mon positionnement théorique s'est imposée aussi par le terrain. J'ai en effet observé très rapidement que lorsque je questionnais ce sujet dans les entretiens, l'inondation était associée immédiatement et quasi unanimement à la question de l'urbanisation. Très vite dans le dire des habitants les questions d'inondations sont apparues comme enchevêtrée à l'histoire de l'aménagement de la plaine. Lorsque je parlais d'inondation, on me parlait d'aménagement, et vice versa. À la question de la possibilité de l'aléa les acteurs associent les enjeux, comme l'exprimeraient les experts du risque inondation. La sociologie urbaine s'imposait ainsi à la sociologie des risques.

Le point de vue historique développé s'appuie sur la conception de Fernand Braudel de concevoir le temps historique comme durée sociale, avec l'idée forte qu'à chaque instant, le présent est un peu de temps d'hier, d'autrefois et de jadis. L'analyse entremêle les trois temps de l'histoire énoncés par Braudel (Braudel, 1966) en émettant de petites réserves. Le « *temps géographique* » tout d'abord, dont les fluctuations sont quasi-imperceptibles, qui a trait aux rapports de l'homme et du milieu que je ne qualifierai cependant pas d'« *histoire presque immobile* » comme l'avait fait l'auteur en son temps ; nous verrons que cette temporalité là doit aussi être appréhendée comme un processus ; « *le temps social* », une

---

<sup>60</sup> La première réglementation en matière de risque inondation, qui a délimité officiellement le risque à Lattes date de 1989 avec l'établissement d'un Plan d'exposition aux risques (PER), nous reviendrons sur le détail des évolutions réglementaires au cours du chapitre.

histoire sociale, ayant trait aux groupes humains, l'histoire dite lentement *agitée* et enfin, « *le temps individuel* », soit l'histoire dite événementielle ; mais je n'adopterai pas plus ici le qualificatif d' « *agitation de surface* » qui y fût associé, considérant cette temporalité comme totalement symétrique aux deux autres en termes d'écriture de l'histoire. Le travail sur les archives municipales (urbanisme) et médiatiques (presse locale), la littérature grise, principalement historique, sur la région ainsi que les dires d'anciens<sup>61</sup> dans les entretiens m'ont permis de reconstituer une histoire locale. En suivant la piste ouverte en Italie dans les années 1970 par les approches de la micro-histoire, il s'agit de suivre le fil des destins particuliers afin d'éclairer les caractéristiques du monde qui l'entoure. De l'analyse de ces données ressort ainsi une « petite histoire » locale qui participe à la formation de la grande (Levi, 1989). Par le suivi des processus sociotechniques qui engagent ce milieu dans les transformations l'intention est de faire la démonstration de l'émergence d'une configuration spécifique (Elias, 1985), située temporellement et inscrite dans la matérialité du milieu. Dans la lignée d'autres travaux historiques de l'aménagement du littoral nord méditerranée (Belgrano et Rimondi, 2003), il s'agit d'analyser les rapports que le système socio-spatial local entretient avec l'environnement qu'il produit et modifie en même temps qu'il le conditionne. Par le déploiement de plusieurs moments précis de l'histoire du développement de la ville il s'agit d'observer précisément les saisissements d'opportunités offertes par un cadre politique et économique plus large, tout en prêtant attention aux transformations réciproques, à l'interpénétration dynamiques des comportements humains dans leur singularité et à leur inscription dans des processus politiques mais aussi physiques. Par cette analyse des configurations successives de l'histoire locale nous parviendrons alors à mieux saisir le substrat de la configuration contemporaine.

Pour cette période contemporaine, dans ce travail de recherche centré sur le point de vue de l'habitant, c'est bien la réception habitante des politiques menées qu'il nous importe de préciser. Pour ce faire, l'attention aux différentes politiques mayorales à travers le temps nous permettra d'appréhender la manière dont l' élu va se saisir du rôle qui lui est prescrit tout autant de par ses prédispositions que de par la configuration particulière des relations entre les groupes qui forment le territoire où s'appliquent ses compétences. « *Les façons de faire du maire « notable », « partisan » ou « entrepreneur » résultent des formes de relation qui prédominent dans la société où il agit, des conceptions de ce qui est désirable et légitime, des pratiques socialement valorisées dans toutes les formes d'activités. S'il joue d'un rapport de familiarité avec les électeurs, ou si à l'inverse, il met en scène sa compétence technique, c'est que ces présentations de soi correspondent à des caractéristiques attendues du dirigeant – et pas seulement politiques dans des groupes sociaux plus ou moins structurés.* » (Lagroye, 1994: p.7) Dans le cas qui nous intéresse ici, la question est formulée sous l'angle dialectique : je prêterais attention à l'agrégation de dispositions d'ordre personnel et social mais aussi aux éléments de cadrages, législatifs, géopolitiques et économiques qui participent

---

<sup>61</sup> Sont ainsi nommés « anciens » des personnes âgées de la commune dont la famille y est établi depuis plusieurs générations.

de la configuration particulière et qui influencent le type de rôle que vont tenir les maires de la commune (Négrier, 2001 ; Smith et Sorbets, 2003).

L'analyse se concentre sur deux thématiques inextricablement liées. La première est celle du type de rapport à un environnement « hostile » ; rapport qui demeure prométhéen au cours du temps mais qu'il s'agit de qualifier plus finement à chaque période. Le deuxième thème regroupe les différents processus que l'on peut dire « d'urbanisation orientée », que ce soit par des politiques structurelles nationales et régionales ou par des visions d'acteurs plus localement. À chaque période étudiée dans le détail, nous verrons comment « l'inondation » apparaît de manière récurrente comme un élément perturbateur qui va dévier le développement linéaire qui aurait pu être amorcé par l'exercice des deux premiers facteurs. Je suivrais ainsi la piste ouverte par d'autres. Dans ses travaux sur l'importance de l'espace sur l'organisation et le fonctionnement des sociétés, dans ses travaux sur l'habiter, Michel Lussault (Lussault, 2007) invite à prendre au sérieux les actions de tous les opérateurs, et parmi elles le rôle que peut tenir une entité matérielle. Plus précisément, Valérie November et ses collègues (2008) dans leurs travaux sur l'habiter avec le risque inondation défendent l'idée que l'inondation ne doit pas être réduite à sa seule dimension naturelle mais doit être pensé en tant « qu'actant » dans la relation qu'il entretient avec les autres entités qui peuplent le territoire. *« À partir du moment où l'on privilégie la vulnérabilité du territoire, il est nécessaire de recomposer le jeu d'acteurs, englobant humain, au raisonnement en principe logique et 'non-humain', en faisant l'hypothèse, inspirée par M. Callon, que le risque est un acteur, un « actant », qui transforme l'espace (le détruit, le recompose, oblige à déménager. »* (November, Penelas et Viot, 2008) Le risque modifie le territoire (November, 2012).

L'analyse de l'histoire locale est restituée ici en quatre temps principaux. Le premier temps de l'analyse, en guise de préambule, prenant appui sur des travaux d'historiens qui ont travaillé sur cette zone, porte sur la lointaine histoire de ce milieu depuis les origines de son occupation au néolithique jusqu'aux années soixante (préambule : des origines aux années 1960). Rentrer dans l'analyse de cette histoire lointaine nous permet de prendre la mesure de l'inscription méditerranéenne du milieu donnant à voir une société locale forgée dans la culture de la maîtrise de l'eau. Dans cette lointaine histoire, on relève au cours des siècles une alternance entre périodes de fleurissement et de déclin pour les sociétés humaines fortement dépendantes des eaux, et ce jusqu'au revirement plus récent impulsé par le développement de la ville de Montpellier. Dans le second temps (chapitre 1 : les années 1970), je m'attarde à analyser le basculement de ce milieu impulsé dans les années soixante par des zonages d'État structurants, entremêlant le développement du tourisme côtier d'un côté et le rapatriement des Français d'Algérie de l'autre. Dans le troisième temps développé (chapitre 2 : des années 1970 aux années 2000), fondé sur les témoignages d'anciens ainsi que sur des archives, je m'intéresse à la rapide et importante urbanisation qui a suivi entre les années 1970 et 2000, parallèlement à l'essor de la ville de Montpellier. Cette temporalité nous permet de découvrir

la figure d'un maire que l'on pourrait qualifier de « *maire entrepreneur* » (Smith et Sorbets, 2003), animé par une volonté de développement pour ce territoire. Enfin, le dernier temps analysé s'étend du début des années deux mille, où le développement de la commune a connu un ralentissement pour se prémunir du risque, à aujourd'hui (chapitre 3 : les années 2000 à nos jours). Ce temps de la protection, nous donne alors à voir la figure d'un *maire protecteur*, emblématique de cette période. L'intérêt de prêter attention à l'action des maires, à leur « façons de faire » réside principalement dans le fait qu'elle traduit des formes de relations et des conceptions de ce qu'il convient ou non de faire qui prédominent dans le groupe où son action se déploie, donnant à voir ainsi les évolutions des attentes des habitants au fil du temps. Entendons-nous ici sur le fait que ces « figures » sont relatives et ne servent qu'à mettre en mots les saillances de l'action mayorale dans les périodes analysées. Bien évidemment les rôles de l' élu sont variés et le maire se doit d'endosser tour à tour les différentes « figures » que la littérature de sociologie politique a pu dessiner.

Enfin, nous verrons que cette trajectoire du milieu et de ses habitants a participé de la construction d'un mode d'habiter spécifique. Chaque temporalité porte l'héritage de celles qui l'ont précédées. La dernière, contemporaine, porte tout l'héritage des périodes successives analysées ici. L'histoire de sa construction acquise, nous pourrions nous concentrer sur ce mode d'habiter contemporain dans la suite de la thèse.



## **Préambule. La lointaine histoire : de l'origine de l'occupation du milieu aux années soixante, une alternance de périodes florissantes et de déclin, au gré de l'eau**

Si l'on considère le cas sur un temps long : l'histoire de la présence humaine dans cette zone deltaïque remonte à fort loin et a évolué au gré des activités économiques régionales et des catastrophes (incendie et crues) entre périodes florissantes et périodes de désertification. Depuis les travaux précurseurs de Henri Prades<sup>62</sup> à qui nous devons la découverte du site archéologique de Lattara dans les années 1960, nombres d'archéologues et historiens distinguent des traces de vies humaines à Lattes de manière quasi continue depuis le néolithique, comme sur la majorité de la bande côtière languedocienne. Cette quasi permanence d'occupation du milieu, avec des variations dans la forme et l'importance, s'explique par la diversité des ressources lagunaires mais aussi parce que c'est un lieu stratégique pour les échanges commerciaux, quelles que soient les périodes. Les activités développées dans ce système économique vivrier et commercial ont cependant toujours été fortement tributaires des possibilités de contrôle des eaux par ceux qui voulaient les développer. Régulièrement, les activités ont ainsi été perturbées et la cité fut même anéantie par les crues dévastatrices du fleuve. Les historiens retiennent notamment le début du XIV<sup>e</sup> – annonçant le petit âge glaciaire – comme ayant connu plusieurs épisodes d'inondations particulièrement importants (Blanchemanche, 2006).

Occupée dès le néolithique moyen, aux temps antiques, au VI<sup>e</sup> siècle avant notre ère, Lattes fut la cité portuaire de Lattara, l'un des principaux ports de la Gaule méridionale<sup>63</sup>. La cité fut cependant rapidement abandonnée dans l'Antiquité classique. Les archéologues décèleront beaucoup plus tard les traces d'une citée gallo-romaine prospère. Entre ces deux temps d'apogée, l'hypothèse retenue est celle d'un abandon temporaire du milieu. Entre temps, le site a profondément changé. Tout d'abord parce que le cours du Lez est mobile, c'est un delta où les différents bras constitutifs du Lez d'alors bougent au fil du temps. Ensuite parce que s'opère un comblement progressif de la surface lagunaire au gré des dépôts successifs du fleuve (Blanchemanche, 2006), caractéristiques de l'évolution de ce type de delta. Les derniers éléments sur cette période florissante remontent à la fin du II<sup>e</sup> siècle et au début du III<sup>e</sup> siècle : ce sont sans doute des causes d'origines climatiques entraînant un alluvionnement plus intense du Lez, un ensablement progressif du port, des inondations destructrices, et une remontée de la nappe phréatique qui expliquent la désertion progressive

---

<sup>62</sup> Henri Prades est une personnalité importante de l'histoire contemporaine de Lattes. Instituteur, c'est grâce à ses travaux et son opiniâtreté que la valeur archéologique du site de Lattes a été reconnue. Le musée nommé aujourd'hui Lattara a tout d'abord porté son nom. Conseiller municipal de l'opposition, il a œuvré également pour la reconnaissance de la « *puissance destructrice du Lez* » (citation du journal communal n°1 de janvier 1978).

<sup>63</sup> Lorsque la source n'est pas citée, les informations sont celles disponibles au musée Lattara, ave. de Pérols à Lattes (34970) : [www.museearcheo.montpellier-agglo.com](http://www.museearcheo.montpellier-agglo.com).

du site. Cet ensablement progressif du site ainsi que l'hypothèse de crues dévastatrices expliqueraient une nouvelle période de quasi désertion du site. Sur ce moment de l'histoire cependant, les données concernant les réponses alors apportées par les habitants sont encore manquantes.

Au XI<sup>e</sup> siècle, s'établit rapidement quelques kilomètres en amont de Lattes le bourg de Montpellier par le lignage aristocratique des Guilhem, déjà bien implanté dans la région. La situation stratégique de Lattes suscita rapidement pour les Guilhem un intérêt commercial. C'est dans une négociation, possiblement conflictuelle avec les deux évêchés entourant alors Lattes, l'évêché de Maguelone et le comté de Mauguio<sup>64</sup>, que les Guilhem sont parvenus au nouvel établissement cadastral du bourg de Lattes<sup>65</sup>. Le sort de Lattes est aux mains des seigneurs de la puissante voisine, par le biais de la nomination de quatre consuls de mer chargés de collecter les droits de passage et de veiller à l'entretien des voies fluviales de la mer à Lattes puis terrestre jusqu'à Montpellier pour le bon acheminement des marchandises. Le choix du lieu d'implantation d'un nouveau port (le castrum) a été déterminé en partie au moins par la possibilité d'assurer l'accès à son port depuis l'étang (les navires pouvant alors transiter de la mer à l'étang, puis au port via le fleuve). Des avantages (exonération d'impôts) furent accordés pour encourager des personnes de la région à s'établir, dans cette zone lagunaire, insalubre et laissée alors plus ou moins à l'abandon des moustiques et des squatters. Un port médiéval y fut établi, rendant possible l'expansion de la ville de Montpellier ; Lattes y aurait écrit la plus riche page de son histoire (Drac, 2004). Au cours du XII<sup>e</sup> siècle les seigneurs font procéder à un assèchement quasi définitif des marais, les nouveaux espaces ainsi formés se nomment « les terres neuves ». La zone fut l'objet d'importants travaux d'aménagement afin d'établir un dispositif hydrologique de roubines<sup>66</sup> régis par des martelières<sup>67</sup> pour concilier les activités de navigations (échanges commerciaux), de production (meunerie) et de culture (prairie de fauche et pâture), tout en se prémunissant des conséquences des crues. Selon les sources manuscrites du XIII<sup>e</sup> siècle, cette pluriactivité ne se fera pas sans générer des conflits, principalement entre les tenanciers de prairies d'un côté et les commerçants et meuniers de l'autre ; ces deux catégories ayant des activités plus facilement compatibles vis-à-vis de la gestion de l'eau ; particulièrement dans un milieu où « *l'évolution parfois rapide de la construction deltaïque induit ou crée des conditions nouvelles favorables pour certaines activités, défavorables pour d'autres* » (Blanchemanche, 2006, p.28). Les tenanciers de prés parviendront à faire le poids principalement de par la rentabilité économique du fourrage, dans un contexte où la plaine alluviale permettait deux coupes à l'an. Cette conciliation de trois activités totalement tributaires du réseau

---

<sup>64</sup> Avant le XVI<sup>e</sup> siècle l'Eglise possède la majorité des marais français (Haghe, 1998).

<sup>65</sup> Il faudra attendre cependant 20 ans de conflit pour que le comte de Mauguio convienne à abandonner tous ses droits sur les eaux du Lez ; rendant possible la jouissance exclusive de tous les cours du lez pour la seigneurie des Guilhem (Blanchemanche, 2006).

<sup>66</sup> Une roubine est un petit canal destiné à l'irrigation ou l'assainissement.

<sup>67</sup> Vanne qui permet de gérer la circulation des eaux dans les roubines.

hydrographique, va conduire les gestionnaires de la plaine de Lattes à maîtriser les eaux de manière savante et complexe, en réajustement permanent. Selon Blanchemanche de nouveau, *« cet exemple illustre les rapports pouvant exister entre une dynamique fluviale qui s'est traduite par une nouvelle configuration du réseau hydrographique (...) et l'émergence d'une nouvelle forme de pouvoir »* (Blanchemanche, 2000: p.25). Le même auteur montre aussi l'action très forte de l'homme sur ce réseau hydrologique et notamment parce que *« l'évolution normale sur le long terme d'un système deltaïque en milieu lagunaire n'est pas en soi un facteur favorisant l'activité commerciale maritime si elle ne s'accompagne pas d'ajustements permanents pour la faciliter »* (Blanchemanche, 2000 : p.35). Ces contraintes exercées sur le milieu montrent clairement selon lui *« le poids de l'héritage constitué par la tradition de l'économie d'échanges du bassin méditerranéen et la volonté de la maintenir »*. La représentation ci-dessous permet de se figurer l'importance des modifications humaines sur le fonctionnement hydraulique de la plaine au cours du temps.

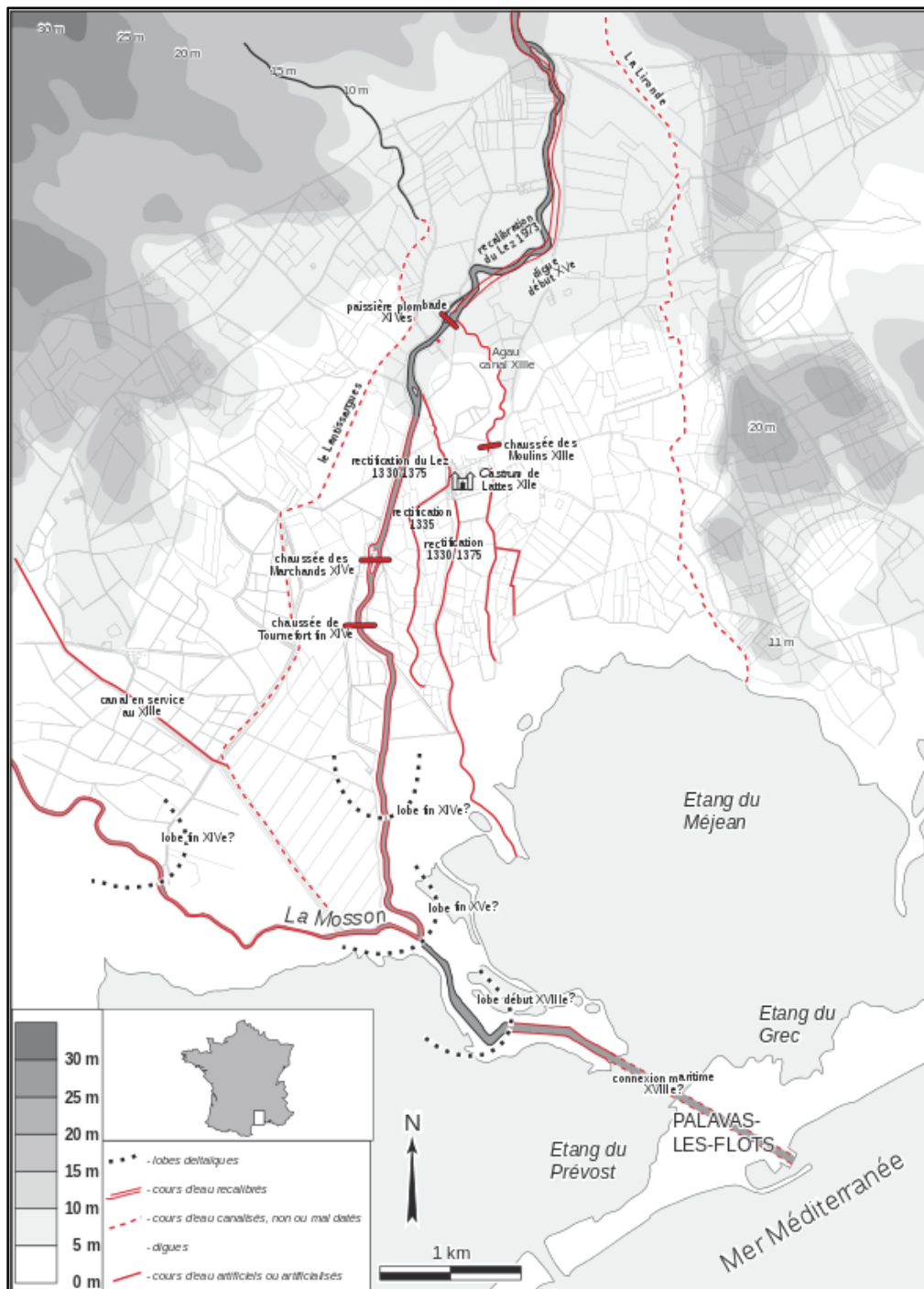


Figure 6: Représentation cartographique des aménagements hydrauliques dans la plaine du Lez depuis le Moyen-Âge. [(Daveau et Jorda, 2008) ©].

Le premier coup porté à cette apogée commerciale fut l'établissement par les Capétiens du port d'Aigues-Mortes, qui va venir concurrencer cette situation de monopole sur le Languedoc oriental. Les consuls gérant la zone voulurent contrer cette concurrence en faisant alors bâtir un canal (la roubine des marchands) pour faciliter la circulation de barques à fonds plats. Ces longues barques à fond plat remplies de marchandises étaient alors tractées dans un sens puis dans l'autre par des attelages de chevaux sur les routes longeant les roubines puis le fleuve, peu profond.

Au début du XIV<sup>e</sup> se succèdent plusieurs crues dévastatrices dans le delta du Lez qui vont venir en modifier considérablement la configuration physique. À l'automne 1330, l'une d'entre elle va combler environ 850 mètres du Lez entre le port et l'étang, mettant en difficulté certaine l'activité portuaire alors florissante. Le réseau hydrographique qui s'est dessiné au gré des aménagements des deux derniers siècles s'en trouve également particulièrement modifié. Un ensablement progressif du site fit alors peu à peu périlcliter l'activité portuaire lattoise et entraîna une désertification progressive de Lattes au cours des siècles suivant. En 1676 un arrêt royal déclare « *Le lieu de Lattes est inhabité* ». En 1744 l'intendant Le Nain rédige cette note :

*« Le lieu de Lattes est inhabité depuis plus d'un siècle [...] il n'y a plus aucun habitant, que les valets qui cultivent les métairies. Les propriétaires de ces métairies résident à Montpellier et depuis plus de cinquante ans, il s'est peut-être fait deux baptêmes dans la paroisse. »*

[Le Roy Ladurie (1957)<sup>68</sup> cité par Blanchemanche, 2000]

Les difficultés rencontrées pour accéder au port de Lattes ont alors poussé à l'établissement d'un port plus en amont, à Montpellier, grâce à la navigabilité rendue possible jusque là par la canalisation du fleuve et la création de trois écluses. Les travaux de recalibrage et de canalisation ont été terminés en 1694. La zone de Lattes servit de carrière pour cette édification. Parallèlement se poursuivait le comblement progressif du delta et le gain de terres cultivables sur les étangs. Seules les activités agricoles, pour le compte des consuls devenus entre temps propriétaires des terres de la plaine persistèrent. Le delta est alors devenu une zone agricole (principalement à système herbager) pour satisfaire le besoin accru en terres neuves étant donné le développement constant de la ville de Montpellier mais aussi parce qu'il y avait un besoin accru en eau pour la ville, difficilement conciliable avec le maintien de l'activité portuaire fluviale.

Dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, Lattes était une petite bourgade en retrait de Montpellier et du littoral, dont les habitants, répartis dans les mas agricoles distribués sur la zone des marais étaient appelés « *Lous manja-mouissaus* » (Franck, 1982), les mangeurs de moustiques. Les terres étaient alors quadrillées par tout un réseau de petites roubines le long desquelles des vannes (martelières) étaient régulièrement construites pour favoriser le drainage et le dessalage des sols pour le développement de prés salés de fauche (Segondy, 1996). Les activités agricoles locales étaient toujours dépendantes des inondations, et l'eau ne pouvait pas être toujours complètement sous contrôle. En 1907 par exemple, la plaine ne s'est pas vidée deux mois durant, engendrant des pertes importantes de bétail et de récolte. Les plus anciens se rappellent aujourd'hui combien cette zone était perçue et vécue comme une zone dangereuse où l'on ne se rendait qu'à toutes fins utiles (chasse).

*« Enfants le cours d'eau était un lieu de jeux ? Est ce que vous alliez au bord du Lez ?  
Non ! [Sur un ton sec]  
D'accord... ce n'est pas un endroit où l'on allait particulièrement ?*

---

<sup>68</sup> Le Roy Ladurie E. (1957). Sur Montpellier et sa campagne au XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, Annales ESC, 12. pp.223-230.

*Non, pas particulièrement... parce que à l'époque, donc, il n'y avait pas la démoustication, et là, c'était envahi de moustiques [...] C'était ... des étangs et des terres sauvages. [...] Donc, on allait ramasser les lentilles d'eau, pour donner... parce que l'on avait des canards, euh... les fleurs, les lys, tout ça, mais là c'était sous la surveillance d'un adulte. Ce n'était pas un terrain de jeux ! [...] Cela pouvait être dangereux... vous avez... la boue... vous avez... ; ben, le marais ! C'était un milieu dangereux.... C'était un milieu... inhospitalier... c'était un milieu sauvage ! » [En se remémorant ses souvenirs d'enfant]*

[Madame Taurelon, environ 55 ans, habitante native ; famille lattoise depuis quatre générations.]

D'autres se remémorent comment cette nature inhospitalière pouvait aussi se constituer en une opportunité contre *l'envahisseur*. Pendant l'occupation allemande durant la Seconde Guerre mondiale, les Allemands qui avaient élu domicile dans une partie des mas de la ville ont rapidement revu leur positionnement tant l'infection de la zone par les moustiques leur rendait la tâche impossible. La zone était réservée aux initiés. Les travaux de Cécilia Claeys en Camargue ont pareillement montrés comment le moustique, en support identitaire, peut s'ériger en garde frontière contre citoyens et touristes (Claeys, 2003b).

*« Vous apprendrez aussi qu'à Lattes, il y a les moustiques ! Alors là les moustiques à Lattes ! Autant j'exagérerai le nombre de moustiques à Lattes, autant je serais en dessous de la vérité ! Ecoutez... L'eau que l'on prenait avec le tuyau d'arrosage de l'écluse, là, derrière Encivade, là, hé bien l'eau que l'on prenait là et que l'on lançait dans les tuyaux d'irrigation, à la période d'été, elle était noire, cette eau, noire de larves de moustiques ! Mais alors c'était épouvantable ! [...] À force on était vaccinés contre les piqûres [...] « Ils en revenaient presque fous des moustiques ! [En parlant des Allemands sous l'occupation] [...] ils ne pouvaient pas mettre le nez dehors en été [en parlant des « premiers » touristes]. [...] Nous avons installé des moustiquaires devant toutes les portes et les fenêtres, et nous ne mangions dehors que les jours de grand vent. Il fallait vraiment être né ici pour les supporter [en parlant des moustiques]. »*

[Monsieur Bourbieron, environ 90 ans, habitant natif, famille lattoise depuis sept générations.]

Aussi loin que remonte l'établissement des hommes dans ce milieu de marais elle s'inscrit dans une longue histoire de volonté de domination de l'eau ; pour le commerce et l'agriculture vivrière puis commerciale. Le type d'urbanisation fut orienté plus récemment par les seigneurs de Montpellier pour l'approvisionnement de la ville et encourager son développement. Les périodes de construction de villages et de désertification sont fortement dépendantes de la capacité de maîtrise de la nature inhospitalière caractéristique des zones lacustres. Les rythmes de l'eau conditionnent les rythmes de la vie locale. À l'instar de ce que Geneviève Bédoucha (Bédoucha, 2011) a analysé si finement dans la Brenne, la petite communauté rurale des lattois, formée ainsi dans cette zone marécageuse apparaît comme fortement ancrée dans le milieu, une communauté formée par les eaux. Lattes était alors une zone de terres agricoles et de marais, réservée aux initiés... Des agriculteurs à la peau dure.

## Chapitre 1. Des zonages d'État qui viennent reconfigurer le vivre à lattes : le basculement des années soixante

### 1.1. Une petite bourgade agricole à proximité des étangs

En 1960, la ville comptait 1 600 habitants répartis dans les mas agricoles disséminés sur les 27,8 km<sup>2</sup> du territoire communal étendu. Au regroupement humain du Moyen-Âge derrière les murs du port, s'est lentement substitué un habitat dispersé. L'abandon progressif du village s'est opéré par la disparition progressive de la petite paysannerie au profit de grands domaines. Du cœur historique de ce village ne demeure plus guère de traces aujourd'hui. Cette absence de cœur historique contribue à expliquer une impression de prime abord de « ville sortie de rien », sans histoire. La première fois que je me suis rendue à Lattes pour un repérage des possibilités de logement, accompagnée de mes encadrants de thèse, nous avons cherché, en vain, le cœur de la ville. Habitée aux formes classiques de constructions des villes du sud de la France, je cherchais une place centrale que je ne trouvais point. Et pour cause : la vie locale du milieu du siècle dernier était répartie dans les différents mas agricoles sans qu'un centre bâti ne la fédère vraiment. Les habitants, en tant que propriétaires ou travailleurs agricoles (principalement des immigrants italiens et des réfugiés espagnols) répondaient aux besoins en produits frais que le développement de la ville voisine de Montpellier avait créés.

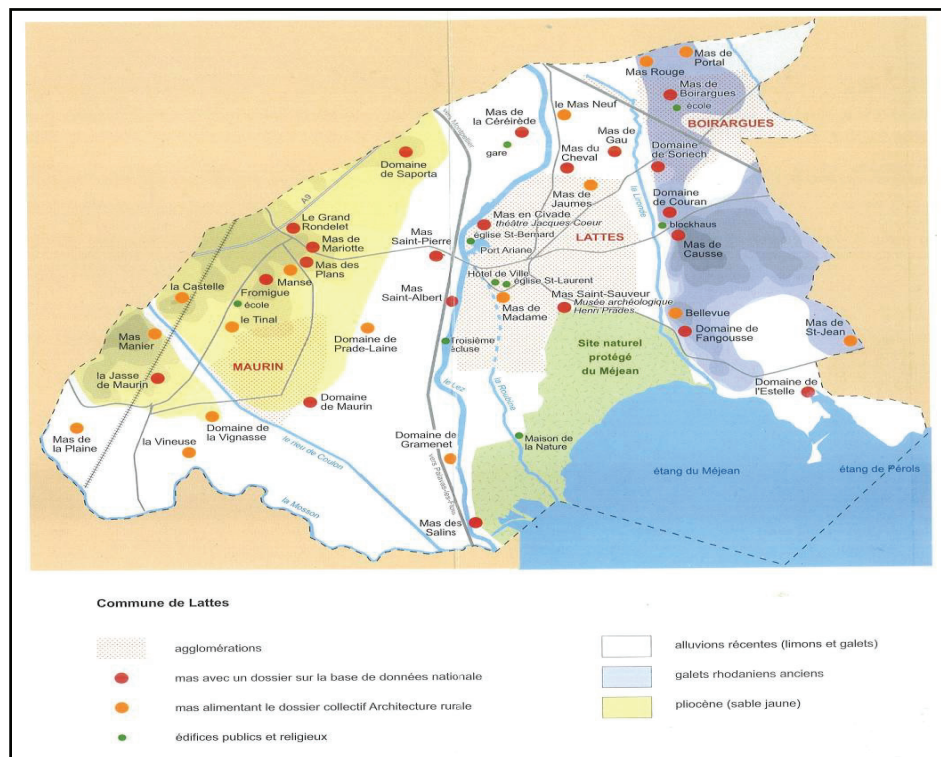


Figure 7: Carte de la commune de Lattes avec répartition des mas  
[Source : DRAC, 2004].

Le développement de la ville de Montpellier a créé une aubaine pour les travailleurs immigrés ainsi que pour quelques familles de laitiers des zones montagneuses situées en amont (principalement de l'Aveyron) qui vivaient difficilement de leur production dans ces zones rurales. Ces familles se sont installées dans la zone des marais avec leurs bétails pour le potentiel en prairies offerts par ces terres. Des personnes interrogées témoignent de cet ancrage familial dans la commune :

*« Mon arrière arrière grand-père comme beaucoup de gens, de jeunes gens habitant des pays de montagne, il est venu de l'Aveyron pour créer une laiterie sur Montpellier. Ces villes comme Montpellier elles étaient déjà, avec beaucoup d'habitants mais elles grandissaient quand même, moins rapidement qu'à l'heure actuelle, moins rapidement que ces dernières décennies mais elles grandissaient, et il y avait un besoin de lait qui s'imposait. Et comme le lait n'était pas un produit qui se conservait, il fallait que le lait soit produit sur place, alors donc cela a développé les laitiers [...] C'était de l'activité familiale vous voyez [...] Il y avait ce que l'on appelle le périmètre maraîcher et le périmètre laitier... C'était dépendant de la vie de la ville. Donc c'était la ceinture maraîchère dans les villages voisins de la ville de Montpellier, et la ceinture laitière c'était voisin aussi de la ville, mais voisin dans les territoires propices à la laiterie. C'est-à-dire que l'on faisait peu de lait au Crès parce qu'il n'y avait pas de prairie. Et à Lattes, ils étaient nombreux, il y avait beaucoup de laiterie. Pourquoi ? Parce que le terrain était propice à la nourriture du bétail. C'était des prairies et des très riches prairies à Lattes parce qu'elles étaient... euh... irrigable par le Lez. »*

[Monsieur Bourbieron, habitant natif, environ 85 ans, famille lattoise depuis sept générations.]

Tous vivaient de l'agriculture (principalement : élevage, maraîchage, petite viticulture, et arboriculture) à l'exception du tenancier du café et de quelques agents municipaux. Il n'y avait pas de commerce dans le centre du bourg : toute la vie économique se jouait en amont, à Montpellier, où l'on se rendait pour vendre ses produits et faire ses achats. Lattes faisait figure de monde rural vis-à-vis d'un monde urbain proche. La dépendance de Lattes à la ville y était alors double : pour y vendre sa production et pour s'approvisionner en biens que l'on ne produisait pas.

*« À Lattes centre il n'y avait rien. À Lattes centre, comme dans tous les petits villages à ce moment là il y avait les cafés. Il y avait le café de la mairie qui était le café juste en face de la mairie, qui existe encore, et puis il y avait celui que l'on appelle le café Boutonnet, qui est là-bas, devant ce que l'on est en train de démolir, là... C'était le café de la gare. [...] [Au centre de Lattes] il y avait juste des cafés et pour les courses on allait sur Montpellier. Ou bien c'était les courses que l'on faisait quand les maraîchers montaient leurs légumes au marché de Montpellier ou bien quand les laitiers allaient vendre leur lait, ils en profitaient pour acheter leur pain et leurs besoins, quoi. »*

[Monsieur Bourbieron, habitant natif, environ 85 ans, famille lattoise depuis sept générations.]

Lattes, fortement dépendante de la ville amont, apparaissait comme un centre de deuxième ordre vis-à-vis du centre urbain principal de Montpellier. Les centres urbains maximisaient leur pouvoir de contrôle sur des territoires plus vastes, telle une délégation de pouvoir pour mieux couvrir le marché selon leurs intérêts. Les ressources rurales y étaient appropriées par la ville et constituaient par là même les sources de la richesse des villes (Hannerz, 1983: p.128).



Terres agricoles peu habitées, à proximité des étangs et donc des moustiques, la terre de Lattes était réservée à ceux qui la travaillaient. L'organisation de la vie locale était alors fortement dépendante du milieu, où les alluvions déposées par les inondations offraient les potentialités pour la production agricole ainsi qu'en témoignent un habitant de la commune.

*« À partir du Moyen-Âge jusqu'aux années 1960, 1970, finalement, euh... Vous avez une gestion qui est tout à fait intéressante, si vous voulez : les plaines inondables servent à faire de la pâture pour les vaches qui font du lait, pour nourrir Montpellier en fait, et quand il y a des crues en fait, les digues sont basses donc les crues sont quand même canalisées, les crues n'arrivent pas tout à fait et après cela sert à faire de la fertilisation, les alluvions, tout ça. Alors, en plus, à cette époque là il y avait des chevaux partout [...] Donc vous avez un afflux d'eau qui est en même temps chargé de bonnes choses. Et après, les prés étaient magnifiques, et c'est un record dans les coupes de foin. [...] Et donc il y a des prés à perte de vue avec des jonquilles, et d'ailleurs l'état d'esprit des Montpelliérains c'est de venir cueillir des fleurs à Lattes, c'est révélateur. Le petit train de Palavas s'arrêtait, les Montpelliérains descendaient et faisaient des brassées de jonquilles, de narcisses. »*

[Monsieur Gangean, environ 50 ans, agriculteur, passionné d'histoire locale.]

Les seuls « étrangers » qui traversaient cette plaine agricole étaient les citadins, souvent montpelliérains, empruntant « le petit train » qui existait alors pour se rendre à la mer. « Le petit train » est le nom donné par ceux qui l'ont connu au train qui reliait Montpellier à Palavas-les-Flots (village voisin de pêcheur et station balnéaire situé au sud de la commune de Lattes) ; une des six lignes de la Compagnie des chemins de fer d'intérêt local du département de l'Hérault. Cette ligne fonctionna de mai 1872 à octobre 1968. Les bains de mer, prisés des Montpelliérains dès le XIX<sup>e</sup> siècle ont motivé sa création quand l'accès à Palavas depuis Montpellier n'était possible que par une petite route de terre, boueuse et inondable par temps de pluie, sans ombre en été. La fermeture de cette ligne s'explique par l'avènement de l'automobile. Mais, très appréciée des locaux, elle fut la dernière du département à fermer. Les arrêts sur la plaine y étaient rares et brefs et se limitaient principalement au printemps, saison où fleurissaient des étendues de jonquilles sur la terre fertile.

Dans cette période Lattes nous apparaît à l'image d'un village rural. Peuplé d'une petite communauté aux ancrages familiaux forts, la vie locale se rythmait par celle de l'eau et des alluvions de l'inondation, indispensables à la vocation agricole du milieu. Deux projets d'État vont alors être source de bouleversements et changer considérablement, en quelques années, ce paysage lattois.

## 1.2. La fin des moustiques, le début des lotissements

Dans un contexte de reconstruction d'après guerre et d'après décolonisation<sup>69</sup> l'État centralisé veut redynamiser les régions françaises oubliées de la modernité (Rabinow, 2003). Nous retrouvons à Lattes les traces de cette volonté alors très forte de l'État pour aménager le territoire (Pasquier, 2012). La Délégation à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (Datar) définit alors les orientations de développement pour les différentes régions provinciales jugées pas ou peu développées. Ainsi, dans le cadre d'une mission interministérielle d'aménagement du territoire, la mission Racine<sup>70</sup>, la région Languedoc-Roussillon est définie comme devant se destiner au tourisme. L'enjeu était alors d'arrêter le flux des nouveaux vacanciers français et nord européens vers la Costa Brava espagnole pour qu'ils séjournent ici durant leurs congés payés. Il s'agissait parallèlement de maîtriser le foncier pour éviter un éventuel bétonnage abusif pour des intérêts privés et de maintenir un intérêt paysager, en petite Camargue, aux portes de la plus grande zone humide de France. De grandes cités touristiques sont imaginées, dessinées puis planifiées (Carnon, La Grande-Motte). Leur développement nécessite un travail d'assainissement de la région alors couverte de marais et envahie par les moustiques. Une grande campagne de démoustication permit de dominer cette nature inhospitalière. Le chef de l'administration de la mission Racine, Edgar Pisani, né de l'autre côté de la Méditerranée fit appel à des ingénieurs d'État. Fort des tests réalisés auparavant dans les colonies françaises (Mitchell, 2002), ces derniers arrosèrent très largement la zone de DDT<sup>71</sup>. Lattes n'est pas directement concernée par les projets d'aménagements à vocation touristique, car située plus en retrait du littoral, mais la démoustication concerne les étangs qui bordent la ville... Et cette donnée va changer considérablement les choses en matière de possibilité de développement.

L'usage massif du DDT sur la plaine vint opérer un changement important dans le façonnage local du milieu par l'Homme. Les effets néfastes d'un point de vue environnemental sont rapidement ressentis par les habitants agriculteurs. Plusieurs témoignent aujourd'hui du bouleversement opéré par cette campagne de démoustication. Dans leurs propos se donnent à voir alors non seulement les réticences vis-à-vis de l'impact sur l'environnement qu'ils y voyaient, mais aussi, peut-être même surtout, un regret de la perte du vivant engendré au nom du développement. Des visions opposées de ce que doit être la nature et la société s'affrontent

---

<sup>69</sup> Dès 1954 pour le Cambodge et le Laos. 1956 pour le retrait en Tunisie, Maroc et Inde. 1958 pour la Guinée. 1960 pour : Dahomey (Bénin), Côte d'Ivoire, Haute-Volta (Burkina Faso), Mauritanie, Niger, Sénégal, Soudan, Congo, Gabon, Oubangui-Chari (Centrafrique), Tchad, Togo, Cameroun, Madagascar. 1962 pour l'Algérie (après 8 ans de guerre d'indépendance).

<sup>70</sup> Administration de mission à vocation interministérielle, la Datar, service du premier ministre, prépare, impulse et coordonne les politiques d'aménagement du territoire menées par l'État et accompagne les mutations économiques en privilégiant une approche offensive de la compétitivité. (Source : <http://territoires.gouv.fr/la-datar>; consulté le 2 avril 2012) La mission interministérielle d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon, dite « Mission Racine », a, de 1963 à 1983, créé les conditions du développement des activités touristiques et de la protection des espaces naturels sur les 240 km de côtes qui vont du petit Rhône à la frontière espagnole.

Source : <http://www.languedoc-roussillon.pref.gouv.fr/actions/missionlittoral/presentation.shtm>; consulté le 2 avril 2012.

<sup>71</sup> Le DDT pour Dichlorodiphényltrichloroéthane, est le premier insecticide moderne utilisé à partir de la Seconde Guerre mondiale militairement ou civilement pour la lutte contre les moustiques.

alors (Ingold, 2006). Avec nostalgie se mettent en mots le sacrifice que certains ont vu dans la transition de leur milieu de vie auquel ils étaient attachés, avec tous les individus qui le peuplaient, quand bien même furent-ils pipquants.

*« La démoustication, elle est arrivée en même temps que le projet de la Grande-Motte vous voyez. Moi personnellement je me disais : « Ils ne pourront pas les achever : ce n'est pas possible ! [...] On n'y a pas fait tout de même que du bien ! Parce que le seul animal qui vivait sur la commune c'était l'Homme, même les chevaux ils en crevaient ! Les deux chevaux de mon grand-père sont morts de la démoustication ! Parce qu'ils arrivaient en hélicoptère avec des citernes pleines de DDT et on vous disait, on disait aux ménagères : « Ouvrez votre porte et mettez de l'eau avec du produit et surtout ne la jetez pas ! Écoutez, il n'y avait plus un seul oiseau, il n'y avait plus d'hirondelles, il n'y avait plus rien ! Il n'y avait qu'un animal qui a survécu : c'est l'Homme ! Je me demande même comment on a survécu car cela a duré des années ! Cela a duré jusqu'à ce qu'ils en aient supprimé l'utilisation<sup>72</sup>... »*

[Monsieur Bourbieron, habitant natif, environ 85 ans, famille lattoise depuis sept générations.]

Cette campagne de démoustication va créer localement une opportunité de transition des conditions de valorisation. La zone marécageuse et insalubre peut désormais devenir vivable pour d'autres personnes que des agriculteurs à la peau dure. La valorisation agricole locale, de plus en plus concurrencée, va laisser place à une valorisation foncière plus lucrative. Les premiers projets de lotissements résidentiels sortiront des cartons peu de temps après le succès de la démoustication, parallèlement à l'édification des cités balnéaires proches. Un notable de Montpellier vit en premier la possibilité d'accumulation que cette décision d'État offrait à Lattes. La plaine agricole, désormais démoustiquée, pouvait changer de vocation et offrir des zones de logement à proximité de la grande ville et de la mer, dans une région où la demande de logement était en constante augmentation. Pour les agriculteurs propriétaires des terres cette pression foncière augmentant sur la région constituait une opportunité financière, notamment pour les terres plantées de vignes dans un contexte de déprise française du vin de table. Dans une lecture « agricole » de l'espace, une famille de viticulteurs, dont le fils venait tout juste d'hériter du père, vendit ses parcelles de terrain les plus basses, le vin de sable étant encore moins valorisable que le vin de coteau, agissant de manière cohérente compte tenu des contraintes d'alors (Coenen-Huther, 2010<sup>73</sup>, cité par Ducret, 2010). Dans un contexte de développement urbain, la vente pour parcelles à bâtir devenait une aubaine économique quand les terres agricoles valorisées jusqu'alors pour leurs productions étaient de plus en plus concurrencées par des circuits plus larges. Le développement concomitant de l'industrie agroalimentaire et des filières de distributions de produits d'Espagne rendait la production locale de moins en moins compétitive. S'amorça ainsi la mutation d'un milieu agricole en zone urbaine, le début de la densification. En 1962 est déposée la première demande de

---

<sup>72</sup> L'usage du DDT n'excèdera cependant pas une dizaine d'année puisque le droit français en interdit l'usage sur tout le territoire en 1972.

<sup>73</sup> Coenen Huther propose le terme de cohérence plutôt que celui de rationalité pour l'action, permettant de souligner le caractère toujours située de celle-ci. Coenen-Huther J. (2010) « Les sociologues et le postulat de rationalité », Revue européenne des sciences sociales, XLVIII, 145, pp. 5-16.

permis de construire pour la première tranche d'un lotissement, le lotissement des Filières<sup>74</sup>. Le premier permis fut délivré (1962) et la première tranche du quartier vit le jour en 1963. Il y en eut 14 autres entre 1962 et 1975, soit approximativement une demande d'extension par an. Les surfaces variaient de 10 000 à 40 000 m<sup>2</sup>, avec des parcelles de plus en plus petites au fil des ans et des prix au mètre carré grandissant. Ainsi s'est amorcée la transformation progressive de la petite bourgade agricole en zone pavillonnaire résidentielle qu'elle est devenue aujourd'hui. Des habitants témoignent de cette évolution foncière révélatrice de la transformation profonde du milieu.

*« Voilà. Il y avait, attendez, c'était pire, parce qu'à l'époque pour un terrain en vente il y avait dix acheteurs. Il faut se rappeler de ça. [...] Si vous voulez, là, là on a bénéficié d'une époque... Où... Où les villages périphériques sont devenus des villages dortoirs. Je me rappelle à Saint-Clément c'était un peu le cas, d'ailleurs. Eh bien... Voilà. Disons que... Le terrain ne valait pas le prix d'aujourd'hui si vous voulez. Aujourd'hui le terrain et il coûte plus cher que la maison. Si vous achetez un terrain, déjà miracle si vous en trouvez un, et si vous voulez acheter un terrain de trois ou 400 m sur Lattes, c'est-à-dire que vous aurez vos maisons jumelées, il va vous coûter plus cher que la maison que vous allez y mettre dessus. Parce que sur un terrain de 300 m<sup>2</sup> vous n'allez pas faire un château. Voilà. Alors qu'à l'époque... Le terrain ne valait que 10% de la maison que vous pouviez...*

*Et donc il y avait beaucoup de demandes ?*

*Ouf ! Ha oui... C'était... C'était ce qui servait d'arguments, en disant : il y a de la demande il faut libérer des terrains, voilà. »*

[Monsieur Traditiona natif, habitant, environ 65 ans famille lattoise depuis quatre générations.]

À ce moment là, le cadre législatif français en matière d'urbanisme et d'inondations n'était pas encore très contraignant. Une réglementation – qui se renforce au gré de chaque événement catastrophique depuis la crue de 1856 – existe mais n'est que peu efficace (Labbas, 2010). Les Plans de surfaces submersibles (PSS) ont ainsi été instaurés par un décret-loi de 1935 qui ne sera jamais traduit en prescription et qui n'a donc pas servi à maîtriser quelle qu'urbanisation qui soit en zone inondable. Une circulaire du 5 avril 1952 (n°34) permet à l'État d'interdire la construction dans certaines zones inondables reconnues comme à fort risque. Les possibilités d'interprétation restant larges, les exceptions permettent toujours l'autorisation de construction (Ledoux, 2006). Si en 1955 la tentative de maîtrise de l'occupation des sols est renouvelée avec la création des *Périmètres de risque*<sup>75</sup>, cette réglementation resta très inégalement appliquée par les services de l'État et donc encore sans efficacité réelle<sup>76</sup>. Des habitants témoignent de la liberté d'alors laissée à la construction.

*« Et à ce moment-là il n'y avait pas de plan d'aménagement du territoire. On construisait... Moi à ce moment là mon frère était en train de construire sur notre propriété, comme ça, avec une simple demande, il y avait un minimum de terrain exigé mais on pouvait construire*

---

<sup>74</sup> Se reporter à la figure n° 16 p 116 pour la localisation des quartiers de la ville.

<sup>75</sup> Articles R111-2 et R111-3 du code de l'urbanisme. Voir annexe 1 pour détails.

<sup>76</sup> Le travail de synthèse bibliographique de Meriem Labbas « Que connaît-on en France du lien entre risque inondation et foncier ? » a permis d'établir une chronologie complète depuis 1856 des textes de lois successifs réglementant l'urbanisation en zone inondable. Pour les détails sur cette évolution se référer à l'annexe 1.

*n'importe où et n'importe comment ! »*

[Monsieur Bourbieron, habitant natif, 85 ans, famille lattoise depuis sept générations.]

*« Aujourd'hui, ils ne pourraient pas faire ce qu'ils ont fait, avec les contraintes à... D'abord les contraintes qu'exigerait la commune, parce qu'aujourd'hui on a un droit de regard... À l'époque... Dans les années 1960 vous faisiez un peu ce que... »*

[Monsieur Traditiona, habitant natif, environ 65 ans, famille lattoise depuis quatre générations.]

En matière d'urbanisme, dans une époque où le bien fondé du développement économique n'était pas, ou peu remis en question, l'Administration jouit d'une grande liberté d'appréciation. Pendant les constructions parallèles des premiers lots du quartier, l'État a rédigé une circulaire<sup>77</sup> sur le développement urbain en zone inondable qui déclarait qu'au-delà des zones inondables par les crues les plus fréquentes, l'inondabilité ne devait pas constituer un obstacle au développement urbain : le laisser-faire de l'Administration est d'autant plus important que l'absence de crues fortes en France contribuait alors à accroître la pression urbaine en zone inondable (Ledoux, 2006). La dissolution dans le temps de la mémoire des événements passés participe activement à expliquer le développement de l'urbanisation en zones inondables. Or, la dernière inondation ayant marquée les mémoires dans la région montpelliéraine remontait à 1933, soit à près de quarante ans et elle ne pesait alors plus vraiment sur les esprits localement. La décision sur la possibilité ou non de construire dans cette zone revenait à l'État et à la discrétion de ses services<sup>78</sup>.

Localement, cette mutation était - et est encore dans les dires d'anciens - sujette à des sentiments paradoxaux. Si l'opportunité économique n'était pas niée, pour les habitants ancrés dans le milieu et attachés à leur vie rurale rythmée par les travaux agricoles, le changement progressif d'affectation des terres a parfois été vécu à regret. Cet épisode de l'histoire de l'urbanisation locale est important aux yeux des Lattois en ce qu'il constitue un virage important de l'histoire de l'aménagement de leur commune. Dans les entretiens son évocation est fréquente, les anecdotes le concernant nombreuses et variées. Pour certains l'édification de ce premier quartier fut le point de départ de la nécessité ultérieure de la protection du fleuve par l'endiguement. La construction de ce quartier fut le point initial des problématiques locales en matière d'inondations. Quand jusqu'à présent celles-ci étaient contraignantes mais attendues pour leurs propriétés fertilisantes, la transition de zones agricoles en zones pavillonnaires a alors « créé » le risque, le définissant comme un « *risque socionaturel* » (Picon, Allard et al., 2006), et non plus naturel. « *Des crues il y en aura toujours, c'est les habitations le problème !* » D'après l'auteure de cette phrase, native de Lattes, qui a suivi tout le développement de la plaine, tout est à cause des Filiès : c'est parce qu'ils ont construit le lotissement des Filiès et que cela a été inondé qu'ils ont ensuite décidé d'endiguer. Selon elle, s'il n'avait pas construit en zone totalement inondable on n'aurait pas eu besoin de faire tout cela, c'est l'endiguement (à venir) qui a changé la configuration « naturelle » du fleuve... Ce qui entraîna d'autres problèmes ensuite. Un autre natif de Lattes voit lui aussi la source des problèmes dans cette urbanisation qui a « créé » le risque. Avec le

---

<sup>77</sup> Circulaire du 3 janvier 1968.

<sup>78</sup> Direction départementale de l'équipement (DDE).

changement de vocation des terres de l'agricole au résidentiel s'opère une transformation de la communauté lattoise avec une augmentation de la population et surtout un changement des profils des habitants. À la communauté lattoise d'alors, dont la vie s'accommodait des périodes de crue où l'eau venait inonder les terres, et qui même les espérait pour l'amendement qu'elles permettaient, viennent s'ajouter de nouveaux habitants qui n'ont pas cette expérience du milieu et qui s'en accommodent peu ou prou. Pour certains, cette transition a été vécue sous le monde de la submersion.

*« Les nouveaux arrivants, à ce moment-là il y avait déjà de nombreux nouveaux arrivants, ils sont un peu apeurés, plus que les anciens Lattois ! Sur les inondations, parce que nous les anciens Lattois, c'était dans notre mode de vie, hein ! Comme je vous dis mon père même les souhaitait les inondations. Oui il les souhaitait. Parce qu'il n'avait pas suffisamment de fumier de l'étang pour fumer ses prairies, on... Il n'avait pas pour acheter des fumiers de l'extérieur... On n'avait pas d'argent ; les engrais étaient méconnus à ce moment-là ; donc avant 1939, les inondations, il souhaitait ces inondations des prés salés, comme d'ailleurs tous les propriétaires des prairies de Lattes, hein ! »*

[Monsieur Bourbieron, habitant natif, environ 85 ans, famille lattoise depuis sept générations.]

Le choix de la localisation de ce premier quartier, posé comme problématique par les anciens interrogés peut effectivement paraître surprenant puisqu'il s'agissait alors d'une des parties les plus basses de la commune, proches des étangs, et donc plus vulnérable aux inondations. La différence de valorisation qui pouvait en être fait comparativement aux terres plus hautes aura suffi à créer l'opportunité.

[Prise de note d'un entretien sans enregistreur]

Et pourquoi au Filiès ? Naïvement on pourrait se dire que cela aurait été plus agréable de construire un peu en hauteur, non ?

Histoire d'opportunité. Les terres du bas se vendaient, pas celles du haut. Et cela s'est fait comme cela, parce que les terres en bas, hé bien elles font du moins bon vin que les terres de coteaux, c'est donc plus facile à acheter. C'était par facilité. Et puis, celle qui a fait lotir, Mme Investes, de Montpellier, avait le bras long. Très long. C'était un peu des magouilles etc. Elle connaissait quelqu'un au service de la DDE : Mme Cousine et c'est elle qui donnait les permis de construire...

[Monsieur Lieuman, habitant natif, environ 70 ans, famille lattoise depuis cinq générations.]

Les histoires racontées diffèrent notamment sur la position que la municipalité de l'époque aurait adoptée. Quand pour les uns ils furent simplement « dépassés » par les événements ou par les réseaux de l'acquéreur, pour les autres ils contribuèrent à leurs réussites. Au-delà des anecdotes qui circulent sur « le comment du pourquoi » tel permis de construire a été délivré pour lotir telle partie de la ville, il est intéressant de relever que cette histoire, si elle se raconte dans les entretiens, n'est pas transmise, rapportée dans l'espace public, car elle est entachée de passe-droit et de l'idée de « magouilles ». Elle disqualifie certaines personnes qui ont profité de cette occasion pour s'enrichir et génère un sentiment d'injustice.

*« C'était une dame qui s'appelait Mme Investes, qui a racheté des terrains qui étaient des*

*vignes [...] toute la plaine qui venait jusqu'à Lattes, c'était des vignes. Et Mme Investes, qui était de Montpellier, leur a racheté des terrains à un prix qui devait être dérisoire je suppose, et elle les a, euh... lotis pour les vendre voilà... En lotissement. Malgré...*

*[Un silence me fait alors compléter mentalement « le fait que ce soit en zone inondable ».*

*Il poursuit après avoir marqué un arrêt]*

*Ce que je vous disais tout à l'heure, les obligations n'étant pas ce qu'elles sont aujourd'hui, le maire de Lattes avait dit : "Non, on ne construit pas dans cette zone qui était une zone inondable." D'ailleurs cela s'est prouvé par la suite, et elle passait par-dessus...*

*Elle est arrivée à contourner la volonté du maire ?*

*Oui, elle a eu toutes les autorisations. Et tout. Ah oui... Elle a eu toutes les autorisations. Et cela s'est construit petit à petit. »*

[Monsieur Traditiona, habitant natif, environ 65 ans famille lattoise depuis quatre générations.]

L'édification des premiers lotissements a marqué un tournant dans l'histoire sociale et écologique de la plaine. Au-delà des attributions de responsabilités desquelles je ne voudrais participer, les témoignages qui me l'ont reporté attestent d'un bouleversement de la société locale qui a marqué les esprits autant que la trajectoire urbanistique de la ville.

### 1.3. L'édification concomitante d'un village de rapatriés algériens

Parallèlement à la construction de ces premiers lotissements, un autre projet d'État est alors venu accroître un peu plus le bouleversement en cours du milieu. Dans le même temps, l'État français doit gérer, au sortir de la guerre d'Algérie, l'affluence des rapatriés sur le sol métropolitain. Dans la région Languedoc-Roussillon, le département de l'Hérault fut fortement mobilisé pour l'accueil de ces rapatriés. L'Hérault est le quatrième département français d'accueil des rapatriés d'Algérie, un tiers d'entre eux s'y étant installé. Suite à leur rapatriement dans la région de Montpellier ils étaient nombreux à chercher à s'établir plus durablement que dans les premiers logements (appartements) que l'État leur avait fournis. Par le biais de la Safer<sup>79</sup> une partie de la commune<sup>80</sup>, la zone dite de Maurin<sup>81</sup>, en retrait du centre-ville lattois fut rachetée pour l'installation d'agriculteurs algériens rapatriés, tous originaires des villages de Novi et Zéralda. Le choix politique a été celui de la création d'un village dans un périmètre bien délimité pour éviter l'urbanisation sauvage. Dès 1963 avec l'appui du préfet, des services de l'État et l'adhésion de la Mairie de Lattes, le projet a été lancé. Les partenaires étaient des architectes urbanistes, les services d'aménagements ruraux de la Direction départementale de l'agriculture et la Compagnie du bas Rhône-Languedoc. Le choix de la localisation a ici été davantage pensé en fonction des conditions d'inondabilité. Le secteur retenu se situe au cœur des terres agricoles sillonné par un affluent du Lez, la Mosson.

---

<sup>79</sup> Abréviation pour Société d'aménagement foncier et d'établissement rural. Les Safer sont des sociétés d'économie mixte, spécialisées dans la vente de biens fonciers ruraux, présentes sur toute la France qui ont pour objectif de faciliter la mise en culture, notamment par l'aide à l'installation des agriculteurs.

<sup>80</sup> 300 hectares en tout ont été zonés, dont 16 pour le village et 284 pour les parcelles agricoles distribuées.

<sup>81</sup> Se reporter à la figure n° 16 (p.116) pour la localisation des quartiers de la ville.

Dans le projet il est écrit que « *les limites historiques des inondations ont été vérifiées* ». Maurin a été construit sur une petite butte d'origine féodale qui lui permet aujourd'hui encore d'être zonée comme non-inondable dans une zone où la plupart du bâti est considéré comme inondable. Partie de terres nues parsemées de quelques mas agricoles, la cité est pensée comme une ville nouvelle, « à l'américaine », rapportent certains :

*« Donc une partie était en zone inondable, pour revenir sur notre sujet et une partie non-inondable, c'est la partie où on a effectué Maurin, où on a édifié Maurin, donc en fait c'est la Safer qui a pris en charge ce dossier, c'était au moment où les rapatriés d'Algérie sont revenus, donc la Safer, si vous voulez, les services de l'État ont utilisé tout ce domaine pour loger en fait sur les parcelles qui existaient déjà, qui étaient déjà impeccablement entretenues, loger des pieds noirs, en fait, d'une part pour les terres et puis pour les habitations, et puis ils se sont dits : « Sur cette butte ici », donc ils ont repris des repères du niveau de crue, c'est une ancienne motte féodale en plus, vous avez eu donc des datations au Moyen-Âge, donc ils ont édifié Maurin en fait, c'est une des rares cités françaises qui a été édifiée de façon rationnelle comme une ville nouvelle américaine, donc ils ont essayé de créer à 4 000 habitants 1 000 emplois, ils ont essayé d'avoir un équilibre entre les emplois et les habitants avec un forum, donc une ville centrale, ses commerces, des écoles, enfin ils ont créé une ville et surtout hors inondations, donc si vous voulez c'est la seule ville nouvelle du secteur qui a été créée en pensant à ce phénomène d'inondation. Là, aussi comme paradoxe, c'est que vous avez dans cette commune un bout qui est ancien donc qui a été démarré au Moyen-Âge donc sur des endroits non inondables, Maurin qui a été fait beaucoup plus récemment dans les années 1960, mais en tenant compte du facteur inondation. »*

[Monsieur Gangean, environ 50 ans, agriculteur, passionné d'histoire locale.]

À la vocation initiale d'installation de rapatriés algériens s'ajouta une demande émanant de citadins attirés par le charme rural et son calme associé de Maurin. En mai 1965, environ cent cinquante familles de Montpellier créèrent l'Association des familles du village de Maurin. Leur but est de réaliser la construction de leurs maisons et de constituer un nouveau quartier sur le domaine de la Safer en incluant des Habitations à loyer modéré (HLM) avec possibilité d'accession à la propriété pour les agriculteurs installés en 1964. La municipalité lattoise de l'époque accepte le projet. La première phase du village fût totalement terminée en 1970. Année où la caisse régionale du Crédit agricole<sup>82</sup> s'installe à Maurin permettant une source de revenu non négligeable pour la ville<sup>83</sup>. Ces constructions, celles du quartier de Maurin comme celles du lotissement des Filiès, furent cependant loin de faire l'unanimité. Des tensions, principalement des questions d'intégration, ont émergé autour de l'édification du quartier de Maurin. Ces tensions vont prendre de l'ampleur dans les deux décennies à venir, comme nous le verrons par la suite.

---

<sup>82</sup> Banque nationale du secteur agricole.

<sup>83</sup> En France, les entreprises devaient payer une taxe professionnelle à la ville sur laquelle elles étaient installées. Cette taxe vient (2010) de disparaître.



Les années 1970 constituent un basculement dans l'histoire récente de l'occupation du milieu. Avec l'édification des nouveaux quartiers de Maurin et des Filiès, en moins de dix ans la population lattoise a quasiment doublé. De 1488 habitants que comptait la ville en 1962<sup>84</sup> elle en compte 2 379<sup>85</sup> en 1968. Dans cette transition, un parti pris national pour le développement économique est venu servir un peu plus encore la maîtrise humaine du milieu par la technologie. Avec la technique de pulvérisation du DDT la plaine agricole marécageuse et insalubre du début de la décennie a pu être vidée de ses moustiques qui la rendaient répulsive. Rapidement, une partie de la zone a mutée en zone urbaine venant ainsi bouleverser l'équilibre des habitudes humaines locales tout en continuant de modifier le fonctionnement hydrologique du delta. Quand bien même ce fut à regret pour certains, la communauté lattoise s'est recomposée et « *le paysage empreinte locale* » (Berque, 1984), fruit de l'interpénétration des pratiques humaine et du milieu, a glissé du rural vers l'urbain. À ce moment là, l'eau, par l'inondation, n'est pas venue perturber ce virage urbanistique pris par la commune. Nous voyons ici encore comment la volonté aménagiste de l'État est venue rencontrer des besoins économiques locaux. Les projets d'États, dans une vision de ce que devait être le progrès pour ce territoire, ont impulsé cette transition de terres agricoles en zones d'habitation en venant rencontrer et permettre des trajectoires particulières : celles de particuliers qui ont saisi l'opportunité de la vente de terres agricoles pour une meilleure rentabilité financière. Ces saisissements d'opportunités vont être encore davantage encouragés dans les années à venir, ainsi que nous allons le voir maintenant.

---

<sup>84</sup> Source : Insee. [http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?ref\\_id=poplog-com&reg\\_id=99](http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?ref_id=poplog-com&reg_id=99); consulté le 4 avril 2012.

<sup>85</sup> Source : Insee. [http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?ref\\_id=poplog-com&reg\\_id=99](http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?ref_id=poplog-com&reg_id=99); consulté le 4 avril 2012.

## Chapitre 2. Des années soixante-dix aux années deux mille : le temps de la densification

*« Au boulot des gens m'ont raconté s'être baladés en barque à Lattes. Devant l'église ! Mais je crois qu'entre les deux époques dont on parle, c'est qu'à un moment donné à Lattes, il n'y avait quasiment personne. Donc si jamais il y avait des inondations cela touchait les maraîchers, qui eux, justement avaient besoin des crues pour rendre plus fertiles leurs terres, donc tout allait bien finalement ! Et là, maintenant on prend conscience qu'il y a potentiellement des risques parce que l'on a urbanisé, et densifié l'habitat, quoi. Donc les risques ils existent simplement parce que l'on est venu coller des gens auprès de l'eau, quoi. »*

[Florent, entretien collectif 2.]

Au début des années 1970, se développent ainsi les constructions parallèles du quartier de Maurin et des lots successifs des Filiès. Le développement de la ville de Montpellier à quelques kilomètres de là, venant encourager cette tendance, créant toujours de nouvelles demandes de logements aux entours de la ville. Assez classiquement dans une lecture d'écologie urbaine, nous voyons là un phénomène de succession<sup>86</sup>, c'est-à-dire la tendance de chaque zone à étendre son territoire sur la zone immédiatement périphérique. Selon Burgess, *« encore plus significative que la densité croissante de la population urbaine est sa tendance corrélative à déborder, à se propager ainsi sur des aires plus étendues et à incorporer ces aires au sein d'une vie collective élargie »* (Burgess, 2007: p.132). Ce développement urbain de Lattes, en ce qu'il est encouragé par le développement de Montpellier, amorce le rapprochement des deux villes qui ne fera que s'accroître par la suite. Pour ces deux premiers quartiers ouvrant la densification, les éléments d'archives et les témoignages d'anciens rapportent que ce sont deux catégories de personnes relativement homogènes qui sont venues les habiter respectivement.

### 2.1. Un développement urbanistique enchâssé dans des stratégies politiques locales

Le quartier des Filiès s'est construit dans les mêmes temporalités que celui de Maurin. De la même manière, ce sont principalement des rapatriés d'Algérie qui s'y sont installés. Les rapatriés qui achetèrent des parcelles dans le quartier des Filiès ont cependant d'autres profils que ceux qui s'installèrent à Maurin. Principalement des Pieds-noirs, ils étaient extérieurs au monde agricole, en provenance de plus grandes villes d'Algérie et souvent en poste dans les administrations françaises. Dans un très long entretien, une dame<sup>87</sup> répondant à ce profil, m'a

---

<sup>86</sup> Terme issu de l'écologie végétale

<sup>87</sup> La bande de cet entretien de 3 heures, le premier de mes entretiens avec une habitante – réalisé début 2009, et dont j'avais eu le contact par le réseau de l'Irstea (amie d'ami d'une collègue) – a malheureusement été endommagée ne rendant

révélé le fonctionnement d'attribution des parcelles du quartier des Filiès mises à disposition par madame Investes à l'époque. Ces propos ont été corroborés par plusieurs autres témoignages informels d'habitants. Les ventes se sont organisées par bouche-à-oreille pour les lots successifs, au moins les dix premières années. Par l'intermédiaire de connaissances on avait le contact de madame Investes, à qui l'on se présentait d'une manière qui lui permettait de reconnaître que l'on avait été introduit pas ce tiers. Selon les témoignages d'habitants, la vente pouvait alors se faire avec un prix officieux aussi élevé que le prix officiel. Ce fonctionnement de vente par cooptation a participé à entretenir un peuplement relativement homogène. Si à la différence de Maurin ces nouveaux habitants ne se connaissaient pas forcément entre eux, pour une grande partie, ils partageaient une histoire commune.

Maurin s'est peuplé majoritairement de Harkis venant de deux villages d'agriculteurs d'Algérie. Les rapatriés agriculteurs formaient ainsi déjà un groupe d'interconnaissance avant leurs arrivées. Parallèlement, d'autres nouveaux habitants s'y installèrent, en grande majorité rattachés au milieu agricole français, et souvent impliqués indirectement dans le projet de construction. Ce type de peuplement a contribué à former une communauté relativement homogène et une appartenance locale forte.

« Et d'après vous comment cela s'explique ? [En faisant référence à la cohésion locale dont l'acteur vient de me parler en réponse à ma question sur une mobilisation associative plus forte sur Maurin que sur Lattes centre]

*Très simplement, c'est que Maurin a été constitué à partir de... de ... de ... je dirai d'une vie associative. C'est-à-dire que l'on n'a pas construit Maurin, euh... Maurin a été mis en place d'abord par la Safer pour, donc, reloger, un certain nombre de rapatriés d'Algérie, agriculteurs. [...] Eux, ils étaient déjà très liés puisque en fait... ils venaient de deux villages ... Zéralda à côté d'Alger et Novi ; donc c'étaient deux communautés, qui venaient de deux villages... donc, oui, qui se connaissait. [...] Puis l'aspect géographique, c'est évident. On n'a pas l'impression d'être rattaché à la commune de Lattes qui centralise... Et puis effectivement... cette espèce de communautarisme... [...] ce communautarisme, constitué de groupes, effectivement, de gens... [...] Et puis aussi le fait que c'était la Safer qui était à l'origine de Maurin, donc... se sont retrouvés donc... un certain nombre de salariés d'organisme professionnels agricoles. Donc on avait beaucoup de gens, euh... de la Safer, de la mutualité sociale agricole... des assurances mutuelles agricoles, de la direction départementales de l'agriculture, il y avait la DDA qui était là... de l'Office national des forêts... Enfin, de beaucoup de gens qui étaient du même milieu. »*

[Monsieur Etanan, habitant depuis 40 ans, environ 65 ans, famille Lattoise trois générations]

Les archives de la presse locale attestent, par les nombreux articles les concernant, l'importante part qu'ils ont pris dans la vie communale. Encore aujourd'hui, il est fréquent que des articles de presse locale – aussi divers qu'en soit le sujet – nous rappelle la présence d'Harkis (et de descendants d'Harkis) sur Lattes. On peut citer ceux destinés aux cérémonies commémoratives (lors d'un conseil municipal par exemple est rappelé le « *devoir de*

---

possible la retranscription que des <sup>30</sup> premières minutes. À la suite de l'entretien j'ai consigné tous les éléments que contenait ma mémoire sur nos échanges sous forme de résumé ; ce qui me permet d'en attester du contenu, sans pour autant pouvoir restituer les mots exacts employés. Elle a environs 70 ans au moment de l'entretien et vit dans le quartier des Filiès depuis 35 ans.

*mémoire* » pour les anciens combattants et les Harkis nommés « *la grande famille des rapatriés* », ou encore lors d'une conférence organisée par la commune « *Connaître et reconnaître les Harkis, un devoir national* »). Une amicale des rapatriés d'Algérie a été créée et ses activités sont fréquemment relayées.

Nous voyons ici comment les deux quartiers de Maurin et des Filiès se sont peuplés parallèlement de personnes formant deux groupes distincts d'appartenance relativement homogènes. Ces différences de trajectoires personnelles se traduisaient alors par des différences d'orientations politiques qui ont suscité des tensions dans la commune. Historiquement, la politique de l'équipe municipale lattoise inscrivait la commune à droite de l'échiquier politique. Or, la population de Harkis qui s'installa à Maurin se situait plutôt à gauche de celui-ci. La double communauté lattoise des rapatriés d'Algérie s'inscrivit alors dans une politisation des enjeux locaux identifiée en d'autres lieux (Savarese, 2006). Par ailleurs, la communauté des nouveaux-venus maurinois ne fut pas acceptée d'emblée par les autres Lattois. Dans les conflits générés par l'établissement du quartier de Maurin, outre les conflits d'ordre foncier avec les propriétaires de terres agricoles environnantes d'alors et les conséquences d'un ordre imposé « *d'en haut* », selon les témoignages de plusieurs anciens de la ville, il est à reconnaître aussi qu'il y eut des formes de réactions liées à l'altérité. Ces réactions suscitées par ce développement de la ville ont alors paradoxalement participé à encourager d'autres. On aurait pu imaginer que l'établissement de Maurin et les conflits d'intégration qu'il engendra aurait pu freiner toute velléité à urbaniser à proximité ; or c'est l'inverse qui se produisit : de nouveaux quartiers à Lattes-centre se développèrent. Selon les témoignages d'anciens membres de l'équipe municipale, ces développements, inscrits dans la politique de développement de la municipalité, auraient été encouragés afin de faire le « *contrepoids avec cette partie de la ville* » : l'enjeu politique local aurait participé de cette ouverture à des nouvelles constructions. Selon les témoignages d'anciens<sup>88</sup>, parmi les facteurs explicatifs de l'établissement rapide et au-delà des limites que pouvait fixer l'inondabilité des terrains des lots successifs des Filiès, figurait un enjeu d'ordre électoral. Il s'agissait pour l'équipe municipale de Lattes-centre de continuer « *à faire le poids* » face à l'augmentation de la population maurinoise des Algériens rapatriés d'Algérie, plutôt de gauche ; dans un milieu où l'électorat était ancré à droite.

*« Pourquoi avoir décidé de faire lotir des quartiers au départ ?*

*[Il hésite avant de me répondre : ] Cela ne devrait pas être enregistré... mais bon. Il s'agissait quand même de faire le contre poids avec Maurin ! Maurin se développait à tout va et ils allaient être plus nombreux qu'à Lattes-centre ! Alors on a décidé d'agrandir un peu Lattes-centre aussi... »*

[Un membre de l'ancienne équipe municipale]

En six ans de 1971 à 1977, le village était passé de 1 000 habitants et 300 emplois à 3000 habitants et 1000 emplois pour ce seul quartier de la ville. Sur fond de déplacement de

---

<sup>88</sup> Plusieurs des personnes qui m'ont conté cette histoire étaient alors eux-mêmes partie prenante, ce qui est selon moi gage de leur bonne foi. Ils se sont confiés lors de l'entretien, comme on peut le faire lorsque notre grand âge nous permet de relativiser sur le secret des choses. Certainement aussi parce que 40 ans après, il commence à y avoir prescription selon eux.

l'objectif initial<sup>89</sup>, rapidement se sont posés des difficultés d'intégration de ces « *nouveaux-arrivants étrangers* » avec les habitants déjà installés de Lattes. Il y eut une forme de « *traumatisme local* » en réaction à ce découpage imposé de l'État. L'analyse des archives de la presse locale révèle les nombreux conflits qui opposaient alors Maurinois et Lattois, notamment les agriculteurs propriétaires initiaux des terres de Maurin. Même si le déclin de certains domaines agricoles, comme les laiteries familiales face à la concurrence accrue de l'industrialisation<sup>90</sup>, laisse à penser aujourd'hui que ce rachat des terres agricoles par l'État via la Safer a pu constituer une opportunité financière pour certaines familles. Ces conflits sont allés jusqu'à se cristalliser, en 1984, par la demande par le comité de quartier de Maurin de la tenue d'un référendum pour l'obtention de l'autonomie de cette partie de la ville. Lors de cet épisode, les avis divergeaient, selon les dires d'un ancien, y compris dans l'équipe municipale, sur l'opportunité de « *se battre* » pour que ce quartier de la ville « *qui vote à gauche* » demeure à Lattes. Le maire de l'époque s'est alors beaucoup investi pour que la ville reste unie. On peut comprendre que se voir retirer la taxe professionnelle de l'une des plus grosses entreprise installée sur la commune (le Crédit agricole) n'était pas vraiment de bon augure pour les finances de la commune dont il avait la charge.

*« Comme ressources essentielles, à part le... le foncier et la taxe d'habitation, nous avons quelques taxes professionnelles qui étaient déjà assez conséquentes par rapport à d'autres communes, mais pour l'essentiel, les deux taxes principales, c'était d'abord le Crédit agricole à Maurin, et ensuite le... les établissements Montlaur. Le Crédit agricole représentait à l'époque 40% des recettes de taxe professionnelle. »*

[Monsieur Patrian, habitant depuis 40 ans, environ 65ans, équipe ancienne municipalité.]

Le résultat du référendum trancha de peu pour que la ville reste unie ; même si les divisions entre Lattes-centre et Maurin ont perduré... Et perdurent encore aujourd'hui, apparaissant comme explicatives de plusieurs différences notables entre Lattes-centre et Maurin, y compris vis-à-vis du « problème » de l'inondation, comme nous le verrons par la suite. La ville unie, il n'en demeurerait pas moins nécessaire pour l'équipe municipale de maintenir une majorité politique pour ne pas céder la place à la tête de la commune. Cette nécessité aurait participé à encourager le développement des quartiers des Filiès. Un épisode cévenol caractérisé est alors venu perturber ce développement de la ville. Assez paradoxalement de nouveau, cette inondation s'est constituée en une nouvelle justification à la continuité du développement urbanistique de la ville.

---

<sup>89</sup> Au départ, il avait été annoncé par les politiques locales que l'édification de ce quartier se destinait principalement à reloger les Lattois et Montpelliérains que le chantier de l'autoroute et de la station d'épuration expropriaient.

<sup>90</sup> La dernière laiterie de la commune fermera en 1986 comme en atteste un article titré « La dernière laiterie » dans la rubrique « Vie de la cité » du journal communal n°31 de mars 1986, p24.

## 2.2. Un développement urbanistique qui permet paradoxalement la protection de l'existant

Le relatif calme météorologique des quarante dernières années ne dura pas. En 1976 un épisode cévenol caractérisé entraîna d'importantes inondations dans la région montpelliéraine. Le Lez quitta son lit juste en amont de Lattes, reprenant un de ses anciens bras principal<sup>91</sup>, inondant de près d'un mètre les maisons du premier lot du quartier Filiès construit quelques années plus tôt. Selon les dires d'anciens, les dégâts furent importants et le traumatisme local aussi.

*« Pour des raisons que j'ignore, un jour le Lez il a pris ce lit, mais dans les années quinze cent, il passait là. Et donc, et donc la digue, enfin à l'époque c'était pauvrement une digue c'était un petit sur-relèvement, elle a cédé là. Et qu'est-ce qu'elle a fait, en cédant la, elle a inondé toute cette partie [en me montrant du doigt le quartier des Filiès] pour repartir vers l'étang. [...] Et dans la nuit, alors qu'il n'était pas tombé une goutte d'eau, à Lattes, ils se sont retrouvés avec 1 m 50 d'eau chez eux au rez-de-chaussée, à sortir de nuit monter sur le toit et tout. [...] Quand je suis parti, avec mon père en avait mis des bottes, des...*

*Les cuissardes ?*

*... Les cuissardes et on a aidé les gens dans les Filiès... C'était une désolation complète : dans le jardin flottaient des... des matelas, des meubles... Je vous dis il y en a qui ont eu 1 m 50 d'eau dans la maison. Ah oui! Je me rappelle, c'était des copains, hein... [...] Ça c'est une désolation... [Il marque un temps d'arrêt] Mais il y avait eu un gros mouvement de solidarité dans le village, en tout cas pour tous ces gens-là. Et une psychose ! Parce qu'il y en a qui ont vendu... Qui ont bradé leur villa et qui ont... [Le téléphone sonne et interrompt notre conversation]. »*

[Monsieur Traditiona, natif, habitant, environ 65 ans, famille lattoise depuis quatre générations.]

Aux élections suivantes, en 1977, l'agriculteur Roger Andrieu, maire depuis 1955 ne sera pas réélu. Selon certains parce qu'il aurait donné son soutien à la construction du premier lot des Filiès pour d'autres c'est sa mauvaise gestion de la crise et son incapacité à accueillir les plaintes des sinistrés qui auraient déçu. Le caractère de ce dernier, qualifié d'agriculteur « un peu rustre » n'aurait pas su accueillir les plaintes des nouveaux habitants inondés.

*« Est-ce que vous pourriez me dire quelle est, d'après vous, la raison qui a fait qu'il n'ait pas été réélu... ?*

*Je crois que c'est les inondations. Et puis, peut-être aussi... euh.... un manque d'accueil et...*

*Un manque d'accueil, c'est à dire ?*

*L'accueil des gens dans leurs problèmes. Il était assez autoritaire...*

*Il était... il était de l'ancienne mode et... et il ne supportait pas trop les discussions ; il s'énervait assez ; et quand il y a eu les inondations, il y a des gens qui... qui sont venus lui réclamer un peu... Bon, bien, il l'a mal pris.*

*Oui, c'est souvent au maire...*

*Et à partir de ce moment-là, les... les inondations, c'était le 26 septembre 1976 ; les élections*

---

<sup>91</sup> Voir figure 4 (p.17).

*c'était le 8 mars 77... »*

[Monsieur Patrian, habitant depuis 40 ans, environ 65 ans, équipe ancienne municipalité.]

Il a été évincé de la liste qu'il présidait aux élections de 1977. À l'époque, compte tenu de la petite taille de la commune, le vote ne se faisait pas nécessairement pour une liste entière mais chacun pouvait décider de rayer certains de ses membres<sup>92</sup>. Roger Andrieu fut l'objet d'un vote sanction qui empêcha sa réélection quand la majorité des autres membres de sa liste demeura dans l'équipe municipale. Le même vote sanction fût adressé au président de la Safer à qui il était reproché l'établissement du quartier de Maurin, notamment par les agriculteurs qui exploitaient les terres précédemment, ainsi que les réactions de « protectionnisme envers l'étranger » que j'ai évoqué. Il est difficile d'écarter l'hypothèse d'une rancœur à l'encontre du maire sur ce même dossier aussi. Au sein des membres restant de la liste, il fallait alors définir lequel d'entre eux allait occuper la fonction de maire. Plusieurs anciens rapportent que parmi ces derniers, personne n'était volontaire. Rapidement, les uns et les autres se mirent d'accord sur la candidature « *du dernier arrivé* ». Père de famille d'une quarantaine d'années, originaire d'une autre ville de la région (Nîmes) et agent d'assurance, Michel Vaillat avait été convié par l'ancien maire à faire partie de sa liste en sa position de président local des représentants de parents d'élève Peep<sup>93</sup>. Il avait acheté un terrain dans le quartier des Filiès en 1971 où il avait aménagé en 1974 avec sa famille. Il est intéressant ici de relever qu'à l'inverse d'une logique d'autochtonie (Retière, 2003) ou de ce que les élections municipales donnent à voir classiquement (Faure, 1997) ce ne fut ni un notable, ni un ancien de la commune mais une personne extérieure à la commune qui en prit la tête. C'est un homme venu d'une autre ville qui apparut comme le plus à même de diriger l'équipe municipale. La nomination d'un habitant nouveau venu apparaît comme un témoin du bouleversement sociologique en cours. Le maire déchu en 1977 fut le dernier représentant de la profession agricole dans la longue liste des maires de la ville. De culture urbaine, Michel Vaillat n'avait aucun lien avec le milieu agricole ; ses ex-colistiers, issus du milieu agricole, le lui reproche d'ailleurs : avoir participé à importer la ville à la campagne.

*« Alors, donc, les villages... Pour en revenir à notre conversation sur les ruraux et les urbains, les villages ont maintenant dans leur municipalité presque que des citadins ! Et c'est tout. Moi je reçois des revues agricoles qui le mentionnent, il y a beaucoup de villages qui en souffrent de ça parce que, tout ce qui était, ce qui faisait les valeurs des villages est maintenant méconnu des conseils municipaux. Il y a aucun paysan dans les conseils municipaux. Vous prenez le conseil municipal de Lattes, hé bien vous ne trouvez aucun paysan ! Il n'y a plus aucun paysan ! Il y a maintenant beaucoup de fonctionnaires, hein, qu'il y en est des fonctionnaires, certes, c'est normal, mais vous n'avez aucun paysan. Parce*

---

<sup>92</sup> La loi n° 82-974 du 19 novembre 1982 a institué le seuil de 3 500 habitants applicable aux élections municipales pour désigner les conseillers municipaux selon un mode de scrutin mixte, à la fois majoritaire et proportionnel. En dessous de cette limite le vote pouvait se faire par panachage (source : <http://www.territorial.fr>; consulté le 8 avril 2012). Dans un scrutin de liste, possibilité offerte à l'électeur de modifier sa liste en rayant le nom d'un ou de plusieurs candidats et de le ou les remplacer par celui ou ceux de candidats pris sur des listes concurrentes.

(Source : [http://www.lexilogos.com/francais\\_langue\\_dictionnaires.htm](http://www.lexilogos.com/francais_langue_dictionnaires.htm); consulté le 8 avril 2012)

<sup>93</sup> Parent d'élèves de l'enseignement public (Peep). La Peep est l'une des deux plus grandes fédérations de parents d'élèves françaises. Sans que leur affiliation ne soit officielle, puisqu'il s'agit d'organisation apolitique, la Peep est généralement située à droite de l'échiquier politique quand sa concurrente, la FCPE est située à gauche.

*que maintenant les villages ont tellement grandi que les gens sont venus de la ville. Et c'est même ces citadins ils en oublient quand même leurs origines, parce que tous quand même ils viennent du monde rural ! Ce sont leur passé. L'autre façon je lisais sur un bouquin, en 50 ans, non, sur 100 ans, nous sommes passés de 70% de ruraux à 70% de citadins. Ça s'est inversé vous voyez. »*

[Monsieur Bourbieron, habitant natif, environ 85 ans, famille lattoise depuis sept générations.]

Les seuls critères de personnalité ne suffisent pas à expliquer l'émergence d'un leader, encore faut-il que son profil corresponde à des attentes locales (Smith et Sorbets, 2003). L'élection de ce nouveau venu témoigne ainsi d'une absence d'identité communale forte tout autant qu'une disposition locale au changement. Michel Vaillat occupa la place de maire vingt-quatre années durant (quatre mandats successifs) et accompagna en la favorisant toute la transition de la commune du rural vers l'urbain, ainsi que nous le verrons dans la partie suivante.

Le premier dossier que la nouvelle municipalité eut à charge de régler est donc celui de l'inondation. Le quartier des Filiès récemment construit se situait sur le chemin de l'un des anciens lits du fleuve qu'il menaçait de pouvoir reprendre lors de crue. Comité d'experts à l'appui (bureau d'étude montpelliérain), la décision fut prise d'endiguer le fleuve pour l'empêcher de sortir de nouveau de son lit majeur actuel. Un vaste chantier fut entrepris et dura trois ans de 1979 à 1982. Pendant cette période, il n'y eut pas de nouvelle construction entreprise dans cette partie de la ville qui fut sinistrée... Mais très paradoxalement les travaux de protection ont motivé l'urbanisation d'autres zones de la ville pourtant situées à proximité et encore non urbanisées.

En 1977, la ville comptait 3963 habitants. Son urbanisation était cadrée par un Plan d'occupation des sols (Pos)<sup>94</sup> qui avait fait l'objet d'une enquête, qui avait été approuvé, mais qui n'était pas encore publié. Les services de l'État avaient alors réclamé une pause dans l'urbanisation afin de voir si de nouveaux événements d'inondations sur la commune de Lattes rendraient nécessaire de réformer ce Pos. La commune de Lattes était alors formée par trois entités qui perdurent aujourd'hui : Lattes-centre, Maurin et Boirargues qui se répartissaient assez proportionnellement la population lattoise. Ces entités n'étaient alors que très peu interconnectées et les tensions récentes – qu'elles soient d'ordre politiques ou relatives à l'intégration des nouveaux venus – ont alors incité l'équipe municipale du moment à encourager le développement de liens. Pratiquement la moitié de la surface de la commune était alors urbanisable à moyen ou à long terme. La préoccupation première de l'équipe municipale en place fut de corriger le caractère inondable de la plaine de Lattes, et donc de recalibrer le Lez. Il fallait alors envisager des travaux importants, et coûteux. Plusieurs fois par le passé déjà, l'endiguement du fleuve traversant Lattes, mais aussi Montpellier en amont avait été envisagé. Depuis la première étude réalisée en 1927, neuf dossiers d'études n'avaient pas été suivis par la réalisation de l'endiguement, notamment pour des questions de financement. L'équipe municipale lattoise de Vaillat porta le dossier auprès des différents

---

<sup>94</sup> Ancien document régissant l'urbanisme. Remplacé par les Plan locaux d'urbanisme (Plu) actuels.



services concernés afin de le voir aboutir. Au nom de cet endiguement du fleuve, en raison du coût important qu'il représentait, il fut décidé d'agrandir la commune afin d'en accroître les revenus.

*« Des dossiers de recalibrage du Lez ? »*

*Des dossiers d'aménagement et de recalibrage du Lez qui avaient été fait depuis 1927, mais qui n'avaient jamais abouti. [...] Et pour mettre en œuvre un projet de recalibrage. Alors, rendez-vous compte, nous avions un budget, à l'époque, de fonctionnement qui était de 3 millions 830 mille, et la seule première tranche de recalibrage du Lez était de 1 million 300 mille. Alors vous voyez le... la problématique. Comme ressources essentielles, à part le... le foncier et la taxe d'habitation, nous avions quelques taxes professionnelles qui étaient déjà assez conséquentes par rapport à d'autres communes, mais pour l'essentiel, les deux taxes principales, c'était d'abord le Crédit agricole à Maurin, et ensuite le... les établissements Montlaur. Le Crédit agricole représentait à l'époque 40% des recettes de taxe professionnelle. [...] Et donc, à l'époque, il fallait non seulement avoir le souci du recalibrage du Lez pour la partie inondable de Lattes-centre, mais également avoir l'équilibre des quartiers et essayer de... d'amener de nouvelles ressources face aux nouvelles dépenses concernant les inondations. »*

[Un membre de l'ancienne équipe municipale.]

Ainsi, suite aux travaux de recalibrage plusieurs quartiers résidentiels ainsi qu'une zone commerciale d'activité ont vu le jour sur la commune (lotissements les Jardins de plaisance, la Cougourlude, le Clos Méjean, Fontvin notamment)<sup>95</sup>. Au total 40 % des bâtiments de la ville actuelle seront édifiés à cette époque entre 1975 et 1989<sup>96</sup>.

Nous voyons ici que l'inondation du premier lotissement construit n'empêcha pas de nouvelles constructions. Paradoxalement même, la décision d'endiguer le fleuve pour prévenir de nouvelles inondations s'accompagna d'une ouverture à d'autres constructions afin d'accroître les revenus de la commune et, ainsi, permettre le financement de l'endiguement, alors à la charge de la commune. De 3963 habitants que comptait la ville en 1977, année de l'arrivée du nouveau maire, elle en comptait plus de 8000 à la fin des années 1980, plus de 10 000 à la fin des années 1990. Entre 1980 et 2000, la population fut multipliée par 3,5. Ce développement sonnait le glas de la valorisation par l'agriculture ; l'heure était à la valorisation par les opérations foncières.

---

<sup>95</sup> Voir la figure 16 (p.116) pour la localisation de ces différents quartiers.

<sup>96</sup> Source : recensement de la population, Insee 1999.

## 2.3. Un développement en opposition avec les ailleurs

Loin de l'idée simplificatrice d'un développement espéré pour les seuls revenus octroyés à la commune ou du prestige possiblement associé à représenter une commune plus importante, nous proposons ici une lecture par la composante double, cognitive et stratégique, de l'analyse en termes de leadership (Smith et Sorbets, 2001). Ce type d'analyse permet d'appréhender les volontés de développement urbain comme inscrites dans une vision pour le territoire, calibrées à l'aune des arrangements avec ce territoire, et inscrites dans le réseau relationnel local forgé pour en être le représentant légitime (Faure, 1997)<sup>97</sup>. Dans le cas lattois, la vision du territoire défendue par l'équipe municipale visait à démarquer ce dernier du développement alentour, qu'il s'agisse de celui impulsé par le tourisme au sud de la commune ou de celui motivé par la croissance urbaine, en amont. En affirmant la volonté de développer « *un urbanisme de quartier à dimension humaine* »<sup>98</sup>, de « *favoriser le développement de notre commune dans l'harmonie d'un environnement privilégié* »<sup>99</sup>, la politique municipale au-delà d'affirmer son engagement pour le bien-être des habitants, revendiquait un type de développement se démarquant des autres communes voisines. Cette volonté de se différencier s'inscrivait dans une géopolitique locale caractérisée par le développement rapide de Montpellier tout comme des stations balnéaires proches. Cette expansion urbaine augmentait la pression foncière sur la ville. La mairie de Lattes était alors en opposition politique franche à celle de Montpellier ou du district<sup>100</sup>. Le refus de devenir la banlieue de Montpellier est clairement exprimée avec la revendication d'« *un urbanisme de quartier à taille humaine dans un cadre bucolique et rural* » (journal communal n° 21 de février 1983). Il s'agissait de « *préserver la qualité de la vie des habitants de la commune en laissant à celle-ci le caractère rural qui est le sien* » (journal communal n° 1 de janvier 1978). Se donne ainsi à voir dans la communication de la ville une mise en mot défensive du cadre de vie menacé par l'extérieur. Dans la rétrospective des actions menées par la municipalité à la veille des élections municipales de 1983, l'équipe en place se targue d'avoir réussi ce pari, cet « *urbanisme nouveau* ».

---

<sup>97</sup> Voir pour d'autres références de ce type d'approche : P. Garraud (1989) « Profession, homme politique. Les carrières politiques des maires urbains » et Fontaine J., Le Bart C., (1994) « Le métier d'élu local ».

<sup>98</sup> Journal communal n°21, février 1983, p20.

<sup>99</sup> Journal communal n°43, février 1989, p18.

<sup>100</sup> Qui forma ultérieurement Montpellier Agglomération.



Figure 8 : Extrait du journal communal, rubrique « Urbanisme et environnement »  
[Source : journal n°21, février 1983, p.20].

En 1981, un article du journal communal énonçait clairement la position défensive de la municipalité: « *Un territoire de 3.133 hectares pris en étau entre la métropole montpelliéraine avec toutes ses structures actives et une bordure littorale aménagée pour le tourisme, est voué à coup sûr dans le contexte socio-économique où nous vivons à un envahissement rapide et sans merci.* »<sup>101</sup> L'équipe municipale s'érigeait en rempart pour préserver le bien-être de ses administrés. Des membres de l'ancienne équipe municipale interrogés témoignent de cette volonté forte d'alors :

« Deuxièmement, il y avait autre chose aussi, c'est qu'on est dans un écrin de verdure aux portes de Montpellier, entre Montpellier et la mer, et on voulait le préserver. »

[Un membre de l'ancienne équipe municipale].

Dans cette volonté de protéger un environnement où il fait bon vivre, le maire va s'opposer à un projet d'urbanisation aux environs de l'étang du Méjean, dans la veine des projets d'aménagements touristiques fleurissant sur le littoral.

« Et quand est-ce qu'elle a été protégée cette zone ? »

*En 1980... dans les années 1980. Cela appartenait à des propriétaires privés, toute la partie nord du Méjean, toute la partie nord, pas le bord du Méjean, mais toute la partie nord, toute la partie à partir de la digue en allant vers le nord, en allant vers la commune, tout cela appartenait à des privés et dans les années 1980, les propriétaires privés ont décidé de vendre. Ils ont voulu vendre, ils ont commencé à mettre des piquets là, ils voulaient vendre*

<sup>101</sup> Extrait de l'article « Le rôle de l'architecte conseil », rubrique « Vie de la cité » du journal communal n°14 d'avril 1981.

*dans des agences immobilières et tout ; parce qu'il était prévu de faire des marinas un peu comme à la Grande-Motte. [...] Dans les années 1980 le Conservatoire est intervenu et il a acheté 147 hectares au départ, toute la partie des propriétaires privés, pour protéger ce site. On fait partie, puisque le Conservatoire du littoral est né dans les années 1975, on fait partie si vous voulez, dans le littoral Languedoc-Roussillon, on doit faire partie dans les premières acquisitions qui ont été faites dans ce secteur. [...] Et là, après, le Conservatoire a acheté et il a donné par convention, parce que tout se passe par convention, après il a donné à la commune de Lattes par convention de gestion le site du Méjean, enfin, ses terrains, avec les terrains communaux, ensemble à gérer par la commune de Lattes. »*

[Un habitant, membre de l'équipe municipale.]

La commune a également décidé de limiter son Pos, alors très permissif, et de protéger les terres proches des étangs qui étaient visées pour certains projets d'aménagements, de nouveau établis dans des cercles de décisions plus éloignés. Selon certains témoignages, les prospectives de l'époque portaient à 500 000 le nombre d'habitants à l'horizon 2000 du district montpellierain. Certains évoquaient alors des projets, tels que la construction d'une université maritime, qui venaient *menacer* les terres vierges alentours de l'étang. Face à ces pronostics, l'équipe municipale lattoise a décidé de réduire la partie urbanisable de son Pos.

*« Et bien par cette seule volonté, il s'agissait bien de volonté politique au sens noble du terme. On a stoppé tout ça. Et je vous dirai que, en ce qui me concerne, la chose que je laisserai à toute génération future, la plus belle, c'est ça. C'est d'avoir protégé l'espace et le fait que dans 300 ans ce sera toujours pareil, ce sera la nature, les cigognes, et cetera, et cetera, les taureaux, les chevaux et cetera. Et... et ça, c'est... bon, à notre sens, pour les Lattois, mais également pour tout le bassin montpellierain. Ce n'est pas que pour nous qu'on a travaillé. Donc première chose : préserver l'environnement. »*

[Un membre de l'ancienne équipe municipale.]

Un travail interinstitutionnel s'engage alors pour stopper toutes possibilités de construction en retirant les terres des tractations privées. En 1985, la totalité des terrains longeant le Méjean sont acquis par le Conservatoire du littoral et des rivages lacustres à la demande de la municipalité. La commune en est le gestionnaire avec le conservatoire et se fixe comme objectif : la protection et la gestion de l'ensemble de la zone humide et la sensibilisation et l'éducation à l'environnement. Il est intéressant de relever ici que dans un contexte de décentralisation, la commune s'organise pour limiter une urbanisation qu'elle juge non légitime, comme l'avait fait l'État dans les années 1960 avec la mission Racine<sup>102</sup>. Au niveau du cadrage législatif, dans le découpage du territoire avec arbitrage sur la vocation agricole ou urbaine de l'espace – puisque les quartiers résidentiels se construisent sur des terres agricoles –, nous observons une forme de compétence qui a circulé entre l'État et le niveau communal : une alternance entre les compétences des services de l'État (DDE) et les libertés laissées aux collectivités locales avec le processus de décentralisation en cours. Par rapport à la période précédemment analysée, le rapport entre l'État et les villes s'est inversé. Ce cadrage par la loi de décentralisation (1982) laisse la place à davantage d'initiative des maires : les élus locaux ont désormais le droit d'agir ainsi que les moyens pour le faire.

---

<sup>102</sup> Détails de cette mission : voir section 1.2 (p.61).

À ce moment là, le conflit opposant Lattes à Montpellier se cristallisait sur plusieurs dossiers sensibles, à savoir la localisation des infrastructures polluantes et consommatrices d'espaces et des grands axes routiers. La proximité des deux communes et la croissance rapide de Montpellier a notamment amené à Lattes la décharge des ordures ménagères, ainsi que la station d'épuration des eaux usées. Les relations étaient publiquement très conflictuelles autour de ces deux « *conflits de localisation* » assez classiques du découpage ville-périphérie (Cadoret, 2011), c'est-à-dire spécifique à la localisation d'un équipement considéré comme une nuisance. De nombreux articles dans le journal communal tracent les combats que la municipalité lattoise a menés contre Montpellier sur ces conflits de localisations. La situation conférée à Lattes, située en aval de Montpellier, lui vaut depuis longtemps de telles revendications. Pour exemple, dans cet article de la rubrique « *Vie de la cité* » du journal communal lattois en 1987 qui retrace l'histoire de ces pollutions subies en titrant : « *En 1906, déjà, Montpellier polluait Lattes* ». Un ancien membre de l'équipe municipale de cette époque rapporte ci-dessous ce vécu de nuisances subies, où nous pouvons voir que l'inondation figure au même titre que les autres nuisances.

*« On était à la fois le réceptacle des ordures ménagères sur le Thôt, des eaux usées à la Cérérède, et des eaux de pluie ou des catastrophes, des... des Lézades, sur le Lez. Bon, ça, c'est l'histoire qui a fait une grosse partie des combats avec Georges Frêche. »*

[Un membre de l'ancienne équipe municipale.]

L'opposition était cependant tout aussi politique : la Mairie de Lattes historiquement de droite d'un côté, celle de Montpellier passée à gauche en 1977 de l'autre. Cette opposition sera personnifiée avec l'élection la même année des deux maires Georges Frêche pour Montpellier, Michel Vaillat pour Lattes qui animeront vingt-quatre années durant le conflit. Ils n'auront de cesse de se combattre sur les dossiers du district puis de Montpellier Agglomération. De nombreux dossiers, classiques du découpage ville-périphérie, opposaient Lattes et Montpellier (la gestion des infrastructures polluantes – déchetterie et station d'épuration – particulièrement), comme en attestent de nombreux articles du journal communal. On pouvait y lire des titres accusateurs tel que : « *La décharge de Montpellier commence à encombrer Lattes, sérieusement* » avec comme sous-titre « *Lattes en a assez d'être la poubelle du district de Montpellier et de l'Hérault. Mais que faire seul contre tous ?* »<sup>103</sup>. Cette opposition de la Ville de Lattes se faisait dans un contexte politique local dominé par le fort leadership de Georges Frêche, sur une scène politique très clivée (pour ou contre lui) et les enjeux se défendaient « *front contre front* », en termes de domination de modernisateurs contre réactionnaires (Négrier, 2001). Plusieurs anecdotes du temps de ces oppositions, parfois virulentes, m'ont été racontées par des habitants, certains nostalgiques, qualifiant le Lattes d'alors de « *village de gaulois* » face à Montpellier. S'opposer à la politique de Frêche réclamait une forte détermination, justifiée par le désir d'indépendance et la défense d'un urbanisme différent par M. Vaillat. Dans l'éditorial du journal communal ci-

---

<sup>103</sup> Article d'une page, journal communal n°40 de juillet 1988, rubrique « *Vie de la cité* », p7.

dessous, l'équipe municipale, par la plume de son adjoint au maire, présentait les nombreux avantages qu'elle voyait au vivre à Lattes. Si la question de la proximité figurait en premier, on y lisait aussi le refus catégorique de se voir assimilé à la banlieue de la grande ville. Nombreux sont les Lattois qui se défendaient d'être « *seulement* » une périphérie de la grande ville et se réclamaient d'une identité propre, une identité lattoise.

## Lattes... banlieue ?



gées d'évacuer les déchets urbains : usine d'incinération, décharge publique, station d'épuration ;

- les fourrières pour véhicules et animaux, etc. ;
- les établissements grands consommateurs d'espace, tels les centres commerciaux.

Lattes, par sa situation géographique privilégiée, par sa superficie, sa gestion et sa population, peut et doit échapper à ces stéréotypes. Elle doit se développer en fonction de ses propres besoins, de l'aspiration de ses habitants, de la volonté des élus, et non dans le seul but de satisfaire les besoins immédiats d'une grande sœur qui souhaite coloniser l'espace rural environnant.

- Sa situation géographique entre le cordon littoral et Montpellier, sa desserte par l'autoroute « La Languedocienne » et les grands axes routiers du CD 21 et du CD 986, ainsi que la proximité de l'aéroport, font de Lattes un lieu particulièrement propice aux échanges et au commerce.

**éditorial**

et une activité économique de plus en plus intense, génératrice de taxes professionnelles.

- La population jeune, répartie sur trois gros quartiers dans un environnement que nous nous efforçons de rendre de plus en plus agréable, donne un atout supplémentaire à l'essor de notre commune.

Comme nous le constatons, contrairement à la plupart des villes de banlieue, Lattes n'est pas seulement une ville pavillonnaire, car, de par ses caractéristiques, elle attire les entreprises, aide les agriculteurs en difficulté, favorise le tourisme et crée un cadre de vie.

On ne se contente pas d'habiter à Lattes, on y vit, on y travaille, on s'y épanouit.

Pierre LIEUTARD  
adjoint au Maire  
délégué au quartier  
de Boirargues

**E**N règle générale, la ville de banlieue répond aux besoins d'extension de la grande ville. Elle lui permet notamment de créer, grâce à des prix de terrain réduits, des zones d'habitations qui sont de véritables réservoirs à main-d'œuvre.

C'est aussi dans les villes de banlieue que se trouvent :

- les grandes voies de circulation ;
- les installations char-

- La superficie importante (3.300 ha) autorise une occupation du sol diversifiée, tout en respectant un plan d'occupation des sols afin de donner à chaque zone une spécificité :
- habitat individuel de bonne qualité,
- territoire à vocation agricole essentiellement viticole, céréalier et maraîcher,
- zones d'activités diversifiées importantes : Boirargues, Puech-Radie, Maurin,
- zone à vocation touristique sur le CD 986, engendrée par la proximité du littoral mais aussi par la vocation archéologique nationale et internationale de notre commune,
- importants espaces verts gérés par le conservatoire du Littoral autour de l'étang du Méjean, en vue de protéger un site remarquable avec faune et flore typiques.

- La gestion communale rigoureuse et réfléchie est facilitée par un patrimoine immobilier de bonne qualité aux revenus élevés

Figure 9 : Extrait du journal communal, rubrique « Action municipale »  
[Journal communal n°29, octobre 1985, p.3].

La politique municipale défendait une identité lattoise qui s'argumentait par la démarcation d'avec un ailleurs et la construction d'un cadre de vie paisible. La politique urbaine lattoise en orientant son peuplement a ainsi dessiné les contours d'un certain type de société urbaine.

### 2.3.1. Développer, oui, mais pas pour n'importe qui

La situation géographique de Lattes, en première couronne sud de la ville de Montpellier lui vaut une pression pour construire : l'expansion de Montpellier entraîne une augmentation de la demande locale en logement.

*« Comment une... une petite commune pouvait-elle faire face à la pression ? Comment pourrait-on faire face à la pression des agents immobiliers, des promoteurs, et cetera, sur un territoire aussi important, et une partie, donc très importante urbanisable ? »*

[Un membre de l'ancienne équipe municipale.]

L'un des enjeux de l'opposition Frêche – Vaillat se situait au croisement de cette question de la pression urbaine et de leur opposition sur l'échiquier politique : la question des logements sociaux. Cette question s'était déjà posée lors de l'édification du quartier de Maurin qui en comprend une importante part et a continué à se poser tout au long du développement ultérieur de Lattes. Le sujet est régulièrement revenu dans les entretiens où nous discutons de l'histoire urbaine de la ville. La plupart du temps, il s'est agi pour l'enquête de dénoncer les décisions contemporaines d'extension du nombre de logement à prix modérés, tel qu'en témoigne l'extrait d'entretien ci-dessous. Nous pouvons y observer certains réflexes défensifs vis-à-vis des populations habitants ce type de logement.

*« C'est joli, quand même Port Ariane, c'est une belle réalisation. Naturellement, là récemment ils ont construit un HLM... Mais de nouveau, cette question de HLM, nom de nom, moi personnellement j'ai toujours défendu les HLM, mais, comment peut-on faire : les HLM a des prix normaux, à des prix bas, même c'est ce que l'on a préféré pour les pauvres gens, alors que l'on construit dans des cités où tout est si cher.... Ce n'est pas possible ! Alors que vous avez des territoires, par exemple entre Montpellier et Saint- Jean-de-Vedas, on pourrait très bien pouvoir trouver à acheter des terrains vagues pour construire une cité HLM. Ou le faire par exemple entre Saint- Jean-de-Vedas et Sète, dans la garrigue, non inondable, où les fondations tiendraient le coup, on pourrait faire... Si on ne veut pas par exemple agglomérer, faire des villages que de HLM... faire des villages, chacun avec son HLM. Hein ! Dans des territoires où c'est donné, quoi.*

*Donc là, si je comprends bien, c'est que vous regrettez que cela coûte très cher à la municipalité et que la municipalité le loue très peu cher ?*

*Voilà. Ou bien... Et puis quand même, je vais vous dire...Euh... Non pas que je suis... pour rejeter tous les pauvres gens... Parce que, les pauvres gens, moi j'ai une famille... c'est des petits paysans. Bon... c'est normal qu'il y ait de pauvres gens... Tout le monde n'a pas... pour gagner sa vie, le savoir, il y en a beaucoup qui ont quitté l'école très tôt aussi, et donc... mais euh... quelques fois... ces gens qui habitent les HLM, sont aussi, quelques fois, une nuisance pour les autres ! Parce que vous prenez quelqu'un qui a acheté au Port, ils ont acheté au regard d'une maquette, et moi la maquette, je la connais, elle y est encore à la mairie là haut. Elle a été faite du temps où j'y étais. Mais une maquette qui ne montrait aucun HLM ! Alors, bon, les gens qui sont venus habiter là, ils ont payé fort cher... aux promoteurs... Ils ont payé leur appartement fort cher, et ils se retrouvent à proximité d'un HLM ! C'est-à-dire : du bruit... Les HLM, il y a beaucoup d'enfants dans les HLM, hein,*

*euh... Et à la limite les mamans elles ne sont pas toujours raisonnables... les enfants ne reçoivent pas une éducation comme quand on a un peu d'argent... un peu... Ils sont bruyants, quoi ! Et tout cela, ce sont des nuisances pour les gens qui ont payé pour ne pas les avoir ces nuisances-là, vous comprenez ?*

*Je comprends, oui.*

*C'est pour cela que je dis, je ne suis pas d'accord pour que l'on mette trop de HLM au Port. Parce que c'est en somme porter préjudice à ceux qui ont payé fort cher leur appartement. »*

[Monsieur Bourbieron, habitant natif, environ 85 ans, famille lattoise depuis sept générations.]

Selon les anciens de la commune encore, l'équipe municipale précédente se serait continuellement opposée à l'ouverture de logements sociaux, ou au moins en aurait drastiquement limité les proportions. Plusieurs habitants installés plus récemment m'ont par ailleurs confié avoir choisi Lattes ou apprécier y vivre notamment pour cette raison. Les notes de terrains ci-dessous en rapportent un exemple.

Discussion avec un habitant lors d'une compétition de karaté de mon fils. Je lui demande depuis combien de temps ils sont installés. Il me répond qu'il est d'ici ; une discussion s'instaure sur le développement de la commune :

Frêche à l'époque voulait y installer un quartier HLM « *heureusement que cela ne s'est pas fait, car sinon la moitié de Lattes aurait été des cas sociaux !* » Et aurait remis en cause la tranquillité qu'il faut quand même reconnaître à Lattes. L'ancien maire s'y est fortement opposé jusqu'à se porter garant auprès des promoteurs. C'est une des grandes qualités qu'il voit à vivre ici. Ces lieux paisibles se font rares aujourd'hui !

[Extrait des notes de terrain, synthèse n°2, février 2009.]

L'ancienne municipalité se défendait pourtant de répondre aux exigences législatives à être « solidaires » et des logements sociaux ont été construits à Lattes, comme cela été souligné dans le numéro spécial du journal communal dressant le bilan du premier mandat de l'ancienne équipe (1977-1983)<sup>104</sup>. Il semblerait cependant que ceux-ci n'aient pas été suffisamment en nombre (en tous les cas, leur nombre était en deçà du taux fixé par la législation française en la matière). Plusieurs des habitants interrogés ont évoqué cette orientation dans le vivre ensemble lattois.

*« L'ancien maire, il était famille patrie... tu vois. Alors moi je lui convenais bien parce que après j'avais repris à mi temps – mais ça, c'était mon choix – [...] il était lui... la femme ne doit pratiquement travailler... il était ... ah... Comment c'est ? Pas à l'extrême droite mais entre les deux, là... ah... [rire]... Bref : on a mené des combats [...] Et ce militantisme si tu veux, dans une ville très très à droite, où il y a quand même une présence de Pieds-noirs très importante... euh... des réactionnaires. Et cela votait beaucoup extrême droite, quoi. Je me souviens, après, j'allais à l'école et je disais : un sur trois a voté FN, bonjour ! [rires]. Bon, voilà. Et en fait... on était vraiment peu nombreux... à être de gauche entre guillemets... »*

[Madame Commubain, habitante depuis 20 ans.]

---

<sup>104</sup> Journal communal n°21, février 1983.



La qualité de vie s'inscrit ainsi dans une certaine vision de l'habiter ; les personnes s'y établissant faisant davantage que l'acquisition d'une maison, ils font l'acquisition d'un environnement de vie (Berger, 2012). Cette vision, pour se réaliser est cependant soumise à des contraintes. Ainsi, développer une commune où il fait bon vivre en protégeant des espaces naturels et en se prémunissant de certaines problématiques, comme les questions d'intégration liées à la mixité sociale, peut paradoxalement induire à développer par ailleurs des zones d'activités. Particulièrement dans un contexte de décentralisation qui encourage les maires à tenir le rôle d'entrepreneur du développement et où les institutions parapubliques et les acteurs privés prennent de l'importance et viennent renforcer « *le cérémonial de l'entrepreneur tout à la fois investi d'aptitudes à la performance et comptable du destin de son organisation* » (Faure, 1997: p.77). L'extrait d'un entretien avec un membre de l'ancienne équipe municipale ci-dessous expose comment la commune a joui de cette situation législative (contexte national) et économique (contexte local) pour impulser un développement urbanistique orienté par une vision du territoire particulière. Il s'agissait de développer les quartiers de manière très raisonnée, de penser l'aménagement de chaque espace de vie, pour le bien-être d'habitants qui se ressemblent, et qui ainsi partagent de mêmes aspirations pour leur cadre de vie.

*« On avait les trois quartiers, si l'on peut dire. On les a créés en toute pièce, c'est-à-dire ce qu'on avait vu en théorie, dans un colloque d'habitat et urbanisme [...] C'était que... il fallait avoir des quartiers, de façon générale, pas qu'à Lattes, hein ; il fallait avoir des quartiers qui soient dimensionnés entre 2500 et 5000 habitants. Pourquoi ? Parce qu'en deçà de 2 500 habitants, les investissements, c'est-à-dire les stades, les écoles, et cetera.....ne sont pas rentables, si l'on peut dire. C'est-à-dire que, ils coûtent très cher à la population de moins de 2 500 habitants, si on veut les faire. Au-delà de 5 000 habitants, on perd la convivialité, c'est à dire on tombe dans l'anonymat ; il y a trop de monde, ils se connaissent plus. Donc, comme on avait déjà vu trois quartiers, faire des quartiers dimensionnés à 2 500-5 000 habitants. Et on avait, en gros, quatre quartiers : Maurin, Boirargues, et sur Lattes, il y avait deux quartiers puisqu'aussi bien l'État, la DDE nous avait coupé le territoire de la plaine de Lattes en deux avec ce qui est devenu l'avenue de l'Europe.*

*D'accord...*

*C'est à dire, à l'époque, on avait discuté, mais on ne pouvait pas faire autrement, et donc vous avez la partie Sud et puis la partie Nord. Et donc, on a fait quatre quartiers, et en 1978, donc dans le Pos, qui a été alors publié à cette époque-là en 1978, on avait estimé que la population de Lattes, aux alentours de l'an 2000, serait entre 15 000 et 20 000 habitants avec cette direction d'une politique d'urbanisme. [...] Bon... Si on veut essayer de recentrer un peu, d'amalgamer, c'est un terme peut-être impropre, mais, la population, les gens ; il faut avoir... c'est pour ça que les anciens villages étaient en rogne .... Il faut que les gens se rassemblent... bon. Et donc, on a essayé, avec le développement de la commune, des musiciens et cetera, de faire ce rôle, des gens et tout, et puis il y avait la grande propriété de l'Encivade qui est devenue Port Ariane. Donc, on avait appelé ça : l'urbanisme de quartier à taille humaine : 2 500 – 5 000 habitants. C'est ça, une volonté marquée, voyez. Et déjà par*

*ce biais-là, on imposait, si l'on peut dire, pas imposait, puisque c'est dérivé d'un texte public, qu'il y a eu des concertations avec la population, avec les services de l'État et du Département, on a suggéré d'avoir un lieu où les gens soient heureux. C'était notre but. »*

[Un membre de l'ancienne équipe municipale.]

Défendre ce type d'urbanisme, caractérisé par la volonté de ne pas trop se développer d'un côté et de demeurer assez indépendant de Montpellier District de l'autre impliquait cependant de trouver les ressources financières suffisantes. Parallèlement aux quartiers d'habitations sont érigés une grande zone commerciale et plusieurs discothèques aux environs de la ville qui permettent, par leur taxe professionnelle, des sources de revenus à la commune. Le choix d'un urbanisme modéré était à ce prix, ainsi que le met en mot un habitant du secteur immobilier rencontré.

*« À l'époque, cette volonté de faire des zones commerciales et artisanales, c'était pour avoir des revenus puisque chaque commune touchait les taxes professionnelles. Aujourd'hui, c'est l'Agglo qui touche et reverse aux communes. Hé bien... Lattes avait... 76% de ses revenus étaient que zones d'activités... [...]*

*Oui. Donc ça, ça expliquait qu'on pouvait se permettre de dire: « Nous, l'urbanisation, on en fait pas mieux ».*

*Tout à fait. Tout à fait. »*

[Monsieur Foncia, habitant natif, environ 65 ans famille lattoise depuis quatre générations.]

Dans ce développement urbain des années 1970 et 1980, le profil des habitants de Lattes, par agrégation de plusieurs formes de « sociabilité choisie » conserve un caractère de communauté relativement homogène. Ces éléments ne viennent pas contredire les analyses courantes sur le périurbain telle celles de Nicole Berger (2006) qui montrent que l'urbanisation en lisière des grandes villes s'apparente à une sorte de « *mosaïque socio-spatiale* » où chaque quartier pavillonnaire abrite un groupe social spécifique. Même si les quartiers les plus récents, avec l'accélération de la croissance démographique tendent à « ouvrir » le milieu, nous voyons que les choix politiques locaux, notamment en matière de logements sociaux, n'encourageaient pas vraiment la mixité sociale. De surcroît, la forte augmentation des valeurs immobilières du parc lattois tendaient de plus en plus à apparenter Lattes à un « *îlot préservé* » (Charmes, 2007), garantie d'un cadre de vie agréable.

### *2.3.2. Protection de l'inondation, reprise de l'urbanisation*

Dans ce développement urbanistique rapide, il est à noter que *les éléments* ne sont pas venus contrarier les décisions de développement prises. Depuis les travaux de canalisation du Lez terminés en 1982, la région a bénéficié d'une relative tranquillité météorologique : il n'y a pas eu d'événement majeur localement. Ces non événements post-endiguement viennent alors conforter les croyances en la possible maîtrise technique du fleuve, et donc le non-risque de la zone. Le contexte hydro-météorologique n'est pas venu freiner la logique de

développement de la ville entamée alors ; et ce, jusqu'à « l'apothéose » de la construction d'un quartier situé contre les digues au début des années 1990 : le quartier de Port Ariane.



Figure 10 : Photos du quartier de Port Ariane  
Vue aérienne (à gauche); vue sur les immeubles donnant sur la vasque (à droite).  
[Ghislain Guénard © (gauche) et S. Durand © 2013 (droite)].

Ce quartier est doublement emblématique de la présente réflexion. D'abord parce que sa construction vient matérialiser la querelle qui aura opposé les maires de Montpellier et de Lattes pendant près de vingt-cinq ans. Ensuite parce qu'il montre des possibilités encore très récentes en matière d'urbanisme vis-à-vis du risque inondation, ainsi que des arrangements politiques qui peuvent les faciliter.

Le contexte législatif français était pourtant marqué, dès le début des années 1980, par une évolution de la représentation du risque comme danger pour la société (Reliant, 2004)<sup>105</sup>. La loi<sup>106</sup> relative à l'indemnisation des victimes des catastrophes naturelles visait à pallier l'incapacité du marché assurantiel à couvrir les risques naturels. L'État s'était ainsi engagé à définir les secteurs à risques afin de définir l'inconstructibilité ou la constructibilité sous réserve de travaux d'aménagement. Les arrêtés de catastrophes naturelles, pris par le préfet avec l'accord du gouvernement assuraient que les dédommagements consécutifs soient pris en charge par les assurances avec le régime spécifique d'assurance mis en place, le système Catnat. Ce régime assurantiel avait pour objectif d'agir comme un garde-fou pour empêcher la construction en terrains inondables. L'outil qui servit à établir des prescriptions dans ces zones fut mis en place deux ans plus tard (1984). La loi de répartition des compétences<sup>107</sup> (loi de décentralisation) introduisit la notion de Projet d'intérêt général (Pig) dont un des objectifs était la prise en compte des risques. Cette procédure permettait à l'État de demander, ou d'imposer, aux communes la mise en compatibilité de leur Pos avec le projet de l'État (Ledoux, 2006). Les inondations généralisées sur le territoire français en 1983 ont encouragé encore cette volonté étatique de gérer l'occupation des sols en zones à risque. En 1984<sup>108</sup> sont mis en place les Plans d'exposition aux risques (PER), établi à l'initiative du préfet, dont l'objectif affiché était bien de maîtriser l'urbanisation dans les zones inondables, notamment afin de maintenir l'équilibre financier du système assurantiel. Selon les analystes cependant,

<sup>105</sup> Se reporter à l'annexe 1 pour un descriptif des évolutions législatives en matière de gestion des risques et d'urbanisation.

<sup>106</sup> Loi n°82-600 du 13 juillet 1982.

<sup>107</sup> Loi du 7 janvier 1983.

<sup>108</sup> Décret du 2 mai 1984 : « Les PER doivent déterminer les zones exposées au risque et les techniques de prévention à mettre en œuvre tant par les propriétaires que par les collectivités ou les établissements publics » (article 5 loi 1982).

ces PER n'ont pas permis de contrôler l'urbanisation dans les zones inondables autant que possible (Pottier, 1998; Ledoux, 2006). Dans un contexte de décentralisation, il manquait une concertation entre les services de l'État et les collectivités locales, lorsque ces dernières rejetaient cette politique car elle posait une contrainte nouvelle sur l'urbanisation et le développement économique futur des communes réglementées (Pottier, 1998). La mise en œuvre des PER fut dans la plupart des cas assez longue, avec une procédure lourde, les études pour délimiter les zones en fonction de l'intensité du risque étant longues et coûteuses (Commissariat général du plan, 1997). Bien qu'à la fin des années 1980 commençait à s'opérer un durcissement de la réglementation de la part de l'État pour améliorer la prévention du risque inondation (Reliant, 2004)<sup>109</sup>, le développement de la commune de Lattes atteste des latitudes qui demeuraient dans l'aménagement de ces zones dites « à risque ». Le PER concernant le Lez a été qualifié de projet d'intérêt général en juillet 1989, mais son établissement n'a pas pour autant empêché le développement concomitant de l'urbanisation. Pour illustration, dans la réponse de la préfecture à la commune de Lattes concernant le projet d'aménagement de la Zac<sup>110</sup> de Port Ariane<sup>111</sup>, figurait la mention du PER et précisait que *« ce projet nécessite des études hydrauliques complémentaires en cours d'exécution [...] Les aménagements prévus sur le Lez nécessiteront le moment venu une enquête hydraulique conformément à la réglementation en matière de police de eaux et que ces aménagements ne devront pas augmenter les risques par rapport à la situation initiale prise en compte dans le cadre du PER »*. S'il est reconnu par les services de l'État que *« à ce stade du projet il n'est pas possible de donner un avis sur les conditions de sécurité des personnes dans la conception des futurs bâtiments »*, et que les aménagements initialement envisagés rive droite ne pouvaient être validés compte tenu du fait que *« un confortement de la digue ne suffit pas à la suppression du risque dans ce secteur particulier »*; l'avis favorable formulé au projet de la Zac Port Ariane (exception faite des aménagements initialement prévus en rive droite) relativise le caractère contraignant des PER sur les possibilités d'urbanisation<sup>112</sup>. Plus largement, le bassin versant du Lez<sup>113</sup>, la région de Montpellier semble faire figure d'exception dans l'articulation des politiques d'aménagements et les politiques de l'eau. En matière d'inondation selon les travaux de Freddy Vinet, l'histoire de la région Languedoc-

---

<sup>109</sup> La loi du 22 juillet 1987<sup>109</sup> oblige à prendre en compte les risques naturels dans les documents d'urbanisme et confère aux PER la valeur de PSS. Le 20 juin 1988, le ministère de l'Équipement et des risques majeurs déclare, dans la circulaire n°88-67 relative aux risques naturels et au droit des sols, que « L'État doit afficher les risques en déterminant leurs localisations et leurs caractéristiques, et veillent à ce que les divers intervenants les prennent en compte dans leurs actions. Les communes ont le devoir de prendre en considération l'existence des risques naturels sur leur territoire, notamment lors de l'élaboration de documents d'urbanisme et de l'examen des demandes d'autorisation d'occupation ou d'utilisation des sols. » L'État demande à ses services « de se montrer particulièrement vigilants dans la prise en compte des risques naturels ».

<sup>110</sup> Zone artisanale et commerciale.

<sup>111</sup> Courrier n°4138, daté du 26.09.1990, du service de la Direction départementale de l'équipement (DDE), signé par le préfet de l'époque, adressé au maire de Lattes.

<sup>112</sup> Dans les archives de l'enquête publique relative au plan d'aménagement de la Zac de Port Ariane, un conseiller municipal lattois (de Maurin), qui dénonçait que *« faire un port au niveau d'une cité qui de par sa situation géographique a toujours subi – à des degrés divers – les conséquences d'une invasion des eaux est vouloir faire courir aux populations actuelles et à venir de réels danger »* précisait d'ailleurs que *« le plan d'exposition aux risques (PER) n'est pas connu et ne figure par sans le dossier »*. Courrier du 25.10.1990 adressé au commissaire enquêteur.

<sup>113</sup> Un bassin versant est une portion de territoire dont les eaux alimentent un exutoire commun. Le découpage du bassin Lez-Mosson-étangs palavasien est visible sur la figure 5 (p.18).

Roussillon révèle la construction de sociétés locales forgées dans la culture de la maîtrise de l'eau. La longue et forte tradition ingénieuriste locale s'accompagne selon lui de « *représentations collectives privilégiant la maîtrise de l'aléa* » qui y fait perdurer la foi dans le bien fondé des mesures structurelles (Vinet, 2007a). Des messages de possibilité de maîtrise des éléments par la technique accompagnaient effectivement la continuité de ce développement en zone pourtant désormais défini comme à risque (par le PER). Montpellier soutenait parallèlement à l'édification du quartier Port Ariane à Lattes, le développement de la commune vers l'Est avec la construction du quartier Port-Marianne, dont nous voyons la localisation sur le schéma ci-dessous. Dans l'édition du journal de la ville présentant le projet, figurait en tête des six arguments listés pour soutenir ce projet que « *les crues du Lez sont maîtrisées : Ce développement de la ville vers l'Est a été rendu possible grâce au recalibrage du Lez permettant désormais de contenir les crues du fleuve* »<sup>114</sup>.

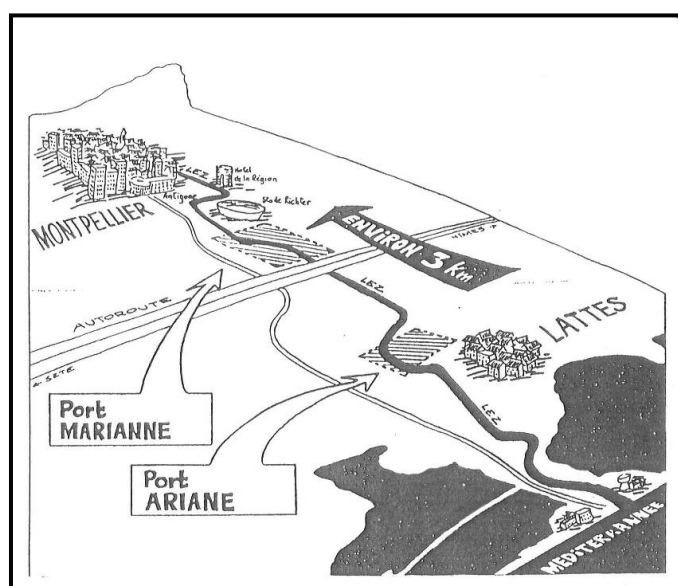


Figure 11 : Situation des ports Ariane et Marianne, entre Montpellier et la mer méditerranéenne  
[Source : Rapport « *Le lez, un fleuve en mutation* » de Guisset Pierre, commanditaire inconnu, consulté au siège de l'association Apieu, Atelier permanent d'initiation à l'environnement urbain, Montpellier].

Des travaux récents menés localement (Juvenal, 2010) ont justement porté attention sur l'articulation locale entre les deux dispositifs de gestion correspondant à la mise en œuvre de politiques de l'eau<sup>115</sup> et les politiques d'aménagements urbain à l'échelle du territoire<sup>116</sup>. La condition minimale pour qu'il puisse y avoir une relative bonne prise en compte des questions

<sup>114</sup> Journal de la ville de Montpellier, n°126, décembre 1989, dossier « la révision du Pos ».

<sup>115</sup> Aujourd'hui ces politiques sont cadrées par le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (Sage), document de planification de la gestion de l'eau à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente (bassin versant, aquifère, ...). Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau et il doit être compatible avec le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage). Source : <http://gesteau.eaufrance.fr/presentation/sage> consulté le 14 avril 2013.

<sup>116</sup> Hier encadré par le Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU), et depuis la loi SRU de 2010 par le Schéma de cohérence territoriale (Scot). Le Scot est l'outil de conception et de mise en œuvre d'une planification intercommunale en orientant l'évolution d'un territoire dans le cadre d'un projet d'aménagement et de développement durable. Il assure la cohérence des documents sectoriels intercommunaux et des Plans locaux d'urbanisme (Plu) ou des cartes communales établis au niveau communal. Source : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Presentation-generale,13896.html>, consulté le 14 avril 2013.

de l'eau dans l'aménagement est que ces deux documents soient élaborés de manière à peu près concomitante dans le temps (Barone, 2012). Thibaut Juvenal (2010) montre que ce n'est pas le cas dans l'agglomération montpelliéraine dans un travail d'étude de sur l'articulation entre gestion de l'eau et aménagement sur le bassin Lez-Mosson-étangs palavasiens. Il a analysé comment de tels arrangements avaient été rendus possible avec pour exemple le cas de Port-Marianne à Montpellier. Un autre travail d'étude<sup>117</sup> sur le cas de la construction du quartier de Port Ariane a par ailleurs montré comment l'édification de ce quartier est enchevêtrée dans des histoires « *personnelopolitiques* ». La compétition politique entre le maire de Lattes et celui de Montpellier se cristallisait particulièrement autour d'une course pour construire le premier « son » port sur le Lez. Encore récemment le quartier montpelliérain de Port-Marianne avait pour vocation de devenir un port, si le combat mené par Georges Frêche pour l'obtention de l'autorisation de navigabilité jusque ce dernier s'était soldé positivement. Cette bataille apparaît comme un écho à l'histoire lointaine où le port sur la méditerranée a tantôt été à Lattes, tantôt à Montpellier. Dans la communication de la Ville de Montpellier, encore très récemment, l'évocation de ce dossier le révèle comme chargé d'enjeux de développement local fort.

*« Montpellier renoue avec son histoire grâce à Port-Marianne. [...] Le Lez représente un double vecteur du développement montpelliérain d'une part il constitue un lien avec la mer et les étangs (sa présence et sa bonne santé constituant des conditions nécessaires à leur survie), et d'autre part il peut représenter, comme par le passé, mais sur des bases différentes et plus contemporaines, un des éléments catalyseurs du développement de la ville. »*

[Extrait du dossier de presse Projet Port-Marianne : Le projet urbain d'une cité méditerranéenne », Montpellier Agglomération, 2004.]

La possibilité de cet établissement dépendait avant tout de l'obtention de la navigabilité sur le Lez, octroyée par le préfet. Si l'autorisation fut obtenue par le maire de Lattes en 1989 – rendant possible la création du port Ariane à Lattes – la Mairie de Montpellier ne l'a elle, toujours pas obtenue – limitant à l'usage ornemental la vasque centrale du quartier de Port-Marianne à Montpellier. Elle n'en abandonne cependant toujours pas l'idée, comme en atteste les réguliers articles dans la presse locale (par exemple : « *Montpellier, la région relance navigation et port sur le Lez* », Midi Libre, édition du 25 septembre 2010).

La réalisation du quartier de Port Ariane à Lattes, au-delà de cette « course politique à l'édification », est une illustration de la politique entrepreneuriale menée par le maire, où la municipalité par le biais de sociétés d'économie mixte s'érige en véritable acteur financier du

---

<sup>117</sup> Concernant ce dossier – débordant le cœur des questionnements de la thèse - un travail de recherche a alimenté l'analyse présentée ici. Eugène Ebodé a réalisé une étude comparative entre le terrain de Lattes et de Piolenc (84) sur le thème des « Interstices du droit et des ressources d'acteurs pour construire en zone inondable » (dans le cadre d'un stage de master 2 Sciences politiques spécialité politique et action publique comparées, Université de Montpellier 1, réalisé de mars à septembre 2011). Sur le cas lattois il s'est concentré sur l'analyse du cas de la construction du quartier de Port Ariane. Ce travail a fait l'objet de la rédaction d'un mémoire de stage non publié. L'extrait du rapport de stage livrant son analyse sur ce dossier et les documents sur lesquelles elle s'appuie figurent en annexe 5.

développement urbanistique local, comme en témoigne un ancien membre de l'équipe municipale de l'époque.

*« Le port, bon, ça je dois quand même ... parce que ça nous a rapporté. Parce que croyez-moi, le terrain on ne l'a pas payé cher ! Parce que j'y étais moi au conseil [...] Et un jour le maire me dit : « Vous seriez disponible tel jour ? », Je dis oui, il me dit : « Venez on reçoit les promoteurs, on va leur vendre les patates maintenant que l'on a les terrains à nous. » Ils choisissaient chacun un coin pour construire leurs immeubles ceci cela. [...] Alors on a vendu toutes ces patates, on leur a vendu 10 fois ce que l'on avait payé. [...] En moi-même je me disais, en étant les pieds dans la Mairie, j'étais plus content qu'autre chose, mais je me disais, en fin de course quand même, c'est bien le particulier qui va acheter l'appartement qui va payer tout ça. [...] Alors cela un jour m'a fait prendre de nouveau, comme pour l'hydraulique une colère en conseil municipal, quand, euh... Je ne sais plus quel conseiller disait que c'était parce que le foncier était cher que l'habitat était cher à Lattes... [...] Ne me dites pas que c'est le foncier qui était cher ! Ce n'est pas vrai !*

*Donc, dans l'histoire, si je comprends bien ce sont surtout les promoteurs qui se sont dégagés une marge importante ?*

*C'est sur ! C'est le promoteur qui prend une marge énorme ! Quelque soit le prix qu'il achète, il vend au prix maximum ! »*

[Un membre de l'ancienne équipe municipale.]

Les décennies du développement urbanistique des années 1970 et 1980 nous donnent à voir comment un projet d'État, celui de créer de toute pièce un village pour les rapatriés d'Algérie, a suscité des réactions locales vives. Les témoignages mettent des mots sur une réaction à un projet « *imposé d'en haut* » mais aussi à une certaine réticence d'une part à voir évoluer vers l'urbain le milieu rural auquel ils sont attachés, à l'inclusion de certaines altérités d'autres part. Il est alors surprenant de suivre que ces réactions aient finalement mené à accélérer ce processus d'urbanisation tout en l'inscrivant dans un projet de territoire lui conférant une urbanité « *à taille humaine* » et conservant une certaine homogénéité sociale. La nature lacustre du milieu vient aussi participer à l'histoire en ce sens. Étonnamment encore, l'inondation a participé au processus d'urbanisation orienté localement pour deux raisons. Tout d'abord parce que l'endiguement du fleuve réalisé par la municipalité, en permettant de se croire protégé des crues du fleuve, a rendu possible de nouvelles constructions. Ensuite parce que le financement de la protection des crues du fleuve a nécessité de trouver des sources de financement et a orienté vers de nouvelles constructions. De plus, l'attribution de responsabilités suite à l'inondation du premier quartier construit a fait partir le dernier maire agriculteur de l'histoire de la ville qui représentait l'histoire rurale locale. Ce changement à la tête de la Mairie se fait emblématique de celui en cours dans la trajectoire de la commune. C'est un « *maire entrepreneur* » (Lagroye, 1994), de culture urbaine, de conviction politique forte et qui a un projet de développement précis pour ce territoire qui va alors accompagner le boom urbanistique de Lattes. Le fleuve désormais endigué et l'absence d'événement météorologique critique durant les deux décennies, plus que de ne pas freiner le développement urbain, l'encourage par les aménités paysagères et des liens à la mer qu'il permet. L'espace naturel du Méjean encore répulsif et envahi par les

moustiques il y a vingt ans, où il était exploité seulement pour les prèes salées, la pêche et la chasse, par sa protection en zone naturelle s'oriente vers un lieu de détente pour citadins. S'il demeure un milieu privilégié pour la (re)découverte de la faune et de la flore locale, les aménagements dont il est l'objet participe d'une mise en valeur de l'environnement résidentiel (Charmes, 2007) en le transformant peu à peu en parc urbain, ainsi que nous le verrons en détail par la suite.

Ce développement urbain rapide ne sera pas remis en question jusque la fin des années 1990, où la question de l'inondabilité va (re)venir sur le devant de la scène.



## Chapitre 3. Les années deux mille : le temps de la protection

Dans le courant des années 1990 va s'amorcer une période de transition ; et c'est la question du risque inondation qui va l'enclencher. Dans le quartier des jardins de plaisance, le dernier quartier résidentiel construit au sud de la commune se constitue une association de riverain autour du risque inondation. A sa tête, Cyril Meunier, qui devait devenir maire par la suite. Tout fraîchement installé dans le quartier, cet agent de développement local est arrivé récemment de Paris avec sa famille pour s'établir dans le sud. Il a acheté au début des années 1990 une maison située tout contre la digue, dans le quartier des jardins de plaisance et a réalisé après coup le risque de vivre là. Il aurait alors décidé de mobiliser une association de riverains de son quartier sur ce sujet du risque inondation. En tant que responsable de cette association qui prenait de l'importance localement, tenant le rôle du « lanceur d'alerte » (Chateauraynaud, 2001) il a constitué sur ce sujet une contestation politique à l'équipe en place en montant une liste pour les élections municipales de 1995. À l'époque, il s'affichait comme membre du parti socialiste et cette question du risque était au centre de sa campagne municipale ; structurée par d'autres revendications plus sociales (et classiques) comme les services à la petite enfance notamment.

La liste présidée par Cyril Meunier ainsi constituée obtint six sièges dans l'opposition dans une équipe constituée de vingt-six autres élus : vingt-cinq élus de la majorité (UDF-DL<sup>118</sup>) et un du Front National. Ce succès local constitua une surprise pour beaucoup, comme en témoigne un ancien de la commune ci-dessous.

*« Et justement, j'ai entendu dire que ce serait le point de départ de sa mobilisation... ?*

*C'est ce que les mauvaises langues disent... C'est que tout ça, n'est pas .... Que sa motivation personnelle sur le projet était liée à...la situation de sa maison.*

*Ha, bon, des mauvaises langues... oui, on peut aussi voir cela comme une « belle histoire » ?*

*Oui [rire] en tous les cas son intérêt personnel pour la chose, parce qu'il est, il était agent de développement. Il me l'avait dit, d'ailleurs. Il me l'avait dit d'ailleurs, j'avais discuté avec lui, il dit qu'il n'y connaissait rien au problème des inondations, et c'est justement, il est arrivé lui aussi... euh... comme nous lattois dans les années 1990, nouveau lotissement... et il a acheté une maison sans savoir aux Jardins de plaisance et il a ... il s'est... rendu compte du risque, quoi. Et il a crée, il a créé une association de quartier sur les Jardins de plaisance et son engagement politique dans les affaires lattoises vient de là. En 1995, il s'est engagé dans la campagne de 1995 uniquement sur ce motif-là, quoi. »*

[Monsieur Traditiona natif, habitant, environ 65 ans, famille lattoise depuis quatre générations.]

---

<sup>118</sup> Union pour la Démocratie (UDF) puis Démocratie libérale (DL) est un parti politique français, successeur du Parti républicain créé le 24 juin 1997 sous la présidence d'Alain Madelin et disparu en 2002 à la création de l'Union pour la majorité présidentielle. Le programme de Démocratie libérale fut libéral sur le plan économique - il plaidait pour un désengagement progressif de l'État dans de nombreux secteurs économiques - et conservateur sur les questions de mœurs, ce qui le plaçait plutôt sur le centre-droit de l'échiquier politique français.

Source : [http://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9mocratie\\_lib%C3%A9rale\\_\(parti\\_politique\)](http://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9mocratie_lib%C3%A9rale_(parti_politique)), consulté le 4 avril 2012.

Entre l'élection de 1995 et la suivante (2001), de nouvelles évolutions du contexte législatif français ont marqué un réel « *point de départ officiel d'une nouvelle politique volontariste de prévention du risque inondation* » (Ledoux, 2006). Les inondations catastrophiques successives des années 1988, 1992 et 1993-1994<sup>119</sup> ont motivés un durcissement de la position de l'État sur le sujet. Deux circulaires interministérielles dans le courant de l'année 1994<sup>120</sup> exposaient les grandes orientations politiques de l'État dans la gestion des zones inondables. L'État y renouvelait l'interdiction de construire à l'intérieur des zones inondables « *soumises aux aléas les plus forts* ». Surtout, en 1995<sup>121</sup>, sont mis en place les Plans de préventions des risques inondation (PPRI) qui deviennent l'unique instrument réglementaire en matière de maîtrise de l'occupation des sols dans les zones soumises aux inondations. Leur élaboration est de la compétence de l'État qui soumet aux communes, par arrêté préfectoral, une note de présentation récapitulative des risques et des règlements applicables aux zones considérées. Les services déconcentrés de l'État, en charge de mener l'instruction du dossier, soumettent le projet à l'avis des conseils municipaux. Ce n'est qu'après enquête publique que le PPRI est approuvé par le préfet, après d'éventuelles modifications. Le PPRI crée des servitudes d'utilité publique annexées au Pos. Il s'impose donc aux documents d'urbanisme et conditionne la délivrance des permis de construire<sup>122</sup>. Le PPRI de Lattes a été approuvé le 7 juillet 1997 et contraignait désormais son urbanisation quand la majorité de la commune y était définie comme soumise à un risque élevé (zone rouge<sup>63</sup>).

Dans ce même laps de temps séparant les deux élections municipales (1995-2001), en conseiller municipal de l'opposition, le *champ* de revendication de Cyril Meunier va s'étoffer ; son envergure politique aussi. Dans les documents de la campagne de 2001, le sujet du risque inondation apparaît toujours même s'il n'est plus placé au centre de celle-ci. Rapidement après son élection à la tête de la commune aux élections de 2001 ce sujet va constituer son cheval de bataille, son identité politique locale, comme nous allons le voir. En 2001 la campagne se fit sans étiquette officielle, ce qui aurait permis son élection dans une commune historiquement ancrée à droite.

---

<sup>119</sup> 1988 les inondations de Nîmes, dans le Gard cause le décès de 11 personnes et leur coût est estimé à 500 millions d'euros. En septembre 1992, les crues torrentielles de Vaison-la-Romaine (Vaucluse), de la Drôme et de l'Ardèche entraînent la mort de 54 personnes et leur coût est estimé à plus de 500 millions d'euros. Durant l'automne et l'hiver 1993-1994, après quatre années de sécheresse sévère, les crues généralisées dans le nord et l'est de la France provoquent 2 morts et leur coût est estimé à 450 millions d'euros de dégâts. Source : DPPR, 2004.

<sup>120</sup> Circulaires de janvier et février 1994 (n°3400/SG).

<sup>121</sup> Loi Barnier de février 1995.

<sup>122</sup> Bien que leurs applications locales soient sujettes à variations, les règles d'urbanisme préconisées par les PPRI reposent sur deux principes : dans les zones rouges, qui correspondent à certaines zones urbanisées qui se trouvent en aléa fort et aux zones d'expansion des crues (si l'on est dans une zone non bâtie qui constitue le champ d'inondation naturel des crues exceptionnelles (et des autres, a fortiori), il va être pratiquement impossible d'y construire), la réglementation prône l'interdiction de toutes nouvelles constructions dans ces secteurs. Dans les zones bleues, qui correspondent aux zones urbanisées se trouvant en aléa modéré, les constructions y sont autorisées sous certaines conditions d'aménagement respectant les mesures de sécurité. Par défaut, les zones blanches sont celles définies sans risque.

### 3.1. Une nouvelle équipe municipale annonce la fin de l'urbanisation

Début 2001, par ce changement d'équipe municipale un virage politique s'amorça. La nouvelle équipe prônait une « *halte au béton [...] Après 20 ans de développement urbanistique furieux* »<sup>123</sup>. Ce virage, c'est la liste « *Lattes autrement* » qui le fit prendre. Comme l'indiquait le nom de sa liste, Meunier proposait un souffle nouveau à la gestion communale. Il axait particulièrement sa campagne sur « *la sortie de l'isolement* » en entrant dans l'agglomération et en proposant ainsi de nouveaux services aux lattois : transport en commun (ligne de tramway reliant la commune à Montpellier), piscine, médiathèque, crèches (dont la ville est très mal équipée) et « *la sécurisation de la commune* » en matière de déplacement urbain, particulièrement pour les enfants à vélo. C. Meunier sortira grand vainqueur de cette élection. Sa campagne, d'une qualité communicationnelle assez remarquable, le mènera à une victoire avec 45,6 % des suffrages (29,7 au premier tour), dans une triangulaire avec une liste « gauche plurielle » (deux sièges) et une liste « Lattes avec vous », ancrée à droite (six sièges). C. Meunier, nouvel habitant, a su convaincre les habitants plus ancrés localement par l'engagement dans la vie associative locale de ses colistiers dont il a su trouver les appuis. Et surtout, il fonde son argumentaire sur sa compétence professionnelle : il se présente dans ses tracts politiques en spécialiste de l'aménagement. Son professionnalisme dans le développement local est affiché pour justifier son statut d'éligible (Faure, 1997).

*« J'ai 38 ans, je suis marié et père de 3 enfants scolarisés à Lattes. J'ai un niveau d'étude Bac+5 et je travaille au niveau national depuis 15 ans en qualité de gérant de deux sociétés de conseil spécialisées dans le développement et la gestion des projets de Communes, Départements et Régions. À ce titre, j'ai participé à plusieurs projets de création d'intercommunalités. Ce qui me permet d'aborder le dossier de l'Agglomération avec sérénité et une vision professionnelle. »*

[Interview de Cyril Meunier, Lattes autrement n°4, La lettre du 23 février au 11 mars 2001.]

Cet attribut prend de plus en plus d'ampleur dans le « profil » type du bon candidat « *au même titre que les filiations culturelles, les parentés partisans, le milieu social ou les structures familiales* » (Matteudi, 1997<sup>124</sup>; cité par Faure, 1997). Évolution qui s'inscrit dans « *un contexte intellectuel où la conception gouvernementale, verticale et hiérarchisée de l'action publique cède le pas à des formes multi-acteurs plus horizontales de gouvernance territoriale* » (Le Galès, 1995<sup>125</sup>; cité par Faure, 1997). En cela, le profil de Meunier ne se détache pas complètement du profil de son prédécesseur, demeurant dans la figure du « *maire entrepreneur* », ou plus précisément encore de celle du « *maire manager* » qui caractérise les

---

<sup>123</sup> Extrait de l'article de l'édition du 25 février 2001 de Midi Libre, journal local le plus lu, interview de Cyril Meunier, propos recueillis par F. Charcellay.

<sup>124</sup> Matteudi E. (1997), « Structures familiales et développement local », Paris, L'Harmattan.

<sup>125</sup> Le Galès P ; (1995) « Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine », Revue française de science politique, n°1, février 1995.

maires qui ont cette « *capacité à évaluer des besoins et y trouver les réponses adéquates pour le développement de la ville* » (Faure, 1997)<sup>126</sup>.

C. Meunier revendique se démarquer d'une approche « politicienne », il revendique une politique de l'agir, une politique où les compétences se mettent au service des actions à tenir pour la communauté.

*« De plus, j'ai pensé pouvoir apporter des choses intéressantes à la commune, en fonction de mes compétences, parce que ça fait 15 ans que je conseille les communes de France et de Navarre, parfois même d'Europe. En matière de développement local, j'ai pensé qu'il fallait que cette commune, pour qu'elle évolue réellement par rapport à tous ces enjeux, ait à la tête de l'équipe une personne compétente. Avec beaucoup de modestie, je me suis jugé compétent. Comme je n'étais pas compétent sur tout, j'ai échoué en 1995. J'ai alors constitué une équipe autour de moi, dont les personnes ont été choisies exclusivement sur les compétences qu'elles apportaient aux postes qu'elles allaient remplir. Donc c'est une forme d'engagement citoyen dans la conduite locale des affaires, qui est un peu particulière, qui n'est en opposition ni avec la droite, ni avec la gauche. Je travaille avec tout le monde. C'est une forme un peu autrement de faire la politique locale. »*

[Extrait de l'article « Portrait de maire »

<http://lafetedelacitoyennete.com/magazine/portrait/meunierc.php>]

Il est intéressant de relever de nouveau que c'est une personne dont l'histoire personnelle n'est pas rattachée à celle de la ville qui en prend la tête. De nouveau, c'est un nouvel habitant de culture urbaine et qui propose un nouveau souffle dans le développement local qui est élu. Les deux maires sont effectivement perçus par les anciens Lattois - particulièrement au sein de la population des ex-agriculteurs - comme des urbains qui sont venus gérer du rural, ainsi que le met en mot l'habitant interrogé ci-dessous.

*« D'accord. Donc, que ce soit pour Meunier ou Vaillat, c'est cela que vous appelez « des gens qui viennent de la ville et qui du coup importent tout cela dans un milieu qui était plus rural » en fait ?*

*Et oui, parce que... Le monde rural, ce n'est pas essentiellement sa maison dans un lieu sur une commune ! C'est sa maison à l'extérieur des villes, c'est une façon de vivre aussi. Une façon de vivre... Le monde rural il a sa façon de vivre... Il donne de l'importance à un chemin par exemple...Qu'un citadin, il n'a jamais réalisé que ça coûte...il n'y a jamais été. Que le rural, s'il emprunte un chemin, il pense qu'un jour il faudra l'entretenir puisque c'est la seule voie qui mène chez lui ! Les valeurs ne sont pas les mêmes, puisque les voisins ne sont pas pareils, ce ne sont pas les mêmes. »*

[Monsieur Bourbieron, habitant natif, environ 85 ans, famille lattoise depuis 7 générations]

C. Meunier et M. Vaillat bien qu'ayant des motivations différentes, dans une situation analogue avaient à tenir à peu près le même rôle (Hannerz, 1983). S'esquisse ici une « *séquence de jeu comparable* », comme (Elias et Dunning, 1994)<sup>127</sup> l'avaient montré

---

<sup>126</sup> « *Le trousseau des politiques locales. Essai en dix mots-clés* », Politix, n°7-8, 1989, cité par (Darviche, 2000), 2000.

<sup>127</sup> Cité par Ducret 2010.

concernant le jeu sur un terrain de football : si la possibilité de prendre des initiatives fait qu'aucune configuration ne ressemble à aucune autre, les règles du jeu établi ainsi que les contraintes physiques et politiques font qu'il est toujours possible de repérer des continuités d'une évolution à l'autre. Les changements s'effectuant seulement sur le temps long, au gré de l'agrégation de tout un ensemble d'éléments, comme une somme de particules humaines mais aussi non-humaines, système complexe en continuel mouvement. « *Une configuration des rapports sociaux ne se substitue pas à une autre selon un schéma réducteur de « succession » des formes sociales, mais que l'apparition de nouveaux types de relations sociales se réalise progressivement, partiellement, affectant différemment les groupes, et parfois empruntant des traits aux types antérieurement objectivés.* » (Lagroye, 1994: p.7). Des évolutions dans le contexte législatif national au regard des risques naturels ainsi que les plusieurs événements météorologiques locaux vont participer à induire des modifications dans cette configuration locale.

### 3.2. Une brèche dans la digue : les inondations s'imposent à la vie politique locale

*« L'orage fait boire la tasse à la Cougourlude<sup>128</sup> »*

[Titre d'un article d'une page dans lequel on peut lire la colère des habitants :]

Après son élection en 2001, et alors que le dossier de l'amélioration du réseau hydraulique de la commune figure parmi les priorités annoncées, la question de l'inondation va s'imposer plus fermement dans la vie politique locale. Le 9 octobre 2001, soit sept mois après les élections municipales, le quartier de la Cougourlude est inondé lors d'un épisode cévenol<sup>129</sup> caractérisé par des pluies intenses localisées sur le sud du bassin versant du Lez. Le réseau des eaux pluviales n'a pas permis d'évacuer assez vite les eaux de ruissellement. Le niveau d'eau atteint entre 0,5 et 1,5 mètre suivant les parties du quartier. On pouvait lire dans la presse locale du lendemain :

*« L'eau qui ruisselle partout en cas d'orage n'est pas digérée par les canalisations. Mercredi matin, 12 h après les intempéries, l'eau sort encore des bouches d'égouts. » [Le constat est fait par l'adjointe au maire et un conseiller municipal.]*

[Extrait d'un article de Midi libre du 10 octobre 2001.]

---

<sup>128</sup> Quartier du centre-ville de Lattes, constitué partie de logements de type HLM (petites maisons accolées), il est un des quartiers les plus « modestes » de la ville.

<sup>129</sup> Les épisodes cévenols surviennent en régions méditerranéennes : ces phénomènes naturels à cinétique rapide se caractérisent par des pluies intenses et durables provoquant des cumuls de pluviométrie de plusieurs centaines de millimètres en quelques heures. Source : <http://www.risquesmajeurs.fr/mieux-comprendre-les-%C3%A9pisodes-c%C3%A9venols>, consulté le 15 avril 2013.

Quelques mois plus tard, début 2002, un article en annonçant : « *le réseau pluvial enfin nettoyé* » rappelle que c'est son mauvais entretien qui a engendré les inondations le 9 octobre 2001. Ce quartier, dont une majorité a été loti en HLM, connaît des épisodes d'inondations mineures régulièrement depuis plusieurs années. Dans le même article de presse une habitante témoignait : « *Depuis 10 ans, nous avons droit à l'inondation une à deux fois par l'an. Les eaux de pluies envahissent la rue et les garages des 16 HLM. Elles lèchent même la 3<sup>ème</sup> marche de l'escalier comme le 9 octobre dernier. Heureusement ici, on vit à l'étage.* » Placé en priorité des actions de la commune dès le conseil municipal suivant, des travaux de recalibrage du réseau pluvial de ce quartier seront rapidement effectués, réglant cette problématique localisée d'évacuation des eaux.

Le 12 décembre 2002, soit quatorze mois après l'épisode relaté, un nouvel épisode cévenol intense s'abat sur la région et la digue qui contient la Mosson - affluent du Lez - dans son lit se rompt, inondant le quartier des Marestelles et celui des Saladelles, quartiers excentrés du sud ouest de la commune, ainsi que toutes les terres agricoles des exploitants de Maurin. Les dégâts sont importants. Vu d'avion, les étangs ne se différencient plus des parties terrestres sur toute la partie sud de la commune. Dans les vingt-quatre articles de la presse régionale recensés dans la semaine qui a suivi, figuraient plusieurs interviews du maire. Ces articles érigeaient ce dernier en « *un maire sauveur* », rappelant l'image d'Épinal forgée lors de la grande crue de 1856 où Napoléon fut le premier à se déplacer pour un voyage compassionnel chez les sinistrés du Rhône en Arles (Allard, 2000). Depuis, cette figure est souvent incarnée par les secours locaux, mais aussi par le maire. Un article du journal régional Midi Libre consiste en une interview, « *dramatisante* », consacrée au maire et titre « *La panique* ». Cyril Meunier y évoque sa nuit d'enfer où une trentaine de personnes ont été secourues « *dont quatre d'une mort certaine* ». Il raconte avoir patrouillé une bonne partie de la nuit avec les pompiers pour secourir des gens dans les mas isolés, très étonnés de les voir arriver. Il a fallu évacuer plus de 200 personnes en tout. L'article précise l'événement : « *On nous a dit de déclencher la sirène, une vague de 1m20 a été enregistrée à Lavalette alors que le Lez était déjà 5,90m [...] C'était la panique [...] La mer s'est calmée et nous a sauvé la vie [...] On a connu un niveau d'eau jamais atteint de mémoire d'homme.* »

La prise de position du maire ne se fit pas attendre. Quelques jours après l'inondation, dans la presse, un article titrait « *Inondations : Lattes : le maire veut une aide de l'Agglo.* » Le maire y réclame l'aménagement de tout le bassin sud du Lez en s'appuyant sur les deux derniers événements vécus sur la commune : « *Après seize années d'accalmie, Lattes a donc connu à quatorze mois d'intervalle deux crues décennales.* »<sup>130</sup> Selon le journaliste, bien décidé à « *prendre le taureau par les cornes* » avant le prochain déluge, le maire avait fait le point sur « *le bras de fer entre le Lez et La Mosson* » : état des dégâts, demande « *d'état de catastrophe naturelle* » à la Préfecture, travaux d'urgence et à plus long terme. Il demandait le passage de la compétence hydraulique à Montpellier Agglomération avec une prise en compte de tout le versant sud du fleuve et la mise en place d'un schéma de gestion des crues.

Les choses vont encore s'accélérer l'année suivante. Les 3 et 4 décembre 2003 la région subit un violent épisode cévenol, les pluies sont intenses localement et le niveau du Lez fait

---

<sup>130</sup> Montée des eaux avec débordement en lit majeur se produisant, en moyenne, tous les dix ans. Source : [http://www.dictionnaire-environnement.com/crue\\_decennale\\_ID1687.html](http://www.dictionnaire-environnement.com/crue_decennale_ID1687.html); consulté le 16 avril 2013.

craindre le pire. La digue, désormais âgée de 30 ans, montre des faiblesses, des témoignages rapportent que plusieurs petites brèches laissaient sortir de l'eau par endroit, et à l'annonce d'un nouvel épisode de pluies violentes pluies en fin d'après-midi : l'alerte est donnée. Par crainte d'une rupture de digue au niveau du quartier de Port Ariane, situé derrière les digues et au niveau d'un virage effectué par le fleuve, le préfet ordonne une évacuation de quartier par l'armée. Le Lez n'a finalement pas débordé, la digue n'a pas cédé. Les dégâts sont matériels seulement et touchent de nouveau le quartier des Marestelles. La catastrophe a été évitée mais l'événement a rendu encore plus saillant le risque encouru localement. L'ensemble de ces événements, très rapprochés dans le temps et en début de mandat municipal ont permis à C. Meunier d'enfourcher comme cheval de bataille politique la protection hydraulique de la plaine, qu'il ne devait plus quitter alors.

### 3.3. L'inondation comme cheval de bataille : la figure du maire protecteur

Comme nous l'avons évoqué plus haut, ces inondations sont arrivées à un moment où les catastrophes récentes nationales<sup>131</sup> menèrent à des évolutions législatives importantes durcissant les possibilités d'urbanisation en zone inondable d'une part et renforçant les obligations d'informations aux habitants d'autre part. Ces événements ont surtout eu un impact fort dans la prise de conscience du risque possiblement encouru dans ces zones et s'en est suivie une demande de vigilance accrue de la part de l'État. La circulaire du 1<sup>er</sup> octobre 2002 lance un appel aux communes : une enveloppe leur est proposée pour des projets de protection contre les inondations en incitant à la mise en place de dispositifs de collaboration entre les services de l'État et les collectivités locales. Dans le nouveau contexte politique local et compte tenu des événements récents énoncés, le maire se lance dans les démarches pour l'obtention de grands travaux de protection pour sa ville. L'extrait de presse figurant ci-dessous illustre le rôle « d'entrepreneur du risque » que le maire va tenir, et sur lequel nous reviendrons en détail<sup>132</sup>.

---

<sup>131</sup> Après les catastrophes précitées des années 1988, 1992 et 1993-1994, entre 1999 et 2002, de nombreuses catastrophes se produisent en France : dans l'Aude en 1999 (36 morts et 533 millions d'euros (DPPR, 2004), les inondations en Bretagne et dans la Somme en 2000, en 2002 les inondations dans le Gard (23 morts et 1,2 milliard d'euros de dommages).

<sup>132</sup> La mise en politique locale du risque fait l'objet du chapitre 8; nous présentons ici les éléments principaux nécessaires pour dérouler le fil de l'histoire politique locale jusqu'au commencement de l'enquête.



## ► L'ENTRETIEN

### LE MAIRE DE LATTES

# Cyril Meunier : **“ Si une digue cédait, là, il y aurait danger de mort ! ”**

« La Gazette. Vous semblez irrité par le titre de Une de La Gazette de la semaine dernière : “Faut-il raser Lattes ?” Et pourquoi, par exemple à Collias, dans le Gard, qui a été touché par les inondations de 2002, on n'a pas hésité à fermer un hôtel, un camping et à déplacer des habitants... Ce n'est pas qu'une habitude de journalistes.

« Cyril Meunier. Irrité, non, ma première réaction a été de sourire, car c'est un coup marketing de votre journal.

Vous sous-entendez que, lorsque'il pleut énormément à Lattes, la situation n'est pas si dangereuse que cela pour les centaines d'habitants dont les maisons ont été construites dans le lit du Léz ?

Ce n'était pas votre question : irrité, non. Après, réponses à votre titre, “Faut-il raser Lattes ?” Évidemment non ! À Lattes, il ne suffit pas de raser trois maisons et un hôtel. Si on prenait votre thèse alarmiste, on serait en état de raser une grande partie de la commune : ce n'est pas possible et ce n'est pas nécessaire ! Mais votre article a le mérite d'attirer l'attention une bonne fois pour toutes sur la dangerosité de la situation de Lattes.



**“ Les travaux seront achevés en 2007 ”**

Vous le dites donc : lorsqu'il pleut beaucoup, la situation est dangereuse à Lattes.

Oui ! Je le dis clairement ! Si je l'ai déjà écrit dans vos colonnes et expliqué dans des réunions publiques. Mieux, cela a été plus qu'expliqué sur Lattes. Ce que nous risquons à Lattes, c'est la rupture d'une digue au nord de la commune. Tous les experts s'accordent à le dire, et cela sait et, depuis 2001, nous en avons conscience. On estime de façon certaine que, dans le Léz, le maximum qu'on puisse recevoir à Lattes c'est 750 m<sup>3</sup> par seconde. Aujourd'hui et les débordements 2002, 2003, 2004 le prouvent, le Léz a une capacité observée entre 500 et 600 m<sup>3</sup>. À 600 m<sup>3</sup>, il y a dangerosité : une digue peut céder, et l'eau peut venir à très fort volume, très forte vitesse, dans une zone urbanisée, une zone, en plus, où il y a des voitures et des piétons. Si une digue cédait,



Où, les travaux prévus sur le Léz protégeront Lattes durablement mais non, ils ne le protégeront jamais d'un éventuel tsunami... C'est ce que dit Cyril Meunier, le maire de Lattes.

Il y aurait danger de mort ! C'est pourquoi nous lançons notre projet de dépression de la Lironde.

À vos yeux c'est une solution idéale, mais le risque n'est la vie dure : la plupart des habitations sont construites dans le lit du Léz... Attendez : nous avons un problème, nous devons trouver une solution. Là-dessus moi vous présentez calmement le projet. 1. Nous savons que le Léz peut déverser 750 m<sup>3</sup> d'eau par seconde au nord de Lattes, notre travail c'est de faire des digues qui supportent 750 m<sup>3</sup> jusqu'à un endroit qui est à peu près le point de la Côte à L. 2. Là, nous créons un déversoir de 300 m de long : à partir de ce moment on passe plus de 400 m<sup>3</sup> d'eau dans le Léz, un tiers va alors automatiquement à gauche dans ce déversoir.

Les deux autres tiers continuent tout droit dans le Léz. 3. En aval du déversoir, l'eau continue dans ce qu'on appelle la dépression de la Lironde : nous creusons le lit de ce ruisseau sur 1,50 m de haut, sur 3 à 20 m de large et on, jusqu'à l'endroit où il se déverse dans l'étang du Mijou. Ces travaux, ce sont des heures d'études, 50 millions d'euros, une maîtrise d'ouvrage de l'Agence Ille-et-Rhône est en 2006 pour finir à l'automne 2007.

C'est long pour les riverains du Léz qui, à chaque crue, s'angoissent : qu'est-ce qu'il se passe d'ici là, c'est à dire cet automne et à l'automne 2006 ? Je comprends que l'angoisse. Tout cela peut paraître long, mais dès la fin 2001, nous avons lancé les

études. En 2002 et 2003, les experts de plus haut niveau ont conçu le système que je vous ai présenté. À titre personnel, c'est 14 heures de boulot par semaine, et cela fait à peu près ce que j'ai dit. Mais cela veut la peine : en un an nous avons réalisé l'un des chantiers les plus importants de France en matière de protection hydraulique d'une zone habitée.

On se revient tout de même à la question de Lattes : pourquoi nous construisons dans le lit du Léz ?

Vous le dites très bien dans votre article : on a laissé construire... Mais, depuis que je suis maire de Lattes, je n'ai pas accordé une permis de construire dans la zone répétée inondable.

En attendant, vous avez le projet de construire deux immeubles dans le quartier Port-Artisan, le long du Léz... Ce projet est toujours en discussion. Il s'agit de deux nouveaux immeubles sur Port-Artisan, l'un des deux seuls zones non inondables de Lattes-centre.

Pour être, mais on le dit : la bétonisation contribue à aggraver les inondations. Ces deux immeubles sont prévus sur des parkings déjà bétonnés. Et puis, il faut rappeler une chose : la bétonisation, comme vous dites, à long terme. On dit par exemple que Lattes connaît des inondations parce que Montpellier s'est développée : mais à quand vous avez 500 m<sup>3</sup> dans le Léz, vous en avez déjà 400 à l'entrée de Castelnau. Donc la partie urbaine du Léz n'apporte qu'un cinquième du volume.

D'ici 2007, la fin des travaux, vous continuerez à alerter les habitants de Lattes en allant personnellement les voir un à un comme vous le faites ? C'est un peu systématique comme méthode. À Aramon, dans le Gard, les crues sont signalées automatiquement chez les habitants par téléphone. On peut dire que c'est artificiel... Mais je suis sûr que cela convient : plus les gens qu'une voix automatique : il faut le temps de leur faire comprendre ce qui se passe.

Il faut que vous soyez toujours disponible. Je le suis toujours, mais en fait nous sommes trois ou quatre à pouvoir le faire. Le tout technologique est intéressant : j'ai, par exemple, cinq alarmes sur Lattes. Mais le plus important, c'est la radio, les gens l'ont dit, parce que tout le monde n'est pas sur place au moment où le Léz monte, tout le monde n'a pas le téléphone, et qu'un standard téléphonique peut avoir pris la Lironde. La technologie oui, si elle assure, on la mettra, mais je préfère largement aller dans les quartiers. Les relations humaines, c'est important.

Un deuxième point de votre article de la semaine dernière semble vous faire grincer des dents : des scientifiques expliquent qu'avec les changements climatiques, la phénologie de la bête peut englober l'eau du Léz de se déverser dans les étangs et dans la mer. En cas de crue cela peut être catastrophique. Pour vous, cela ne peut pas arriver ?

Les études que nous avons faites pendant 18 mois ont pris en compte tous les facteurs géométriques de crue, y compris la montée des étangs occasionnelle par la mer, y compris la montée de la mer. Le système que nous mettons sur pied est le fruit de ces études. Les experts que vous citez dans votre article disent qu'on peut avoir de l'estérisme de la Méditerranée un tsunami ? C'est vrai, notre projet, la dépression de la Lironde, ne nous protège pas d'un tsunami.

On dit que d'ici cent ans, le niveau des mers montera de deux mètres, c'est possible, mais chaque chose en son temps : nous nous posons ce genre de questions après avoir fait la dépression de la Lironde.



**“ C'est un travail dantesque ”**

Clairément : votre projet prend en compte le phénomène de bête ?

Oui, des phénomènes traditionnels, voire importants, de bête d'équilibre, etc. Dire qu'un aujourd'hui le système pour protéger Lattes de la remontée des étangs en cas d'événement exceptionnel, je dis bien exceptionnel, je dis bien exceptionnel, de la mer et de la remontée de la mer et de la remontée de la mer, c'est

non ! On ne l'a pas. Mais il faut se rappeler d'une chose : Lattes n'est pas dans une gorge mais dans une plaine, une zone plate qui part de la Camargue et qui va jusqu'à Sète. Cette zone a une capacité d'expansion de la mer et des étangs énormes. Alors la montée des étangs complique les choses sur le développement du Léz, mais beaucoup moins que ce que dit le scientifique que vous avez interrogé. Quand nous aurons fini les travaux de la dépression de la Lironde, nous verrons de quelle manière, tout en respectant l'espace naturel d'expansion, nous pourrions la montée de la mer de deux mètres. Pour l'instant je m'attaque à la dangerosité. C'est déjà un travail dantesque.

L'Etat n'a pas jugé bon de doter le Léz d'un système d'alarme identique à celui de l'Orb ou de l'Hérault : on a l'impression que les pouvoirs publics ne prennent pas la mesure des risques encourus par Lattes.

Évidemment non ! Dès 2001 j'ai eu les premières discussions avec le préfet Combarieu. Six mois après, les premières études étaient commandées. Et le préfet, lui, a travaillé avec deux associations de quartier. Ce que vous évoquez, la surveillance du Léz, c'est autre chose : l'Etat a mis au point un système d'observation rigoureux qui se situe à Carcassonne. Cette surveillance prend en compte les gros dévers.

Le Léz n'est pas un gros fleuve mais il est dangereux... C'est vrai, mais bon, le système d'alarme a été mis sur pied dans des lieux où le degré de surveillance n'était pas un top. Ce n'est pas le cas du Léz. En ce qui concerne la vigilance, sur le Léz, nous sommes déjà très bons : beaucoup de surveillance depuis longtemps, et avec à Lattes, nous le faisons depuis 2002. Notre système de surveillance envoie des informations à Météo France et Météo France nous renvoie ses informations. Nous sommes très réactifs.

On dit que vous-même, vous habitez à Lattes une zone inondable, le long du Léz. Vous ne le savez pas quand vous avez acheté votre maison ?

Bien sûr que non. À la mairie, on m'avait rassuré. Mais on m'avait aussi dit qu'il y avait des jardins de Plaisance, et j'ai dit, on aurait toujours de l'eau dans le jardin. On aura toujours de l'eau dans les rues à Lattes. Mais je ne veux pas voir le Léz qui centre un tremblement de terre.

FERRIS ROCHERON (PAR) BARREAU VERMOREL ET HENRI-MARIE ROCHERON

Figure 12 : Interview de Cyril, article de presse locale [Source : journal montpelliérain La Gazette, n°900, édition du 16 au septembre 2005, p17].



La Commune de Lattes, en partenariat avec Montpellier Agglomération, la Commission locale de l'eau (Cle)<sup>133</sup> appuyée par les services techniques du conseil général de l'Hérault et les services de l'État a réalisé sur la période 2003-2006 un ensemble d'études recouvrant les différentes modalités liées à la protection des personnes contre les risques d'inondations localement. L'ensemble de ces études a mobilisé une large expertise parmi les acteurs privés et publics locaux et extra-territoriaux. En 2006, une évaluation de la situation par l'inspection générale de l'environnement est ordonnée. Cette mission donnera lieu au rapport Quévremont (Quévremont, 2006). Ce rapport a synthétisé l'ensemble des études réalisées sur ce sujet et statué sur les risques encourus. Ce rapport, alarmant sur la situation et point de départ d'une forte polémique locale, va accélérer encore les choses<sup>134</sup>. La situation énoncée était alors très préoccupante : le risque de rupture de digue en amont de la ville exposait celle-ci à une rupture pouvant engendrer la mort de 8 000 personnes La nécessité d'une action rapide des pouvoirs publics est établie. Son auteur, ingénieur de l'Inspection générale de l'environnement (IGE) Philippe Quévremont préconisait dans l'urgence une action de mise en sécurité des personnes et des biens. Ainsi, par une action concertée de la Commune, l'Agglomération, le Département, la Région et les services de l'État un vaste projet de travaux de protection fut mis en place pour aboutir deux ans plus tard. Parallèlement, en novembre 2004, l'Agglomération de Montpellier avait acquis les compétences de travaux et de lutte contre les inondations du Lez aval. Le maire de Lattes est nommé vice-président de l'Agglomération en charge des questions hydrauliques se positionnant comme l'acteur incontournable sur ce dossier.

Une nouvelle procédure de PPRI a été prescrite cette même année 2004 (en date du 24 septembre). Le PPRI approuvé en juillet 1997 a été annulé par décision du tribunal administratif en juillet 2004. Parmi les motifs d'annulation du PPRI figurait le fait que les études qui avaient conduit à son élaboration n'avaient pas pris en compte l'incidence éventuelle des travaux de recalibrage et d'endiguement réalisés entre 1978 et 1989, que la carte d'aléa reposait sur des données anciennes et que le risque de rupture de digue n'avait pas été correctement intégré au zonage<sup>135</sup>. Un nouveau PPRI a été adopté par anticipation le 30 mai 2007. Ce PPRI devait être révisé une fois les travaux de protection terminés<sup>136</sup>.

---

<sup>133</sup> La Commission locale de l'eau (Cle) est l'instance locale de concertation qui élabore la Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (Sage). Sa composition fait l'objet d'un arrêté préfectoral (décret n°92-1042 du 24 septembre 1992). La Cle définit des axes de travail, recherche les moyens de financement et organise la mise en œuvre du Sage. Source : [http://www.eaufrance.fr/spip.php?rubrique151&id\\_article=113](http://www.eaufrance.fr/spip.php?rubrique151&id_article=113); consulté le 8 avril 2012.

« Devant déboucher à terme sur un programme d'actions cohérentes et concertées, le projet de contrat devait s'appuyer sur un diagnostic et des objectifs partagés par l'ensemble des acteurs. Compte tenu de la complexité de la problématique de la gestion de l'eau dans le bassin, et vu les possibilités nouvelles prévues par la Loi sur l'eau du 3 janvier 1992, il a été jugé préférable que l'analyse et le diagnostic de la situation, ainsi que la définition des objectifs et du plan d'action permettant de les atteindre, soient confiés à une Commission locale de l'eau dans le cadre de la réalisation d'un Sage. » (Juvenal, 2010, p 7).

<sup>134</sup> Nous revenons sur la polémique lors de la publicisation de ce rapport dans la partie 3 au chapitre 8.

<sup>135</sup> Sources : PPRI de la commune de Lattes, rapport de présentation, version d'avril 2007, p 22.

<sup>136</sup> Il est à noter que les travaux ayant duré plus longtemps que les 3 ans de validité du PPRI adopté par anticipation, entre juin 2010 et juin 2013, la situation n'était plus réglementée par un PPRI valide.

En juillet 2006, Montpellier Agglomération « a acté le vaste programme de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez, mobilisant 40 millions d'euros, cofinancé par Montpellier Agglomération, le Département de l'Hérault, la Région Languedoc-Roussillon et l'État »<sup>137</sup>. À partir de 2006, il devenait nécessaire de déterminer la structure porteuse de ce projet d'aménagement. Ce dernier devait être ancré dans une démarche plus globale, le Programme d'actions de prévention des inondations (Papi)<sup>138</sup>.

À la demande des différents financeurs et pour assurer une cohérence territoriale, le Papi devait être réalisé à l'échelle du bassin versant du Lez, ce qui correspondait au périmètre du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (Sage) dont la mise en place était concomitante. À partir de ce moment, les élus locaux ont pris la décision de créer un syndicat mixte chargé de la mise en œuvre du Sage et du Papi : Le Syndicat du bassin (Syble)<sup>139</sup>, qui fut créé en juillet 2007. C. Meunier fut nommé pour sa présidence, qu'il assure depuis. Dans les mêmes temporalités, en 2007, la décision est officielle : 40 millions d'euros vont permettre le renforcement des infrastructures de protection avec renforcement des digues et création d'un déversoir<sup>140</sup> en amont de la ville<sup>141</sup>.

Dans ce dossier, C. Meunier va peu à peu gagner en contrôle sur cette question localement par la multiplication des rôles et une appropriation du registre technique de « l'hydraulique » qui rejoint le professionnalisme pour le développement local qu'il affiche par ailleurs. Maire de Lattes en 2001, il devint conseiller général<sup>142</sup> à partir de 2004, il est nommé président de la Cle en 2004 puis en 2007 du syndicat de bassin versant, le Syble. En 2004, la compétence de gestion des travaux d'aménagement hydraulique en faveur de la lutte contre les inondations dans la basse vallée du Lez est confiée à l'Agglomération<sup>143</sup>. Le maire de Lattes est nommé vice-président de cette commission. Cet ensemble des compétences dont il portait (et porte encore) les « casquettes » ainsi que l'appropriation d'un discours technique sur le dossier lui

---

<sup>137</sup> Lancement des travaux du chenal de la Lironde. Source : <http://www.montpellier-agglo.com/nos-grands-projets/lutte-contre-les-inondations/les-travaux/>, consulté le 26/05/2010.

<sup>138</sup> Les programmes d'Actions de prévention des inondations furent ordonné par la Circulaire ministérielle du 19 janvier 2005. « Les actions du Papi visent un objectif de réduction progressive et durable des dommages aux personnes et aux biens pouvant découler des inondations susceptibles de se produire, dans le respect global des équilibres et de la prévention de l'eau et des milieux aquatiques ». Source : Le Papi Lez, <http://www.syble.fr/spip.php?article39>, consulté le 26/05/2010.

<sup>139</sup> Le Syndicat du bassin Lez-Mosson-étangs palavasiens (Syble) a pour compétence la maîtrise d'ouvrage d'études. Il a été créé notamment pour permettre la mise en œuvre des travaux de protection de Lattes. « La création du Syble a permis d'avoir une meilleure prise en compte de la gestion globale de l'eau dans l'aménagement pour la mise en œuvre des plans d'action du Sage et du Papi » (Juvenal, 2010). Voir la figure 5 (p.18) pour la délimitation du bassin versant.

<sup>140</sup> Appelé également « ouvrage partiteur de débit », cet ouvrage de protection consiste à dévier au-delà d'un niveau défini, une partie du flux d'eau dans un autre lit que le lit principal au cours d'eau. Dans le cas lattois, le déversoir doit permettre de déverser dans le chenal de la Lironde (lit du cours d'eau du même nom aménagé pour) une partie de l'eau du Lez, à partir d'un débit de 450 m<sup>3</sup>/s. La carte de l'emprise des travaux figure 50 (p.235).

<sup>141</sup> La rhétorique des gestionnaires de cette maîtrise technique de la nature sur ce dossier sera analysée dans la partie 3, chapitre 8.

<sup>142</sup> Le canton de Lattes est constitué de trois communes (Lattes, Pérols et Palavas), sa superficie est de 36 km<sup>2</sup> soit 0,59% du territoire départemental. Entre 1999 et 2009, sa population s'est accrue de 4 913 personnes et s'élève à 31 833 habitants. Source : <http://www.herault.fr/canton/Lattes> ; consulté le 8 avril 2012.

<sup>143</sup> En conseil d'Agglomération du 29 juin 2004 est décidé de modifier les statuts par l'introduction de deux nouvelles compétences, les travaux d'aménagement hydraulique en faveur de la lutte contre les inondations dans la basse vallée du Lez et l'étude générale en vue de l'élaboration d'un schéma global de lutte contre les inondations dans les secteurs habités des zones urbanisées de la communauté d'agglomération. Par arrêté n°2004-1-2813 du 19 novembre 2004, ces compétences ont été transférées à Montpellier Agglomération par le préfet de l'Hérault. Source : <http://www.montpellier-agglo.com/vivre/lutte-contre-les-inondations/>.

permettaient de développer un discours d'expert qui assurait maîtriser la situation et pouvait ainsi se montrer rassurant.<sup>144</sup>

Ce fort engagement sur ce dossier, pour la protection contre les inondations des Lattois, est alors devenu un des piliers de la communication du maire. Il est aujourd'hui reconnu comme ayant admirablement porté ce dossier, y compris par les quelques représentants associatifs qui en contestent certaines parties<sup>145</sup>. Cyril Meunier vante lui-même en public régulièrement le succès de la gestion de ce dossier : son équipe et lui seraient parvenus à faire aboutir en sept ans un dossier dont l'envergure technique et financière demandait ordinairement, selon le fonctionnement complexe de l'administration française, quinze à vingt ans. Pour que le projet d'aménagement du Lez porté par Montpellier Agglomération et les municipalités concernées (Lattes, Pérols, Palavas et Montpellier) puisse être validé une procédure d'enquête publique conjointe de type « Bouchardeau » a du notamment être menée. Cette procédure<sup>146</sup> regroupait : la Déclaration d'utilité publique (DUP), l'enquête parcellaire, la mise en conformité du Plan local d'urbanisme (Plu), la Déclaration d'intérêt général, les demandes d'autorisation au titre de la loi sur l'eau. L'enquête publique afférente a été conduite du 8 janvier au 9 février 2007. Parallèlement, une autre enquête ICPE<sup>147</sup> a été lancée, concernant le stockage provisoire des terres provenant des opérations de terrassement du partiteur et du chenal. Selon lui l'urgence de la situation le justifiait, l'engagement du maire, de son équipe et de l'Agglomération, avec le soutien financier de l'État, l'a permis.

C. Meunier, dès sa campagne de 1995, a su également répondre aux attentes des deux catégories d'habitants de la commune, schématiquement les nouveaux et les anciens. D'un côté, il annonçait vouloir stopper l'urbanisation continue qu'avait connue Lattes jusque là.

Ce discours de protection de l'existant est congruent avec cette figure du maire protecteur vis-à-vis de l'inondation, mais aussi vis-à-vis des attentes locales – particulièrement chez les anciens - de ne plus urbaniser ce territoire pour ne pas rejoindre la cité montpelliéraine et conserver les avantages constitutifs d'être « *à la campagne près de la ville* », ainsi que cela est souvent revenu dans les entretiens avec les habitants. D'un autre côté, le discours de la nouvelle équipe se voulait intégrateur des nouveaux habitants de la commune, les dits « nouveaux venus ».

*« Nouveaux lattois, soyez les bienvenus ! En 1995, Lattes autrement, équipe d'intérêt communal sans étiquette, a été créée par des nouveaux arrivants de l'époque, en synergie avec des anciens lattois. Ceux-ci constataient alors qu'ils étaient peu considérés et leurs besoins ignorés. (...) Pour nous, les nouveaux arrivants ne sont pas, comme pour certains, seulement des « clients » prêts à payer plus de 1 000 franc le m<sup>2</sup> bâti. Vous êtes des Lattois à part entière qui devez être considérés et bénéficier d'un accueil et de services spécifiques à la hauteur de la qualité de notre commune ».*

[Extrait du tract de campagne de l'équipe Lattes Autrement, Lettre n°4 du 23 février au 11 mars 2001.]

---

<sup>144</sup> Nous reviendrons sur cette posture « d'expert impliqué » et surtout ses effets au chapitre 8, partie 3.

<sup>145</sup> Nous reviendrons sur les actions associatives au chapitre 8, partie 3.

<sup>146</sup> Arrêté préfectoral n°2006-I-3047 en date du 18 décembre 2006.

<sup>147</sup> Installation classée pour la protection de l'environnement.

Nous lisons aussi dans cet extrait que la question foncière a pris de l'ampleur ; car depuis que l'urbanisation a cessé, les prix n'ont cessé de grimper. Il est d'ailleurs assez difficile d'un autre point de vue de déconnecter la décision forte (et coûteuse) de protéger cet espace bâti des enjeux fonciers qui la caractérise par ailleurs. Déjà, à l'arrivée de la nouvelle équipe, le marché de l'immobilier se portait plutôt bien. Un article du journal régional Midi Libre en 2001 titrait ainsi « *Urbanisme : la ruée éperdue vers l'immobilier.* » Le journaliste y souligne la forte pression immobilière de Lattes : « *Un marché qui tend à se saturer. Tout se vend, sans attendre la fin d'une promotion. Si vous cherchez un appartement ou une villa sur Lattes-Maurin-Boirargues, armez-vous de patience, invitez votre banquier à dîner et ne craignez pas, surtout pas, d'arpenter les trottoirs, d'agences immobilières en bureau de vente... Bref, la demande bat l'offre à plate couture, et donc le mètre carré se fait rare. Et, comme le dit fort justement un proverbe gravé dans le bon sens populaire : tout ce qui est rare est cher. Sur la commune de Lattes les prix flambent et s'y loger devient un luxe [...]* Pour le négociateur à Lotti Immo à Lattes : « *C'est de la folie....* » Cette flambée de l'immobilier était contingente à plusieurs éléments. Tout d'abord la continuité de développement de l'agglomération montpellieraine continuait d'alimenter une demande locale en logement. Récemment, le même journal local Midi Libre (édition du 30 décembre 2011) titrait : « *Le Languedoc-Roussillon, région la plus attractive* » et indiquait<sup>148</sup> que sur les 10 dernières années, la région avait connue une augmentation de sa population de 14%, soit la plus forte de l'Hexagone. Dans le même article, un entretien avec Jean-Paul Volle<sup>149</sup> précise que la croissance démographique s'est accélérée fortement depuis 1999 et y voit comme explication principale : « L'effet sud », dans un contexte où la région PACA sature déjà et où les prix y sont en augmentation constante. Cet effet serait accentué par la structure « métropolitaine » de l'agglomération montpelliéraine qui permet aux villes d'avoir encore de la marge pour se développer (Viala, 2010).

Ensuite, la politique menée par la nouvelle équipe municipale lattoise et sa participation active dans l'Agglomération, en concluant son inscription définitivement urbaine, a permis à la ville d'étoffer son offre de services : structures d'accueil pour la petite enfance, aménagement de la zone naturelle du Méjean, aménagement de pistes cyclables, création d'une médiathèque, annonce d'une ligne de tramway, d'un complexe nautique. Sur le plan des nuisances potentielles également : la décharge du Thôt qui a pu être un des éléments de déclassement de la commune fut fermée et des travaux de modernisation de la station d'épuration – génératrice d'odeur – furent lancés. Cette valorisation de la ville a su de plus se faire avec une capacité de communication digne d'un marketing d'entreprise. Cette compétence communicationnelle s'inscrit dans celle de Montpellier Agglomération, l'Agglomération française qui a le plus gros budget communication. Le slogan de la ville « *La vie naturellement* » séduisant les familles avec enfants s'installant dans la région et désirant bénéficier d'un lieu de vie calme, à proximité de la ville.

« Et donc... Comment vous avez fait pour choisir... vos critères de choix pour... ?

*Après ça a été un choix, déjà pour... par rapport à... une zone géographique. Un choix aussi*

---

<sup>148</sup> Selon des sources Insee (chiffres exprimés en population municipale)

<sup>149</sup> Professeur émérite de géographie à l'université de Montpellier 3, il a notamment coordonné dernièrement l'ouvrage « Montpellier, la ville inventée » (2010) dans la collection Parenthèse des éditions du Puca.

*au niveau de la qualité de vie. Ça correspondait aussi à... un moment où on avait envie d'avoir des enfants, donc on n'avait pas envie... on n'avait pas envie, bon bah... Paris, c'était hors de question, parce que plus jeunes, pourquoi pas, mais bon après... Avec des enfants, non, on s'y voyait pas, on avait envie de quelque chose... où on puisse sortir... Enfin proche de la nature en fait. »*

[Madame Partais, environ 35 ans, habitante depuis sept ans]

Les deux dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle donnent à voir à Lattes une période de transition. La ville était déjà bien développée, et après vingt-quatre années de gestion communale sous la même équipe, une nouvelle dynamique politique se créa avec l'arrivée d'une nouvelle équipe. Dans ce changement, l'inondation tint une place de premier ordre. Tout d'abord parce que c'est sa crainte qui a fait se constituer une association de riverains puis une liste d'opposition à l'équipe municipale. Si la menace de l'inondation n'a pas suffi à faire adhérer suffisamment de monde pour détrôner l'équipe en place lors de la première tentative (1995), ce sujet, avec d'autres préoccupations sociales du vivre ensemble, mena à la victoire la liste de C. Meunier ainsi constituée. Ce virage politique dans l'histoire de la ville fut d'autant plus net que les éléments sont venus accélérer une prise de conscience locale du risque et la nécessité de protéger davantage la commune de la possibilité de l'inondation. Au niveau national tout d'abord où plusieurs événements catastrophiques ont marqué les années 1990 et où l'État raffermi ses positions en matière d'urbanisation en zone inondable et où des moyens pour protéger celles existantes furent donnés. Au niveau local ensuite, où plusieurs épisodes cévenols intenses ont provoqué à quelques mois d'intervalles des inondations sur la commune. Le maire va alors faire de ce sujet son cheval de bataille politique et devenir en quelques années l'acteur incontournable de la gestion locale du risque inondation. Érigé en le *maire protecteur*, il va engager sa commune dans un énorme chantier de protection, et s'engager lui très personnellement dans la gestion du dossier en endossant progressivement les casquettes faisant de lui l'acteur politique et expert incontournable localement. Parallèlement, tout en assurant à ses électeurs une limitation de l'urbanisation, en maire entrepreneur aussi, il a accompagné une autre évolution importante pour la commune. En sortant Lattes de l'isolement politique local par l'adhésion à l'agglomération de Montpellier, en étoffant ainsi considérablement peu à peu l'offre des services de la commune, il a su mettre en valeur sa commune. Dix ans plus tard, en 2011, le chantier de protection contre les inondations pratiquement terminé et l'offre communale encore étoffée, Lattes était classée commune la plus chère des communes de l'Hérault<sup>150</sup>.

---

<sup>150</sup> Lors d'un entretien, été 2011 avec un agent immobilier de la commune, celui-ci m'expliquait : « Sur du bâti on est dans les 4500 euros/m<sup>2</sup> c'est du délire ! On est sur du 685 euros/m<sup>2</sup> pour de la parcelle nue. Mais bon, des terrains, il n'y en a plus. Le dernier, ils viennent de le vendre, derrière la mairie : 270 000 euros pour 394 m<sup>2</sup> : Faites le calcul ! Ce n'est pas compliqué : Lattes, c'est la commune la plus chère de l'Hérault. »

## Conclusion : de la construction du mode d'habiter lattois

Alors que nous aurions pu aisément envisager bien d'autres trajectoires, Lattes, « le marécage » comme l'indique son étymologie<sup>151</sup>, est devenue une ville périurbaine prisée qui offre un confort et une tranquillité résidentielle en première couronne de l'agglomération de Montpellier. Si le caractère lacustre et agricole du milieu a perduré du néolithique jusqu'à la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, au début des années 1960, plusieurs projets volontaristes d'aménagement de l'État sont venus impulser un bouleversement rapide. À une époque où les bienfaits du développement économique ne se questionnaient pas – ou tout du moins sa critique ne perçait pas ou peu dans l'espace public –, la maîtrise humaine de la nature s'étant perfectionnée, même les milieux les plus hostiles pouvaient être colonisés. La démoustication a permis d'envisager d'autres usages de cette terre de marais. La volonté de maîtrise de ce milieu n'était pas nouvelle. Depuis l'Antiquité et à travers les siècles, les riverains ont élaboré ici un réseau hydrographique complexe, avec de nombreux aménagements et modifications du cours du fleuve, et ainsi de tout le fonctionnement deltaïque (suppression de certains graus, déviation de cours d'eau, canalisations, etc.). La transformation physique du milieu a participé aussi de l'évolution du rapport à l'eau : au fil du temps, la terre a gagné du terrain sur l'eau. Un ensablement progressif a contraint le déclin de l'activité portuaire puis, plus récemment, la croissance démographique locale et les perspectives de développement économique régionales ont fait envisager la transformation du territoire en lieu de résidence. Depuis, le « *paysage empreinte* » local (Berque, 2010b), fruit de l'interdépendance entre action de la nature et action humaine, a complètement changé. Les habitants travaillant la terre et gérant les chemins de l'eau pour l'amender ont pratiquement disparu dans un changement radical des usages du milieu. La valorisation foncière locale a accompagné le déclin de l'activité agricole, et peu à peu, l'Homme s'est éloigné de l'eau. Les pratiques de gestion du milieu pour la production agricole, où la petite communauté locale vivait aux rythmes de l'eau, ont laissé place à une gestion du milieu pour la résidence d'habitants, où l'importante population urbaine a adapté l'eau aux rythmes de sa vie. Le « *paysage matrice* » (Berque, 1984), participant des schèmes de perception, de conception et d'action qui canalisent la relation d'une société au milieu, s'est profondément modifié concomitamment : les pratiques riveraines ont considérablement changé, les agriculteurs ayant cessé leurs activités et la population ayant beaucoup grandi, les personnes connaissant le fonctionnement hydrologique local sont devenues rares. À travers le temps, si habiter ce milieu est toujours lié à des raisons pratiques, ce n'est plus pour les apports limoneux du fleuve mais pour les résidences périurbaines offertes.

---

<sup>151</sup> Sources : Alain Nouvel, article « L'origine du mot Lattes », dans « la vie de la cité », journal communal n°39, avril 1988 :p.10.

Ici, pas de « *charme des vieilles villes, fruit d'une longue accumulation des changements historiques et qui exprimait le caractère local* » mais plutôt une ville s'apparentant à « *la catastrophe spirituelle et esthétique des villes dont la croissance s'est faite trop vite* » (Buls, cité par Rabinow, 2003 : p.340). La ville renferme pourtant plus de 2500 ans d'histoire humaine que de nombreux archéologues s'efforcent d'ailleurs de préciser aujourd'hui. Dans une logique de « *la table rase et la momie* » (Berque, 2010a), au fil du temps, alors que plusieurs des vestiges du village passé ont été rasés aux endroits où l'on entrevoyait d'autres développements, on en mettait d'autres, plus anciens, sous cloche. Ainsi, si un des derniers mas du centre de Lattes a été rasé dans les années 1980 pour y établir le parking du collège, d'un autre côté la présence de traces de vie étrusques a donnée lieu à la création d'un musée archéologique et a impulsé la conduite de fouilles qui figure parmi les sites français les plus financés aujourd'hui. C'est en effet « *le seul site témoignant à la fois de quatre grande civilisations, (...) et où n'a pas poussé une grande ville moderne interdisant l'accès aux vestiges antiques* » (Michel Py, directeur de recherche au CNRS)<sup>152</sup>. Il est intéressant de relever ici, dans un milieu où les établissements humains successifs ont été entrecoupés, à plusieurs reprises, de périodes de désertion, qu'au cours du temps les hommes ont rebâti leurs habitations avec les vestiges d'autres précédents, participant de cet effacement du passé. Un ancien du village me racontait son attachement à sa commune. Il se remémorait ce jour où on lui avait fait remarquer qu'il semblait aimer sa ville « *comme... comme un jeune marié aime son épouse !* » et où il avait répondu : « *Alors là, oui mais après en avoir tué la grand-mère !* ». Il critiquait ainsi vivement les choix urbanistiques de sa commune : « *Il n'y a pas beaucoup de traces, tout a été démoli ! Dans le temps à Lattes vous aviez, vous aviez une laiterie : la laiterie Matté, là où il y a le parking du CES, vous aviez la laiterie Matté... Ils ont tout démoli.* »<sup>153</sup> Le fait que cette période de fort développement urbanistique se soit réalisée sous la gestion de maires nouveaux-venus témoigne encore de cette disposition au renouveau qui ne s'appuie pas forcément sur l'ancien participant d'une identité locale en renouvellement constant. Neumann (Neumann, 2005) propose une analyse de ce qu'il appelle une vision tragique de la modernité où le développement se fait avec la destruction du passé. Sa démonstration s'illustre par la littérature classique avec « Faust » de Goethe ; la meilleure illustration de la « *tragédie du développement* » selon lui. Il s'appuie sur les travaux de Berman<sup>154</sup> (1982) qui a analysé cette tragédie littéraire et qui montre que le développement équivaut à une nouvelle forme d'être et de penser qui élimine l'ancienne existante jusque là. La tragédie du développement se pose alors pour les personnes à qui cela ne correspond pas, celles qui ne font pas parties des « *people who are in the way, of history, of progress, or development* ». Cette question du nouveau qui efface l'ancien se pose ici en ce que dans la transition de ce milieu lacustre les usages de l'eau se sont distendus et les transmissions sur le

---

<sup>152</sup> Cité dans le dossier « Lattes : le mystère de la cité disparue », La Gazette de Montpellier, N) double 1175-1176.

<sup>153</sup> Monsieur Bourbieron, habitant natif, environ 85 ans, famille lattoise depuis sept générations, retraité (commerçant)

<sup>154</sup> Berman (1982) « *All that is solid melts into air: The Experience of modernity* », cité par Neumann, 2005.

milieu drastiquement raréfiés, ce qui pose question en matière de « vivre avec la possibilité d'une inondation », nous y reviendrons.

Dans cette histoire urbanistique, l'inondation est venue perturber régulièrement les orientations prises, mais assez paradoxalement a pu participer à encourager l'urbanisation du milieu. L'inondation du premier quartier résidentiel construit dans les années 1960 (Les Filiès) a motivé la commune à construire les digues pour protéger les constructions des débordements du fleuve. L'inondation a alors agi dans un premier temps comme limitatrice de l'urbanisation en démontrant son exposition au risque. Pourtant, paradoxalement, c'est alors aussi pour participer au financement d'un tel projet que d'autres quartiers ont été ouverts à la construction par ailleurs. Ensuite l'inondation a agi par son absence. Alors que les digues étaient construites, l'absence d'événement météorologique a conforté la confiance en la protection des débordements du fleuve ainsi permise, laissant alors toute latitude à l'élan d'urbanisation en cours. Lorsque plus récemment la possibilité de l'inondation est venue se rappeler aux mémoires lors d'épisodes pluvieux importants et menaçants, l'exposition du milieu au risque avait décuplé. Le risque de rupture de digue augmentait considérablement l'aléa quand les enjeux fonciers et humains de la ville étaient beaucoup plus importants (Quévremont, 2006), fournissant les arguments à une justification pour de nouveaux ouvrages de protection.

Dans cette trajectoire de la ville, nous avons vu que le peuplement de la ville a été orienté par des intentions locales ou nationales délimitant des groupes de personnes relativement homogènes. La politique municipale a participé à entretenir une relative homogénéité des profils habitants en défendant un urbanisme « *à taille humaine* » construit dans l'opposition avec un ailleurs. En forme d'héritage du passé, cette opposition s'est manifestée notamment par une réticence aux logements sociaux dans le développement plus récent de la ville. De fait, il y en a très peu ; cela est même une des caractéristiques urbaines de Lattes. Depuis, les valeurs foncières locales ayant considérablement augmenté, la sélection à l'entrée s'opère désormais selon des critères financiers dans une ville où 60% du parc immobilier est destiné aux propriétaires<sup>155</sup>. Ainsi, bien que l'idée puisse sembler paradoxale pour une zone qui a connu une telle explosion démographique, dans la trajectoire de ce milieu nous pouvons relever au fil du temps la construction de sociabilités s'apparentant à un « entre soi rassurant ». Il est intéressant de voir ici que les restrictions à la constructibilité, classiquement associé au risque inondation sur d'autres territoires à risque (November, Penelas et Viot, 2008), ont été pensées ici davantage en lien avec le maintien d'une certaine qualité de vie en opposition avec les ailleurs, afin de préserver une « *ville à taille humaine* ». Apparaît ainsi une particularité de la zone considérée : si d'un côté l'on s'expose au risque d'inondation on bénéficie en même temps de fortes garanties vis-à-vis d'autres risques contemporains. Autour d'une revendication ou d'une affirmation de la tranquillité de Lattes, il y a donc bien une volonté de sécurité publique qui s'exprime mais vis-à-vis d'autres risques ; et qui fonctionne sur une forme de mise à l'écart de différentes figures de l'altérité. Cette

---

<sup>155</sup> Chiffre Insee 2006 : 59.8% de propriétaires pour 36.6% de locataire (dont 2.9% en HLM).



stigmatisation de l'altérité est sans doute à rattacher au discours local sur la nature. Selon Cécilia Claeys la « *tentation xénophobe* », observés dans ses travaux en Camargue, serait même inhérente au principe même de protection de la nature (Claeys, 2003a). La forme rhétorique d'évocation de la nature, sur laquelle nous reviendrons, symbolisée par le recours à des expressions telle que « *dame nature* » couramment usitée par le maire ou par le slogan de la ville « *Lattes naturellement* », est caractérisée par une appréhension de la nature sur un mode très idéalisé, comme une forme un peu originelle d'harmonie. Cette forme originelle d'harmonie se retrouve encore dans la mise en mot nostalgique par les anciens habitants du « Lattes d'avant », où une communauté auraient partagé plus paisiblement le vivre ensemble ce milieu. Cette forme de communauté qui contrairement à une identité qui l'aurait construite d'elle-même, n'a pourtant pas de vécu commun, elle n'a pas vraiment d'éléments fondateurs et fédérateurs... Elle s'est formée en rejetant certaines figures stigmatisées. La continuité ici est basée sur une sociabilité choisie. Dans l'intention de qualifier plus finement ce que j'ai pu saisir du mode d'habiter contemporain lattois, nous allons explorer dans la partie suivante plus particulièrement le quotidien du vivre à Lattes aujourd'hui.

## **Partie 2. Un milieu qui ne tient pas ses promesses : quand l'habiter rassure, mais éloigne et expose**

*« Il ne saurait y avoir de groupement humain durable sans sa propre construction d'un double attachement, à la réalité biophysique de son entour et à la présence perpétuée des traditions dont il procède. » (Micoud, 2004)*

## Introduction

Cette partie a pour vocation la présentation des éléments de l'analyse du « *mode d'habiter* » (Berger, 2012) jugés pertinents pour répondre à notre questionnement sur le vivre avec le risque. Ici l'enjeu – en gardant à l'esprit le sujet de recherche qui a motivé ce travail ethnographique – est d'identifier les caractéristiques, les éléments, les mécanismes qui permettent de comprendre la place des inondations in fine dans le type de sociabilité et les liens au milieu que cette analyse du quotidien a permis de dessiner. Afin de définir comment les inondations prennent place dans le milieu lattois il s'agissait de qualifier celui-ci autant d'un point de vue de sa matérialité que de sa sociabilité. L'analyse présentée a pour ambition de dégager des tendances de l'habiter à Lattes, pas de rendre compte dans le détail de toute la complexité sociale qui l'habite. Bien entendu, il existe une hétérogénéité au sein des tendances dessinées. L'analyse du mode d'habiter avec la qualification fine des liens au milieu ainsi que des liens dans le milieu prend sens au regard du questionnement central de la thèse : le lien et les « circulations » liées à l'inondation qui pourront alors être plus particulièrement analysés dans la partie suivante. Si l'analyse présentée ici n'a pas vocation à être une ethnographie de la vie à Lattes-centre dans son ensemble – travail impossible à réaliser pour une si grande communauté – ceci ne remet pas en cause le fait que la méthodologie de travail a été résolument ethnographique, en se laissant « porter » par le terrain, afin que des éléments puissent « émerger par eux-mêmes » en interpellant le chercheur. Bien évidemment, comme dans tout travail ethnographique mon expérience, mon travail s'est déroulé à un certain moment, de part certaines rencontres particulières et il y a d'autres réseaux où cela circulent autrement que je n'ai pas investigué. L'intérêt ici est d'avoir pu regarder les choses avec les yeux d'une habitante, certes ethnographe, nouvelle venue surtout. Par un travail ethnographique du quotidien (et ma position de nouvelle venue) il s'est agi de saisir les mécanismes de socialisation locale et le mode d'habiter en présence.

L'observation des pratiques habitantes que ce travail a permise<sup>156</sup> fournit le principal matériau à l'analyse. L'étude de ces pratiques habitantes est enrichie par l'analyse de la parole des acteurs issus des entretiens semi-directifs menés avec des habitants des différents quartiers de Lattes. Cette analyse se nourrit également du suivi et de l'étude d'archives de la presse locale et du journal communal qui a été conduite. Enfin, cette restitution donne une place importante au travail de réflexivité opéré sur mon ressenti d'ethnographe. Les réflexions actuelles autour des « *modes d'habiter* » (Berger, 2012) sont mobilisées pour compléter l'intégration pionnière d'une connexion entre réalités sociales et naturelles de l'École de Chicago dont nous suivons ici le sillage – et dont nous avons discuté précédemment en introduction. Notamment, certains travaux invitent à investiguer cette interpénétration du social et du spatial en considérant le ressenti, en prônant une approche sensible de l'habiter. Annabelle Morel-Brochet nomme ainsi « *expérience géographique* » ce qu'une personne vit, ressent,

---

<sup>156</sup> Pour détails sur la méthodologie de travail, se reporter à l'introduction générale de la thèse.

lorsqu'elle est en présence d'un milieu ; pour qualifier ce « *rapport et les interactions qui relient dans l'instant l'homme et le lieu* » (2012 : p70). Selon cette auteure, la relation entre un habitant et un milieu de vie nous place dans « *le règne des impressions* » (Morel-Brochet, 2012: p.74). Outre la prise au sérieux de ce règne chez les habitants, la posture méthodologique ethnographique du présent travail considère tout autant l'intérêt heuristique du filtre de ma propre « *sensibilité habitante* » dans une travail réflexif sur l'implication du chercheur dans l'enquête. De plus, si l'approche sensible par les modes d'habiter qualifie très finement cette sensibilité au niveau de l'habitant en considérant l'histoire personnelle de l'individu qui a construit une « *sensibilité géographique singulière* » (Morel-Brochet, 2007), nous nous attachons ici à considérer également l'influence de la trajectoire du milieu, parcourue dans la partie précédente. Le rapport actuel à l'environnant (liens au milieu) et les rapports sociaux qui y sont développés (liens dans le milieu) sont conditionnés par cette histoire. Si cette approche par les « modes d'habiter », sied bien au travail engagé ici, c'est pour ce choix d'une échelle d'analyse située au niveau de l'individu et du milieu. « *À cette échelle il est possible de saisir et de caractériser la teneur des relations d'intimité avec les lieux, la multitude de facteurs qui président à l'élection d'un lieu et ce qui du lieu et de l'individu participe à l'émergence d'un bien, ou au contraire d'un mal-être.* » (Morel-Brochet et Ortat, 2012: p.13). Ainsi, pour appréhender l'histoire de l'urbanisation de la ville, il fut nécessaire de décentrer le regard de l'échelle très localisée pour considérer l'influence des contextes politiques, mais aussi sociaux, locaux et nationaux. Plus encore, est partagée avec cette approche l'idée que ce niveau d'analyse ne doit pas en exclure un autre pensé comme tout aussi déterminant. Il s'agit de ne pas évacuer les facteurs structurants saisis à d'autres échelles, ainsi que ma sensibilité aux travaux de la *political ecology* m'y invitait. Annabelle Morel-Brochet (2012) illustre cette position, par exemple, en montrant que parler des racines d'une personne renvoie également aux politiques d'immigration. De la même manière, ici, les outils de la sociologie quantitative seront mobilisés lorsqu'ils fournissent des éléments de cadrages pertinents pour la discussion engagée.

Le fruit de cette analyse est présenté en trois temps. Dans un premier temps il s'agit de qualifier le mode d'habiter lattois en présentant le milieu dans sa matérialité et ses habitants dans leurs diversités. L'évolution récente et encore en cours du rural vers l'urbain donne à voir un milieu caractérisé par l'hybridité entre ville et campagne. L'explosion démographique qu'a connu Lattes a modifié considérablement les profils habitants tout autant que les rapports au milieu. Par le suivi des trajectoires habitantes et l'attention à la qualification par les habitants de leur habiter à Lattes, il s'agit de qualifier plus particulièrement les liens qui se déploient entre les habitants (chapitre 4). Dans un second temps, le recours aux données statistiques permet de mettre en évidence certaines régularités sociales et économiques qui participent aussi à expliquer les identités locales. Les avantages du milieu de vie se constituent en autant d'arguments pour le défendre des risques perçus dans certaines formes d'altérités sociales notamment. L'approche par les modes d'habiter permet de relever l'imbrication des différents risques en présence et de leur traitement local. Inscrit dans les

réflexions d'autres auteurs sur les modes d'habiter en milieu périurbain, l'étude du souci local pour la sécurité urbaine permet d'éclairer l'apparence absence d'équivalence pour le risque inondation. Particulièrement lorsque la prévention du risque d'insécurité urbaine et les formes d'altérités qu'il comprend compromet la prévention aux inondations et leurs récits dans l'espace public (chapitre 5). Enfin, un troisième temps de l'analyse se concentre plus particulièrement sur les relations au milieu. Le rapport à la nature, valorisée mais aussi domestiquée donne alors à voir des liens au milieu qui se distendent et des connaissances à son égard qui s'étiolent venant questionner encore les circulations possibles de l'inondation (chapitre 6). L'anthropocentrisme qui se donne à voir dans ce rapport encore très marqué par des logiques de maîtrise par l'Homme des éléments n'est pas sans rapport avec le rapport local aux risques inondations, sur lequel nous pourrions alors nous concentrer encore plus particulièrement ensuite.

## Chapitre 4. Un milieu et des habitants en quête d'identité : urbanité et ruralité entremêlées

« Lui : dans la vie de tous les jours maintenant : on fini par ne plus connaître nos voisins, quoi. Je vois dans le lotissement ici...

Elle : ben nous, on connaît nos voisins de proximité parce qu'ils ont été en même temps avec nous, quoi.

Lui : oui, voilà... parce que l'on se connaît depuis l'origine, quoi ; mais c'est que sinon dans la vie de tous les jours...on ne lie plus de relations, non. »

[Madame et Monsieur Commubain, habitants depuis 20 ans, salariés.]

Alors que j'étais moi-même dans l'impossibilité de qualifier le milieu dans lequel mon travail de terrain commençait à se déployer; les propos des habitants n'ont eu de cesse de corroborer cette difficile qualification et son « *trouble* » (Breviglieri et Trom, 2003) attaché : « ville », « campagne », « périurbain », la qualification du milieu par ses habitants n'allait pas de soi. Parallèlement, je relevai autant des caractéristiques classiquement attribuées en anthropologie urbaine au « *mode de vie urbain* », c'est-à-dire caractéristique des communautés très élargies ; que de celles habituellement attribuées à un « *mode de vie rural et/ou villageois* », c'est-à-dire se déployant au sein de communauté plus restreinte (Hannerz, 1983). L'usage des termes de « ville » et de « campagne » ou de « rural » et d' « urbain » font l'objet de riches discussions dans la littérature sociologique et géographique de l'habiter. Dans l'évolution contemporaine vers « *l'urbanisation croissante du monde* », l'urbanité serait partout et la « *césure ville / campagne* » totalement vaine en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle en France<sup>157</sup>. Si le caractère obsolète de leur opposition franche en termes de pratiques résidentielles, pratiques de mobilités et formes d'habiter a été démontré, demeure encore, voire même davantage depuis que la frontière les séparant s'estompent, l'opposition de ces deux modèles dans les représentations, les identités, les références et les discours (Vanier, 2007). Ces termes continuent d'être utilisés, ils continuent à faire sens pour les habitants. S'ils sont repris ici c'est en prenant au sérieux leurs usages par les acteurs. « *Pour exprimer de manière synthétique les types de milieux de vie qui leur conviennent ou non, les enquêtés usent des termes de "ville" et de "campagne", situant ainsi leur représentations personnelles de l'espace dans les représentations collectives* » (Morel-Brochet, 2012: p.84). Cette référence à la ville ou à la campagne s'appuie souvent sur certains éléments jugés typiques de l'une ou l'autre catégorie. Le milieu lattois comprend effectivement autant d'éléments environnants qui pourraient l'apparenter à la ville comme à la campagne ou encore à un espace périurbain. Dans mon quotidien, je n'ai eu de cesse d'alterner entre des observations

---

<sup>157</sup> Sur cette question, voir l'ouvrage de Jean Viard, « *Nouveau portrait de la France. La société des modes de vie.* » Éditions de l'Aube, collection « Monde en cours ». Janvier 2012. P. 208p.

que j'aurai pu classer dans l'une ou l'autre des deux catégories : « *urbain* » ou « *ville* » versus « *rural* » ou « *campagne* », ou encore « *villageois* »; ainsi que le mettent en mots les habitants. Dans une volonté de description systématique du milieu, si l'on imagine un continuum dont les extrémités seraient ces deux catégories, je n'ai eu de cesse de déplacer le curseur pour situer les observations de terrain. La description de la matérialité du milieu, dans ses éléments naturels et bâtis, va nous permettre ci-dessous de caractériser plus précisément le milieu (section 4.1) tout en prêtant attention aux qualités que ses habitants y trouvent (section 4.2). Nous porterons ensuite notre attention sur les choix résidentiels qui nous permettront de qualifier les trajectoires habitantes locales (section 4.3). Nous pourrions alors questionner les types de sociabilités qui peuvent se déployer dans ce milieu et les trajectoires qui l'animent (section 4.4).

#### 4.1. Ruralité urbaine, urbanité rurale : un milieu hybride

La trajectoire du milieu développée dans la partie précédente (partie 1) a mis en évidence la transformation rapide et récente d'un milieu rural en un milieu plus urbanisé. Ce milieu donne à voir aujourd'hui autant des éléments attachés à l'une ou l'autre de ces catégories. Située en première couronne de Montpellier et à la lisière d'espace naturel d'étangs et de marais, Lattes est un milieu hybride, entre nature et ville. La représentation cartographique de l'occupation des sols (figure 2 p.15) permet de se représenter la répartition des espaces bâtis et des espaces « naturels » de l'environnement lattois donnant à voir le caractère mêlé du milieu entre ville, campagne et marais. La zone nord de la commune (zone commerciale et quartier de Port Ariane) matérialise une tendance « ville », quand la zone sud (zone naturelle protégée, espaces agricoles et quartiers des lotissements sud) la tendance « campagne ».

L'architecture de Lattes-centre se compose de trois éléments principaux : les mas agricoles qui existaient avant 1960, le (tout) petit centre-ville ancien et les quartiers résidentiels. Les bâtiments marquant l'histoire locale, les mas agricoles et le vieux centre, ne sont plus bien visibles aujourd'hui, noyés dans les quartiers résidentiels qui dominent largement le panorama. Le tout petit centre-ville « ancien », peu visible, est composé par le bâtiment de la mairie, l'ancienne chapelle, un ancien mas qui a été restauré et qui sert de local communal et d'un café, l'ancien café de la gare. Sur un rond point du centre-ville est mis en valeur un vestige du « petit train » d'antan qui apparaît dissous dans l'ambiance plus « moderniste » qui entoure. Ces éléments se mêlent à un espace commercial, l'espace Aragon, construit sous l'ancienne municipalité dans les années 1980, disposé autour d'une petite place circulaire avec un petit ensemble d'immeuble en R+4. Plus récemment cette place a fait l'objet d'un projet de réaménagement avec la disparition de l'ancien « foyer rural » pour la construction d'un espace multimédia, l'espace Lattara.



Figure 13: Photos de Lattes-centre (1)  
Église et bâtiment annexe de la mairie (à gauche), rond point centre (au centre) et place Aragon (à droite)  
[S. Durand © 2009.]



Figure 14 : Photos de Lattes-centre (2)  
Espace Lattara (à gauche) et place Aragon (à droite).  
[S. Durand © 2009.]

De la place circulaire a été fait le lien avec le quartier plus récent de Port Ariane qui se fait emblématique de l'urbanité moderniste lattaise.

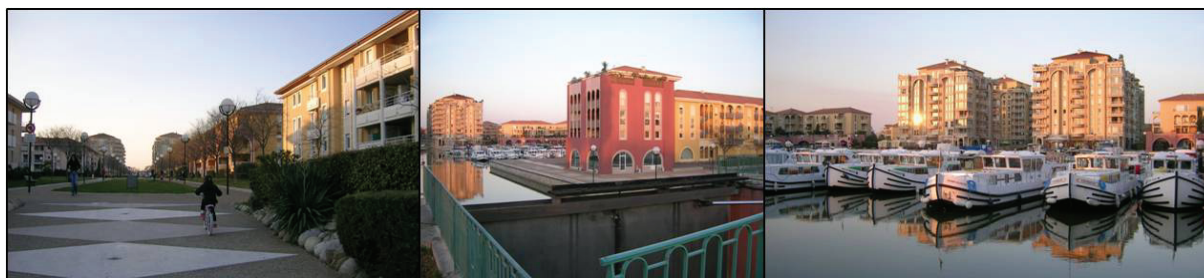


Figure 15 : Photos du quartier de Port Ariane  
[S. Durand © 2009.]

Si l'on exclut ce dernier quartier de Port Ariane, les quartiers résidentiels n'ont pas fait l'objet d'un projet fédérateur architecturalement parlant. Répondant au modèle classique de la maison individuelle avec jardin, des différences apparentes s'expliquent par des constructions qui se sont échelonnées des années 1970 aux années 2000. La représentation ci-dessous permet de localiser les principaux différents quartiers résidentiels de Lattes-centre : Les Filières, La Cougourlude, Fontvin, Le clos Méjean, Les Jardins de plaisance, Port Ariane, (par ordre d'ancienneté).





Figure 16 : Représentation des quartiers de Lattes-centre<sup>158</sup>  
[d'après le plan réalisé par JML Communication ©].

<sup>158</sup> Pour plus de lisibilité, la présentation des noms de quartiers n'est pas exhaustive. Ne figurent pas les noms de quartiers plus petits dont l'usage se raréfie, comme Le village, La Pommeraie, La Closeraie ou les Argonautes. Ils sont englobés dans les autres quartiers aux noms plus courants présentés ici. Les quartiers des Jardins de plaisance et du Clos Méjean sont régulièrement confondus sous le nom de « lotissements Sud ».

L'architecture type des maisons varie sensiblement d'un quartier à l'autre en fonction de son ancienneté. Les premiers quartiers bâtis comprenaient des maisons traditionnelles rectangulaires – dont certaines se composaient d'une habitation en R+1 et de garage en rez-de-chaussée, en lien avec l'inondabilité de la zone – quand les quartiers plus récents sont constitués de maison de type « villa méditerranéenne». Les différents quartiers de Lattes-centre se ressemblent cependant beaucoup lorsque l'on arpente leurs rues, ainsi que nous pouvons le voir sur les photos ci-dessous.



Figure 17 : Photos des rues des quartiers de Lattes-centre (1)  
Clos Méjean (gauche), Centre (milieu) et Jardins de plaisance (droite)  
[S. Durand © 2013].



Figure 18 : Photos des rues des quartiers de Lattes-centre (2)  
Filiès (gauche), Cougourlude (milieu) et Jardins de plaisance (droite)  
[S. Durand © 2013].

Si ce sont les espaces urbanisés qui dominent aujourd'hui le panorama lattois aperçu globalement, en lisière des quartiers Sud et Est de Lattes-centre se situent des espaces de verdure, espaces agricole (Est) ou espace naturel du Méjean (Sud), et certaines caractéristiques « rurales » sont encore bien présentes.



Figure 19 : Photos de la ville – campagne.  
Vue aérienne des Filiès en limite Est de la ville – avec la localisation maison de « l'observation habitante » – (gauche) ;  
limites Sud du lotissement des Filiès et début de la zone naturelle du Méjean (centre) ;  
champ agricole bordant le Sud du quartier du Clos Méjean (à droite) [S. Durand © 2013].





Figure 20 : Photos de paysages lattois.  
Terres du domaine de Fangouse à l'Est (gauche); cigognes en bordure sud du lotissement des Filiès (centre),  
vue sur l'étang du Méjean au Sud (droite). [S. Durand © 2012.]

La proximité à la nature prend corps au travers d'éléments physiques environnants comme le paysage ou les animaux qui le peuplent. Au quotidien, cette proximité se matérialise par des bruits associés à l'idée de la campagne, tel le croassement des grenouilles ou le gazouillis des oiseaux, nombreux dans ce milieu de marais aux portes de la zone naturelle du Méjean. Nous relevons ici que la nature dont il est question est une nature très aménagée. Une nature entretenue et utilisée par l'homme. Les espaces de verdure sont répartis entre la zone naturelle du Méjean, aménagée pour l'accueil du public et des espaces agricoles qui tendent à disparaître, nous y reviendrons. Il n'en reste pas moins que cette matérialité est davantage attaché à la campagne qu'à la ville. La matérialité de l'élément naturel est particulièrement prégnante en ce qui concerne l'eau. En balade vers la zone naturelle, informé de mon sujet d'étude, un ami me rappelait et me disait « *mais comment certains ne peuvent ne pas savoir que c'est inondable : il y a de l'eau partout !* » L'eau est en effet très présente : par les nombreux ruisseaux et les nombreuses roubines qui serpentent dans la ville et ses environs (et dont certaines ont été recouvertes par les routes), mais aussi par la présence de l'étang ou encore la proximité de la mer. L'humidité est ambiante.



Figure 21: Photos de l'eau à Lattes.  
Zone naturelle du Méjean (gauche) ; exemple d'aménagements hydraulique de la plaine (centre gauche) ;  
vue sur la vasque de port Ariane (centre droit) ; martelière pour la gestion hydraulique, rond-point du centre (droite).  
[S. Durand © 2011.]

Ce milieu de vie apparaît donc comme résistant à la dénomination. Forme hybride entre la ville et la campagne, située dans la première couronne de Montpellier, Lattes s'apparente à une banlieue cossue, ne rentrant pas bien dans les qualificatifs courants d'un périurbain subi, ainsi que nous allons le voir. Le qualificatif de « ville – campagne » de Jean-Didier Urbain (Urbain, 2002) qu'il définit comme « *un mode de vie urbain vécu sous les*

*espèces de la campagne* » sied bien à ce tableau « *hybride* » aux attirances entremêlées des modes de vie urbain et rural du vivre ensemble que Lattes offre. L'alternance contemporaine entre espaces urbanisés, d'habitation et de commerce avec des espaces vert, de parcs et de forêts, ou d'espace cultivés formerait une même unité, celui de la « *ville territoire* » (Chalas, 2009). David Mangin parle dans le même sens de « *ville franchisée* » dont les trois moteurs sont la voiture, la maison individuelle et le lotissement, et la place prépondérante des espaces commerciaux et équipements en tout genre (Mangin, 2004) qui sied bien à l'environnement lattois. La confrontation avec les justifications au choix du lieu de vie et les argumentations liées à l'habiter ici vont nous permettre maintenant de préciser la qualification de ce milieu hybride et de dessiner des profils habitants (section 4.2), ce qui permettra ensuite de discuter la nature du lien social associé à cette nouvelle urbanité interrogée par « *la ville desserrée* » (Bordreuil, 2000) lattoise (section 4.3).

## 4.2. Des urbains dans la campagne, des ruraux dans la ville : trajectoires résidentielles

*« Alors... sur la façon dont on est arrivé à Lattes : c'est par le plus grand des hasards [rire] comme tout le monde... »*

[Un habitant]

### *4.2.1. Un mode d'habiter qui allie praticité et tranquillité*

*« Déjà, moi par rapport à mon travail, j'étais à côté de l'autoroute. Ensuite, ben, franchement, il fait bon vivre ici, à Lattes. Finalement, on a trouvé une bonne école, c'est un secteur... C'est sympa... C'est un bon environnement pour les petits déjà... donc... L'environnement de l'école... Après, le village il est bien sympa ... Il y a tout à proximité, nous en plus, on est un peu reculé... On a tout à côté : on a la mer, les sorties d'autoroute, tu veux aller en ville : tu es à 5 minutes, tu veux aller au magasin : tu es à 5 minutes aussi, la mer tu es à 10 minutes... Voilà. La proximité de tout. »*

[Madame Passontan, habitante depuis 3 ans]

Si les habitants de Lattes ne peuvent être réunis sous une même voix pour définir leur commune ou se situer par rapport à elle, ainsi que nous le verrons en suivant, il en est autrement lorsqu'ils sont invités à énoncer les avantages au vivre ici. Sur cette question les habitants livrent des discours beaucoup plus homogènes, ils s'accordent assez clairement sur un certain nombre d'éléments. Dans la manière de décrire leur milieu de vie, des récurrences sont apparues très vite, que ce soit dans le cadre des discussions ordinaires ou des entretiens centrés sur l'habiter d'une manière générale. Les récurrences dans leurs justifications à l'habiter ici sont telles, qu'ils semblent sur ce point au moins former une « *communauté de*

*discours* » (Hymes, 1972)<sup>159</sup>. Les Lattois partagent une même expérience quotidienne de lieu qui leur en fait apprécier des éléments communs. Le « bien vivre ici » apparaît tel que dans le cadre des entretiens menés sur cette question de l'habiter, à la question des inconvénients au « vivre ici », un tiers des personnes rencontrées n'ont pas pu en trouver, même après plusieurs minutes de réflexion. Ils ne trouvaient aucun défaut à énoncer sur leur habiter à Lattes. Cette satisfaction de l'habiter ici se ressent aussi dans le recours fréquent, dans les paroles des habitants, au registre de la chance d'avoir trouvé le logement qu'ils occupent à Lattes. Ceci vaut autant pour des nouveaux venus que pour des « anciens » y revenant après quelques années passées ailleurs. Les arguments peuvent être variés – et sont souvent associés au contexte de très forte pression foncière – mais l'expression d'un fort contentement, « *une pure chance, le pur hasard* » est toujours le même, certains allant jusqu'à invoquer « *le miracle d'avoir trouvé* » compte tenu d'un tel contexte foncier. Les éléments les plus récurrents dans les discours sont ceux qui permettent de décrire un milieu de vie « pratique » et tranquille ainsi que nous allons le voir dans un premier temps de l'analyse.

Les justifications au vivre ici sont énoncées dans le registre des questions pratiques. Parmi celles-ci, la question de la proximité géographique à tout un ensemble de commodités est centrale. Ainsi que l'ont montré nombre de travaux sur les choix résidentiels, la prise en compte des aménités offertes par l'environnement de l'habitation est généralement intégrée dans la construction du bien être résidentiel et participent de l'« *appréciation de l'habitabilité des lieux*. » (Berger, 2012: p.10). La question de la proximité au travail demeure la plus déterminante. Dans un ordre variable mais de manière quasi systématique sont ainsi énoncées dans le dire des habitants les proximités à la ville de Montpellier, à la plage, à l'entrée de l'autoroute, aux centres commerciaux, à l'aéroport, à la gare SNCF et à la nature. Cette question de la proximité est souvent associée aux services disponibles qui lui sont liés. Ces arguments expliquent le bien être résidentiel comme s'ils formaient un capital spatial au vivre ici qui justifie d'y rester. Cette proximité permet une vie quotidienne simplifiée, pratique, où tout est à portée de main. Un cadre de vie facilitant, confortable, où la vie peut se dérouler facilement.

*« Maintenant, et ben, finalement j'apprécie bien. Je suis bien contente d'être ici. Puis y'a quand même tout. Y'a le théâtre à côté. [...] Y'a tous les commerces... euh... y'a le bus qui est tout prêt. Y'a le marché le dimanche matin... euh... y'a... euh... je veux dire... on peut tout faire à pied quoi. Je veux dire... Mis à part le supermarché un petit peu plus loin, mais je veux dire, si on veut... si on n'a pas de voiture c'est... c'est vivable aussi.*

*Si je vous demande les avantages de vivre ici, c'est justement cette proximité ?*

*Ah ben c'est la proximité de tout, c'est la tranquillité, tout en étant près de la ville. Moi, Montpellier, j'y vais très peu [...] Quand y'aura le tram, oui. Je peux le prendre à 5 minutes*

---

<sup>159</sup> Hymes D. (1972). *Models of the interactions of language and social life*, dans Hymes D. et Gumperz J. (eds) *Directions in sociolinguistics*. New-York: Basil Blackwell. Cité par Eliasoph (2010 : p. 41).

*là, et, avec le tram oui on pourra aller [...] Oui, c'est très... C'est très intéressant d'habiter ici quand même. Parce qu'on est loin de rien. On a l'autoroute à côté, on a l'aéroport à côté, la gare, 5... 7 minutes pour aller à la gare, l'aéroport pareil, 5 km, euh... les hôpitaux, enfin, la clinique du Millénaire plutôt, parce que les hôpitaux, ils sont loin. »*

[Madame Nianaud, habitante depuis quatre ans.]

Ces arguments sont largement repris dans la communication de la Ville. Cette question de la proximité figure comme l'un des principaux arguments marketing au « bien vivre ici ». Lors du discours annuel de bienvenu aux nouveaux arrivants lattois en mars 2010, le maire introduisit son discours par : « *Vous allez être des habitants heureux !* », argumentant son propos par la situation géographique : à dix minutes de la plage, à dix minutes de Montpellier. Plusieurs exemples glanés dans l'observation participante témoignent d'un engagement fortement valorisé de la Mairie pour la mise en place de services de qualité (école, transport, services urbains comme la mise à disposition d'espace culturels, sportifs...) et le gage d'une vie agréable, en toute sécurité. La commune de Lattes est connue pour les nombreux services dont elle bénéficie. L'équipe municipale valorise cette diversité de l'offre de services. L'arrivée du tramway, la construction d'une halle des sports, d'une médiathèque, d'une maison des associations, la réfection du gymnase du collège, la construction d'une piscine, les aménagements de la zone naturelle protégée, le développement des pistes cyclables... sont autant de services mis en place et valorisés par la municipalité durant l'enquête de terrain. Cette « offre communale » est enrichie de part son inscription dans l'Agglomération (dont, pour rappel, le maire de la commune est le vice-président) et le Département (dont le maire de la commune est conseiller). La ville de Lattes, avec son port de plaisance, son musée archéologique, son espace naturel protégé enrichie l'image de Montpellier Agglomération et bénéficie de son soutien. Outre le cadre de vie entre mer et ville qu'elle permet, la commune de Lattes offre un confort de vie au quotidien pour ses habitants. Ce confort est régulièrement vanté, et continuellement en voie d'amélioration. Dernièrement, par exemple, fut mis en place un journal télévisé local, diffusé hebdomadairement dans différents lieux publics et commerçants de la commune. « *La première commune de France à avoir son propre journal !* » déclarait le maire lors de son discours pour les vœux de début d'année 2010. La première édition (comme les suivantes), diffusée le soir des vœux du maire vantait ce que faisait ou allait faire la commune par un défilé d'images : le feu d'artifice, la fête votive, les différentes compétitions sportive familiale organisée par la Mairie, la farandole des associations, le patinage artistique, le théâtre, les concerts, l'épicerie sociale, les pistes cyclables, le nouveau sentier accessible à tous dans la zone naturelle du Méjean, etc. L'offre communale est très riche. Les années d'observations habitantes ont permis de prendre la mesure de ce confort de vie au quotidien ; particulièrement pour les familles avec une offre très riche d'activités pour les enfants. La Commune s'engage (et le met en valeur) auprès des écoles et à leurs abords en mettant en place de nombreuses activités extra scolaires (accueils périscolaires, stages sportifs, camps d'été, etc.), en œuvrant pour la qualité des repas qui y sont distribués, ou

encore par une participation financière importante au coût de fonctionnement des écoles et des associations culturelles et sportives. L'engagement pour l'enfance et le bien être des familles était un des thèmes de campagnes de Cyril Meunier ; parallèlement à celui de la mise en sécurité vis-à-vis de l'inondation. Force est de constater que selon les habitants, les promesses ont été tenues. Tous les habitants avec qui j'ai pu échanger sur la gestion communale, y compris chez ses opposants politiques, reconnaissent les nombreux apports en termes de confort et de services de la politique communale menée par Cyril Meunier depuis 2001. Que ce soit par l'engagement municipal fort pour la mise en place de services ou celui garantissant un haut niveau de sécurité aux habitants, que nous aborderons dans le chapitre suivant, cette manière de conduire la politique locale vient répondre aux attentes fortes des habitants en termes de confort de vie.

Par ailleurs, l'urbanisme de « *taille humaine* »<sup>160</sup> défendue par l'ancienne municipalité et qui a déterminée les formes de son urbanisation est encore souvent cité aujourd'hui. Cette expression est encore utilisée aujourd'hui pour vanter les mérites de la ville par les habitants et l'équipe municipale. La tranquillité de vie que permet cet environnement lottois est très souvent utilisée pour en faire l'apologie. Cette tranquillité est évoquée dans le sens d'un ordre sonore, avec de fréquentes références au calme :

*« Alors après le... l'autre avantage que l'on trouve nous, c'est le calme. C'est quand même bien plus calme que là où on était à Montpellier. La structure maison, déjà, c'est calme. Parce que en appartement, moi j'ai souvenirs de premières nuits où on se réveillait parce qu'il n'y avait pas de bruits. Tu n'entendais pas le bruit de l'ascenseur, pas le bruit... Donc ça, c'était marrant. Et après, dans le fonctionnement, c'est vraiment... c'est vraiment d'être au calme. Le fait que ce soit... Si tu veux, le matin tu te lèves, tu entends les oiseaux... Puis tu as de la verdure. Ça c'est appréciable aussi. Cela manque un peu en ville. »*

[Monsieur Jisaiti, habitant depuis 1 an]

La rhétorique autour de la praticité du lieu au quotidien et de sa tranquillité dresse un tableau d'un vivre à Lattes paisible et confortable. Paradoxalement, alors que ce milieu avait été choisi comme terrain en ce qu'il est une zone exposée au risque inondation : les habitants le qualifiaient plutôt comme un lieu de quiétude.

*« La première année, j'avais l'impression d'être en vacances, tout le temps ! D'être réveillée par les oiseaux aussi ! Moi j'avais l'habitude d'être réveillée par les klaxons des voitures ... Par tout ce bruit de la ville, c'est quelque chose que je ne supportais plus, je saturais, vraiment. Oui, donc des petites choses très simples, un oiseau qui te réveille... Ce calme ! La première année c'était surtout ça ... ne pas entendre... Tu sais, ce silence ! Ne pas avoir un bruit de fond, régulier, au début c'était même bizarre... Non, mais je trouvais cela agréable, vraiment. C'était étonnant au début, j'arrivais à m'en demander s'il y avait des gens qui habitaient dans le coin [rire] et au final... cela me va ! »*

[Madame Algebain, habitante depuis 2 ans.]

---

<sup>160</sup> Cette orientation de l'urbanisme local a été évoquée précédemment, se reporter à la partie 1, section 2.3.

Ainsi, dans la présentation de la ville tout comme dans le ressenti des habitants se mixent l'argument de proximité aux différents services de Montpellier Agglomération, que « l'ouverture » de la nouvelle équipe municipale a permis, à celui de la tranquillité de vie associée davantage à la rhétorique de l'ancienne municipalité. Nous retrouvons ici encore un élément alimentant la difficile qualification du milieu exposée plus haut. Associé au fait que la localisation soit « pratique », la disponibilité des services étant plutôt associée au milieu de vie urbain, vient l'argument de la tranquillité de vie, tout aussi récurrent, davantage l'apanage des milieux de vie ruraux.

#### 4.2.2. Des trajectoires résidentielles marquées par la mobilité

« Si cela ne plaît pas, ce n'est pas compliqué : un panneau à vendre et on s'en va ! »

[Un habitant rencontré lors d'une balade sur la digue.]

Les données statistiques disponibles sur les anciennetés d'aménagement des Lattois ainsi que le taux de renouvellement observé traduisent des trajectoires résidentielles locales marquées par la mobilité. Dans les représentations graphiques des statistiques résidentielles ci-dessous, nous voyons que plus de la moitié de la population lattoise y habite depuis moins de dix ans (figure 22). Seul 20.8% de la population y est établi depuis plus d'une génération (figure 23).

	Nombre de ménages	Part des ménages en %	Population des ménages	Nombre moyen de pièces par logement	Nombre moyen de pièces par personne
<b>Ensemble</b>	<b>13 967</b>	<b>100,0</b>	<b>30 054</b>	<b>3,8</b>	<b>1,8</b>
Depuis moins de 2 ans	2 281	16,3	4 479	2,9	1,5
De 2 à 4 ans	2 782	19,9	5 839	3,2	1,5
De 5 à 9 ans	2 971	21,3	6 808	3,7	1,6
10 ans ou plus	5 933	42,5	12 928	4,4	2,0

Source : Insee, RP2009 exploitation principale.

Figure 22: Données statistiques sur l'ancienneté d'emménagement à Lattes (1)  
[Chiffres 2009. Source : Insee, recensement de la population, mis à jour le 28 juin 2012].



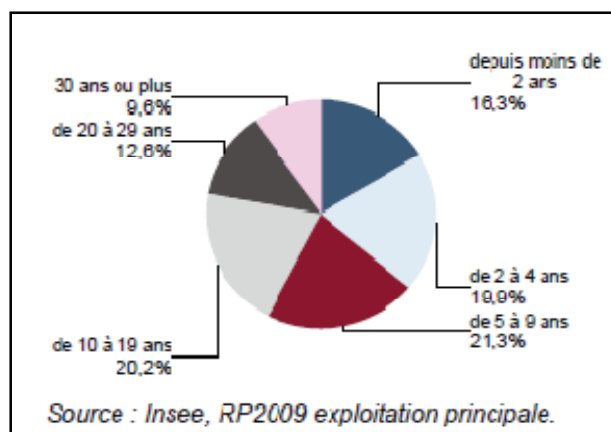


Figure 23 : Données statistiques sur l'ancienneté d'emménagement à Lattes (2)  
[Diagramme circulaire, chiffres des ménages 2009. Source : Insee, recensement de la population, mis à jour le 28 juin 2012].

Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, la population lattoise a connu une augmentation forte et récente. Aujourd'hui, quand bien même la croissance démographique s'est ralentie, le renouvellement y est important et continue d'alimenter la redistribution des appartenances locales. Le démarchage constant des nombreuses agences immobilières de la commune<sup>161</sup> et le nombre importants de pancarte « à vendre » ou « a été vendu » que l'on peut voir en sillonnant les quartiers témoignent de ce renouvellement partiel mais permanent des habitants. Les propos du facteur ont également confirmé ce fait à propos de changements constants qui compliquent la distribution du courrier, particulièrement sur le quartier de Port Ariane qui offre la principale part du parc locatif de la commune. Ce renouvellement est expliqué par les habitants par des raisons professionnelles (mutations) et familiales, avec l'augmentation du nombre de divorce notamment.

Dans ce contexte de mobilité, une des premières caractéristiques du vivre à Lattes est qu'il constitue un choix à priori peu contraint. Les personnes qui habitent ici l'ont choisi parce qu'il correspondait à ce qu'ils recherchaient précisément et ils pourraient en partir s'ils le désiraient. Le choix du lieu de résidence est réfléchi, argumenté.

*« Puis après, il y a le choix de région. [...] On avait deux régions que l'on avait en tête on avait ou le Bordelais ou le Languedoc-Roussillon. [...] Mais cela faisait parti des choix que de n'être pas loin de la mer. Ou de l'océan, je m'en fichais, mais de l'eau pas loin. [...] Le fait que ce soit... si tu veux, le matin tu te lèves, tu entends les oiseaux... puis tu as de la verdure. Ça c'est appréciable aussi. Cela manque un peu en ville. D'ailleurs l'achat que l'on avait fait [à la résidence des] pins, c'était les arbres. On avait acheté parce qu'il y avait des arbres. On s'était dit, bon, on va retaper, mais s'il y a de la verdure, on prend. On ne voulait pas d'un truc où tu vas te retrouver à 2 mètres d'une fenêtre... Enfin, je ne sais pas, si tu vas te balader du côté d'Antigone<sup>162</sup>, on avait regardé à un moment, mais c'est pareil,*

<sup>161</sup> Durant les quatre années de vie sur le terrain j'ai accumulé un nombre important de prospectus d'agences immobilières. Rares étaient les semaines où il n'y en avait pas dans la boîte aux lettres.

<sup>162</sup> Quartier de Montpellier très inspiré par l'architecture grecque où le minéral domine très largement, construit à partir de 1978 par l'architecte Ricardo Bofill.

*déjà on trouvait que c'était hors de prix, et on trouvait que c'était inhumain, t'as... Au niveau de l'architecture, c'est joli, tu te dis, il a pensé à des perspectives... Il a ... Il y avait un projet. Mais au niveau vie humaine, je trouvais que c'était un peu... [il hésite]... un peu aride, quoi. Tu as un seul parc... tout petit, quasiment pas d'arbres. Pas de verdure, puis bon t'es à 2m50 de ton voisin quand tu ouvre la fenêtre, quoi. Donc, ça c'est dommage. Donc ça, ici, c'est bien. »*

[Monsieur Jisaiti, habitant depuis 1 an.]

Ce choix délibéré ne s'est pas forcément fait pour le milieu lattois spécifiquement. Régulièrement, dans les demandes de justification au vivre ici dans les entretiens, est revenue la question du « *hasard* ». Souvent prédéterminé par une mutation professionnelle, la recherche de logement s'est arrêtée sur Lattes comme elle aurait pu s'arrêter sur un autre quartier du sud de l'agglomération montpelliéraine. La maison et le quartier choisis répondaient aux critères recherchés, mais ce choix n'était pas particulièrement motivé par le fait que ce soit « Lattes », cela aurait pu être ailleurs.

*« Et comment vous avez choisi? »*

*Le pur hasard. [...] Donc, je n'ai pas choisi Lattes en fait. Ça pas été un choix... ça a été le choix de l'appartement et de l'environnement. Je n'ai pas dit « je veux habiter à Lattes pour telles et telles raisons ». [...] En fait c'est l'appartement que... que je voulais. Voyez c'est... Je recherchais un appartement avec une grande terrasse, je voulais un garage et je voulais... [elle hésite]...une vue, une vue agréable quoi. »*

[Madame Nianaud, habitante depuis quatre ans.]

Ainsi, le choix d'habiter ici ne s'est pas forcément fait pour Lattes précisément mais plutôt pour les caractéristiques que son habitat propose. Ce choix ne s'argumente cependant pas du tout de la même manière pour tout le monde. Les argumentations font ressortir l'hybridité du milieu, entre ville et campagne.

#### *4.2.3. Des choix résidentiels aux motivations contrastées, des vécus du milieu différenciés*

*« Lattes, c'est la ville. »*

[Un habitant.]

*« On est bien ici, comme à la campagne. »*

[Une habitante.]

Pour certains habitants le choix de vie à Lattes a été motivé par un environnement qu'ils qualifient eux d'urbain. Ainsi, par exemple, alors que je discutais des motivations à avoir emménagé ici avec un papa qui, comme moi, accompagnait son enfant au karaté, il me répondit qu'ils voulaient quitter la campagne et qu'ici, et bien « *c'est la ville* ».

Pour d'autres, plus nombreux, c'est à l'inverse la tendance « campagne » de Lattes qui motiva leur installation. La proximité à la nature fut l'une des raisons motivant le choix du lieu de résidence que l'on me cita le plus régulièrement. Pour beaucoup, la proximité de la nature, en opposition à l'agitation de la ville, est associée à la tranquillité de vie, ainsi que le met en mots une habitante ci-dessous.

*« Un choix aussi au niveau de la qualité de vie. Ça correspondait aussi à... un moment où on avait envie d'avoir des enfants, [...] Avec des enfants, non on s'y voyait pas [en ville], on avait envie de quelque chose... où on puisse sortir... Enfin proche de la nature en fait. »*

[Madame Partais, habitante depuis 7 ans sur le départ.]

Des rapports à la nature s'expriment à travers le regain d'intérêt pour ce qui fait « campagne », mais aussi à travers la quête d'un accès à la nature, notamment en ville<sup>163</sup> (Frileux, 2012; Paris, 2012). Cet environnement de nature est souvent mobilisé pour justifier d'aimer vivre là. Lorsque les raisons de l'installation ou les avantages de la vie à Lattes sont évoqués, c'est en effet d'abord bien cette « *la proximité à la nature* » (ou encore plus spécifiquement la proximité des étangs, ou la proximité de la mer) qui apparaît, souvent par la « *recherche de la tranquillité* », « *du calme* », les trois étant très souvent associés. J'observais régulièrement des scènes traduisant les caractéristiques d'un milieu dit « rural » (Mathieu, 1990). Ainsi, une après-midi d'automne 2009 où, travaillant à la maison, des bruits de sabots m'avait fait relever la tête pour apercevoir par ma fenêtre trois chevaux camarguais en plein galop dans ma rue, qui avaient dû s'enfuir de l'une des parcelles de pâturage en lisière du quartier. Un matin de printemps 2010, alors que je me rendais à mon bureau en voiture empruntant la route qui longe le quartier de Port Ariane, j'aperçus deux jeunes en train de pêcher dans l'un des petits canaux serpentant entre les maisons individuelles. Nombreuses de mes observations permettent d'enrichir ce tableau de « vie à la campagne ».

D'autres associent plus facilement Lattes à un quartier périurbain de Montpellier et disent apprécier la vie à Lattes justement pour cet entre-deux entre ville et campagne. Cette forme d'hybridité entre rural et urbain peut ainsi se retrouver de manière heureuse dans les dires d'un individu, comme l'illustre les extraits de l'entretien cité ci-dessous. Cet habitant alterne plusieurs fois dans la discussion entre les deux qualificatifs de ville et de village, tout en étant partagé sur les avantages et les inconvénients attachés de manière stéréotypique à ces deux modes de vie. Au final il semble que ce soit justement cette forme hybride qui lui convienne où le risque de la vie de village qu'il voit dans un étouffement des relations sociales est justement évité ici où la communauté, élargie, permet une diversité relationnelles.

---

<sup>163</sup> Sur cette question de la nature en ville, voir notamment la thèse de Hucy Wandrille, dirigée par Nicoles Mathieu et Yves Guermond, « *La nature dans la ville et les modes d'habiter urbain. Expérimentation sur l'agglomération rouennaise* » soutenue à l'université de Rouen en 2002.

« Et donc, maintenant que vous êtes installés ici, quels sont les avantages que vous voyez à la vie à Lattes ?

*La vie de village, tout ça, nous on aime bien. [ ...] A Lattes, tu connais les gens. Tu sais qui fréquentent tes enfants, si tu as des affinités... ben, tu crée de nouveaux liens. C'est bien. Enfin, moi cela fait parti des points positifs. Après... moi je ne sais pas si on peut vraiment dire que Lattes c'est un village. Parce que bon... il y a 18 000 habitants, à peu près... Et bon... ça se construit encore. [ ...] À plus long terme, quand on y sera depuis plus longtemps peut-être que le côté village sera aussi un inconvénient [ ...] pour l'instant cela ne pose pas de problème parce que tu as du flux, il y a des gens qui viennent, qui vont, en termes de flux démographique. »*

[Monsieur Jisaiti, habitant depuis 1 an]

Le périurbain, la ville ou la campagne ne signifient pas la même chose pour tout le monde. Là où le milieu lattois pourrait procurer un sentiment de tranquillité de vie de village pour les personnes qui précédemment vivaient en milieu urbain et se sont installés à Lattes en faisant le choix de l'éloignement de la ville vers « la campagne »; il pourrait a contrario procurer un certain malaise chez les personnes ayant jusque là habité en milieu plus rural et ne trouvant finalement pas à Lattes véritablement les caractéristiques « rurales » qu'ils pensaient y avoir retrouvé, plus à proximité de la ville. Les personnes installées de longues dates quant à elles, regrettent un développement vers davantage de caractéristique de l'urbain, qui ne correspond pas à ce qu'elles avaient choisi comme milieu de vie lors de leur installation il y a trente ou quarante ans, ou s'éloignant de leurs souvenirs d'enfant pour ceux y ayant grandi. Cette question rejoint alors le sujet de la transition du rural vers l'urbain de ce milieu, avec le rapport entre les anciens, de tradition rurale et les nouveaux, de tradition plus urbaine. Quand les premiers vivent ce milieu pour ce qu'il est, les seconds reproduisent un mode d'habiter plus urbain ici. Sencébé et Hilal (2002) ont ainsi noté une différence du vécu du périurbain entre « *les périurbains habitant la campagne à l'abri de la ville pour lesquels les lieux font liens et ceux qui habitent la campagne proche de la ville pour lesquels les lieux font lieux* » (2002, cité par Berger, 2012). Morel-Brochet (2007) a montré que les espaces périurbains sont plus fréquemment associés à la campagne par opposition à la ville. Pour Althabe<sup>164</sup> (1993 : p.50) l'habitat périurbain est conçu comme un espace de loisirs en rupture avec l'espace urbain dominé par le travail. La dominance du registre « ludique » que nous observons sur le terrain – et que nous détaillerons plus loin – pousse à inscrire Lattes dans cette lecture. Au-delà des nombreuses positions théoriques pour qualifier le mode de vie dit « périurbain » ici ce qui retient l'attention c'est la difficulté à qualifier le milieu de vie en première couronne d'une grande ville. Cette difficile qualification fait état de sa malléabilité, son changement de formes récents et encore en cours. Milieu à la tranquillité villageoise pour certains, où l'on connaît ses voisins et où la campagne est omniprésente, il est vu comme résolument urbain par d'autre, où connaître ses voisins devient de plus en plus difficile et où les aménagements

---

<sup>164</sup> « *La résidence comme enjeu* », dans Althabe G., Marcadet C., de la Pradelle M., Sélim M (dir.), *Urbanisation et enjeux quotidiens*, Paris, l'Harmattan, 1993, p.13-69 ; cité par Langumier (Langumier, 2012: p.149).

de la ville prennent le pas sur la végétation. Une des hypothèses explicatives de ces qualifications changeantes du milieu pourrait résider dans la diversité des trajectoires habitantes. Les points de vue varieraient en fonction de la durée de vie ici. Ainsi que l'a démontré (Morel-Brochet, 2007) dans une étude comparative sur les modes d'habiter périurbain, à la ville ou à la campagne, l'histoire habitante des individus, leur « *sensibilité géographique singulière* » (Morel-Brochet, 2012: p.70) c'est-à-dire les éléments de l'histoire personnelle qui forment le rapport à l'habiter, influencent fortement les représentations et comportements en matière d'habitat. S'intéresser aux trajectoires habitantes, questionnant l'identité locale et leurs liens au milieu va ainsi nous permettre maintenant de qualifier plus précisément les profils habitants lattois.

#### 4.2.4. Profils d'habitants selon leur trajectoire habitante

« *C'est une chance de vivre à Lattes.* »

[Un habitant.]

Dix profils d'habitants vont être présentés ci-dessous. Ils conservent (à peu près) la proportion entre anciens et nouveaux venus. Dans cette présentation, nous nous intéresserons aux informations en lien avec leurs trajectoires résidentielles<sup>165</sup>. Les habitants ont été sélectionnés en ce qu'ils sont considérés comme relativement « représentatifs » des différents profils rencontrés.

##### **Monsieur Natura : un natif passionné par l'environnement naturel lattois**

Monsieur Natura est issu d'une famille d'immigrés espagnols ayant fuit le régime totalitaire de Franco et venus travailler dans les fermes de la commune. Ses parents étaient agriculteurs. Il a découvert le marais en l'arpentant enfant avec son père, chasseur et pêcheur, qui l'y a initié. Très attaché à Lattes, il défend une identité lattoise forte. Revenu au pays pour des raisons familiales après quelques années à l'étranger, il n'envisageait pas de pouvoir vivre ailleurs qu'ici.

##### **Monsieur Lacustran : un natif de la région qui « vit le marais »**

Monsieur Lacustran « *habite le marais* ». Il travaille sur les terres qu'avait achetées son père. Il a toujours travaillé ici mais n'y habite que depuis une dizaine d'année. Sa famille est originaire de la Camargue, il connaît très bien ce milieu de marais dans lequel il se sent bien. Habitué à vivre au rythme de l'eau, il critique les nouveaux venus qui s'établissent ici sans connaître le fonctionnement naturel du milieu.

---

<sup>165</sup> Pour les caractéristiques sociologiques classiques se reporter au descriptif des enquêtés, annexe 2.

### **Monsieur Bourbieron : un natif très attaché**

Monsieur Bourbieron, retraité du secteur agricole est né à Lattes. Sa famille est établie ici depuis sept générations. Il habite une grande maison familiale sur les terres de ses aïeuls. Passionné par l'histoire de la ville, il est intarissable à son sujet. Il se remémore avec nostalgie ses souvenirs d'enfant lors d'inondations de la plaine. Il dit être très attaché à Lattes et pense cet attachement dépendant de la connaissance fine qu'il en a. Il regrette que les nouveaux habitants ne fassent pas l'effort d'apprendre à connaître davantage le milieu.

### **Monsieur Jisaiti : un nouveau-venu très intégré**

Monsieur Jisaiti habite depuis peu une maison individuelle avec jardin. Il a choisi Lattes pour le compromis entre vie de village et vie urbaine qu'il permet. Précédemment, il était locataire d'un appartement en résidence à Montpellier. C'est en désirant devenir propriétaire qu'ils ont recherché avec sa femme un logement sur Lattes. L'ambiance plus conviviale qui s'en dégage les aurait convaincus par rapport à la tendance sécuritaire des résidences en ville. Le choix s'est également fait pour la proximité à la belle-famille et à la mer ainsi que pour la qualité des services proposés par la commune, notamment en ce qui concerne la scolarité et les activités des enfants.

### **Madame Partais : une nouvelle-venue « de la ville » qui ne s'est pas ancrée**

Madame Partais a habité une maison avec jardin dans le quartier des Jardins de plaisance. Elle habite Lattes depuis sept ans. Mariées et mère de deux jeunes enfants, elle ne travaille plus depuis leur installation ici et s'implique dans la vie associative. Originaires de la région lyonnaise, elle est venue s'installer dans la région suite à la mutation de son mari dans le secteur. Tous deux amoureux de la nature et de grands espaces, ils étaient très attirés par la Camargue. Dans le même temps, ayant longtemps vécu en appartement en ville, ils aiment la vie urbaine. Elle raconte avoir eu le coup de cœur pour Lattes qui réunissait cette « *modernité et la proximité aux étangs et à la mer* ». La tranquillité de vie qui semblait y régner les a séduits. Mais depuis, ils sont revenus sur leur idée. Ils n'arrivent pas à se sentir bien ici. La proximité à la nature fait voir des inconvénients (humidité, moustiques). L'inscription croissante de la ville dans l'agglomération les fait présager que la vie va y devenir de plus en plus « *urbaine* » et ils souhaitent demeurer en retrait, plus à la campagne. Et surtout, ils trouvent les relations interpersonnelles trop distantes ici, ils ne se sont pas vraiment fait d'amis. Locataires, ils cherchaient à acheter. Ils ont recherché dans le coin mais en désirant quitter Lattes. Ils viennent de signer un compromis de vente pour une maison dans un village voisin, ils doivent déménager dans quelques mois et en sont ravis.

### **Madame Paroissi : une nouvelle venue retraitée qui apprécie la tranquillité et la localisation**

Madame Paroissi habite à Lattes depuis cinq ans. Elle est venue s'installer ici pour sa retraite. Originnaire de Normandie, c'est la localisation de ses enfants dans le Sud qui l'a motivée à

changer de région. Pour le même prix que sa grande maison en Normandie elle a pu s'en offrir une beaucoup plus petite ici. Son choix a été déterminé par la correspondance entre ses envies et la localisation de l'une de ses filles. Lattes lui permettait d'être proche de l'hôpital, de la mer, de la gare. Le calme que proposait le quartier a été déterminant dans le choix de cette maison. Elle se plaît beaucoup ici. Si elle regrette le peu d'animation de la ville, elle trouve que la vie s'y déroule paisiblement, et surtout, elle en apprécie le calme.

### **Madame Passontan : une nouvelle-venue originaire de la région qui ne s'y plaît pas**

Madame Passontan est habitante depuis trois ans. Elle loue une maison avec jardin rive droite avec son conjoint et leurs deux enfants. Le choix de la maison s'est fait en fonction d'un rapport entre les prestations offertes (maison neuve, jardin) et le prix ; ils cherchaient autour de Montpellier. Ils aimeraient pouvoir acheter mais c'est bien trop cher pour eux « *dans le coin* », ils cherchent dans un rayon plus large, mais « *c'est difficile* ». Elle n'aime pas du tout la vie à Lattes; elle n'y a pas développé de relations amicales.

### **Monsieur et Madame Commubain : des « *ancrés* » qui apprécient le modèle périurbain**

Monsieur et Madame Commubain habitent ici depuis vingt ans. Ils ont acheté un terrain sur lequel ils ont fait construire leur maison. À l'époque, ils recherchaient plutôt un appartement en ville mais avait finalement opté pour le calme que promettait un « *pavillon en banlieue* ». La question de la proximité au travail du mari avait participé de leur décision. Lattes proposait une proximité à la ville et à la nature qu'ils appréciaient et apprécient encore. Adeptes du vélo ils aiment par-dessus tout pouvoir accéder à la nature comme à la ville en pédalant. Ils se sentent bien dans leur maison et dans leur quartier, même s'ils regrettent que peu à peu les voisins changent. Ils ont développé des relations d'amitiés avec certains d'entre eux, notamment parce qu'ils ont construit en même temps, ainsi qu'à travers les activités associatives. Ils ont participé quelques temps à la vie politique locale avant de s'en retirer parce que cela ne leur convenait plus. Très impliqués il y a quelques années dans la vie scolaire et associative de leurs enfants, ils continuent d'être actifs dans des associations de la commune. Dans le cadre de cette activité, ils disent regretter la montée de l'individualisme et le désengagement de la vie publique qu'ils constatent. Ils ne se sentent pas vraiment en phase avec les nouveaux habitants qu'ils jugent trop « *embourgeoisés* ».

### **Madame Nianaud : une nouvelle-venue retraitée originaire de la région**

Madame habite un appartement de Port Ariane dont elle est propriétaire depuis quatre ans. Originaire de Montpellier, elle a vécu pendant 25 ans en ville, à Lyon. À la retraite, elle désirait revenir dans la région pour être à proximité de sa maman. Elle n'avait pas spécialement choisi Lattes, sa recherche se faisait sur toute l'agglomération de Montpellier. Ce sont les prestations offertes par l'appartement qui l'ont convaincu. Elle trouve le quartier de Port Ariane très beau, même si elle regrette qu'il ne soit pas davantage animé. Elle se sent bien dans son logement mais ne se sent pas particulièrement intégrée à la vie lattoise. Elle n'y

a pas beaucoup développé de relations, excepté dans l'association culturelle dont elle fait partie. Elle dit avoir eu « *du mal à se refaire ici* ». Elle est assez critique du type de relations sociales de Lattes, qu'elle trouve très superficiel. Elle critique la « *mentalité* » du coin où les gens seraient peu enclins à tisser de nouveaux liens.

### **Madame Algebain : une nouvelle venue qui s'y plaît**

Madame Algebain habite le quartier des Jardins de plaisance depuis deux ans avec son mari et ses deux enfants. Ils ont acheté une maison avec jardin pour laquelle ils ont eu le coup de foudre. Originaires de Paris et après y avoir vécu en appartement quelques années, son mari a demandé sa mutation dans une plus petite ville : ils aspiraient à un mode de vie moins stressant, un cadre de vie plus tranquille au quotidien avec les enfants. Le choix de Montpellier est un pur hasard mais cela convenait bien car ils y avaient de la famille. Une proche qui vivait sur Lattes au moment de leur recherche de logement leur a dit : « *Si vous devez être à proximité de Montpellier, de l'aéroport, de la plage, l'idéal, c'est Lattes* », ils ont suivi son conseil et recherché ici, bien qu'en première idée ils désiraient plutôt habiter un petit village. Mais leurs recherches dans ce type de commune ne les a pas convaincu, la vie n'y était « *pas pratique* ». Ici tout est aménagé pour faciliter le quotidien, particulièrement avec des enfants. La vie lattoise les a séduits. Le quotidien y est très agréable avec les enfants. Ils se déplacent beaucoup à vélo, apprécient de vivre beaucoup dans le jardin grâce au climat et trouvent l'ambiance très paisible. Au début, elle s'y sentait tellement bien qu'elle avait le sentiment d'être en vacances tout le temps. La situation entre Montpellier et la mer est parfaite pour leurs activités professionnelles et de loisirs. De plus, contrairement à ce qu'elle pensait a priori pour cet espace résidentiel, elle a développé des relations autour des activités des enfants. S'ils ne connaissent pas tous leurs voisins, et n'ont même jamais vus certains d'entre eux, ils ont désormais un petit réseau de connaissances et d'amis à Lattes. Elle n'a pas trouvé d'inconvénient à habiter ici pour répondre à ma question.

Les argumentations des lattois sur leur lieu de résidence mettent en évidence la grande liberté de choix qui l'a préfiguré. Les habitants ont eu le choix de s'installer et en ont tout autant pour repartir. Dans cette liberté, le choix ne s'est pas forcément arrêté sur un lieu mais plus souvent sur les prestations offertes par le bien ou son environnement direct. La justification du choix peut se faire tout autant par une rhétorique de la ville que par une rhétorique de la campagne, confortant le caractère hybride du milieu que l'observation de sa matérialité traduisait.

La « *ville desserrée* » qualifie les territoires en formation de nos sociétés contemporaines où la mobilité caractérise la vie urbaine. Dans cette idée de la « *ville desserrée* », Samuel Bordreuil (Bordreuil, 2000) interrogeait le lien social qui correspond à ces nouvelles formes d'urbanité. Si cette mobilité, qui exalte la figure du citadin comme « *être de locomotion* »



(Joseph, 2000), a toujours été partie prenante du mode de vie urbain, sa transformation dans les « bassins de trafics » aurait des effets sociaux importants. Dans cet espace urbain moins dense, le déphasage entre résidence et territoire qui s'y développe produit « *une ville archipel, (...) un espace clivé dans lequel émergent des îlots résidentiels, des enclaves, fondés sur la sérialité et sans d'échanges au milieu* » (p. 177). Pour Samuel Bordreuil, dès lors, ni le prisme du territoire, qui relie la construction identitaire aux modes d'appropriation territoriale, ni le « *prisme des côtoiements* », centré sur l'analyse de la diversité des situations d'engagement dans les espaces publics ne parviennent à rendre compte des effets sociaux de ce desserrement de la mobilité : « *Les graphes de mobilité sont [...] moins centralisateurs que par le passé. Ainsi non pas la mobilité, ni le desserrement, mais la mobilité desserrée peut ouvrir la possibilité d'un tri socio-spatial des mobilités. Pour aller du faubourg au village, au "centre central" via les centres secondaires, [...] il n'y avait pas plusieurs chemins. Ce "grand collecteur" des mobilités que tous devaient emprunter structure moins que par le passé les cheminements. Il y a place pour une "ventilation" sociale des trajets. Les bassins de trafic feraient se chevaucher des courses qui ne se croiseraient plus guère, dérochant les mobiles à leur exposition mutuelle. À l'horizon pointe la figure d'une nouvelle hyperclasse, dont la vitesse serait le seul territoire [...]. La circulation, autant que la sédentarité, fabriquerait du territoire.* » (p. 179) Le partage d'un même lieu de résidence ne joue plus un rôle aussi important qu'autrefois dans la construction des identités et les rencontres se font de plus en plus rares et incertaines et « *coproduire l'espace commun comme hospitalier exige alors plus de la part des acteurs* » (p. 179). La quête d'identité tant sociale que territoriale qui se donne à voir à Lattes tend à amener de l'eau au moulin de cette analyse ainsi que nous allons le voir dans la continuité de ce chapitre.

#### 4.3. Des liens au milieu différenciés par le temps qui prédisposent les liens aux autres : des attaches à l'ancrage

« *On lève l'ancre plus facilement que l'on ne coupe des attaches* »

(Sencébé, 2007: p.6)

Dans un premier temps, il ne m'était pas apparu pertinent de questionner une éventuelle opposition *anciens / nouveaux venus* sur ce terrain. Cette opposition est classiquement associée dans la littérature aux « *communautés traditionnelles* », entendons aux réseaux plus fermés (Mathieu, 1990), qui ne me semblait pas caractéristique ici. Ce critère a pourtant souvent été défini comme central sur d'autres terrains méditerranéens où la socialisation des inondations a été analysée. Ainsi, Julien Langumier (2006) a montré sur son terrain d'étude d'une communauté inondée dans l'Aude comment l'inondation était venue reconfigurer les réseaux locaux fortement marqués par les rivalités entre les dits anciens et les

ditions nouveaux venus en leur créant une expérience commune. Encore, Audrey Richard-Ferroudji (Richard-Ferroudji, Dupont, Durand *et al.*, 2014 (à paraître)) sur le quartier du Faubourg à Béziers a mis en évidence les questions fortes d'intégrations locales qui se jouent autour de la connaissance des lieux et de l'inondation. Sur le terrain lattois, la sur-représentation des nouveaux sur les anciens, tout autant que la prévalence matérielle du bâti récent sur l'ancien, ne m'avait cependant pas donné d'emblée à penser cette dichotomie sociale.

Dans un premier temps au moins, Lattes m'apparut plutôt comme un milieu de vie ouvert, comme classiquement associé à l'idée de la ville. Rapidement des observations sont cependant venues questionner cet a priori. Des indices révélaient également la présence d'attaches locales fortes ainsi que la revendication par certains habitants d'une identité « lattoise ». J'ai ainsi peu à peu relevé les traces d'une frontière entre ceux se revendiquant anciens par opposition aux nouveaux venus. Pour certains anciens de la commune rencontrés, la qualité de « *lattois* » se mérite et les différencie des autres habitants. Ainsi, à la sortie de l'école, un monsieur natif d'un village voisin et installé à Lattes depuis très longtemps a marqué clairement et publiquement sa différence vis-à-vis de ces interlocuteurs « *non lattois* ». Cet épisode s'est déroulé lors de la rentrée des classes, en septembre 2009. Une maîtresse était absente et son remplacement suscitait des inquiétudes chez les parents. Les discussions se sont alors enclenchées sur la qualité de la remplaçante qui est une habituée de l'école. Une maman disait « *elle est d'ici* ». Immédiatement, le papa en question a réagi en lui demandant ce qu'elle entendait par « *être d'ici* ». Il a alors continué sur le fait que beaucoup des personnes qui vivent à Lattes pensent être d'ici alors qu'ils sont de la Somme, de Paris, de l'Ardèche, etc. (il citait les origines des personnes mêlées à la discussion justement, sur un ton de plaisanterie). Il avait alors conclu la discussion par la phrase : « *On n'arrête pas de se faire envahir.* » Un conflit de voisinage à propos de la taille de haie entre un ancien et un nouvel habitant me fournit une autre illustration de cette frontière ancien/nouveau érigée par certains anciens. Chez certains nouveaux aussi, lorsqu'ils sont liés – souvent maritalement avec ce que l'on pourrait nommer une appartenance locale – existe un enjeu à se dire comme lattois, à ne pas être considéré comme « nouveau-venu ». Ainsi, un monsieur, père de famille installé récemment et marié à une native de Lattes s'empressa de répondre, lors d'une réunion de rentrée des parents d'élèves FCPE, à ma question pour savoir s'il était nouveau sur Lattes : « *Depuis un an déjà ; ma femme est native de Lattes.* » La position de « nouveau-venu » semble inconfortable, particulièrement à ceux qui ne se reconnaissent pas – quand bien même c'est par le biais de leur compagnon – dans une telle catégorie.

Des nuances dans la définition de ce qu'être lattois veut dire se dessinent cependant. Quand pour les anciens cela signifie être né là ou même y avoir sa famille d'établie depuis plusieurs générations, pour d'autres y être installé depuis plusieurs années suffit à justifier de l'usage du terme. Monsieur Natura répondit à ma question sur son origine par « *je ne suis pas né à Lattes, mais je suis lattois depuis quatre générations* ». Au moment de sa naissance ces parents vivaient dans le village voisin. Pour lui, se dire lattois sans y être établi familialement

de longue date n'est pas crédible : « *Ha ! Moi ça me fait rigoler quand je vois des gens qui sont là depuis vingt-cinq ans et qui me disent « moi je suis un ancien ! [Rires] »* Monsieur Lieuman, quant à lui, fait la différence entre ceux qui sont là depuis vingt ou trente ans et les autres, les nouveaux. Pour d'autre encore, comme pour monsieur Jisaiti, installé récemment, il suffit d'y être établi depuis un certain nombre d'années. L'interrogeant sur les origines de ses voisins, il me répondit : « *Je sais que les gens d'en face se sont des gens qui viennent de Paris, euh... Qui ont vendu pour descendre. Ceux d'à côté sont des lattois, ils sont là depuis dix ans. Et les personnes du fond, pareil, ils ont acheté quand le quartier s'est construit* ». Les échelles temporelles sont variables pour définir la limite justifiant d'être lattois en fonction des trajectoires personnelles et en lien avec les successives phases d'agrandissement de la ville. L'identité lattoise fait question.

Dans ses travaux sur l'habiter en milieu périurbain Yannick Sencébé (2007) propose deux catégories d'habitants, celles des « *attachés* » et celle des « *ancrés* » pour qualifier les cheminements résidentiels. Selon cette typologie, le groupe des « *attachés* » est défini par une sociabilité inscrite dans la proximité spatiale, qui se déploie sur « ce qui est donné » (la famille, les voisins). Le groupe des *ancrés* est défini par une sociabilité élargie répondant davantage à une proximité sociale qui débordent alors largement le lieu de résidence<sup>166</sup>. Cette typologie, ainsi que nous allons le voir maintenant, apparaît pertinente pour caractériser les trajectoires habitantes locales.

#### 4.3.1. Des liens dans un milieu, des liens au milieu : l'attachement des plus anciens

« *Lattes, je l'ai dans le cœur !* »

[Une habitante.]

L'observation de choix à l'installation a montré qu'ils peuvent s'inscrire dans une volonté de proximité familiale et/ou d'attachement au lieu. Au moment de la recherche de nouveaux locataires lors de mon changement d'appartement à Lattes, sur les onze visites effectuées, neuf concernaient des personnes qui, soit habitaient déjà sur Lattes et ne voulaient pas en partir, soit avaient de la famille à Lattes dont elles voulaient se rapprocher ou ne pas s'éloigner (famille avec enfants divorcés, proximité aux parents, retour après quelques années ailleurs). Plusieurs témoignages de trajectoires habitantes m'ont alors menée à prendre au sérieux cette question de l'appartenance locale et des attachements au milieu. Un jeune homme, par exemple, nostalgique du « *Lattes d'avant* » se souvenait d'avoir grandi « *dans la nature [...] avant que ce ne soit rattrapé par les lotissements* » et voulait s'y établir maintenant ses études terminées, près de ses parents et de cette nature. Le rôle déterminant de la mobilisation des ressources familiales dans la territorialisation des individus (Morel-

---

<sup>166</sup> Il existe bien évidemment une hétérogénéité au sein de ces catégories qui ne sont ni fixes, ni complètement étanches.

Brochet et Ortat, 2012) est connu des analystes des modes d'habiter. Le rôle de l'entraide que joue le réseau familial et amical proche (Glamcevski, 2012; Vignal, 2012) est pensé comme une forme de protection, de réassurance, des sphères de refuge. Il en est de même pour la fidélité à la terre de naissance en ce qu'il participe de repère mémoriels dans l'histoire du groupe familial (Ramos, 2012). Cette imbrication de l'histoire des hommes et du milieu s'est particulièrement donnée à voir dans les récits des *anciens* de la commune. Plusieurs de ceux avec qui j'ai eu la chance de longuement converser – Messieurs Lieuman<sup>167</sup>, Patrian<sup>168</sup> et Traditionna<sup>169</sup> notamment – m'ont fait la même confidence de manière spontanée : ils ne partiraient de Lattes pour rien au monde, ils y seront enterrés. D'autres ont manifesté dès les premiers mots de l'entretien une vive émotion à parler de leur commune. Ainsi par exemple, alors que je demandais à l'une des dames<sup>170</sup> interrogées de me présenter son histoire personnelle dans cette ville, elle m'avait répondu qu'elle était née ici et fière de l'être. En ajoutant : « *Lattes, je l'ai dans le cœur* » et les larmes lui étaient venues aux yeux lorsqu'elle me disait cela.

Mais Lattes a beaucoup changé ces cinquante dernières années, et change encore, au rythme de la croissance de l'agglomération de Montpellier. Chez les anciens, cette évolution est mise en mot principalement dans une critique de la disparition progressive du végétal, qu'ils associent à la campagne, au profit du minéral, du béton qu'ils associent à la ville. Ceux avec qui j'ai pu échanger regrettent tous le milieu de nature qui s'est peu à peu urbanisé, cette zone agricole en déprise qui s'est urbanisée : « *avant ici c'était la campagne, on était bien* », « *avant, c'était des champs de pommiers* », « *Avant, c'était comme ça [verger] jusqu'à Palavas* », « *du temps où c'était des vignes* », « *avant que les lotissements la rattrape [la nature]* ». Lors d'une balade dans le quartier avec mon fils, je rencontrais un habitant du quartier qui me racontait y habiter depuis 26 ans. Songeur, il me dit : « *Avant, il n'y avait rien ici, des champs et quelques maisons, maintenant : il y en a partout !* », puis, après un long soupir, avait repris son chemin. Cette évolution est parfois même ressentie de manière très douloureuse. Pour certains, quand bien même ils ont grandi ici, leur famille y est installée depuis plusieurs générations, et si vivre ici leur paraît faire partie de leur identité, l'évolution en cours va jusqu'à questionner leur motivation à y rester.

*« D'accord, donc vous envisagez de partir.. ? »*

*C'est récent, hein. Parce que moi ma vie, c'est mes amis ici... Ma vie c'est ici. Mais... je ne sais pas : si c'est pour être à la retraite et restée enfermée ici dans ma maison... Cela ne me convient pas. Je préfère aller dans un endroit où je puisse profiter un peu de la nature. Parce qu'ici, j'ai bien peur qu'au niveau de la nature, on est plus grand-chose dans quelques années [rires] et moi cela va me manquer beaucoup, ça. »*

[Madame Taurelon, habitante native ; famille lattoise depuis quatre générations]

---

<sup>167</sup> Habitant natif, environ 70 ans, famille lattoise depuis cinq générations.

<sup>168</sup> Habitant depuis 40 ans, environ 65 ans, famille lattoise depuis trois générations.

<sup>169</sup> Habitant, environ 65 ans famille lattoise depuis quatre générations, retraité.

<sup>170</sup> Madame Taurelon, environ 55 ans, habitante native ; famille lattoise depuis quatre générations.

Généralement ces témoignages s'accompagnent d'un dénigrement de l'évolution vers l'urbain du milieu qui s'est opéré depuis. D'après les récits d'anciens, le développement de la ville est le fait d'urbains qui ont investi le rural : le monde rural situé aux abords d'une ville qui a grandi rapidement et qui est venue l'englober. Les habitants de ce monde rural, s'ils ont pu trouver des avantages notamment financiers dans cette transition, expriment alors souvent aujourd'hui une nostalgie de cette ancienne ruralité. L'évocation du Lattes d'avant présente un milieu bucolique où la vie coulait paisiblement.

*« L'été ou au printemps, les premières fleurs, c'étaient que des narcisses. Et comme ils arrosaient avec l'eau du Lez, effectivement, c'étaient des prés où le laitier de la route de Pavalas venait chercher son herbe tous les jours, avec son cheval. Il amenait le fumier de ses vaches et il partait avec de l'herbe. Mais ça... Il coupait à la faux, de l'herbe qui était à cette hauteur-là et après, il les ramassait, il les faisait entrer chez lui. Mais ça, quand nous étions à l'école, au centre, à partir de la mairie, c'était l'école... Et de là, de la fenêtre, on voyait le gars couper les herbes. »*

[Monsieur Foncia, habitant natif, famille lattoise depuis quatre générations]

Au fil des discussions de la vie de tous les jours, la critique des modifications du milieu impliqué dans cette transition du rural vers l'urbain est régulièrement revenue. Lors d'un apéritif d'une association sportive, un ancien exprima, par exemple, des critiques sur la politique du nouveau maire et notamment parce qu'il acceptait de « *couper tous les arbres* » des quartiers où les riverains le réclament sous prétexte que leurs feuilles viendraient salir « *les piscines ou les 4x4* ». Dans cette critique adressée à la municipalité, il est possible de lire alors un second regret, celui de l'évolution des profils d'habitants. Le ton de cet habitant était résolument péjoratif à l'encontre de ces nouveaux voisins aux attentes éloignées des siennes. Plusieurs fois d'anciens habitants me feront part de ce regret. Le rapport familial au milieu dont nous parle les anciens ne se cantonne pas à un lien personnel mais est étendu à un groupe, à la catégorie générale localisée à laquelle ils se rattachent, celle des ruraux d'antan ; mis en relief par l'opposition avec les urbains d'aujourd'hui. Ainsi que l'a montré Olga Koveneva (2012) pour la communauté russe étudiée dans ses travaux de thèse, le rapport familial à l'environnement ne reste pas personnel mais est mis en commun et appréhendé comme un signe de normalité des conduites d'alors. Cette mise en commun dessine les frontières de la communauté des anciens, les ruraux, vis-à-vis des nouveaux, les urbains. Cette distinction s'opère souvent avec une certaine nostalgie ; nostalgie des anciens habitants vis-à-vis de la campagne d'antan. Outre Atlantique, Nina Eliasoph (1998) dans son étude sur la participation politique américaine au sein des adhérents d'un club de country dans un quartier de banlieue américaine fait le même constat d'un recours nostalgique aux « *temps d'avant* » par les plus anciens. Pour cette auteure, « *l'image nostalgique de la communauté offrait le sentiment réconfortant d'un passé douillet partagé, sans l'obligation de s'occuper des affaires des autres. Une forme spéciale, archaïque, de "discours nostalgique" le distinguait de la vie*

*réelle avec des expressions comme "de nos jours", "à présent", et des mots qui donnaient l'impression que nous avions tous, jadis, partagé un passé commun et différent [...] La nostalgie offrait une atmosphère de communauté partagée et l'impression d'avoir un passé commun sans obliger les adhérents à créer un présent commun » (Eliasoph, 2010 : p.251). Les anciens de la commune se sont fédérés en association pour attester de ce passé commun. L'association « Cien de Lattes », traduction de « nous sommes de Lattes » en occitan, a pour vocation de réunir les anciens Lattois. La distinction entre ceux qui peuvent en être ou non est clairement établie et semble emblématique de la frontière que les anciens érigent vis-à-vis des nouveaux. La limite pour y être adhérent a été fixée à la date précise où s'est amorcée la transition du village rural au quartier périurbain avec le zonage des premiers lotissements, dans les années soixante.*

*« Alors, il y a une chose dont nous n'avons pas parlé, c'est de l'association... Donc rapidement, vous me disiez qu'elle avait 3 ans ?*

*Non, non. Pas l'association, c'est la fête qui a 2, 3 ans. Quoi que l'association, oui, elle a guère plus. Si vous voulez, moi, un jour, je n'étais pas élu, mais je me suis dit, quand je venais par exemple à des manifestations sur Lattes, [...] Donc on se retrouvait à 300 personnes par exemple... Puis, sur les gens qui étaient là, on ne retrouvait peu de vieux Lattois, enfin, Lattois d'origine... On se retrouvait les Lattois que lorsqu'il y avait l'un d'entre nous qui mourait ou de la famille qui mourait, voilà ; et on se retrouvait là, deux ou trois fois par an. Je me suis dit on pourrait quand même essayer de fidéliser les Lattois...[...] Et alors, donc, moi j'ai créé cette association avec 3 ou 4 de mes amis et on a eu rapidement et beaucoup, plus rapidement que ce que l'on croyait, des adhérents [...] Mais, si vous voulez, l'association, quand je vous dis 350 membres, moi par exemple, si je suis lattois d'origine, je suis membre, si ma femme n'est pas lattoise, ce n'est pas le cas, hein, elle est lattoise, mais si elle n'était pas lattoise, elle ne serait pas membre. Elle peut venir, mais elle n'est pas membre. Le membre, c'est celui qui était lattois avant 1960. Pourquoi 1960 ? Parce que c'est la période où la ville, enfin, le village s'est développé. Voilà. Donc on considère que l'on était 1 000 à cette époque-là à Lattes... Alors c'est vrai que maintenant... On a de la pression, c'est toujours délicat de refuser, on a de la pression par exemple des gens de Maurin, ou des gens des Filiès, qui sont lattois eux depuis 1965, 1970, que nous on ne considère pas comme des Lattois de racines, de souches, mais qui se disent « on est lattois depuis 45 ans... », voilà. Alors, je pense que l'on va assouplir un peu nos statuts pour les accueillir, voilà. On ne sait pas, on va peut être faire deux cartes, une carte « membre d'origine » puis une autre « les amis de... », voilà. Mais on ouvre grandement à ceux qui veulent venir faire la fête avec nous, voilà. [...] C'est vrai que cela va de gens qui ont entre 50 et 90 ans, euh... Les plus âgés, et qu'ils ne sont pas toujours disponibles quand on fait des opérations, ou la fatigue, ou... bon, puis, chaque année, il y en a qui reste en route... à cet âge-là... Voilà. Donc... mais c'est une affaire qui marche bien. »*

*[Un membre de l'association Cien de Lattes]*

Chaque année, depuis cinq ans que la manifestation est organisée, ces organisateurs déplorent le peu d'attention locale que cela suscite chez les autres habitants. Ils ne sont guère que les membres de l'association à participer à l'événement. Les organisateurs associent ce manque

d'intérêt local à un défaut d'attachement des habitants « non anciens ». Cette question de l'attachement au milieu est au cœur de la différence que les anciens érigent entre eux et les dits « nouveaux ». Monsieur Lieuman, habitant natif d'environ 70 ans me disait, avec le ton du regret, au cours de la longue discussion que nous avons partagée à son domicile : *« Aujourd'hui les gens s'installent là comme s'ils s'installaient à Pérols ou Villeneuve [nom de deux villes voisines]. »* Selon lui, quand bien même ces personnes se sentent bien là et sont contentes d'y être, *« elles ne sont pas investies »* dans le milieu, elles pourraient en partir facilement.

*« Il faut arriver à mettre tout en place et surtout à motiver les gens à sortir de chez eux. Les vieux Lattois ils sortent mais les... les... »*

*Les plus récents ?*

*... oui.*

*Ils participent moins ?*

*Ils ne participent pas du tout. [...] C'est... Mais parce que si vous voulez, l'habitant de Lattes aujourd'hui, ne s'intéresse pas vraiment à la vie de Lattes, ils habiteraient Pérols ou Sain-Jean-de-Vedas, ce serait la même chose pour lui. [Silence] Les gens qui arrivent à Lattes, mais certainement comme dans d'autres villages d'ortoirs [...] Vous vous intéressez à la vie du village, ou de la ville dans laquelle vous êtes si vous avez des enfants qui vont à l'école ou qui vont dans des associations sportives ou culturelles, là, automatiquement, vous vous intéressez parce que vous les suivez, vous allez voir... Ou alors si vous-même avez une activité associative, voilà. Celui qui fait de la musique, celui qui fait du tennis, ou quoi que ce soit dans Lattes, il rentre dans le tissu euh... associatif, et il s'implique un peu dans le... dans la... Et encore, je vois le foyer rural, [...] ils ont 2 000 adhérents, dans une soixantaine d'activités différentes, ils me disent, les présidents, les gens, ils viennent faire leurs activités souvent, et même quand eux ils font des fêtes ensemble... Il n'y a personne. Il y a peu d'implication dans la ville. Alors c'est vrai que bon, ce ne sont pas des gens qui sont d'ici, qui connaissent, qui ont envie de... bon... Ils ont d'autres soucis... [...] Ils regardent ça de loin, ils se disent oh... voilà. »*

[Un membre de l'association Cien de Lattes]

L'achoppement des tentatives associatives, tel Cien de Lattes, à fédérer une « culture locale », prend part dans un milieu les habitants ne définissent pas de forcément de commun. Effectivement plusieurs habitants, installés depuis plus ou moins longtemps d'ailleurs ont eux même exprimés ce manque d'intérêt pour la « *vie locale* ». Plusieurs me confieront tout simplement, tel Madame Potan, habitante depuis une dizaine d'année et dont la belle-famille est lattoise depuis plusieurs générations *« ça ne m'intéresse pas »*.

#### 4.3.2. Des liens débordant le milieu : l'ancrage des nouveaux

*« Si vous aviez pu acheter cette maison, vous l'auriez achetée ? »*

*Non.*

*Ah !... Donc ?*

*Non, pourtant c'est une maison où on a vécu des moments forts parce que [prénom fils] y est né... Mais non. C'est vrai qu'on ne se voyait pas... C'est marrant, parce qu'on ne voit pas d'inconvénients, mais on ne se voyait pas spécialement rester, on n'était pas non plus spécialement attaché à Lattes. »*

[Une habitante.]

L'explosion démographique récente a redistribué les cartes de l'appartenance locale. Le renouvellement partiel de la zone continue d'alimenter cette redistribution. Dans ce renouvellement des habitants les liens aux voisins sont mis à l'épreuve. Lorsque les voisins de votre habitation changent régulièrement, il devient difficile d'entretenir des liens avec eux.

*« Lui : dans la vie de tous les jours maintenant : on fini par ne plus connaître nos voisins, quoi. Je vois dans le lotissement ici... »*

*Elle : ben nous, on connaît nos voisins de proximité parce qu'ils ont été en même temps avec nous, quoi.*

*Lui : oui, voilà... Parce que l'on se connaît depuis l'origine, quoi ; mais c'est que sinon dans la vie de tous les jours...*

*Elle : [Elle le coupe] Après, les autres... euh... ça a bougé, après. C'est sûr que... ça déménage, ça... par rapport au travail... Il y avait beaucoup de gens d'IBM quand même ici, dans le lotissement... et IBM a licencié pas mal, et en fait il y en a beaucoup qui ont vendu leur maison, quoi... au bout de la rue... euh... voilà, quoi. Donc, c'est effectivement le travail qui fait que les gens ont bougé quoi. »*

[Madame et Monsieur Commubain, habitants depuis 20 ans, salariés.]

Puisque les liens entre voisins sont souvent le fait d'expériences partagées, retisser de nouveaux liens avec chaque nouvel arrivant est coûteux en temps. Personnellement, sur les quatre années passées à Lattes plusieurs de mes voisins ont changé. Si j'avais pu construire certaines relations avec certains d'entre eux, je ne les ai pas forcément renouvelés avec les derniers arrivés. Le renouvellement partiel mais permanent de la population peut se traduire par des pertes substantielles de liens à ses voisins.

Dans ce contexte de mobilité résidentielle, la surreprésentation du facteur hasard dans le choix du lieu de résidence que nous avons évoquée plus haut est apparue de manière inductive alors que je réalisais les premiers entretiens exploratoires sur l'habiter. Souvent, ils sont là depuis peu de temps et ne se sentent pas vraiment qualifiés pour répondre à des questions sur l'habiter à Lattes, ils y habitent mais pas suffisamment (encore) pour s'en sentir des « habitants ».

Par une après-midi chaude : balade dans la zone 2, l'après-midi. La plupart (au moins la moitié) des maisons sont complètement fermées : portail, volets, portes... La majorité des jardins ne sont pas visibles de la rue (murs très hauts). Les rues sont relativement désertes. Très peu de circulation. Au bout d'une demi-heure de marche j'aperçois enfin une personne : une femme (environ 50 ans) en train de ramasser des feuilles devant son portail. En m'apercevant se diriger vers elle, elle rentre rapidement dans sa cour et ferme le portail.



Un peu plus loin, une autre dame (70 ans environ) est dans son jardin (muret bas) en train de ramasser son linge. Je m'approche et me présente. Je lui demande si elle peut me parler un peu de son habiter<sup>171</sup>.

« Je ne peux rien vous dire... je suis nouvelle ici »

J'insiste : « Mais si, cela m'intéresse aussi. Pourriez-vous me dire pourquoi vous êtes venue vous installer ici ? »

Elle me répond : « J'ai atterri ici par accident. J'ai habité longtemps à Montpellier avant. » Puis elle s'excuse car son mari est fatigué et il lui faut rentrer. Avant de rentrer elle me conseille d'aller voir un peu plus loin... les xxx. Je la remercie.

Plus loin, tout est fermé. Je rebrousse chemin et reprend une nouvelle rue où j'entends un bruit de disqueuse. Je m'approche.

Un homme (50 ans environ) est en train de bricoler sur son portail électrique.

De nouveau, je m'approche, me présente et lui demande s'il peut m'accorder quelques instant pour me parler de comment ils habitent ici. Il me répond : « Cela ne fait pas longtemps que nous habitons ici, il faudrait que vous alliez voir des gens qui habitent là depuis plus longtemps ». Je lui demande alors s'il peut me préciser comment ils en sont arrivés à habiter là. Il me répond :

« Par hasard. On a trouvé cette maison qui nous convenait mais cela aurait pu être ailleurs. » Ils vivaient précédemment non loin et voulaient acheter dans le coin.

Lorsque je lui demande s'il est content de son choix, il me répond : « *Oui, tout à fait* » [en me montrant du doigt la direction de la zone naturelle du Méjean non loin] : « *Vous avez vu l'environnement ici ?* »

Je m'éloigne un peu et marche à nouveaux une bonne demi-heure avant de rencontrer quelqu'un. J'accoste deux hommes qui n'ont pas le temps de me répondre, il s'en excuse.

Un homme (70 ans environ) marche avec un petit chien. Après m'être présentée, je lui demande s'il habite le quartier, il me répond que oui, il rentre chez lui. Lorsque je lui demande s'il peut m'en dire plus sur comment il habite ce quartier, il me coupe presque pur me dire : « *Oh, vous savez, moi cela ne fait que 2 ans que j'habite là* ». Quant aux avantages qu'il voit à ce choix de lieu de vie, il me répond comme c'est souvent le cas par la proximité : « *Être à 5 minutes de la mer et à 5 minutes de Montpellier.* »

[Compte rendu Entretiens courts – Habiter à Lattes. Zone 1, été 2010]<sup>172</sup>

L'organisation des entretiens collectifs a néanmoins donné à voir l'importance que revêt la question de l'habiter ici, quand bien même ces personnes ne se seraient pas forcément dite « d'ici » a priori. Une dame installée sur la commune depuis quelques années seulement m'avait par exemple chaleureusement remerciée pour lui avoir donné l'occasion de parler de son habiter à Lattes. Une autre qui venait d'emménager m'avait confié que cela lui avait fait du bien de s'exprimer sur ce que signifiait vivre ici. Il n'est pas question ici de prétendre que le statut de nouveau-venu puisse empêcher d'y tisser des liens. Seulement, ils prennent

---

<sup>171</sup> Se référer à l'introduction générale pour les détails méthodologiques de ces entretiens courts de type « micro-trottoir » menés de manière exploratoire sur l'habiter.

<sup>172</sup> Il est à noter toutefois que cette expérience eu lieu un jour d'été ce qui participe à expliquer les maisons fermées, et en journée, ce qui explique peut-être la surreprésentation des retraités. En 2009, les retraités représentaient 21.5% des 15 ans et plus de la commune. Source : Insee, juin 2009.

désormais d'autres formes. Nous voyons dans les extraits d'entretien cité ci-dessus que d'autres critères viennent définir l'ancrage dans le milieu. La localisation géographique a joué un rôle déterminant dans le choix de l'habitat en fonction de critères précis tel que la proximité à tels ou tels services. Le milieu est approprié avant tout en ce qu'il constitue un milieu de campagne à l'abri de la ville. L'activité professionnelle se joue à distance, les relations amicales ne s'inscrivent pas forcément dans la proximité géographique. Ainsi que l'ont exprimé plusieurs habitants, le lieu de résidence n'est pas forcément celui où se développe les activités : « *Moi, euh.... j'habite à Lattes mais... j'y vis pas tellement, hein.* »<sup>173</sup> Ces logiques habitantes s'inscrivent dans la catégorie des « *ancrés* » décrite en opposition à celle des « *attachés* » caractérisant les anciens. La sociabilité ne répond plus à une logique de proximité spatiale mais davantage à une logique de proximité sociale. Ici, « *l'espace social ne se construit pas à partir de ce qui est donné (famille) ou accessible (voisins) mais à partir de ce qui est choisi* » (Sencébé, 2007). La résidence est « *une base à partir de laquelle on rayonne* » (Sencébé, 2007: p.6). La vie y est rythmée principalement par des activités à l'extérieur ou se déploie dans l'espace privatif du chez soi. Inévitablement alors, les relations se lient plus difficilement dans la proximité. Yannick Sencébé (2007) propose de qualifier cette attitude « *d'ouverture affinitaire* » plutôt que de le rabattre sur la seule idée d'un « *repli sur soi* ». Selon elle, la tendance au « *repli sur soi* » est adoptée uniquement lorsque la résidence constitue le seul lieu sécuritaire de l'existence de personnes fragilisées par les épreuves de la vie. La tendance vers cette logique sécuritaire qui se donne à voir dans le mode d'habiter lattois, tout autant que les ressources sociales dont disposent les habitants, comme nous allons voir dans les sections suivantes, nous pousse ici plutôt à ne pas exclure totalement l'une ou l'autre de ces qualifications.

Bien sûr, le caractère foncièrement social de l'être humain ne fait pas exception à Lattes, et des relations existent entre les gens. Souvent cependant, les relations existantes se sont développées dans certains réseaux particuliers, qui peuvent ne jamais se rencontrer. Beaucoup des relations que j'ai développées sur le terrain se sont tissées dans le réseau associatif. Comme ce fut le cas pour la plupart des personnes rencontrées, mes rencontres se sont faites principalement autour des activités associatives de mon fils. S'associer uniquement par des réseaux très spécifiques, d'association de sport et/ou de culture, permet bel et bien de former un lien. Ce lien est toutefois spécifique, orienté. Il est constitutif d'un type de sociabilité particulier, que nous allons nous attacher à décrire maintenant.

---

<sup>173</sup> Le ton employé suggérant une évidence partagée [Monsieur Pavillobain, habitant depuis 25 ans].

#### 4.4. Une sociabilité orientée, des relations détachées

*« Éléonore : Je ne sais pas s'il y a une identité lattoise [silence]*

*Maurice : Ouais...*

*Éléonore : Parce qu'il y a tellement de nouveaux arrivants, que finalement...*

*Maurice : En plus il n'y a pas de vieux quartiers, c'est vrai... Il n'y a pas de vieux troquets*

*Gérald : [il rit] Oh, t'es dur quand tu dis qu'il n'y a pas de troquets !*

*Maurice : Non mais c'est vrai, on ne va pas se retrouver tous au Delphis... Non, mais y'a quoi ? Y'a rien franchement !*

*Gérald : Je vois ce que tu veux dire.*

*Maurice : Si, des zones commerciales !*

*Gérald : Oui, il n'y a pas un gros cœur de ville où tu puisses dire, tiens là il y a un bon petit resto là, machin...*

*Gérald : Ouais, c'est vrai que ça manque...*

*Maurice : Oui, c'est pavillonnaire, c'est résidentiel mais à côté de ça, bon...*

*Gérald : Donc tu réinvestis dans ton jardin, ou tu invites tes voisins, tu fais des grillades*

*Maurice : Oui, tu invites plus chez toi ou tu te fais inviter chez les autres...*

*Gérald : C'est vrai que moi je suis en train de repeindre chez moi.*

*Claudia : [Elle éclate de rire] Tu es bien lattois ! »*

[Extrait entretien collectif n°1.]

L'idée répandue d'une ville tout confort est associée aux nombreux services disponibles localement. Parmi ceux-ci, beaucoup sont offerts par le secteur associatif. La ville est pourvue de nombreuses associations culturelles et sportives avec des animations diverses et fréquentes. Comme cela est souvent le cas dans les milieux où la croissance démographique fut rapide, les gestionnaires locaux se sont attachés à développer le tissu associatif pour encourager le développement de relations entre des habitants qui n'ont pas d'histoire commune. Aujourd'hui, le tissu associatif est très étendu avec plus d'une centaine d'associations sportives et culturelles sur la commune. La municipalité actuelle continue de soutenir fermement ce secteur associatif. Les éditions du journal municipal mensuel « *Lattitude* » ainsi que du tract hebdomadaire « *Ça se passe à Lattes* » permettent le rappel des nombreuses activités locales. De nombreux aménagements publics permettent le déploiement de ses activités. Les liens entre les habitants se tissent principalement dans le cadre des associations. La sociabilité sur Lattes ne se fait pas par rencontres opportunes et le réseau de proximité, sur un temps long, mais dans un cadre précis, celui d'activités communes.

*« D'un autre côté, il n'y a pas tellement d'âme, pas tellement de cœur... du point de vue animation, quoi. Il n'y a pas l'esprit de pays, de fête, qu'il y a dans d'autres communes... Il n'y a pas cette... cette... [elle hésite]... cette envie de faire la fête ensemble. On fait la fête... disons, dans des associations, j'appartiens à une chorale, on fait la fête entre nous, à la gym on va faire la fête entre nous, euh... Mais, je trouve qu'il y a peu de fêtes qui réunit tout le monde. C'est parce que, si vous voulez, on a des amis par association, sinon, l'animation est quand même... assez limitée.*

D'accord. Je comprends

*C'est le fait aussi que ce soit très près de Montpellier. Donc tout le monde est attiré, tous les jeunes vont faire la fête à Montpellier : ils ne font pas la fête sur Lattes. À la Fête de la musique, il y avait trois fois rien sur Lattes. Que voulez vous ? C'est comme ça... Et quand il y aura le tram, alors là, ce sera encore pire ! C'est important, quoi, comme phénomène. »*

[Madame Paroissi, habitante depuis cinq ans.]

L'exemple de l'association *Cien de Lattes* est intéressant sur ce point. Ce regroupement associatif nous donne à voir un attachement au milieu sur le temps long mais où il a toutefois été nécessaire de passer par le statut d'association pour exister. Cette démarche d'institutionnalisation atteste d'un lien social qui ne se dit pas de lui-même. Selon Nina Eliasoph (2010), ce type d'association rejoint les formes de « *communautés imaginées* »<sup>174</sup> qui fournissent la base d'identité réelle. Un autre exemple dans l'histoire de la ville rejoint cette idée de « *communautés imaginées* » par le recours à des « *traditions inventées* »<sup>175</sup>. Il s'agit de l'avènement par la Maire, dans les années 1970, de la culture taurine à Lattes avec la construction d'arènes, quand la culture taurine propre à l'identité de « *petite Camargue* » s'était historiquement arrêtée aux portes Est de la ville, au village voisin. Aujourd'hui encore, par l'animation annuelle d'une « *journée à l'ancienne* », organisée par l'association Cien de Lattes, cette appartenance locale historicisée apparaît davantage mise en scène que réellement vécue. La journée réunit les membres de l'association qui défilent dans les rues dans des vêtements « *d'avant* ». Le fait que l'interprétation de la temporalité de cet « *avant* » soit laissée à l'évaluation de chacun suggère un rapport plutôt confus à cet « *hier* » que chacun imagine à sa guise. Le désintérêt local dont souffre l'événement depuis sa mise en place accentue cette apparente artificialité. Mais bien que ces pratiques « *d'invention de tradition* » puissent paraître « *dérisoires* » parce qu'elles donnent à voir justement des traditions « *en train de se faire* », elles n'en répondent pas moins à un besoin, elles sont une réponse à un manque. Les traditions sont constitutives des identités locales. Leurs inventions participent de la construction de communauté. Bernard Picon, en Camargue, a ainsi analysé l'invention récente du « *folklore camarguais* », pourtant si ancrée aujourd'hui dans la forte tradition locale camarguaise (Picon, 1988)<sup>176</sup>.

Dans le cas lattois, la tentative d'institution de traditions ne semble cependant pas prendre ; elle ne parvient pas à fédérer les habitants en nombre. Les quelques manifestations taurines estivales ne regroupent qu'un réseau relativement circonscrit de passionnés. Les organisateurs

---

<sup>174</sup> Anderson, B., « *L'imaginaire national. Réflexion sur l'origine et l'essor du nationalisme* », Paris, La Découverte, 1996[1983] cité par Eliasoph (2010 [1998]).

<sup>175</sup> Hobsbawm E. Ranger T., dir. « *L'invention de la tradition* », Paris, Éditions Amsterdam, 2006 [1983] cité par Eliasoph (2010 [1998]).

<sup>176</sup> Voir également l'ouvrage de Robert Zaretsky « *Le coq et le taureau. Comment le marquis de Baroncelli a inventé la Camargue* » (éditions Gaussen, 2008). L'ouvrage montre comment la Camargue, milieu de marais infesté de moustiques et où les courses de taureaux passaient pour barbares au XIXe est devenu un espace protégé, « *symbole de la France* », dont la sauvegarde est aujourd'hui un enjeu national. La popularité des ferias qui y ont cours chaque année ne cesse de grandir. Le tourisme y est devenu le principal enjeu économique. Cette mutation fut, en grande partie au moins, impulsé par le Folco de Baroncelli, manadier et poète disciple de Frédéric Mistral. Le marquis de Baroncelli en s'inspirant aussi bien de Buffalo Bill, de l'histoire des Amérindiens – dont il était passionné – que de la révolte du Midi de 1907, a participé à « *inventer* » la Camargue.

regrettent que les gênes à la circulation occasionnée par les abrivados<sup>177</sup> soient ce que la plupart des habitants du quartier retiennent, sans participer à l'événement. Le président de l'association *Cien de Lattes* regrette quant à lui que le cortège de la journée à l'ancienne, s'il parvient à réunir une partie des anciens, qui participent à son animation, ne suscite que très peu d'intérêt chez les autres habitants, peu nombreux à sortir pour l'observer. L'appartenance locale apparaît fragile; participant encore à questionner les possibles transmissions des anciens au nouveau. On peut en effet s'interroger sur les possibilités de transmission lorsque les questions de définitions sont elles-mêmes en cours de constructions... et apparaissent peu partagées.

Dans l'analyse des formes de sociabilités locales, les relations autour des enfants se illustrent une caractéristique du type de sociabilité en présence. Une chose qui m'a beaucoup surprise est la tendance protocolaire des relations entre les parents autour des activités des enfants. Ici, inviter un copain à venir jouer une après-midi ne se fait pas au détour du portail à la sortie de l'école comme j'en avais l'habitude jusque là. Il faut s'y prendre suffisamment à l'avance et énoncer une invitation en bonne et due forme pour que cela puisse se faire. De la même manière, lorsque l'on reçoit ensuite l'enfant à la maison, il ne suffit pas de l'accueillir, on accueille aussi le présent qu'il fait au nôtre pour nous remercier de l'invitation. On se retrouve alors engagé dans une forme de relation à réciprocité immédiate où l'on pouvait davantage attendre la « promesse » de retour de l'invitation. Nous voici ici à l'opposé de ce qui ferait tenir le social selon Mauss. Dans sa théorie du don contre don (Mauss, 1973), il dessine le modèle d'une société reposant sur les dettes de tout un chacun envers l'autre. Les liens aux enfants sont ici inscrits dans des rapports sous contrat, où il y a une mise en équivalence systématique et immédiate des services rendus ; il n'est pas question d'engager une dette envers l'autre.

L'imbrication de la vie familiale avec les zones commerciales environnantes se constitue en nouvel indice d'un mode relationnel qui tend à se désinscrire d'une logique de proximité. Mon expérience de nouvelle venue illustre bien ce fait. Je n'ai pas particulièrement été accueillie par mes voisins. Le jour de mon emménagement, à l'étage d'une maison divisée en quatre appartements (deux appartements à l'étage, deux au rez-de-chaussée), j'ai aperçu pour la première fois mon voisin du dessous. Celui-ci est resté assis sans mot dire, à nous observer, tout l'après-midi monter et descendre les escaliers chargés de cartons et de meubles ; nous n'étions que deux pour cet emménagement et la charge de travail était importante. Dans les

---

<sup>177</sup> « Abrivado : à l'origine, c'est-à-dire avant l'époque des camions transportant le bétail, l'abrivado consistait à conduire les taureaux des pâturages aux arènes où ils devaient participer à des courses. A Lattes, le parcours de l'abrivado va de la halte cavalière, située au bout du chemin de la Bascule, jusqu'aux arènes, au centre de Lattes. Les taureaux sont encadrés par une dizaine de gardians à cheval, formant un V. Les rues sont barrées par de hautes barrières afin d'empêcher les taureaux de s'échapper en rase campagne et d'assurer la sécurité des spectateurs. » [Extrait du Lexique des animations camarguaises, Dossier Les Rendez-vous de l'été, journal communal n° 45, juillet-août 2010, p. 9.]

semaines qui ont suivies, mon emploi du temps fut très chargé<sup>178</sup>. Une fois les démarches administratives et techniques pour l'appartement ainsi que les inscriptions diverses qui accompagnent un aménagement (école, centre aéré, association de sport, bibliothèque, etc.) réglées, dans les semaines qui suivirent, les journées s'enchaînaient relativement vite entre travail, école et activités de mon garçon. Au gré de mes entrées et sorties de mon appartement, ainsi que du temps passé sur la petite terrasse qui me donnait vue sur la maison d'en face ma voisine d'à côté et les voisins du dessous, quelques échanges avec mes voisins, où nous avions souci de nous présenter l'un à l'autre, se sont accumulés. Ma voisine de palier, une jeune femme de trente ans aussi, arriva quelques semaines après moi. Malgré nos âges proches, nous ne sommes jamais allées au-delà d'un échange de quelques phrases et de sourires discrets lorsque nous nous croisons ; elle était peu là, et moi très occupée. Dans le second appartement du rez-de-chaussée habitait une femme célibataire d'environ cinquante ans, installée ici depuis longtemps. Dans nos premiers échanges, elle paraissait toujours très gênée, d'une timidité peut-être excessive, nos échanges restèrent cantonnés à l'échange de bonjour des semaines durant. Pendant toutes ces semaines, personne ne m'a jamais souhaité la bienvenue. Personne, sauf les grandes enseignes de l'ameublement situées alentours par des courriers automatiques et commerciaux. Car si je n'ai pas reçu de manifestation de bienvenue de la part de mes voisins, et avant même de recevoir deux courriers de bienvenue m'invitant à des apéritifs d'accueil de la part des collectivités locales, municipale et du département – où l'accueil du nouveau venu est institutionnalisé – ; j'ai reçu des courriers de bienvenue<sup>179</sup> des grandes enseignes nationales pour l'aménagement de la maison et du jardin, nombreuses sur Lattes. Plus tard, lors de la participation de mon fils à un stage sportif de football organisé par le club de Lattes pendant les vacances scolaires, j'ai observé plusieurs liens, notamment de parenté entre les entraîneurs du club de sport et les vendeurs d'une enseigne qui le sponsorise. Un des goûters d'anniversaire auquel mon fils a été convié était organisé dans un magasin d'une enseigne nationale de vêtement pour enfant, où le verso de l'invitation était un coupon de réduction valable pendant le goûter dans le dit magasin. Nombreux autres de ces goûters d'anniversaire sont organisés par des entreprises d'animation pour enfant où il est intéressant de noter un transfert des pratiques de ces enseignes (notamment donner des petits cadeaux à chaque enfant participant au goûter) à celles des rares parents qui organisent encore l'anniversaire à leur domicile. Toujours autour des enfants, le panier garni à gagner à la loterie ainsi que les lots à gagner aux différents jeux de la kermesse de l'école sont également des dons des grands enseignes nationales, et non des petits commerçants du centre comme on le voit ordinairement dans les villages ou dans les quartiers en ville.

Dans son travail sur la vie politique dans les banlieues américaines, Nina Eliasoph (2010) a relevé cette même présence de « *rituels commerciaux* » en lieu et place des rituels plus

---

<sup>178</sup> Je travaillais alors à distance avec un laboratoire d'étude localisé à Toulouse pour encore quelques semaines en attendant le début officiel de ma thèse prévue dans trois mois. Je me suis installée seule avec mon fils, le papa ne nous rejoindra que quelques mois plus tard.

<sup>179</sup> Qu'ils soient intéressés n'est pas le propos ici.

traditionnels. Elles relèvent pareillement des rituels sponsorisés par des institutions qui avaient toutes, d'une manière ou d'une autre, quelque chose à vendre. Les rituels peuvent offrir des aperçus de la manière dont les groupes se comprennent et comprennent leur place dans le monde. Selon Émile Durkheim, les rituels offrent aux membres une représentation du groupe. Ils leur montrent une image de soi sous une forme concrète, donnant au groupe un nom et un corps (Durkheim, 2003). Or, selon Nina Eliasoph, c'est la société elle-même que les rituels honorent comme source de toute signification. « *Sans cette reconnaissance directe et cette célébration des liens qui unissent les gens, les sentiments de solidarité joyeuse se tarissent et une société tombe malade et se désagrège.* » (Eliasoph, 2010 : p.139).

Un ancien de la commune, qui me parlait du Lattes d'antan où les relations sociales s'inscrivaient sur le temps long et dans la proximité spatiale, a mis en avant le regret des formes de solidarités qui y avaient cours :

*« Oui. Même ici, tout le monde, tout le monde m'a aidé quand je me suis installé à mon compte. Tout le monde m'a aidé à démarrer, hein ! Que ce soit le curé, que ce soit la police, que ce soit à la mairie, que ce soit les commerçants, que ce soit les habitants. Tous m'ont aidé, hein ! [...] »*

*Mais j'imagine qu'à l'époque aussi, la communauté... La taille était beaucoup plus petite ?*  
*Oui. À l'époque, ce qui se passait, il se passait la chose suivante.... C'est-à-dire qu'ils faisaient du troc. C'est-à-dire qu'il y avait un propriétaire terrien, c'étaient des amis puisqu'ils se connaissaient tous, hein. Ils avaient besoin de main d'œuvre. Aujourd'hui, la main d'œuvre, on va voir l'intérim, on embauche, etc. À l'époque, non, c'était... Ils s'aidaient les uns aux autres. Par exemple, un avait besoin, pour vendanger, d'une paire de jours de travail, il allait vendanger pour Pierre, Paul et Jacques. Et après, ces personnes, en échange, le rembouraient en temps de travail aussi. On se prêtait les chevaux pour labourer, tout dépend, pour tailler. Aujourd'hui, tout ça... Maintenant, tout le monde est égoïste. »*

[Monsieur Foncia, habitant natif, famille lattoise depuis quatre générations]

Sur cette question fondamentale de la solidarité entre voisins pour le sujet qui nous intéresse ici, les épisodes d'inondations ont à plusieurs reprises été cités en ce qu'ils ont participé à développer des liens forts. Selon Madame Commubain<sup>180</sup>, ses liens sont passés de mode : « *C'était toutes ces époques là... Entre voisins on s'appelait : tu veux que l'on vienne te monter le frigo : non non [rires]... Et non, tant pis, le frigo on le laissera comme ça et... Donc ... il y avait eu une entraide à ce moment là* »]. Et son mari<sup>181</sup> de rajouter : « *C'est un peu comme quand il neige, quoi. Il y a un caractère d'exception... Et puis il y a plus de petites aides entre voisins qu'en temps normal.... On y pense pas, quoi.* » Ces liens de solidarités, exprimés dans l'événement ont cependant été rendus possibles par des liens préexistants, des liens tissés sur le temps longs et en partageant des expériences communes :

---

<sup>180</sup> Madame Commubain, habitante depuis 20 ans.

<sup>181</sup> Monsieur Commubain, habitant depuis 20 ans.

*« À l'époque, si tu veux... on avait une proximité avec nos voisins, importantes. Mais comme on a tous construit en même temps et que là, à part une maison cela n'a pas bougé, si tu veux, on a de bonnes relations, quoi. Ça facilite aussi les choses, hein, quand chacun on a son terrain, chacun son constructeur, chacun en train de partager des outils, des choses que tu fais, donc... Cela a facilité les relations dans le quartier. Parce qu'après il y a d'autres liens qui se sont créés mais par rapport aux enfants, à l'école, à l'association des parents d'élèves [...] Ou à avoir des engagements, syndicaux, politiques, associatifs... et du coup : ça crée des liens quoi, tu crée des solidarités... Donc, voilà, l'engagement à l'école a permis de créer des solidarités avec des familles... que l'on côtoie toujours, même si les enfants sont grands maintenant. Voilà, cela permet de créer des liens. »*

[Madame Commubain, habitante depuis vingt ans.]

L'expérience d'événements communs encourage la création de liens, l'absence de vécu commun agissant comme limitant des attaches à l'autre. Souvent, le peu de liens qui se tisse entre les gens est à imputer au manque d'occasions. Les liens que l'on partage sont les traces dans le présent d'expériences partagées dans le passé. Si l'on connaît les voisins dont la porte jouxte la nôtre, c'est parce que l'on a des occasions de se retrouver en situation de coprésence régulièrement. Peu à peu, au fil du quotidien des liens peuvent alors se tisser parce que des situations de la vie courante nous réunissent.

*« D'accord. Donc, vous ne voyez pas spécialement d'inconvénients à la vie ici. Ok. Et au niveau des relations avec vos voisins... Vous les connaissez ?*

*Euh... oui... de nom. C'est tout. C'est assez indifférent. Chacun à garder ses amis s'il avait des amis... Disons on ne copine pas trop avec les voisins. Je connais ceux-là : bonjour/bonsoir... Ceux que je connais le plus c'est les Durand parce qu'ils ont leur porte d'entrée à côté de la nôtre. Parce que sinon, les autres, leur porte d'entrée est sur l'autre rue. »*

[Madame Paroissi, habitante depuis cinq ans.]

Plusieurs personnes confient avoir du mal à se sentir chez elles ou à lier des relations ici ; pour certaines même alors qu'elles ont grandi ici. Ainsi, une dame qui est à Lattes depuis sa jeune enfance dit ne pas se sentir d'ici et ne pas y avoir développé de relations amicales. Une autre, nouvelle venue, raconte toute sa difficulté à tisser des liens depuis son installation :

*« Et je me rends compte que les gens ici ne sont pas très sympas. En apparence, comme ça, oui. Mais en fait non. Ils ne sont pas fiables... Ils ne sont pas fiables, tout leur est dû... euh... Le moins ils en font, le mieux ils se portent. Enfin moi, ça me... ça me désole un petit peu, voyez. [...] pourtant je ne suis pas une sauvage, je suis quand même quelqu'un qui va bien vers les autres, mais... les gens... les gens du cru je vais dire... Heureusement il y a ... il y a de plus en plus de gens d'ailleurs.*

*Sur Lattes... c'est... ne serait-ce que de dire bonjour quoi ! On vous regarde... et même avec les profs de gym ! J'ai remarqué, elles ne... si... on ne... les nouvelles, les nouvelles, elles ne les regardent même pas. »*



[Madame Nianaud, habitante depuis quatre ans.]

Mon expérience de nouvelle venue me permit d'éprouver ce sentiment de « pauvreté relationnelle ». Mes interactions aux environs de l'école de mon fils – pourtant ma principale entrée relationnelle sur le terrain – étaient plutôt limitées. Les relations y demeuraient distantes dans une ambiance un peu froide, avec des échanges verbaux avec les autres parents souvent brefs ou même esquivés. Le peu de relations que j'avais pu développer avec mes voisins, et ce malgré ma position m'y prédisposant positivement, alimente également ce sentiment. De nombreuses autres observations tendent ainsi à qualifier les relations d'une communauté plus élargie, où l'anonymat domine ; une ambiance urbaine, où les *rapports de trafic* (Goffman, 2006 ) remplissent largement la scène : les individus qui l'animent ne font que la traverser. Lors des premières semaines sur le terrain et plus particulièrement des premières tentatives de socialisation, principalement via les associations culturelles et sportives locales – en nouvelle habitante que j'étais – mon malaise a été particulièrement vif, que ce soit autour des activités de mon fils ou des miennes. Comme si je n'avais pas les codes locaux, il me semblait que le courant ne passait pas, que je comprenais mal les autres dans mes échanges et que cela était réciproque. Je me sentais en décalage avec les personnes qui m'entouraient. Les relations ne coulaient pas naturellement, j'avais pourtant connu plusieurs expériences récentes d'installation dans un nouveau milieu ; jamais je n'avais ressenti ce sentiment d'étrangeté. Je n'avais apparemment pas le mode d'emploi relationnel lattois. Le sentiment d'exotisme n'est pas forcément fonction des seuls critères d'éloignement géographique<sup>182</sup>.

Les entretiens collectifs ont été l'occasion pour plusieurs habitants de partager leur étonnement notamment face à une habitude particulière dans les relations sociales lattoises. Des habitants expliquent ainsi que souvent, lorsque l'on se rend au domicile d'un voisin du quartier pour x raisons, ou encore lorsque l'on va par exemple chercher son enfant qui a passé un moment au domicile d'un copain de classe, les personnes qui l'accueil restent circonscrites au pas de la porte. L'échange, forcément bref puisque le cadre qui lui est offert le confine dans de brefs délais, se fait sur le seuil. Selon les habitants, il est rare que l'on t'invite à le passer, ou alors, il faut attendre que les relations soient bien engagées, forcément par d'autres voies du coup. Rejoignant l'idée du dedans et du dehors, le seuil se fait alors emblématique de la césure forte entre l'espace du « chez soi » et celui du voisinage ou du quartier (Grafmeyer, 1998). « *En deçà de ce seuil, l'accès aux habitants dépend pour l'essentiel de leur bon vouloir : ces derniers sont en mesure, sinon de programmer, du moins de filtrer et de contrôler leurs contacts avec autrui* » (Grafmeyer, 1998: p.347). Cette habitude relationnelle trouve des résonances fortes dans la tendance à la sécurisation de l'habitat – que nous

---

<sup>182</sup> Lors de mon installation, je revenais d'ailleurs d'un séjour de six mois à la Réunion pour mon stage de recherche de master, où j'avais pareillement dû me loger, inscrire mon fils à l'école et dans les activités associatives, etc. ; et malgré les neuf mille kilomètres, le changement d'hémisphère et de culture, le contact s'y est opéré beaucoup plus facilement qu'ici, à 200 km du lieu où j'ai grandi.

questionnerons au chapitre suivant – qui tend pareillement à marquer de plus en plus nettement la frontière entre espace privé et espace public.

Selon les personnes qui m'ont confiée leur étonnement face à ce comportement, « ce moment » des relations se fait emblématique de ce qu'elles seraient majoritairement ici : courtoises mais brèves et distancées. Sans aller forcément jusqu'au malaise social, beaucoup des personnes interrogées en entretiens confient ne pas avoir développé beaucoup de relations de voisinages, et peu de relations amicales dans les entours de leur habiter. Certains parlent d'un « manque d'âme » de la ville, explicatif du « peu de vie » qu'il règne ici. Pour certains, même s'ils peinent à le mettre en mot, ce manque de relations s'explique par une ambiance locale non propice à leurs développement. Dans ce constat, la question de l'absence d'une centralité forte à la ville est souvent ressortie. Le centre bâti manquant agirait comme un frein au développement des sociabilités.

*« Mais après, c'est vrai qu'on est passé euh... sur Mauguio, le marché. Et on a trouvé une autre ambiance, le marché de Mauguio, qu'on n'a pas trouvé à Lattes. Lattes je trouve... froid. [...] Moins... ouais, je dirais moins froid. Ouais, c'est peut-être un peu, un peu froid... Peut-être au niveau contacts aussi avec les gens, ça laisse... Je ne sais pas comment définir, tu vois ce n'est pas... Ce n'est pas spécialement des relations profondes... Ben après tu ne peux pas non plus, t'entendre avec tout le monde. Mais... [...] »*

*Et sur l'ambiance du quartier, tu trouves qu'il y a une, il y a un peu une vie de quartier ?*

*Non.*

*Non ?*

*Non. »*

[Madame Partais, environ 35 ans, habitante depuis 7 ans]

L'absence de cœur historique bâti visible associée à la proximité de Montpellier pousse alors facilement à associer Lattes à un quartier périphérique, à une banlieue de la grande ville. Alors que cette association ne se fait pas forcément aussi facilement pour d'autres villages alentours pourtant a priori semblables. Cette absence de cœur historique influe l'ambiance qu'il s'en dégage.

*« D'abord parce que le village n'a pas été... Le drame de Lattes, c'est le village. À Pérols ou à Mauguio il y a toujours eu un cœur de village, nous le cœur du village c'est 100 personnes. À l'époque, les seuls commerces qu'il y avait dans Lattes c'était une épicerie et un café. Et, et c'est tout. Il n'y avait rien d'autre. Pas de journaux, pas de pharmacie, pas de boulangerie, rien, rien. Il y avait un boucher qui passait qui faisait le porte à porte, le poissonnier pareil, le boulanger tous les matins. Il n'y avait pas le cœur de village... Vous allez à Mauguio la place de la mairie c'était... Moi j'ai joué à Mauguio pendant 2 ans, je me rappelle que vous aviez la place de la mairie, tous les vieux du village étaient là, les familles se retrouvaient là, le dimanche après la messe et compagnie, moi je me souviens avoir vu tout ça... »*

[Monsieur Traditiona natif, famille lattoise depuis quatre générations.]

Il est à préciser que pour d'autres au contraire, notamment parmi ceux récemment installés, comme Madame Paroissi qui nous l'explique ci-dessous, cette absence de cœur historique bien marqué et l'ambiance villageoise qui y est attaché traditionnellement, se vit comme un avantage. Dans un contexte où les nouveaux venus sont nombreux, l'intégration est facilitée par cette apparence d'ouverture comparativement à d'autres villages alentours aux communautés villageoises plus fermées.

*« J'ai discuté avec des personnes qui habitaient dans des villages.... [...] Ils me disaient que justement, il y avait un cœur d'habitants qui formaient les anciens habitants, et qui regardaient les autres un petit peu comme des étrangers. Hé bien ce phénomène là n'est pas du tout à Lattes. À Lattes, on est tous : chez nous ! Parce qu'il n'y a pas de cœur... Enfin, moi j'ai cette impression là. »*

[Madame Paroissi, habitante depuis 5 ans, environ 70 ans, retraitée.]

Au cours de l'entretien, cette dame confia cependant ne pas avoir lié de relations autres que celles développées au sein de la paroisse où elle est très active. Ainsi, la promesse d'intégration facilitée que lui suggérait l'absence d'un cœur historique très marqué (associé dans son esprit à des logiques d'appartenances locales fortes et peu intégratives du nouveau venu) n'a pas vraiment été tenue.

Dans cette tendance où les relations sont orientées librement et distancées par des protocoles, les occasions de créer des liens dans le quotidien aux environs de l'habiter se raréfient. Comme nous l'avons vu plus haut, la distinction proposée par Yannick Sencebé (2007) entre *attaché* et *ancré* est ici éclairante. Quand pour les *attachés* les relations de proximité définissent le champ des possibles, les horizons sont élargis pour les *ancrés*. Une des hypothèses des différences dans l'expression des solidarités au sein des sociabilités des *attachés* ou des *ancrés* pourrait être en lien avec la durabilité des liens envisagés. Cet horizon est fonction du sens historique personnel donné à l'habiter. Si le « *Lattois attaché* » ne conçoit que douloureusement d'en partir, le « *Lattois ancré* », pourrait s'en aller si sa trajectoire de vie lui en donnait avantageusement l'occasion. La logique des *ancrés* s'inscrit davantage dans le cadre de mobilité de la vie urbaine et les relations tissées sont plus enclines à ne durer qu'un temps. Les modes de solidarités sont alors plus enclins à répondre à une réciprocité immédiate. Pour les *attachés*, moins enclins à la mobilité, les relations sont davantage inscrites sur le temps long, elles peuvent traverser les saisons, voire les générations, et peuvent ainsi se passer d'une réciprocité dans l'immédiateté de la relation.

Le type de relations en présence (illustré par celles se déployant autour des enfants) tout autant que le cadrage de son déploiement, réduit au seul milieu associatif, suggèrent l'inscription des sociabilités locales dans une grammaire politique libérale. En effet, ainsi que le détaillent les travaux de Luca Pattaroni : « *La relation contractuelle à l'autre, où se*

*formalisent certaines obligations réciproques apparaît comme archétype d'une telle modalité [libérale] du rapport à l'autre » (Pattaroni, 2001).* Rendre immédiatement ce que l'on nous a donné - dans l'exemple des enfants cités ci-dessus en offrant un cadeau si on reçoit une invitation - est un moyen de s'affranchir immédiatement de la dette que l'on aurait contracté envers l'autre. Si s'associer uniquement par des réseaux très spécifiques d'association de sport et/ou de culture permet bel et bien de former un lien, ce lien est toutefois spécifique, orienté... S'associer, c'est se mettre ensemble librement en tant qu'individu autonome et indépendant. Dans ce modèle politique libéral, tout le monde a sa place, la liberté de chacun est valorisée. Cette manière de composer avec les rapports humains, si elle comprend une vertu émancipatrice et profondément égalitaire en mettant tous les membres engagés dans la relation sur un plan d'égalité ; par sa mise en équivalence opère aussi une mise à distance. On n'a pas de dette, on est plus isolé aussi. Le pendant à « tu ne me dois rien » est bien : « ne me demande rien ». La frontière étanche érigée par les habitants entre le public et le privé par l'édification de murs participent de cette grammaire libérale... et de cette mise à distance alors matériellement représentée. Dans cette grammaire politique libérale où se pose l'idée de capacité dont jouit l'individu libre et autonome, le nouveau-venu, libre et en capacité de ses mouvements n'a pas forcément besoin – et n'attend pas forcément non plus – qu'on l'accueille, qu'on l'accompagne dans son inscription dans un milieu. Ce postulat de capacité associé à la faiblesse des liens et surtout la rareté des occasions pour ouvrir l'échange ne va pas forcément encourager à échanger localement et donne à voir une diminution des histoires communes entre les habitants.

## Conclusion : Un milieu et des habitants en quête d'identité

Le milieu lattois, forme hybride contemporaine entre urbain et rural, ayant connu une transformation rapide et récente, aujourd'hui située dans la première couronne de l'agglomération de Montpellier et à proximité de la mer, apparaît donc comme résistant à la dénomination. Les trajectoires résidentielles des habitants, pour la majorité installée depuis moins de dix ans, montre une mobilité résidentielle forte. Si vivre à Lattes est un choix qui s'argumente, l'argumentation ne procède pas de la même manière pour tous, quand la vie près de la campagne a été choisie pour certains, pour d'autres : « *C'est la ville* ». Le milieu et ses habitants apparaissent comme en quête d'identité. Dans la mobilité résidentielle des habitants qui préfigure l'emménagement à Lattes, le choix ne s'est pas forcément arrêté sur un lieu mais plus souvent sur les prestations offertes par le logement ou son environnement direct. Les trajectoires résidentielles donnent à voir des profils habitants variés au sein desquels deux groupes se dessinent : celui des « *anciens attachés* » et celui des « *nouveaux ancrés* » en reprenant la catégorisation opérée par Yannick Sencébé. Avec le boom démographique récent qu'a connu la commune, les deux groupes d'habitants sont très disproportionnés : les anciens

se font rares ; fait entretenu par le renouvellement observé. Les relations sociales ne répondent plus à une logique de proximité spatiale mais davantage à une logique de proximité sociale. Les relations sociales existent bien entendu, mais elles sont très prédéterminées. Les liens entre les habitants se tissent principalement dans des cadres circonscrits, tels les activités associatives. La proximité est majoritairement sociale. Les échanges informels dans la proximité spatiale, au détour du quotidien, se raréfie. La nature des rapports observés, notamment autour des enfants, très protocolaires, a fait émettre l'hypothèse d'une inscription des sociabilités locales dans une grammaire politique libérale qui, si elle est émancipatrice, ne va pas forcément encourager à l'échange dans la proximité. Par ailleurs, l'appartenance locale apparaît fragile et questionne les possibilités de transmission lorsque les questions de définition, en cours de construction, sont encore peu partagées. Avec le boom démographique en renouvellement permanent, la sous représentation des « *anciens* » et, avec elle, la raréfaction des liens de proximité, vient compromettre les possibilités de transmissions des connaissances du milieu. La distinction franche que les anciens opèrent ainsi avec les nouveaux habitants suggèrent également une certaine réticence à la création de nouveaux liens. Cette attitude participe paradoxalement aussi à compromettre les possibilités de transmission des anciens aux nouveaux qui pourraient combler le délitement des attaches au milieu que les premiers déplorent. Dans un entretien collectif, une habitante « nouvelle-venue » nous confiait son étonnement sur ce point : elle ne rencontrait que très peu de personnes âgées en mesure de lui parler de l'histoire locale, ce qu'elle regrettait. La surreprésentation des nouveaux sur les anciens compromet les transmissions qui pourraient participer à entretenir une mémoire des lieux. Dans cette transmission de l'histoire des lieux pourraient notamment se transmettre les récits des inondations passées, particulièrement dans ce milieu où l'on se situe à distance du dernier événement.

## Chapitre 5. Un milieu qui rassure... mais qui expose aussi

*« Ouh la la ... Trouver un appart sur Lattes... ce n'est pas facile ! Faut dire qu'ici il y a beaucoup de demande : on est à cinq minutes de Montpellier, à cinq minutes de la plage, à cinq minutes de l'autoroute... Il y a tous les commerces tout près... C'est propre, on est tranquille ici, les enfants sont en sécurité ».*

[Une habitante.]

Ces propos d'une Lattoise recueillis au café du centre lors de ma première visite sur le terrain, en réponse à ma demande de conseil pour trouver un logement à louer, rejoignent plusieurs autres observations qui montrent que la question de la sécurité est omniprésente à Lattes. Son évocation se fait sous différents angles aussi variés que le risque d'agression physique, de cambriolage ou encore d'accident lors des déplacements piétons. Parmi les nombreuses évocations locales de la sécurité, celles qui reviennent le plus fréquemment ont trait à l'insécurité dite « urbaine ».

La qualification par les habitants de leur habiter à Lattes donne à voir un milieu de vie choisi, apprécié pour la proximité spatiale à tout un ensemble de services, son calme et la tranquillité de vie qu'il permet. Au calme et la tranquillité d'esprit que les habitants mettent en avant dans les avantages à vivre ici est souvent associée l'idée d'une « tranquillité sociale », en comparaison à l'agitation urbaine que l'on peut voir par ailleurs. Mes voisins directs ont habité un village proche avant d'aménager sur Lattes. Si leur lieu de vie précédent, Mauguio, leur plaisait, notamment pour « le côté villageois » ils ont préféré en partir parce qu'« il y avait trop la foire ». Ils habitaient dans un appartement donnant sur la place centrale où il y avait régulièrement de l'agitation en soirée. Ils ont choisi Lattes parce qu'ici, ils sont sûrs « que ce ne sera pas la zone ». De cette question de la tranquillité sociale en découle souvent une autre. Monsieur Jisaiti a fait ce lien lors d'un entretien : « Bon... C'est comme dans beaucoup d'autres villes, hein », le questionnement est celui de « l'ouverture aux classes pauvres, ou aux classes moyennes ».

Lors de ma première visite dans le quartier récent de Port Ariane, je fus saisie par ce que j'observais : dans ce quartier construit tout près des digues, la recherche de sécurisation aux intrusions éventuelles était plus évidente que la recherche de sécurité vis-à-vis de l'inondation. Le quartier est constitué d'espaces résidentiels fermés entouré de hauts grillages avec digicode au portail tout en se situant contre des digues<sup>183</sup> : le risque d'insécurité urbaine semblait susciter bien plus d'attention que le risque inondation. Nous allons ici nous intéresser à ce paradoxe. Pour ce faire, nous allons dans un premier temps porter attention aux processus d'homogénéisation que ce soit d'un point de vue social (section 5.1) ou opérant sur le milieu (section 5.2) ; et qui participent à l'inscription dans cette logique sécuritaire. Nous pourrions

---

<sup>183</sup> Depuis la circulaire du 30 avril 2002, la bande de précaution de 50 mètres du pied des digues de l'ensemble du linéaire endigué a été portée en zone dite d'aléa grave et toute nouvelle construction, ou même modification de l'existant y est interdite.

alors nous concentrer sur ce souci vis-à-vis de l'insécurité dite urbaine (section 5.3) et plus particulièrement ses conséquences en termes de prévention vis-à-vis de l'inondation (section 5.4).

### 5.1. Une « banlieue pour riche »<sup>184</sup> ?

« Lattes, c'est un peu... un peu bourgeois... un peu bourge quoi. »  
[Une habitante.]

Les trajectoires habitantes sont marquées par la mobilité et la liberté de choix résidentiel. Ces éléments viennent alimenter les travaux contemporains questionnant les logiques résidentielles en pointant de plus en plus la fluidité et l'individualisation qui les caractérisent. La mobilité individuelle y est décrite comme le fruit de choix individuels des lieux (et des identités attachées) variables dans le temps. Pour ne pas qualifier une population par ses seuls choix résidentiels – au risque de faire prévaloir abusivement la géographie sur la sociologie et l'économie (Donzelot et Mongin, 2013) – la structuration, relativement stable, de ces « identités » sociales liées aux lieux de résidence, que ce soit par des éléments cadrant la situation ou les hiérarchies socio-économiques, va ici être également considérée. Le rapport des individus à l'espace résidentiel apparaît aussi fortement structuré par des processus économiques (niveau de revenu, niveau de prix du logement, localisation des types d'emplois), urbains (structure des parcs de logement, équipements et services locaux, infrastructures et accessibilité) et symboliques (images plus ou moins valorisantes des quartiers) (Oberti et Préteceille, 2004: p.151). Dans ce cadrage, l'habitat périurbain est classiquement associé à la classe moyenne. Ce mode d'habiter serait plutôt l'apanage de ceux qui n'auraient pas les moyens de vivre en ville mais le besoin professionnel de s'en rapprocher. C'est pour participer à l'affinage de la qualification du mode d'habiter lattois que ces éléments de cadrage vont être considérés ; en permettant tout autant de « *prendre la mesure de la variété des périurbain* » appelé par des analystes contemporains<sup>185</sup>.

Dans les analyses sociologiques françaises récentes, le déclin des analyses par les classes sociales s'est accompagné de « *représentations d'une société de classes moyennes aboutissant au bout du compte à la dilution des classes* » (Bidou-Zachariasen, 2004). Depuis, cette lecture par la « *moyennisation* » a été largement remise en question. « *La notion de classes moyennes peut-être trompeuse lorsqu'elle n'est pas conceptualisée avec rigueur* » (Bidou-Zachariasen, 2004: p.126). Pour mieux définir le profil de la « société lattoise », le recours précautionneux aux deux champs d'analyses qui se sont succédé dans la tradition sociologique française (la lecture par classes et celle de la « *moyennisation* ») nous paraît

---

<sup>184</sup> Expression régulièrement entendue sur le terrain, que ce soit de la part d'habitants ou de personnes extérieures à la ville.

<sup>185</sup> Voir notamment numéro de la Revue Esprit : « *Tous périurbain ! Tous urbain* », mars-avril 2013

intéressant. Par un recours à la statistique considéré comme un outil parmi d'autres, nous proposons de recourir à ces outils heuristiques afin de caractériser un peu mieux « un profil » des habitants lattois. Les catégories existantes dans la littérature, relativement anciennes, ne peuvent correspondre tout à fait à la situation. De plus et surtout, nous entendons ici, ainsi que Pierre Bourdieu le concevait, que les classes sociales ne sont jamais fixes et leurs frontières jamais immuables ; les tendances décrites le sont en gardant à l'esprit la pluralité que les trajectoires habitantes tracent par ailleurs. Nous proposons de nous référer aux catégorisations existantes de manière panachée afin de servir l'analyse.

La structure de la population lattoise ne la différencie pas de celles observées dans les autres communes périurbaines de ses alentours ni de la moyenne départementale. La part de retraités de Lattes (28.6%)<sup>186</sup>, si elle est importante, est commune avec les villes voisines et ne constitue pas une grande originalité localement : le département de l'Hérault se caractérise par les mêmes tendances (27.5%)<sup>187</sup>. À noter que la catégorie des personnes entre 60 et 74 ans y est sensiblement plus importante<sup>188</sup>. Par contre, le modèle de la famille avec enfant y est bien moins représenté que dans d'autres communes périurbaines comparables (23.6% des ménages en 2009 à Lattes contre 31.2% pour Castelnau-le-Lez par exemple). Lattes n'est pas l'apanage de la famille, comme cela serait majoritairement le cas dans les espaces périurbain (Jaillet, 2004).

De part leur catégorie socioprofessionnelle, les habitants lattois pourraient s'apparenter aux catégories bourdeusiennes de la « *petite bourgeoisie* » (Bourdieu, 1979). Bourdieu distinguaient trois types de « *petite bourgeoisie* » selon les catégories socioprofessionnelles qui recoupent celles les plus représentées sur Lattes. La « *petite bourgeoisie nouvelle* » (métier artistique ou semi-artistiques, métiers intellectuels ou semi-intellectuels, métier de conseil, profession de présentations et représentation, secrétaire et infirmière), la « *petite bourgeoisie d'exécution* » (cadres moyens, techniciens, employé de commerce et de bureau, instituteurs, gendarmes, policiers, et la « *petite bourgeoisie traditionnelle* » (patron de PME, artisans). Chacune d'entre elles était caractérisée par des spécificités – suggérées dans leur nom – dont il n'est pas lieu de discuter ici. En considérant les catégories socioprofessionnelles lattoise, nous voyons que ce sont surtout les professions intermédiaires et les cadres (et professions intellectuelles supérieures) qui progressent, alors que la part des autres catégories diminue.

---

<sup>186</sup> De la population de 15 ans ou plus en 2009. Source : chiffres Insee, recensement de la population, mise à jour le 28 juin 2012.

<sup>187</sup> De la population de 15 ans ou plus en 2009. Source : chiffres Insee, recensement de la population, mise à jour le 28 juin 2012.

<sup>188</sup> 17.4% contre 14.2% pour Castelnau-le-Lez par exemple ; de la population de 15 ans ou plus en 2009. Source : chiffres Insee, recensement de la population, mise à jour le 28 juin 2012.



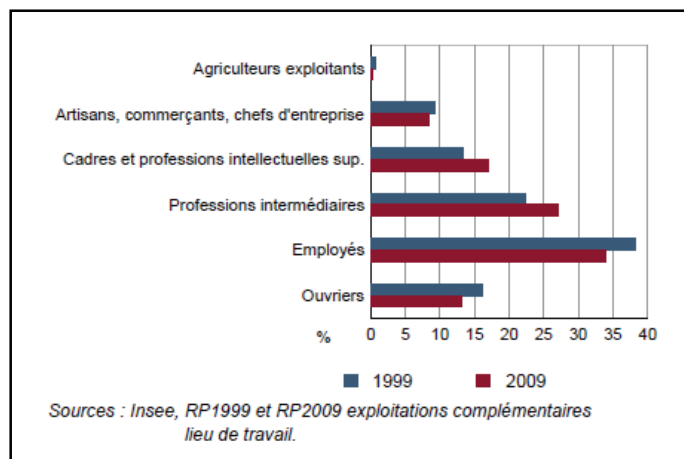


Figure 24 : Catégories socioprofessionnelles des emplois pour la commune de Lattes  
Histogramme en pourcentages pour les années 1999 et 2009.  
[Source : Insee, recensement de la population, mis à jour le 28 juin 2012].

D'autres auteurs regroupent ces catégories socioprofessionnelles de *nouvelles couches moyennes salariées*<sup>189</sup>. Cette catégorie est caractérisée dans les analyses sociologiques par un investissement fort de l'espace hors-travail, du résidentiel et du quotidien qui deviendrait une valeur en soi ; fait qui participeraient à expliquer l'engouement de ce groupe pour les espaces périurbains (Bidou-Zachariasen, 2004). L'emploi salarié représente 85.7% des habitants lattois, ce qui ne constitue pas une spécificité puisque les taux dans les communes alentours sont semblables<sup>190</sup>. Des spécificités apparaissent par contre dans le détail des catégories socioprofessionnelles (figure 25). Comparativement à Castelnau-le-Lez<sup>191</sup>, par exemple, nous voyons que les catégories des « *Artisans, commerçants, chefs d'entreprise* » ainsi que celle des « *Employés* » sont plus représentées à Lattes, alors que celle des « *Cadres et professions intellectuelles supérieures* » l'est nettement moins.

<sup>189</sup> Voir par exemple les travaux de Poulantzas N. (1974) « *Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui* », Paris, Seuil. Cité par (Bidou-Zachariasen, 2004: p 120).

<sup>190</sup> 89.4 % pour Montpellier, 84.1% pour le département de l'Hérault, 86% pour Castelnau-le-Lez par exemple.

<sup>191</sup> La ville de Castelnau-le-Lez est une autre commune de la première couronne de l'agglomération montpellieraine avec laquelle Lattes est souvent mise en comparaison localement. Les niveaux de revenus, notamment, sont comparables dans les deux communes (figure 27). Les données de la ville de Montpellier et du département Hérault permettent de donner des « tendances » locales.

	Montpellier	<b>Lattes</b>	Castelnau-le-Lez	Hérault
Ensemble	215 848	<b>13 362</b>	12 446	855 220
Agriculteur exploitant	0.1	<b>0.2</b>	0.2	0.9
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	2.6	<b>5.3</b>	3.6	4.1
Cadres et professions intellectuelles supérieures	10.9	<b>10.2</b>	15	7.9
Professions intermédiaires	14.4	<b>16.3</b>	15.7	13.2
Employés	16.1	<b>16.9</b>	13.1	16.2
Ouvriers	8.6	<b>6.1</b>	5.9	10
Retraités	18.5	<b>28.6</b>	26.3	27.5
Sans activité	28.9	<b>16.3</b>	20.2	20.3

Figure 25: Structure de la population selon la catégorie socioprofessionnelle  
[Tableau comparatif pour la population de 15 ans ou plus, communes de Lattes et de Castelnau-le-Lez, agglomération le département, chiffres 2009 en %. Source : Insee, recensement de la population, mise à jour le 28 juin 2012.]

D'autre part, la comparaison des niveaux de qualification, en observant les répartitions des diplômes obtenus par les habitants (figure 26), nous permet de voir que le taux de personnes détentrice d'un diplôme de l'enseignement supérieur long se situe pour Lattes en deçà de celui de Montpellier ou de la commune périurbaine de Castelnau-le-Lez.

	Montpellier	<b>Lattes</b>	Castelnau-le-Lez	Hérault
Aucun diplôme	17.8	<b>12.3</b>	10.9	17.9
Certificat d'étude primaire	5.7	<b>9.1</b>	7.3	9.6
BEPC, brevet des collèges	6.2	<b>8.8</b>	7.3	7.7
CAP / BEP	14.6	<b>19.1</b>	13.6	20.9
Baccalauréat ou brevet professionnel	17.8	<b>19.4</b>	16.8	17.2
Diplôme enseignement supérieur court	14.4	<b>14.9</b>	14.8	12.2
Diplôme enseignement supérieur long	23.5	<b>16.3</b>	29.2	14.5

Figure 26 : Structure de la population selon le diplôme le plus élevé  
[Tableau comparatif pour la population non scolarisé de 15 ans ou plus, en 2009 en %, communes de Lattes et de Castelnau-le-Lez, l'agglomération et le département. Source : Insee, recensement de la population ? mise à jour le 28 juin 2012.]

Dans la « *petite bourgeoisie* » bourdeusienne, le capital culturel<sup>192</sup> tient un rôle important. De la même manière, il est important dans les analyses plus récentes des « *nouvelles classes*

<sup>192</sup> Le capital culturel regroupe l'ensemble des ressources culturelles dont dispose un individu. Il est l'un des 3 types de capitaux théorisés par Pierre Bourdieu avec le capital économique et le capital social. Bourdieu (1979) « Les trois états du capital culturel », Actes de la recherche en sciences sociales, n°30, novembre 1979.

*moyennes salariées* » (Bidou-Zachariasen, 2004). Ce n'est pas ce capital qui fait prévaloir les statistiques sur Lattes sur celles des communes voisines. Le capital économique démarque davantage la commune de la moyenne départementale, au même titre que pour Castelnau-le-Lez ou d'autres communes de la première couronne de l'agglomération montpelliéraine. À Lattes, 64.5 % des ménages fiscaux lattois sont imposables quand 48.6 % le sont dans le département (Hérault, données Insee 2009) et 58% en France métropolitaine (données Insee 2009). Nous voyons par ailleurs que le niveau des revenus y est également plus haut que la moyenne départementale<sup>193</sup>.

	Montpellier	<b>Lattes</b>	Hérault	Castelnau-le-Lez
Revenu déclaré moyen par foyer en 2009 en euros	19 894	<b>27 279</b>	21 013	31 819
Foyers fiscaux imposables en % de l'ensemble des foyers fiscaux en 2009	48.1	<b>64.5</b>	48.6	61.9
Médiane du revenu fiscal des ménages par unité de consommation en 2010 en euros	16 014	<b>22 515</b>	17 498	23 376

Figure 27 : Tableau comparatif du niveau de revenu et du taux d'imposition des communes de Lattes et de Castelnau-le-Lez, de l'agglomération et du département, chiffres 2009. [Source : Insee, recensement de la population, mis à jour le 28 juin 2012.]

Dans les représentations extérieures de Lattes, cette caractéristique d'un milieu « *de privilégiés* » domine. Ainsi, une voisine – une des rares locataires de ma rue – me confiait dernièrement que cela lui faisait toujours bizarre d'être pris « *pour une bourgeoise* » lorsqu'elle dit habiter Lattes. Dans le quotidien du vivre à Lattes se dégage pareillement le sentiment de faire partie d'un milieu social privilégié. Plusieurs habitants, tel celui cité ci-dessous, m'ont fait part de cette lecture du milieu social lattois :

*« Parce que, il faut bien reconnaître que dans le lotissement... Là... le niveau socioculturel est globalement bon, d'un point de vue financier comme d'un point de vue culturel (...) Il y a une forme de barrière par l'argent. »*

[Monsieur Jisaiti, habitant depuis 1 an]

Nombreuses de mes notes de terrain de la vie quotidienne sont relatives à cette *étiquette de zone de privilégiés*<sup>194</sup>. Cette question est apparue de manière spontanée dans plusieurs des entretiens individuels et au sein de toutes les situations d'entretiens collectifs.

<sup>193</sup> De nouveau de la même manière qu'à Castelnau-le-Lez ou d'autres communes de la première couronne de l'agglomération montpelliéraine.

<sup>194</sup> Par exemple celles concernant deux femmes qui attendent le bus et échangent sur la difficulté de trouver des ouvriers de bonne qualité pour réaliser les aménagements qu'elles envisagent pour leur jardin : « *Une allée avec de l'eau dessous quand on passe, un sol en plaque de verre.* » Celles relatives à cette maman de conditions modestes qui me recommande « les Lillipuces », des puces spéciales pour les petits organisées une fois l'an sur la commune, où selon elle il y a des très bonnes affaires à faire : « *Les riches de Latte, y vendent de très belles choses, de marque et tout pour rien du tout : ils se débarrassent de tout ce dont ils n'ont plus besoin.* » Ou encore celles sur le regard d'une commerçante ambulante de chocolats lors d'un marché qui me confie être très surprise par le nombre de personnes, apparemment « *très aisées* », qui

*« Bon, mais c'est quand même ....Ce n'est pas n'importe-qui qui habite à Lattes, hein ; c'est réservé aux gens, enfin, c'est ce qui se dit quoi, que cela fait partie des banlieues... aisées, il y a un certain pouvoir d'achat entre guillemets, quoi » [alors que nous échangeons sur ce qu'être lattois veut dire]*

[Une habitante native. Extrait entretien collectif n°2.]

Le milieu social prend corps dans des formes de contrainte sociale ambiante difficilement traduisible, ressentie dans un habiter quotidien ici. Localement, dans l'effort que font les individus pour présenter une image à la fois avantageuse et crédible (Goffman, 2006), beaucoup de cette présentation de soi consiste en une démonstration d'un certain niveau de vie. À Lattes, les apparences comptent. Dans un souci d'ethnographe à « se fondre localement », j'ai expérimenté des formes d'intégrations de la contrainte de désirabilité sociale certainement encore plus marquées que les autres nouveaux-arrivants. Mes premières expériences du quotidien lattois se sont accompagnées de fréquents sentiments de malaise qu'il est possible de réunir, avec le recul, sous une forme de « déclassement social ». Je me suis ainsi rapidement surprise à modifier ma manière de paraître pour coller à celle que je saisisais dans mes entours. Tout en ressentant personnellement ma propre distance à ce rôle, j'avais conscience que ma maîtrise des expressions, pour ne pas dénoter, se chargeait d'un nouveau rôle (Goffman, 2006). Au fil des mois j'ai insidieusement modifié mes habitudes. Je me suis laissé prendre (Favret Saada, 1990) par la pression sociale locale. Ces modifications de mes pratiques ont pris corps notamment sur des éléments liés à l'apparence. En modifiant par exemple ce qui était de l'ordre de ma « façade personnelle », mes habitudes vestimentaires ou ma manière de parler. Mon « décor » encore - quand j'ai commencé à recevoir d'autres habitants chez moi.

Dans cet engagement situationnels finalisé, celui de recevoir dans mon intimité, guidée par l'intention de « me fondre localement » je réglais ma conduite en fonction de l'idée que je me faisais de ce qui pouvait ou ne devait pas s'y introduire (Hannerz, 1983: p.134). Ainsi, lorsque je recevais quelqu'un chez moi, je me suis surprise à « l'arranger » en veillant notamment à davantage d'ordre – par exemple avant l'arrivée d'un parent venant récupérer son enfant venu jouer avec le mien – comme je n'avais pas l'habitude de le faire dans mes habitations précédentes. J'ai encore réalisé cette modification insidieuse de ma manière de paraître lorsque j'ai pu changer ma vieille voiture contre une plus récente, où je me garais avec plus d'aisance devant l'école de mon fils : Je me sentais moins notoirement marqué socialement par rapport aux autres. Dans l'ensemble de ces modifications que je me sentais effectuer pour ma présentation, et donc, en tentant d'être fidèle à celles que m'évoquais celle des autres habitants du quartier, il me semble que la plupart pouvaient être qualifié d'un « *souci des*

---

achètent des aliments pour animaux à prix d'or sur le stand qui jouxte le sien. Autant de petits indices attestant d'un milieu habité par des personnes privilégiées matériellement.

*apparences* », avec des manières de faire moins directe, plus réfléchie, l'usage d'un langage plus soutenu et une tenue plus soignée.

La population lattoise ne se différencie pas spécialement, localement, dans sa structure. La surreprésentation de la catégorie des retraités qu'elle présente est partagée dans le département. À noter que le nombre de famille avec enfant(s) y est moins important que dans les communes alentours. L'emploi y est majoritairement salarié, formé principalement de professions intermédiaires et d'employés. Les cadres et professions intellectuelles bien qu'en progression, y sont moins nombreux que dans d'autres villes périurbaines comparables. Il en est de même du nombre de personnes diplômées de l'enseignement supérieur long. Enfin, les niveaux de revenus sont plus importants que les moyennes locales, et les deux tiers de la population est imposable quand moins de la moitié l'est pour le département. La mobilité résidentielles qui y est observée, ainsi que nous l'avons vu plus haut, dans un contexte de valeurs foncières élevées, est un autre indicateur d'une classe moyenne supérieure du point de vue du capital économique. En revanche, la même catégorisation fonctionne moins du point de vue du capital culturel. L'intérêt de cette attention à la structuration sociale est qu'elle permet de mettre en évidence que l'on ne s'installe pas là par dépit ou parce que l'on n'a pas le choix : les Lattois choisissent ce lieu et n'en partent pas parce qu'ils le veulent, parce qu'ils en ont les moyens.

## 5.2. Une ambiance urbaine peu propice au développement de sociabilités

*« Donc, non, on a aucune relation avec le voisinage. »*

[Madame Passontan, habitante depuis 3 ans.]

La matérialité de l'habitat et de son environnement conditionnent les formes de sociabilité qui peuvent s'y déployer (Donzelot et Mongin, 2013). Kaï Erikson a montré comment la communauté des Ojibwas, en Amérique du Nord aux débuts des années 1960 a sombré dans la misère et l'alcoolisme suite au déplacement contraint de leur réserve pour l'exploitation forestière. Avec le bouleversement de leur économie, l'inadéquation entre l'espace du nouveau village imposé et la perpétuation de leurs coutumes figure comme principal élément explicatif au malaise de la communauté (Erikson, 1994). Fabienne Wateau a travaillé sur le déplacement des habitants de la région de l'Altentejo au Portugal lors de la construction du barrage Alqueva. Ses travaux ont mis en évidence la relativité de la définition de qualité de vie. Si les habitants ont accueilli favorablement le projet du barrage et étaient contents par l'aménagement dans les maisons neuves du nouveau village construit ;

lorsqu'ils furent mieux équipés, ils regrettaient l'ancien. Si le confort moderne du nouveau village était garant d'une certaine qualité de vie, l'habiter était vécu comme un sacrifice en perdant la qualité de vie qu'offrait l'ancien par sa beauté et ses usages quotidiens perpétués dans la communauté (Wateau, 2003). Le cadre matériel de la vie en conditionne sa dimension sociale. Les aménagements réalisés dans le cadre de planification urbaine agissent sur les pratiques. La « *sensibilité géographique* » (Morel-Brochet, 2007) agit pour les habitants potentiels comme un évaluateur des milieux où ils sont mis en présence. Cette sensibilité sert de guide intuitif pour mettre à distance ou fuir les lieux dont la saveur semble suspecte ou repoussante, comme pour chercher à demeurer ou accéder à ceux dont la saveur est alléchante ou rassurante (Morel-Brochet, 2012). Les habitants qui décident de s'installer ici adhèrent, d'une certaine manière, à ce que ce milieu comprend. Si le milieu convient c'est que l'on partage des choses avec les autres personnes qui l'habitent. De plus, une fois installé, le nouvel habitant subit encore l'influence du quartier, il « *s'adapte plus ou moins complètement à ses conditions et à ses codes* » (Park, 2007: p.36). Le ressenti de l'ethnographe prend sens ici dans l'analyse. La manière dont j'ai pu intégrer la contrainte sociale locale participe à la qualification du mode d'habiter lattois.



Figure 28 : Photo du quartier résidentiel de Port Ariane  
[S. Durand © 2010.]

Dans mes échanges quotidiens, personnellement, je ne ressentais pas ce sentiment d'une vie tranquille et paisible dont me parlaient certains habitants. Plus encore, un sentiment étrange accompagna mon installation sur le terrain, tel un *trouble*<sup>195</sup> (Breviglieri, 2006) associé à l'ambiance du milieu. Dans les premiers temps où j'y habitai, Lattes m'apparut tel un milieu *artificialisé*, aux habitants toujours aimables et souriants dans un décor parfaitement organisé. L'ambiance que j'y ressentais m'évoqua l'imaginaire dépeint par Peter Weir dans son film « *The Truman Show* » (1998). Dans cette fiction, « *Truman Burbank mène une vie*

---

<sup>195</sup> La notion de « *trouble* », empruntée à Marc Breviglieri est reprise au sens de troubles qui touchent à l'environnement de proximité et qui viennent troubler le bien-être de l'habiter (Breviglieri et Trom, 2003) ; mais sans aller ici, comme c'est le cas dans les travaux des auteurs, jusqu'à l'idée de l'attention à ces troubles en ce qu'ils permettent de retrouver la source à l'émergence des problèmes publics, « *en suivant leur développement progressif jusqu'à la plainte et la protestation publique.* »

calme et heureuse. Il habite dans un petit pavillon propre de la radieuse station balnéaire de Seahaven. Il part tous les matins à son bureau d'agent d'assurances dont il ressort huit heures plus tard pour regagner son foyer, savourer le confort de son habitat modèle, la bonne humeur inaltérable et le sourire mécanique de sa femme, Meryl. Mais parfois, Truman étouffe sous tant de bonheur et la nuit l'angoisse le submerge. Il se sent de plus en plus étranger, comme si son entourage jouait un rôle »<sup>196</sup>. Les toutes premières notes de terrain que j'ai rédigé lors de ma première visite à Lattes se rapprochent de cet imaginaire.

2 juillet 2008. Aux environs de 15h. Journée très chaude.

Objectif : découverte des lieux et premiers repérages pour recherche de logement. Arrivée sur la commune de Lattes, nous cherchons à nous garer, nous optons pour un parking à l'arrière du quartier Port Ariane. A partir du Lez une partie de l'eau est détournée pour créer un petit port dans un quartier résidentiel moderne, avec une île de type « nature recomposée » au centre. Quelques bateaux. Personne à vue. Immeubles aux couleurs ocre, apparemment de grand standing. Résidences modernes et sécurisées (grand grillage, entrée parking privé avec digicode). Très peu arboré. Aux abords de ce quartier très urbain, quartier de maisons résidentielles cossues en bordure de digue (moins de 50 mètres). Ambiance plutôt déserte. Rien ne traîne. Le Lez, en frontière, est totalement endigué, « caché » derrière une allée de peuplier. Un sentier le longe. Impression de « nature parquée ». À la recherche d'un centre historique (on reprend la voiture) : en vain. Le centre est constitué par un ensemble de bâtiment en rez-de-chaussée avec une place tout en longueur centrale bordée par quelques commerces sous des arches. Ville aux accents de village qui semble être sortie de terre tout récemment. [...] Les commerçants et habitants sont la plupart du temps souriants. Il règne une ambiance... « bon enfant »... étrange.

[Extrait de la synthèse n°1 des notes de terrain (de juillet à décembre 2008)]

De ce sentiment d'artificialité d'un monde parfaitement ordonné peut en naître un autre, un certain « malaise ». Si le *décor* apparaît parfait, comme dans l'imaginaire dépeint par Peter Weir, la scène manque d'animation. Nombreux sont les habitants qui me diront ne pas se sentir vraiment à leur aise dans cet environnement si bien dessiné mais qui « *manque de vie* » ou qui « *manque d'âme* » pour reprendre les termes des habitants. Pour nommer ce milieu où aucun espace n'est laissé au hasard et où rien de dépasse, des qualificatifs tels que « *village de Playmobils* » ou « *Disneyland* », seront plusieurs fois utilisés par des collègues ou amis me rendant visite. Le « *décor* » dans le sens donné par Goffman, à savoir « *la toile de fond et les accessoires des actes humains qui se déroulent à cet endroit* » (Goffman, 2006 : p.29) du quartier récent de Port Ariane appelle à la comparaison avec des citées modernes et à l'histoire courte, dévouées aux loisirs d'hommes riches, tel Dubaï dans les Émirats arabes unis. Ce quartier de Port Ariane sert aujourd'hui l'image locale de Lattes ; lorsque l'on parle à des personnes de la région de cette ville, ce quartier est souvent cité. Il sert même parfois à l'image de l'Agglomération de Montpellier, comme en témoigne cette photo extraite d'un

---

<sup>196</sup> Source : [http://www.allocine.fr/film/fichefilm\\_gen\\_cfilm=18671.html](http://www.allocine.fr/film/fichefilm_gen_cfilm=18671.html), consulté le 26 avril 2012.

hors série sur la ville de Montpellier du journal *Courrier International* d'octobre 2009. Cette photo du port lattois sert à illustrer la proximité avec la mer de Montpellier Agglomération. Les bateaux flottants sur les nuages que l'illustrateur a choisis dégagent cette impression de vie légère, comme détachée du quotidien de la ville, plus couramment associé au monde du travail. Beaucoup des personnes extérieures à Lattes avec qui j'ai eu l'occasion d'échanger sur ce sujet partagent encore ce sentiment, l'étendant même souvent à l'ensemble de l'aire montpelliéraine.

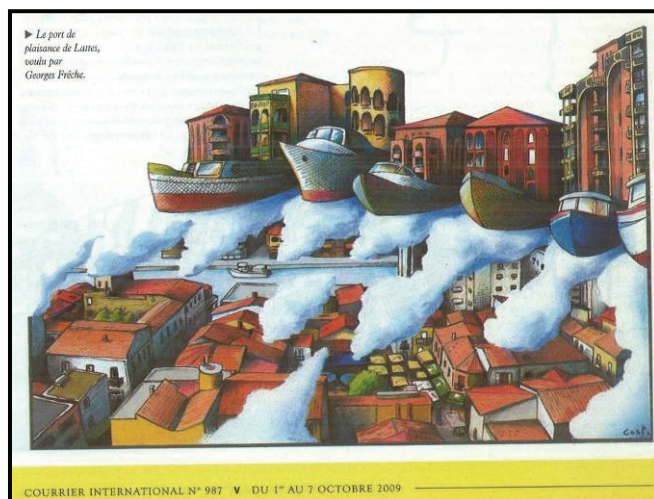


Figure 29 : Dessin du quartier Port Ariane  
[Légende : « Le port de plaisance de Lattes, voulu par Georges Frêche. »<sup>197</sup>  
Source : *Courrier International* n°987 du 1<sup>er</sup> au 7 octobre 2009.]

Une fin d'après-midi de septembre alors que je rentre à pied de l'arrêt de bus à chez moi, ce qui me fait traverser une bonne partie de mon quartier, la « tranquillité » des lieux me choque de nouveau (comprendre comme au début). Il est 19 heures, il fait un temps doux superbe... et il n'y a pas un chat à l'horizon. Je suis à nouveau sidérée par ce calme, par ce « tout est bien en place », il n'y a rien qui dépasse. Tous les portails sont fermés, les pelouses bien tondues, les poubelles bien rangées, les portes et fenêtres fermées. Pas un animal ou un humain en vue pendant les 10 minutes à arpenter le quartier. Les seuls bruits que j'entends sont ceux d'une personne que j'imagine en train de bricoler dans un garage mais que je ne peux apercevoir parce que la porte de ce dernier est bien fermée. Malgré le soleil... c'est froid.

[Extrait de la synthèse n°5 des notes de terrain (de juillet à octobre 2009).]

L'espace public lattois ne présente pas beaucoup d'aménagements encourageant la vie publique. Dans ce milieu où aucun espace n'est laissé au hasard, il n'y a que très peu de

<sup>197</sup> À noter ici que dans cet article le port de Lattes est approprié par l'Agglomération, cité comme ayant été voulu par Georges Frêche (maire de Montpellier de 1977 à 2001, plusieurs fois conseiller régional et président de la Région Languedoc-Roussillon de 2001 à sa mort en 2010). Or, comme nous l'avons vu dans la partie précédente, la construction de ce port a plutôt été l'issue d'une bataille perdue du maire de Montpellier qui rêvait depuis toujours d'un port pour sa ville - le port Marianne - pour lequel il n'obtint jamais la navigabilité ; à la faveur du maire de Lattes de l'époque, qui lui y est parvenu pour faire ériger le port Ariane.



possibilité d'appropriations de l'espace public : rares sont les espaces offrant la possibilité de s'y arrêter. Cet espace, très aménagé, l'est pour la pratique sportives ou les déplacements (piste cyclable, trottoirs larges pour les poussettes, ...), pas pour le stationnement (très peu de bancs publics par exemple, absence de place centrale véritablement fédératrice, etc.). Ce fait se vérifie tout particulièrement dans le quartier de Port Ariane. Mis à part les quelques places de stationnement devant les quelques commerces en son centre, il n'y a aucune autre possibilité d'y stationner autre que dans les parkings (fermés) des résidences : l'espace y est totalement privatisé.

Je tourne un moment dans le quartier de Port Ariane et me rend compte que hormis le parking du port proche des commerces, il n'y a aucune possibilité de stationnement. Toutes les places de parking sont réservées; le moindre espace occupé... Pas de place : circulez !

[Extrait synthèse n°7 des notes de terrain (de décembre 2009 à février 2010)]

De fait, il n'y a que rarement des personnes assises sur les quelques bancs de la ville et il y a peu de piétons dans les rues, à l'exception du jour du marché. L'espace public est peu investi autrement que par des rapports de trafic. On traverse la scène mais on ne s'y arrête pas. La prédominance des déplacements motorisés accentuant encore davantage ce sentiment d'un espace commun se résumant en un lieu de déplacements finalisés et de mise à distance des être ; la voiture opérant la frontière de protection au corps que permet le mur à l'habitation.

Sur cette question de la mobilité encore, un épisode de « l'observation habitante » m'a permis d'expérimenter les modifications des usages générées par les plans d'aménagements. De l'hiver 2008-2009 au printemps 2012, j'ai emprunté la ligne de bus n°18, où j'avais développé un sentiment d'extension de familiarité de la ville de Lattes : j'avais l'impression d'être un peu à Lattes dès que je montais dans le bus à Montpellier [dans mon itinéraire de retour du bureau à mon domicile]. Avec l'arrivée récente du tram, ces routines quotidiennes ont été bouleversées. Si j'en apprécie le gain en termes de confort de voyage, d'autres peuvent certainement regretter de ne plus voir ces visages familiers côtoyés pendant des années. Personnellement, je ne recroise plus toutes les personnes que je voyais régulièrement le matin ou le soir, à une ou deux exceptions près. Et surtout, le sentiment s'est désormais inversé : le tramway, symbole de la mobilité douce urbaine est attaché à l'agglomération, et désormais, c'est quand je monte dans le tramway à Lattes que je me sens déjà un peu dans la *ville-métropole* de Montpellier.

Le peu d'investissement apparent des entours du lieu de vie dont nous parlent les habitants semble être encouragé par certains choix urbanistiques qui n'en offrent pas ou peu le support. Pourtant, l'ambiance urbaine a longtemps était dépeinte, notamment avec l'impulsion donnée par les travaux de Simmel, comme le lieu privilégié des sociabilités. Simmel entendait par là une forme ludique de la socialisation qui permet de se fondre dans un espace malgré les

différences. La ville, par l'ambiance qui s'en dégage, serait un art d'être ensemble sans avoir aucun intérêt à l'être, l'art de se lier sans forcément partager les mêmes valeurs. Cette lecture des ambiances urbaines ne permet pas vraiment de prises sur celle qui émane de Lattes. Des travaux plus récents dépeignent des formes d'urbanité et d'usages associés qui « parlent » davantage pour le cas lattois. En suivant les travaux plus récents de sociologues urbains, et en démontrant par une analyse très fine des formes d'urbanité et des usages associés, comment un quartier - le quartier des grottes à Genève - y résiste, les travaux de Marc Breviglieri font ressortir les orientations contemporaines de l'urbanisme comme déterminée par le principe d'une « ville garantie ». « Une ville qui voudrait donner l'assurance de la qualité de ses propriétés » (Breviglieri, 2013: p.241). Selon ces travaux, dans la gouvernance urbaine globale avec la logique « marchande » dans laquelle s'inscrivent désormais les villes et les formes de compétitivité qui sont à l'œuvre (et ainsi l'attractivité qu'elles doivent défendre), s'opère une forme d'homogénéisation des formes urbaines et une aseptisation des ambiances de l'espace public. Cette « garantie », avec la prolifération d'indices sur la « mixité » et la « mobilité » – données comme des biens en soi –, englobe l'assurance d'une circulation fluidifiée, une qualité patrimoniale, un bon assortiment de commerces, des services efficaces, etc. De cette homogénéisation des formes urbaines est induite une composante structurale forte dans le quotidien, elle modifie les usages ; elle vient mettre à mal certaines « dispositions anthropologiques » (s'arrêter, s'asseoir, s'appuyer, poser, s'accrocher...), elles écrasent les sensibilités, les attachements. Par la désignation fonctionnelle des lieux, et « l'éradication des intervalles non affectés » (Breviglieri, 2013: p.221), la ville ainsi garantie contribue à structurer les usages en se prêtant à une « utilisation normalement prévisible par l'individu »<sup>198</sup>. Dans cette homogénéisation des paysages urbains domine la fonction première de la circulation articulée à la promotion d'un sujet individuel autonome. Dans la réduction anthropologique qui s'y opère, est mis au premier plan un « pouvoir être » de l'individu « singulièrement rabattu sur des compétences individuelles de mobilité » (Breviglieri, 2013: p.223). Dans ces lieux les trajectoires sont principalement solitaires et relient un point A à un point B. L'ambiance de ces espaces appelle l'efficacité et la rapidité, non la flânerie ou la contemplation (Bonicco-Donato, 2012). Richard Senett (2008) parle alors « d'aseptisation » pour définir l'appauvrissement de l'expérience sensible dans les espaces publics contemporains qu'il y observe. Les espaces publics deviendraient de plus en plus ce qu'il nomme des « espaces inoffensifs, insignifiants et neutralisant » (Senett, 2008: p.18). Le processus « d'aseptisation » participerait d'une pauvreté sensorielle des espaces urbains contemporains qui participerait à son tour à une normalisation des usages du citoyen. La vocation principalement commerciale et les dimensions esthétiques pensées pour le tourisme des espaces publics contemporains porteraient à accroître la passivité des usagers dans un milieu où l'invention est interdite. Le fond d'images négatives de l'urbain, où la promiscuité

---

<sup>198</sup> « (...) la norme intervient directement dans les configurations d'usage en introduisant à la fois des repères cognitifs standardisés dans les activités ordinaires et des forces physiques de guidage pouvant orienter la motricité et le mobilité corporelle en vue d'une utilisation raisonnable de l'environnement » (Breviglieri, 2013: p222)

fait peser une tension sur la question de la proximité, appellerait à une demande de garantie sur son bon usage (Breviglieri, 2013: p.225). Marc Breviglieri insiste sur cet « *arrière fond d'angoisse disposant notre civilisation urbaine mondialisée à la projection d'une référence négative de son horizon* », qui a pu être « tracé » dans les mises en mots des habitants et les justifications des choix urbanistiques de la Ville. L'aseptisation serait une manière de se prémunir contre toute confrontation dérangeante (Senett, 2008). Mais ces formes « *d'élaborations défensives passent par un rétrécissement des champs affectifs et des possibilités d'expérience ayant habituellement le pouvoir de creuser la profondeur sensible de la ville* » (Breviglieri, 2013: p.216). Or, c'est justement aussi dans cette profondeur sensible que pourraient se déployer des liens au milieu intégrant notamment son caractère inondable. Par ailleurs, un lien est établi dans la littérature entre l'appauvrissement de la communication qui accompagne ces formes urbaines et la tentation au « *repli sur soi* ». Richard Senett trace ainsi un pont de cette « *aseptisation* » de l'espace public à l'enfermement grandissant des pratiques individuelles « *égocentrées* » renforçant l'entre-soi et le repli sur la sphère intime. Car par ailleurs, assez paradoxalement par rapport aux attentes que l'on aurait pu nourrir sur le sentiment de sécurité ressenti par les habitants à « *vivre avec la possibilité d'une inondation* », nous voyons dans la tranquillité de vie dépeinte que le mode d'habiter lattois participerait de ce sentiment fondamental de l'habiter : le sentiment de sécurité. La question de la sécurité s'est révélée centrale au cours du travail de terrain, mais pas sur le « *risque* » dont je cherchais à tracer les diverses formes de « *circulations* » entre les habitants. C'est à cette tendance « *sécuritaire* », et à ces implications en termes de matérialité du milieu et de sociabilités qu'elle conditionne, que nous allons nous intéresser maintenant.

### 5.3. Un souci pour la sécurité urbaine omniprésente

« *Ici il n'y a pas de problèmes sociaux, c'est rare les coins comme cela aujourd'hui* »

[Un habitant]

L'insécurité urbaine, le risque d'agression ou de cambriolages est un sujet d'actualité. Que ce soit dans les journaux régionaux ou nationaux (fréquence des articles sur les faits divers liés aux questions de sécurité), dans les programmes télévisuels proposés (avec la multiplication des séries policières et des émissions sur les faits divers), les média tendent à accentuer le poids de ces questions aujourd'hui (Mucchielli, 2002). La politique sécuritaire menée par le gouvernement de 2007 à 2012 - ce qui correspond aux temporalités du travail de terrain - avec la mise en avant des questions de l'insécurité et de la délinquance comme de l'intrusion des étrangers, notamment des Roms, encouragea encore ce phénomène. Des indicateurs tels que la mention « *habitat sécurisé* », apparente dans de plus en plus d'annonces immobilières locales, la multiplication des démarchages téléphoniques par des sociétés privés sur ce sujet où « *la montée de l'insécurité* » est mise en avant pour vendre des dispositifs de

protection de l'habitat ou encore la fréquence des publicités des assureurs<sup>199</sup> centrées sur cette question attestent de l'importance contemporaine attribué au sujet. Le sujet de l'insécurité urbaine est flottant, partout.

Le terrain s'est montré particulièrement illustratif de cette tendance « sécuritaire ». Le sujet de la sécurité est revenu régulièrement dans les conversations courantes. L'analyse de la presse locale ainsi que du journal communal montre combien le thème de la sécurité urbaine est mobilisateur et ce, à travers le temps. Dans la communication de la Ville, sous la présente municipalité comme sous la précédente, cette notion de « sécurité » est très fréquemment soulignée et défendue. Dans le journal communal, de nombreux articles traitent des services de police lattois pour en décrire l'activité, les honneurs divers, les problèmes de fonctionnement, ou les diverses missions, ce qui ne trouve aucun équivalent pour les autres services communaux. L'importance de la sécurité y est régulièrement rappelée, le moindre petit accroc, tels des faits de petite délinquance comme des tags, semble faire immédiatement l'objet d'un article s'élevant contre. Lors des vœux de la nouvelle année prononcés le 22 janvier 2012 à l'espace Lattara<sup>200</sup>, c'est sur ce sujet là que le maire a commencé son discours. Il a voulu rassurer les Lattois sur son niveau de préoccupation vis-à-vis du risque de cambriolage et à annoncé l'arrestation récente par le commissaire d'un cambrioleur récidiviste de Lattes, déclaration à laquelle la salle a répondu par des applaudissements appuyés. Le maire a alors complété son propos en soulignant que pour lui le droit à la sécurité est un droit fondamental sur lequel il n'entend pas lésiner. Il en appela à la vigilance de tous et à se serrer les coudes « avec la police notamment ». Police qu'il a alors remerciée pour ses services avant d'en appeler à l'État pour plus d'effectifs. Ci-dessous un exemple des réguliers éditoriaux du journal communal où le maire revient sur le sujet

---

<sup>199</sup> Pour exemple, en 2012 le message téléphonique enregistré pour faire patienter les clients de la MAIF en 2012 faisait la promotion des dispositifs de télé protection : « Avec la MAIF télé protection, protéger votre domicile des cambriolages 24h/24 et 7jrs/7. »

<sup>200</sup> Espace municipal construit au cours de l'année 2010 en plein centre-ville, qui est venu remplacer l'ancien Foyer rural. Il comprend la médiathèque, la maison des associations, un accueil de l'office de tourisme et une grande salle de spectacle.

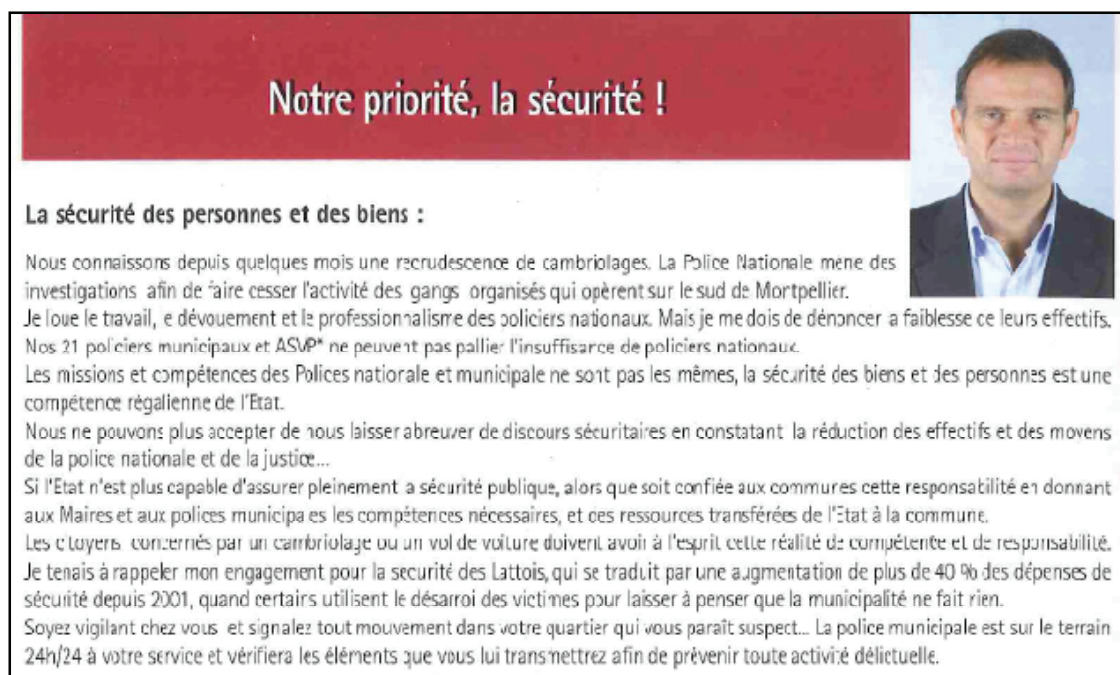


Figure 30 : Extrait de l'éditorial au journal communal n°51, octobre 2011.

Si l'on met en perspectives avec le traitement de la question des inondations, la mise en mot s'opère dans le même registre « sécuritaire », nous y reviendrons en détail dans la partie suivante (partie 3). Ce qui marque une différence, c'est l'absence d'équivalence dans les appels à la prévention que nous pouvons lire dans l'éditorial figurant ci-dessus. Dans cette prégnance des questions sécuritaires dans la communication de la Ville, des appels à la prévention sont souvent effectués dans le journal communal sur ce sujet. La promotion des opérations menée avec la police nationale de type « *tranquillité vacances* »<sup>201</sup> par exemple, est régulièrement faite en première page, à côté du « *mot du maire* ». Cet effort de communication met en relief l'absence d'équivalence sur la question du risque inondation. Si nous prenons au sérieux cet appel municipal à la vigilance comme une politique municipale prônant la prévention, une cohérence dans l'action aurait supposé d'en voir l'équivalent en matière de risque inondation. Pourtant, pendant toute la durée du terrain, il ne s'est pas donné à voir d'exemple similaire concernant la prévention au risque inondation. Nous aurions pu imaginer par exemple que l'automne, période des épisodes cévenols, puisse être l'occasion de rappel des conduites à tenir en cas d'alerte inondation dans le journal communal : mais il n'en fut rien.

Cette absence de symétrie se retrouve tout autant chez les habitants. La position de la mairie vient répondre à leurs attentes. Dans mes relations quotidiennes, j'ai régulièrement été témoin de manifestations d'inquiétudes vis-à-vis d'une insécurité qui serait grandissante. Le sujet des

<sup>201</sup> Opération mise en place par la police municipale « contre les cambriolages ». Les habitants sont appelés à signaler leurs absences « pour une journée, un week-end voir plusieurs jours » aux services de police municipaux et à en informer leur voisin.

cambrjolages s'est fréquemment invité dans les entretiens. Les échanges à son propos ont révélé que le souci qu'il génère fait agir les habitants. Dans l'extrait ci-dessous, où nous étions en train d'évoquer avec une mère et son fils la question des relations entre voisins, le risque de l'intrusion par autrui dans sa maison est avancé comme le pendant au calme des quartiers. Selon eux, le peu de circulation humaine qui caractérise leur quartier constitue une aubaine pour les cambrioleurs éventuels ; quand le peu de relations entre les voisins les empêchent en plus de pouvoir veiller aux biens de ses voisins.

*« Lui : Alors le problème de Lattes aussi c'est que c'est tellement calme ici que... Il y a tendance à avoir des cambriolages... Je ne sais pas si vous en avez entendu parler ?*

*Il y en a eu beaucoup ses derniers temps... dans la rue... Partout.*

*D'accord... et comment vous le savez ?*

*Lui : Et bien justement, dès qu'il y a un problème j'essaie de... L'autre fois il y avait une voiture de police juste là... [...] Moi s'il y a un problème : je vais voir. Je leur ai dit : s'il y a un souci, vous m'appellez... parce que c'est dommage... on ne se connaît pas. Moi je peux regarder sur sa maison, elle peut surveiller ma maison aussi... S'il se passe quelque chose, on ne peut même pas intervenir : on ne se connaît même pas, alors... Donc, on a fait connaissance et elle m'a dit : je me suis fait cambriolée ce matin, quoi. [...]*

*[Madame et Monsieur Parioissi, habitants depuis cinq ans.]*

Dans cet échange, je leur demandais par la suite si cela leur faisait changer leurs habitudes, ce à quoi ils me répondirent par la positive. Quand ils partent, ils ne ferment pas les volets pour faire croire qu'il y a du monde. Selon eux, les gens font de plus en plus attention. Selon leurs propos, leur voisine d'en face s'était faite cambriolée deux fois en quinze jours. Toujours selon eux, elle était très en colère, ils rapportent ses propos: *« je vais monter mon mur... parce que le mur était seulement d'un mètre, alors ils se sont échappés. La prochaine fois ils ne s'échapperont pas, ou ils ne rentreront pas. Elle va monter son mur, elle va mettre une alarme elle a dit, elle va faire plein de truc, elle a dit, elle va mettre des grilles aux fenêtres... »*

Ainsi, ce souci fait agir. Il se partage entre les habitants. Des dires et des comportements de méfiance ont souvent pu être observés. J'ai par exemple reçu à plusieurs reprises, via le réseau des représentants de parents d'élèves des e-mails de mise en garde vis-à-vis du risque d'agression ou de cambriolage. Le premier exemple (figure 31) est un message, de type « canular »<sup>202</sup>, qui circule dans des réseaux très élargis et témoigne seulement – mais déjà – de réactions à l'altérité, notamment liées à la présence de campements de gens du voyage à proximité. Le second (figure 32) témoigne d'une vigilance opérante et localisée des habitants qui se transmet dans le réseau d'interconnaissance de certains habitants.

---

<sup>202</sup> Plus classiquement appelé par le mot anglais « hoax », ce type de message est « un courrier électronique propageant une fausse information et poussant le destinataire à diffuser la fausse nouvelle à tous ses proches ou collègue ». Ces types de messages sont relayés « manuellement » par des personnes de bonne foi à qui on demande de renvoyer le message à toutes leurs connaissances.

Sources : <http://www.commentcamarche.net/contents/1225-les-canulars-hoax>, consulté le 3 décembre 2013.

A LIRE DE TOUTE URGENCE !!!!

Message très important

Alors que je roulais sur une route départementale un soir pour rentrer chez moi, j'ai vu un enfant dans un siège auto, sur le bord de la route, couvert d'une couverture. Je ne peux pas expliquer pourquoi, et peu importe la raison, mais je ne me suis pas arrêté, même si toutes sortes de remords me traversaient l'esprit. Quand je suis arrivé à destination, j'ai téléphoné à la police qui m'a fait savoir qu'ils allaient s'en occuper. Mais voici ce dont ils m'ont informé avant même qu'ils se rendent sur les lieux afin de vérifier.... "Il y a plusieurs choses qu'il faut savoir de nos jours ... Les gangs, les Roms et les voleurs n'hésitent plus maintenant à élaborer différents stratagèmes. Afin qu'un automobiliste (surtout les femmes) arrête son véhicule étend descende en rase campagne. "La méthode pratiquée par certains gangs rapportée par la police locale consiste à placer un siège auto le long de la route...avec un faux bébé assis dedans... En attendant qu'une femme, bien sûr, s'arrête pour aller voir le bébé qu'elle croit "abandonner". "Notez que le siège auto est habituellement placé près d'un bois ou près d'un champ dont l'herbe est haute et la personne - une femme en l'occurrence – si elle a le malheur de s'arrêter sera traînée dans le bois, frappée, violée, et habituellement laissée pour morte. Si c'est un homme, il est habituellement tabassé violemment, volé et peut-être laissé pour mort, aussi. Ne vous arrêtez sous aucun prétexte !!! Téléphonez au 112 dès que possible ET RAPPORTEZ CE QUE VOUS AVEZ VU ET OU VOUS L'AVEZ VU, MAIS NE RALENTISSEZ SURTOUT PAS et continuez votre chemin.

Autre scénario fréquent "Si vous vous promenez

LE SOIR et que vous recevez DES ŒUFS sur VOTRE PARE-BRISE, NE VOUS ARRÊTEZ SURTOUT PAS POUR VÉRIFIER LA VOITURE, NE FAITES PAS fonctionner VOS ESSUIE-GLACE ET N'ENVOYEZ SURTOUT PAS de liquide LAVE-GLACE ou même de L'EAU sur le pare-brise PARCE QUE LES ŒUFS MÉLANGÉS A L'EAU DEVIENNENT COLLANTS ET VONT VOUS OPACIFIER LE PARE-BRISE JUSQU'À plus de 90%. VOUS SEREZ ALORS FORCÉS DE VOUS ARRÊTER AU BORD DE LA ROUTE ET DEVIENDREZ ALORS UNE VICTIME POTENTIELLE DE CES CRIMINELS. VOILA QUELQUES UNES DES NOUVELLES TECHNIQUES UTILISÉES PAR LES GANGS, ALORS S.V.P. INFORMEZ VOS AMIS ET FAMILLES.

FAITES SUIVRE CE COURRIEL S.V.P

Figure 31: Exemple de mail (1) de mise en garde reçu sur le risque d'agression (mars 2011)

Sujet : Maurin : Attention aux faux démarcheurs qui sonnent a votre porte

Coucou,

Depuis ce matin, un camion blanc immatriculée XXXXX tourne sur Maurin et Lattes et Boirargues (camion blanc artisan peintre échelle sur le toit), attention soyez vigilant, cliquez sur le lien ci dessous et faites tourner l'info

<http://lattinfos.unblog.fr/2012/02/01/maurin-attention-aux-faux-demarcheurs-qui-font-du-porte-a-porte/>

À faire suivre dans vos contacts !!!

[Le lien mène à :]

Maurin : Attention aux faux démarcheurs qui font du porte à porte

Publié 1 février 2012

La technique est simple ... Ils sonnent à votre porte pour voir si vous répondez, ils sont en général par équipe de deux, ils n'ont pas de véhicules garés à proximité, et dans la plupart des cas, ils vous disent qu'ils sont artisans peintres et qu'ils repeignent la maison entièrement même si elle n'en a pas besoin. Ils ne regardent pas votre façade, la plupart du temps ils sont là en repérage. N'hésitez pas à appeler la police municipale de Lattes au 06.08.17.57.85 ou la police nationale au 17, même si ce sont de vrais artisans, la police préfère se déplacer pour rien que de constater plus tard des cambriolages.

Depuis ce mercredi matin 10 heures, un fourgon blanc avec écrit dessus artisan peintre, avec des échelles sur le toit de leur fourgon, tourne dans les rues de Maurin. Ils font du porte à porte et sonnent à toutes les villas. Ils n'attendent pas la réponse des propriétaires et sonnent chez les voisins. Essayer de relever une plaque d'immatriculation de véhicule et appeler les forces de l'ordre.

Sur Lattes centre depuis quelques jours c'est le même cinéma, soyez vigilant et aidez vous les uns les autres, si vous repérez ce genre de va et vient, n'hésitez pas à appeler la police de Lattes au 06.08.17.57.85.

sources: [lattinfos.unblog.fr/2012/02/01/maurin-attention-aux-faux-demarcheurs-qui-font-du-porte-a-porte/](http://lattinfos.unblog.fr/2012/02/01/maurin-attention-aux-faux-demarcheurs-qui-font-du-porte-a-porte/)

Figure 32 : Exemple de mail (2) de mise en garde reçu sur le risque d'agression (février 2011)

De la même manière, sur ce sujet, si présent, je me suis aussi « laissée prendre » par l'ambiance locale. Lors d'une fin de goûter d'anniversaire d'enfants où je venais chercher mon fils, j'ai longuement conversé avec plusieurs parents des problématiques d'insécurité urbaine. L'un des parents, policier avait lancé la discussion. Tout le monde s'accordait sur la recrudescence des cambriolages et les risques d'agression de plus en plus importants, même chez soi. L'agent de police nous avait alors fait part de consignes de sécurité : bien fermer les portes de la maison, de la voiture aussi, même en roulant, ne pas hésiter à appeler si on voit des « *gens louches qui traînent* », être vigilants avec les démarcheurs à domiciles, etc. Le soir même, avant de me coucher, je m'étais relevée afin de fermer à double tour ma porte d'entrée à clef. J'ai d'ailleurs stabilisé ce comportement depuis alors que je ne le faisais pas systématiquement avant. Depuis mon installation à Lattes, je me sentais au contraire plutôt dans un environnement très protégé, comme si le calme et l'ordre ambiant me donnaient l'impression que des policiers rodaient en permanence pour s'assurer du bon état des choses. Je m'étais *fait prendre* par l'ambiance locale et les craintes qui y circulent.

### 5.3.1. Une paix sociale à défendre ?

*« Comment expliquer... Tu n'es pas dans une zone à risque ! Euh... Je ne sais pas trop comment l'expliquer... »*

*Tu te sens tranquille dans ton quotidien, quoi ?*

*Voilà ! Pas tant par rapport à nous, mais par rapport aux enfants, à l'école, tout ça... Parce que nous on voit mon beau-frère et ma belle-sœur ils sont à Montélimar, euh... Le petit il est en maternelle : hé ben ça fuse les gros mots ! Et les mamans elles amènent les petits à l'école en pyjama !!!<sup>203</sup>... Enfin, tu vois, c'est des trucs tu ne verras pas ça à Lattes, quoi ! C'était important pour nous, et même notre futur achat, c'est pareil, on regarde qu'il y ait une école tranquille... »*

[Madame Passontan, habitante depuis trois ans, environ 30 ans.]

Comme nous l'avons vu, la commune a longtemps était en infractions vis-à-vis de l'obligation de construction de logements sociaux. Cette situation d'infraction perdure aujourd'hui. La nouvelle municipalité prône cependant davantage d'ouverture à la diversité sociale et dit œuvrer pour rattraper le retard en appelant la solidarité et en soulignant l'importance du social. Ainsi, lors de son discours des vœux en janvier 2011, partant d'un drame local récent - celui du suicide d'un jeune de la commune - le maire dénonça le manque de solidarité actuel, le manque d'écoute. « *Nous pouvons faire fit de tout cela, faire comme si de rien n'était : mais non !* » En appelant à la solidarité : « *Pour cette nouvelle année, je vous souhaite d'écouter celui qui est à côté de vous !* » Il enchaîna sur un sujet qui faisait alors beaucoup débat sur les blogs de l'opposition de la municipalité, la construction récente d'un

---

<sup>203</sup> Ce détail fait référence à une catégorie particulière d'habitants : celles des gens du voyage.



immeuble sur un parking de Port Ariane, dédié aux logements sociaux : « *N'ayez pas peur lorsque l'on construit des logements sociaux, n'ayez pas peur lorsque l'on décide d'aider ceux qui en ont besoin ! Ne pensez pas qu'ils abusent parce qu'ils demandent des aides alors qu'ils sont propriétaires d'une maison : pensez plutôt qu'ils l'ont achetée dans les années soixante lorsque c'était plus facile et que maintenant, ils peinent à l'entretenir. Demandez-vous plutôt comment vos voisins moins aisés que vous font pour s'en sortir.* »

Cette question de la solidarité divise localement. Beaucoup d'habitants reconnaissent leur tranquillité de vie à Lattes aussi parce qu'exempt de « *problèmes sociaux* ». Pour beaucoup, dans les réticences à l'expansion de la ville figure cette question. Un habitant m'expliquait sur ce point que lors de l'édification du quartier de Port Ariane, Frêche (maire de Montpellier de l'époque) voulait y installer un quartier HLM et précisa : « *heureusement que cela ne s'est pas fait, car sinon la moitié de Lattes aurait été des cas sociaux!* » La combinaison des réticences des habitants à la mixité sociale, traduite dans les actions de l'équipe communale, ainsi que les limites posées aux possibilités d'urbanisation en zone inondable ne permet alors pas vraiment d'évolution notable ; quand bien même l'ouverture est publiquement prônée, dans une zone où, rappelons-le, les valeurs immobilières sont élevées.

*« Parce qu'à l'époque, arrivaient des gens... comme nous, quoi. Parce qu'à l'époque, c'était abordable, parce que tu comprends bien que dans ces années là... Nous, on devrait vendre notre maison.... Elle se vend... 3 fois, 5 fois le prix qu'elle nous a coûtée, quoi. A ce moment là, ce n'était que des classes moyennes, quoi.*

*Là, maintenant, tu as énormément de retraité ou des gens qui arrivent avec beaucoup d'argent... et puis... euh... une évolution dans la... effectivement. »*

[Madame et Monsieur Commubain, habitants depuis 20 ans]

Nous pouvons observer aujourd'hui certaines convergences de cette construction notamment dans deux des caractéristiques de la ville que sont le peu de mixité sociale et le haut taux de vote d'extrême droite aux dernières élections cantonales par exemple<sup>204</sup>. Ainsi, habiter à Lattes serait garant d'un *entre-soi* qui protégerait alors d'autres risques notamment ceux dits urbains, et qui ainsi offrirait la garantie d'une certaine paix sociale. La tendance des espaces périurbains à rejeter en dehors de cet espace ceux qui appartiennent à la couche sociale inférieure a déjà été soulignée<sup>205</sup>. La question du vote xénophobe de ces espaces de vie a largement été discutée, particulièrement suite aux dernières élections présidentielles en 2012 où les scores du Front national ont atteint des niveaux inégalés<sup>206</sup>. Sans vouloir contribuer à une lecture simplifiant la complexité du social à la sociologie électorale, force est de constater

---

<sup>204</sup> Le FN a recueilli 23.59 % des suffrages exprimés (contre 45.88% pour le groupe DVG représenté par Cyril Meunier, candidat sortant) et 33.32 % au second tour (contre 66.88 pour son opposant).

<sup>205</sup> Voir notamment Althabe (1993).

<sup>206</sup> « Dans un article paru dans Le Monde, peu après la publication de la cartographie des suffrages et du vote Front national en particulier, le géographe Jacques Lévy fit de ce constat un théorème ; plus on s'éloignait du centre aggloméré d'une ville, plus on allait dans des zones disposant d'un faible « gradient d'urbanité », plus on votait populiste » (Donzelot et Mongin, 2013: p 2).

que le cas lattois ne constitue pas une originalité sur ce point. Mais l'intention n'est pas ici de rentrer dans ce débat. D'autant plus que les proportions du vote Front national de la commune ne la démarque pas particulièrement des autres communes du littoral languedocien.

Il s'agit ici de montrer que les questions de la *sécurité urbaine* et de la *paix sociale* sont très régulièrement évoquées ensemble. La mise en mot est alors souvent faite dans un registre de la crainte en lien avec la trajectoire de plus en plus urbaine de la commune et la mixité sociale qui y est liée.

*« Et il n'est pas dit qu'il n'y ait pas quelque chose, parce qu'il y a beaucoup de bruits concordants là-dessus, qu'on puisse installer sur cette bande de terre des lotissements, ou des... ou plus, ou mieux des appartements. C'est-à-dire qu'on aurait l'émergence de petits blocs qui seraient des blocs de logements sociaux. Ça veut dire aussi donc que cet espace ne sera plus réservé aux riverains ou à déambulation des cyclistes et autre. Ça veut dire aussi qu'on pourrait avoir une population là qui n'est pas de nature... de même nature que celles qui sont à côté dans les lotissements. »*

[Monsieur Soupsoni, habitant depuis 15 ans.]

Pour certains, « la *paix sociale* » se verrait aussi remise en question par l'arrivée du tramway sur la commune ; matérialisant l'entrée de Lattes dans l'aire urbaine montpelliéraine ; entrée qui accentuerait le risque d'insécurité urbaine. Dans un échange avec une habitante de Port Ariane, je lui demandais si elle connaissait les actions de l'association de quartier « Port Ariane action » dont le blog comportait plusieurs revendications de ce type. Je lui demandais en particuliers si elle avait suivi « l'affaire » de la construction dans ce quartier d'un immeuble de logements sociaux. Dans le fil de la discussion, elle associa cette question de la mixité sociale à l'insécurité et au tramway qui pourrait amener sur Lattes des gens des quartiers nord de Montpellier (quartiers mal perçus localement, associés à la présence importante d'immeubles de logements sociaux). La difficulté avec laquelle elle évoqua ce sujet, souvent hésitante dans le choix de ses mots, semble indiquer cependant qu'elle s'excluait elle-même de cette prise de position, ou du moins, qu'elle la jugeait non politiquement correcte.

*« Et ça avait fait problème cette histoire. Vous n'avez pas le souvenir ?*

*Parce que c'était soi-disant des appartements sociaux, mais je ne pense pas qu'ils soient plus moches que les autres hein. Pas plus mal fréquenté que les autres, non. Et puis là, ils doivent en faire un derrière, sur le parking de la capitainerie. Là, y'en aura un. Pareil. Un immeuble social, mais bon... Qu'est-ce qu'on peut faire là ? Mais y'a eu des plaintes.*

*De peur que, au niveau socialement...*

*Oui voilà.*

*... que ça amène un peu de...*

*Oui. Et là, ils craignent un petit peu avec le métro, euh, avec le tramway quand même.*

*Ils craignent un petit peu parce que c'est la ligne de la Paillade, donc... J'ai vu les... J'en sais rien moi... »*

[Madame Nianaud, habitante depuis quatre ans]

Cette précaution dans l'usage des mots pour qualifier cette question de la diversité sociale n'est cependant pas toujours de mise. Dans l'observation participante, à plusieurs reprises, j'ai été surprise d'entendre de tels propos ségrégatifs énoncés de manière totalement décomplexée, comme si leur avis était forcément partagé. Un couple de parents me racontait ainsi avoir envisagé de déménager lorsque les différents tracés éventuels du tramway avaient été exposés et que l'une des possibilités l'aurait fait passer devant chez eux: « *Si c'est pour être à Lattes et voir des tags et toute cette racaille devant chez soi, non merci !* » Une autre fois j'ai été témoin dans le bus, avec une vingtaine d'autres passagers, de la discussion de deux jeunes garçons. Ils discutaient de tout, de rien : examens, sorties, filles, etc. Le bus passa à proximité d'un camp de Roms, installés sur un terrain vague. L'un des deux raconta alors que l'on avait essayé de lui voler son sac récemment. Selon lui, il y avait justement deux « *Gitans* » dans les environs. Il affirmait être certain que c'était eux : « *Pour ces gens là, je suis raciste [...] Il faudrait les prendre au karcher [...] Ils ne servent à rien* ». Il parlait fort et sans gêne, avec le sourire ; il ne semblait pas du tout inquiet de ce que l'on pourrait penser de ces paroles, qui n'avaient d'ailleurs l'air de ne choquer personne. Souvent, ces propos s'énoncent sur le ton de l'humour, traduisant un accord tacite entre les personnes sur le sujet. Nina Eliasoph (2010) a montré comment l'humour se révèle un indicateur d'accord de pensées : « *Pour se taquiner, les gens ont besoin de partager une conception commune de ce qui peut ou ne peut pas constituer un sujet de taquinerie ; cela peut donc donner l'impression de refléter une culture profondément partagée* (Eliasoph, 2010 : p.133). Ainsi, lors d'un repas de la fête de l'école où l'on discutait de la tendance contemporaine à la dégradation de la qualité des aliments, un père informait la tablée - dont je faisais partie - que la gélatine, présente dans de très nombreux aliments industriels, est confectionnée avec des carcasses de viande de mauvaise qualité sans que cela ne soit forcément indiqué. Il ajouta que cela pouvait poser problème pour les végétariens ou pour les populations musulmanes lorsque ces carcasses sont celles de cochons. Immédiatement, un autre parent a alors rétorqué : « *Mais on s'en fout des musulmans, nous !* », faisant bien rire toute l'assemblée. Cet épisode s'est déroulé en fin de troisième année de terrain, alors que j'avais déjà maintes fois pu être le témoin effacé de tels échanges. Ce jour-là, je ne puis retenir mon exaspération devant de tels propos et fis remarquer, certainement avec froideur, que personnellement, je ne m'en moquais pas du tout. Un silence marqua alors la fausse note que je venais de faire dans le cours de cette discussion au contenu socialement partagé. Les énoncés se prononçant dans le souci de leur acceptation, la mise en mot publique et décomplexée de réactions face à l'altérité – pourtant non politiquement correcte – qui a régulièrement été observée informe sur l'accord de principe, tel un sentiment partagé – ou au moins supposé comme tel –, sur ce point entre les habitants. Il est intéressant de relever d'ailleurs que depuis lors, le père qui avait formulé ces propos et avec qui j'avais très régulièrement échangé jusque-là, ne m'a pratiquement plus adressé la parole. Cette prise de position m'a démarquée du groupe en m'excluant de l'accord tacite d'opinions qu'il comporte.

### 5.3.2. Des fluides plus menaçants que d'autres : l'« alerte aux gens du voyages »

La prégnance d'une telle tendance « sécuritaire », avec le rejet de l'altérité qu'elle comprend et que l'historicisation de l'urbanisation dans la partie précédente nous a permis de mieux comprendre, s'est encore davantage donnée à voir lors d'un épisode particulier de l'observation participante. Un printemps, une communauté de gens du voyage s'est installée sur un terrain communal proche de la zone naturelle. Cet événement qui se tenait sur un terrain qui fait face au quartier des Filiès, où j'habitais, me permit d'enquêter sur le « problème ». L'appel que je passai à la mairie pour me renseigner me permit de prendre la mesure des réactions locales. La personne qui m'a répondu ne me laissa pas finir ma question, me coupant immédiatement, pour me rassurer : « *Des mesures ont été prises. On a déposé un recours devant le préfet, ils ont fait appel mais ce devrait être réglé demain au plus tard. Ce sera fait demain, madame.* » La réaction, par une formule bien rodée, semblait indiquer que de nombreux autres appels avaient précédé le mien et qu'ils étaient tous de la même teneur. Dès le lendemain de mon appel, le deuxième jour après leur arrivée, je trouvais un courrier du maire dans ma boîte aux lettres<sup>207</sup>. Ce dernier y déplorait « *cette invasion illégale* » et nous [les habitants du quartier] rassurait sur les démarches entreprises par la Mairie pour mettre un terme au plus vite « *à cette situation insupportable* ». Pourtant, sur la dizaine de jours où séjourna la communauté, la seule nuisance que j'ai pu constater a été d'ordre sonore, et plutôt raisonnable : le soir ils organisaient des karaokés mais ne dépassaient jamais la limite des vingt-deux heures. Un deuxième courrier arriva quelques jours plus tard pour informer les habitants que la mesure d'expulsion avait été prononcée mais compte tenu du fait que les procédures « *sont très favorables au gens du voyage* », ils ne pourraient rien faire avant le trente du mois. La communauté s'était alors engagée d'elle-même à partir le vingt-huit du mois, ce qu'ils ont effectivement fait. Dans ce second courrier, le maire s'excusait pour les nuisances occasionnées, assurait que tout serait « *nettoyé* » et que tout serait fait pour empêcher « *de nouvelles invasions sauvages* ». Déjà interpellée par les termes employés par la municipalité pour qualifier l'événement, je le fus bien plus encore par une discussion avec un autre habitant qui les qualifia de « *saloperies* ». Il m'expliqua regretter les temps anciens où « *l'ancienne municipalité les prenaient à coup de lattes*<sup>208</sup> », et que la nouvelle municipalité veuille jouer les méthodes douces (la commune a mis en place un terrain d'accueil à leur intention ainsi que la loi l'oblige). Selon lui : « *Et voilà le résultat : tu leur donnes le doigt ils te bouffent le bras ces gens là.* » Il les qualifiait de « *racaille* », « *vermine* », « *sous couvert de la religion en plus, c'est une honte* » (c'était une communauté religieuse nommée « *vie et lumière* » qui occupait le terrain en question). Il me raconta enfin plusieurs des légendes

---

<sup>207</sup> Courrier figurant en annexe 6.

<sup>208</sup> Sans savoir si l'usage du terme « lattes » était réfléchi, on ne peut que remarquer la coïncidence langagière

urbaines les concernant, comme l'enlèvement d'enfant pour des trafics d'organes, voire de la vente des leurs, dont la circulation du message électronique (figures 31 et 32) avait déjà tracé la circulation entre des habitants.

La réactivité de la commune sur ce dossier et les propos employés pour rassurer les habitants laissent entendre que la réaction des Lattois est vive sur ce genre d'intrusion. Lors de cet épisode, le mécontentement des habitants, voire la colère de certains, fut largement observée. De nombreuses discussions furent relevées sur ce sujet et de nombreuses personnes m'en parlèrent dans des termes très durs à l'encontre de cette population et s'inquiétant des risques accrus de vols. Les attentes des habitants sur la réaction de la Mairie étaient unanimes : il s'agissait de tout mettre en œuvre pour les faire partir. Le maire répondit à cette attente.

L'analyse de la presse locale et des mentions du *problème* dans le journal communal nous montre que ce sujet est récurrent sur la commune. Outre le fait qu'il illustre le rejet local de l'altérité, ce sujet est intéressant dans les interdépendances locales des risques qu'il a permis de révéler. Dans le courrier qu'il a adressé à ses administrés pour les rassurer sur cette « *invasion* », le maire soulignait que Lattes était la seule commune de l'Hérault en règle vis-à-vis de l'obligation de mise à disposition d'un terrain communal à l'intention des gens du voyage. Ce terrain est situé en bordure de l'autoroute qui borde la ville. La communauté refusait cependant de s'y installer déplorant les nuisances – notamment la poussière – occasionnées par les travaux en cours de renforcement des digues. Ainsi, la mise en place de la protection contre le risque inondation exposait à celui de *l'intrusion*. D'autres éléments imbriquent cette question de l'installation provisoire des gens du voyage au caractère inondable de la commune. Ainsi, à différents moments, ce sujet revient dans la vie communale, comme le montrent les archives du journal communal ou encore celles des procès verbaux de conseil municipaux. Dans un article sur un comité de quartier on peut lire que l' élu du quartier présenta « *un projet d'aire de stationnement [...] pour éviter de nouvelles invasions : le conseil propose d'aménager le terrain de sports de Boirargues en bassin de rétention avec des travaux pour barrer l'entrée* ». Plus surprenant, la possibilité d'inondations localisées des terres, par la gestion des nombreux chemins de l'eau sur la commune, est régulièrement utilisée afin de les empêcher de s'installer. La présence de nombreux canaux et roubines sur la commune permet de gérer l'écoulement des eaux très précisément et ainsi d'inonder volontairement certaines parcelles. En 2004, un article de la presse locale informait ainsi que suite à « *une invasion* » du terrain de foot par des caravanes, celui-ci avait été inondé « *pour bloquer le passage* ». La même information – au titre parlant : « *Alerte aux gens du voyage* » – circulait sur le blog d'une association politique de la ville lors de l'inondation en juin 2010 du même terrain<sup>209</sup>. J'ai pu constater la même pratique sur le champ à proximité de mon quartier où une brèche dans le petit canal le bordant a été faite par les services de la Mairie après le départ de la communauté citée plus haut.

---

<sup>209</sup> Source : <http://lattinfos.unblog.fr/2010/06/19/lattes-alerte-aux-gens-du-voyage/>, consulté le 22 juin 2010.

Un autre épisode plus récent donna à nouveau à voir de manière plus frappante encore la possibilité de défense contre l'altérité qu'offre l'inondabilité du milieu. En juin 2013, au même endroit un autre camp de gens du voyage s'installa. La réaction du maire fut alors catégorique. Il menaça publiquement d'inonder le champ si les gens du voyage ne partaient pas immédiatement, révélant au passage le double tranchant d'une maîtrise de « l'hydraulique » locale particulièrement ajustée. Son emportement lui valu d'être convoqué dans le bureau du préfet, déclenchant une crise médiatique locale, mais il ne retira pas sa menace et la proféra même dans la presse le lendemain. La possibilité de l'inondation s'érigea en menace devant l'intrusion de l'altérité.

### Campement évangéliste à Lattes : le maire ne retire pas sa menace d'inondation

O.S.C  
03/06/2013, 19 h 45 | Mis à jour le 03/06/2013, 20 h 19



1 de 3

Ce lundi après-midi : 80 policiers, gendarmes et douaniers ont passé au peigne fin le camp de gens du voyage à Lattes.

(MICHAEL ESDOURRUBAILH)

Alors que le campement de 80 familles évangélistes a été contrôlé ce lundi après-midi à Lattes, le porte-parole de cette communauté des gens du voyage et le maire de Lattes défendent leurs positions. Le bras de fer semble engagé.

Ce lundi après-midi, quelque **80 policiers, gendarmes et douaniers** ont passé au peigne fin le camp de gens du voyage, **80 familles d'évangélistes** qui s'étaient installé la veille sur un espace naturel, à **Lattes**, l'espace Saint-Sauveur, suscitant l'émotion.

La veille, Cyril Meunier, le maire, avait menacé d'inonder le terrain et avait été "invité" par le préfet à quitter les lieux avant que la situation ne dégénère. Le maire ne retire pas ses menaces, juge que la loi n'est pas bonne et qu'il faut mettre fin à une hypocrisie totale.

Figure 33 : Article du journal Midi Libre, édition du 3 juin 2013.

[Source : <http://www.midilibre.fr/2013/06/03/lattes-operation-de-contrôle-du-camp-d-evangelistes-le-maire-ne-retire-pas-sa-menace-d-inondation,709822.php#>, consulté le 19 décembre 2013.]

Le maire de Lattes veut refouler les évangélistes et finit chez le préfet

Scène surréaliste ce dimanche après-midi à Lattes où le maire de la commune, Cyril Meunier a été embarqué chez le préfet pour « trouble à l'ordre public ». « Oui j'en ai appelé à la rébellion parce qu'il y en a marre et qu'il faut que les choses changent, même si je sais que l'État n'a pas les moyens de régler le problème des gens du voyage ! » Cyril Meunier, maire de Lattes, une commune de 18 000 âmes juste au sud de Montpellier, était un élu vert de rage hier après-midi. Un élu en colère qui a voulu empêcher l'intrusion de 200 véhicules pour 120 familles d'évangélistes qui avaient bien l'intention de s'installer sur ce terrain communal, un grand champ devenu l'espace Saint-Sauveur et le Théâtre de verdure : « J'arrivais de Marseille, j'ai été pris de cours. J'ai demandé aux services techniques de placer des grosses pierres, mais ils ont été plus rapides que nous, racontait hier soir Cyril Meunier. Mais ce terrain est équipé de vannes et il peut être inondé. Quand j'ai voulu le faire, la police m'en a empêché. » [...] Il faut dire que la tension était à son comble avec un maire remonté et décidé à en découdre : « Mais j'étais prêt à me battre ! Et je n'étais pas seul. D'ailleurs, j'ai dit au préfet que si mardi le terrain n'était pas évacué, j'ouvrirai les vannes ! », menace à nouveau Cyril Meunier qui se dit prêt par ailleurs « à être placé en garde à vue. S'ils veulent le faire, qu'ils le fassent. Moi je suis dans la légalité. »

Figure 34 : Extrait de l'article de presse Midi Libre Montpellier, édition du 2 juin 2013

[Source : <http://www.midilibre.fr/2013/06/02/exclusif-le-maire-de-lattes-embarque-par-la-police-apres-un-rififi-avec-les-gitans,709127.php>, consulté le 6 décembre 2013].

Si ce souci local pour la protection des risques dits urbains est intéressant, c'est surtout en ce qu'il constitue un contraste avec l'absence apparente de souci vis-à-vis du risque inondation. Mais surtout, les comportements qu'il encourage se révèlent pouvoir être contre préventif vis-à-vis du risque inondation, comme nous allons le voir en détail maintenant.

## 5.4. Se protéger...au risque de s'exposer

« C'est vrai que l'on voit un peu cette tendance, on voit les murs... »

Lui : [il me coupe] Ont tendance à monter ?

Oui...

Lui : Mais bon, dans un sens... tout le monde se renferme... et personne n'a la vue sur la maison d'en face !

Elle : Et oui, il y a le pour et il y a le contre !

Lui : Le voleur qui arrive à grimper le mur...

Elle : Plus le mur est haut... Les voisins ne voient rien !

Lui : Nous, justement, on est bien placés, on est dans l'angle, et on peut être vus par tout le monde et ce n'est pas plus mal. Ici, il se méfie, on le voit de la rue. Ils ne sont jamais rentrés encore [en comparaison avec sa voisine d'en face qui venait d'être cambriolée]. »

[Madame et Monsieur Paroissi, habitants depuis cinq ans.]

La question du risque d'insécurité urbaine circule beaucoup, l'insécurité urbaine continue de préoccuper encore et encore. Le développement actuel des quartiers résidentiels

fermés en est un autre indicateur. Si la commune de Lattes a été choisie comme terrain d'étude pour cette recherche sur l'habiter au risque de l'inondation, parallèlement, elle l'a également été dans les mêmes temporalités pour un travail de thèse en géographie sur les espaces résidentiels fermés<sup>210</sup>. La commune en présente en effet un nombre suffisamment important pour être représentative du développement de ce mode d'habiter.



Figure 35 : Photo d'un espace résidentiel fermé à Lattes  
[S. Durand © 2009.]

En permettant de reconstruire un sentiment d'appartenance communautaire ces espaces rassureraient. Par le bricolage de nouvelles formes de sociabilité, ces espaces permettraient une réminiscence des réseaux sociaux de proximité, faisant appel à des images de villageois, à l'image du havre de paix (Madoré, 2004). Cette image est en effet celle qui est régulièrement avancée par les habitants comme ayant motivé leur installation à Lattes. La recherche de ce havre de paix se fait ici au prix d'une sécurisation de l'espace social.

Dans la forme d'habitat si ce sont les quartiers résidentiels fermés qui ont tout d'abord attirés mon attention, bien d'autres formes de sécurisation de l'habitat individuel sont remarquables. Il est à noter par exemple le nombre de jardins particuliers gardé par des chiens de défense<sup>211</sup>, ou encore la fréquence du démarchage téléphonique d'agence de sécurité. Les annonces immobilières consultées précisent souvent que l'environnement y est « *sécurisé* ». Les entrées des résidences ou des maisons individuelles sont équipées de portes ou portails automatisés et sécurisés, et s'accompagne bien souvent de digicode avec caméra. Les messages dissuasifs à l'entrée des propriétés sont nombreux, comme nous pouvons le voir sur

---

<sup>210</sup> Travaux de thèse de Cassandre Dewintre au sein du Laboratoire Artdev de l'université de Montpellier 3.

<sup>211</sup> Mon expérience habitante m'a confronté dans les deux logements que j'ai occupés à des conflits de voisinages en lien avec la détention de chiens classés comme dangereux (catégorie 1 et 2 de la législation française) et soumis à réglementation que leurs propriétaires ne respectaient pas. Automne 2009 un drame se produisit à Maurin où une personne âgée succombât dramatiquement aux blessures infligées par deux chiens de défense qui s'étaient échappés de leur enclos. À plusieurs reprises, j'ai été mis en présence de chiens de ce type qui avaient échappés à leurs maîtres.



la photo prises ci-dessous. Le propriétaire a apposé cet écriteau dissuasif après avoir terminé le rehaussement du mur d'enceinte de sa maison.

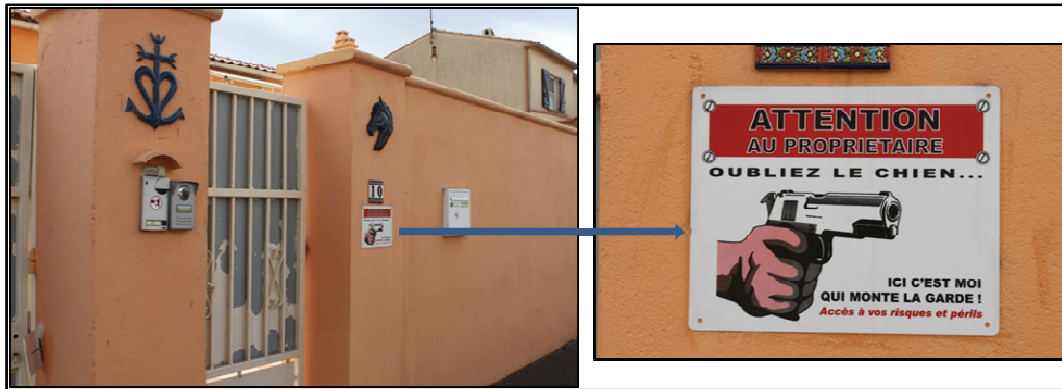


Figure 36 : Photo d'un exemple de sécurisation observée de l'espace privatif  
Rehaussement des murs, pose de digicode avec caméra et d'un message dissuasif.  
[S. Durand © 2012.]

Dans la rue où j'habitais, depuis mon installation, de manière très régulière, je voyais des murs qui montaient. Avant mon départ, deux maisons de ma rue ont été rachetées. Les deux familles, toutes deux composées de couple avec des enfants en bas âge, ont eu la même première action en arrivant : faire arracher la haie qui masquait la maison au dessus du petit muret aux yeux du passant et faire monter un mur de deux mètres. D'autres voisins, nombreux, ont fait relever le leur d'une ou de deux rangées de caïrons. Au cours des cinq années de vie dans ce quartier, les quelques maisons qui étaient encore au mur bas avec haie ont rejoint – à quelques rares exceptions près – le style dominant aujourd'hui : le mur haut qui sépare de manière franche l'espace privatif de la rue.



Figure 37 : Photo d'un chantier de rehaussement de mur, quartier des Filiès  
[S.Durand © 2011.]

Marcher dans les rues de la plupart des quartiers lattois s'apparente à longer des murs<sup>212</sup>. La délimitation de la propriété privée par la clôture est un élément typique du modèle périurbain (Jaillet, 2004). Bien que Lattes ne fasse pas spécialement exception sur ce thème, il est intéressant d'observer le choix opéré localement dans les différentes configurations possibles en ce que les pratiques de clôture des espaces privatifs sont « *révélatrices de posture de repliement, d'exclusion ou d'ouverture* » (Paris, 2012). Le mur, en opérant une frontière complètement étanche, traduit ainsi une habitude locale de mise à distance.

Si l'élévation des murs questionne, c'est notamment en ce qu'il se fait le révélateur d'une évolution vis-à-vis des risques. Comme si cet élément concret du paysage traduisaient dans la matière un oubli du risque inondation croissant, inversement proportionnel à la croissance d'un désir de sécurité et d'intimité. Un travail d'étude mené localement par des étudiants localement en 2012 sur la vulnérabilité du bâti aux inondations, sous la responsabilité du géographe Freddy Vinet<sup>213</sup>, appuie ce constat : la sécurisation de l'habitat aux intrusions pourrait se constituer en un obstacle majeur au bon déroulement de l'évacuation des lieux en cas d'inondations. Les éléments principaux sont le recours à des systèmes automatisés pour l'ouverture et la fermeture de la maison et du jardin ainsi que la mise en place de ferrure aux endroits des fenêtres qui peuvent empêcher l'évacuation des habitants en cas de montée rapide des eaux. L'absence de dispositifs de mise en sécurité des personnes (étage ou accès direct au toit) est également souvent observée. Enfin, la hauteur importante des murs de clôture peut empêcher la libre circulation de l'eau en cas d'inondation. La législation en matière de construction en zone à risque inondation comprend pourtant des limitations de la hauteur des murs de clôture. Le règlement du Plan de prévention du risque inondation (PPRI) qui était valide sur la commune pendant la réalisation du travail de terrain<sup>214</sup> et qui doit s'opposer aux règles de constructibilité souligne pourtant que « *les clôtures et plantations d'alignement doivent être étudiées de façon à leur préserver une transparence maximum à l'écoulement* »<sup>215</sup>. Les détails figurant dans le document en termes de limitation de hauteur des clôtures ou murs de clôture ne sont pas du tout mis en œuvre<sup>216</sup>. Nous voyons ici

---

<sup>212</sup> Voir les photos des figures 17 et 18 (p.117).

<sup>213</sup> Étude menée par 48 étudiants dans le cadre du Master gestion des catastrophes naturel du laboratoire Gester, Montpellier 3, année scolaire 2011-2012. Les résultats n'avaient pas vocations à être publiés, il s'agissait d'un travail à vocation pédagogique ; j'ai cependant pu bénéficier de leurs contenus lors d'un séminaire de travail avec ces étudiants.

<sup>214</sup> La réglementation en matière d'inondation sur la commune sera détaillée dans la partie 3.

<sup>215</sup> Extrait de la page 2 du règlement du PPRI commune de Lattes approuvé le 30 mai 2007 par anticipation.

<sup>216</sup> « *Sous réserve des dispositions du documents d'urbanisme en vigueur, la création ou modification de clôtures et de murs, dans les conditions énoncées ci-dessous : - pour les clôtures : qu'elles soient constituées de 3 fils ou grillagée à mailles larges (mailles dont le plus petit côté est supérieur à 5 cm) ; - pour les murs (de soubassement ou de clôture) : qu'ils aient une hauteur inférieure ou égale à 20 cm ou, si la hauteur est supérieure, que celle-ci n'excède pas la cote PHE\* et que le mur soit construit de telle sorte qu'au moins 30% de la surface située entre le sol et la PHE\* (... ) Soit laissée transparente aux écoulements (barbacanes, portails ajourés, grillages à mailles larges).* » : Extrait des pages 13 et 17 du règlement du PPRI de la commune de Lattes approuvé le 30 mai 2007 par anticipation.

\* La cote PHE est la cote des Plus hautes eaux, il s'agit d'une cote NGF atteinte par la crue de référence. Une cote NGF est le niveau altimétrique d'un terrain ou d'un niveau de submersion, ramené au Nivellement général de la France (IGN69), pour lequel le niveau de la mer équivaut à 0.

comment se protéger d'un risque (ici l'insécurité urbaine) peut paradoxalement exposer à un autre (ici le risque inondation).

D'une manière générale, les espaces extérieurs privatifs tendent à se cloisonner de plus en plus. Plus largement, la sécurisation de l'habitat individuel apparaît comme assez généralisée à Lattes, à défaut d'y être spécifique. Le jardin, espace privatif participant de l'entité « chez soi », est donc à protéger de l'intrusion d'autrui au même titre que son intérieur. La frontière physique qu'érigent les murs des jardins participe alors aussi d'une raréfaction des relations de voisinage. Au quotidien, l'entour de la maison devient alors le seul lieu privilégié où peuvent se faire les rencontres, lorsque l'on sort de chez soi ou lorsque l'on y rentre. Ainsi, si l'élévation des murs questionne encore, c'est en ce qu'elle devient limitatrice de ces relations sociales. Les maisons individuelles dont le jardin est entouré d'un grand mur permettent de sortir de chez soi en passant directement de son intérieur à son garage pour monter dans sa voiture et enfin sortir dans la rue en actionnant l'ouverture du portail automatique. Si apercevoir son voisin à travers la haie ou derrière un petit muret pouvait permettre un échange, ce dernier est compromis par le mur bétonné. Ainsi, la « *montée des murs* » vient encore limiter les possibilités de création de liens dans la proximité géographiques.

*« Moi ce que j'ai entendu aussi en discutant avec certains Lattois, c'est des ... c'est une difficulté à en créer des liens avec le voisinage, voilà... Un isolement, un petit peu, donc peut-être que cet investissement de l'espace personnel c'est aussi... lié à cet isolement ? »*

[Une habitante lors d'un échange sur la tendance « aux murs qui montent »  
lors de l'entretien collectif n°2.]

La tendance au repli domestique et la logique sécuritaire qui l'accompagne souvent dans le mode d'habiter pavillonnaire est aujourd'hui bien documentée dans la littérature. Annabelle Morel-Brochet explique l'investissement de l'espace privatif notamment par le mal-être dans l'entour de celui-ci : « *Une personne qui ne se sentira pas bien dans son quartier ou encore dans la ville pourra trouver un refuge dans l'intérieur de son logement.* » (Morel-Brochet, 2012: p.83) Les travaux de Yannick Sencébé (2007) sur la sociabilité en milieu périurbain dijonnais complète cette analyse en montrant la diversité des trajectoires habitantes que contiennent ces milieux. Ses recherches l'ont menées à conclure que la tendance au repli domestique s'observe principalement chez les personnes n'ayant pas suffisamment de ressources sociales et spatiales pour le vivre autrement. Au gré des vicissitudes de la vie, ces habitants se réfugiaient dans un « *repli sur le seul lieu sécuritaire de leur existence, la résidence* » (Sencébé, 2007: p.5).

## Conclusion : Un milieu qui rassure... mais qui expose aussi

L'étude du mode d'habiter lattois donne à voir un milieu où les attentes des habitants sont fortes autant en termes de confort de vie que de sécurité. La question de la sécurité est omniprésente. Nous retrouvons ici l'idée d'espaces résidentiels construits en périphérie de villes dans des zones les exposant aux risques naturels mais permettant de se tenir à distance des nuisances de la ville ainsi que des problématiques sociales qui y sont associées (November, Penelas et Viot, 2008). Paradoxalement, ce milieu, risqué en termes d'inondabilité, peut être rassurant en termes de confrontation à l'altérité. Risque dit d'insécurité urbaine et d'inondations s'imbriquent à plus d'un titre. L'effort communicationnel de la municipalité en termes de sécurité urbaine met en relief l'absence d'équivalence sur la question du risque inondation. Pareillement, si le souci des habitants pour la protection des risques dits urbains est intéressant, c'est surtout en ce qu'il constitue un contraste avec l'absence apparente de souci vis-à-vis du risque inondation. Et surtout, si ce souci interpelle c'est en ce que les comportements qu'il encourage se révèlent être « anti-préventif » vis-à-vis du risque inondation. L'inscription habitante dans ce climat sécuritaire conduit à adopter des dispositifs de protection personnel (de l'habitat particulièrement) qui viennent questionner la circulation de l'inondation d'un double point de vue : physique (en ce que la libre circulation de l'eau peut-être obstruée) et social (en ce que la circulation verbale de l'inondation ne peut trouver sa place dans un milieu où les échanges se raréfient). L'élévation des murs de clôtures se fait emblématique de la question. Elle révèle un oubli du risque inondation croissant, inversement proportionnel à la croissance d'un désir de sécurité et d'intimité. Cette tendance « sécuritaire » interroge encore dans la limitation au développement de lien social inscrit dans la proximité géographique qu'elle vient ajouter aux sociabilités limitées explicitées précédemment.

## Chapitre 6. Des liens au milieu qui se détachent

« Moi, euh.... j'habite à Lattes mais... j'y vis pas tellement, hein. »

[Le ton employé suggérant une évidence partagée.]

[Un habitant.]

Alors que l'année 2010 a été marquée par l'inauguration de l'espace « *Lattara* » (espace culturel avec médiathèque quand jusqu'ici la ville n'était équipée que d'une petite bibliothèque) et l'annonce de l'arrivée du tramway au printemps 2012, elle fut aussi celle de « *la fin programmée du domaine de Pailletrice* » (domaine viticole dont les vignes sont réparties sur les communes voisines de Lattes et Pérols) où le « *domaine [est] condamné par l'avancée de la ville* »<sup>217</sup>. Comme nous l'avons vu précédemment, ce glissement vers l'urbain est amorcé depuis l'édification des premiers quartiers résidentiels et continue au gré de la croissance de l'aire montpelliéraine. Le terrain lattois s'associe ainsi à la thèse de Bernard Picon sur la Camargue. Son travail sur la Camargue révèle la transformation d'un « *espace productif* » en « *espace objet* », c'est-à-dire d'un espace support d'activités économiques (dont il était à la fois la condition et le résultat) et objet de travail, en un espace support de consommation et d'objet de loisirs. Bernard Picon étend l'analyse de ce processus en Camargue à tout l'espace rural, en postulant que ce processus contemporain redéfinit, restructure les anciens espaces ruraux, quoique de manière différenciée selon les lieux. Le milieu lattois apparaît comme s'inscrivant dans un tel processus, qui, ainsi que nous allons le voir, modifie profondément les rapports au milieu (section 6.1). Dans cette évolution des usages, le rapport au fleuve est questionné pour les prédispositions en matière de possibilité à envisager l'inondation qu'il contient (section 6.2). Il s'agit ensuite de réinscrire cette évolution des rapports au fleuve dans la tendance à maîtriser la nature, à en canaliser les débordements éventuels, qui se donne à voir à Lattes (section 6.3)

### 6.1. Une nature décor valorisée support des usages récréatifs

« Bienvenue au cœur d'un site baigné d'eau, de soleil, de verdure et chargé d'histoire. Située dans une plaine coupée en deux par le Lez, entre Montpellier, mer et étangs, Lattes offre à ses habitants une qualité de vie certaine. La commune qui a su concilier un urbanisme de qualité avec une nature préservée, offre l'agrément d'une ville au naturel dont les vestiges, lentement mis à jour sont autant d'invitation à remonter le temps. »

[Extrait du guide 2010 « *Bienvenu à Lattes* » édité par le service communication de la Ville.]

---

<sup>217</sup> Titre et extrait d'un article en page 9 du Midi-Libre, édition du 3 mars 2010.

La proximité à la nature du milieu lattois se constitue en un argument communicationnel dans la présentation de la ville comme le choix du slogan de l'équipe municipale actuelle « *Lattes, la vie naturellement* », l'illustre bien. La nature y est présentée comme l'un des nombreux avantages du vivre ici. L'action communale en matière d'environnement ne se limite pas pour autant au seul marketing. L'engagement local pour la protection de la zone naturelle des étangs est ancien et continue d'être maintenu. Dès 1985, ces espaces naturels ont été protégés pour éviter une urbanisation des entours de l'étang. La commune fait même partie des premières à avoir permis des acquisitions foncières par le Conservatoire du littoral pour leur protection. La zone marécageuse des étangs devint la Zone naturelle de l'étang du Méjean. Initialement, la gestion de cet espace se limitait à la question hydraulique<sup>218</sup>. La mise en place d'un schéma de gestion dans les années 1980 a marqué un changement sur ce continuum nature / aménagement en modifiant les pratiques locales autour de cet étang. La pêche et la chasse furent strictement réglementées. Si des battues étaient encore organisées au début des années quatre-vingt, ces activités ont été perturbées par l'urbanisation, en amont notamment. Déjà, des pollutions dans l'étang étaient engendrées à cause des effluents des stations d'épurations s'y reversant ; modifiant considérablement le milieu et donc les populations d'espèces le peuplant. Les usages autour de la zone humide commencèrent à devenir concurrentiels. Les archives révèlent que des pêcheurs, dès le début des années quatre-vingt, demandaient la limitation de la navigation de plaisance et de la fréquentation des rives de l'étang. Car la fréquentation du site augmentait d'année en années, au gré de la croissance démographique de la région. Ces appropriations nouvelles autour du fleuve ne font pas figure d'exception. Jeanne Riaux et Audrey Richard (Riaux et Richard-Ferroudji, 2007) ont montré sur un autre terrain français (la Lentilla), un phénomène comparable de transition d'usages agricoles vers des usages urbains de l'eau où la question de la préservation de l'environnement a également fait une entrée récente, appelant un compromis entre les usages.

Des habitants qui pratiquent ce milieu depuis leur enfance critiquent ces aménagements, notamment sur le fait que c'est de plus en plus balisé, que de nombreux accès « *que seuls les lattois connaissent* » ont été fermés. Ainsi qu'Olga Koveneva (Koveneva, 2011) a pu le montrer dans son travail de thèse autour des étangs de Meudon, l'évolution de cet espace d'un usage familial restreint à la communauté locale, en grandissant en généralité, devenant une catégorisation publique, un espace protégé et aménagé, a impliqué la redécouverte des espaces de proximité.

*« Et ça, cela a changé le comportement et l'utilisation des espaces étant donné que les manadiers, les chasseurs, on faisait des assecs de 8 mois. Au niveau chasse ce n'était pas évident parce qu'il y avait moins de chasse, au niveau des manadiers il y avait moins de pâturage... Il a fallu bloquer le pâturage lorsque l'on avait fait des assecs et que l'herbe n'avait pas eu le temps de sécher. »*

---

<sup>218</sup> Monsieur Natura, habitant natif, famille lattoise depuis quatre générations.

[Monsieur Natura, habitant natif, famille lattoise depuis quatre générations.]

Ce cheminement vers une qualité publique du milieu lattois est pareillement rendu possible par un ensemble de dispositifs institutionnels et pédagogiques (Centemeri, 2006; Koveneva, 2011). En 1995 fut créée la maison de la nature – à vocation pédagogique – et l'espace naturel fut peu à peu aménagé pour l'accueil du public. À ce changement gestionnaire s'associe des changements des pratiques du milieu qui se destinent de plus en plus au résidentiel et aux activités ludiques. Ces changements sont liés tout autant à l'évolution du mode d'habiter qu'à celui des textes législatifs de gestion des espaces ruraux. On peut en effet voir dans la complexité caractéristique du développement que si ces textes ont permis de protéger ces espaces des enjeux de pression foncière, ils ont considérablement modifiés les pratiques, en rendant impossible les pratiques traditionnelles, et ainsi, ont contribué à participer de la « ludiqualisation »<sup>219</sup> des pratiques associées à la nature.

*« On a ensuite commencé à avoir de la fréquentation du public à partir de 1993. Où là une fréquentation du public a commencé à s'accroître et à progresser... Et avant d'arriver à 2004 on avait déjà mis des choses en place, avec des fermetures de digues en période de nidification pour protéger la nidification, parce qu'il y avait trop de monde, les gens ne respectaient pas avec les chiens, tout ça. On a commencé à partir de 2000 à faire un règlement, un arrêté municipal, puisque l'on était des agents assermentés pour pouvoir intervenir sur le milieu au niveau des PV et tout. Tout cela ça évolué avec le temps. [...] Le Méjean, c'est un patrimoine tellement exceptionnel quand vous regardez autour d'ici, vous voyez qu'il y a une agglomération quand même de 400 000 habitants ! »*

[Un habitant, membre de l'équipe municipale.]

L'affluence du public a menée à de nouvelles modifications des pratiques. La fréquentation du site n'aura alors de cesse d'augmenter, engageant toujours davantage d'aménagements (sentiers, parking, mise à disposition de toilettes, etc.). Pour répondre aux exigences législatives en matière d'accueil du public, il a fallu effectuer des aménagements de cet environnement « naturel » aux portes de la grande ville. Afin de protéger le site des quelques comportements lui nuisant, l'accès en a été limité afin de réguler les entrées et les sorties. Afin de résoudre les questions liées à la fréquentation du public des promenades/découvertes du site, à visée pédagogique, ont été mises en place. Au fil de ces aménagements et de l'affluence du public, la zone naturelle protégée s'apparente de plus en plus à un parc naturel urbain, proposant un cadre aux activités récréatives en extérieur. Dernièrement, une passerelle en bois a été construite pour permettre l'accès aux personnes à mobilité réduite, accentuant le caractère aménagé de cet espace. Des pratiques d'ordre sportive et ludique se donnent à voir, quand celles plus contemplatives se font rares et que les traditionnelles (pêche, chasse) ont presque disparues. Un rapport de suivi de la fréquentation de cette maison de la nature en

---

<sup>219</sup> Le néologisme de *ludiqualisation*, peu élégant, sert à exprimer l'idée d'une orientation quasi uniforme des pratiques associées à la nature dans le registre du ludique.



1995 montre que la moitié de l'affluence est motivé par la pratique sportive (course à pied, vélo, etc.). Les visiteurs confient y venir pour se divertir et s'oxygéner. Les citoyens, en majorité de Montpellier, disent y apprécier la tranquillité qui répond à leur besoin de s'éloigner de la ville et de se détendre. Ces nouveaux usages sociaux de détente en nature comprendraient selon Bernard Kalaora une notion de nécessité vitale. Avec la montée des préoccupations environnementales, le phénomène urbain, hier synonyme de liberté, est de plus en plus remis en question par l'association qui en est fait avec les tensions sociales et les pollutions. La nature y apparaîtrait comme une valeur refuge et des parties du territoire doivent être mises en réserve pour les loisirs des citoyens (Kalaora, 2001). Toujours selon cet auteur, aménager le territoire revient aujourd'hui à fondre la ville et la campagne dans les représentations. Le désir d'urbanité gagnerait les espaces ruraux tout autant que la nature en ville. Il y aurait une aspiration unanime à la nature sauvage, à une recherche d'authenticité, non sans équivoque puisque ce naturel est façonné par la main de l'homme. « Une tension existe entre le désir de la nature "sauvage" et le souhait de la voir aménagée pour la contemplation ou la jouissance » (Kalaora, 2001: p.595). Le cas lattois ne vient pas contredire cette analyse.

**La Maison de la Nature sur le site naturel protégé du Méjean**

Bienvenue sur cet espace de rencontre entre terre et eau, où roselières, sansouïres, prés salés, prairies, boisements et étangs, constituent une mosaïque paysagère où évoluent au fil des saisons taureaux, chevaux et bien sûr oiseaux. Cette zone humide d'une superficie de 200 ha de marais, s'étire en bordure de l'étang du Méjean, propriété du Conservatoire du Littoral et de la commune de Lattes.

La diversité faunistique et floristique constitue la richesse de Méjean, elle s'explique par la variété des milieux naturels. La particularité du site vient de la présence des cigognes blanches, traditionnellement associées à l'Alsace. En effet plusieurs couples passent l'année dans nos marais et s'y reproduisent. Vous pouvez les admirer en direct depuis la télévision à l'intérieur de la Maison de la Nature grâce à une caméra qui les filme en permanence ! D'autres oiseaux sont à demeure au Méjean (héron cendré, aigrette garzette, foulque macroule, canard colvert, poule d'eau...) tandis que d'autres ne sont qu'en halte migratoire (vanneau huppé, sarcelle d'hiver, canard souchet en hiver et échasse blanche, quipie d'Europe, milan noir en été).

Le long des sentiers de promenade, couleuvre de Montpellier, lézard vert prennent leur bain de soleil alors que minette méridionale, grenouille verte recherchent la fraîcheur au bord des rivières et que lapin, sanglier, renard se cachent dans les différents milieux.

Côté flore de nombreuses espèces : nivéole d'été (seulace protégée), iris des marais, ruscus, asper, glaïeur commun illuminent les sentiers de couleurs, tandis que d'autres espèces ont su s'adapter à la salinité importante : salicornie, soude, oignon, salicorne...

**Partez à la découverte du site naturel protégé : Le Méjean**

Partez à la découverte du site naturel protégé du Méjean, en découvrant la faune et la flore cachées du Méjean, le long des sentiers et des observatoires.

— **Sentier du flamant rose** : de 2 à 7 km - durée 1 à 2 heures - Chiens INTERDITS

— **Sentier accessible à tous** : 2,5 km accessibles à tout type de handicap - Label "Tourisme et Handicap". Vélos, chevaux, trottinettes, rollers INTERDITS.

Du 1er mars au 30 juin ouvert de 9h à 18h  
Du 1er juillet au 31 août ouvert de 9h à 19h30  
FERME LE LUNDI TOUTE L'ANNÉE. Libre accès le reste de l'année sauf jours fériés  
Entrée unique par la Maison de la Nature - Chiens interdits.

— **Sentier de la cigogne blanche** : libre accès. 6 km (balisé en violet)

**Horaires d'ouverture de la Maison de la Nature :**  
Du 1er septembre au 30 octobre et du 16 février au 30 juin : tous les jours, de 14h à 18h, sauf le lundi et le jeudi.  
Du 1er juillet au 31 août : tous les jours, de 9h à 12h et de 16h à 20h, sauf le lundi et jeudi.  
Du 1er novembre au 15 février tous les jours de 14h à 17h, sauf le lundi et jeudi.

Maison de la Nature - Chemin des Etangs  
34070 LATTES - Tél. : 04 67 22 12 41  
nature@ville-lattes.fr  
www.ville-lattes.fr/maisonlattenature

**Infos pratiques :**  
Tarifs : sentiers et expositions entrées gratuites  
Accès : direction Lattes centre collège Georges Brassens.  
Parking visiteurs : à 600m avant la Maison de la Nature.  
Parking pour les personnes en situation d'handicap : à la Maison de la Nature, au départ des sentiers.  
Aire de pique-nique et toilettes publiques : à la Maison de la Nature - Fermées le lundi

**Un sentier accessible à tous !**

La 1<sup>re</sup> partie réalisée en platelage pénètre dans la roselière et accède au bord de l'étang du Méjean tandis que le retour se fait sur un pilotis au-dessus des anciens bassins de lagunage. L'aménagement du sentier comprend l'accessibilité du parking, de l'aire de pique-nique et du bloc sanitaire.

**2,5 km de bonheur partagé !**

Boisement Roselière  
Prairie Oliveraie  
Pré salé Nid de cigogne  
Sansouïre

Figure 38 : Exemple de communication municipale sur l'espace naturel du Méjean [Source : Guide pratique 2012-2013 de la commune de Lattes, pp.26-27].

« L'observation habitante » menée sur les pratiques autour de l'eau, que ce soit dans la zone des étangs ou les abords du fleuve, a permis d'attester de l'importance des usages récréatifs de



la nature lacustre. Rares furent les observations de pratiques locales liées au fleuve ou aux étangs d'un autre registre que celui des loisirs. Dans cet avènement du tout loisir, les liens au milieu se transforment ; il devient le support aux activités mais ne les déterminent plus. L'espace des étangs du Méjean est en effet très prisé le week-end pour les balades en famille, les sentiers y sont (très) bien balisés. Se donne à voir une fréquentation familière et familiale prolongeant l'habitat mais où il ne semble pas s'opérer de prise en charge directe de l'environnement proche par les habitants qui en font l'usage. Cet espace apparaît comme le support aux activités mais il ne s'y donne pas à voir une responsabilité familière qui s'exprime dans le soin et l'appropriation immédiate (Koveneva, 2011). Les week-ends sont l'occasion de balades familiales à horaires précises, balades digestives après le repas. On y observe aussi un certain nombre de pratiques sportives ou ludiques (footing, balade du chien, etc.). Ces usages apparentent la nature environnante à une nature récréative offrant un service de plus dans l'offre de la ville. Ainsi, la nature dont nous parlent les Lattois est une nature aménagée pour les loisirs. La nature semble être assimilée à une *nature décor*.

Bien sûr, dans l'observation des pratiques locales attachées à la nature, des usages autres que purement récréatifs ont pu être observés, et certains habitants ont une connaissance très fine du milieu. Ici comme ailleurs, par exemple, l'observation des vents permet à certains de déterminer la possibilité d'un changement de temps. Mais ces observations sont restées marginales, les pratiques qu'elles rapportent ne sont pas celles qui dominent. Le sentiment qui domine l'observation des usages de la nature est bien celui d'une *nature support*. La nature lacustre du milieu, avec ses nombreux prés salés, offrait jadis des possibilités pour certaines activités agricoles qui définissaient cet espace et que quelques rares agriculteurs locaux continuent d'exploiter. Ces derniers ont développé et entretiennent un mode d'habiter et de travailler qui se soustrait à cette nature dont ils connaissent bien les rythmes, notamment la possibilité de l'inondation.

*« D'accord. Et donc, vous, en tant qu'agriculteur ici, vous avez eu plusieurs fois de l'eau...*

*Oui, mais moi si vous voulez mes terres ce sont des marais, donc... Il n'y a que les Belges qui s'inquiètent quand il y a de l'eau dans les marais ! [...] Moi, j'ai X hectares. [...] C'est du marais... donc c'est difficile [rires] de faire autre chose. A moins de faire du riz [rires][...] C'est mon père qui avait acheté ces marais pour les chevaux [...]*

*D'accord. Donc il les a achetés il y a longtemps ; donc vous en avez vu plusieurs...*

*[Il me coupe] Oui, oui, il y a toujours eu des inondations. On a la culture des inondations, il n'y a pas de problème à ce niveau là. [...] Le problème, si vous voulez, c'est que les chevaux, quand l'eau vient, comme ça, ils se mettent sur des monticules, et après... ils ne comprennent pas que l'eau va continuer à monter... ils restent, ils restent là. Il faut les pousser de manière à les faire monter sur un terre plein de manière à ce qu'ils ne se noient pas. Bon, ils nagent mais... [...] Il ne faut pas, si vous voulez, quand vous allez dans des zones à risques, il ne faut pas se plaindre du risque quand il est connu. Moi, je suis un professionnel, j'ai un risque à faire cet élevage, je le sais ; si j'ai de la casse, je ne viendrai pas me plaindre, parce que j'ai choisi d'être là. C'est comme ça. »*

[Monsieur Lacustran, habitant agriculteur, famille lattoise depuis deux générations.]

La production agricole nourricière a presque complètement disparu aujourd'hui. Parmi les terres agricoles demeurant, beaucoup sont dédiées à l'élevage d'équidés ou aux centres équestres dont l'activité est associée au tourisme estival des stations balnéaires voisines. D'autres sont associées à l'ornement des jardins privés avec la présence de plusieurs grandes pépinières ou encore de culture de gazon en plaque. Le glissement du rural vers l'urbain modifie peu à peu les paysages et les pratiques du milieu. Les anciens ont souvent mis en mot dans les entretiens le regret de ce changement des usages de la nature environnante. Dans cette évolution, ils soulignent la disparition progressive des connaissances du milieu avec le renouvellement de la population. D'après les anciens, cette connaissance du milieu était d'autant plus fine que beaucoup travaillaient la terre et se devaient donc, dans ce milieu lacustre, de bien connaître les chemins de l'eau. Ainsi plusieurs anciens ont souligné le délitement des savoirs en ce qui concerne la gestion hydraulique.

*« Il y a toujours eu une non-connaissance des citoyens des problèmes hydrauliques. Et nous, à Lattes, on a de plus en plus d'urbain, de moins en moins d'agriculteurs, donc c'est une mémoire qui se perd, un savoir faire qui se perd aussi ; et une méconnaissance des choses. C'est pour ça que cela engendre des problèmes. »*

[Monsieur Lacustran, habitant agriculteur, famille lattoise depuis deux générations.]

Les anciens regrettent que les dits nouveaux venus ne s'appliquent pas forcément à connaître leur milieu de vie comme ils pensent que leurs générations le faisaient. De ces personnes qui vous confient ne connaître que les chemins entre leur domicile, leur travail et le supermarché. Il m'est arrivé dans mes discussions avec des voisins récemment installés, de leur apprendre l'existence même d'un étang sur la commune, duquel nous nous situions pourtant à vol d'oiseau à cinq cent mètres tout au plus. Parmi ces discussions figurent celles avec les voisins nouveaux venus, qui s'installèrent dans l'autre appartement dont disposait cette maison. Quelques semaines après nos installations respectives, je les avais invités à prendre l'apéritif. Dans le courant de la discussion mon compagnon avait fait une remarque sur la prédominance de 4x4 dans le quartier, et parmi les hypothèses explicatives, cité l'inondabilité de la zone. Comme je faisais les yeux ronds, il comprit ma volonté de ne pas provoquer l'émergence du sujet et précisa que c'est la hauteur du vide sanitaire qui lui avait fait penser cela. Elle ne réagit pas et continua sur son hypothèse : *« C'est pour la frime »*. Lui, par contre, réagit à cette évocation de l'inondation par un étonnement : *« Ah bon ! C'est inondable ici tu crois ?... Non, je ne pense pas, vers Lunel, le Vidourle, tout ça, oui, mais ici, non... »* Quelques semaines plus tard, nous rendant la pareille, ce fut au tour des voisins de nous inviter à prendre l'apéritif. De la discussion ressortit clairement le peu de connaissance qu'ils avaient du milieu dans lequel ils vivaient pourtant depuis quelques mois déjà. Ils ne savaient pas qu'une ligne de tramway était en construction pour relier Lattes à Montpellier et ce quand bien même la prégnance

visuelle tout comme la gêne des travaux sur la circulation était importante et qu'il en était très régulièrement fait mention dans la presse locale ou le journal communal. Ils ne savaient pas non plus que Lattes était inondable. Ils ne savaient d'ailleurs même pas que nous étions à 500 m à peine d'un étang ou qu'un fleuve bordait la commune ; ils pensaient que c'était un canal qui avait été construit uniquement pour permettre aux bateaux amarrés dans le port Ariane de rejoindre la mer. Si la méconnaissance apparente du risque s'adosse ici à une méconnaissance plus générale du milieu élu pour domicile, il n'en reste pas moins que cet exemple illustre l'argument d'une non-connaissance des dits nouveaux venus de la possibilité de l'inondation. Nous pouvons voir ici une conséquence d'une des caractéristiques des logiques résidentielles locales pointées. Le milieu lattois, choisi principalement pour les avantages en termes géostratégiques qu'il permet, n'est pas choisi pour ses caractéristiques matérielles naturelles. Si habiter un milieu à proximité d'étangs, encore récemment recouvert de marais, pourrait être associé facilement à la possibilité de l'inondation pour une personne sensible aux fonctionnements naturels des espaces, ce n'est pas forcément le cas des habitants qui ont choisi leur lieu de vie pour son offre de service urbain, son calme, sa promesse en termes de tranquillité de vie et la proximité au travail – à l'abri de l'agitation de la grande ville - et à la mer qu'il permet.

## 6.2. Un fleuve aménagé, un fleuve distancé

« *Quel fleuve ? Tu veux dire le canal ?* »

[Un habitant nouveau venu à Lattes.]

Encore plus directement en lien avec le sujet des inondations, l'évolution des pratiques liées au fleuve est riche d'enseignement. Fanny Romain (Romain, 2010) a montré, en prenant comme cas d'étude le Lez, comment les pratiques locales des fleuves tendent aujourd'hui à se concentrer sur les pratiques de loisirs et l'esthétique. Son travail montre comment les pratiques ordinaires des fleuves du temps où le fleuve servait les activités productives des villes, ont d'abord longtemps laissé place à l'abandon. En effet, à partir du XIX<sup>e</sup> siècle, avec l'avènement de la révolution industrielle, les villes se sont petit à petit détournées des cours d'eau, les voies de circulations automobiles, les dispositifs de protection et les recouvrements de cours d'eau ont fait disparaître les accès directs des habitations à l'eau (Pelletier J., 1990). Si les usages privés ne cessèrent pas pour autant, pendant longtemps les villes se sont détournées de leur cours d'eau. Aujourd'hui s'opère un grand retour des villes françaises vers leur fleuve. Fanny Romain montre que si on observe aujourd'hui un grand retour des plans d'aménagements urbains vers leurs fleuves, les pratiques associées sont apparentées à celles d'un jardin public et sa mise en valeur sert surtout l'évènementialité de la ville, telle « *une nature mise en scène par et pour l'Homme* » (Claeys, 2010: p.114). Ce retour se fait avec des

usages nouveaux : le fleuve et ses abords sont valorisés pour la dimension paysagère et les loisirs qu'ils permettent d'accueillir, ils deviennent une vitrine de la ville (Romain, 2010). De nombreuses villes font aujourd'hui le choix de renouer des liens avec leur cours d'eau et de mettre en valeur ces zones riveraines. Ces dispositifs valorisent très fortement la présence de l'eau dans l'espace urbain, montrant finalement une image positive du cours d'eau notamment par l'organisation d'événements dans ces espaces (Miranda, 2010). Dans certains cas, tel le cas exemplaire des aménagements de l'Orb dans la ville de Béziers (Richard-Ferroudji, Dupont, Durand *et al.*, 2014 (à paraître )), cette revalorisation par l'aménagement peut se faire par l'inclusion de la question de l'inondation. Mais ce n'est pas cette tendance qui se donne à voir ici.

J'ai pu relever certaines attentions à l'endroit du fleuve, et plus particulièrement à son niveau d'eau. Ainsi, lors d'un trajet en bus, alors que celui-ci passait sur le fleuve une jeune fille lattoise occupée à discuter avec une autre, l'interrompt pour lui dire : « *Qu'est-ce qu'il est haut le Lez, pourquoi est-il si haut ?* » Pourtant, les pratiques qui y sont associées sont surtout de l'ordre d'un cadre paysager offert. Les abords du fleuve comme l'espace de la zone naturelle protégée, aménagé pour les activités ludiques, prennent des allures d'espace public urbain. Une piste cyclable reliant Montpellier à la mer via Lattes, a été construite le long du fleuve. Désormais, cet espace, totalement minéralisé, aménagé en une piste cyclable est fortement valorisée par l'agglomération de Montpellier car permettant à tous de rallier la mer à vélo depuis le centre de la grande ville.



Figure 39 : Article de communication sur la piste cyclable le long du Lez  
[Source : journal Harmonie n°273, mai 2010, Montpellier Agglomération].

Dans ces aménagements et la modification des usages, un lieu commun est devenu lieu public (Koveneva, 2011). Je me souviens d'un échange lors de mes premières balades sur le

terrain avec une habitante des *premières cabanes*<sup>220</sup> qui pestait sur l'aménagement de la piste cyclable qui amenait beaucoup de monde dans cette zone jusque là déserte et silencieuse ; où seuls les nombreux oiseaux peuplant ce milieu lacustre se faisaient entendre. Cette voie devenue cyclable se transforme désormais en véritable petite cycloroute le week-end. Le Lez, caché derrière sa digue, est un lieu où l'on ne va plus s'étendre pour se détendre comme a pu le peindre Bazille<sup>221</sup> mais où l'on promène pour sortir son chien, faire son footing ou rallier la mer à vélo.

Dans l'attention qui a été portée à la place de la nature dans la vie lattoise, le fleuve n'apparaît pas, jamais il n'a été évoqué dans ce contexte. Il faut dire que le paysage a bien changé. Désormais, le Lez est caché derrière sa digue. Dans le basculement des usages agricoles de l'espace à des usages résidentiels, le milieu a été rendu vulnérable et a dû être protégé de ses eaux. L'urbanisation galopante en amont et le choix passé d'urbaniser les zones les plus basses de la commune ont accentué encore le phénomène. Le fleuve fut endigué suite à la crue de 1976 où les premiers lotissements construits furent inondés. Plus récemment, de 2008 à 2011, de grands travaux de renforcement de ces mêmes digues ont été opérés modifiant encore considérablement les liens au fleuve.



Figure 40 : Photo des travaux de confortement des digues en rive gauche.  
[F. Vinet ©.]

Certainement que cette phase de travaux qui s'achève a contribué à entériner encore ce changement de rapport à ce milieu fluvial. Le spectacle des travaux du Lez offrait à la vue tractopelle et pelle-mécanique le triturant, blocs de rochers et panneaux « *Attention danger* ». La digue s'est élargie, la ripisylve<sup>222</sup> a disparue au profit de blocs de gabion<sup>223</sup>. L'eau circule

---

<sup>220</sup> Nom donné au quartier situé au niveau de l'exutoire du fleuve dans l'étang où des habitations aux structures légères se sont peu à peu endurcies.

<sup>221</sup> Frédéric Bazille (1842-1870) était un peintre impressionniste français né à Montpellier. Il est connu notamment pour sa toile « *Paysage au bord du Lez* » [(1870), The Minneapolis institute of Art, Minneapolis, United States] qui offre une vue sur une nature bucolique qui appelle à la contemplation.

<sup>222</sup> Formations végétales qui se développent sur les bords des cours d'eau ou des plans d'eau situés dans la zone frontière entre l'eau et la terre.

(Source : [http://www.actu-environnement.com/ae/dictionnaire\\_environnement/definition/ripisylve.php4](http://www.actu-environnement.com/ae/dictionnaire_environnement/definition/ripisylve.php4).)

maintenant entre deux murs de béton. Le fleuve est mis à distance, la digue sépare le fleuve de ses riverains. Les appropriations locales en sont inévitablement déplacées.



Figure 41 : Photo de la digue de Lattes.  
[S. Durand © 2012]

Un vieux monsieur dont le jardin borde la digue me racontait comment le renforcement de la digue avait bouleversé ses habitudes de balades matinales au bord du fleuve. Alors qu'il avait pour habitude de s'y rendre tous les matins, les derniers aménagements de la digue modifient cette habitude en coupant l'accès direct au fleuve. Les travaux de renforcement des digues, qui sont nécessaires et utiles pour la grande majorité des habitants rencontrés – nous y reviendrons dans le détail dans la partie suivante –, sont quand même critiqués comme ayant détérioré l'esthétique du site et modifié les habitudes.

« [Elle commence d'elle-même alors que je viens de lui présenter mon sujet de travail sur « l'habiter ici »] :

*Alors, je vais vous expliquer parce que si je ne vous explique pas vous n'aurez pas un aperçu du problème de notre quartier. »*

Oui...

*« Alors, voyez vous, regardez ce que l'on nous a foutu ! [elle me montre par la fenêtre la digue rehaussée et le mur de gabions côté cour] La digue du Lez, bon... La digue du Lez elle n'était pas comme ça, elle était en pente et avec de la terre et...(...) avant c'était une pente qui partait comme ça, et encore, cela ne partait pas de là, cela partait de plus loin. Mais on nous avait déjà expropriés ! On nous avait exproprié... je ne me rappelle plus... 1100 mètres je crois. Pour les 1<sup>ers</sup> travaux. Et maintenant, on devait nous exproprier mais tout compte fait ils ont juste fait ce mur... là vous voyez, qui est venu contre l'ancien mur. Parce que avant il y avait juste un portillon là, cela avait tout à fait un aspect naturel et gracieux, on ne peut pas dire que c'est laid là, on ne peut pas dire ça, ce n'est pas ce qui convient, mais cela ne fait pas naturel. Il n'y a pas le soleil comme il y avait. Avant nous avions fait des petites plantations, il y avait des iris, il y avait des arbustes et puis... enfin, il n'y avait pas besoin de ça. C'était très bien avant ; c'était trop bien. Maintenant... (...) Parce qu'ils vont nous*

---

<sup>223</sup> Cases de grillage rigide en acier contenant des éclats de rochers, fixés les uns aux autres afin de constituer un mur.

*faire une passerelle pour aller au Lez quand même, pour aller à la bute. »*

[Madame Veillant, habitants, environ 75 ans, famille lattoise depuis trois générations, retraitée (ouvrière agricole sur la plaine de Lattes).]

Pour les nouveaux venus, l'appropriation du cours d'eau ainsi endigué en tant que « fleuve » n'est pas systématique. À de nombreuses occasions on m'en parla comme d'un « canal ». Plusieurs habitants désignèrent en effet le Lez par ce terme, lui conférant un statut d'aménagement hydraulique et non plus d'élément naturel.

Apéritif avec les voisins.

Discussion sur les balades sympa sur le littoral (réponse au questionnement : où aller à la plage ?). J'évoque le fait que l'on peut se rendre en vélo à Palavas en 15 minutes en disant « *le long du fleuve* ». Lui ne voit pas ce que je veux dire, il ne voit pas où c'est. Je précise : « *Le long de la digue du Lez* ». Je dois lui expliquer quelques minutes... Et lorsqu'il comprend, il me dit : « *Ah, oui, tu veux dire le long du canal ?* ». Je fais celle qui ne comprend pas : il reprend : « *Le canal qu'ils ont fait pour aller de Port Ariane à la mer...* »

[Extrait synthèse n°8 des notes de terrain (février à juin 2010).]

Le journal de la ville se constitue en un précieux indicateur de ces évolutions. L'analyse des archives de 1977 à nos jours a montré que les références au fleuve, si elles sont encore relativement fréquentes, ont considérablement changé de forme au fil du temps (Durand, 2011). Si l'on considère la manière dont on parle du fleuve dans les archives des années soixante-dix ou quatre-vingt, le feuillet historique « *Une rivière nommée Lez* » que l'on peut suivre dans chaque numéro, témoigne d'une présence importante du fleuve dans le rapport au milieu de vie. Les articles mettent souvent en valeur les connaissances, les savoir-faire traditionnels hérités de la gestion locale de l'eau. La présence du fleuve apparaît de manière transversale dans les présentations de la ville, c'est une dimension de la vie locale. Le recours à des registres plus intimistes donne à voir la place importante tenu par le fleuve dans la vie de ses riverains. Ainsi, de fréquentes références anthropomorphiques sont faites à propos du fleuve, allant jusqu'à faire de lui un aïeul de la famille : « *Grand-père Ledum ça suffit* »<sup>224</sup>; on peut y lire l'usage du registre poétique comme dans cette « Ode au Lez » ou encore celui du registre humoristique : le 1<sup>er</sup> avril 1979 est publié un article annonçant la découverte de pétrole aux abords du fleuve : « *Du pétrole à Lattes* »<sup>225</sup>; ou encore le même jour deux années plus tard la découverte d'or dans celui-ci : « *L'or du Lez* »<sup>226</sup>.

---

<sup>224</sup> Extrait du journal communal de Lattes n° 8 de janvier 1980.

<sup>225</sup> Extrait du journal communal de Lattes n°6 d'avril 1979.

<sup>226</sup> Extrait du journal communal de Lattes n°14 d'avril 1981.



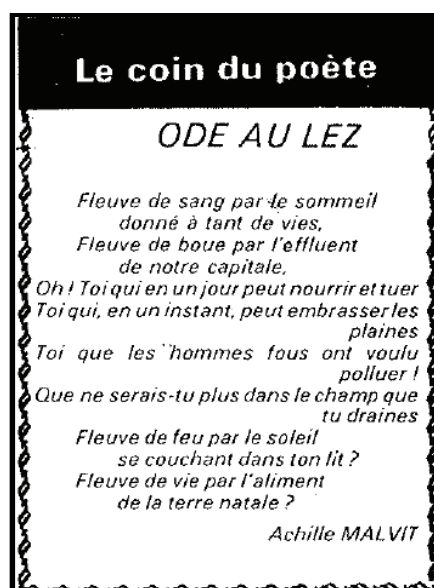


Figure 42 : Exemple d'évocation passé du fleuve dans le journal communal.  
[Source : journal communal de Lattes n°6 d'avril 1979.]

Cette forme d'épaisseur historique et d'attachement supposé dans le rapport au fleuve des Lattois dans les années 1980 apparaissant dans le journal communal fait alors ressortir, de manière très contrastée, l'apparente simplification du rapport contemporain au fleuve. Si l'équipe municipale actuelle a conservé l'inscription du fleuve dans une dimension patrimoniale pour ses dépliants touristiques<sup>227</sup>, pour autant, dans les articles du journal communal faisant mention du fleuve, les registres couramment mobilisés ne sont plus du tout les mêmes. Les mises en mots et en images du fleuve se raréfient et c'est comme simple décor pour les loisirs que le Lez apparaît le plus fréquemment. Si la période récente des travaux de protection contre les inondations fut l'occasion d'articles sur le fleuve, il y apparaissait comme un élément maîtrisé, presque dénaturé. Ainsi que l'a montré l'analyse comparative du traitement dans le journal de la ville des travaux de protection contre les inondations lors de l'édification de la digue dans les années 1980 et lors de son renforcement au début des années 2000 (Durand, 2011), la communication contemporaine est d'un registre très technique quant un recours à l'émotionnel dominait encore largement le traitement de la question dans les années 1980. À ce moment-là, la référence aux travaux de protection contre les inondations se faisait dans des articles qui mêlaient histoire locale et inondations. En 1979, en référence aux travaux à venir, un article du journal communal : « *Le Lez : c'est la vie ... mais Thanatos rôde toujours* » retraçait notamment l'histoire de la présence humaine près du Lez, l'histoire de ces aménagements, en dressant un tableau hydromorphologique sur un ton enjôleur : « *le Lez c'est la vie [...] Le Lez est toujours cordon ombilical de cette vie* » ; tout en

<sup>227</sup> On peut y lire par exemple en page « Patrimoine » : « Au bord du Lez, Lattes (l'antique Lattara) fut un port important de la Méditerranée occidentale » Ou encore « Port-Ariane renoue avec un passé prestigieux : la grande voie fluviale que fut le Lez du temps de Jacques Cœur » (pages 24 et 25 du « Guide pratique touristique 2012-2013 » édité par l'office de tourisme de Lattes).



racontant aussi sa dangerosité en mobilisant un registre dramatique : « *Mais le Lez c'est aussi la mort* » (journal n° 6 d'avril 1979).

Dans les articles récents sur les travaux, les illustrations du cours d'eau, principalement des photos aériennes, encouragent une mise à distance des inondations en tant qu'événement et une impression de domination des éléments avec des titres comme « *Le grand chantier vu du ciel* »<sup>228</sup>. Aujourd'hui, les mentions du fleuve se justifient exclusivement par les manifestations ludiques et sportives qui sont tenues à ses abords, traduisant un rapport au fleuve instrumentalisé pour les loisirs des habitants ou des touristes : « *Les fêtes de Port Ariane* », « *le triathlon de Lattes* », « *les nautiques de Port Ariane* »<sup>229</sup>, comme nous pouvons le voir dans l'extrait du journal ci-dessous.



Figure 43 : Exemple de représentation du fleuve dans le journal communal.  
[Source : journal communal n°40 de juillet août 2009.]

Ainsi, si les coupures du journal des années 1980 donnent à voir une diversité dans les mises en mots et en images du fleuve, suggérant la place importante occupée par ce dernier pour les riverains, celles d'aujourd'hui se sont raréfiées et simplifiées pour ne laisser au fleuve qu'une place de support aux loisirs. Avec l'évolution démographique de la commune les formes d'investissement du fleuve évoluent, de nouveaux ancrages se créent ; les

<sup>228</sup> Extrait du journal communal de Lattes n° 34 d'avril 2008. Nous reviendrons sur la mise en mots et en image du fleuve lors des travaux récents de renforcement des digues dans la partie suivante au chapitre 8 (partie 3).

<sup>229</sup> Extrait des journaux communaux de Lattes n° 39 et n° 40 de mai, juillet et août 2009

nouveaux venus et les nouvelles générations s'approprient le milieu différemment. Dans ces nouvelles appropriations, cadrées par les choix d'aménagements opérés, la question du débordement ne semble pas incluse<sup>230</sup>.

La nature, quand elle est ainsi choisie tel un *décor*, peut alors venir poser problème, lorsqu'elle vient déborder du cadre que l'on pensait lui avoir fixé, ainsi que nous allons le voir maintenant.

### 6.3. Une nature domestiquée que l'on veut maîtriser

« C'est beau, c'est bien arrangé ».

[Un ancien habitant du quartier de Port Ariane à Lattes]

Dans un usage du milieu devenu résidentiel, au-delà de la beauté des paysages offerts, les caractéristiques ambiantes du milieu, et notamment son humidité et les moustiques le peuplant, apparaissent alors régulièrement comme un inconvénient à habiter ici. « *Parce que ordinaire et quotidien, le moustique permet d'évaluer la prégnance des nouvelles idéologies du rapport à la nature et leur appropriation par la pensée vernaculaire et sa praxis* » (Claeys-Mekdade et Sérandour, 2009). Dans la plaine lattoise, le moustique était jadis envisagé comme un garde frontière et érigé en support identitaire<sup>231</sup> tel que c'est encore le cas aujourd'hui en Camargue (Claeys-Mekdade et Nicolas, 2002). Aujourd'hui, il est la principale nuisance dont parlent les habitants lattois. La construction de la figure du « moustique nuisible » est très ancienne<sup>232</sup>. Associé au paludisme au début du siècle dernier, le contexte actuel de craintes vis-à-vis des crises sanitaires, avec notamment la crise récente du Chikungunya, réactive encore cette vision du nuisible. Les travaux de Cécilia Claeys et de Laurence Nicolas montrent cependant les distinctions qui se donnent à voir en Camargue entre les bons « *moustiques des champs* » et les mauvais « *moustiques des villes* ». Si le moustique est difficilement toléré dans l'espace urbain, il est admis comme partie intégrante des espaces naturels de marais (Claeys-Mekdade et Nicolas, 2009). Ici, plus à proximité de la ville, la question se pose plus simplement. Pour la quasi-totalité des habitants avec qui j'en ai parlé, les moustiques sont des nuisibles et ils doivent être éliminés. Un membre de l'équipe municipale interrogé, passionné par l'espace naturel de Méjean, est le seul habitant rencontré qui défend la légitimité des moustiques dans l'espace naturel, dans une conception biocentrique du monde. Si celle-ci tendrait à se diffuser à l'ensemble de la population ainsi que le défendent certains auteurs (Dunlap, Leire, Martig *et al.*, 2000), Lattes fait figure de

---

<sup>230</sup> Nous reviendrons sur ce sujet en le mettant en perspective du traitement de la question de l'inondation plus précisément dans la section 7.2 (partie 3).

<sup>231</sup> Ce point a été discuté dans la partie 1 (voir pages 57, 60-61 et 68).

<sup>232</sup> Pour une reconstruction historique du rapport homme-moustiques voir le travail fouillé de Cécilia Claeys et Laurence Nicolas sur cette question (Clayes-Mekdade, 2006).

contre tendance sur le sujet des proliférants moustiques. À Lattes, il semble que les conceptions anthropocentriques l'emportent largement. Dans l'entretien long que ce monsieur m'a accordé, il m'a longuement parlé de son agacement envers les habitants locaux très exigeant localement en matière de démoustication.

*« Moi je suis contre la démoustication, je trouve que les moustiques cela fait parti de la nature, il y a les oiseaux qui les bouffent, il y a plein de trucs. Après je conçois que derrière tout ça il y a du tourisme, il y a une organisation de ces lieux qui s'est fait un peu n'importe comment, des fois à une certaine époque, maintenant, on n'a pas le choix, on est obligé de passer par là, mais au moins mettons des produits écolo et essayons d'en faire le moins possible, il ne faut pas exagérer. Ce n'est pas parce qu'il y a un mec qui appelle la démoustication ou la Mairie parce qu'il entend un moustique le soir en train de roupiller qu'on va le lendemain ou la nuit traiter. »*

[Un habitant, membre de l'équipe municipale.]

D'autres sujets, moins complexes parce que sans spectre sanitaire, donnent à penser le rapport entre les habitants et le milieu naturel environnant. J'ai rencontré plusieurs personnes qui disaient aimer certains aspects de la proximité avec la nature. Pour autant, elles n'étaient pas disposées à en accepter ce qu'elles vivent comme *« des inconvénients »*, tel que le croassement des crapauds ou l'humidité ambiante. Madame Partais<sup>233</sup> m'expliquait que la proximité avec la nature camarguaise avait motivé son choix d'installation à Lattes :

*« Et c'est vrai qu'on était très attiré par... pas vraiment Montpellier, c'était plus le côté Camargue. Donc on se rapprochait... de... de la Camargue en fait. [...] Nous on aime le côté nature avec les étangs. On kiffe la mer ! [rires] Tu vois un petit peu... C'est pour ça qu'on est venu, parce qu'en Camargue c'est ça, les grands étangs, enfin ces grands... Entre l'eau, tu vois la nature. »*

Cependant, elle ne supporte pas pour autant l'humidité liée aux entrées maritimes caractéristiques de la Camargue, humidité ambiante qui la conforte dans son choix de déménager.

*« C'est une maison, nous déjà ici... c'est super humide. La maison qu'on a été voir qui était juste à côté, c'était... C'était l'horreur quoi. Parce qu'ils avaient en fait, ils avaient, donc ils avaient des pièces qui étaient en, enfin en sous-sol, mais qui étaient un peu plus basses au niveau du niveau. Et... c'était super humide. Déjà même ici !*

*Ici aussi tu trouves que c'est humide ?*

*Ouais ! Parce qu'il y a les meubles, certains meubles qui ont... qui ont un peu gonflé.*

*Quand on a voulu, on n'a pas pu... on pouvait plus l'ouvrir ! Il y a eu des périodes de l'année, les deux premières années où la commode, enfin le meuble d'entrée, le premier tiroir, il fallait sortir tout avant ... [rires] Parce que c'était fini après. Les tiroirs ne s'ouvraient plus pendant 3 mois ! [...]*

---

<sup>233</sup> Environ 35 ans, habitante depuis sept ans, sur le départ.

*D'accord. Donc ça, ça vous a freiné quand même ?*

*Ouais. Ah ouais ! Parce que là on voit, là j'ai acheté des petits cubes pour les enfants, et même la salle-de-bain, j'ai un meuble, qui est, qui est de moins bonne qualité, qui, ça moisit derrière. Donc il y a quand même une humidité... Et puis tu as des périodes dans l'année où le linge... tu n'arrives pas... Où tu vois... ça met trois jours à sécher ! Tu as quand même... sur l'eau, ce serait plus ce problème. »*

[Madame Partais, environ 35 ans, habitante depuis sept ans]

Un pasteur rencontré par hasard en Ardèche me racontait avoir habité temporairement à Lattes, dans le quartier de Port Ariane pendant cinq ans, et avoir aimé cet environnement. Pour autant, il n'était pas forcément mécontent d'en être parti parce qu'il y avait aussi un inconvénient notable : le bruit des crapauds dans la vasque la nuit. Plusieurs autres habitants m'ont ainsi raconté trouver joli le cadre de vie mais ne pas en apprécier certaines nuisances « naturelles ». Un habitant travaillant dans la gestion de l'espace naturel nous propose une analyse sur cette question. Pour lui, les gens qui s'installent sur Port Ariane par exemple sont attirés par le paysage lacustre que ce quartier offre mais en voudraient en quelque sorte les avantages sans les inconvénients.

*« C'est vrai que depuis que je suis ici j'entends beaucoup les gens parler de cette nuisance...*

*Non... ! Mais [il s'énervé]. C'est comme pour les grenouilles. [...] Quand ils ont fait le port de Lattes, les gens qui sont venus habiter là, parce qu'ils vous le disent, qu'ils sont venus ici parce qu'ils voulaient de la nature, bon ils savaient qu'il y avait le site du Méjean, mais ils ne veulent pas les inconvénients de la nature, le problème il est là. Ils ont fait une pétition à la Sempa 3<sup>234</sup>, les gens ils ont demandé, qu'on lâche... parce que les grenouilles le soir elles les dérangent pour dormir, le croassement des grenouilles. Qu'est-ce qu'ils ont fait ? Ils ont foutu des silures dans le port, pour bouffer les grenouilles ! Faut le faire quand même ! Moi j'étais contre ! Je trouve ça aberrant ! Les gens ! ... Écoute, si tu veux la nature, tu prends la nature telle qu'elle est. Si tu veux une nature artificielle, tu vas ailleurs. Alors maintenant, les gens, ces mêmes personnes s'étonnent qu'il y a certains poissons ou certains petits canards qui disparaissent ! Hé... Ils ont des silures qui font deux mètres ! Ils bouffent tout ! Alors on en arrive ... Et après ces mêmes personnes elles me téléphonent et elles me disent, comment ça se fait, avant il y avait un couple de canards, maintenant, ils n'y sont plus... Je leur dis : hé bé c'est les silures qui vous les ont bouffés, tiens : ça bouffe un poulet un silure ! Ça devient dingue ! Les gens ils sont... Je veux dire, on va dans une vie où les gens ils veulent, je ne sais pas, enfin... [souponne]. Alors ils se plaignent, on a plus les petits canards, mais je leur dis : il faut savoir dans la vie ce que l'on veut, on ne peut pas avoir tout ! Et après c'est pareil ; tu as les gens qui viennent ici, les coureurs à pieds, ils arrivent, le gars il court et il te dit : « Il y a un nid de guêpe comme ça en plein sur le sentier : il faut l'enlever, hein ! ? » Je le regarde et je lui dis : écoute, pendant qu'elles seront là, tu sais ce que tu vas faire, tu vas aller à Grammont<sup>235</sup> courir si tu veux, mais le nid de guêpes il restera là ! » Faut arrêter, oh ! Alors on va enlever les nids de guêpes parce qu'il y a des coureurs ! Où on va ? »*

[Un gestionnaire de l'espace naturel du Méjean]

---

<sup>234</sup> Maître d'ouvrage du quartier Port Ariane.

<sup>235</sup> Parc urbain montpelliérain.

Plusieurs travaux contemporains traitent cette question complexe de la cohabitation entre « nature » et « humain »<sup>236</sup>. Christelle Gramaglia a par exemple travaillé sur les controverses ayant trait à la prolifération des goélands leucophaea dans certaines villes du littoral méditerranéen (Gramaglia, 2010). S'ils sont emblématiques du milieu pour les habitants, les nuisances qu'ils provoquent (bruit, salissure, désordre) posent problèmes, et les solutions manquent encore pour parvenir à un mode de cohabitation plus harmonieux. La nature (au sens large) ne s'arrête pas toujours où l'Homme le voudrait, elle échappe à son contrôle. Dans le quotidien de l'habiter, particulièrement dans les espaces urbanisés, ce non-contrôle se pose comme (très) problématique par les habitants. La tendance vers le biocentrisme ne serait pas si généralisée que certains auteurs l'annonçaient (Dunlap et Liere, 1978). Les éléments observés du cas lattois abondent en effet davantage dans le sens de la thèse de Cécilia Claeys et Julien Sérandour, pour qui le biocentrisme – proclamé actuellement dans l'écologisation de la société – ne serait qu'une nouvelle forme d'anthropocentrisme où demeure la volonté forte de contrôle de l'Homme sur le vivant (Claeys-Mekdade et Sérandour, 2009).

L'observation des usages des éléments naturels du jardin participent de cette analyse d'une nature appréciée pour le cadre paysager offert mais voulue sans contrainte, domestiquée pour un bien-être habitant empreint de liberté. L'espace extérieur privatif, en tant que prolongement de l'espace habité, est soumis au même souci pour l'ordre et la propreté qui y est observé. Bien souvent en grande majorité dallé, voire carrelé, les jardins sont minéraux, réguliers, astiqués. Il est intéressant alors de noter aussi ici ce que nous disent le type de pratiques locales d'aménagement des jardins du rapport à la nature aussi. Frileux (2012) a montré dans une étude d'un quartier périurbain aisé que « *le choix d'essence aux feuilles persistantes renvoie à un idéal d'une nature domestiquée, soumise à des contraintes de propreté et de mise en ordre* ». Dans le cas de Lattes, le remplacement progressif des haies par des murs tout autant que la lente mais constante diminution du végétal au profit du minéral dans les jardins illustre le type de rapport que les habitants entretiennent avec la nature ; un rapport dominé par l'esprit de liberté, où l'on ne veut plus se contraindre à son entretien. Après des années de vie en milieu rural, les choix locaux d'aménagement des jardins avaient particulièrement retenu mon attention. La verdure s'y fait rare. La place est donnée à la piscine, aux terrasses dallées, aux allées de gravillon pour garer la voiture. Certaines cours sont même entièrement bétonnées ou carrelées. Dans un premier temps j'avais émis l'hypothèse que le caractère humide des lieux devaient encourager de telles pratiques afin d'éviter la boue. Plusieurs habitants m'ont donné une autre explication. Il serait surtout question d'économie d'entretien. On ne veut pas forcément consacrer du temps - ou de l'argent - pour entretenir un jardin verdoyant. Le temps passer à entretenir son jardin, à tailler sa haie ou tondre sa pelouse est décrit comme une perte.

---

<sup>236</sup> Sur cette question voir notamment le numéro 185 de la revue Étude rurales (2010/1) « *Proliférantes natures* ».

Le choix d'une vie à la campagne près de la ville ne s'entend pas forcément avec les conséquences que la vie près de la nature comprend. L'analyse critique que propose Jean-Didier Urbain dans son ouvrage sur les « *Paradis verts* » (Urbain, 2002), ce qu'il nomme les « *désirs de campagne dans les passions résidentielles* » peut alors éclairer ce fait. Selon lui la « *nouvelle campagne* », celle du modèle de la maison individuelle avec jardin, bien loin de la notion de production agricole, de tourisme vert ou de retour à la nature ou aux sources, est le fruit d'une société urbaine dont elle est « *l'antipode mais non l'antiville* » : la campagne devient la ville éclatée et dispersée. Alors, « *dans une société marquée par la transparence et l'agrégat, l'individu revendique son droit au secret et à la solitude* » (Urbain, 2002). Dans le cas lattois, ces *éléments structurants* ne sont pas « *puisés au sein de la France profonde* » mais dans son jardin, à l'abri des regards. Des travaux récents (Frileux, 2012; Paris, 2012) mettent en avant comment l'espace privatif extérieur participe au bien être de l'habiter. Selon leur auteures, marquer son espace extérieur est tout aussi important dans les processus d'appropriation de son habitat que d'aménager son intérieur. D'autres travaux plus anciens avaient déjà montré comment l'espace extérieur dans le modèle périurbain, où « *l'homme de la ville vient à la campagne* », participe d'un prolongement de l'espace habité de la maison (Marié et Viard, 1977). Par extension, les entours de la résidence, l'environnement naturel dont dispose la commune, sont assimilées à l'habiter et se soumettent alors tout autant que le jardin privé à ce goût pour l'ordre et la liberté des actions humaines.

## Conclusion : Des liens au milieu qui se détachent

Dans la transformation progressive de la petite bourgade agricole en zone pavillonnaire résidentielle que Lattes est devenue aujourd'hui les usages du milieu se sont considérablement modifiés. À travers le temps, si habiter ce milieu est toujours lié à des raisons pratiques, ce n'est plus pour les apports limoneux du fleuve mais pour les résidences périurbaines offertes. Se retrouve ici la thèse que Bernard Picon a formulée au bénéfice de son analyse approfondie de la Camargue : la transformation d'un « *espace productif* » en « *espace objet* » c'est-à-dire d'un espace support d'activités économiques (dont il est à la fois condition et résultat) et objet de travail, en espace support de consommation et objet de loisirs (Picon, 1988). Les agriculteurs usant des près salés sont devenus rares et les personnes qui connaissaient le fonctionnement hydraulique de la plaine encore davantage. Le rapport au fleuve et aux étangs nous donne à voir une relation à l'eau qui s'est distancée alors même que ce milieu glissait du rural vers l'urbain. Empreints des usages de plus en plus urbains et dans l'avènement de la société de loisirs (Corbin, 2001), avec la construction proche de cités touristiques, la gestion locale du milieu qui s'organisait jadis autour des activités productives

a évolué vers des usages plus ludiques. Parallèlement, les enjeux de préservation de l'environnement ont gagné en légitimité, participant de la modification des usages de la nature. Selon Bernard Kalaora, avec l'écologisation de la société, le « *culte contemporain de la nature* » vient supplanter le « *culte moderne* » caractéristique de l'avènement de la société industrielle qui prévalait jusque là. Dans le culte moderne, la nature était un produit de consommation culturelle, sa fréquentation signait une appartenance sociale. Dominait alors un culte contemplatif de la nature, où se donnait à voir un goût exacerbé pour la nature artificielisé, jardinée et où cette nature avait valeur de compétition et de différenciation sociale. Dans le culte contemporain de la nature, encouragé par la manne écologique, l'idée de la nature sauvage s'est imposée sur celle de la nature bucolique ou pastorale du culte moderne. Ce sauvage est cependant entendu comme devant se prêter à l'accueil du public. Dans leur envie de nature, les individus qui ne chercheraient plus « à paraître » mais voudraient s'épanouir dans des espaces ressentis comme sauvages. Cet appel à la nature sauvage est alors empreint d'aspirations contradictoires. Les usagers réclament à la fois d'être assisté (et ainsi rassuré) dans l'exploration de cette nature sauvage, appelant une nature sécuritaire, tout en se réclamant libre et autonome dans leur découverte (Kalaora, 2001). Selon cet auteur toujours, nous pouvons ainsi parler de « *nature naturée* » plus que de milieu naturel.

Le rapport local à la nature que nous avons pu relever sur le terrain semble présenter une forme hybride entre ces deux cultes. La sanctuarisation de l'espace naturel du Méjean illustre bien ce « *sauvage aménagé* » venant répondre à cet appel paradoxal pour une nature sauvage et sécuritaire à la fois. Mais les représentations d'une nature bucolique y ont encore très largement court aussi, et les pratiques fortement aménagistes de cet espace naturel – et plus encore des espaces extérieurs privatifs – donnent à voir un goût encore très fort pour la nature domestiquée, maîtrisée. Cette aspiration doublement paradoxale pour une nature sauvage mais sécuritaire, bucolique mais maîtrisée se retrouve lorsqu'il s'agit d'envisager les possibles débordements du fleuve, comme nous le verrons dans la partie suivante (partie 3).

Au-delà de cette qualification, ce qui nous semble important ici est que dans ces évolutions, le rapport au milieu tend à se distancer, les connaissances à son égard à se raréfier.

Les attachés, les anciens nous parle d'attachements au milieu qu'ils ont et qu'ils ne retrouvent pas chez les nouveaux, les ancrés. La distinction entre ces deux groupes, « anciens attachés » versus « nouveaux venus ancrés » est intéressante pour deux raisons principales. Premièrement, pour le lien assez direct que nous pouvons apercevoir entre attachement, connaissance du milieu et anticipation d'une possibilité d'inondation. Derrière cette question de l'appartenance locale où s'observe un glissement d'une logique d'attachement à une logique d'ancrage s'en dessine alors une autre. Si pour les « attachés » se distinguer des « nouveaux venus ancrés » s'apparente à critiquer la transition urbanistique qu'ils déplorent ; ce que cette évolution démographique modifie c'est surtout la nature des liens au milieu. Dans la transition opérée par ce milieu de la ruralité vers l'urbanité, et le déclin des attaches locales

fortes, les connaissances du milieu se sont étiolées. Or, être attaché à un milieu, le connaître, c'est mieux savoir ce qui peut y advenir, et donc s'y préparer.

Le changement de rapport au fleuve est particulièrement illustratif de ce mouvement, en lien direct avec notre sujet de préoccupation. Peu à peu le fleuve s'est emmuré derrière une digue. Ce que les habitants voient c'est moins le fleuve que la digue qui les en protège. Or, si le fleuve n'est plus en vue, les attentions à son égard tendent à se raréfier, les liens à l'eau se distendent. D'aucun l'appelle même « *le canal* ». Or, la possibilité ou l'impossibilité du « vivre avec » la possibilité (respectivement l'impossibilité) d'une inondation est dépendante de la présence (respectivement l'absence) de vie avec le fleuve. Plusieurs travaux ont démontré combien la vie avec un cours d'eau participe de la mise en place de vigilance à son égard. Des auteurs montrent la capacité d'habitants à opérer une surveillance attentive, « *une vigilance silencieuse* », en interprétant des signes de la survenue de l'inondation, tel le changement de couleur de l'eau, et à mettre en perspective cette expérience sensible avec les annonces officielles (Morel-Journel, 2006; Roux, 2006). Les savoirs et capacités de veille sont souvent fondés sur une longue cohabitation avec la rivière avant qu'elle ne déborde. À l'opposé, les travaux de Bob Marshall sur le cas de la Nouvelle-Orléans, ont révélé que la non-conscience locale de la présence du bayou<sup>237</sup> était en majeure partie due à son manque de visibilité dans la vie locale (Marshall, 2011). Ce qui, dans le cas Lattois et en cas d'inondation profilerait un scénario plutôt qualifié par la négative.

---

<sup>237</sup> Étendue d'eau peu profonde, stagnante ou à faible courant, constituée soit par un bras secondaire du Mississipi ou d'un autre fleuve important, soit par un lac établi dans un méandre abandonné. Source : <http://www.cnrtl.fr/definition/bayou>



## **Conclusion. Un milieu qui ne tient pas ses promesses : quand l'habiter rassure, mais éloigne et expose**

Lattes, le marécage, comme le signifie son nom étymologiquement, milieu jadis « hostile », ne laissait pas augurer une vie en son sein tranquille et confortable. À l'instar du concept de « *ville campagne* » (Berque, Bonin et Ghorra-Gobin, 2006) habiter Lattes se pose en paradoxe quand son urbanisation s'est faite dans un ancien delta et où il a fallu aménager les chemins de l'eau pour la rendre possible. Ce concept traduit la contradiction fatale du développement pavillonnaire en périphérie des villes qui afin d'assouvir une quête de la nature entraîne par là même sa disparition. Le paradoxe est d'autant plus grand ici que la situation « stratégique » pour la résidence de Lattes vient aujourd'hui se poser en une justification à sa protection contre les inondations, quand c'est ce choix même de lieu de résidence qui est venu en créer l'exposition.

Lattes est devenue une ville résidentielle confortable située en première périphérie de l'agglomération de Montpellier où le cadre de vie « *idyllique* » qu'elle offre se traduit par des valeurs foncières importantes. Cet environnement lattois composé d'une partie résidentielle, d'une partie commerciale et d'une partie « nature », semble procurer tout ce que l'on pourrait avoir besoin dans son quotidien. L'analyse du mode d'habiter lattois révèle un vivre à Lattes paisible et confortable mais où les relations sociales sont marquées par la distance. Milieu prisé pour les avantages de proximité spatiale aux services de la ville et à l'agrément de la nature, une certaine homogénéité sociale caractérise ses habitants. Les Lattois jouissent d'une liberté matérielle qui remet en cause la vision d'un périurbain subi. Les habitants de Lattes ont les moyens de choisir librement leur lieu de résidence. Cette caractéristique distingue ce travail en milieu inondable de ceux menés sur les questions d'injustices environnementales qui posent la question en termes de vulnérabilités. Ces travaux révèlent souvent l'accumulation de la vulnérabilité aux risques naturels avec d'autres types de vulnérabilités, sociales et économiques notamment (Wisner, Blaikie, Cannon *et al.*, 1994), caractérisant fréquemment ces zones de « zone de relégation ». Ce cumul des vulnérabilités ne fonctionne pas à Lattes. Ici, il semble même que nous soyons face à un constat inversé : la zone est prisée parce qu'offrant de nombreux intérêts<sup>238</sup>. Il serait tentant d'associer cette « tranquillité de vie entre privilégiés » en zone inondable à deux pistes explicatives répandues dans le sens commun - et certains travaux. Nous pourrions envisager que ce sont justement ces avantages qui « gommant » le risque. Le risque y serait dénié pour jouir des aménités que cet environnement offre. Nous pourrions aussi envisager que ce risque soit accepté justement parce qu'en contrepartie – en quelque sorte – il y a tous ces avantages. Il semblerait, et nous le verrons en détail dans la partie suivante, qu'ici ces avantages ne soient ni des contreparties, ni

---

<sup>238</sup> De telles observations ont été faites notamment concernant des terrains suburbains pareillement exposés à des risques inondation en Amérique du Nord (Bolin et Stanford, 1999; Davis, 1999).

des facilitateurs d'oublis mais qu'ils se constituent en arguments d'un milieu de vie à « défendre » contre les « contraintes » de la nature.

La proximité à la nature, au même titre que la proximité aux centres commerciaux ou à la ville, apparaît comme une ressource parmi d'autres. La nature s'urbanise, l'espace naturel du Méjean évolue vers un parc de loisirs et de détente, le fleuve endigué s'aménage en cycloroute vers la mer. Si l'environnement est choisi pour le cadre bucolique qu'il offre, la nature y est domestiquée pour accueillir les activités humaines. La nature devient récréative, un lieu support des activités ludiques et participant au tableau d'une vie tranquille et paisible. Dans ce mouvement, les connaissances à son égard se sont raréfiées. Les liens au milieu, particulièrement au fleuve, semblent se détacher, se distancer dans ce mouvement. La surreprésentation des *nouveaux venus ancrés* sur les dits *anciens attachés* vient compromettre les possibilités de transmissions entre les habitants, notamment sur le milieu et ses possibles inondations. Le « sens du territoire » ne semble pas beaucoup se cultiver ensemble. Le rapport au milieu, fortement anthropocentré n'est certainement pas sans lien avec une croyance en la maîtrise possible des éléments, comme nous le verrons dans la partie suivante en matière de gestion des inondations.

Dans ce modèle d'un « *quotidien loisirs* » dans une nature très aménagée, se dégage un sentiment d'artificialité, une ambiance qui n'est pas sans évoquer « *l'aseptisation* » des milieux urbains dont parle Richard Senett. Les choix urbanistiques donnent à voir un milieu de vie où aucun espace n'est laissé au hasard et où il n'y a que peu d'appropriations de l'espace public rendu possible. Cet hyper-aménagement ne laisse alors plus beaucoup de place à l'initiative, à une prise en main du milieu débordant celle des espaces de vie intime. La tentation dans le rapport à l'habiter au contentement du cadre de vie intime est alors forte. L'investissement personnel réside dans les espaces privatifs. L'appel à l'ordre et à la propreté duquel ils semblent répondre s'inscrit – ainsi que le vécu de l'ethnographe tend à le suggérer – dans une pression sociale ambiante participant à reproduire le même ordre aménagiste environnant. Nous observons un type de sociabilité orienté où les personnes libres et indépendantes n'ont que peu besoin de faire s'exprimer des solidarités de proximité. Le postulat de capacité associé à la faiblesse des liens sociaux observés, et surtout la rareté des occasions pour ouvrir l'échange, ne va pas forcément encourager à échanger localement et donne à voir une diminution des histoires communes entre les habitants. Le mode de sociabilité en présence, marqué par une homogénéité sociale forte, un faible investissement des entours du lieu de vie intime et aux liens majoritairement faibles, offre le panorama d'une ville dortoir où la vie est tranquille mais où la nature des liens ne semble pas vraiment propice à une élaboration collective. Cette sociabilité en présence vient questionner le chemin que peuvent se frayer dans ce milieu les circulations de l'inondation que nous allons nous attacher à analyser dans la partie suivante.

Ce sur quoi les habitants paraissent tous s'entendre est bien la tranquillité de vivre et la réponse au besoin d'ordre et de sécurité que permet, paradoxalement, ce milieu. Ce souci vis-à-vis du risque d'insécurité urbaine est tracé du côté de la réponse communale aux attentes de

ces administrés tout autant que du côté des attentes elles-mêmes. Ce souci se matérialise dans les pratiques quotidiennes. Ces pratiques témoignent d'une vigilance opérante que je ne rencontrais pas sur le risque inondation qui motivait mon enquête. La prégnance contemporaine de la logique « sécuritaire », qui déborde largement le milieu lattois, a prise sur lui. Des « fluides » apparaissent plus menaçants que d'autres. Ce qui pose alors problème, c'est que le mode d'habiter en présence apporte une réponse rassurante vis-à-vis de ce besoin « sécuritaire » qui vient contredire la prévention aux inondations. La structure du bâti, avec ces murs d'enceintes hauts, ces volets et portails électriques, ou encore ces barreaux aux fenêtres, se présente comme « anti-préventive » à l'inondation. Cette même structure du bâti, dans sa vocation à se prémunir de l'intrusion, vient encore faire obstacle au développement de sociabilités inscrites dans la proximité spatiale. Ces nouvelles limites « structurelles » viennent alors encore freiner les échanges entre les habitants qui seuls permettraient de bâtir le socle suffisant à l'élaboration collective que le déploiement d'une « *culture du risque* » exige.

**Partie 3. Circulez, il n'y a rien à  
voir ! La non circulation de la  
possibilité de l'inondation**

## Introduction

Cette partie se concentre sur l'analyse des « circulations » locales en matière d'inondation, autant par les différentes formes qu'elles peuvent prendre (informations réglementaires, énoncés sur le danger, énoncés sur les dispositifs de gestion, etc.) que par les différents supports (matériels ou verbaux) qui permettent de les faire circuler. C'est en ce sens que je parlerai de « circulations de l'inondation », en tentant de qualifier leur nature et leurs modalités. Il s'agit d'analyser les cadrages situationnels où la possibilité de l'inondation se met en mot ou fait agir les acteurs. L'analyse qui en est présentée ici bénéficie de la « position de force » de mon immersion habitante de quatre années pour faire état de ces circulations en condition de « la vie de tous les jours ». L'intérêt de cette situation d'observation du quotidien fut de pouvoir cerner un état ordinaire des sensibilités locales de la chose mais aussi de les expérimenter moi-même. Un travail réflexif sur cet intérêt à « vivre soi-même » me permet alors d'appuyer l'analyse des observations ethnographiques réalisées.

La principale donnée ressortant de cette recherche est celle d'une rareté des circulations de l'inondation qu'il s'agit de comprendre. L'intention de cette partie est ainsi de pointer ce qui fait obstacle à la parole collective. Car cette rareté se donne à voir quand bien même différentes formes de mise en présence de l'inondation existent, que ce soit dans la matérialité du milieu, les différents dispositifs portés à la connaissance de la population ou la publicisation dont elle fait l'objet dans les médias. Ainsi que Mathieu Berger l'a proposé pour l'analyse de « *quelques contraintes à la référentialité des voix profanes dans un dispositif d'urbanisme participatif à Bruxelles* », il s'agit de réaliser grâce à l'enquête socioethnographique menée, « *une analyse de l'empêchement du discours et de la représentation* » de l'inondation localement (Berger, 2009) tout autant qu'il s'agit d'explicitier les mécanismes de mise en invisibilité du risque (Callon, Lascoumes et Barthes, 2001; Lemieux, 2008) localement. Cette analyse est présentée en quatre temps. Le premier temps permet de présenter la rareté des thématisations de l'inondation dans le quotidien (chapitre 7). Cependant, nous verrons qu'il nous faut disqualifier l'hypothèse d'une inconscience locale du risque. Le risque n'est pas inconnu, il n'est pas caché non plus. Ses mentions circulent dans l'espace public ; mais dans un format particulier qui pousse à réfléchir davantage en termes de partage de la possibilité de protection vis-à-vis de ce risque qu'en termes d'inconscience ou de déni de celui-ci. Dans le second temps, il s'agit de détailler les mécanismes locaux de mise en invisibilité de la possibilité de l'inondation. La thématisation par les gestionnaires et politiques locaux des inondations en risque – phénomène calculable et maîtrisable – ne participerait-elle pas à compromettre les circulations de la possibilité d'une inondation auprès des habitants ? L'analyse se focalise sur le discours de maîtrise technique du risque afin d'évaluer sa force argumentative, ses canaux de diffusion, ses matérialisations dans le territoire, et donc son écho auprès des habitants. Il s'agit de conserver le « point de vue de l'habitant » en ayant souci d'envisager ce focus sur l'action publique sous l'angle de sa réception par les habitants. En inscrivant l'analyse de la gestion locale en matière

d'inondation dans la complexité de la vie (ville) et les autres enjeux en présence, l'intention est de ne pas rabattre cette « mise en invisibilité » au seul titre des intérêts bien compris (même si on n'exclut pas leurs existences) et d'esquisser des pistes explicatives à la non-circulation des énoncés relatifs au danger observée (chapitre 8). Dans le troisième temps est présentée l'analyse des moments où le sujet de l'inondation s'est imposé aux habitants. Il s'agit de tenter de répondre aux questionnements suscités par la rareté des circulations de l'énoncé de l'inondation en analysant finement les quelques situations observées où l'on en a parlé. Deux situations principales de « l'observation habitante » ont permis d'observer en temps réel les réactions locales lorsque la possibilité de l'inondation s'imposait aux habitants. En premier lieu, les situations où les dispositifs de gestion de crise ont dû être discutés dans des établissements d'accueil du public, ainsi que les temps de vigilance de Météo France, qui ont matérialisé le risque pendant l'enquête de terrain ; même s'il nous faut garder à l'esprit la rareté de leur occurrence. De l'analyse de ces moments d'alertes, deux temporalités distinctes dans la vigilance à l'inondation sont alors dessinées. Le premier rassemble les moments où les alertes ne « prennent pas » quand le second concerne ces moments où l'alerte devient alarme. Il s'agit alors de mettre au jour des pistes explicatives sur ce qui fait basculer de l'une à l'autre de ces temporalités (chapitre 9). Enfin, l'inférence entre non-discours et non-savoir n'étant pas si évidente, nous nous concentrerons dans un dernier temps sur l'analyse des rares cadrages situationnels où il y a eu lieu d'en parler. De cette analyse de la dynamique d'interaction induite par la chose inondation, émergeront alors des pistes de réflexion pour l'explication de la non-circulation observée (chapitre 10).

## Chapitre 7. L'absence des « circulations » de l'inondation dans un milieu marqué par sa possibilité

Si l'on s'en réfère à la littérature sociologique, dans les analyses post-inondations, deux pistes de réflexions principales – liées mais différenciées – sont avancées pour expliquer la mauvaise préparation des habitants à un tel événement : l'oubli du risque et la non-connaissance de celui-ci (Dourlens, 2004; Diren, 2006; Claeys, Allard, Ami *et al.*, 2009). Les travaux menés dans la région de Arles sur les inondations du Rhône ont montré que l'ancienneté du dernier événement participe au dit oubli du risque (Picon, Allard *et al.*, 2006). La seconde hypothèse de non-conscience du risque s'avance plus particulièrement en ce qui concerne la catégorie des nouveaux venus. Les mêmes travaux menés sur les inondations du Rhône en 2003 ont ainsi expliqué le mauvais fonctionnement de la gestion de crise comme étant dû en partie à une forte croissance démographique dans la région où une population non initiée aux inondations ne s'y était pas préparée (Picon, Allard *et al.*, 2006).

Ces hypothèses ont guidé le choix de Lattes-centre comme terrain ethnographique, étant donné l'ancienneté du dernier événement marquant et l'explosion démographique récente et importante qu'a connue la ville. Il s'agissait de questionner les éventuels mécanismes d'oubli et la prétendue méconnaissance des nouveaux venus. L'approche ethnographique a permis d'investiguer ces deux pistes de réflexion en pointant dans le quotidien toutes les traces éventuelles de mise en présence du sujet ; ces différentes « circulations », qu'elles soient discursives (dans les discussions courantes), matérielles (dispositifs de protections personnels, etc.) ou inscrites dans les pratiques (comportements de prévention). Par le suivi de l'affleurement des considérations formulées à propos du risque dans la vie courante, l'intention fut de tracer la contagion (ou non-contagion) des préoccupations (de quelques natures soient-elles) des uns sur celles des autres. Ainsi, la position ethnographique *d'observatrice habitante* a permis de questionner les dits « mécanismes d'oubli du risque » en observant méticuleusement les thématisations du sujet dans les discussions courantes qui pourraient attester du contraire. Cette position a alors permis de mettre à l'épreuve d'un cas la question - avancée comme centrale dans les travaux antérieurs - des transmissions éventuelles autour de l'inondation à destination des nouveaux venus (section 7.1). Dans ce suivi méticuleux des « circulations discursives » de l'inondation une attention plus particulière a par ailleurs été portée aux situations dont on pouvait s'attendre qu'elles suscitent des discussions sur le sujet, celles des émergences du sujet dans l'espace public, que ce soit par ses occurrences proches et son traitement médiatique localement ou encore par les polémiques nationales suscitées par d'autres inondations catastrophiques plus éloignées géographiquement (section 7.2).

## 7.1. Absence des thématisations de l'inondation dans les discussions courantes

*« Est-ce que dans ton quotidien des voisins ont déjà parlé d'inondations ? »*

*Non, personne n'en parle. Pas du tout. C'est la politique du secret ! »*

[Une habitante.]

La position *d'observatrice habitante*<sup>239</sup> a permis l'observation en conditions réelles des *circulations discursives de l'inondation* dans le quotidien, et plus spécifiquement encore des transmissions concernant cette possibilité à destination des nouveaux habitants. En s'installant sur le terrain, il s'agissait d'observer scrupuleusement tous les éléments qui pouvaient permettre à un nouvel habitant d'être informé de l'exposition de son nouveau lieu de vie aux inondations (sous-section 7.1.1). En observant scrupuleusement toutes les émergences du sujet pendant les 4 ans « d'observation habitante », il s'agissait alors de saisir les éventuels ressorts de sa thématisation et de son effet dans l'interaction. L'intention était de dessiner les *circulations sociales* de l'inondation. Le postulat initial, qui avait motivé la tenue de deux phases de travail (une première phase « d'observation habitante discrète » et une seconde « d'observation habitante révélée »), était que l'information sur mon sujet d'étude influencerait les dires des gens sur le sujet. Le changement de position de l'ethnographe, avec la seconde phase en « ethnographe des inondations », se constituait alors en une nouvelle opportunité d'observation des mentions du sujet dans les discussions (sous-section 7.1.2).

### *7.1.1. Un accueil du nouveau venu sous le régime de la sécheresse*

*« On m'en a parlé ici des moustiques : tu verras, les moustiques, c'est infernal, tu verras quand il fait chaud, il fait super chaud, tu ne vas pas arriver à retourner ta terre pour faire ton potager, etc. Mais on ne m'avait pas parlé de cette crainte là ! » [En référence à la possibilité de l'inondation.]*

[Une habitante.]

Le premier élément sur le milieu dont j'entendis parler est celui de la sécheresse. Installée à la fin du mois d'août 2008, qui avait été très sec, mes voisins, qui entretiennent un grand potager et dont le forage qui équipe le jardin était à sec depuis des semaines, ont en premier lieu partagé cette plainte d'une sécheresse ambiante. Cette première approche du milieu rejoint les représentations extérieures que je glanais çà et là. Par exemple, dans des enseignements que je dispensais parallèlement au travail de terrain auprès d'élèves de master arrivés de la France entière, et à qui je présentais mes travaux de recherche ; lors du *brainstorming* introductif que j'animais sur la représentation du milieu, la sécheresse apparaissait systématiquement en premier quand la possibilité de l'inondation brillait par son

---

<sup>239</sup> La méthodologie de travail et plus particulièrement les postures successives sont expliquées en détail dans l'introduction générale.



absence. Dans leurs travaux sur le rapport des riverains à la rivière Yzeron, Duchêne et Morel-Journal (Duchêne et Christelle Morel-Journal (dir), 2004) ont montré pareillement que dans l'ordre des problèmes collectifs, l'étiage précède souvent la crue.

J'entendis rapidement parler des moustiques aussi, que ce soit dans les échanges locaux ou dans les propos émanant de personnes extérieures au terrain. Au quotidien, les plaintes les concernant étaient fréquentes et importantes. Mais je n'ai pas entendu parler de l'inondation, ou même du fleuve, pas une seule fois pendant des mois ; mis à part dans les journaux concernant les travaux de protection en cours. Il me faudra attendre plusieurs semaines après mon installation et la visite d'un extérieur pour que le mot « inondation » soit associé pour la première fois à celui de Lattes dans une conversation. Mon frère me rendit visite accompagné d'un ami qui vit et a grandi à Montpellier. À peine descendu de voiture, celui-ci me demanda si j'étais consciente de vivre dans un « *un quartier qui craint* » me précisant que « *c'est super inondable* ». Il continua alors sur le sujet des inondations dans la région, en parlant en détail des inondations de Sommières<sup>240</sup>. Par contre, il n'a pas su me dire quelle était la dernière occurrence à Lattes ; il savait néanmoins que c'était inondable ici, et que lui n'y vivrait pas. Cette émergence des inondations dans la discussion au bout de quatre mois sur le terrain demeura isolée pour encore des semaines.

Je m'attendais pourtant à ce que l'agence immobilière par laquelle je louais mon logement me fasse part de ce risque, ainsi que les textes de loi le prévoient. Mais il n'en fut rien. Depuis 2003, une information sur les risques concernant le logement des propriétaires et/ou locataires est obligatoire<sup>241</sup>. Les notaires ou les agences immobilières se doivent d'en informer leurs clients lors des actes de vente ou de la signature de baux de location. Pourtant, lors de mon aménagement, l'agence immobilière ne m'a pas fait mention du risque inondation ; le document obligatoire d'information sur les risques ne m'a pas été remis. Par ailleurs, je ne repérais aucune protection individuelle, de type batardeau<sup>242</sup> par exemple, dans mes déplacements quotidiens. Je relevais quand même que la plupart des maisons de mon quartier étaient surélevées. Je remarquais cependant que ce qui semblait être une mesure préventive (présence de vide sanitaire) n'avait rien de systématique. Les maisons de mon quartier, comme celles des autres quartiers, présentaient des niveaux de surélévation très variables, sans logique apparente de répartition spatiale. Le choix me semblait ainsi avoir été laissé à la libre appréciation des habitants et lotisseurs successifs.

---

<sup>240</sup> Village du Gard, situé environs 50 km au nord de Lattes, nationalement connu pour avoir plusieurs fois défrayé la chronique pour les inondations du fleuve le Vidourle, auxquelles il est fréquemment sujet.

<sup>241</sup> Ce droit spécifique à l'information du public sur les risques majeurs fut en fait institué par la loi du 22 juillet 1987 (article 21 de la loi n°87-565 relative à « l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs ». Il n'est pour autant que depuis peu réellement mis en œuvre. Si le décret d'application de cette loi a bien été établi, il ne concernait que les documents support de l'information et non sur les modes de diffusion de celle-ci. C'est seulement la loi Bachelot du 31 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels qui oblige la mention de l'exposition aux risques dans le certificat d'urbanisme remis aux acheteurs de biens ou les baux signés par les locataires. Ces nouvelles dispositions se sont appliquées relativement tardivement (juin 2006) (Dupie and Narbey, 2009).

<sup>242</sup> Dispositif de protection personnel constitué d'une planche amovible que l'on peut insérer dans des petits rails disposés de part et d'autre d'une ouverture (portail, porte d'entrée) pour empêcher l'intrusion de l'eau en cas d'inondation. Au bénéfice du temps passés sur le terrain, j'ai finalement repéré 4 dispositifs de ce type sur Lattes-centre.

Les premières mentions du risque inondation émanant plus directement du terrain furent celles cadrées par la réglementation en matière de scolarisation des enfants. La première année, je n'ai cependant eu accès à ces informations que de part ma position particulière de représentante de parents d'élèves<sup>243</sup> qui me permit d'accéder aux conseils d'écoles. Lors de la première rentrée scolaire, seules deux lignes du règlement intérieur de l'école (dont la prise de connaissance par les parents n'est pas mesurable mais supposée comme très restreinte par les directeurs d'écoles interrogés) en faisaient mention concernant les exercices d'évacuation à effectuer. Ce n'est que la seconde année, lorsqu'un nouveau dispositif d'évacuation des établissements scolaires a été mis en place par la Préfecture, que la directrice de l'école a dû en faire mention au cours de son discours de rentrée. L'effet éventuel de ce type d'information en matière de préparation à la possibilité d'une inondation doit cependant être doublement relativisé. Déjà par le taux de participation limité des parents à ce type de réunions<sup>244</sup>, ensuite et surtout parce que si j'ai personnellement relevé cette information que je recherchais, ce ne fut pas forcément le cas des autres parents car ainsi que nous le verrons plus loin, cette annonce ne suscita que très peu d'intérêt de leur part.

S'il avait été défini de conduire une première phase de la recherche dans une position « d'observation habitante discrète », c'est qu'il avait été anticipé que la connaissance de mon sujet d'enquête pourrait générer des mentions du sujet là où il n'y en aurait pas eu sinon. L'intention était de « prendre le pouls » des « circulations de l'inondation » en condition « naturelle ». Les observations des premiers mois sur le terrain montrent la possibilité pour un nouvel habitant de ne pas être confronté du tout à la question de l'inondation. Il est possible de s'installer dans un quartier inondable sans que ni l'agence immobilière qui vous permet de trouver le logement, ni les voisins qui vous entourent à votre arrivée ne fassent mention de ce risque. Par la suite, le sujet n'est pas spécialement présent dans les discussions courantes auxquelles on peut par ailleurs être confronté dans son quotidien en tant qu'usager d'un quartier (accès aux commerces, aux services municipaux, etc.). Exception faite des informations portées à la connaissance des parents dans le cadre de la scolarisation de leurs enfants, dont nous avons évoqué la portée relativement limitée, et sur laquelle nous reviendrons.

Face à ce constat de la rareté des mentions de l'inondation dans le quotidien, voire la possibilité de ne pas en être informé du tout en tant que nouvel habitant, je passais à la deuxième phase, celle du dévoilement de mon sujet d'étude. J'endossais alors publiquement la casquette « *d'ethnologue des inondations* » en présageant un effet stimulant sur les discussions relatives au sujet.

---

<sup>243</sup> Les représentants de parents d'élèves sont censés représenter les parents d'élèves et échanger avec eux. Dans la pratique lattoise, seulement un tiers environ des parents (contre une moyenne nationale se situant autour des 45%. Source : <http://www.education.gouv.fr/cid2659/les-parents-d-eleves.html>) participent aux élections et le travail des représentants se limite essentiellement à la présence en conseil d'école pour faire remonter les doléances des quelques (rares) parents leurs en faisant part.

<sup>244</sup> Estimé à moins de 50% par l'équipe enseignante.

### 7.1.2. Une position d'ethnographe des inondations qui n'appelle pas plus le sujet

De ce passage d'une observation « discrète » à une observation « révélée » était attendu un effet encourageant des mentions du sujet de l'inondation. Si les émergences du sujet étaient apparemment rares dans les discussions courantes et ne faisaient pas l'objet de mentions particulières à l'attention des nouveaux habitants, la position « d'ethnographe des inondations » fut anticipée comme « implicative » de production d'énoncés sur l'inondation. Dans les moments du dévoilement ainsi que dans les semaines qui ont suivi celui-ci, force est de constater que ce ne fut pas le cas. Le dévoilement du sujet de mon enquête dans le réseau constitué sur le terrain ne produisit que très peu d'effet. Les personnes que je côtoyais depuis plus de deux ans et à qui j'ai « révélé » la véritable raison de mon installation à Lattes ne m'avaient pas parlé spécialement des inondations jusque-là et ils ne l'ont pas fait davantage par la suite. Si mon changement de position ne stimula pas particulièrement la production de discours sur les inondations de la part de ces personnes, le moment où je le fis constitua une situation d'échange – quand bien même elle fut provoquée – qui permit la mise en mots de plusieurs des caractéristiques de l'énonciation du risque inondation que je retrouvai par la suite dans les entretiens individuels.

Les situations de « l'annonce » du sujet à deux couples avec lesquelles j'avais développé des relations se constituèrent ainsi en des moments privilégiés d'observation. J'appréhendais quelque peu ce moment de la « révélation », particulièrement auprès des personnes avec qui j'avais sympathisé au fil des mois et auxquelles j'avais fourni des réponses évasives sur mon occupation professionnelle. Je craignais qu'ils ne se sentent « trompés » et je redoutais un peu la manière dont j'allais gérer la situation. Finalement, les réactions au moment de ce *dévoilement* ne furent pas très vives et ne modifièrent en rien la nature de nos relations par la suite. Surtout, ils ne me parlèrent pas davantage des inondations ensuite. J'ai parlé en premier de mon sujet de recherche au couple avec lequel j'étais le plus à l'aise, avec lequel les relations avaient été fréquentes depuis mon installation. Nos garçons respectifs avaient sympathisé rapidement, ils s'invitaient régulièrement l'un et l'autre, ce qui entraînait des rencontres régulières entre parents. Je saisis l'occasion de la première invitation à dîner que ces échanges fréquents avaient motivée pour leur faire part de mon sujet d'enquête. L'ambiance au cours de la soirée fut détendue et les discussions très diverses, telle une discussion entre copains, même si nous nous connaissions relativement peu. Nous étions de la même tranche d'âge, nous nous découvrons de nombreux points communs et nous partageons plusieurs centres d'intérêts. Lors de ce dîner, nous<sup>245</sup> avons même évoqué plusieurs sujets de conversation relativement intimes. À un moment que j'ai jugé opportun, je leur ai dit

---

<sup>245</sup> Le « nous » englobe le papa (lui) et la maman (elle) du dit copain, mon compagnon et moi-même.

que j'avais « *une révélation à leur faire* » sur un ton en appelant à l'humour. Ce recours au registre humoristique traduisait alors la difficulté que je ressentis à leur en faire part. Je leur ai donc dit que je travaillais sur le thème des inondations et que j'avais choisi Lattes comme zone d'étude. Avant cela, comme la plupart des personnes avec qui j'avais échangé sur Lattes, ils me savaient sociologue, travaillant au Cemagref sur le thème de l'eau. Lui m'a demandé en premier lieu si c'est pour cette raison que je m'étais installée ici, ce à quoi j'ai acquiescé. Leur réaction ne m'a pas laissée penser qu'ils se soient sentis « trompés » ou quoi que ce soit de ce registre ; même si sur le ton de la plaisanterie le côté « espion » a été évoqué et le terme de « coming out » employé. Leur première réaction fut de s'inquiéter pour la valeur foncière de leur maison pour laquelle ils avaient investi beaucoup d'argent récemment.

Si le lien entre valeur foncière des biens immobiliers et inondations n'est pas démontré clairement dans les analyses économiques, quand bien même une catastrophe s'y serait déroulée récemment<sup>246</sup>, et encore moins lorsque l'on se situe à distance de la dernière inondation comme cela est le cas à Lattes-centre, cette question revient fréquemment dans les études sur les représentations de l'inondation<sup>247</sup>. De la même manière, ce lien a été fait régulièrement dans les discussions provoquées sur le sujet (dans le cadre des entretiens ou dans celui de l'annonce de mon sujet comme ici). Lorsque je questionnais cette première réaction centrée sur les questions de valeur foncière, ils m'expliquèrent avoir choisi ce lieu de vie pour la situation qu'il offrait entre leurs lieux de travail respectifs et pour la maison qui répondait à leurs critères. Ils continuèrent en expliquant que selon leurs choix professionnels à venir, ils pourraient en repartir aisément, et que donc la valeur de leur bien à la revente les intéressait au premier point. Leur seconde réaction fut de m'interroger sur le risque « réel » encouru. Travailler sur ce sujet me plaçait à leurs yeux dans une position d'experte en matière d'évaluation des risques. La discussion sur le sujet ne dura qu'une petite demi-heure avant de passer à d'autres sujets. Si la question de ma position *d'observatrice discrète* fut l'objet de quelques incursions durant la soirée, sur le ton de la plaisanterie ; par exemple avec des phrases du type : « *Maintenant que l'on sait que tu nous observais depuis des mois, on va se méfier* » ; ou encore : « *Je fais attention à ce que je dis maintenant que je sais que tu vas tout mettre dans ton compte-rendu* », le sujet des inondations lui, ne fut plus évoqué. Suite à cette soirée, elle ne me parla plus jamais de mon travail, quand bien même nous nous sommes côtoyés amicalement et régulièrement pendant les deux années qui ont suivies. Lui me fit simplement à trois reprises des petites remarques, à nouveau dans le registre de l'humour. Un jour que je l'appelais pour proposer à nos enfants de jouer ensemble prochainement, nous échangeions quelques nouvelles et je lui dis être particulièrement occupée en ce moment. Il a alors ri en me disant : « *Là tu m'inquiètes ! Tu veux dire que l'on va bientôt être inondé ?* » Il

---

<sup>246</sup> Ainsi, par exemple, dans le village de Cuxac-d'Aude où les inondations en novembre 1999 firent 35 morts, si des maisons situées dans le quartier le plus sinistré, le quartier des Garrigots, se sont vendues très peu chères au lendemain de la catastrophe, elles se revendaient à peine trois ans après l'événement bien au dessus des prix avant les inondations. Source : « *Après l'inondation, la spéculation. À Cuxac-d'Aude, gros profits sur la revente des maisons des sinistrés.* », article en ligne du journal Libération du 30 mai 2003. <http://www.liberation.fr/societe/0101444638-apres-l-inondation-la-speculation>

<sup>247</sup> Pour un point sur cette question, voir notamment (Duchêne and Christelle Morel-Journel (dir), 2004).

continua, toujours sur un ton blagueur : « *Maintenant, quand tu me dis que tu as beaucoup de travail, j'ai peur que ce soit parce qu'il y a un problème...* » Une autre fois, à la sortie d'école de nos fils, il m'avait présenté à son père en disant, toujours sur le ton de la plaisanterie : « *Attention, c'est une espionne. Elle est envoyée par les services secrets.* » Ces remarques, faites sur le ton de l'humour – usage relativement courant dans la mise en mot du risque, nous y reviendrons plus loin –, resteront cependant isolées. Il ne m'a jamais reparlé de mon travail dans un autre registre que celui-ci et sur un autre sujet que celui relatif à mon « observation discrète ».

Bien que la première discussion « révélation » de mon sujet s'était déroulée sans que je ressentisse de malaise ni pour moi ni pour mes interlocuteurs, je redoutais tout de même la seconde annonce de ce type que j'avais décidé de faire. Pour faire part au second couple de mon sujet d'étude, je choisis également un moment convivial, un repas. Cet autre couple était aussi parents d'une enfant avec laquelle mon fils jouait régulièrement. Originaires tous deux « du coin », ils affirmaient être très attachés aux lieux et s'érigeaient souvent en *anciens* de la commune face aux *nouveaux venus* l'envahissant. Je craignais un peu qu'ils n'apprécient guère cette position de *nouvelle venue* dont l'installation avait été motivée pour une étude. Finalement, cela se passa très bien. Il faut dire que j'avais beaucoup réfléchi à la manière de faire. J'avais décidé, afin de limiter le heurt qu'ils pourraient ressentir, de leur expliquer leur position d'informateurs privilégiés ; ce qu'ils étaient par ailleurs. Lui est une des rares personnes qui me parlait d'inondations de temps en temps. Il y eut ainsi une certaine dimension de confiance dans la discussion et ils semblaient contents que je leur en parle. Leur première réaction a été de me questionner afin de comprendre le sujet plus précisément : « En quoi cela consiste-t-il précisément ? Est-ce que le but est de savoir quelles sont les réactions des gens au risque, à la catastrophe ? » Leurs paroles se sont alors entrecoupées pendant plus d'une heure, pendant laquelle il m'expliquait le phénomène et critiquait la gestion locale tout en me racontant leurs souvenirs d'inondations passés<sup>248</sup>. Ils m'ont posé des questions sur le niveau de risque qui amènerait, selon eux, à l'évidence du mensonge de la commune sur le sujet. Ils paraissaient intéressés par le sujet des inondations qu'ils ont endurées plusieurs fois et pouvaient en parler longuement ; ce qu'ils firent ce soir-là. Par contre, par la suite, ils ne me firent pratiquement plus jamais aucune remarque sur le sujet, alors que nous avons continué à nous croiser régulièrement. Les deux seules remarques que lui me fit par la suite, me permirent de me rendre compte qu'en fait, il n'avait pas vraiment saisi le sujet de mon travail et l'avait rabattu sur une lecture physique de la problématique ; comme si travailler sur les inondations ne prenait sens qu'au sein des sciences dites dures, celles qui mesurent, prévoient, gèrent un risque calculable. Ainsi, un peu plus tard, alors que nous parlions de tout autre chose (de littérature pour être précis) un jour où il venait chercher son enfant qui avait joué chez nous l'après-midi, il me fit une blague sur le fait que les scientifiques comme moi, les hydrologues, n'avaient pas le sens littéraire.

---

<sup>248</sup> Leurs propos sont présentés dans la section 10.2.1 (pp.339-341).

Dans les autres réseaux aux *liens* plus *faibles* au sein desquels j'ai peu à peu parlé de mon sujet de recherche, comme pour justifier de ma présence à Lattes, tel celui des représentants de parents d'élèves, ou celui des parents côtoyés devant l'école lors des sorties de classe, mon changement de posture ne les a pas amenés à me parler davantage des inondations : ils ne m'en avaient jamais parlé jusque-là, et ont continué ainsi.

Par ailleurs, dans cette nouvelle position d'ethnographe des inondations, j'ai quelques fois tenté de provoquer la discussion sur le sujet ; de l'amener dans l'interaction. À plusieurs reprises, ce fut un échec. Un après-midi de week-end, accompagnant mon fils au skate-parc, je me retrouvais avec deux autres mamans. Nous partagions le banc situé à proximité de l'aire de jeux des enfants pour les surveiller, et une discussion s'est enclenchée. En discutant de l'agrément de cet espace pour les enfants, nous en sommes venus à discuter des avantages à vivre ici d'une manière plus générale. Rapidement dans la discussion se posa la question « d'où venez-vous ? », traçant l'évidence du renouvellement constant de la population. Le cœur de la discussion tournait autour du « bien-être habitant » que permettait Lattes. Un bémol fut alors suggéré par une des dames : les nuisances générées par les travaux en cours. Je saisis alors l'occasion pour évoquer la question des inondations. Comme nous étions face à l'un des accès de la ville qui pourrait possiblement être obstrué en cas d'inondation, je choisis ce sujet de l'accessibilité limitée de Lattes en cas d'événements. Le caractère submersible de toutes les voies d'accès à la ville à l'exception d'une seule, constitue l'une des controverses autour des choix de gestion des inondations entre gestionnaires et associations d'habitants<sup>249</sup>. Le sujet ne fit pas du tout réagir mes interlocutrices qui changèrent de sujet directement, sans même relever ma remarque.

Ainsi, et contrairement à ce que nous avons anticipé *a priori*, l'étiquette d'ethnologue de la possibilité de l'inondation n'invita pas les habitants à me parler davantage de ce sujet.

Si je m'étonnais dans la première phase de « l'observation habitante » de ne trouver pratiquement aucune trace dans mon quotidien de la possibilité de l'inondation, je le fus bien davantage encore dans les semaines qui ont suivi l'annonce de mon sujet de recherche, puisque quasiment personne ne m'en a jamais plus fait mention.

Ces situations de « révélation » du sujet, en provoquant la production d'énoncés sur l'inondation permettent cependant de relever plusieurs points. Tout d'abord, nous voyons que pour des « anciens » qui opèrent une séparation avec les « autres », les nouveaux venus, le sujet de l'inondation peut susciter de l'intérêt, de l'excitation même dans son évocation. L'inscription dans le champ polémique de la discussion sur la gestion politique des inondations avec le deuxième couple est une autre des caractéristiques de l'énonciation du sujet sur lequel nous reviendrons (sous-section 10.1.2). Ensuite, dans le cadre de la discussion avec le premier couple, récemment installé, nous voyons que c'est le sujet de la valeur

---

<sup>249</sup> Sur ce point, ma position d'observation habitante m'a permis d'éprouver le caractère problématique du sujet, puisque me rendant pratiquement quotidiennement à Irstea de Montpellier, je partageai le souci d'être bloquée à l'extérieur de la ville alors que mon fils, scolarisé à Lattes, se retrouverait isolé sur « l'île Lattes » entourée de routes submersibles.

foncière de leur bien qui leur est venu à l'esprit en premier lieu. Ce lien entre dévalorisation foncière et inondations – couramment établi dans le sens commun et apparaissant dans nombres des études sur les représentations de l'inondation (Duchêne et Christelle Morel-Journel (dir), 2004) – peut être rapproché de l'une des autres caractéristiques relevées de l'énonciation du sujet sur laquelle nous reviendrons également. Nous verrons en effet, que lorsque l'horizon de l'inondation est questionné, les positions sont souvent prises sur le seul critère de l'atteinte de la maison individuelle (sous-section 10.3.3).

Enfin, et peut-être surtout, ce dispositif de recherche aura permis de révéler la difficulté apparente pour les habitants de penser la dimension sociale de la gestion des inondations. Malgré l'explicitation précise de mon sujet de recherche, les quelques mentions postérieures se sont cantonnées à des éléments d'ordre technique (ou liés à la valeur des biens fonciers de l'interlocuteur).

La rareté de l'émergence des énoncés sur l'inondation s'est maintenue tout au long des quatre années du travail de terrain. Le constat principal du travail ethnographique mené sur le « vivre avec la possibilité de l'inondation » est que, à Lattes, il n'est pas fait mention des inondations dans les conversations courantes. Dans la première phase de la recherche (« observation habitante discrète ») comme dans la seconde (« observation habitante révélée »), j'ai pourtant veillé à tracer scrupuleusement les situations du quotidien où le sujet de l'inondation pouvait potentiellement émerger. L'attention portée aux traces matérielles pouvant attester d'une inscription pratique de l'inondation a révélé la même rareté. L'observation des pratiques habitantes ne m'a pas permis d'identifier spécifiquement des conduites préventives vis-à-vis de la possibilité de l'inondation. Très peu de dispositifs personnels de protection contre les inondations, telle la mise en place de batardeau au niveau des ouvertures de la maison, ont pu être observés. Seules les surélévations des maisons, non-systématiques, matérialisaient le caractère possible de l'inondation dans mon quartier.

Cette rareté du sujet s'est même donnée à voir dans des contextes où l'on aurait pourtant pu être en droit de s'attendre à ce que le sujet vienne. Parce que si le sujet ne circule pas dans les discussions courantes et ne paraît pas impliquer de pratiques particulières, pour autant, le sujet des inondations n'est pas totalement absent. La rareté des *circulations* locales est ainsi mise en relief par le contexte dans lequel elle se déploie. Ce contexte rend effectivement relativement présent le sujet dans le milieu ; le sujet est mis en visibilité dans une matérialité et par une publicisation que je vais maintenant m'attacher à décrire.

## 7.2. Des inondations matérialisées et publicisées qui ne font pas parler



Figure 44 : Exemple d'article de la presse locale lors d'épisode pluvieux soutenu.  
[Source : article du Midi Libre, mis en ligne le 3/11/2011.]

Si tant est que l'on y prête attention, en premier lieu, les caractéristiques physiques du milieu suggèrent la possibilité d'une inondation. D'un point de vue topographique, la zone est complètement plane et à quelques centaines de mètres des étangs palavasiens, eux-mêmes reliés à la mer. Le fleuve bordant la ville, emmuré derrière une grande digue, est bien visible quand on se déplace en voiture ; puisqu'il faut le traverser ou le longer pour se rendre à Montpellier. D'un point de vue climatique, dans le sud-est de la France les orages violents sont fréquents et connus. Il suffit d'y séjourner quelques mois pour en faire l'expérience. Le contexte climatique régional n'est un secret pour personne et l'exposition de la région aux inondations est largement publicisée<sup>250</sup>. L'expression « *épisodes cévenols* » est rentrée dans le langage courant ; elle est fréquemment employée par les présentateurs de météo télévisée ou par presse locale et nationale. Les inondations de la région Languedoc-Roussillon, de par sa soumission à ce régime climatique cévenol, défrayent régulièrement la chronique dans les médias. Les inondations font partie des nombreux sujets de préoccupation régionaux. Leurs occurrences (de gravité et distance temporelle variables) sont fréquentes (sous-section 7.2.1), leurs mentions apparaissent régulièrement dans la presse (sous-section 7.2.2) et les dispositifs de leur gestion les replacent régulièrement dans l'espace public. Ainsi, le constat d'une rareté dans le quotidien « des circulations sur le possible de l'inondation » est mis en relief par le fait que le sujet des inondations est présent dans l'espace public local. Ce constat de la rareté des « circulations discursives » de l'inondation est d'autant plus surprenant que durant la réalisation du travail de terrain ayant permis cette constatation, des inondations catastrophiques dans d'autres régions françaises ou pays ont défrayé la chronique et sont

<sup>250</sup> Depuis 100 ans, on note 7 événements majeurs en Languedoc-Roussillon : 1907, 1933, 1940, 1958, 1999, 2002 et 2003, auxquels on pourrait ajouter 1988 pour la ville de Nîmes. À chaque fois, les pluies dépassent 400 mm/jour sur plusieurs centaines de km<sup>2</sup> voire près de 2 000 km<sup>2</sup> comme en septembre 2002. Les dégâts sont toujours très impressionnants et le nombre de victimes significatif. Source : <http://www.laregion-risquesnaturels.fr/212-risques-en-lr.htm> - consulté le 15 mai 2013.



venues porter la question du risque de rupture de digue sur la scène publique (sous-section 7.2.3).

### 7.2.1. Des inondations proches dans le temps et l'espace



Figure 45 : Exemple de représentation d'inondations régionales dans la presse locale  
[Source : Une du quotidien régional Midi Libre, édition du 14 novembre 1999].

Plusieurs épisodes d'inondations dans la région sont relativement proches dans le temps et dans l'espace. En 1999, soit moins de dix ans avant le début de cette thèse, l'épisode cévenol qui a touché l'Aude et le Gard, deux autres départements de la région, a été particulièrement dévastateur et meurtrier<sup>251</sup>. Encore plus près dans le temps et l'espace, en 2002<sup>252</sup>, le département limitrophe du Gard a été très touché par de nouvelles inondations.

<sup>251</sup> Il y a eu 35 victimes dans l'Aude et les Pyrénées-Orientales en 1999 et les dégâts matériels ont été estimés à plusieurs millions d'euros. Source : <http://www.laregion-risquesnaturels.fr/212-risques-en-lr.htm> - consulté le 12 juin 2012.

<sup>252</sup> Ces inondations ont fait 23 victimes. Source : <http://www.laregion-risquesnaturels.fr/212-risques-en-lr.htm> - consulté le 14 mai 2013.

Deux épisodes cévenols, en décembre 2002 puis 2003, ont même concerné une partie de la commune. En 2002, deux quartiers du sud de la commune, à Maurin, ont été inondés, engendrant des dégâts matériels importants et le décès d'une dame qui tomba dans un fossé alors qu'elle regagnait son domicile en voiture. L'année suivante, en 2003, les inondations ont de nouveau touché sévèrement ce quartier excentré du sud de la commune. Il est à souligner que lors de ces inondations du quartier de Maurin, Lattes-centre n'a pas été inondé, ni en 2002, ni en 2003. Les dernières inondations majeures de Lattes-centre remontent à 1976. L'année précédant les deux inondations du quartier de Maurin, en 2001, une inondation mineure concerna tout de même un quartier de Lattes-centre, le quartier de la Cougourlude<sup>253</sup>. Ces inondations étaient dues à un mauvais écoulement du réseau d'eaux usées qui fut recalibré dans les mois qui suivirent. Cependant, quand bien même seuls certains habitants d'un quartier excentré furent directement touchés, les événements de 2002 et 2003 ont eu un impact localement. Ces inondations ont engendré un bouleversement momentané de l'ordre des choses, des habitudes des Lattois : des changements dans les pratiques, au moins temporairement, de part les routes coupées par exemples. En 2003 plus particulièrement encore, où une partie des habitants de la commune, ceux des quartiers construits contre les digues (les quartiers de Port Ariane et des Jardins de plaisance), a été évacuée par l'armée de crainte d'une rupture de digue. Si l'issue ne fut pas dramatique, puisque la digue a tenu, nous pourrions supposer que cet épisode ait quelque peu marqué les esprits et que dans les mois passés sur le terrain, des récits le racontant me parviennent. Ce ne fut pourtant pas le cas, à l'exception près d'un épisode d'alerte orange où je venais interroger les services de la mairie. Dans la discussion qui s'était engagée, mon interlocutrice a fait mention de l'épisode de 2003 en peinant à retrouver la date. Elle a eu besoin d'interroger ses collègues pour en être certaine. Elle en avait alors rapporté le caractère exceptionnel et spectaculaire : « *Il y a eu l'armée et tout [...] Ils avaient dit qu'une vague allait passer sur la digue du côté de Port Ariane, au niveau où ça tourne* », en concluant que finalement, il ne s'était rien passé. L'analyse de l'échange discursif avec cette représentante de la Mairie montre que cet événement m'a été rapporté principalement dans l'intention de me rassurer sur la capacité de la Mairie à gérer de tels événements<sup>254</sup>. Cet échange demeure le seul où j'ai pu observer une émergence spontanée dans la discussion de ces épisodes d'inondations passées. Aucun autre récit concernant ces événements ne m'est parvenu autrement que lorsque je le questionnais directement dans le cadre des entretiens durant les quatre années « d'observation habitante ».

Ces épisodes d'inondations de 2002 et 2003 se sont déroulés alors que le changement d'équipe municipale venait tout juste de se faire. Or, la campagne du nouveau maire, Cyril Meunier, ainsi que nous l'avons vu, s'était justement beaucoup axée sur la question de la gestion des inondations<sup>255</sup>. Ces événements ont ainsi encouragé encore davantage la nouvelle municipalité à accélérer les démarches en vue de la protection de la ville – ainsi que nous

---

<sup>253</sup> Pour la localisation des quartiers de la commune, se reporter à la figure 16 (p.116).

<sup>254</sup> Nous reviendrons en détail sur cette situation d'émergence du sujet (section 9.3.2).

<sup>255</sup> Voir section 3.3 (partie 1).

l'avons évoqué dans le chapitre précédent –, et le sujet de la gestion locale des inondations a été relayé par la presse locale de manière régulière entre 2004 et 2009. D'une manière plus générale, le sujet des inondations est régulièrement représenté dans cette dernière, ainsi que nous allons le voir maintenant.

### 7.2.2. Des inondations régulièrement représentées dans la presse locale



Figure 46 : Exemple d'articles sur les inondations dans la presse locale  
[Source : reportage de France 3 région Languedoc-Roussillon, mis en ligne le 21/11/2011.]

L'analyse de la presse locale<sup>256</sup> se rapportant à la commune sur la période des dix années précédant le début du travail de terrain (1998-2008) a montré que parmi tous les articles, le sujet des inondations est régulièrement traité. De la même manière, la veille opérée sur la presse régionale durant la durée du travail de terrain a montré la fréquence relative des articles traitant des inondations. Il ressort par ailleurs que le nombre d'articles varie beaucoup d'une année sur l'autre, au gré de l'actualité, et particulièrement des épisodes d'inondations de la région. Le nombre d'articles est également dépendant des évolutions du contexte réglementaire et des publications de rapports d'étude. Dans l'analyse plus précise des articles de presse concernant directement la commune, il est possible de distinguer deux périodes bien distinctes en ce qui concerne leur nombre sur le sujet : avant et après les épisodes d'inondation qui ont touché deux quartiers de la partie sud de la commune en 2002 et 2003. Sur la période 1998-2001, les articles sont rares. En 1998 et 1999 seulement 1 et 3 articles sont respectivement recensés par année. En 2000 et 2001, alors qu'aucune actualité locale n'est liée au sujet, les articles sont peu nombreux (6 articles en 2000 et 5 articles en 2001) et

---

<sup>256</sup> Se reporter à la section 5.2 de l'introduction générale pour le descriptif de l'analyse effectuée.

souvent en lien avec la publication par les services de l'État<sup>257</sup> du zonage des risques inondations de la région en 2000<sup>258</sup>. En 2002, la tendance s'inverse totalement avec plus de 35 articles recensés sur les inondations dans le Gard mais surtout sur les inondations au lourd bilan<sup>259</sup> du 12 décembre 2002 qui avaient concerné le quartier de Maurin. L'année 2003 détient quant à elle le record des années consultées avec plus de 50 articles recensés : d'abord sur l'après 12 décembre 2002, puis sur l'alerte rouge de début novembre 2003 et enfin sur les inondations des 3 et 4 décembre 2003 du quartier de Maurin, encore une fois. En 2004, sur la trentaine d'articles recensés, la plupart concernent les travaux envisagés pour résoudre le problème. La tendance « redescend » les deux années suivantes. En 2005 (12 articles recensés), les articles concernent principalement une alerte météo de vigilance rouge, en septembre, sur la région. En 2006, les 11 articles recensés concernent exclusivement le dossier de prévision de travaux de protection et les controverses autour de la publication du rapport d'expertise alarmant, dit « Quévremont »<sup>260</sup>. En 2007, le sujet revient sur le devant de la scène avec une trentaine d'articles sur le lancement des travaux de protection et surtout autour des controverses et mobilisations associatives qu'il occasionne<sup>261</sup>. En 2008 (et les années suivantes), les articles redeviennent plus rares ; la « crise » passée, les articles ne relatent plus que le bon déroulement des travaux de protection en cours et la protection prochaine. Lorsque ce travail de thèse commença, ce sont surtout des mentions de ces travaux de protection qui rappelaient le sujet des inondations dans la presse locale, l'inondation y était alors mentionnée principalement par la possibilité de sa maîtrise ; nous allons y revenir en détail.

L'analyse des archives menée a par ailleurs montré que les inondations du Lez sont citées de temps en temps, au détour d'une phrase. Dans un article où est relatée l'acquisition par la mairie du mas Madame, au centre de Lattes, il est précisé que l'ancien propriétaire « *participa aux luttes contre les inondations du Lez* »<sup>262</sup>. Par ailleurs, le sujet apparaît sans être cité explicitement. En 2006, lorsque qu'une petite tempête passa sur l'Hérault, on peut lire un article titrant : « *Des intempéries peu clémentes ont mis à mal Dame Nature. La « petite tempête » y est succinctement décrite ; des arbres ont été abattus un peu partout dans la commune. Et le journaliste d'écrire : « Respect dame nature : le slogan municipal choisi pour 2006 a été mis à mal ce week-end par la mini-tempête qui a soufflé sur la commune [...] Spectacle désolant pour les amoureux de la nature devant ces arbres abattus [...] Les Lattois craignaient la pluie, c'est le vent qui a été le plus dangereux [...] Le Lez n'ayant pas fait des siennes, les Lattois ont pris cela du bon côté. »*

---

<sup>257</sup> Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (Drire), devenue aujourd'hui Dreal (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement).

<sup>258</sup> Rappelons qu'en 1999 ont eu lieu des inondations dans l'Aude ; et surtout qu'en octobre 2001 de fortes pluies ont provoqué une petite inondation localisée du quartier de la Cougourlude sur la commune de Lattes, par dysfonctionnement des réseaux d'évacuation des eaux de pluies.

<sup>259</sup> Outre les gros dégâts matériels qui furent à déplorer sur la zone, c'est lors de cet épisode qu'une habitante de Maurin perdit la vie.

<sup>260</sup> Nous reviendrons sur ce dossier dans le chapitre suivant (chapitre 8).

<sup>261</sup> Nous analyserons plus en détail le contenu de cette communication (section 8.1).

<sup>262</sup> Extrait d'un article du Midi Libre Montpellier du 26 septembre 2006.

Ces éléments nous montrent que le sujet des inondations a affleuré régulièrement dans la presse locale et qu'il y a même eu des inondations sur la commune cinq ans avant le début de l'enquête. Cette présence est cependant à relativiser en ce que les inondations ont concerné le quartier de Maurin<sup>263</sup> et des quartiers excentrés, les Marestelles et les Saladelles. Si l'on exclut l'épisode de l'inondation du quartier de la Cougourlude – causés par des problèmes de dimensionnement du réseau d'évacuation des eaux de ruissèlement et réglés rapidement – les dernières inondations importantes sur Lattes-centre remontent à plus de 30 ans (1976). Les mentions du sujet pour Lattes-centre concernent davantage la protection contre les inondations que les inondations elles-mêmes. Plus récemment, à distance des événements, et une fois les travaux actés, l'analyse des archives et le suivi pendant le travail de terrain de la presse locale montrent que les mentions du sujet dans la presse se font rares. Par ailleurs, « l'alerte mail<sup>264</sup> » mise en place en 2010 n'attesta pratiquement d'aucune occurrence d'énoncé relatif à l'association des termes « inondations » et « Lattes ». Seule la publication du nouveau zonage des risques, fin 2012, sera l'occasion de quelques nouvelles publications sur le sujet. Cependant, le fait que le sujet apparaisse parfois sans avoir à être explicitement nommé suggère que sa connaissance est anticipée comme partagée par les journalistes. Par ailleurs, s'il est vrai que le travail de terrain s'est déployé dans un contexte de raréfaction des mentions de l'inondation dans la presse locale, au cours de l'enquête de terrain, le sujet des inondations s'est régulièrement immiscé dans la presse régionale concernant d'autres territoires, ou encore, de manière plus marquante, dans les grands médias français de par l'occurrence de plusieurs inondations catastrophiques plus éloignées géographiquement et qui susciterent de vives polémiques.

---

<sup>263</sup> Voir figure 2 (p.15).

<sup>264</sup> Par le serveur Google, une « alerte mail » permet d'être informé de chaque nouvelle occurrence sur la toile des deux mots clefs associés. Dans mon cas, chaque fois qu'une nouvelle page internet comprenant les mots « Lattes » et « inondation » était créée, un mail d'alerte m'en avertissait.



### 7.2.3. Des inondations dramatiques ailleurs qui ne font pas parler ici



Figure 47: Exemple d'article de la presse locale sur les inondations d'autres régions.  
[Source : journal gratuit Direct Montpellier distribué dans le Tramway de l'agglomération, édition du 3 mars 2010.]

Durant l'enquête de terrain, nombreuses ont été les occasions pour les médias de parler d'autres inondations aux bilans dramatiques, que ce soit internationalement (Thaïlande, automnes 2011 et 2012), nationalement (tempête Xynthia, février 2010) ou encore plus localement (inondations de Draguignan, ville du Var, département de la région voisine, par rupture de digue, juin 2010). Deux épisodes d'inondations vont particulièrement défrayer la chronique dans les médias pendant le travail de terrain. Dans la nuit du 27 au 28 février 2010, la tempête Xynthia frappe la Bretagne. Une digue rompt dans la nuit et 29 personnes périssent à leurs domiciles alors qu'aucune évacuation n'a été entreprise. Le 15 juin 2010, dans une zone non spécifiquement classée à risque inondation, lors d'un épisode orageux particulièrement violent, la rupture d'une digue de protection engendre une vague qui a inondé brutalement des quartiers de la ville de Draguignan et des vallées de la Nartuby et de l'Argens (Var), causant la mort de 23 personnes et des dégâts matériels considérables<sup>265</sup>.

<sup>265</sup> « En plus de leur tragique bilan humain, ces deux catastrophes ont imposé des coûts financiers considérables à la collectivité. Les dépenses publiques totales (État, collectivités locales, Europe) s'élèvent à 457 millions d'euros pour Xynthia et 201 millions d'euros dans le Var. Les indemnités versées par les assurances se chiffrent à 690 millions d'euros pour les inondations de Xynthia et 615 millions d'euros pour celles du Var, soit plus de 1.3 milliards d'euros au total. »

Source : Rapport de la cour des comptes sur les catastrophes de Xynthia et du Var, p. 5, <http://www.ccomptes.fr/Publications/Publications/Les-enseignements-des-inondations-de-2010-sur-le-littoral-atlantique-Xynthia-et-dans-le-Var>.

Le retentissement médiatique fût très important nationalement pour ces deux événements qui ont déclenché des polémiques dans les grands médias français sur les constructions en zone inondable. Le gouvernement d'alors fit de nombreuses déclarations d'intention notamment sur l'éventualité d'établissement de « zones noires » afin d'éviter que de telles catastrophes ne se reproduisent. Par l'évocation des *zones noires*, le gouvernement envisageait la délimitation de zones au niveau de risque trop fort pour y maintenir une activité humaine, et où les constructions existantes auraient dues être détruites. Cette annonce, aux conséquences économiques et humaines lourdes, nous fait prendre la mesure du traumatisme national qui a entouré cette catastrophe ; quand bien même cette déclaration d'intention n'a toutefois pas été traduite en actes par la suite. Le sujet des inondations et des risques associés aux digues a perduré dans la presse nationale des semaines durant et a été la source d'articles sur le risque inondation encouru localement dans les journaux locaux.

## Inondations Il n'existe pas de risque zéro sur le littoral

**CONSTAT**

→ **Aucun règlement ne peut empêcher une catastrophe majeure en bord de mer**

260 habitants/km<sup>2</sup>. C'est la densité de la population française sur la bande côtière. Une densité deux fois et demie plus élevée que la moyenne hexagonale. C'est dire l'attrait de la mer et de l'océan sur l'homme. D'ailleurs, d'ici 2030, on prévoit 3,4 millions d'habitants de plus. Du coup, le littoral (jusqu'à 2 km de la côte) est bien plus urbanisé que le reste du pays : 3,7 millions de m<sup>2</sup> sont construits chaque année.

Dans ces conditions, la moindre colère des éléments peut avoir des conséquences catastrophiques. Surtout pour les côtes basses, sableuses et les plages (Languedoc et Roussillon, bassin d'Arcachon, plages atlantiques).



La Faute-sur-Mer. Photo Reuters

ques de submersion une fois tous les dix ans, soit dix fois plus souvent qu'aujourd'hui. Un Plan national d'adaptation au changement climatique devrait en tenir compte, ce qui n'est pas le cas des PPR (Plans de prévention des risques).

Une digue ne sera jamais totalement étanche. « Le littoral ça bouge, ce n'est pas une limite éternelle, il faut s'adapter », explique un expert en risques naturels. Parmi les solutions envisagées, la "dépolderisation" néerlandaise : on abandonne des territoires à la mer. Une expérimentation est en cours près d'Arcachon. •

Sans oublier les grands estuaires (Gironde, Somme, Rhône, Loire), menacés par les marées, les vagues et les crues.

Dans ce contexte, le réchauffement climatique risque encore d'aggraver la situation : les experts du GIEC prédisent une élévation de 50 cm des océans d'ici la fin du siècle. Ce qui signifierait des risques

» **BILAN** Un nouveau corps a été retrouvé hier à La-Faute-sur-Mer, ce qui porte à 52 morts le bilan provisoire de la tempête Xynthia. En Vendée et Charente-Maritime, plus de 45 000 ha de terres agricoles sont rendues impropres à la culture par l'eau salée !

Figure 48 : Exemple d'article de la presse locale sur le sujet des inondations  
[Source : Midi Libre, édition du 3 mars 2010].

Pour autant, dans les jours qui suivirent ces événements, sur le terrain, je n'ai pas relevé de discussions relatives à ces épisodes dramatiques. De manière encore plus frappante, dans la semaine qui a suivie la tempête Xynthia, se tenait à Lattes une réunion d'information sur les travaux de protection en cours<sup>266</sup>. Ironie du sort, ce jour-là, le 3 mars 2010, une pluie intense

<sup>266</sup> La Déclaration d'utilité publique (DUP) qui avait permis les travaux de renforcement des digues a été cassée par le tribunal administratif de Montpellier suite à un recours devant la justice émanant d'un groupe d'habitants propriétaire de terrains expropriés pour ces dits travaux. Il fallait donc, pour pouvoir terminer les travaux, recommencer la procédure de demande d'une DUP, pour laquelle, conformément à la législation, deux réunions publiques d'information devaient être

s'abattait sur la région. Dans cette situation, la position du maire était potentiellement difficile : il avait à s'expliquer devant ses administrés des travaux de protection contre les inondations en cours sur la commune à quelques jours d'une catastrophe nationale, et ce, un jour de pluie battante. À mon grand étonnement, le sujet effleura à peine le cours de la réunion et n'occupa pas plus que de courtes petites minutes de discussion. La catastrophe qui venait de se produire en Vendée, mise en comparaison par une habitante, fut récupérée par le maire pour démarquer la situation lattoise d'un tel scénario.

*Habitant n°5 : « Mais Lattes-centre sera inondé s'il y a une crue à 1 500 m<sup>3</sup> ! »*

*Le maire : « On n'aura jamais 1 500 m<sup>3</sup> d'eau dans le Lez. C'est du catastrophisme, soyons raisonnables. La crue centennale à 900 m<sup>3</sup> est surdimensionnée. Mais je préfère qu'on la surestime. Une crue monstre aura fait des dégâts considérables à Montpellier avant d'arriver à Lattes. Mais les monstres arrivent, la nature, on ne la dirige pas, elle peut avoir des réactions violentes. ».*

*Habitant n°2 : « Dans le nord, les élus ont fait la sourde oreille – méfions nous ! »*

*Le maire : « Je me réjouis de ne pas faire partie de ceux qui font la sourde oreille. J'ai brisé un tabou en parlant des inondations, on m'a dit de ne pas le faire, que les maisons n'allaient plus rien valoir. Mais du coup je dors bien. »*

[Extrait de la réunion publique d'information  
sur les travaux de renforcement des ouvrages de protection du Lez aval,  
salle des mariages, Lattes, le 3 mars 2010.]

L'extrait ci-dessus rapporte le seul moment de la réunion où la catastrophe fut évoquée. La réponse du maire aux habitants qui y ont fait allusion n'entraîna pas de réaction des autres participants – peu nombreux – de l'assemblée. L'évacuation du sujet fut rapide quand bien même nous aurions pu imaginer qu'il suscite plus de réactions. Plus largement, la participation limitée de la réunion, qui réunit environ cinquante personnes, peut également surprendre ; quand au même moment, le sujet de l'échec possible des dispositifs de protection, notamment par rupture de digue, faisait débat dans les médias politiques, gestionnaires et habitants. La performance du maire à assurer que la situation est sous contrôle – et alors même qu'on lui disait de « ne pas en parler » – que cet extrait illustre, sera développée en détail plus loin<sup>267</sup>.

Ainsi, la multiplication des catastrophes naturelles nationales et même internationales, a rendu très présent le sujet dans les médias français. Pour autant, si le sujet des inondations affleure régulièrement dans la presse, il ne suscite pas davantage de discussions dans le quotidien. Les observations dans les lieux de partage social des émotions (café du centre, abords des écoles, commerces de proximité, etc.) n'ont pas permis de relever des mentions

---

tenues. La première se déroula dans les locaux de la mairie, le 3 mars 2010 ; la seconde dans les locaux de la maison de l'agglomération de Montpellier, le 10 mars 2010. Nous y reviendrons (sous-section 8.3.2).

<sup>267</sup> En sous-section 8.2.2.



particulières les concernant. De manière plus frappante, l'occurrence d'une inondation catastrophique à la veille d'une réunion publique d'information sur la gestion des inondations de la commune n'a pas motivé une participation importante des habitants, et encore moins provoqué de débat sur l'horizon possible d'une pareille catastrophe locale lors de la réunion. Et ce quand bien même des éléments de la dite catastrophe (proximité de la mer, présence de digues de protection, quartiers résidentiels de villa de plein pied, etc.) aurait pu inviter à se prêter à des comparaisons avec la situation locale.

### Conclusion. Des inondations qui affleurent dans l'espace public, leur thématisation qui ne vient pas dans les discussions

S'il est un résultat principal des quatre années « d'observation habitante » du quotidien lattois consacré au suivi des différentes formes de thématisation du sujet de l'inondation, c'est bien la rareté de ces dernières. Les énoncés sur l'inondation ne circulent pas, ou seulement très peu dans les discussions courantes. Cette rareté s'est même donnée à voir dans des contextes où l'on aurait pourtant pu être en droit de s'attendre à ce que le sujet vienne. Tout d'abord parce que la région Languedoc-Roussillon, fortement exposée aux épisodes climatiques dits cévenols, connaît régulièrement des inondations et leurs traitements sont présents dans l'espace médiatique régional. Ensuite, parce que la multiplication des catastrophes naturelles nationales ou internationales rend présent ce risque dans l'espace public plus largement (traitement par les grands médias, déclarations politiques, etc). Pourtant, si le sujet des inondations affleure régulièrement dans la presse et a même été présent sur la commune aux débuts des années 2000, il ne génère pas pour autant de discussions dans la vie publique locale courante. Cette observation de la rareté des mentions de l'inondation a été mise en relief également par l'absence de réaction suscitée par l'énoncé de mon sujet d'investigation dans mon réseau social constitué. L'hypothèse initiale que la connaissance de mon sujet d'enquête pourrait générer des mentions du sujet là où il n'y en aurait pas eu sinon – et qui avait motivé une première phase d'enquête en position « d'observation habitante discrète » –, s'est avérée non vérifiée et renforça le constat de la rareté des thématisations de l'inondation. Les éléments que nous avons précédemment passés en revue nous montrent cependant la présence du sujet ; en suggérant de ne pas suivre la piste de la non-conscience du risque. La localisation et la topographie du milieu, son exposition bien connue aux épisodes cévenols tout comme la présence médiatique des inondations, régionalement et nationalement, rendent le sujet des inondations présent. Le risque n'est pas inconnu, il n'est pas caché non plus : si l'inondation en tant que telle est absente des discussions courantes, elle prend d'autres formes pour circuler dans l'espace public, ainsi que nous allons le voir dans le chapitre suivant.

## **Chapitre 8. Mise en visibilité de la protection et confiscation du sujet : une gestion politique locale qui compromet les « circulations de l'inondation »**

Ainsi que nous l'avons mentionné en introduction, la palette classique de gestion des inondations est constituée de mesures qui sont classées par les spécialistes des inondations selon deux pôles principaux : celui de la protection et celui de la prévention, dont l'usage répandu confond souvent les définitions. Nous considérons ici que la protection englobe les mesures qui visent à assurer que le risque est maîtrisé quand les mesures de prévention, sous tendues par une forme d'acceptation des inondations, invitent à composer avec et donc, à s'y préparer. La protection comprend essentiellement des aménagements (digues, barrages) construits pour contrôler l'étendue des inondations. La prévention regroupe les mesures mises en place pour atténuer l'étendue des dégâts, les dispositifs institutionnalisés de prédiction à court terme visant une organisation de la vigilance et de l'alerte ainsi que les dispositifs d'information sur les risques aux habitants. Deux outils de planification sont utilisés pour cadrer ces actions : les Plans de prévention du risque inondation (PPRI) et les Programmes d'actions et de prévention des inondations (Papi). Les PPRI, définis à l'échelle de la commune, sont élaborés à l'initiative et sous la responsabilité de l'État, en concertation avec les communes concernées. Ils sont un outil de réglementation chargé de localiser, caractériser et prévoir les effets des risques naturels prévisibles avec le double souci d'informer et de sensibiliser le public, d'orienter le développement communal vers des zones exemptes de risques en vue de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens<sup>268</sup>. Les Papi visent à traiter le risque inondation de manière globale à travers des actions combinant gestion de l'aléa (réhabilitation des zones d'expansion des crues, ralentissement dynamique, ouvrages de protection...) et réduction de la vulnérabilité des personnes, des biens et des territoires. Selon les textes, leur mise en œuvre repose sur une gouvernance partenariale rassemblant acteurs locaux et services de l'État, réunis autour d'une vision partagée à la fois du risque inondation sur le territoire et des mesures à prendre localement pour en réduire les conséquences négatives<sup>269</sup>. Il est également prévu un système d'alerte national et un système d'indemnisation pour compenser les victimes des dommages que les précédents pans de l'action publique n'ont pu prévenir.

Au cours des quarante dernières années, la politique française de gestion de l'eau a évolué, d'une manière générale, d'une gestion centralisée et sectorielle vers une gestion se voulant

---

<sup>268</sup> Les objectifs, énumérés à l'article L562-1 du Code de l'environnement, sont : définir les zones exposées aux risques, recenser les zones qui ne sont pas directement exposées au risque, définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde, définir les mesures relatives à l'aménagement.

<sup>269</sup> L'animation de cette dynamique territoriale est portée par une collectivité locale ou un groupement (conseil général, communauté d'agglomération, syndicat mixte...) qui constitue la structure pilote du Papi. Celle-ci contractualise avec l'État et les acteurs locaux dans le cadre d'une convention pluriannuelle qui fixe les modalités de mise en œuvre du Papi.

Source : <http://www.cepri.net/les-papi.html>.

plus locale, intégrée et participative (Richard-Ferroudji, 2008). La norme participative qui tend à s'imposer dans la majorité des secteurs de l'action publique concerne aussi la gestion de l'eau et du risque inondation<sup>270</sup>. Ce secteur a intégré les principes de la concertation des parties prenantes en développant une forme d'action publique territorialisée à l'échelle des bassins versants<sup>271</sup> par l'établissement de dispositifs participatifs institutionnalisés comme les Comités de bassin et les Commissions locales de l'eau (Cle)<sup>272</sup>. La mise en œuvre d'une gestion locale et concertée de l'eau fut équipée d'outils développés, notamment par la mise en place d'un Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (Sage), document réglementaire à portée juridique qui vise une meilleure prise en compte de la gestion globale de l'eau dans l'aménagement des territoires. La transposition en 2004 de la Directive cadre sur l'eau (DCE) ajoute l'obligation de consultation du public concernant l'élaboration de ces schémas de gestion territoriaux. Si les grands principes de la gestion du risque inondation sont définis par ces schémas, les projets d'aménagement et de protection ne sont pas particulièrement soumis à la concertation, hors procédure classique d'enquête publique.

Le tournant participatif de la gestion des risques inondations va s'opérer, de façon plus tardive, notamment par la « Loi risque » du 30 juillet 2003 dite aussi « Loi Bachelot ». Cette loi, relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages, faisait suite au constat de dysfonctionnements graves en matière de prévention des risques lors de l'explosion de l'usine AZF à Toulouse, en 2001, puis des inondations dans le sud de la France en 2002. Elle s'articule autour de 5 axes. 1. Le renforcement de l'information et de la concertation autour des risques majeurs<sup>273</sup>. 2. La maîtrise de l'urbanisation dans les zones à risques. 3. L'information sur les risques à la source<sup>274</sup>. 4. L'amélioration des conditions d'indemnisation des sinistrés. 5. « *Le développement d'une conscience d'une mémoire et d'une appropriation du risque.* »<sup>275</sup> Cette promotion se fonde sur l'hypothèse que pour être efficace, une politique de gestion des risques, dans ses dimensions structurelles

---

<sup>270</sup> Dans le domaine de l'environnement, cet impératif participatif s'est institutionnalisé dans la décennie 1990 par le principe d'information du public dans les arènes internationales (Déclaration de Rio 1992, Convention d'Aarhus de 1998), européenne (directive européenne de 2003 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement) et nationale (loi Barnier de 1995 qui instaure la Commission nationale du débat public (CNDP)). Cette norme s'est encore imposée dans les différentes instances de la décision publique. En France, la Charte de l'environnement a introduit en 2005 un droit de participation du public à l'élaboration des décisions ayant un impact sur l'environnement.

<sup>271</sup> Un bassin versant est une portion de territoire dont les eaux alimentent un exutoire commun. Cette échelle de gestion est institutionnalisée par la loi sur l'eau de 1992 qui oblige à cette échelle la réalisation concertée d'un Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux. (Sdage).

<sup>272</sup> Les Commissions locales de l'eau ont été créées par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992. Elles sont organisées au niveau des sous-bassins correspondant à une unité hydrographique ou un aquifère. Elles sont composées de représentants des collectivités territoriales (pour moitié), de représentants des usagers (pour un quart) et de représentants de l'État (pour un quart).

<sup>273</sup> « Les maires des communes couvertes par un PPRN prescrit ou approuvé, doivent délivrer au moins une fois tous les deux ans auprès de la population une information périodique sur les risques naturels et les mesures de prévention mis en œuvre pour y faire face. »

<sup>274</sup> Suite au décret du 15 février 2005, les notaires ont l'obligation de mentionner aux acquéreurs et locataires le caractère inondable d'un bien.

<sup>275</sup> Avec le décret du 14 mars 2005 il est notamment rendu obligatoire d'inventorier et de matérialiser les repères de crues, dans un objectif essentiel de visibilité et de sensibilisation du public quant au niveau atteint par les plus hautes eaux connues.

(aménagement de protection) ou non-structurelles (mesures préventives), doit s'appuyer sur une connaissance entretenue des risques par les populations concernées. Elle suppose que des personnes mieux informées prennent des dispositions préventives pour réduire les conséquences générées par l'occurrence d'une catastrophe et réagissent mieux au moment de sa venue.

En 2007, une circulaire ministérielle a encore souligné l'importance de renforcer l'information, la participation du public et la concertation institutionnelle dans le domaine de la prévention des risques<sup>276</sup>, sans pour autant être obligé par l'avis du public.. La concertation est définie par la CNDP<sup>277</sup> comme « *un processus par lequel les décideurs demandent l'avis de la population afin de connaître son opinion, ses attentes et ses besoins, à n'importe quel stade de l'avancement du projet. Celle-ci n'a cependant aucune certitude que ses remarques ou contributions soient pris en compte dans la décision finale* ». Ainsi, le constat de la faible effectivité des procédures participatives est explicité dans de très nombreux travaux (Barbier et Larrue, 2011; Blondiaux et Fourniau, 2011). Une part d'explication y est attribuée au « design » même de ces procédures. Le principe participatif en matière de gestion des inondations s'est vu cependant renforcé par l'échelon européen. La Directive inondation<sup>278</sup> de 2007 introduit dans son article 10 le devoir des états membres de l'Union européenne de mettre à disposition du public les outils de planification en matière de prévention des inondations qu'elle instaure. Ils doivent encourager « *la participation active des parties concernées à l'élaboration, au réexamen et à la mise au jour* » de ces outils. En France, les lois et circulaires qui organisent la transposition de la Directive<sup>279</sup> insistent surtout sur la participation des parties prenantes, définies *a minima* par l'article L566-11 du Code de l'environnement : « *Les parties prenantes identifiées par l'autorité administrative, au premier rang desquelles les collectivités territoriales et leurs groupements compétents en matière d'urbanisme et d'aménagement de l'espace, ainsi que le comité de bassin et les établissements publics territoriaux de bassin.* » Les parties prenantes sont donc identifiées de manière relativement floue, où le principe de participation ne descend pas jusqu'au niveau du

---

<sup>276</sup> Circulaire du 3 juillet 2007 relative à la consultation des acteurs, la concertation avec la population et l'association des collectivités territoriales dans les Plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) : « *L'association des collectivités territoriales est primordiale, tant pour des raisons d'efficacité que de partage des compétences et des responsabilités. D'autre part, l'ouverture de la concertation aux citoyens correspond à une demande forte, d'autant plus ressentie comme légitime qu'elle touche à la sécurité de tous.* »

<sup>277</sup> Commission nationale du débat public. Voir : [www.debatpublic.fr](http://www.debatpublic.fr)

<sup>278</sup> La directive 2007/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et la gestion des risques d'inondation dite « Directive inondation », a pour principal objectif d'établir un cadre pour l'évaluation et la gestion globale des risques d'inondations, qui vise à réduire les conséquences négatives pour la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'activité économique associées aux différents types d'inondations dans la Communauté.

<sup>279</sup> La Directive 2007/60/CE a été transposée dans le droit français par l'article 221 de la Lene (Loi pour l'engagement national pour l'environnement) du 12 juillet 2010 et par décret n° 2011-227 du 2 mars 2011, qui modifie le Code de l'environnement. Les modalités de la gouvernance en termes de prévention des inondations sont détaillées dans la Circulaire du 5 juillet 2011 relative à la mise en œuvre de la politique de gestion des risques d'inondation ainsi que par la Circulaire du 16 juillet 2012 relative à la mise en œuvre de la phase « cartographie » de la directive européenne relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation.

« citoyen-habitant », et laissent à l'autorité administrative toute latitude pour la sélection des participants.

Ainsi que nous l'avons déjà vu<sup>280</sup>, à Lattes, les inondations de 1976 des premiers quartiers résidentiels construits, avaient encouragé l'édification d'une digue de protection pour éviter que le fleuve ne quitte de nouveau son lit principal. Bénéficiant d'une absence d'événements climatiques problématiques entre 1980 et la fin des années 1990, la ville s'était alors beaucoup développée, notamment par l'édification de quartiers le long de la digue. Le contexte de catastrophes nationales dans les années 1990 avait encouragé à porter la question de la rupture de digue sur la scène locale. Un premier PPRI fut prescrit puis approuvé en 1997. Parmi ceux qui ont participé à cette « mise en risque »<sup>281</sup>, Cyril Meunier, maire de la commune depuis 2001, a constitué une association d'habitants et a axé sa campagne électorale dès les élections municipales de 1995 notamment sur la nécessité de mieux protéger la ville des inondations. C'est aussi à partir de ce moment et suite aux inondations à répétition, locales et nationales, que les premières études liées à cette thématique ont été entreprises par différents acteurs territoriaux. La circulaire du 1<sup>er</sup> octobre 2002 relative à la « *prévention des inondations* » incitait à la mise en place de dispositifs de collaboration entre les services de l'État et les collectivités locales. Différents acteurs tels que la Ville de Lattes, l'Agglomération de Montpellier, la Cle, appuyée par les services techniques du conseil général de l'Hérault et divers services de l'État, telle que la Diren<sup>282</sup>, ont réalisé sur la période 2003-2006 un ensemble d'études recouvrant les différentes modalités liées à la protection des personnes contre les risques d'inondations. L'ensemble de ces études aura mobilisé une large expertise parmi les acteurs privés et publics locaux et extra-territoriaux. Aux lendemains de l'élection de l'équipe de Meunier en 2001 à la Mairie de Lattes, plusieurs inondations ont gravement touché la région et même une partie du territoire communal, réactivant davantage encore la problématique localement. Entre 2001 et 2008, la municipalité, avec le concours administratifs et financiers de l'Agglomération de Montpellier, du Département, de la Région et de l'État, a fait aboutir un projet de mise en sécurité de l'inondation par le renforcement des ouvrages de protection existants (digues) et la construction d'un « ouvrage partiteur de débit »<sup>283</sup> à l'amont de la ville (afin de décharger la pression sur la digue et ainsi éluder le risque majeur de rupture de digue). À partir de 2006, il devenait nécessaire de déterminer la structure porteuse de ce projet d'aménagement. Ce dernier devait être ancré dans une démarche plus globale, le Papi. « *Les actions du Papi visent un objectif de réduction progressive et durable des dommages aux personnes et aux biens pouvant découler des inondations susceptibles de se produire, dans le respect global des équilibres et de la*

---

<sup>280</sup> Voir chapitre 2, partie 1.

<sup>281</sup> Expression introduite par François Ewald, « *L'Etat providence* », Paris, Grasset, 1986 (Gilbert, 2003).

<sup>282</sup> Direction régionale de l'environnement.

<sup>283</sup> Ouvrage de protection qui consiste à dévier au-delà d'un niveau défini, une partie du flux d'eau dans un autre lit que le lit majeur du cours d'eau. Dans le cas lattois, le déversoir doit permettre de déverser dans le chenal de la Lironde (lit du cours d'eau du même nom aménagé pour) une partie de l'eau du Lez, à partir d'un débit de 450 m<sup>3</sup>/s. La carte de l'emprise des travaux figure p. 235.

*prévention de l'eau et des milieux aquatiques.* »<sup>284</sup> À partir de ce moment, les élus locaux ont pris la décision de créer un syndicat mixte chargé principalement de la mise en œuvre du Papi<sup>285</sup> : le Syndicat du bassin du Lez (Syble), qui a vu le jour le 13 juillet 2007.

Ce chapitre vise à décortiquer la mise en invisibilité du danger à laquelle participe cette action politique locale. L'intention de l'analyse est de comprendre comment cette invisibilité se construit collectivement. L'observation de l'absence de thématisation des inondations dans les discussions courantes, discutée dans le chapitre précédent, fut pourtant concomitante avec une période d'activité en termes d'action publique, qu'il s'agit ici de questionner. L'analyse des *circulations de l'inondation* se concentre ici sur les énoncés relatifs à la protection qui accompagne la mise en œuvre de ce projet d'aménagement en caractérisant de manière systématique ce qui circule, par quel support et d'en observer les effets. En premier lieu, il s'agit de suivre les circulations afférentes à la possibilité de maîtrise du fleuve opérée autant par la présence physique des travaux qui marquent le territoire que par la communication politique qui les accompagne (section 8.1). Dans un second temps, nous analyserons plus précisément ce discours de protection, incarné par le maire et relayé par ses représentants (section 8.2). Enfin, l'attention portée à la manière dont les habitants ont été invités à participer à la mise en place de la politique de gestion des inondations nous permettra de qualifier les « prises » que celle-ci a laissées, ou non, aux habitants (section 8.3).

## 8.1. Des choix de gestion et de communication qui invisibilisent le danger en mettant en visibilité la possible maîtrise technique du fleuve

*« Mais moi je crois que c'est pour cela que l'on n'en parle pas du tout, c'est que le danger, on ne le sent pas du tout, quoi. »*

[Un habitant, entretien collectif n°2.]

Cette section analyse la mise en visibilité de la question des inondations opérée par les travaux de protection entrepris sur la commune entre 2008 et aujourd'hui. Nous verrons tout d'abord leur l'inscription physique dans le milieu (sous-section 8.1.1), avant d'examiner leur traitement dans la communication des collectivités locales ayant participé à leurs mise en œuvre (la Ville, l'Agglomération, le Département et la Région) ainsi que dans la presse locale (sous-section 8.1.2). Enfin, le type de discours qui accompagne cette mise en visibilité sera analysé (sous-section 8.1.3).

---

<sup>284</sup> Le Papi Lez. (Source : <http://www.syble.fr/spip.php?article39> - consulté le 26 mai 2010.)

<sup>285</sup> Ce syndicat de bassin avait également pour objectif la mise en place du Sage.

### 8.1.1. Des travaux de protection qui marquent physiquement le territoire

« Natacha : C'est vrai que ce n'est pas comme Sommières, où chaque crue, ils sont... inondés... C'est ça aussi...

Florent : C'est ça ! Sommières tu as le fleuve qui traverse le village ! Ici ça borde, il passe tranquillement, presque on l'ignore, quoi ; il est enfermé derrière ses digues ! »

[Entretien collectif n°2.]

En matière d'inondation et selon les travaux de Freddy Vinet, l'histoire de la région Languedoc-Roussillon révèle la construction de sociétés locales forgées dans la culture de la maîtrise de l'eau<sup>286</sup>. Une tradition ingénieuriste forte s'accompagnant selon lui de « *représentations collectives privilégiant la maîtrise de l'aléa* » y ferait perdurer la foi dans le bien fondé des mesures structurelles (Vinet, 2007a: p.133). La région méditerranéenne est effectivement jonchée d'ouvrages d'art, très anciens ou contemporains, voués à la maîtrise de la ressource en eau<sup>287</sup> et à la protection contre les inondations, qui portent un message de possibilité de maîtrise des éléments par la technique. Lattes ne fait pas exception au contexte. La volonté politique locale de protéger les personnes et les biens de l'inondation s'est traduite par une forte mobilisation pour la mise en place de travaux de protection. Ces travaux, et le message de protection qu'ils contiennent, fortement valorisés médiatiquement, marquent le territoire et les esprits.

Ces travaux, entrepris sur Lattes à partir de 2008, ont fortement empreint le milieu. Le schéma ainsi que les photos ci-dessous nous donnent une idée de l'emprise physique qu'ils ont représentée sur la commune.

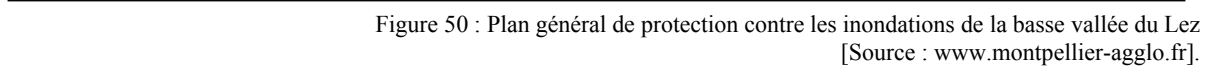


Figure 49 : Photo des travaux de renforcement des digues du Lez  
Point de vue du pont du Méjean [S. Durand © 2009].

<sup>286</sup> Sur le cas lattois, se reporter au Préambule de la Partie 1. Les travaux de Freddy Vinet proposent une analyse globale de la gestion des inondations dans la région.

<sup>287</sup> Du célèbre et unique « Pont du Gard » à la construction actuelle de la pharaonique « Aqua Domitia » pour compléter le réseau hydraulique régional avec une seconde source d'approvisionnement en eau (voir <http://www.brl.fr/aqua-domitia-157.html>).





235



par l'animation générée. La présence visuelle des travaux s'accompagnait d'une présence sensorielle qui traçait matériellement leur emprise sur le milieu : les allées et venues des nombreux engins chargés de remblais et de matériels généraient du bruit, les actions des pelleteuses occasionnaient de la poussière.

Ces diverses contraintes imposées au quotidien des habitants ont rendu les travaux présents à leur esprit. Ces travaux ont mis en visibilité le cours d'eau par les travaux de protection sur la digue. Par ailleurs, nous avons vu précédemment<sup>288</sup> que les relations des habitants au fleuve qui traverse leur commune ont eu tendance à se raréfier, ou tout du moins à se simplifier au cours du temps et de la mutation de ce milieu en zone urbaine. Les liens au fleuve semblent aujourd'hui se limiter quasi exclusivement au support d'activités sportives et ludiques. La dimension naturelle du milieu semble se dissoudre au gré de ses aménagements et de sa mise en valeur esthétique. Le spectacle des travaux sur les digues, offrant à la vue tractopelles et pelles-mécaniques triturant le fleuve, a participé à cette mutation. Ce qui est rendu présent ce n'est plus le fleuve mais l'ouvrage édifié pour s'en protéger.



Figure 51 : Photo de la digue avec ses gabions en rive gauche du Lez.  
[M2 GCRN 2010 ©]

Les travaux d'aménagement ont fait l'objet d'un important travail de communication de la part de la commune et de l'Agglomération par leurs outils de communications propres (journal communal, journal de l'Agglomération) ainsi que dans la presse locale. La prégnance physique de la digue est renforcée par la mise en visibilité médiatique qui l'accompagne.

---

<sup>288</sup> Se reporter à la section 6.2 (partie 2) pour l'analyse des rapports contemporains au fleuve.

### 8.1.2. Des travaux de protection des inondations valorisés par les discours des politiques locaux

*« Les travaux de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez menés à Lattes par Montpellier Agglomération sont d'une ampleur exceptionnelle en France. Ce nouveau dispositif sera efficace même en cas de crues exceptionnelles. »*

*[Cyril Meunier, vice-président de Montpellier Agglomération, chargé de la lutte contre les inondations.]*

[Extrait du dossier « Quand “ l'Aggl'eau ” se mouille », p. 25, Journal Harmonie n°254, Montpellier Agglomération, septembre 2008.]

L'analyse comparative du traitement de la question des travaux de protection du Lez dans le journal communal entre 1980 – date à laquelle le premier endiguement a été opéré – et aujourd'hui, mise en parallèle avec le traitement médiatique d'autres sujets, a permis de mettre en évidence la forte volonté actuelle de communication de la municipalité sur le sujet (Durand et Richard-Ferroudji, 2012)<sup>289</sup>. En comparant l'effort communicationnel dans le journal communal des travaux lors de leursancements, nous voyons que ceux de 2008 ont fait l'objet de dix fois plus d'articles que ceux de 1980. La communication municipale est renforcée par celles de Montpellier Agglomération (qui détient désormais la compétence inondation du bassin versant sud du Lez), du Département et de la Région. Les articles, quel que soit le type de support, y sont très proches, les mêmes informations sont données et le même type d'images illustre le propos. Le message principal transmis est toujours le même : les travaux de protection engagés vont enrayer le risque majeur de rupture des digues par le renforcement de ces dernières et la création d'un partiteur de crue à l'amont de la ville. La communication utilise essentiellement un registre technique pour argumenter le projet. La présentation des travaux se fait pratiquement toujours de la même manière au fil des articles : les chiffrages du projet sont repris dans le détail et le déroulement du chantier y est précisément expliqué et daté. Les illustrations sont principalement des photos aériennes : « *Le grand chantier vu du ciel* » (journal communal n° 34 d'avril 2008), et viennent accentuer la dimension grandiose des travaux, encourageant une mise à distance des inondations en tant qu'événement et une impression de domination des éléments. Les travaux y sont décrits comme « *titanesques* », « *un des plus gros chantiers de protection hydraulique d'une zone urbaine réalisé en France depuis 20 ans* » (journal communal n° 36 d'octobre 2008).

---

<sup>289</sup> Se reporter section 6.2 (partie 2) pour l'analyse de la mise en mots et en images du fleuve dans le journal communal.

## Protection contre les inondations

**Le grand chantier vu du ciel !**

Du nord



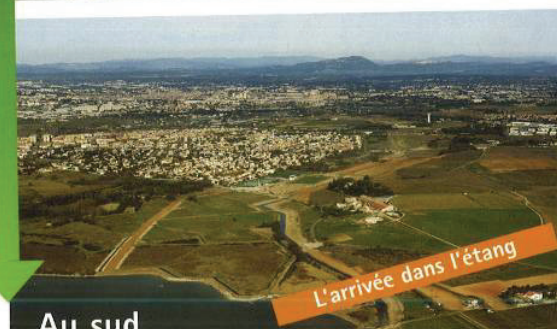
**Le partiteur à la Côte à l'Os**



**Le long de la Cougourlude**



**Le complexe de Fangouse**



**L'arrivée dans l'étang**

Au sud

Les travaux pour la réalisation du chenal de la Lironde et de l'ouvrage partiteur de crue sont en cours sur la commune. Ils consistent à permettre le délestage d'une partie du débit du Lez, en cas de fortes crues, vers le chenal de la Lironde aménagé en rive gauche jusqu'à l'étang du Méjean.

**Ce chantier sera terminé pour permettre la mise en service des aménagements de protection pour l'automne 2008.**

**D'énormes moyens humains et matériels sont mobilisés pour la réalisation des travaux :**

- Entre 80 et 100 personnes travaillent en permanence
- Ils utilisent plus de 48 engins
- Les ateliers de décapage et d'évacuation de la terre-végétale ont une production moyenne de 2700 m<sup>3</sup>/jour, ceux des terrassements de grande masse atteignent 3200 m<sup>3</sup>/jour.
- 10 personnes composent le groupement de maîtrise d'œuvre, 7 personnes assurent les opérations de coordination sécurité et protection de la santé, le contrôle technique des ouvrages d'art et le suivi environnemental du chantier.
- Les entreprises et leur personnel ont été sensibilisés aux contraintes environnementales particulières du site.

### Fouilles archéologiques :

A la suite des résultats des opérations de diagnostic archéologique réalisées entre septembre 2006 et octobre 2007, plusieurs sites de fouilles archéologiques ont été déterminés par la DRAC. Ces zones ont été isolées des chantiers et/ou protégées pour permettre l'avancement des travaux sans risquer de détruire les vestiges archéologiques. Le premier chantier de fouilles démarrera cet été, les autres suivront dans un second temps.

### Autres travaux à venir :

- Les travaux de recalibrage de la Lironde entre l'autoroute A9 et le chenal de la Lironde, le confortement de la digue entre le déversoir de Gramenet et l'étang du Méjean, les travaux de mise au gabarit hydraulique des RD21 et 21E6 au droit de la Lironde et les aménagements paysagers commenceront, pour les premiers, à partir de cet été.
- Enfin, les travaux de confortement des digues du Lez débuteront à partir de l'été 2008.

Figure S2 : extrait de l'article titré : « Protection contre les inondations »  
[Source : journal communal n° 34 d'avril 2008, p. 2].





Figure 53 : Exemple d'article sur les travaux dans le journal de l'Agglomération de Montpellier [Source : journal « Harmonie » n°251, édition de mai 2008.]

Les articles de la presse locale rejoignent souvent les mêmes évocations, comme nous le voyons dans la photo de l'article ci-dessous.

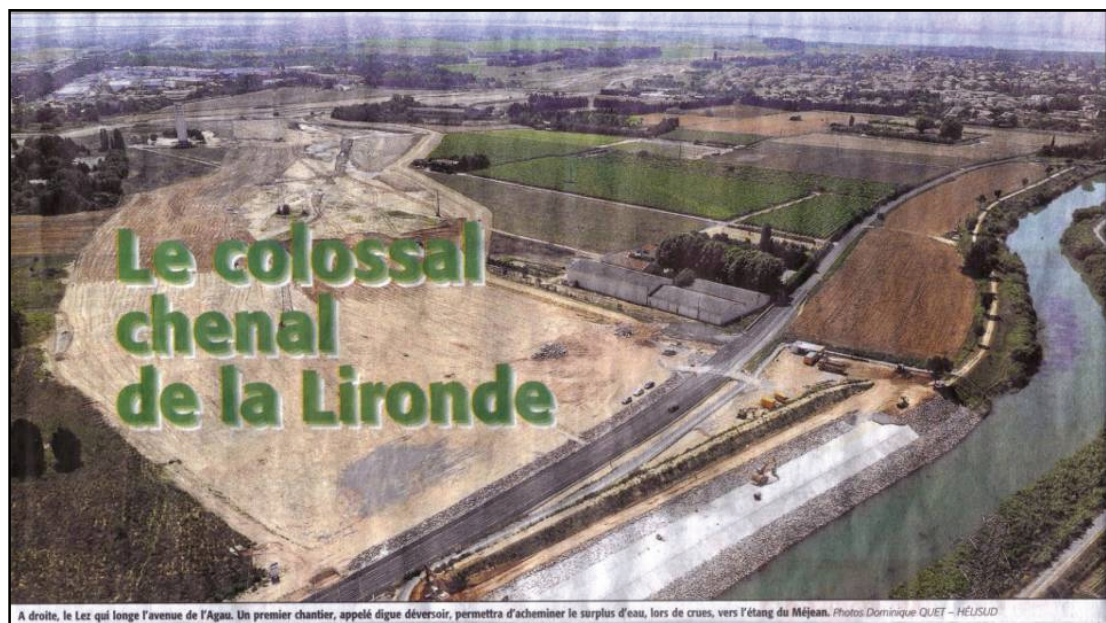


Figure 54 : Exemple d'article sur les travaux dans la presse locale [Source : Midi Libre, édition du 20 août 2008].

La coopération pour la réussite du projet entre État, Région, Agglomération, Département et Commune de Lattes, financeurs du projet, est vantée ; plus encore, est très souvent soulignée la performance d'avoir pu mener ces travaux en si peu de temps. Le caractère exemplaire du projet y est félicité : « *Je souhaite remercier les services de l'État, en région [...] et le ministère de l'Environnement [...] sur ce dossier qui est l'un des plus gros chantier de*

protection hydraulique d'une zone urbaine réalisé en France depuis 20 ans. Aujourd'hui, grâce à notre volonté politique de toutes les instances territoriales autour d'un projet conçu par des équipes d'ingénieurs hydrauliques de tout premier rang, les Lattois ont été mis en un temps record à l'abri du risque majeur » (C. Meunier, journal communal n°36, octobre 2008). La crue centennale<sup>290</sup> sert de référence pour annoncer une protection bien au-delà d'un tel type de crue. L'idée qu'il n'y aura plus d'eau dans la ville se présente toujours dans une justification très technique, par exemple dans l'extrait suivant : « Ce principe, associé au déversoir de la Lironde<sup>291</sup>, permettra de supprimer tout risque de débordement par-dessus les digues du Lez situées en aval du déversoir et ce jusqu'à une crue de 1 500 m<sup>3</sup>/s » (journal communal n° 39 de mai 2009). La communication se veut rassurante sur le niveau de protection dont bénéficieront les habitants une fois les travaux terminés, ainsi que l'énonce le contenu même du message : les Lattois sont « enfin protégés ! » (journal communal n° 37 de décembre 2008) et pourront passer le « premier automne à l'abri » (journal communal n° 36 d'octobre 2008).

Cette importante couverture médiatique des travaux est relayée dans le milieu par des grands panneaux de communication pour annoncer, expliquer et valoriser les travaux et leurs financeurs, les rendant encore davantage visibles localement. Le détail des financements y est notamment repris dans le détail. Ces panneaux étaient toujours en place à l'issu du travail de terrain, alors que le chantier de confortement des digues se terminait sur l'extrême sud de la commune (septembre 2013).



Figure 55 : Photo de panneaux de communication de l'Agglomération et de la Région sur les travaux [S.Durand © 2009].

<sup>290</sup> Une crue centennale est une crue dont la probabilité d'apparition sur une année est de 1 / 100. Cette définition est complète lorsqu'est précisé la caractéristique mesurée. Ici, il s'agit du débit de pointe. Autrement dit, la crue centennale est celle dont la probabilité que son débit de pointe soit atteint ou dépassé chaque année est de 1 / 100.

<sup>291</sup> Appelé également « ouvrage partiteur de débit », cet ouvrage de protection consiste à dévier au-delà d'un niveau défini, une partie du flux d'eau dans un autre lit que le lit principal au cours d'eau. Dans le cas lattois, le déversoir doit permettre de déverser dans le chenal de la Lironde (lit du cours d'eau du même nom aménagé pour) une partie de l'eau du Lez, à partir d'un débit de 450 m<sup>3</sup>/s. La carte de l'emprise des travaux figure p.235.



L'étude des archives du journal municipal a permis de montrer que la mise en mots et en images du fleuve et de l'inondation dans la communication municipale a glissé, en l'espace de trente ans, d'une représentation du fleuve historicisée, multiforme et caractérisée par l'attachement à une représentation centrée sur les loisirs et la valeur paysagère<sup>292</sup>. Aujourd'hui, le fleuve n'est plus mentionné qu'en support d'activité et de manifestations ludiques et sportives où se donne à voir un glissement sémantique du registre domestique et patrimonial d'hier au registre de la maîtrise (Durand, 2011). Nous observons un mouvement inverse à la tendance actuelle relevée par André Micoud, à ériger les fleuves en des « *objets vivants culturels* » où « *requalifiés en tant que nouveaux êtres, naturels et culturels à la fois, les fleuves font des êtres humains qu'ils relient des êtres vivants dotés d'une culture* » (Micoud, 2000: p.237). La « *double sémantisation des fleuves* » (Micoud, 2000), observée ailleurs, qui caractérise leur passage du statut d'objet physique à celui d'objet patrimonial ne s'opère pas à Lattes. Le passage d'objet physique à objet patrimonial s'opère dans l'incorporation du temps et de l'espace dans les dynamiques fluviales ; orientant la gestion de l'eau vers une logique « spatiale » en opposition à la logique « fluxiale » (centrée sur les seuls flux d'eau) qui dominait jusqu'alors (Narcy, 2004)<sup>293</sup>. Nous constatons dans la communication actuelle de la municipalité, à travers la volonté affichée de maîtrise du fleuve très emprise de modernité, paradoxalement, comme un retour en arrière, vers cette logique fluxiale. Les représentations du fleuve apparaissent clivées entre une valorisation esthétique, liée à des usages de loisirs, et une représentation de l'inondation maîtrisée, exclue des quartiers. Les discours énoncés sur le fleuve, du registre extrêmement technique de la maîtrise des éléments par l'Homme ou du registre des usages ludiques de l'espace naturel, contribuent alors à éluder la possibilité de l'inondation des représentations du fleuve. De nouveau, cette mise en mots et en image du fleuve se retrouve dans la communication politique de Montpellier Agglomération, du Département et de la Région.



Figure 56 : Article de communication sur les travaux de la digue et son usage de piste cyclable [Source : dossier « Changement climatique », journal de l'Agglomération de Montpellier *Harmonie*, février 2002, p.30.]

<sup>292</sup> Se reporter section 6.2 (partie 2) pour l'analyse de la mise en mots et en images du fleuve dans le journal communal.

<sup>293</sup> Ces modes de gestion sont des révélateurs selon lui de rapports différents vis-à-vis de la nature. Le premier relevant de la « *natura naturans* » (la « nature naturante », avec l'idée d'un ordre universel de la nature) serait occulté par le seconde relevant, lui, de la « *natura naturata* » (la « nature naturée ») conformément à une vision moderne de la nature, où cette dernière serait totalement maîtrisée.

Le cas de Lattes est exemplaire d'une nouvelle « *culture urbaine de l'eau* » (Claeys, Allard, Ami *et al.*, 2009), où la représentation du rapport à l'eau le simplifie aux deux seules dimensions de l'esthétisme et du danger. Les espaces riverains y sont considérés comme des espaces de valorisation esthétiques de la ville ou au contraire des espaces totalement dédiés au fonctionnement du cours d'eau ; où les usages sont alors très fortement restreints et contrôlés. La digue s'est élargie, la ripisylve a disparu et l'on y a aménagé une piste cyclable permettant de relier le cœur de Montpellier à la mer. Cette dernière sert alors les campagnes de promotion des travaux de protection réalisés (figure 56). L'information produite par les collectivités locales ne permet pas de faire des liens mais au contraire schématise, compartimente les lieux en fonction d'usages cadrés.

### 8.1.3. Une réponse technique au devoir d'information et de sensibilisation

L'injonction nouvelle d'implication des populations est cadrée notamment par la mise en place du Papi sur le bassin du Lez (convention cadre pour les années 2007-2013). Ce document de planification comprend les mesures d'information aux habitants sur les risques. Le premier des six axes de ce programme d'action est ainsi dédié à « *l'amélioration de la connaissance et au renforcement de la conscience du risque par des actions de formation ou d'information du public* ». Il est rappelé en préambule de cet axe que « *le développement de la conscience du risque apparaît essentiel à une réduction du nombre de victimes et ce, plus particulièrement dans des secteurs soumis à des crues de type méditerranéen* ». Il y est également rappelé que la loi risque de 2003 impose que « *les maires des communes couvertes par un PPRN prescrit ou approuvé doivent délivrer au moins une fois tous les deux ans auprès de la population une information périodique sur les risques naturels et les mesures de prévention mis en œuvre pour y faire face.* ». Par ailleurs, les communes sont invitées à tenir à disposition de leurs habitants une information sur les risques. La commune de Lattes répond effectivement à cette exigence réglementaire par différents moyens : réunions publiques, plaquettes d'information, site internet, etc.

De par le contexte de réalisation des travaux, pendant les années d'observation sur le terrain, des réunions d'information concernant les inondations ont été organisées. Elles ont consisté principalement à une information sur le chantier de protection en cours.

Sur le présentoir de documents mis à disposition du public dans le hall d'accueil de la mairie figure un dépliant d'information sur les risques qui consiste en un descriptif de la conduite à suivre en cas d'alerte (annexe 7). Ce document est également disponible sur le site internet de la Ville, l'un des instruments de communication<sup>294</sup> à disposition des habitants. Ce dernier a d'ailleurs été cité plusieurs fois par des habitants dans le cadre des entretiens comme ayant permis de les renseigner lors de leur installation, d'une manière générale mais aussi sur le

---

<sup>294</sup> Source : <http://www.ville-lattes.fr>.

risque. Ainsi, par exemple, dans un des entretiens collectifs, alors que les participants s'interrogeaient sur les signaux en cas d'alerte, une nouvelle-venue a pu renseigner les autres parce qu'elle s'était informée sur le site de la commune lors de son installation. Effectivement, pendant la réalisation du travail de terrain (2009-2012), l'onglet « *Risque* » figurait en haut de la page d'accueil du site internet de la ville au même niveau que les autres onglets disponibles (conseil municipaux, actualités, etc.). En sélectionnant l'onglet, on découvrait une page descriptive de l'ensemble des risques qui étaient établis pour la commune, dont le risque inondation (voir la copie d'écran en annexe 8). La proximité d'avec l'autoroute rend, par exemple, la commune également sujette aux risques liés au transport de matières dangereuses. Les inondations étaient citées en second, en mettant à disposition du lecteur le règlement et la carte de zonage du PPRI ainsi que les principales consignes de sécurité à suivre en cas d'alerte. Si l'obligation de la mise à disposition de l'information au public était remplie, sa forme la cantonnait à une information technique du zonage du risque et des consignes de sécurité, sans que cette information ne soit ancrée dans la vie communale. Si l'information était disponible, il n'y avait pas de mise en mot et en image des inondations passées qui pourraient notamment permettre de se représenter cette possibilité. Les consignes données correspondent aux consignes génériques applicables en tous lieux et l'information prend ici une allure purement réglementaire et technique.

De plus, il est à noter une évolution importante dans la présentation du risque sur le site internet de la Mairie. Pendant la rédaction de ce mémoire, la mise en page du site de la Ville a évolué. Désormais, l'onglet « *Risque* » apparaît en tout petit, en bas, à droite, de l'écran d'accueil, au même titre que les « *Mentions légales* ». Ces deux types d'informations ont en commun d'être soumis réglementairement à une obligation de mention. Si le contenu de la page afférente lorsque l'on sélectionne l'onglet « *Risque* » n'a pas changé, cette nouvelle disposition rend beaucoup moins visible l'onglet « *Risques majeurs* », participant encore davantage à la mise en invisibilité de la possibilité de l'inondation.

Il est à souligner que ce changement dans la mise à disposition de l'information aux habitants correspond en termes de temporalité à un autre changement important dans la gestion locale du risque inondation. Si la commune est toujours réglementée par un PPRI et les actions en matière de gestion des risques cadrées par un Papi, le nouveau zonage des risques qui a été validé en juin 2013<sup>295</sup> a permis de déclasser les zones urbaines du centre-ville. Celles-ci sont passées de « *zone urbanisées d'aléa fort* »<sup>296</sup> ou « *zone urbanisées d'aléa modéré* »<sup>297</sup> à « *zones précaution Z1 : zone protégée par les digues, non soumise à la crue ou à la tempête de référence avec le système hydraulique en fonctionnement, où les enjeux sont forts (zone urbaine. Cette zone reste potentiellement inondable pour une crue supérieure à la crue de référence (900 m3/s)).* ». Cette modification, si elle ne soustrait pas complètement cette partie

---

<sup>295</sup> PPRI commune de Lattes, prescrit le 21/09/2004, approuvé le 06/06/2013, p. 39 du règlement.

<sup>296</sup> C'est-à-dire dont les hauteurs d'eau peuvent être supérieures à 1 m ou soumises à des vitesses très élevées. Source : PPRI commune de Lattes, prescrit le 21/09/2004, version du 25/04/2007, règlement page 2.

<sup>297</sup> C'est-à-dire dont les hauteurs d'eau peuvent être comprises entre 50 cm et 1 m avec des vitesses d'eau élevées. Source : PPRI commune de Lattes, prescrit le 21/09/2004, version du 25/04/2007, règlement page 2.



de la ville à la réglementation, en terme de limitation de l'urbanisation où il s'agit alors de : « *Permettre le développement du centre urbain en tenant compte du risque potentiel lié à un événement exceptionnel et du niveau de protection élevé de cette zone protégée par les digues. Il est tenu compte du classement de ces ouvrages et de leur gestion assurée par la communauté d'Agglomération de Montpellier. [...] La zone de précaution ZI a pour principe l'autorisation de tous travaux et projets nouveaux excepté les bâtiments à caractère stratégique dans la mesure où ces travaux et projets n'aggravent pas le risque et la vulnérabilité des personnes* ». Mais surtout, ce changement de zonage change les choses en matière d'information sur le risque, et notamment en levant l'obligation pour cette zone d'information lors de l'achat ou de la location d'un bien. Nous pouvons lire dans le nouveau PPRI : « *Ces zones ne sont pas considérées comme inondable au titre de l'information aux acquéreurs et locataires.* »<sup>298</sup> Bien que l'effet réel de cette obligation d'information (mise en place par la Loi risque de juillet 2003) soit contesté, notamment parce que cette information arriverait comme noyée dans tout un ensemble d'autres informations sur le bien (Dupie et Narbey, 2009), ce changement de zonage suggère une orientation nouvelle dans la gestion locale des risques. Le fait que la majorité de la commune soit désormais considérée comme protégée semble permettre de moins communiquer sur ce risque. Cette adhésion en la possibilité de maîtrise technique du fleuve, par la croyance en la puissance de la digue qui n'est alors plus envisagée comme pouvant rompre, actée dans le nouveau PPRI, était déjà bien prégnante, comme nous l'avons vu, dans la manière de valoriser les travaux mais aussi dans la manière de répondre à l'obligation d'information aux habitants.

Parmi les mesures de sensibilisation aux risques cadrées par le Papi figure également la sensibilisation des scolaires. La loi du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile<sup>299</sup> avait pour objectif d'élargir l'action conduite par le gouvernement en matière de prévention des risques naturels, et ce, par deux principes directeurs : celui de « *faire de la sécurité civile l'affaire de tous* » et celui de « *donner la priorité à l'échelon local* »<sup>300</sup>. Le premier repose selon le texte sur « *la nécessité d'inculquer et de sensibiliser les enfants dès leur plus jeune âge à la prévention des risques de la vie courante* ». L'accent qui fut ainsi mis par cette loi sur la sensibilisation aux risques des plus jeunes, est traduite dans le Papi par l'une des sept actions définies dans le cadre de son « axe 1 », centré sur le développement d'une « *conscience du risque* ». Ainsi, la municipalité lattoise participe au programme de sensibilisation à l'attention des scolaires. Cependant, la manière dont sont valorisés les efforts en la matière met en avant, au même titre que les communications sur les travaux de protection, la démonstration de la maîtrise de l'inondation. Dans l'article du journal communal, ci-dessous, sur une action de sensibilisation à destination des écoliers lattois au risque inondation (journal communal n° 44 d'avril 2010), la volonté de travailler la « *culture*

---

<sup>298</sup> Les cartographies réglementaires des PPRI antérieurs et postérieurs aux travaux figurent en annexe 9.

<sup>299</sup> Et son décret d'application du 13 septembre 1995.

<sup>300</sup> L'objectif ici étant de donner à la population toutes les consignes utiles en cas d'accident majeur et de permettre à chaque commune de soutenir pleinement l'action des services de secours au travers de Plans communaux de sauvegarde (PCS) – qui remplaçaient alors les précédents plans d'urgence et de secours.

*du risque* » est défendue explicitement dans le texte. Pourtant, le descriptif du contenu pédagogique de cette journée de sensibilisation nous indique que les choix (visite du chantier de renforcement des digues et observation de données météo en temps réel sur internet) restent dans ce même registre de la maîtrise scientifique. La mise à distance de l'événement qu'elle implique, une nouvelle fois, ne participe certainement pas à se représenter la possibilité de l'inondation.



Figure 57 : Article sur les actions de sensibilisation au risque inondation pour les écoliers lattois  
[Source : journal communal n° 44 d'avril 2010.]

Dans le cadre d'un entretien, un animateur du Syble m'a expliqué le dispositif présenté aux élèves dans les écoles du bassin versant. Selon son témoignage, dans les démonstrations aux élèves, il n'est pas question de parler spécifiquement du bassin versant local car, selon lui, « *c'est trop politiquement incorrect* ». La présentation est générique, il n'est pas question d'évoquer directement dans ces campagnes de sensibilisation la possibilité de l'inondation sur la commune concernée mais d'expliquer aux enfants les principes de fonctionnement d'un cours d'eau et des inondations. Si la crue du Lez est bien représentée, l'inondation ne l'est pas directement. Si les facteurs aggravant sont expliqués, et les solutions questionnées, le support à la communication est schématique et générique. Enfin, le travail pratique demandé aux enfants consiste à effectuer un exercice sur les données météorologiques et de pluviométrie<sup>301</sup>. Une visite de terrain est généralement organisée avec les enfants, ce qui, dans le cas lattois, se traduit par une visite sur la digue de protection.

Nous observons que le type d'information divulgué demeure cantonné au registre technique, sans que l'inondation ne soit représentée directement. Ces éléments mettent en évidence l'écart qu'il peut y avoir entre l'intention qui a motivé la mise en place d'une obligation d'information (l'activation d'une conscience du risque) et les effets possibles de cette information, en fonction du format retenu pour la dispenser ; où dans le cas présent domine

<sup>301</sup> Un exemple de support papier distribué aux enfants lors de cette sensibilisation figure en annexe 10.

l'idée que la situation est sous contrôle, en participant d'un éloignement de la possibilité de l'inondation.

#### 8.1.4. Des inondations passées absentes de l'espace public communal

D'autres éléments de l'observation participante semblent attester d'une volonté de la municipalité de ne pas inscrire la possibilité de l'inondation dans l'espace public communal. Le choix de ne faire figurer aucune image des précédentes inondations relevé sur le site de la Commune a été observé dans d'autres cadres. En 2010 fut organisée une exposition rétrospective du développement de la ville à la médiathèque de Lattes. L'un des dix panneaux exposés concernait « *le Lez, ses équipements et ses inondations* ». Si l'on pouvait y voir deux photos de plaines inondées (1933 et 2001 – soit à la veille de l'élection de la nouvelle municipalité), les photos sélectionnées ne permettaient pas vraiment de projection car elles ne faisaient figurer ni la ville, ni les habitants. Surtout, la rhétorique et les illustrations du propos s'employaient de nouveau à faire ressortir le caractère maîtrisé de l'élément. Les aménagements successifs y étaient présentés en image : le pont Méjean, la station d'épuration et la construction de l'écluse de Port Ariane. Et on pouvait y lire : « *Le Lez s'inscrit depuis longtemps dans l'économie locale. Il est utilisé pour irriguer les espaces agricoles grâce à un réseau d'irrigation ingénieux. Le chantier de protection contre les inondations est un des plus importants de France.* »

Enfin, une autre constatation marque l'absence de volonté communale de marquer les mémoires locales de l'inondation passée. Dans les directives concernant la sensibilisation des publics aux risques inondations dans le but d'une activation de la « *conscience du risque* » figure l'injonction de pose de repère de crue<sup>302</sup> ou de panneau faisant état des inondations passées dans la commune considérée. La commune de Lattes ne répond pas à cet appel. D'après les gestionnaires locaux questionnés sur le sujet, cela serait envisagé mais long à mettre en place. Effectivement, cette injonction fait l'objet d'une action de l'axe 1 du Papi qui prévoit dans un premier temps une « *étude pour la mise en place sur l'ensemble du bassin versant* » sur la période 2007-2013. Ceci dit, l'analyse des archives du journal communal de 1977 à nos jours a montré la disparition progressive des mentions des inondations passées, parallèlement à d'autres éléments constitutifs de l'histoire locale qui, eux, continuent à être valorisés. Les références à l'histoire de la commune dans le journal communal étaient fréquentes sous l'ancienne municipalité (1977-2001). Dans ces nombreux articles consacrés à l'histoire locale, les références aux inondations passées étaient régulières. Elles faisaient même l'objet d'articles spécifiques, allant jusqu'à rappeler que ces inondations avaient déjà complètement détruit la ville. Ainsi, dans un article en page « *Archéologie* » (journal communal n° 6 d'avril 1979), « *Lattara, dieux protecteurs* », sur la dévotion du peuple des

---

<sup>302</sup> Les repères de crue sont des repères visuels marquant le territoire des expériences de crues passées. Leur mise en place a été rendu obligatoire par le décret d'application de la loi risque dite « Loi Bachelot » du 14 mars 2005 : « *Il est notamment rendu obligatoire d'inventorier et de matérialiser les repères de crues, dans un objectif essentiel de visibilité et de sensibilisation du public quant au niveau atteint par les plus hautes eaux connues.* »

lattarenses<sup>303</sup>, l'auteur de l'article, conseiller municipal et archéologue amateur, défend la thèse que les nombreuses traces de dévotion à des dieux protecteurs découvertes sur le site étaient destinées à protéger le peuple contre le Lez. De la même manière, à cette époque, la référence aux travaux de protection contre les inondations se faisait dans une série d'articles sur l'archéologie et l'histoire locale où Lez et inondations étaient explicitement mêlés. Dans un article, « *Le Lez : c'est la vie ... mais Thanatos rôde toujours* », le même auteur, à la demande de la commission information de la Mairie et « *plus spécialement à l'intention des nouveaux Lattois* », retrace l'histoire de la présence humaine près du Lez et l'histoire de ces aménagements. Il en dresse le « *tableau hydromorphologique* » sur un ton enjôleur : « *Le Lez, c'est la vie [...] Le Lez est toujours le cordon ombilical de cette vie.* » Mais il raconte aussi sa dangerosité en mobilisant un registre dramatique : « *Mais le Lez c'est aussi la mort* » (journal communal n° 6 d'avril 1979). Dans cette période de l'histoire communale, les dangers associés aux inondations avaient leur place. Aujourd'hui, la diminution de référence à l'histoire locale dans le journal communal s'accompagne d'une absence totale des références aux inondations du passé. Pour autant, d'autres sujets relatifs à l'histoire locale, que l'on peut penser plus politiquement corrects, semblent avoir passé les années plus facilement. De la même manière que Sylvie Tissot (2005) l'avait démontré en travaillant sur le journal communal de la Ville de Montreuil, la sous-catégorie des retraités, « *qui forment un électorat particulièrement convoité par les élus* », est particulièrement présente dans le journal communal. Dans cette attention à leur adresse s'inscrivent, par exemple, les nombreux articles relatifs aux anciens combattants, souvent attribués à un devoir de mémoire : « *8 Mai : le devoir de mémoire* », « *Une émouvante cérémonie au monument aux morts* » (journaux communaux n° 40 d'août 2009 et n° 17 d'octobre 1985). L'observation participante a donnée à voir d'autres occasions de valorisation publique de ces éléments du passé ; dans le cadre des discours de vœux du maire par exemple. L'absence du *devoir de mémoire* sur le sujet de l'inondation passée est ainsi mise en relief par un devoir de mémoire qui trouve sa place et s'exprime sur d'autres sujets de l'histoire locale.

L'évolution de la communication de la Ville sur les inondations passées se caractérise donc par une lente transformation des mentions à leur propos au cours du temps : leur évocation se fait désormais seulement autour des travaux de protection réalisés pour s'en protéger. L'absence de référence aux inondations passées dans le journal communal tout autant que l'absence de marquage visuel sur la commune montrent la volonté politique de ne pas marquer les mémoires locales par l'inondation. Ce qui circule publiquement sur la gestion locale des inondations est l'assurance d'en être protégé. La communication politique locale sur l'inondation participe ainsi d'une certaine mise en invisibilité du danger. La possibilité de l'inondation devient invisible quand ce qui est mis en visibilité est la possibilité de sa

---

<sup>303</sup> De l'ancien nom des Lattois.

protection. Les travaux de protection entrepris participent d'une réponse essentiellement technique à la question de l'inondation en valorisant la foi en l'action de l'Homme pour la maîtrise de son milieu. La communication municipale sur les inondations s'inscrit pleinement dans le registre de la protection, documenté par Jean-Baptiste Narcy (Narcy, 2002). L'inondation étant considérée comme une quantité d'eau à gérer dans un espace, les mesures peuvent être évaluées à partir des volumes d'eau déplacés, maîtrisés. Selon cette logique, la maîtrise de l'écoulement est la seule action qui a de la valeur. L'Homme, maître et possesseur de la nature, se doit de maîtriser les inondations. Il n'est alors pas nécessaire de vivre avec les inondations puisqu'il est possible, à terme, de les maîtriser pour les « évacuer » du quotidien des habitants. La proposition de « *vivre avec* » se heurte à la conviction d'une possible maîtrise du risque par la science et la technique.

L'importante médiatisation dont les travaux de protection ont fait l'objet a porté ses fruits. Les informations relatives aux travaux ont bien circulé dans l'espace public. Les travaux de protection réalisés se constituent dès lors en une des manières principales de parler de la possibilité de l'inondation, par la négative. Un argument souvent avancé dans la valorisation de ces travaux a particulièrement été retenu par les habitants : leur coût financier. Ce coût apparaît dès lors dans les discours comme une justification de l'importance du projet de protection. Parmi tous les énoncés sur la question des inondations dont j'ai pu relever la circulation pendant l'enquête de terrain, celui de la relativisation du risque de par les travaux en cours fut le plus fréquent. Aux questionnements sur les inondations venaient souvent des réponses sur les travaux. Ce à quoi j'ai le plus régulièrement était renvoyée dans l'évocation de la possibilité de l'inondation est l'idée d'une possible maîtrise de cette éventualité.

La présence des travaux de protection qui marque fortement le milieu, tout autant que les énoncés les concernant qui inondent l'espace public via les outils de communications des politiques et des médias locaux, participent à former des cadres sociaux de la mémoire locale (Halbwachs, 1997 ; Leborgne, 2007). L'information qui circule par ces outils de communication en faisant prévaloir le message de la protection sur celui de la prévention, n'encourage pas vraiment à envisager le « *vivre avec la possibilité de l'inondation* » qu'un développement de la « *culture du risque* » appellerait pourtant.

## 8.2. La confiscation de la problématisation des inondations par les acteurs publics qui affirment contrôler la situation

« À Lattes, les inondations ne sont pas une fatalité, il n'y a que des travaux qui ne sont pas fait ! »  
[Expression entendue à de multiples reprises lors des enquêtes.]

Dans le suivi des circulations des énoncés sur l'inondation, si le récit des inondations passées n'a pu être relevé, il est une phrase qui a traversé les âges. Cette phrase est de l'ancien conseiller municipal délégué à l'hydraulique, qui s'occupa vingt-quatre ans durant des

réseaux hydrauliques de la commune et accompagna, selon son témoignage, les prémices des travaux de protection effectués récemment sous la nouvelle municipalité.

*« Et durant tout ce temps là, et même avant, je ne m'en vante pas parce que d'autres que moi en seraient fâchés, mais je suis à l'origine quand même du tracé de la Lironde, hein. [...] Je me suis fortement inquiété quand je voyais cette menace que nous avions. Je l'ai trouvé anormal et je l'ai développé. Quand une route, je fais la comparaison avec une route, quand une route traverse un village, et que la circulation devient tellement importante, que fait-on ? On fait une route qui détourne la route et on en fait une autre sur l'autre versant ; alors je ne comprends pas pourquoi pour une rivière, ou un fleuve ou un ruisseau, lorsqu'il inonde un village, pourquoi on ne le détourne pas à l'extérieur ? Alors, je me rappelle que Vaillat, il me dit : " Mais tu me dis ça, mais ça ne se fait pas de détourner les fleuves ! " Je lui dis " Qu'est-ce que c'est cette histoire ? Ça ne se fait pas parce que ça ne s'est jamais fait ! " Alors à Lattes, je leur ai dit, et cela a même était repassé encore récemment dans une réunion à Maurin : " À Lattes, les inondations ne sont pas une fatalité, il n'y a que des travaux qui ne sont pas fait ! »*

[Ancien délégué de la Ville à l'hydraulique 1977-2001.]

Cette dernière phrase fut citée par plusieurs autres anciens de la commune lors d'entretiens. L'analyse des archives de la presse locale ou régionale a également permis de voir qu'elle était régulièrement reprise dans les articles sur le sujet. Dans les articles de presse qui suivirent les inondations qui ont touché le sud-ouest de la commune, la zone de Maurin, en 2002 puis en 2003, l'expression était mobilisée comme une explication, supposant alors une responsabilité. Dans un article<sup>304</sup>, un habitant qui venait de créer une association avec ses voisins sinistrés reprenait explicitement l'expression : *« En matière d'inondation, il n'y a pas de fatalité, il n'y a que des travaux qui ne sont pas faits. »* Il est intéressant de relever que la référence à l'auteur comportait une erreur dans l'article, telle une expression tellement reprise que l'origine en devient floue. En janvier 2004, un autre article titrait : *« Inondations : à qui la faute ? »* Il correspondait au droit de réponse exigé par l'ancien maire à un article de deux pages paru dans la Gazette de Montpellier publié la semaine précédente, titrant : *« Comment a-t-on laissé construire en zone inondable ? »*, et qui mettait en cause *« l'inconscience des maires, celle de l'État et la naïveté des habitants qui ont bâti sans connaître les risques qu'ils encouraient »*. Le maire y citait également la dite phrase, dégageant la responsabilité portée sur l'urbanisation par une protection possible non encore mise en place.

La rhétorique actuelle de la possible maîtrise du fleuve n'est pas propre à la nouvelle municipalité mais est inscrite dans l'histoire urbanistique de la ville. Cependant, ce qui est propre à la situation contemporaine, c'est que les représentants de la Mairie de Lattes ainsi que ceux de Montpellier Agglomération, travaillant aujourd'hui main dans la main sur le dossier de la gestion des inondations, revendiquent une position d'expert en matière d'inondation.

---

<sup>304</sup> Article du Midi Libre, édition du 5 décembre 2003.

L'intention de cette attention portée à la gestion publique est d'en suivre les effets, il s'agit d'observer quelles prises sont données aux habitants, quelle place leur est laissée ou quelles sont celles qu'ils s'octroient, ce que nous pourrions alors aborder ensuite. Pour ce faire, le premier temps de cette section se consacre à la manière locale de composer avec les inondations, en termes de définition (puis de mise en mot) du problème, notamment par la mutation du diptyque politiques – experts couramment rencontré dans la gestion des politiques publiques, en une « politique locale experte et impliquée » (sous-section 8.2.1). L'attention se portera dans un second temps sur le discours que cette politique fait circuler dans l'espace public (sous-section 8.2.2). Ces éléments d'analyse nous permettront alors de qualifier la manière de composer localement avec ce problème public.

### *8.2.1. Une équipe municipale « experte impliquée » et en position légitime pour parler*

*« Nous sommes des experts de la question maintenant. »*

[Un représentant de la Mairie.]

L'étude des dispositifs de résolution des problèmes publics, et particulièrement du rôle grandissant qui y est joué par l'expertise, a été bousculée par la montée récente des problématiques environnementales (Barbier et Larrue, 2011) dans lesquelles s'insère la présente réflexion. Ce lien entre expertise et gestion politique fait l'objet d'une réflexion contemporaine riche et importante<sup>305</sup> (Callon, Lascoumes et Barthes, 2001; Barbier, Cauchard, Joly *et al.*, 2013 2013). Étudier l'expertise nécessite d'en dessiner les singularités, les agencements, les contingences historiques et les dispositifs par lesquels cette légitimité est fondée. L'approche pragmatique et écologique de l'expertise consiste à l'étudier dans son contexte et sa réalisation concrète (Barbier, Cauchard, Joly *et al.*, 2013 2013). Une telle étude n'était pas au cœur de ma problématique mais c'est bien dans cette perspective que j'ai prêté attention à la gestion politique locale du dossier des inondations, et plus particulièrement au rôle qui y est tenu par l'expertise, pour tenter de prendre la mesure de ses effets sur les habitants.

Ainsi que nous l'avons vu en détail dans la première partie<sup>306</sup>, le maire de Lattes occupe une place centrale dans la gestion locale des inondations et a acquis beaucoup de connaissances sur le sujet. Installé dans le quartier des Jardins de plaisance au début des années 1990, il a initialement joué un rôle de « lanceur d'alerte » (Chateauraynaud, 2001) sur le risque encouru à habiter derrière des digues et avait constitué une association d'habitants sur ce sujet. Puis il a constitué une liste d'opposition à la municipalité pour les élections de 1995 en orientant une

---

<sup>305</sup> Un article récent propose une rétrospective des nombreux travaux de ces 40 dernières années en sciences sociales sur l'expertise (Barbier, Cauchard, Joly *et al.*, 2013). Sur la question du lien entre technique et politique en matière de risque, voir notamment le travail de Céline Granjou (Granjou, 2004) et celui de Pierre-Benoît Joly (Joly, 1999), et plus particulièrement sur la gestion locale de l'inondation, voir ceux de Claire Reliant (2004).

<sup>306</sup> Voir section 3.3.

partie de sa campagne sur le sujet des inondations. Il a obtenu un siège de conseiller municipal lors de ces élections. Il a été élu aux élections municipales suivantes, en 2001. Il a eu à gérer le dossier des inondations dès le début de son mandat suite aux inondations mineures d'un quartier de la commune en 2001 puis aux inondations plus conséquentes de la zone de Maurin en 2002 et 2003. Maire de la commune la plus problématiquement exposée aux inondations de ce bassin versant<sup>307</sup>, il a pris une place grandissante localement dans la gestion de ce problème public. Il a été nommé vice-président à l'Agglomération en charge des questions hydraulique, puis président de la Cle, et enfin président du syndicat de bassin versant, le Syble. Il cumule toujours, à ce jour, ces différentes fonctions. La position centrale du maire de Lattes sur le dossier des inondations lui vaut de fréquentes prises de paroles dans l'espace public, où il revendique sa position de spécialiste en matière de gestion des inondations et son implication personnelle dans le dossier. Le maire appuie encore la position de force de la municipalité sur ce dossier en soulignant les compétences de Montpellier Agglomération dont il bénéficie. L'action de la Commune se couple à celle de l'Agglomération, en possession de la compétence travaux sur le dossier depuis 2004<sup>308</sup>. L'utilisation qu'il fait du pronom « nous » permet souvent de souligner ce partenariat. Le service hydraulique de la l'Agglomération dispose des moyens techniques nécessaires à l'instruction du dossier de protection contre les inondations sur la basse vallée du Lez. De plus, les élus trouvent dans la région un environnement entrepreneurial (bureau d'études nationalement reconnus sur la question, maîtres d'œuvre, entreprise BTP) alimentant une offre concurrentielle qui vient armer encore leur légitimité d'action (Vinet, 2007a).

Dans la présentation de la communication de la Ville sur les inondations présentée plus haut, nous avons vu la prédominance du message de maîtrise des inondations. Nous avons également évoqué le registre éminemment technique qui caractérise cette communication. Le maire, tel un support communicationnel doué d'une intention, relaye cette manière de parler de l'inondation. Les discours prononcés, les articles de presse où le maire est cité et ceux où il répond à une interview demeurent dans ce même registre. Le maire y revendique clairement son expertise du sujet, entendu au sens de l'acquisition d'une « *grande habileté, d'un grand savoir-faire dans une profession, une discipline, grâce à une longue expérience* »<sup>309</sup> : il se

---

<sup>307</sup> Selon le Papi Lez 2007- 2013 - annexe 2 : « *Les principaux secteurs à risque se situent dans la basse plaine du Lez, sur le sud de la commune de Montpellier et celle de Lattes, qui concentrent 65% de la population exposée.* »

<sup>308</sup> « La crue de septembre 2003, rappelant l'urgence d'une prise en charge de ce problème, ainsi que l'approbation par l'État du Sage Lez-Mosson-étang palavasiens en 2003, lequel recommande en particulier la réalisation d'un schéma global de lutte contre les inondations, ont conduit Montpellier Agglomération à décider le 29 juin 2004, de modifier ses statuts par l'introduction de deux nouvelles compétences : les travaux d'aménagement hydraulique en faveur de la lutte contre les inondations dans la basse vallée du Lez et l'étude générale en vue de l'élaboration d'un schéma global de lutte contre les inondations dans les secteurs habités des zones urbanisées de Montpellier Agglomération. Par arrêté n°2004-1-2813 du 19 novembre 2004, ces compétences ont été transférées à Montpellier Agglomération par le préfet de la région Languedoc-Roussillon, préfet de l'Hérault. » Source : site internet de Montpellier Agglomération, consulté le 18 janvier 2010. <http://www.montpellier-agglo.com/49121004/0/fiche>

<sup>309</sup> <http://www.cnrtl.fr/definition/expert>



présente comme en mesure d'apprécier le problème, en capacité pour y répondre et en pleine légitimité pour agir.

Outre les discours et les communications médiatiques, parmi les différents canaux possibles de circulation de ce discours valorisant l'expertise de la municipalité, et de l'Agglomération, figurent les réunions publiques d'informations. La tenue d'une réunion publique d'information sur les travaux au cours de l'hiver 2010<sup>310</sup> m'offrit une opportunité pour observer dans le détail la communication mayorale sur le sujet.

Lors de cette réunion, un échange avec une habitante inquiète – que nous avons déjà évoqué<sup>311</sup> –, en illustre la posture. Au moment de l'échange avec la salle, à la suite de la présentation des travaux par l'équipe technique de l'Agglomération, le maire prit le micro. Odette, une habitante des quartiers sud qui furent inondés en 2003 par la Mosson<sup>312</sup>, évoqua très brièvement l'événement catastrophique qui défrayait la chronique à ce moment-là, la tempête Xynthia. Elle le fit en ces termes : « *Dans le Nord, des élus ont fait la sourde oreille, méfions nous !* » Le maire lui répondit alors qu'il se réjouissait de ne pas faire partie de ce type d'élus, et qu'il avait même été personnellement à l'origine de la prise en charge municipale du problème lors de son élection. Il continua en expliquant qu'à l'époque, beaucoup d'habitants lui conseillaient de ne pas « ouvrir ce dossier » de craintes de la dévalorisation foncière que cela entraînerait. Il conclut en disant qu'il ne regrettait rien et ajouta « *mais du coup, je dors bien !* » Odette releva cette dernière phrase et lui fit remarquer que, elle, ne dormait pas bien puisque son quartier n'était toujours pas protégé (les travaux en cours étaient alors interrompus et n'avaient pu parvenir au renforcement des digues du Lez sur tout le linéaire jusqu'à l'extrémité sud de la commune). Le maire, mettant en avant son implication personnelle lors des inondations de 2003 où il avait aidé les secours, armé des ses bottes et d'une parka jaune, lui répondit alors :

*« Notre but c'est de protéger à l'identique tous les biens et les personnes lattoises. [...] Je vous comprends, et vous avez raison, et il nous faut travailler maintenant pour que nous dormions tranquilles tous les deux. [...] Symboliquement, je vais vous dire que j'ai toujours dans mon bureau ma parka, puisque j'avais dit que je ne retirerai pas ma parka que je portais cette année là de mon bureau, elle est accrochée derrière la porte de mon bureau, vous pouvez passer pour vérifier, j'ai toujours ma parka dans mon bureau, et tant que l'on aura pas mis hors d'eau tout le monde, pour l'instant, on a mis hors d'eau une grande partie de la population avec les travaux sur le Lez, il nous faut maintenant en faire autant avec la Mosson, ce jour-là je l'encadrerai dans le hall de la mairie ! »*

La métaphore de la « parka » lui permet de matérialiser son empathie envers les habitants : il partage leurs inquiétudes et s'engage avec eux moralement et physiquement dans ce qui se

---

<sup>310</sup> Un groupe de propriétaires concernés par les expropriations foncières dans le cadre de la déclaration d'utilité publique des travaux avait saisi le tribunal administratif pour vice de procédure dans la procédure de demande de DUP. Le tribunal a statué en annulant cette DUP, contraignant la municipalité lattoise et Montpellier Agglomération à lancer une nouvelle procédure pour obtenir une DUP.

<sup>311</sup> En section 7.2.3

<sup>312</sup> Affluent du Lez qui occasionna les inondations du quartier de Maurin en 2002 et 2003 (voir figure 5 p.18.)

présente alors comme une bataille commune. Aux côtés des habitants, il s'associe à leurs causes : il se bat pour eux, avec eux. En outre, à travers cette métaphore, il affirme sa conviction d'une possible maîtrise totale des inondations sur la commune : lorsque la parka deviendra inutile, elle sera affichée comme un trophée.

Une autre réunion publique d'information, tenue en janvier 2013, visait à présenter le nouveau projet PPRI de la commune suite aux travaux effectués. Elle fut également exemplaire de la position du maire. La réunion se tenait dans la salle du Théâtre Jacques-Cœur de Lattes. Le maire introduisit la réunion en parlant sur la scène, au micro. Il rappela son objet et la situa dans le déroulement normal des procédures pour la validation du nouveau PPRI de la commune. Il présenta les agents des services de l'État (Direction départementale des territoires et de la mer - DDTM) présents et annonça qu'il leur passerait la parole pour la suite de la réunion. Leur remettant le micro, il alla s'asseoir avec le public, au premier rang, à côté d'autres membres de l'équipe municipale. L'exposé fut assuré par l'agent de la DDTM ; il dura environ 20 minutes. Les principes du PPRI et leurs traductions locales furent présentés. Quand le temps fut venu de répondre au public, et dès que la première question portant polémique<sup>313</sup> fut formulée, le maire remonta sur la scène et assura la majorité du reste du débat, coupant à plusieurs reprises la parole à l'agent de l'État afin de répondre aux questions des habitants. Le maire répondit ainsi aux questions suivantes en adoptant une rhétorique de l'expertise, en se positionnant régulièrement comme plus à même de répondre que les experts de l'État ou des agents de la maîtrise d'œuvre ; tout en soulignant régulièrement son implication personnelle sur ce dossier. Il s'associa ainsi aux habitants pour s'opposer à la position de l'État sur le (seul) point polémique du débat, relatif à la possibilité d'agrandir des habitations situées le long des digues. La contestation par le maire des zonages établis par les services de l'État n'est pas nouvelle. Si elle est soulignée ici c'est parce qu'elle atteste de nouveau la position du maire qui, en défendant l'idée d'une possibilité d'agrandir des biens immobiliers situés derrière les digues, et donc d'accentuer la vulnérabilité, marque encore la confiance absolue envers les travaux réalisés. Surtout, et sans pouvoir présumer de l'accord préalable entre le maire et l'agent de la DDTM présent, nous observons une nouvelle fois que le maire se positionne comme un expert aux yeux des habitants au cours de cette réunion. S'il en revenait à l'État de présenter un document de planification issu de ses services, il en revenait au maire d'en rendre compte aux habitants de sa commune, en sa qualité « de compétent » pour en parler.

Au-delà de la légitimité d'expert de la question que le maire de Lattes défend de par ses nombreuses responsabilités locales en la matière, l'histoire de son implication personnelle sur le sujet lui confère une seconde légitimité, une *légitimité habitante* : il partage le destin de ceux à qui il s'adresse. Le maire souligne constamment être un habitant parmi les autres,

---

<sup>313</sup> Le point de désaccord se cristallise sur l'autorisation d'agrandir des maisons qui ont été construites en toute légalité contre la digue dans les années 1990 mais qui sont situées dans une zone où désormais, seule la construction d'une zone refuge de 6 mètres carré à l'étage est autorisée dans les textes.

concerné par la question, s'associant aux soucis des autres habitants. L'assimilation à un habitant parmi les autres lui vaut alors une légitimité *d'habitant impliqué* sur ce dossier.

Si l'on aborde l'expertise par la profession, au sens proposé par Catherine Paradeise (Paradeise, 1988), à savoir « *une combinaison entre une forme d'autorité fondée sur l'accès à la connaissance tirée de l'expérience, et une relation de confiance, plus ou moins généralisée dans un savoir efficace attendu d'une profession ayant acquis un statut reconnu* », le maire de la commune s'est bâti une légitimité « d'expert impliqué » qui participe à lui conférer une délégation légitime du diagnostic et de la décision. « L'observation habitante » a permis de mesurer tout le crédit dont il bénéficie sur le sujet auprès des habitants, et qui le conforte dans cette position.

### 8.2.2. Une situation sous contrôle, un contrôle incontestable

« Dans la réalité des choses, nous ne sommes plus en risque hydraulique sur Lattes. »

[Le maire, en conseil municipal,  
propos repris par un journaliste dans un article du Midi Libre le lendemain, le 20/09/2012.]

Les travaux de protection entrepris visaient prioritairement à éluder le risque majeur de rupture de digue et n'avaient pas prétention à annihiler totalement la possibilité de l'inondation<sup>314</sup>. Toutefois, dans la médiatisation dont ils ont fait l'objet, le message pousse à la confusion, ainsi que nous l'avons vu plus haut. Avec des titres tels que « *Le premier automne à l'abri* » ou « *Enfin protégés* »<sup>315</sup>, le message qui circule est que les travaux entrepris protègent désormais la commune. Les inondations s'énoncent par la négative dans la communication municipale.

« Alors, les inondations : nous sommes désormais protégés jusqu'à 1 500m<sup>3</sup> alors qu'une crue centennale se situe entre 750 et 900 m<sup>3</sup> [...] N'écoutez pas les raseurs : vous ne risquez plus rien ! [...] Vous n'aurez plus jamais d'eau. [...] Donc, dormez tranquille ! [...] Ce n'était pas la même il y a 7 ans ! Bravo l'Agglo ! On a mis 7 ans quand d'autres mettent 10 à 15 ans ! C'est le plus gros chantier de protection urbaine depuis 20 ans ! C'est là une de nos plus belles fiertés ! »

[Propos du maire, réunion d'accueil des nouveaux arrivants, mars 2010.]

Plusieurs situations de l'observation participante ont donné à voir la position de la municipalité quant à l'affirmation d'une protection totale. Les réunions de conseil d'école observées ont été exemplaires de telles situations, où les mentions du possible de l'inondation

---

<sup>314</sup> Les travaux de protection réalisés sur la commune sont l'objet de l'axe 4 du Papi (actions de ralentissement des écoulements à l'amont des zones exposées et restauration des ripisylves) et de l'axe 5 (amélioration et développement des aménagements collectifs de protection des lieux densément habités qui visent à « supprimer le risque de surverse et de rupture des digues » mais où il n'est jamais question de supprimer la possibilité de l'inondation).

<sup>315</sup> Sources : « *Enfin protégés !* », article du journal communal n° 37 de décembre 2008) et « *1<sup>er</sup> automne à l'abri* », article du journal communal n° 36 d'octobre 2008.

sont écrasées par l'assurance qu' « *il n'y aura[it] plus de problème* » par le représentant de l'équipe municipale présent. Cette forme de communication trouve certainement aussi une part d'explication dans le contexte politique national. Avec la multiplication récente des inondations catastrophiques très fortement relayées par les médias et l'évolution du cadre législatif, la responsabilité du maire est engagée pénalement mais aussi publiquement. Pour les maires concernés, il s'agit alors de « sauver la face » avec une contrainte d'autant plus lourde que cela s'inscrit dans une « mission » de représentation. Se faisant, ils sauvent leur « face » mais aussi celle des personnes qu'ils représentent par la politique qu'ils portent, ce qui entend un travail en coulisse et une validation par les membres représentés (Goffman, 1974). Cette validation est particulièrement visible dans la manière dont l'équipe municipale lattoise prend corps autour du maire : il y a une véritable cohésion autour de son projet, qui peut aller jusqu'à des attitudes de mimétisme verbal de la part de certains de ces colistiers.

Lors d'un conseil d'école maternelle en 2009, alors que nous évoquions le règlement intérieur de l'école, et ainsi l'article sur la conduite à tenir en cas de vigilance météo, le représentant de la commune évoqua un problème autour d'une évacuation du collège lors d'une vigilance météo récente. L'inspecteur d'académie avait ordonné, lors de cet épisode, l'évacuation du collège lattois sans consulter au préalable le maire. L'épisode avait fait grand bruit dans la presse. Le maire avait alors accordé pour l'occasion une interview à un journaliste de presse locale pour affirmer haut et fort : « *Je suis le seul maître à bord de ma commune.* »

Lors d'un autre conseil d'école, en 2010, à l'ordre du jour figurait la mise en place d'un nouveau dispositif pour organiser l'évacuation en cas d'alerte. Lorsque la directrice de l'école exposa ce point, je demandai une explication sur la mise en place de cette liste : de qui émanait-elle ? Pour quelles raisons avait-il été décidé de la mettre en place ? Le représentant de la Mairie commença sa réponse par : « *Pour Lattes, on part dans de la science-fiction sur ce dossier.* » Il expliqua qu'il ne parlait pas des inondations directement puisque « *les travaux nous mettent normalement à l'abri* ». Il parlait du système d'alarme : il ne comprenait pas pourquoi on se lançait dans de telles procédures alors qu'à Lattes, le système de surveillance permettait de savoir « *6 heures à l'avance* » qu'une inondation allait se produire. Donc, pour l'école, « *il ne pourra plus y avoir d'effolement* ». Il ajouta à cela que « *théoriquement, cela n'arrivera plus jamais, le Lez qui traverse Lattes, cela n'arrivera plus jamais ! De l'eau dans Lattes, oui, peut-être, mais pas le Lez !* » Cette position, potentiellement controversée, ne fut pas contestée durant la réunion. Selon les travaux de François Dedieu sur la gestion de crise lors de la tempête qui balaya le territoire français en 1999, la fenêtre de temps de 6 heures serait bien trop courte en cas d'événement majeur pour permettre véritablement la mise en place de réactions idoines (Dedieu, 2009). Le cas lattois, où seule une voie d'accès à la ville se situe hors submersion en cas d'inondation, rend d'autant plus probants de tels doutes s'il fallait envisager l'évacuation de la ville en cas d'événement majeur prévu dans un tel laps de temps.

Une troisième situation de réunion de conseil d'école a permis de tracer cette assurance communale d'une situation sous contrôle. La réunion de ce conseil d'école faisait suite à un

épisode de vigilance rouge, en novembre 2011, sur lequel nous reviendrons plus longuement dans le chapitre suivant. La tenue du conseil d'école avait justement dû être repoussée à cause de l'épisode d'alerte météo. Le directeur avait préféré décaler la date compte tenu des conditions météorologiques par crainte que des personnes habitant loin soient tenues de partir plus tôt. En fin de conseil, le directeur de l'école souleva la question de la marche à suivre lors d'une alerte rouge. Le directeur voulait évoquer le cas « *d'une inondation terrible ou très rapide* », en précisant – comme pour anticiper la réponse du représentant municipal – « *même si avec les travaux cela ne devrait plus arriver* ». Il faisait ici allusion à l'épisode du 7 novembre 2011 où la vigilance météo avait basculée de l'orange au rouge dix minutes avant la sortie des élèves, soit quand les parents étaient déjà devant le portail ou en route. Or, lorsque la vigilance météo passe de l'orange (où les établissements scolaires doivent être évacués) au rouge, la conduite à tenir change du tout au tout puisque le protocole de gestion de crise, décidé au niveau national, prévoit le confinement des enfants dans l'école. À sa question – qu'il n'est pas parvenu à finir précisément – s'en suivit alors un « *brouhaha* » immédiat de l'équipe enseignante, dans lequel je distinguai des appels à mieux savoir quoi faire et des dénonciations de la multiplication des alertes. Le représentant de la Mairie aux affaires scolaires coupa court au débat. Il haussa franchement le ton, qu'il adopta très ferme pour un monologue d'une dizaine de minutes sans être interrompu (ce type d'intervention était dans ses habitudes), pour expliquer que de telles questions étaient vaines et qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter. Il rappela que des travaux colossaux avaient été faits et assura qu'il n'y aurait plus d'inondations à Lattes. Il ajouta alors que quand bien même on envisagerait que cela puisse être le cas, l'équipe municipale disposait désormais d'un système de surveillance des crues ultra performant qui permettait de savoir ce qui allait se passer 9 heures à l'avance. Or, ainsi qu'il nous l'expliqua, 9 heures, c'est plus qu'une journée d'école. Donc, selon lui, si la Mairie ne prévenait pas le matin, lors de l'entrée dans l'école, d'une quelconque alerte, c'est qu'il n'y avait absolument pas lieu de s'inquiéter. Il asséna plusieurs fois que ceux qui sont les mieux placés pour gérer cela, c'est bien « eux » (les élus). Il conseilla de ne pas tomber dans la psychose ambiante aux alertes ni de croire tout ce que pouvait dire les médias, toujours les mêmes, qui se plaisaient à alerter les gens. Il revint alors sur l'incident de 2009 où « *un pingouin d'inspecteur d'académie* » avait semé la zizanie en faisant refuser les enfants à 13 heures ou encore en faisant évacuer le collège, rappelant que le seul autorisé à prendre une telle décision est le préfet, et que l'information serait alors transmise par le maire. Il ironisa sur l'épisode de vigilance rouge dont il était question en ajoutant que c'était à la Mairie de statuer sur le niveau de gravité de la situation et à personne d'autre, ajoutant « *quand on voyait le Lez comme il était !* » (sous-entendant que le niveau du Lez ne laissait augurer aucun risque de débordement)<sup>316</sup>. Il affirma encore pour conclure que tout était sous contrôle, et que l'on pouvait faire confiance à la Mairie qui avait tout prévu : « *C'est visible, c'est connu de la*

---

<sup>316</sup> La mise en perspective des annonces officielles en fonction de son expérience sensible en situation opérée par le représentant de la Ville, partagé avec nombre d'habitants, se retrouve assez classiquement dans les analyses relatives aux gestion de crises. Nous reviendrons sur ce point dans le chapitre suivant.

*mairie.* » Pendant son laïus, le représentant de la mairie a utilisé, à l'instar du maire, de très nombreuses fois le terme « expertise ». L'affirmation d'une assurance de protection par un représentant de la municipalité est un facteur inhibant des circulations de paroles sur le possible de l'inondation. Des situations d'interaction entre des habitants ont pareillement permis de révéler de tels mécanismes d'inhibitions de la parole ; nous y reviendrons.

À de nombreuses reprises, j'ai ainsi pu constater que les représentants de la Mairie font appel au registre de l'expertise pour justifier leur action. Par exemple, dans le cadre des conseils d'école encore, toute question posée par l'équipe enseignante à la Mairie se solutionne par la même réponse : la proposition de faire une expertise pour établir un diagnostic et en déduire l'action à tenir. Le recours à l'expertise se généralise dans la gestion publique ; ce n'est pas une spécificité lattoise. L'intention était ici de souligner que ce type de rhétorique ne laisse alors plus beaucoup de prises à l'interlocuteur autre que celle de l'acquiescement devant une gestion aussi apparemment rationnelle et impartiale. Dans les exemples donnés en conseil d'école où lors de négociations entre équipe municipale et équipe enseignante, lorsque le recours à une expertise était avancé pour répondre à une question, cela mettait systématiquement un terme à la discussion. Puisque des éléments d'ordre scientifiques, s'appuyant sur la mesure du problème allaient pouvoir éclairer le débat, il n'était pas nécessaire de continuer à discuter du problème.

Dans le souci annoncé pour le bien-être de ses habitants, sur le dossier des inondations comme sur d'autres, l'équipe municipale revendique fréquemment plus de latitude dans ses d'action. L'action municipale, inscrite dans cette agglomération puissante et dans une région en plein essor, se revendique de plus en plus indépendante des contraintes, qu'elles émanent de l'État ou des experts (autres que ceux de l'Agglomération). À Lattes, le maire comme ses conseillers expriment souvent la difficulté d'agir avec autant de contraintes « extérieures ». Ils voudraient davantage de liberté pour agir comme ils pensent qu'ils pourraient le faire plus efficacement. Dans son discours des vœux du 14 janvier 2010, le maire a dénoncé explicitement les experts scientifiques et l'État qui gèlent l'action publique par trop de réglementation ou de procédure. Alors qu'il avait commencé son discours par l'évocation d'un drame en Haïti<sup>317</sup>, il enchaîna sur la « Grippe A », qui venait de défrayer la chronique médiatique, dénonçant une « *fausse alerte coûteuse* ». Soulignant que ce n'était pas la faute du politique « *car on sait la difficulté de prendre des décisions en situation stressante* » – où le parallèle avec sa propre situation dans la gestion du dossier de risque inondation semblait évident – il désigna le responsable : « *Le principe de précaution.* » Selon lui : « *Que ce soit en matière d'urbanisme, de risque ou de quoi que ce soit, ou encore de la santé* », le principe de précaution empêche l'action. Se posant contre son inscription dans la Constitution française, il dénonça la trop grande place accordée aux scientifiques qui « *gèlent l'action pour l'utilité publique* » ainsi que la trop grande importance des règles, des réglementations, des procédures pour tout et sur tout. L'observation participante a permis de relever à plusieurs

---

<sup>317</sup> Un séisme catastrophique toucha Haïti le 12 janvier 2010.

reprises des dénonciations analogues de la part d'un représentant de la Mairie en conseil d'école. Ce dernier y dénonça régulièrement la position de l'État sur les affaires scolaires mais aussi plus particulièrement sur le sujet qui nous intéresse ici, la gestion du risque inondation.

Cette aptitude est à considérer dans un contexte national de multiplications de catastrophes naturelles où le rôle des maires a évolué. La position de « force » défendue par le maire de Lattes sur le sujet y trouve certainement une part d'explication. Selon l'analyse de Claude Gilbert – appliquée alors à la question du risque nucléaire – ceux qui s'accaparent la gestion du problème, *« déjà désignés comme "responsables" (...) ont donc vocation à devenir "coupables", dès lors qu'ils perdent ou semblent perdre la maîtrise d'une "chose" qui ne leur a pas été confiée (notamment selon des procédures démocratiques) mais qu'ils se sont appropriée »*. Les travaux d'Olivier Borraz et de Danièle Salomon (Borraz et Salomon, 2003) avaient montré que les maires étaient passés d'un rôle de décideur plus ou moins autoritaire à un rôle de médiateur qui devait rendre des comptes en cas de crise. *« Après les crues de 2002, les citoyens inondés ont attaqué les maires devant le tribunal administratif. Les maires eux-mêmes se sont retournés contre l'État. Ces plaintes n'ont pas donné lieu à des condamnations, mais la défiance est parfois réelle entre les services de l'État, les municipalités et la population »* (Vinet, 2007b). Parallèlement, la position de l'État a évolué quand la multiplication de catastrophes largement relayées par les médias ne permettait plus de faire tenir le discours d'un *« tout est sous contrôle »* que l'État tenait jusque-là aux populations et élus locaux (Vinet, 2007b). Dans les tentatives d'amélioration en matière de gestion de crise s'opère un recentrage des services de l'État sur la gestion des crises majeures ; et ainsi, une délégation de gestion des crises de moindre importance (ou du moins anticipées comme tel). Dans la réorganisation récente des services de prévision des crues, ce contexte a par exemple amené les autorités locales à faire appel, en plus du service de prévision des crues institué nationalement (et orienté pour la gestion des crises majeures)<sup>318</sup>, à des prestataires privés pour une meilleure évaluation des situations de moindre gravité apparente. Le service fourni permet alors aux maires d'être aidés dans leur prise de décision par une prévision personnalisée plus réactive (Vinet, 2007b). Cette position nouvelle encourage alors le type de position forte de la part des élus locaux.

Mais surtout, la politique municipale lattoise s'inscrit dans une tradition politique locale empreinte de l'influence forte de l'ancien homme politique montpelliérain, Georges Frêche. Le système politique local de l'Agglomération de Montpellier est ainsi connu pour ses formes de *« concentration des pouvoirs »* et une aptitude limitée à en accueillir d'autres sources (Porté, 2013). Le groupe des politiques locaux formé par l'équipe municipale et l'équipe de l'Agglomération affirme que la situation est sous contrôle et affirme ses compétences pour le

---

<sup>318</sup> Service central d'hydrométéorologie d'appui à la prévision des inondations (SCHAPI) créé par arrêtés interministériels du 2 juin 2003. *« Ce service a été implanté à Toulouse au sein de la météopole afin de bénéficier des synergies avec Météo France, tant sur le plan des activités opérationnelles que de la haute technologie (...) L'objectif est de créer un véritable métier d'hydrométéorologue »* (Tanguy, Carrière, Trionnaire et al., 2005).

dire, mettant en avant toutes ses actions entreprises dans la gestion du dossier. En se plaçant ainsi comme les propriétaires de la gestion locale des inondations, les politiques et gestionnaires locaux cadrent la manière dont on peut ou non en parler. Or, dans le traitement de ce problème public comme dans tous les autres, « *chaque perspective est une façon de voir autant que de ne pas voir* »<sup>319</sup> (Gusfield, 2009) et bien d'autres manières de poser le problème auraient pu être envisagées. Dans sa revendication d'être la mieux placée pour agir, l'équipe municipale, et en particulier le maire, défend sa propre expertise du sujet. Selon leur propos, ce n'est pas l'expertise en général qui « pêche », puisque c'est celle-là même qui légitime leurs actions ; ce qui pose problème, c'est l'expertise autre, celle qui viendrait remettre en cause la vision du territoire portée par ceux qui le gouvernent. Le maire croit en son expertise ancrée et la défend ardemment. Or, ainsi que de nombreux auteurs l'ont démontré dans leurs travaux, « *l'expertise scientifique lie inextricablement l'appréciation scientifique objective et la prise en considération de diverses contraintes, économiques, hiérarchiques ou corporatistes, et que le texte de l'expertise mélange des résultats scientifiques à des opinions sur le risque ou l'intérêt de l'opération* » (Hermitte M-A., 1997: p.88). La porosité des frontières entre la science et le politique trouve ainsi une voie d'expression dans la défense d'une vision du territoire auquel le projet d'aménagement de la basse vallée du Lez participe. La gestion des inondations ne se fait pas en marge des autres questions du « vivre ensemble ». Cette problématique est inscrite dans multitudes d'autres enjeux en présence comme le développement local ou la valeur du foncier. Il s'agit de composer dans la ville complexe. Les travaux de recherche de Freddy Vinet sur la gestion locale de l'inondation en Languedoc-Roussillon montrent combien celle-ci est enchâssée dans des enjeux de développement qui se cristallisent particulièrement sur les questions de maîtrise de l'emprise au sol par Montpellier Agglomération (Vinet, 2007a). L'exposition de la zone aux aléas méditerranéens combinée à sa forte attractivité touristique et résidentielle complique la gestion du développement local ; particulièrement quand celui-ci est inscrit dans une vision du territoire qui vient défier le fonctionnement naturel du milieu. Bien que son initiateur ait disparu, la politique menée par l'Agglomération demeure empreinte de la politique de Georges Frêche (Porté, 2013) ; la continuité qui est donnée aux projets de développement qu'il avait initiés en témoigne. L'un des axes majeurs de ces projets de développement pour la région était de mener Montpellier à la mer. Dès son élection en 1977, les objectifs d'extensions urbaines de Montpellier s'orientent vers le sud-est de la ville. Pour ce faire, les projets de développement urbain se réapproprient le Lez et ses rives à qui la ville avait tourné le dos depuis la Révolution industrielle (Romain, 2010). Ainsi, le développement de la ville a été pensé vers le fleuve et le Sud en opérant parallèlement une mise en protection de certains espaces destinés aux futurs aménagements. Dans les années 1980 commence le long chemin vers la mer par la construction du quartier du Polygone, puis de celui d'Antigone. Alors chargé de l'élaboration du quartier d'Antigone, Ricardo Bofill rappelle que « *la canalisation du Lez [a été initiée]*

---

<sup>319</sup> Joseph Gusfield rendait hommage en empruntant cette phrase à Kenneth Burke : « *A way of seeing is also a way of not seeing.* »



*avec déjà l'idée d'une liaison avec la mer qui permettait d'engager une politique capable de relier des agglomérations qui sont proches. [...] Je voulais donc que la ville se continue sur le Lez dans cette optique de grand territoire »*<sup>320</sup>. Dans la continuité furent construits les quartiers de Richter, Port-Marianne et maintenant ceux de l'avenue de la mer. L'illustration ci-dessous permet de se figurer cette extension de l'agglomération montpelliéraine vers la mer. La partie blanchie du premier plan, celui d'où arrive le regard de l'observateur, correspond à la situation de la ville de Montpellier. Le quartier Richter puis le quartier Port-Marianne, existants, situés en bas à droite de l'image, au premier plan, sont les premiers quartiers qui ont été construits en direction de la mer à la fin des années 1990 puis au début des années 2000. À l'exception de Boirargues, Pérols, et Odysseum, les autres quartiers apparaissant sur cette représentation sont de la projection.

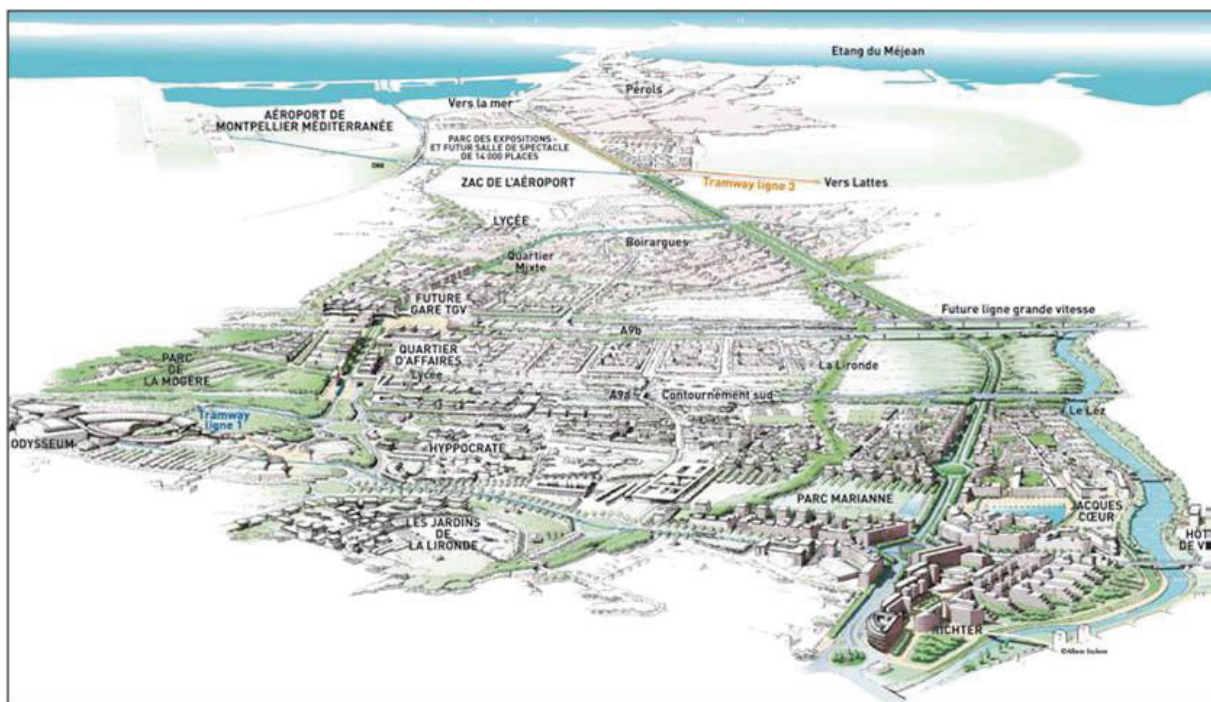


Figure 58 : Représentation prospective de l'évolution de l'agglomération de Montpellier vers la mer  
[A. Jaubert © Source : *Harmonie* n°259, Montpellier Agglomération, février 2009.]

Le caractère inondable de la basse vallée du Lez venait compromettre la mise en œuvre de cette vision du développement. La mise en sécurité de la zone par les mesures structurelles de protection a contribué à rendre possible cet horizon. Aujourd’hui, le projet de développement urbain « *en route vers la mer* »<sup>321</sup> vient parachever la lente progression de l’agglomération vers la mer. Pour que ce projet soit possible, et sans prétendre qu’il en était la seule motivation, la sécurisation des digues du Lez était incontournable. La continuité du développement urbain de l’agglomération vers la mer est désormais argumentée par la maîtrise écologique du développement urbain et du risque inondation. Le projet, ambitieux,

<sup>320</sup> Ricardo Bofill (architecte, urbaniste), « Antigone, dessein de ville » in « *Montpellier, Chroniques de Port-Marianne, une histoire urbaine (1989-2009)* », 2009, Edition Carré. Cité par Juvenal (2010 : p. 11).

<sup>321</sup> Voir annexe 11 pour une présentation du projet.

consiste à développer un nouveau modèle d'urbanité où les notions de proximité et de mobilité douce sont centrales<sup>322</sup>. Il bénéficie du label « écocité »<sup>323</sup> qui en souligne le caractère novateur et ambitieux en termes de développement. À vocation de réhabilitation de la zone commerciale du nord de Lattes aux grands magasins consommateurs d'espace et à l'esthétique contestée, l'idée est de construire autour du réseau de transport en commun des immeubles aux usages mixtes. Cette mixité permettrait de prendre en compte le risque par une répartition des usages qui participerait d'une réduction de la vulnérabilité : le rez-de-chaussée sera occupé par des commerces, le premier étage par des bureaux quand les second et troisième étages serviront d'habitation. Le caractère novateur en matière de développement durable y est revendiqué, par l'intégration de « la nature à la ville » et du risque inondation dans la construction des bâtiments. Si le registre de la gestion du risque s'y voit « écologisé », la croyance en la possibilité de maîtrise demeure intacte, s'inscrivant dans le projet de la modernité écologique (Mol et Sonnenfeld, 2000). Selon ce courant de la modernité écologique, en effet, les avancées technologiques vont permettre de résoudre les problématiques environnementales contemporaines, qui ne sauraient dès lors contredire le développement économique tel qu'il était envisagé avant leur émergence.

Dans cette vision du territoire, l'inondation destructrice n'est pas envisagée, elle n'est qu'une insuffisance technique remédiable dans un contexte où la question de l'occupation du sol est éminemment chargée d'enjeux économiques (Vinet, 2007a). Un entretien avec l'un des experts de la gestion des travaux de protection engagés sur le Lez illustre très bien comment, si l'horizon de la défaillance technique est envisagé, il l'est seulement pour un ailleurs qui n'a pas su tirer parti de la technicité disponible ou a manqué de vigilance.

*« Il y a trente ans on a construit des digues, donc on a pu construire derrière, et maintenant on se rend compte qu'elles peuvent rompre... donc on fait appel à la solidarité nationale et on trouve quarante millions d'euros pour les refaire. [...] Maintenant, avec les travaux il n'y a plus ce risque immaîtrisable de rupture de digue. Le rapport Quévremont avait mis en évidence qu'une rupture de digue pouvait occasionner quelques milliers de morts ! Se faire balayer sa maison, ce n'est pas tout à fait pareil que d'avoir quelques centimètres dans la maison ! [...] Alors que aujourd'hui on met des digues, donc quand c'est inondé c'est que ça a cassé, donc c'est brutal, c'est violent [...] J'ai la prétention de croire que l'on a 10 ans d'avance avec le Var qui a ramassé Draguignan<sup>324</sup> à la figure en 2010 [...] ils viennent de découvrir que la terre était ronde et que les digues pouvaient lâcher ! Il y avait vraiment ce sentiment de protection, que la digue ne pouvait pas rompre. Cette succession d'événement,*

---

<sup>322</sup> Notons au passage que ce sont là deux des caractéristiques de la « ville garantie » (Breviglieri, 2013) dont nous avons discuté en section 5.2 (partie 2).

<sup>323</sup> Le projet en route vers la mer bénéficie d'un label « écocité ». « Le Grenelle Environnement a prévu la réalisation d'une quinzaine de "grands projets d'innovation architecturale, sociale et énergétique" - les "écocités" (...) La démarche écocité, lancée dans le cadre du Plan ville durable, a fait concourir les grandes agglomérations (plus de 100 000 habitants) proposant une démarche résolument novatrice en matière d'ambition de croissance (plus de 30 %) et avec un objectif d'accueil de 50 000 habitants supplémentaires en une génération. Ces projets doivent être également exemplaires sur les enjeux de cohésion et de mixité. » Source : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/13-Ecocites-selectionnees.html> [consulté le 11/12/13].

<sup>324</sup> En référence à l'inondation par rupture de digue de Draguignan en juin 2010.

*en 1999 dans l'Aude, etc. a rappelé que la digue pouvait être un facteur de risque aussi, pas que de protection.*

*D'accord, donc vous pensez que la digue, là [en référence à celle de Lattes] elle peut lâcher ?*

*La digue, en 2002 ou 2003, on était à 40 centimètres de sa crête, j'ai des photos, c'était des digues en terre, qui n'étaient pas renforcées, rien, si l'eau arrive à la crête, qu'elle passe au dessus, ça la casse automatiquement la digue...*

*[Je l'interromps] Mais maintenant qu'elles ont été refaites ?*

*Ha, maintenant ? Maintenant je suis persuadé que cela ne cassera plus. »*

*[Entretien avec un agent de la Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM).]*

La distinction surprenante entre un ailleurs soumis à la défaillance technique et un ici qui sait y résister ne trouve certainement pas d'autre source qu'une conviction profonde du bien fondé du projet servi par ce dispositif technique. Pour adhérer à cette vision du territoire et qui plus est pour la défendre, il est nécessaire de croire en la possibilité d'une maîtrise technique des éléments. Cette conception, dominante, est une croyance partagée entre les acteurs territoriaux engagés dans le développement local. Les experts locaux croient en la possible protection totale des dispositifs structurels. Ils viennent armer l'idée du progrès qui y est défendu par des diagnostics scientifiques issus de modélisation (Goutx et Narcy, 2013). Les autres voies, possiblement contradictoires, ne sont pas attendues et encore moins invitées. Plusieurs témoignages d'habitants m'ont ainsi rapporté leur sentiment « *d'un système où tout est verrouillé* », pour reprendre les termes de l'un d'entre eux. Dans le cadre d'un entretien, un habitant, qui s'est par le passé mobilisé dans le cadre d'une association d'habitant, me racontant la polémique déclenchée par la parution d'un article dans le journal la *Gazette de Montpellier* l'article sur le rapport Quévremont, avança que le souci porté à ce qu'il était possible ou non de dire en matière d'inondation était cadré par les politiques locales.

*« C'est elle qui a fait paraître l'interview de M. Frêche. Comment elle s'appelle ? J'ai oublié son nom, je dois avoir son nom dessus. Et, en contrepartie, on l'a jetée. De la même façon, pour la petite histoire, on a eu un journaliste de Midi Libre qui s'est intéressé à nous tout de suite et qui nous a suivis. Et qui mettait des articles dans le journal à la lumière de ce qu'il savait, des élus qu'il rencontrait et puis de ce que nous lui disions. Et bien, il nous a suivis pendant quelques mois, puis il a été recruté par l'Agglo. CQFD.*

*D'accord ! Il était chez Midi Libre ?*

*Oui, il était chez Midi Libre. Il a été recruté avec un salaire confortable à l'Agglo. Et du coup, évidemment, il était gêné de confirmer les propos qu'il avait tenus initialement parce que ce n'était plus ce qu'on lui demandait. »*

*[Un habitant, ancien membre d'une association sur le sujet des inondations.]*

Une anecdote des conditions d'enquête a permis de souligner un élément de l'histoire de l'instruction du dossier qui abonde dans ce sens. Avant que la décision des travaux ne soit actée, et parce que des controverses divisaient les avis sur le niveau de la crue de référence qui devait servir de base à leurs dimensionnements, un comité d'experts a été constitué, à

l'initiative du préfet, pour parvenir à un consensus sur le chiffre à considérer<sup>325</sup>. Il est intéressant de relever que le seul expert à s'être opposé à la voix dominante d'alors (partagée par la plupart des experts, gestionnaires et politiques locaux) est aujourd'hui totalement écarté du dossier, quand d'autres sont désormais employés de Montpellier Agglomération. Il me refusa l'entretien où je lui proposais d'en discuter.

Le groupe local ainsi formé par les élus et gestionnaires locaux avec les experts s'apparente à ce que Tim Forsyth qualifie de « *boundaries organization* » (Forsyth, 2003) : des agencements qui connectent les réseaux de la science et du politique. Cette capacité à poser une version du problème comme la seule acceptable, est une caractéristique propre aux « propriétaires » des problèmes sociaux, au sens développé par Joseph Gusfield. Elle est le signe de l'autorité culturelle que les politiques locaux s'octroient sur la question ; elle affirme par là l'hégémonie culturelle qu'elle prétend exercer sur son domaine, son problème (Gusfield, 2012: p.128).

La municipalité, via les prises de paroles du maire et de ses représentants, fait circuler des énoncés de maîtrise du phénomène inondation. Par une manière de dire et de faire le « *tout est sous contrôle* » avec une affirmation forte de sa compétence pour l'action, la municipalité lattoise impulse la circulation d'énoncés relatifs à la possible protection contre les inondations.

Les discours rassurants que ses membres font circuler s'appuient sur l'argument d'une expertise technique acquise. Dans l'assurance de cette protection, motivée par un souci apparent de rassurer les habitants, le maire – et ses représentants qui portent le même discours que lui – s'érige comme le plus compétent pour agir de part sa position d'expert et d'habitant concerné qui a su se mobiliser. Il revendique une « expertise impliquée » qui le rend légitime pour dire et agir. Cette position « d'expert impliqué » est largement relayée par les outils de communications, nombreux, rappelons-le<sup>326</sup>, mis à dispositions localement (discours, journal communal, journal de l'Agglomération). Le maire valorise cette position, il l'incarne fièrement. L'assurance de la maîtrise de la situation qu'elle porte est largement reprise par les membres de son équipe qui la font circuler par d'autres canaux encore. Le maire et ses colistiers, renforcés par leur inscription dans l'Agglomération, se revendiquent des experts de la gestion locale des inondations.

L'observation participante menée en conseil d'école a permis de voir que ce type de gestion experte de la commune ne se confine pas à ce seul dossier de l'inondation, mais renvoie plus

---

<sup>325</sup> La définition de la crue de référence est par défaut celle de la plus grande crue connue ; à défaut de disposer de chiffres fiables d'événements historiques, comme cela est le cas pour les crues du Lez, cette définition s'opère par un travail de modélisation.

<sup>326</sup> La politique municipale lattoise s'inscrit dans la politique de Montpellier Agglomération, première agglomération française en termes de budget consacré à la communication. La municipalité lattoise est par ailleurs la première commune de France à avoir mis en place un journal télévisé local, diffusé dans certains lieux publics et plusieurs commerces du centre-ville.

largement à une manière de faire de la politique. Le recours systématique à l'expertise qui aplatit tout et prive les habitants de la possibilité de discuter du bien fondé des actions, se donne à voir plus largement dans la gestion municipale. C'est cette question de la fabrication d'une réalité indubitable et de sa transmission aux publics concernés, propre au style de l'exposition scientifique (Gusfield, 2009), qui est ici pointée. Sur le sujet plus spécifique de l'inondation, où la complexité des sciences de l'hydrologie se pose, la question de l'expertise est d'autant plus cruciale. Les politiques locaux, et particulièrement le maire, en fonction de sa trajectoire dans la gestion locale de la question, avec l'appui de ses colistiers et fort de son inscription dans l'Agglomération, s'auto-désigne comme en charge du problème<sup>327</sup>. Les élus locaux s'octroient la propriété de ce dernier au sens développé par Joseph Gusfield, défini par son cas d'étude de l'alcool au volant aux États-Unis dans les années 1960. « *Être "propriétaire" d'un problème (1981), c'est se voir investi de la reconnaissance et des obligations associées à la charge de s'assurer qu'un degré élevé d'attention et de crédibilité est conféré à l'existence d'un problème ainsi qu'aux informations et idées qui le concernent* » (Gusfield, 2012: p.118). Le propriétaire d'un problème détient l'autorité d'énoncer qu'une situation est problématique – ce que le maire, Cyril Meunier, en ayant joué le rôle du « lanceur d'alerte » (Chateauraynaud, 2001) lors de sa première campagne électorale sur le sujet de la rupture de digue a particulièrement contribué à faire – et donc « *de proposer ce qui pourrait être fait pour y remédier* ». Ainsi, détenir la gestion locale de l'inondation, « *c'est avoir le pouvoir d'orienter et de diriger l'organisation des ressources – les lois, les opinions, les moyens d'applications, les biens et les services – pour contribuer à la résolution du problème* » (Gusfield, 2012: p.128). Le problème est alors que lorsque des sphères s'auto-désignent comme les propriétaires d'un problème, ces derniers contribuent par leurs prétentions à dessaisir les populations de toute compétence en la matière (Gusfield, 2009). Bien que nous pouvons aisément comprendre qu'il était difficilement tenable de communiquer à la fois sur l'ampleur et le coût important des travaux – tout en continuant à affirmer la possibilité de l'inondation – cette assurance de maîtrise totale de la situation questionne de manière évidente la volonté politique locale en matière de prévention de l'inondation. La position forte des autorités locales d'un « *tout est sous contrôle* » présente ainsi le risque de ne pas laisser beaucoup de possibilités pour les habitants de prendre en main l'horizon problématique de l'inondation. L'attention aux rapports entre habitants et politiques locaux ainsi qu'aux formes de mobilisations motivées par le sujet va nous permettre maintenant de questionner quelle place cette gestion locale du problème laisse aux habitants.

---

<sup>327</sup> « *Owning the problem* » selon l'expression de Joseph Gusfield.

### 8.3. Un problème confisqué : manque de prises pour les habitants et achoppement des mobilisations

*« Il n'y a pas que vous, il n'y a pas que l'élu, il n'y a pas que l'expert, nous sommes aussi concernés ! »*

[Un habitant me rapportant les propos que les membres du CVLM<sup>328</sup> ont tenus au préfet lors de sa visite sur le terrain en 2007 avec une collégiale d'experts sur la digue.]

Depuis les années 1960 de nombreux travaux de recherche se sont développés sur le sujet de la participation des publics en matière d'environnement. Leur fort développement est coextensif de la constitution de l'environnement en problème public (Blondiaux et Fourniau, 2011). Sur la question de la participation en matière de risque inondations, les travaux se sont penchés sur les difficultés de la communication en matière de risques entre représentants de l'État et gestionnaires locaux. De ces travaux ressort d'une manière générale que les gestionnaires se placent « *en capacité de* » quand les habitants sont considérés comme « *inaptes à* ». Plusieurs travaux montrent que les gestionnaires du risque ne laissent qu'une place et un rôle limité dans la construction et la formulation de l'action publique face aux inondations. Les travaux de Thierry Coanus et de ses collègues ont porté sur l'explicitation de ces mécanismes excluant la prise en compte des points de vue des habitants et ont expliqué la méfiance de la part de nombre de techniciens envers « *les gens* », de par le clivage historique entre population et gestionnaires : la « *coupure entre un mode de pensée qui se définira comme "rationnel", et un mode de pensée qualifié de "mythique" s'est voulue radicale entre le monde des intérêts particuliers et celui de l'intérêt général* » (Coanus, Duchêne et Martinais, 1999: p.7). Dans ses travaux de thèse, Marie Fournier explique cela par le fait que « *devant l'ampleur des responsabilités des maîtres d'ouvrage, leur ambition est avant tout de « faire comprendre » et de « faire passer » leurs projets plutôt que de tenter une co-construction* » (Fournier, 2011). François Duchêne et Christelle Morel-Journal ont détaillé finement dans leurs travaux comment les revendications des riverains sont souvent rabattues sur la seule défense d'intérêts privés ; le riverain est souvent assimilé à « *un individualiste forcené à qui il conviendrait de toujours rappeler l'intérêt général* », incapable de comportement « *raisonnable* » (Duchêne et Christelle Morel-Journal (dir), 2004). Jean-Michel Fourniau a montré plus largement que bien souvent dans les dispositifs de concertation, les gestionnaires « *tout en accordant au public une possibilité de discuter des problèmes et de leur solution, conservent l'attribution du pouvoir d'élaboration et de décision au seul maître d'ouvrage* ». Selon lui, une concertation au premier sens du terme supposerait « *la capacité donnée aux publics concernés ou touchés d'influencer réellement sur la prise de décision* » (Fourniau, 2007), ce qui demeure marginal aujourd'hui. L'analyse de la communication des gestionnaires locaux sur les inondations, avec des gestionnaires locaux qui s'érigent propriétaires du problème et affirment que « *tout est sous contrôle* », oriente la présente étude

---

<sup>328</sup> Comité de vigilance Lez-Mosson sur lequel nous reviendrons plus loin.

de cas dans la lignée de tels travaux. En conservant notre focale sur la manière dont les habitants habitent dans un milieu exposé aux inondations, l'intention de cette partie est de qualifier quelle place la politique locale laisse aux habitants, quelles sont les prises dont ils ont disposé pour participer à sa conception ou pour adhérer à sa mise en place.

Selon l'analyse proposée récemment par Loïc Blondiaux et Jean-Michel Fourniau (Blondiaux et Fourniau, 2011), les nombreux travaux sur la participation se réunissent tous autour d'un projet commun, celui de « *tenter d'évaluer l'impact réel des dispositifs de participation à la décision, en proposant de les classer sur une échelle en fonction de leur degré plus ou moins fort d'effectivité et de conformité à un idéal de participation véritable des citoyens posé une fois pour toute comme désirable* » (Blondiaux et Fourniau, 2011: p.11). Si le regard porté sur la question ici présentée s'inscrit dans cette réflexion contemporaine – au moins par le postulat normatif sur le bien fondé de la participation auquel il adhère – l'analyse présentée ne peut être considérée comme une étude réelle de la participation des publics. La thèse ne visait pas à analyser la participation dans des temps fort de consultation du public en matière de gestion locale des inondations mais à investiguer comment les habitants composent dans leur quotidien avec cette question. En ce sens, la réflexion engagée ici participe néanmoins à répondre à l'appel d'un questionnement de la participation des habitants qui ne se focalise pas seulement sur les dispositifs explicitement dédiés à cela (Blondiaux et Fourniau, 2011).

Lorsque le travail de recherche a commencé, le projet d'aménagement de la basse vallée du Lez pour la protection contre les inondations avait été validé et les travaux étaient déjà bien avancés. Dans le cadre de ce projet d'aménagement, et plus particulièrement des travaux de protection envisagés qui imposaient l'obtention d'une Déclaration d'utilité publique (DUP), le cadre législatif forçait les autorités locales à l'organisation de réunions publiques d'informations et à la mise en place d'une enquête publique ; dont la réalisation fut antérieure à l'étude de terrain<sup>329</sup>, ne permettant pas leur étude dans le détail. L'étude des formats de la participation du public dans le cadre de la gestion des inondations et des formes de mobilisations d'habitantes sur le sujet s'est ainsi principalement appuyée sur les récits d'habitants ayant participé ou participant encore à des associations d'habitants traitant de la question de l'inondation, ainsi que sur des archives de presse. Plusieurs entretiens longs avec des acteurs de ces associations (passées ou actuelles) ont été menés, un suivi au niveau des blogs de ces associations a été effectué et une recherche ciblée sur les temps de concertation dans la communication municipale et dans la presse a été conduite. Un rebondissement dans l'instruction du dossier permit tout de même l'observation directe de deux réunions publiques d'information sur ce dossier. En effet, en 2010, deux réunions publiques de concertation ont dû être organisées dans le cadre de la nouvelle demande de DUP<sup>330</sup> – pour des travaux qui étaient pratiquement terminés – et ont constitué une opportunité d'observation de moments dédiés à la participation.

---

<sup>329</sup> Ces réunions ont été tenues en janvier 2003 et 2006 et l'enquête publique s'est déroulée en janvier-février 2007.

<sup>330</sup> La DUP qui avait été obtenue pour la mise en place de ces travaux a été « cassée » par le tribunal administratif de Montpellier. Cette décision faisait suite au recours porté pour vice de procédure dans l'instruction du dossier par un groupe d'habitants sur lequel nous reviendrons.

Dans le travail ethnographique centré sur les habitants, il s'agissait de voir si (puis de comprendre comment) les éventuels propos des membres d'associations d'habitants circulaient dans le quotidien des habitants et quelles prises étaient données à ces derniers dans la mise en place de cette politique locale de gestion des inondations. Il s'agissait de saisir le sens donné par certains à leur mobilisation éventuelle et d'en observer la forme (sous-section 8.3.1). Et parallèlement, de définir de quelle manière les habitants étaient invités à participer à la gestion des inondations, en questionnant notamment la place accordée aux *expériences habitantes* (sous-section 8.3.2). L'étude des controverses locales qui se sont développées (ou non) autour de ce dossier va nous permettre de préciser cette interrogation. Ainsi, nous allons regarder comment les « savoirs expérientiels » des habitants – c'est-à-dire les savoirs formés par l'expérience habitante - sont accueillis par cette politique, révélant les formes qu'elles prennent pour l'être. Le recours à l'expression « savoirs expérientiels » vise à ne pas participer au clivage classique savoir expert / savoirs profanes et à appuyer notre intention de considération symétrique de ces savoirs. Nous suivons ainsi la réflexion initiée notamment dans les travaux de Kevin Jones et Alan Irwin (Jones et Irwin, 2013) qui ont montré la très grande variété des positions recouvertes par la notion de « profane » à laquelle la dichotomie expert *versus* non-expert ne rend pas justice. La tendance à la généralisation du recours à l'expertise y compris chez les habitants mobilisés que cette étude de cas permet de souligner, ainsi que nous allons le voir, invite effectivement à s'inscrire dans une telle réflexion.

### *8.3.1. Des mobilisations habitantes qui achoppent : entre « convergence d'intérêts » et découragement*

*« Il y a quelques années, avant qu'il y ait... ces travaux, il y avait quand même... des associations je veux dire... sur cette question-là... C'est vrai que aujourd'hui... Honnêtement, je n'en entends plus parler [en parlant tout doucement]. »*

[Monsieur Commubain, habitant depuis 20 ans.]

L'étude des formes actuelles et passées d'associations et de mobilisations lattoises autour de la question de l'inondation révèle un profil déjà dessiné dans la littérature. Ainsi que cela a été documenté sur d'autres terrains (Bayet, 2005; Fournier, 2011). La constitution de la première association sur le sujet des inondations à Lattes a fait suite aux événements de 2002 et 2003 qui inondèrent la partie sud de la commune (Maurin). L'association formée était une association de victimes dont l'objectif était de soutenir les habitants inondés et de revendiquer la mise en place de dispositifs de protection pour éviter que la situation ne se reproduise. Cette motivation à s'associer pour obtenir davantage de protection contre la crue correspond à l'un des deux principaux ressorts à la mobilisation mis en évidence sur le sujet de l'inondation (Bayet, 2005)<sup>331</sup>. Le second ressort à la constitution d'association d'habitants autour de la

---

<sup>331</sup> La seconde forme d'association mise en évidence par les travaux de Cyril Bayet concerne les contestations face à la mise en place des plans de prévention qui cartographie le risque (et ainsi contraignent les usages de l'espace zoné comme à risque) ou la mise en place des mesures de prévention.



question des inondations, selon les travaux de Cyril Bayet, concerne la mise en place des plans de prévention qui cartographient le risque ou la mise en place des mesures de prévention. L'analyse des archives a permis de trouver des « traces » de telles motivations également. Le premier PPRI validé en 1997 avait fait l'objet de contestation, notamment par la constitution d'un groupe d'habitants d'un quartier situé rive droite, le quartier de la Céreirède, ainsi que d'un groupe de propriétaires fonciers lattois. Les recours devant le tribunal soulignaient plusieurs défaillances dans la conduite de l'enquête publique concernant la mise en place de ce PPRI ainsi que plusieurs éléments remettant en cause la validité même de ce PPRI. Parmi ces éléments, figurait notamment la dénonciation de la non prise en compte des travaux d'endiguement réalisés dans les années 1980 dans la définition de l'aléa. Le tribunal avait statué en 2004 pour annuler ce PPRI. En 2010, un groupe de propriétaires concernés par les expropriations foncières dans le cadre de la déclaration d'utilité publique des travaux a de nouveau saisi le tribunal administratif pour vices de procédure dans la procédure de demande de DUP. Le tribunal a statué en annulant cette DUP, contraignant la municipalité lattoise et l'Agglomération montpelliéraine à lancer une nouvelle procédure pour obtenir une nouvelle DUP. Ces recours avaient alors pour motivation de contester le montant des indemnisations pour les parcelles expropriées. L'étude des registres de l'enquête publique a révélé que les revendications d'habitants concernaient quasi exclusivement ce sujet<sup>332</sup>.

Plus tard, et alors que la longue procédure administrative qui a abouti aux travaux de protection engagés récemment était en cours, c'est une polémique qui a motivé la constitution d'un collectif. Le Comité de vigilance de Lattes-Maurin (CVLM) a été créé en janvier 2007. Il regroupait alors une dizaine d'associations d'habitants. Parmi elles figuraient des associations d'habitants lattois – dont l'association de victimes formée à la suite des inondations de 2003 et d'autres associations de quartiers – mais aussi des associations citoyennes pour la protection de l'environnement aux sujets de concernement et à l'emprise géographique élargis.

*« Parce qu'après on a eu le concours d'autres associations d'ailleurs, qui venaient... nous téléphonaient ou qui venaient nous voir. Je veux dire qu'il y a eu quand même des apports de l'extérieur, on a été étonné de... Et puis de grosses associations aussi qui sont sur Montpellier, qui s'occupent des eaux en général, des bassins versants, et qui nous ont apporté leur concours avec des gens très très pointus dedans. »*

[Un habitant, ancien membre d'une association sur le sujet des inondations.]

Durant la longue procédure administrative qui a abouti aux travaux de protection, un rapport de l'Inspection générale de l'environnement, le rapport dit Quévremont<sup>333</sup>, a été commandité

---

<sup>332</sup> L'emprise des travaux engendrait l'expropriation de 146 parcelles (77 en totalité, 69 partiellement) représentant plus de 87 hectares. (Démoulin, 2007).

par les services de l'État. Cette inspection s'est déroulée courant 2006. À l'issue de l'instruction du rapport, celui-ci n'a pas été rendu public par les autorités. Ce rapport, qui était très alarmiste sur le danger encouru par les Lattois en l'état des choses, a été porté à la connaissance des habitants par la voix de la presse, causant la polémique et motivant la constitution d'un collectif, sous fond de sentiments de duperie par les habitants. Ce rapport avait été publié en juillet 2006, dans sa conclusion on pouvait lire qu' « *au regard du risque d'inondation, la situation de Lattes est très inquiétante. Ceci résulte de la sous-estimation du risque et de l'état des digues. En l'absence de toute réaction, des vies humaines sont exposées, même lors des crues d'occurrence intermédiaire, telles qu'il en existe cinq par siècle en moyenne (crues d'occurrence 20 ans)* »<sup>334</sup>. Dans le courant du même mois, un article de *La Gazette de Montpellier* avait rapporté les propos du président de l'Agglomération, Georges Frêche, qui avait créé une première polémique en suggérant publiquement que l'État voulait faire raser des maisons à Lattes<sup>335</sup>. Il avait alors mentionné l'existence d'un rapport technique émanant de fonctionnaires du ministère de l'Environnement faisant état de menaces importantes pesant sur Lattes en matière d'inondations. Ce même mois correspond à la date à laquelle l'annonce des travaux prévus avait officiellement été faite par le maire de la commune. Dans l'édition hebdomadaire suivante, le maire de Lattes avait alors amené un démenti à cette annonce en assurant que tout était fait pour que les travaux soient à la hauteur de la menace mais en relativisant le risque. Ce « droit de réponse » fut l'occasion d'annoncer officiellement la validation du projet de protection contre les inondations.

*« Vous avez sûrement pris connaissance d'un article de « La Gazette de Montpellier », édition du 14 juillet qui affirme que l'État veut raser 200 villas sur Lattes dans le cadre de la protection contre les inondations. Cette partie qui fait référence à un éventuel rapport confidentiel de l'État a toutes les chances de vous avoir troublé. C'est pour cette raison que je vous écris personnellement, afin de contredire officiellement cette information sans fondement. Tout ceci est faux. Il n'est pas prévu de raser une seule maison sur Lattes, et la carte associée à cet article ne correspond à aucune zone à risque prioritaire. Par ailleurs, c'est avec plaisir que je profite de ce courrier pour vous annoncer que la démarche pour protéger Lattes des inondations liées au Lez initiée lors de notre arrivée en mairie en 2001 vient d'aboutir. Le démarrage du chantier est prévu en mars 2007 pour nous assurer une protection dès l'automne par la mise en service du déversoir et du chenal de la Lironde. L'ensemble du dispositif sera terminé au printemps 2008. D'ici là, une enquête d'intérêt public sera réalisée à l'automne prochain. Nous comptons sur vous pour soutenir ce projet qui nous mettra à l'abri des risques de rupture de digue jusqu'à des niveaux de crues de références très élevés, plus de 750 m<sup>3</sup>/s. Pour vous éclairer, en septembre 2005, le Lez est monté à 430. (...) Il n'est pas question de raser 200 maisons. »*

[Cyril Meunier, dans un article de *La Gazette de Montpellier*, édition du 21 au 27 juillet 2006]

---

<sup>334</sup> Cet extrait est relevé dans le document du Papi.

<sup>335</sup> Article publié dans la rubrique « La puce à l'oreille », édition de *La Gazette de Montpellier* du 14 au 20 juillet 2006.

Quelques mois plus tard, en décembre 2006, c'est une journaliste qui apprend alors aux habitants l'existence réelle du dit rapport et ce qu'il contenait en publiant un article<sup>336</sup> dans le journal *Marianne* qui titrait : « *Un rapport secret sur les nouveaux risques d'inondations.* » On pouvait y lire « *un document de juillet 2006, enterré jusqu'à ce jour, décrit les risques graves d'inondation qui menacent Montpellier et ses environs. Une Nouvelle-Orléans « bis »... Et pourtant, on ne fait rien !* » Ou encore : « *À Lattes, dans la banlieue sud de Montpellier, 8 200 personnes sont exposées au danger.* » Un an auparavant, la journaliste qui a signé cet article, Isabelle Verbaere, avait été remerciée pour le poste qu'elle occupait à *La Gazette de Montpellier*. Quelques temps avant elle avait initié la publication dans ce journal local d'un dossier qui avait, lui aussi, créé une polémique sur le sujet en titrant : « *Crue et inondations : faut-il raser Lattes ? Le phénomène Mississippi pourrait se reproduire ici* »<sup>337</sup>. Quelques semaines après la catastrophe suite au passage de l'ouragan Katrina aux États-Unis, aux lendemains d'un violent orage, le sujet, ainsi affiché dans la presse locale a fait réagir. Le maire de Lattes avait aussitôt demandé un droit de réponse où il défendait sa position d'un maire expert des inondations en train de mettre tout en œuvre pour faire valider et financer des travaux qui protégeraient la ville<sup>338</sup>. Ce dossier polémique avait finalement participé à alimenter l'argumentaire du maire et de son équipe : la nécessité impérieuse de renforcer la protection. Le conflit opposant le maire avec la journaliste avait cependant abouti quelques semaines plus tard au départ de cette dernière du journal montpelliérain.

Sans pouvoir qualifier précisément les effets générés localement lors des parutions de ces articles – même si les entretiens avec leur auteure et plusieurs habitants ayant suivi l'affaire ont permis quand même d'en prendre une certaine mesure –, le spectre de la tromperie dans l'instruction des dossiers plane encore pour ceux qui ont suivi cet épisode. Pour les membres engagés dans le collectif CVLM, c'est ce sentiment d'avoir été trompés qui a motivé la mobilisation de certains habitants.

*« Un collectif d'association s'est constitué se substituant aux autorités pour informer les Lattois ; il a recueilli plus d'un millier de signatures dans des pétitions faites dans le cadre de l'enquête d'intérêt public sur les travaux à réaliser et compte être présent à toutes les étapes de réalisation des travaux. »*

[Extrait de la lettre d'un habitant adressée à la journaliste pour la remercier de son article dans *Marianne* datée de janvier 2007.]

Ce dossier de l'Inspection générale de l'environnement, qui préconisait un niveau très élevé de protection, a ensuite été le principal appui aux argumentations du CVLM lors des échanges avec la municipalité sur la gestion des inondations. Les entretiens avec les membres du CVLM ont donné à voir un recours quasi systématique aux informations techniques contenues

---

<sup>336</sup> L'article du journal *Marianne* (édition du 2 au 8 décembre 2005) figure en annexe 12.

<sup>337</sup> L'article du journal *La Gazette de Montpellier* (édition n°899 du 9 au 15 septembre 2005) figure en annexe 13.

<sup>338</sup> Voir figure 12 (p.99).

dans ce rapport, révélant la non remise en cause par ces derniers de l'expertise scientifique en tant que telle.

Selon les habitants interrogés, la municipalité relativisait à ce moment-là certaines informations qu'il contenait pour la définition du programme d'action à adopter ; selon eux pour des questions de financement principalement.

*« Sur le rapport Quévremont il prenait la parole en disant : (ton moqueur) " Il y avait quelqu'un qui avait dit... qui a alarmé les populations... que cela ne correspondait pas à une réalité..." Bref. Pour faire court, ses propos étaient des propos de dénigrement, en tous les cas, il ne se voulait non pas modérateur, mais il refusait le rapport Quévremont. Il ne l'acceptait pas... Il mettait en doute les chiffres, voir la capacité de ce monsieur à traiter d'un sujet (...) Il prenait la parole publiquement pour dire : « Certains courent après le rapport Quévremont, mais c'est quoi Quévremont.. ? Qu'est-ce qu'il dit... Quelle est sa légitimité ? Il affole les populations, il cite des chiffres, il affole les populations, est-ce que ces chiffres correspondent à la réalité...? » Alors, en disant cela, comme cela, il montrait un dédain, alors semer le doute cela peut-être une technique... Donc, vous voyez, il y avait... On disait les choses tout en relativisant. Sous prétexte qu'on ne veut pas faire peur aux gens, mais c'est surtout parce que quelque part on ne sait pas aussi quels sont les frais qu'on va nous demander. Mais là, la décision a été prise, le coût de 40 millions, il était arrêté, c'était... financé en totalité par Montpellier Agglo, le conseil général, le conseil régional et l'État, voilà. Mais c'était une façon de minimiser les choses, alors que dans ce genre de truc on ne minimise pas. »*

[Un habitant, ancien membre d'une association sur le sujet des inondations.]

Aujourd'hui, à distance de « l'affaire », ce rapport de l'inspecteur général Philippe Quévremont est présenté par le maire comme le fruit de leur demande d'une évaluation de la situation par les services de l'État, dans une procédure « normale » d'instruction du dossier.

Ce que cette affaire donne à voir, par la rétention d'informations par les autorités publiques qu'elle a révélée, ce sont surtout les craintes des autorités locales face aux réactions possibles des habitants. Il apparaît difficile de trouver autre motivation à ne pas rendre ce rapport public que celle de ne pas « affoler ». Dans un découpage classique entre « risque objectifs » et « risques subjectifs », les autorités locales semblent attribuer aux habitants une irrationalité latente qui fait craindre leurs réactions excessives éventuelles. Ces derniers, en décidant quelles informations doivent ou ne doivent pas circuler dans l'espace public, s'érigent en un pôle structurant dont la compétence repose sur l'expertise, face à un pôle potentiellement déstabilisateur, le public (Gilbert, 2003).

Bien que leurs rangs se soient vidés, certains membres du CVLM (mais aussi des habitants des quartiers inondés en 2002 et 2003) continuent à suivre activement les dossiers pour obtenir le même niveau de protection que Lattes-centre sur les quartiers sud de la ville et sur la zone de Maurin. Les travaux de renforcement des digues ont été retardés par les recours devant le tribunal administratif et ils ne sont pas encore finis sur la portion sud du Lez. La plaine de Maurin, non totalement prémunie des inondations par les travaux de renforcement de la protection entrepris sur le fleuve le Lez, fait l'objet d'étude pour l'amélioration de sa

protection. Cette zone n'est pas présentée par les gestionnaires locaux comme totalement à l'abri des inondations, comme l'est la zone de Lattes-centre située rive gauche. Les études en cours visent à déterminer comment renforcer le niveau de protection de l'affluent du Lez, la Mosson, à l'origine des inondations de 2002 et 2003. Les quelques habitants encore actifs suggèrent qu'un arbitrage politique (sur fonds de logiques économiques) a délimité cette zone en « zone d'expansion des crues » au profit du développement de l'agglomération vers la mer, qui nécessitait avant tout la protection de Lattes-centre. Un mail reçu d'un habitant militant alors que j'étais encore dans la première phase « d'observation habitante discrète » trace le suivi du sujet par certains, et illustre les liens qu'ils opèrent entre protection et continuité du développement local.

*« Bonjour,*

*Je me permets de vous adresser quelques réflexions suscitées par la lecture de votre projet de thèse.*

*Il ne peut que m'intéresser puisque depuis 2002 le sujet des inondations nous « hante »...*

*Je pense que l'originalité de la situation lattoise tient au fait que la commune a subi en 2002 et 2003 des inondations sur la zone de Maurin. De là se sont créés des associations anti-inondations (collectif) mais les habitants de Lattes, eux, ne sont encore que des inondés « virtuels ».*

*Le rapport Quévremont (étouffé dans un premier temps) et l'enquête sur les travaux du Lez ont été portés essentiellement par ceux qui avaient déjà été inondés... ailleurs qu'à Lattes même !*

*De plus, la communication municipale et de l'Agglo prétendant que le risque a disparu n'est pas de nature à maintenir une vigilance ! (voir les projets visant à construire sous les digues, du collège au théâtre !). Dans cette affaire, par le rapport Quévremont, l'État a « ouvert le parapluie » pour couvrir sa responsabilité... Et malheureusement AUCUNE des recommandations ou préconisations qu'il contenait n'a été mise en œuvre dans les travaux (malgré nos demandes et les demandes des commissaires enquêteurs). Il semble que le but essentiel de nos édiles est de recommencer à urbaniser en éliminant les zones rouges de la commune (et le but de l'Agglo est de continuer à urbaniser en amont). Le problème est que toute l'eau de l'agglo finit obligatoirement à Lattes ! (bassin d'expansion des crues de l'agglo). »*

[Mail reçu en 2009 d'un membre du CVLM.]

Le CVLM est formé principalement par des habitants de Maurin, située rive droite du Lez et où la rupture de digue de l'affluent au fleuve La Mosson a causé les dernières inondations de la commune (2003). Il est intéressant de souligner qu'au sein de la rareté des circulations du « sujet inondation » observée sur le terrain, la seule association encore active soit formée par des Maurinois, dont nous avons pu voir la spécificité en terme d'appartenance communautaire vis-à-vis de Lattes-centre<sup>339</sup>. Ainsi, parmi les acteurs qui se sont manifestées lors de la consultation du public sur le projet de protection des inondations, rares sont ceux qui habitaient Lattes-centre, zone pourtant la plus directement concernée par le projet.

---

<sup>339</sup> En section 1.3 (partie 1).

*« Nous, associations, on avait créé des associations anti-inondation mais le paradoxe c'est que nous, on s'est occupé des travaux sur Lattes, alors que nous... nous, on est sur Maurin, ce sont les gens de Maurin qui se sont occupés... On est allé voir le commissaire enquêteur, on a essayé d'argumenter... Bon, on était intéressés (rire) mais en même temps on trouvait bizarre qu'il n'y ait pas de... de, voilà, qu'il n'y ait pas de... »*

[Un habitant, membre du CVLM.]

Aujourd'hui l'activité associative locale autour de l'inondation est quasi inexistante. La seule activité associative militante sur le dossier des inondations qui perdure est celle du CVLM. Leur visibilité dans l'espace public lattois demeure cependant assez limitée. Leur mention dans la presse est rare et en tant qu'habitante de Lattes-centre, je n'ai jamais été informée de leur existence autrement que par mes recherches dans les archives de la presse. Aucune autre forme d'association n'a cours à Lattes-centre sur le sujet de l'inondation. Et si l'on exclut ses mentions dans des cadres partisans – sur lesquels nous reviendrons plus loin (chapitre 10) – où le sujet de l'inondation vient « nourrir » des revendications plus larges, ses mentions dans le milieu associatif ont pratiquement disparues.

Ce déclin des mobilisations passées et l'achoppement de mobilisations actuelles s'expliquent en partie par le fait que les travaux de protection ont répondu, en grande partie tout du moins, aux appels à la protection lancés par les associations d'habitants réunis en collectif au début des années 2000. Si de nombreuses questions techniques ont été sujettes à controverses, tous les membres rencontrés m'ont fait part de leur satisfaction vis-à-vis des mesures prises. Ainsi, des controverses perdurent sur le niveau de la crue de référence<sup>340</sup>, qui détermine le dimensionnement des ouvrages, mais la plupart des personnes rencontrées qui sont ou se sont mobilisés sur le dossier ne remettent pas pour autant en cause le bien fondé des travaux réalisés.

L'analyse des registres de l'enquête publique pour les travaux de protection a révélé également que très peu de contestation du bien fondé des travaux de protection étaient portées à ce moment-là. Quasiment tous les habitants qui se sont déplacés ou ont envoyé un courrier pour exprimer leurs points de vue ou leurs revendications ont souligné leur contentement vis-à-vis du projet de renforcement de la protection, voire ont félicité les pouvoirs publics de sa mise en place. Les revendications concernaient quasi exclusivement les questions d'expropriations totales ou partielles dont font l'objet les propriétaires de terrain bordant les digues ou le chenal de la Lironde. Les propriétaires en contestaient régulièrement l'ampleur et faisaient valoir le préjudice moral engendré, en assortissant régulièrement leur demande d'une

---

<sup>340</sup> Notamment un débat qui fut vif pendant la procédure d'enquête publique sur le projet de protection, perdue (faiblement) sur la valeur de la crue de référence. Les données des crues historiques n'étant pas disponibles, la crue de référence – qui permet le dimensionnement des ouvrages de protection – a été définie par modélisation. Les controverses ont eu cours à propos du chiffre défendue par Montpellier Agglomération (et la Commune) jugé comme sous estimé. Un comité d'expert avait à ce sujet été réuni par le préfet et certains dénoncent les connivences entre les experts nommés dans cette commission et Montpellier Agglomération, notamment parce que plusieurs d'entre eux travaillent désormais au sein de l'Agglomération. Il m'a été donné de mesurer le caractère explosif du débat lorsque le seul expert qui défendait un chiffre plus élevé que les autres a refusé de m'accorder un entretien malgré mon insistance.

meilleure indemnisation compensatrice. Par ailleurs, il est à souligner que nombre d'entre-eux dénonçaient la manière – très tardive – dont ils avaient été informés de la situation.

Ainsi, une certaine « convergence d'intérêts » – non sans rappeler la « *logique de l'entente* » mis en avant dans les travaux d'Habermas comme force éthique inhérente à la vie en société et qui rend l'accord rationnel entre les différents membres d'une société sinon probable, du moins parfaitement plausible (Bordreuil, 2007) –, a prévalu sur les désaccords persistants en terme de niveau de protection. Mais ce contentement envers les mesures prises ne semble pas être le seul facteur explicatif au déclin de la mobilisation du CVLM. La démobilisation ou l'achoppement de cette dernière à Lattes-centre semble trouver des explications dans les tensions entre habitants et gestionnaires sur la conduite de la procédure de concertation.

Dans les entretiens conduits avec des représentants associatifs locaux, le manque d'information sur l'instruction du dossier et le manque de considération de leur point de vue sont les deux principales raisons qui ont été énoncées pour justifier leur désengagement. Pour beaucoup des habitants qui ont ou ont été engagés dans des associations locales dont l'activité est concernée par la question des inondations, ce « manquement à l'idéal participatif » constitue un choix délibéré, celui de simplifier les instructions de dossier en évitant de considérer les points de vue qui ne rencontrent pas ceux des intérêts dominants localement :

*« Pour la Mosson, si vous voulez, il y a une étude qui est en train de se faire, mais nous, si vous voulez, on n'est pas du tout associé dans cette étude.*

*Et pourtant vous faites partie de la Cle*

*Et du Sage !... Oui... mais pourtant on est pas du tout... (...) Je ne suis pas associé.*

*Et ils ne transmettent pas les informations ?*

*Non, on aura un compte-rendu une fois que ce sera fait, mais disons : on n'est pas partie prenante dans l'étude.*

*Du coup, c'est un peu paradoxal... parce que vous êtes sur le terrain... Il y a personne qui vous demande ce que vous en pensez ?*

*C'est un choix, c'est un choix [rires].*

*Excusez ma naïveté ...*

*N'étant pas d'accord avec eux : cela crée des problèmes... Si on évite de prendre certains groupes... on évite les problèmes. C'est un choix ! »*

[Monsieur Lacustran, engagé associativement dans le domaine de l'eau.]

Les représentants associatifs illustrent souvent, mais pas seulement, leur dénonciation du manque de transparence dans l'instruction du dossier des travaux de protection par « l'Affaire du rapport Quévremont ». Plusieurs anciens membres actifs expliquent ainsi avoir « *baissé les bras* » parce qu'ils avaient le sentiment que leur point de vue n'était pas du tout considéré par les politiques et gestionnaires locaux. Chez de nombreux habitants, et particulièrement chez les quelques militants (ou ex-militants) associatifs rencontrés, s'exprime un découragement vis-à-vis de l'intérêt à se mobiliser. Ainsi, alors que je questionnais un membre actif de

l'association CVLM sur la non-présence des membres de l'association à la réunion publique d'information sur les travaux dans le cadre de la procédure de DUP en mars 2010, présentée plus haut, il me confia son sentiment d'effort vain : « *Je ne suis pas allé faire de la figuration car lors de la vraie enquête, nos efforts avaient été inutiles.* » Il faisait alors allusion, par « vraie enquête », à l'enquête publique pour la mise en place des travaux de protection, où les membres du CVLM avaient porté des revendications qu'ils estimaient ne pas avoir été prises en compte. Ces dernières consistaient en le rappel de points mis en exergue par le rapport Quévremont. Ce sentiment de ne pas être entendu est partagé par plusieurs des autres militants rencontrés. Pour certains, il en va du droit à participer à un problème qui les concerne. Selon plusieurs habitants concernés, ce droit ne leur aurait pas été accordé, justifiant d'avoir laissé tomber et laissant planer un air de suspicion sur les choix qui ont été faits. Un long entretien avec le président d'une association de quartier ayant participé à la constitution du CVLM a permis de revenir en détail sur « l'Affaire Quévremont ». Ses propos ont souligné les frustrations d'habitants ayant été écartés de la gestion du problème, quand ils s'en sentaient pourtant fortement investis eux aussi :

*« On n'a pas été écouté, alors que démocratiquement on aurait dû [...] Et notamment le fait de ne pas avoir été associé à la réalisation des travaux, ne nous a pas permis de savoir comment ils ont réellement fait les digues [...] Et donc on n'a pas été associé. Donc, même si l'entreprise était sérieuse, elle n'a jamais fait que ce qu'on lui demandait, voilà. Donc le doute est toujours là [...] Parce qu'il demeure... Si vous vous baladez, il demeure encore des tas de roches, de grosses roches. Alors sont-elles là pour le paysage ou parce qu'on veut faire une piste de... un truc d'escalade ? Ou est-ce qu'on veut... on doit les réserver pour quelque chose ? On n'en sait rien. Et ça, ce n'est pas... ce n'est pas sérieux de ne pas avoir associé les gens. »*

[Un habitant, ancien membre d'une association sur le sujet des inondations.]

Les représentants associatifs qui se sont mobilisés sur ce dossier dénoncent l'opacité de la conduite du projet et le découragement que cela a initié dans leurs démarches. Ils expliquent ce peu d'ouverture aux opinions des habitants par une volonté de conserver la propriété de la gestion du problème, l'associant à une « *chasse gardée* » :

*« Ce rapport, quand on l'a eu, on s'est réuni à quelques uns. J'ai proposé à quelques uns, quelques personnes qui étaient assez intéressées... très intéressées d'ailleurs, parce que c'était des gens d'abord, qui étaient concernées, et puis des gens qui ont pris conscience tout de suite de la chose, et qui ont agi. Donc on a déjà distribué ce rapport ... On a informé les gens du lotissement ici. On a distribué des tracts, on a proposé qu'ils aillent sur internet parce qu'il était gros le rapport, tout en ayant repris dans nos petits flyers un certain nombre d'éléments avérés, démontrés par monsieur Quévremont. Et donc les gens sont venus à la réunion. La réunion, quand on l'a proposée, les ... les gens... On a eu beaucoup de monde... mais un petit détail c'est que quand j'ai proposé au maire de faire, de nous prêter une salle... il n'a pas jugé cela de son goût du tout. Il m'a dit : « Je vais venir vous voir, je vais vous expliquer ce que c'est le problème des inondations ». Jusque là il avait*



*préféré garder le silence... [...] Donc, il m'a dit textuellement : « Tu viens, je vais t'expliquer ce que c'est le rapport et je ne vois pas pourquoi tu veux en parler ! » Bon, moi j'ai ma liberté de parole, je dirige une association de quartier, l'objectif c'était aussi l'environnement. C'est d'ailleurs à ce titre là que je me mêlais de ce qui me regardait. [...] L'environnement c'est tout ce qui concerne notre cadre de vie [...] Et... donc, à ce titre là j'étais tellement justifié de faire cela... Mais le maire, il a fortement marqué sa réticence... bien qu'il m'ait prêté la salle quand même parce qu'il était difficile de dire non à quelque chose qui touchait l'ensemble de la population [...] Donc là, il était un peu obligé parce qu'il aurait eu immédiatement un autre flyer montrant sa position [...] mais il ne l'a pas fait. Mais il a quand même marqué le fait que c'est un domaine réservé, or, ce n'est pas un domaine réservé !*

*Alors après, la Mairie a fait beaucoup de réunions d'information pour informer les gens qu'il allait y avoir des travaux. Mais pour dire que : un, des travaux allaient être faits, ce qui est normal ; deux, pour dire « Cocorico c'est moi qui sauve la France ! ». »*

[Un habitant, ancien membre d'une association sur le sujet des inondations.]

Ce fait, que nous pouvons attacher au constat plus large de la faible effectivité des procédures participatives, points communs aux analyses sur la participation (Blondiaux et Fourniau, 2011), n'a rien d'exceptionnel. Le désenchantement de la participation (Barbier, 2005), découlant de cette faible effectivité, s'inscrit ici dans un contexte politique spécifique, marqué par l'empreinte de la concentration des pouvoirs de Montpellier Agglomération et une orientation originale de la municipalité sur la question, ainsi que nous allons le voir plus en détails maintenant.

### *8.3.2. Une définition du problème et un format participatif qui n'encouragent pas la mobilisation des habitants*

*« Ah, non, non, il le dit par lui-même, il dit : « Je ne suis pas pour la démocratie participative » ; c'est son choix. Bon... Il n'aime pas être contredit, ça c'est clair. »*

[Un habitant.]

En matière de gestion politique d'une manière générale, l'équipe municipale en place, et particulièrement le maire qui la représente, ne se prononce pas pour la démocratie participative. Publiquement, à plusieurs reprises, le maire l'a exprimé clairement. Tout autant que le trop de contraintes de l'État ou des expertises rendues obligatoires. Selon lui, la tendance à la généralisation de la démocratie participative freinerait l'action. Le maire ne se cache pas d'une telle prise de position quelque peu « politiquement incorrecte » dans cette période où l'appel à la participation dans la gestion publique se généralise. Il affirme ne pas accorder de crédit à une telle entreprise. Ses détracteurs, tout autant que d'autres personnes ne partageant pas son point de vue sur cette question, traduisent cette prise de position par un défaut de transparence dans les actions menées.

*« Ça, c'est pour le premier point. Et le deuxième aspect qui me gêne, effectivement, c'est le*

*manque de concertation qui aujourd'hui existe, hein. C'est que de la communication je dirais descendante, mais... ce n'est pas ascendant, hein. Je veux dire, que, bon. On communique, bien, et puis c'est fini. Et puis ça ne remonte pas. »*

[Monsieur Etanan, habitant depuis 40 ans, environ 65 ans, famille Lattoise depuis 3 générations.]

Cette critique d'un « *défaut de transparence* » dans l'action politique locale est largement reprise par les groupes de conseillers municipaux d'opposition dans l'espace d'expression qui leur est alloué dans le journal communal de la ville.

*« En ce qui concerne les projets que nous découvrons une fois qu'ils sont complètement bouclés, aucune proposition de travail participatif nous est proposé. Et pourtant dans la démarche du projet Écocité, par exemple, qui a illustré les vœux de M. le maire, la participation et la concertation des habitants sont préconisés mais sur ce plan à Lattes, RIEN DE NEUF ! »*

[Paul Arrouet et Linda Adria, « À gauche pour Lattes ». Extrait du journal communal n° 50, juillet-août 2011, p. 15.]

Sans que cela ne constitue une particularité locale, « l'observation habitante » a effectivement permis de régulièrement faire le constat de « défauts » dans la transmission d'information sur la vie de la commune, ainsi que l'illustrent les extraits de notes de terrain figurant ci-dessous.

17/09/10. Je passe en mairie chercher un document pour la FCPE. J'en profite pour consulter les panneaux extérieurs. Les papiers en vitrines semblent exposés depuis bien longtemps... Ils sont tous jaunis et cornés. Impossible même de lire la date du conseil dont le procès verbal est affiché. En rentrant le soir, je fais de la veille sur internet et trouve sur le blog de l'opposition que le dernier conseil municipal a eu lieu quelques jours avant seulement... Une nouvelle fois : j'ai raté l'information. Je vérifie : ce conseil n'était pas annoncé sur le site de la Mairie.

Extrait de la Synthèse n°10.

25/07/11. Informations communales. Conseil municipal.  
Encore une fois, j'apprends la tenue (passée) du conseil municipal. Encore une fois, sur le site de la Commune ne figure pas l'information.  
Sur leur site figure un procès verbal annoncé comme « Le dernier conseil » du 25/09/11.Or, lorsque on le sélectionne, il s'agit du procès verbal du conseil municipal du 27/07/11.

Extrait de la Synthèse n°12.

Sur le sujet qui nous intéresse plus précisément, l'observation régulière de la mise à disposition sur le site internet de la commune du PPRI a révélé une approximation des informations transmises. Les documents de présentation du PPRI (carte de zonage et règlement) sont ainsi apparus avec des dates d'approbation différentes pendant le travail de terrain. Un document disponible en ligne – à l'envers pendant plusieurs semaines (le règlement du PPRI avait été scanné à l'envers) – révèle encore ce peu de souci dans la qualité de l'information transmise aux habitants.

La tenue de deux réunions publiques d'information sur le projet d'aménagement de la basse vallée du Lez, dans le cadre de la procédure de demande de DUP en mars 2010, a constitué une opportunité d'observation directe de la manière locale de composer avec l'impératif participatif. Autorisés à filmer la réunion publique<sup>341</sup>, nous avons pu procéder à une analyse vidéo de la première des deux réunions, celle organisée dans la commune concernée par le projet, à savoir Lattes. Le format de la réunion était un exemple typique de dispositif de consultation (Callon, Lascoumes et Barthes, 2001; Berger, 2009; Richard-Ferroudji, 2011) : dans une salle municipale, un écran pour la projection de transparents faisait face à une cinquantaine de chaises disposées pour accueillir les habitants. La présentation était assurée par le maire de Lattes (pour rappel également vice-président de l'Agglomération en charge des questions d'hydrauliques et président du Syble), le responsable des travaux, Nicolas Zumbhiel des services hydrauliques de Montpellier Agglomération, ainsi que par le chef de ce service qui s'exprimaient debout, face à l'auditoire.



Figure 59 : Photo d'une réunion publique d'information sur les travaux de protection contre les inondations Mairie de Lattes (salle des mariages), 3 mars 2010. [Audrey Richard-Ferroudji © 2010.]

La présentation, appuyée par des transparents projetés sur l'écran, consista en un rappel du déroulement du chantier de protection contre les inondations. Le bien fondé du projet fut défendu par les mêmes arguments que ceux figurant dans la communication papier analysée précédemment : des arguments du registre de la maîtrise des éléments par la technique à l'appui d'expertises scientifiques chiffrées. La parole fut en premier lieu prise par le responsable des travaux, qui fit la présentation générale des travaux Puis, elle fut rapidement reprise par le maire qui assura pratiquement tout l'échange avec la salle jusqu'à la fin de la

---

<sup>341</sup> Pour l'observation de cette réunion, nous étions quatre. Un ami «étudiant» était là pour filmer et deux collègues l'accompagnaient. Pour ma part, encore dans ma position «d'ethnographie discrète» (détaillée en section 5.1 de l'introduction) à cette date, je me suis tenue à distance, arrivant et repartant seule de la réunion. Il est à souligner que l'autorisation ne fut cependant pas directe. La demande fut formulée au maire directement qui la transmis alors à sa chargée de communication qui eu comme premier réflexe de répondre par la négative. Elle passa ensuite un coup de téléphone avant de nous dire que finalement, nous pouvions filmer si c'était dans le cadre d'un travail étudiant.

réunion. À plusieurs reprises, la maire coupa la parole pour répondre aux questions en lieu et place du responsable des travaux à qui elles s'adressaient. Le maire s'imposait ainsi comme la personne « référente » du dossier, celle en mesure de répondre à tous les questionnements le concernant. C'est lui qui était au centre de la scène, dans une réunion au format participatif des plus « classiques », dans le sens d'un format de participation, où « *il s'agit dès lors d'instruire le public pour lui faire comprendre les biens fondés des décisions publiques* » (Clayes-Mekdade, 2006). Les modalités pratiques de la réunion n'ont pas été désignées pour accueillir d'autres formes de savoirs que celui établi par l'expertise hydraulique. Dans une forme de type « grande messe », le but de la réunion était de convaincre du bien fondé de son action pas d'en discuter les fondements (Bherer, 2011). Même si dans ce cas particuliers cela peut se comprendre, car cette procédure de concertation était organisée dans une démarche de DUP alors que les travaux étaient déjà en partie réalisés, d'autres situations ont permis de confirmer cette analyse. Une réunion publique d'information, tenue en janvier 2013 pour présenter le nouveau projet PPRI de la Commune suite aux travaux effectués fut ainsi exemplaire. La réunion se tenait dans la salle du théâtre Jacques-Cœur de Lattes. De nouveau, nous nous trouvâmes dans un format de réunion de type « grande messe » : sur la scène, face à la salle, était disposé un grand tableau pour la projection de transparents et un bureau avec deux chaises à sa droite. L'exposé fut assuré par un agent de la DDTM. Il dura environ 20 minutes pendant lesquelles les principes du PPRI et leurs traductions locales furent présentés. Lorsque le temps des questions du public fut venu, plusieurs vieux messieurs de l'assemblée ont vainement tenté d'exprimer – en les argumentant – leurs doutes sur plusieurs points très précis de la présentation, de par leur longue expérience sur le terrain ; leurs familles y étant établies depuis plusieurs générations. À plusieurs reprises, le représentant de l'État qui assurait la présentation ou le maire de la commune qui répondait aux questions, ont « évacué » ces propos, les moquant même parfois. Les archives de la presse et du journal communal rendent compte des réunions publiques d'informations qui ont été menées dans le cadre de la procédure de concertation pour les travaux de protection<sup>342</sup>. Ces réunions étaient du même format que celles observées ci-dessus. La grande salle de conférence du musée Lattara était mise à disposition. Sur la scène, face au public confortablement assis, se tenait le maire et les représentants de l'Agglomération, maître d'ouvrage, dont les responsables des services hydrauliques. Un grand écran permettait de projeter les transparents sur lesquels s'appuyait le propos. Ce dernier, selon les témoignages d'habitants présents, consistaient en la démonstration du bien fondé des travaux et de l'assurance de la protection contre les inondations qu'ils allaient permettre. Le même effort communicationnel relevé dans le journal communal sur ces travaux peut être remarqué dans l'organisation de ces réunions, leurs nombres ayant dépassé celui prévu par les textes pour s'adapter aux nombres d'habitants et à la taille de la salle disponible. Les conclusions des journalistes suggèrent des réunions où un accord tacite se donnait à voir entre gestionnaires et politiques locaux et habitants sur le bien

---

<sup>342</sup> Deux réunions publiques d'informations ont été tenues dans le cadre de la concertation avec mise à l'enquête : les 11 janvier 2003 et 14 janvier 2006.

fondé de la protection. En mars 2010, pareillement, lors de la tenue de la nouvelle réunion d'information sur les travaux de protection dans le cadre de la procédure de la DUP, le public fut peu nombreux et le peu de réactions de l'assemblée – dans un contexte de pluie battante et au lendemain d'une inondation catastrophique en Vendée – suggéra la difficulté de porter publiquement une critique de la définition du problème tel que posé par ceux qui affirment en être les propriétaires.

La difficile remise en question du problème tel qu'il est ainsi défini par les autorités trouve une part d'explication dans la difficile prise en main de ce dernier, quant il est présenté comme éminemment technique et complexe. Si plusieurs habitants ont rapporté avoir suivi « de loin » la mise en place de cette politique de gestion, voulant s'informer de ce qui se passait autour de chez eux, la plupart confient ne pas véritablement connaître « le dossier ». Certains habitants justifient ce qui pourrait être qualifié d'un manque de concernement par l'absence de compétences pour juger, ou pour savoir de quoi il retourne tout simplement.

*« Parce que tout l'aménagement des digues, et tout, c'est vrai que sur le « Lattitude », il y avait tout... Enfin, ça avait été tout bien relaté. [...] Après bon, quand ce n'est pas ton... ton domaine, ce n'est pas évident de savoir. Après c'est que... On va dire que les gens font bien leur travail parce que sinon ! [Rire] Sinon, après, tu peux l'étendre un peu à tout dans ta vie de tous les jours : je vais tout faire par moi-même ! [Rires] “Bon, ben, écoutez... La digue, je m'en charge ! » [Rires]*

[Madame Partais, environ 35 ans, habitante depuis 7 ans, sur le départ.]

Avec ce manque de connaissance reconnu sur ce sujet qu'ils perçoivent comme éminemment complexe et technique, les habitants s'en remettent alors à ceux qui affirment – haut et fort – maîtriser le sujet.

*« Oui, mais quand même, si on dit que l'on a confiance en la digue mais qu'on le dit toujours au conditionnel... »*

*M : Parce qu'on n'est pas non plus ingénieur en hydraulique, machin... Je ne sais pas, moi j'ai vu... Moi la dérivation sur le Vidourle tout ça, moi j'en ai entendu parler comme ça mais de loin, je ne sais même pas comment cela fonctionne, voilà... On n'est pas non plus... J'imagine qu'il y a des gens plus expérimentés que moi...*

*D'accord, il y a une part d'incertitudes, c'est ça ?*

*M : Il y a un flou artistique un peu autour, on fait confiance, comme d'habitude, aux gens compétents, quoi [ton de l'évidence]. »*

[Entretien collectif 1.]

La « convergence d'intérêts » relevée entre gestionnaire et association sur le bien fondé de la protection se retrouve ici avec les habitants d'une manière plus générale. À cette « convergence d'intérêts » s'ajoute, pour les habitants, un sentiment d'incapacité sur un sujet aussi complexe. Ce sentiment trouve aussi une part d'explication dans le *design* même de la participation. Dans un format participatif fortement institutionnalisé, l'intention est de

favoriser l'acceptabilité sociale des projets, et non de laisser une place à « *l'expression des conflits, substantiels ou de valeurs.* » (Blondiaux et Fourniau, 2011: p.29). Plusieurs situations ont montré en effet qu'il n'y avait pas de place pour accueillir d'autres formes de savoir que celui faisant autorité ici, ou encore d'autres formes de définition du problème dépendant d'autres visions de ce que doit être le développement d'une manière plus générale. Ainsi, si des savoirs expérientiels des habitants sur le sujet de l'inondation se sont largement donnés à voir dans le cadre des entretiens avec des habitants anciennement installés ou dont l'histoire familiale les ramenait au lien à l'eau dans le milieu ; ces savoirs ne sont absolument pas visibles dans l'espace public. Leur expression dans un cadre public, telle la dernière réunion d'information sur le nouveau PPRI en janvier 2013, a montré de manière éloquentes comment ces savoirs expérientiels ne sont pas pris au sérieux par les gestionnaires et politiques locaux. Les prises de paroles d'anciens habitants, tentant de mettre en avant certaines limites au projet – selon leur expériences d'événements passés – ont rapidement été écourtées par le représentant du service Risques de la DDTM ainsi que le maire de la ville animant la réunion. Cette interruption de la parole fut alors justifiée, à ce moment précis, par leur impossible considération étant donné les modifications techniques opérées depuis avec les travaux. Plusieurs témoignages d'habitants se sentant concernés par les choix de gestion des inondations ont rapporté combien les savoirs expérientiels des habitants n'étaient pas attendus par les décideurs locaux pour statuer sur les mesures à prendre. Il n'y a pas de plus-value perçue à leur prise en considération. Les travaux de Carole Barthélémy sur les ressources halieutiques du Rhône ont montré comment les savoirs locaux détenus par les pêcheurs amateurs sont peu pris en compte par les scientifiques (Barthélémy, 2005). Cette auteure souligne la « *difficulté d'accorder deux mondes différents, dans leur rapport pratique et symbolique à la nature* » (ibid., p.5). La prise en compte d'autres formats de parole que celui de l'expertise implique effectivement un travail de mise en commun des savoirs qui peut paraître coûteux en temps, d'autant plus lorsque l'on ne perçoit pas le potentiel de ses apports.

Les savoirs expérientiels des habitants peuvent difficilement être publicisés et demandent un travail de mise en forme pour être portés sur la scène publique. Deux éléments caractéristiques des formats de paroles portées par les représentants associatifs semblent constituer une réponse à l'accueil frileux qui leur est réservé. Dans les entretiens avec des habitants impliqués (ou ayant été impliqués) dans des associations autour de la question de l'inondation, deux éléments se sont révélés communs dans la manière de parler des habitants mobilisés interviewés : l'effacement du soi et le recours au registre de l'expertise.

Dans tous les entretiens, la même difficulté à faire parler *l'habitant mobilisé* de son propre engagement, de sa trajectoire militante, s'est donnée à voir. Quand bien même des relances étaient explicitement formulées pour questionner l'histoire personnelle de l'implication de l'habitant, celui-ci déviait très rapidement de ce questionnement sur sa personne pour formuler des propos sur l'objet de sa mobilisation. À l'inverse de ce que Nina Eliasoph a pu caractériser des engagements politiques américains issu de ses travaux d'observation du

militantisme, où les justifications à l'engagement se rassemblent dans la catégorie de « *ce qui nous touche vraiment* » ; ici, être crédible pour les habitants signifie parler de l'intérêt de tous et effacer ses motivations personnelles. Dans les entretiens menés sur les mobilisations associatives s'observe un refus de parler de soi qui illustre une des caractéristiques principales de l'action citoyenne française : le recours à la grandeur civique comme ressort de la justification à l'action (Thévenot, 2001; Koveneva, 2011). La grammaire citoyenne que l'on pourrait qualifier de « civique » engage l'abandon des attachements associés au corps personnel pour poursuivre les visées générales d'un corps collectif : « *Sur le chemin du public, savoirs et expériences familières sont écartés* » (Koveneva, 2011: p.790). Nous pouvons souligner avec le cas présent que ce travail de « *l'effacement du soi* », peut ironiquement s'inverser quand la légitimité à parler pour les autres est acquise. L'exemple du maire de Lattes nous montre qu'une fois la légitimité de parole acquise, au contraire, remettre en scène son expérience, son implication personnelle, peut être un gage de légitimité supplémentaire. La seconde caractéristique commune aux discours des habitants mobilisés est celui du recours au langage de l'expert. Dans le cadre des entretiens, comme celui des prises de parole publiques, les associatifs s'expriment dans le même langage que celui de leurs interlocuteurs décideurs. Ils appuient leurs argumentations sur l'expertise et non l'expérience. Les habitants militants rencontrés font preuve de connaissances très pointues du dossier des travaux de protection ainsi que de l'historique de la protection. Les entretiens avec des habitants impliqués dans des activités associatives autour de l'inondation ont montré combien leurs connaissances étaient techniques, précises et chiffrées.

*« C'est en fait le fluvial de Montpellier, tout le fluvial de Montpellier arrive dans la Mosson, le Rieucaulon qui est maintenant le fluvial de Saint-Jean-de-Védas et Ovalie, toute l'eau de ces endroits-là arrive ici, en fait c'est plutôt un pluvial et la Mosson, qui est beaucoup plus importante, Le Lez on dit 900 m<sup>3</sup>/s en cas de crue ; le Lantissargues on dit 65 m<sup>3</sup>/s en cas de crue centennale; le Rieucaulon c'est 60-70 et la Mosson c'est autour de 500. »*

[Monsieur Gangean, habitant depuis 12 ans.]

Les revendications qu'ils portent sur la scène publique s'appuient sur la référence au rapport Quévremont ainsi que sur le recours à des « contre » expertise. Ainsi, la principale association active sur la commune sur le dossier des inondations, le CVLM, a eu recours aux services d'un élève ingénieur de polytechnique qui a réalisé une étude<sup>343</sup> dans le cadre d'un stage afin de caractériser la problématique des inondations en rive droite du Lez (où se situe le quartier de Maurin).

Les entretiens avec des habitants impliqués dans le CVLM ont fait part des démarches reposant sur des (contre) expertises qu'ils ont menées.

---

<sup>343</sup> Lambou, F. (2009) « Analyse de la problématique hydraulique en rive droite du Lez et des risques sur la commune de Lattes (village de Maurin) » école Polytechnique de l'Université d'Orléans. Rapport de stage 4A filière GGE.

« Le partiteur c'est pareil, le partiteur de crue, si vous voulez, se déclenche à chaque 400 mètres cube/seconde pour économiser du béton. Franchement, ils ont économisé 900 000 euros. Ils ont économisé du béton, au lieu de le faire à 450 mètres cubes/seconde, c'est-à-dire que là, le partiteur en fait va se déclencher beaucoup trop tôt. Au début de la crue. En général, un partiteur, il faut attendre que la crue soit au plus fort. S'il se déclenche au début, il se remplit et il n'est plus opérationnel. Alors ça, c'est un argument qu'on avait repris aussi de Quévremont. Il y a le côté amont et aval dont je viens de parler, et puis le fameux chenal de la Lironde, alors là aussi ils ont fait de drôles d'économies, c'est-à-dire qu'au début, si vous voulez le chenal, au début ce chenal il devait faire 275 mètres de large, ce qui était quand même assez important, donc il a été réduit à 150, on économise de 125 mètres de ..., puis il a été creusé à 1,50 mètres, ce qui est quand même assez important au niveau profondeur. [...] Alors là, nous on l'a relevé au niveau collectif, on est allé sur les chantiers, on a pris des repères. On le voit parce qu'au début, si vous allez vous balader, au début à la Côte-à-l'os, vous voyez, si vous vous baladez sur le chenal, vous voyez des pylônes électriques d'EDF, donc on voit bien l'ancien niveau et combien ils ont creusé. Alors, pour eux ça a été pas mal parce que du coup on a pris des photos. C'était vraiment évident qu'ils avaient creusé à 40-45 centimètres, admettons 50 centimètres pour ne pas être méchant... Après sur le reste du chenal, à partir, si vous voulez tout le secteur où il y a des fouilles archéologiques, le terrain de foot qui, au parcours de santé, là il n'y a pas eu de décaissement du tout. Alors, là il aurait dû être en surélévation. Il n'y a absolument pas de creusement. »

[Monsieur Gangean, habitant depuis 12 ans, passionné d'histoire locale.]

Pour être portés en public, les discours d'habitants impliqués ont tous subi le même formatage d'effacement de leur inscription privée pour adopter un langage distancié, par le recours à l'argumentaire de la science. Les revendications des habitants donnent à voir la tendance à appuyer l'argumentaire dans le même registre de l'expertise sur lequel s'appuie l'argumentation des gestionnaires (Callon, Lascoumes et Barthes, 2001; Gramaglia, 2005). Or, ce travail de formatage du discours, d'autant plus sur un sujet cadré comme éminemment complexe, n'est pas à la portée de tout le monde. Il s'opère ainsi une forme de sélection qui participe certainement largement à expliquer le peu de participation des habitants relevé dans l'instruction de ce dossier de gestion des inondations. Les travaux comparatifs de Laura Centemeri sur des formes de mobilisations environnementales en France et en Italie, lui ont permis d'aboutir aux mêmes conclusions (Centemeri, 2006). Dans le cas français qu'elle a étudié, elle a relevé l'« *exigence d'une mise en forme publique des personnes et de leurs relations* ». Elle montre très finement comment la politique participative française « *bien que descendue plus près des citoyens, leur demande quand même un effort individuel de montée en généralité qui est très coûteux et qui implique un très fort détachement vis-à-vis de la façon dont les problèmes sont, tout au début, appréhendés par les personnes* ». En matière de gestion publique des inondations, cette manière de faire apparaît comme le pendant à la tendance des gestionnaires français à appréhender des mobilisations riveraines comme guidées par les seules émotions ou assises sur la défense d'intérêts particuliers (Coanus, Duchêne et Martinais, 1999; Bayet, 2005; Fournier, 2011). La réception par les gestionnaires de l'expression des savoirs expérientiels ne permet pas de mise en équivalence dans les



discours. Le format de la « participation » proposé lors des concertations publiques ne les accueille pas (Fourniau, 2009; Richard-Ferroudji, 2011). En appelant à un reformatage des savoirs expérientiels, le processus participatif, hautement institué, présente alors un double paradoxe. Tout d'abord en ce que le format attendu de la participation opère un frein à l'expression des habitants quand il devrait favoriser – théoriquement – leur expression. Et surtout, ce format de participation amène à reformater les savoirs expérientiels pour qu'ils puissent être portés publiquement. Or, le travail de formatage subi par ces savoirs habitants pousse alors à les dénaturer ; ils perdent par là, justement, toutes leurs substances. En effaçant les justifications du proche (effacement du soi) et en faisant disparaître les récits d'expériences au profit de la « mesure » objective, le processus participatif dépossède et désarme ceux au nom desquels il est, officiellement et paradoxalement, mis en place. Au-delà du débat sur la valeur du contenu des savoirs, experts versus habitants, nous voyons sur ce sujet, dont les autorités publiques s'octroient la propriété, pour assurer ses prétentions, qu'il faut disqualifier celles des autres. Le format de participation n'est pas fait pour accueillir d'autres savoirs, d'autres définitions du problème ou visions du territoire que ceux portés par les propriétaires désignés du problème, les autorités publiques.

*« En dépit de la volonté des pouvoirs publics français de s'approcher au plus près du territoire et du simple habitant, déclarée dans une série de lois récentes dites de "démocratie de proximité", certaines pratiques locales de concertation restent toujours empreintes de la logique de représentation, ce qui conduit à sanctionner les voix singulières ne correspondant pas au format de l'expression de l'intérêt général »* (Koveneva, 2011: p.810). L'étude des formats par lesquels les habitants ont ou sont appelés à participer à la mise en place de la politique publique locale de gestion des inondations, nous incite à nous associer à cette conclusion commune dans le champ des travaux sur la concertation et en particulier ceux qui concernent les concertations environnementales. Dans le contexte actuel de politiques nationales et européennes en matière d'inondation appelant à une « culture du risque », la réussite de cet apprentissage nécessiterait pourtant d'impliquer les populations. Ainsi, la politique locale de gestion des inondations interroge de par le manque de « prise » pour les habitants qu'elle a institué. Dans l'explicitation de l'achoppement local des mobilisations, participe une certaine « convergence d'intérêts » qui a prévalu entre habitants et gestionnaires. Les mobilisations qui se sont formées visaient principalement à obtenir davantage de protection, correspondant à ce que le projet d'aménagement porté par les autorités locales visait justement à obtenir. Le public (ici formé autour de la question de l'inondation) ne se forme qu'en cas de besoin et se défait une fois son travail accompli (Dewey, 1995 ). Le fait que les actions des politiques locales aient œuvré dans le même sens, a participé à l'affaiblissement de ces mobilisations mais il ne suffit pas à expliquer le peu de « circulation de la chose inondation » auprès des habitants relevé sur le terrain. Ainsi, l'attention portée dans cette section aux mobilisations associatives, ne doit cependant pas faire oublier leur

marginalité. Aujourd'hui elles sont rares et peu suivies. Les positions défendues par les quelques membres encore actifs du CVLM ne circulent pas chez les habitants. Ce qui domine largement dans l'espace public est le discours d'assurance de protection porté par les autorités locales. Les entretiens avec des habitants ont permis de révéler leur adhésion apparente à la possibilité de la protection ; laissant penser à une non-remise en cause de la délégation de la décision. Le format de participation par lequel ils étaient appelés à se mobiliser participe cependant à cette non-remise en cause ; par un discours très technique, sur un sujet aussi compliqué que « l'hydraulique », les habitants reconnaissent leur incompétence et s'en remettent aux experts ; révélant combien le processus d'accaparement du problème fonctionne. Chez les habitants qui se sont mobilisés sur la question, si l'on retrouve également une non-remise en cause du bien fondé de l'expertise, on relève des dénonciations dans la manière politisée de s'en servir, fournissant des arguments aux découragements à se mobiliser. Le format de la procédure de la concertation, et l'accueil qui y est réservé aux *savoirs expérientiels* des habitants, n'était pas désigné pour favoriser la participation active des habitants.

## Conclusion. Mise en visibilité de la maîtrise, mise en invisibilité du danger

« Mais ce n'est plus inondable ici... avec tous les travaux qu'ils ont faits ! »

[Une habitante.]

Dans la valorisation de la gestion locale du risque inondation s'observe une prévalence du registre de la protection sur celui de la prévention. Ce qui circule dans l'espace public ce sont surtout des circulations afférentes à la possibilité de maîtrise de l'inondation. Les aménagements de renforcement des ouvrages de protection sont présents physiquement, ils sont également, et surtout, valorisés par la communication politique de la Ville et de l'Agglomération. Le discours qui appuie cette valorisation, dans un registre éminemment technique, est celui de la possible maîtrise des éléments par l'Homme. Dans le traitement médiatique du cours d'eau domine une logique fluxiale (Narcy, 2002). Le rapport au fleuve apparaît clivé entre une valorisation esthétique, liée à des usages de loisir, une représentation de l'inondation maîtrisée, exclue des quartiers ; où le rapport à l'eau est simplifié aux deux seules dimensions de l'esthétisme et du danger. L'information produite notamment par la Ville et l'Agglomération ne permet pas de faire des liens mais au contraire schématise, compartimente les lieux en fonction d'usages cadrés. Cette nouvelle « *culture urbaine de l'eau* » (Claeys, Allard, Ami *et al.*, 2009) élude alors la possibilité de l'inondation des représentations ordinaires du fleuve. Si les obligations réglementaires en termes de communication sur les risques aux habitants ou de sensibilisation des scolaires sont remplies, elles le sont dans un registre éminemment technique qui participe d'une assurance de

protection. Cette assurance, qui éloigne l'horizon de l'inondation des esprits, se fait concomitamment avec une disparition des mentions des inondations passées. L'absence de volonté politique de marquer les mémoires locales de l'inondation est mise en relief par un effort de « devoir de mémoire » opérant bien, mais dans d'autres domaines

Si la tradition ingénieuriste de la région, dont l'histoire révèle l'édification de sociétés vernaculaires de maîtrise des eaux, participe à expliquer le mode d'action local, il ne peut suffire quand d'autres manières de faire se donnent à voir dans la même région. Une étude parallèle à la réalisation de cette thèse par d'autres membres de l'équipe d'Irstea, et à laquelle j'ai pu participer, a été menée sur la « socialisation des inondations » dans un quartier de la ville de Béziers. Ces travaux montrent ainsi, *a contrario*, comment sur cette commune, dépendante des mêmes collectivités puisque située sur le même département, la politique locale consiste en une mise en visibilité de l'inondation où les habitants sont partis prenantes d'un « vivre avec la possibilité de l'inondation » (Richard-Ferroudji, Dupont, Durand *et al.*, 2014 (à paraître) à paraître). Un travail comparatif a d'ailleurs pu être mené entre la commune de Lattes et celle de Béziers sur la manière de composer politiquement sur la gestion des inondations (Durand et Richard-Ferroudji, 2012). Cette analyse a révélé que la principale différence entre les deux cas se situait au niveau des profils de catégorie socioéconomiques, révélant la prédominance d'enjeux économiques différenciés. Ces différences participent à former des visions de territoire opposées, sous-tendues par des représentations différenciées de ce que doit être le progrès. La politique lattoise menée en matière d'inondation s'inscrit dans une manière plus large de faire de la politique localement et ce, sur deux points. Premièrement, le projet d'aménagement de la basse vallée du Lez s'inscrit dans une politique d'aménagement plus large dont est dépendant le développement de l'agglomération ; et notamment son grand projet de mener la ville à la mer. Ce projet ne pourrait se réaliser sans la conviction profonde en la possible maîtrise des éléments, sans l'adhésion en la modernisation écologiques (Mol et Sonnenfeld, 2000 ). Deuxièmement, l'assurance de protection en matière de risque inondation est empreinte d'une politique locale caractérisée par des formes de « concentration du pouvoir » et que d'aucun pourrait qualifier de paternaliste, en ce qu'elle place le citoyen lambda dans l'incapacité de savoir ce qui est bien pour lui et l'assurance de le faire en son nom (Porté, 2013).

Les autorités publiques locales se revendiquent expertes de la question et en pleine capacité pour gérer le problème. La Commune, avec l'aide de l'Agglomération, très impliquée sur la question, s'érige en experte de la gestion des inondations. La propriété du problème que s'octroient les autorités publiques locales repose sur le postulat initial de la possibilité d'objectiver le problème. « *Considérés comme existant en soi, ces dangers ont des causes qui peuvent être identifiées, des probabilités d'occurrence qui peuvent être calculées* » (Gilbert, 2003: p.57). Cette forme de « mise en risque », figurant parmi les trois modes de fabrique des risques définis par Claude Gilbert, repose sur l'articulation entre expertise et décision. Les autorités publiques y apparaissent comme les plus légitimes pour définir les priorités. La qualité d'expert que ces dernières s'octroient ici, propre aux spécialistes d'un sujet, ne pose

pas de problème en soit mais elle est prise dans un échange dialogique avec les habitants. Dans cet échange, assumer ses prétentions se fait par la disqualification de celles des autres. Par un recours à l'expertise systématique sur un sujet présenté comme éminemment compliqué et en assurant maîtriser le problème, les politiques locaux, et notamment le maire de la commune, figure de « l'expertise impliquée », ne laissent pas beaucoup de prise aux habitants pour se l'approprier. Les mobilisations qui ont surtout eu cours pour appeler à davantage de protection sont devenues marginales aujourd'hui. Ces mobilisations rejoignent les volontés politiques et gestionnaires locales, elles ne s'y opposaient pas frontalement. Nous observons une certaine « convergence d'intérêts » entre gestionnaire et habitants sur le principe de protection de l'inondation localement et, ainsi, peu de traces de contestations passées fortes – et encore moins actuelles –, à la politique mise en œuvre. Aujourd'hui le sujet ne mobilise pratiquement plus. Les seules voies qui portent (faiblement) sont celles de victimes d'inondations passées sur la zone sud de la commune qui ne se sentent pas encore suffisamment protégées ; les travaux sur cette partie là n'étant pas encore terminés. Cette « convergence d'intérêts » n'est cependant pas la seule donnée explicative à la participation limitée des habitants dans la gestion publique du problème. La position technicienne qui est défendue par les politiques locaux, s'affirmant propriétaires du problème, n'accueille que difficilement les habitants. Le format des concertations mises en œuvre, et l'accueil qui y est réservé aux *savoirs expérientiels* des habitants, n'était pas désigné pour favoriser la participation active des habitants. Chez les habitants qui se sont mobilisés sur la question, s'il n'y a pas de remise en cause du bien fondé de l'expertise, on relève des dénonciations dans la manière politisée de s'en servir, fournissant des explications aux découragements à se mobiliser. Les mobilisations suscitées par le sujet de l'inondation se sont pourtant adaptées pour pouvoir être portées publiquement : elles furent argumentées par l'expertise scientifique et cadrées dans la « *grandeur civique* » attendue par les dispositifs participatifs français (Thévenot, 2001; Centemeri, 2006; Koveneva, 2011; Richard-Ferroudji, 2011). Ces caractéristiques sont des formes de réactions au modèle de « *l'instruction publique* » (Callon, 1998) qui caractérise la gestion locale du dossier. Ce modèle, fondé sur l'opposition entre les connaissances scientifiques pensées comme universelles et objectives et les savoirs profanes qui seraient empreints de croyances, fonde la légitimité de l'action publique non seulement sur la représentativité des élus mais aussi par la rationalité des choix, garantie par les technosciences. Ce travail de formatage du discours imposé aux habitants n'est, de plus, pas à la portée de tous. Sur un sujet aussi complexe que l'hydraulique, les habitants reconnaissent leur incompétence et s'en remettent aux experts ; révélant combien le processus d'accaparement du problème fonctionne. Quand bien même certains habitants mobilisés ont fait évoluer l'expression de leurs *savoirs habitants* vers un format analogue pour porter sur la scène publique, en appuyant leur argumentaire sur des expertises scientifiques et non des expériences personnelles, ces savoirs sont disqualifiés par les gestionnaires locaux. Le *design* même du dispositif participatif mis en œuvre pour accueillir les habitants force un reformatage de ces savoirs expérientiels qui les vide de leur sens même. Ainsi, par le manque

de prise qu'elle constitue pour les habitants, qu'elle concerne pourtant, la politique locale de gestion des inondations se place alors en porte-à-faux vis-à-vis de l'injonction réglementaire à développer une « *culture du risque* » à laquelle, pourtant, elle est censée répondre.

## Chapitre 9. Acquérir le « sens du risque » ? Quand le sujet de l'inondation s'impose, le danger ne se dessine pas d'emblée

*« Claudia : je crois qu'on manque d'entraînement, on ne répète pas en fait la procédure ; quand ça t'arrive, ben tu prends... C'est ta raison qui prend le... Ce n'est pas une question de confiance ou non.*

*Maurice : Il faudrait faire des exercices comme pour l'incendie ;*

*Claudia : Oui, voilà !*

*Gérard : Mais alors au niveau de la commune à ce moment là ?*

*Maurice : Ouais au niveau de Lattes*

*Gérard : D'ailleurs, j'ai une question qui est bête : est-ce que vous connaissez le signal d'évacuation sur la commune ?*

*Claudia : C'est 3 je crois ? C'est une sirène je crois... C'est 3 ? Je ne sais pas. »*

*[Les autres ne savent pas non plus.]*

[Entretien collectif n°1.]

Par l'appel à la « culture du risque », les gestionnaires du risque espèrent le développement d'un « sens du danger » qui permettrait aux populations de réagir comme cela est attendu par les autorités en cas de situation critique ou de crise. Pour ce faire, plusieurs dispositifs, qu'ils soient réglementés par les PPRI ou cadrés par le Papi, ont été mis en place pour veiller à ce que les habitants soient informés du risque et qu'ils sachent comment agir en cas de situation de vigilance météo ou d'inondation. Des plans sont ainsi établis pour gérer les éventuelles situations critiques ou de crise. Ces plans s'imposent particulièrement pour les établissements en charge de public et se traduit dans les règlements de ces établissements, notamment par les Plan de protection et de mise en sécurité (PPMS). Au niveau communal, un Plan communal de sauvegarde (PCS) cadre les actions de la municipalité et prévoit la gestion des comportements individuels en préconisant des conduites à suivre. L'information sur ces conduites doit être transmise aux habitants. Cette injonction est traduite dans le cas présent, ainsi que nous l'avons vu dans le chapitre précédent, par la mise à disposition d'informations sur le site internet de la commune et par un tract disponible en mairie et qui reprend les mêmes informations<sup>344</sup>. Ces informations sont complétées par celles qui circulent dans les grands médias lors des appels à la vigilance météo. Quatre niveaux de vigilance intégrant un gradient dans la gravité de l'événement sont définis par Météo France<sup>345</sup> : vert (pas de vigilance particulière, c'est-à-dire absence de danger), jaune (où le message appelle à être attentif et à se renseigner sur les conditions météo avant d'entreprendre des « activités

---

<sup>344</sup> Voir annexes 7 et 8 pour le détail de l'information mis à la disposition des habitants.

<sup>345</sup> Source: <http://france.meteofrance.com/html/vigilance/guideVigilance/vigilance.html> - consulté le 5/11/2013.

*sensibles au risque météorologique ou à proximité d'un rivage ou d'un cours d'eau »), orange (« soyez très vigilant ; des phénomènes dangereux sont prévus ; tenez-vous au courant de l'évolution de la situation et suivez les conseils de sécurité émis par les pouvoirs publics. »), et rouge (« une vigilance absolue s'impose ; des phénomènes dangereux d'intensité exceptionnelle sont prévus ; tenez-vous régulièrement au courant de l'évolution de la situation et respectez impérativement les consignes de sécurité émises par les pouvoirs publics »). Le niveau de vigilance jaune appelle à porter attention aux conditions météo ; le niveau orange s'associe à la préconisation d'être très vigilant, de limiter ses déplacements et – en fonction des décisions politiques, comme nous allons le voir – souvent, d'évacuer les établissements publics (établissements scolaires particulièrement). Le niveau de vigilance rouge appelle à la plus grande vigilance et s'associe généralement à un message de confinement.*

Ce chapitre présente l'analyse de ces situations où la question de l'inondation s'impose aux habitants et qui ont pu être observées pendant l'enquête. Ces moments correspondent principalement aux situations où les obligations réglementaires en matière d'information et/ou de gestion de situation critique (ou de crise) ont dues être discutées ou mises en place par des acteurs en charge de public, ainsi qu'aux situations d'émission de bulletins de vigilance météo<sup>346</sup>. Sur ces dernières, nous ne retiendrons pas les moments de vigilance météo de niveau jaune, qui n'ont pas donné lieu à des observations particulières (ce niveau de vigilance ne retenant généralement pas l'attention des habitants dans un contexte de multiplication des alertes ; nous y reviendrons). 23 moments de vigilance météorologiques de niveau orange pour les phénomènes « *forte précipitation* » ou « *orages* » ont été observés pendant l'enquête, soit une vingtaine de jours sur les quelques 1150 jours (environ) de « l'observation habitante » (mi-décembre 2008 – fin août 2012). Si ces moments sont ici analysés dans le détail, il est important de garder à l'esprit qu'ils ne furent que très marginaux dans la durée du travail de terrain où domina largement une rareté des thématisations de l'inondation dans les discussions ou de l'inscription dans les pratiques de sa représentation. Dans ces moments privilégiés d'observations, il s'agissait de suivre les changements opérés dans l'ordre habituel des choses par cette intrusion du sujet de l'inondation. Dans les situations, une attention particulière a été portée à la nature des circulations discursives de la chose inondation engendrées et des pratiques effectives adoptées par les habitants. Dans un premier temps, nous nous concentrerons sur l'analyse des situations où la circulation de l'inondation s'est imposée de manière « réglementaire ». Nous développerons particulièrement ce sujet par l'étude de l'appropriation dans un établissement scolaire des obligations réglementaires en matière de gestion de crise. Ensuite, et avant de nous concentrer sur les moments de vigilance météo, nous considérerons un élément important du « cadre » dans lequel ils se déploient, à savoir la disparition progressive des comportements de

---

<sup>346</sup> Par vigilance météo nous entendons, sauf indication contraire, les bulletins de vigilance météorologique pluie et inondation émis par Météo France.

vigilance. Certaines discussions d'entretiens collectifs sont mobilisées ici pour compléter l'analyse des pratiques observées. L'analyse se concentrera alors ensuite sur les situations d'émission de bulletins « *d'alertes météo* ». Nous utiliserons l'expression « *d'alerte météo* » pour respecter l'usage local, quand nous entendons bien que la terminologie exacte serait : « *De vigilance météorologique*. » Nous suivrons par ailleurs encore le langage des acteurs en ne faisant pas de distinction dans l'usage des termes de vigilance et d'alerte. Cette question est discutée plus loin.

L'analyse est présentée en deux temps. Dans le premier, nous suivrons les interprétations et les adaptations en situation dont font l'objet ces messages d'alerte, dans un contexte de multiplication des appels à la vigilance et de circulations multimodales de l'information (section 9.1). Dans le second, nous dessinerons deux temporalités distinctes dans la vigilance à l'inondation : de l'alerte à l'alarme, qu'il s'agira alors de préciser (section 9.2).

### 9.1. Des circulations réglementées du risque inondation qui n'appellent pas forcément à se représenter sa possibilité

Il y a des profils d'acteurs pour lesquels il n'est pas besoin de mener l'enquête pour savoir que le sujet du risque inondation s'impose dans leur sphère d'activité. C'est le cas des politiques et gestionnaires locaux, évidemment, mais c'est aussi le cas pour d'autres professionnels dont les obligations en matière de sensibilisation ou de gestion de crise contraignent l'activité.

Durant l'enquête de terrain, deux situations principales ont permis d'observer comment l'imposition réglementaire de faire mention de l'inondation ou d'anticiper la gestion de situation critique est intégrée par des professionnels. La première situation d'observation concerne l'obligation d'information des potentiels acheteurs ou locataires d'un bien immobilier de l'exposition de leur logement aux risques. Elle fut rendue possible lors de mon installation sur le terrain et les interactions avec les gestionnaires de biens à louer qu'elle a impliquée. Les agents immobiliers sont tenus de faire mention de cette possibilité. La seconde situation d'observation, concernant les dispositifs de gestion de crise, fut permise par mon implication dans la vie scolaire locale. Les professionnels en charge d'accueil de public sont particulièrement concernés par les procédures de gestion de situations critiques, voire de crise. Dans l'analyse de ces situations, nous allons nous attacher à suivre comment *l'information réglementée* circule et quels en sont les effets apparents (section 9.1.1). Ensuite, nous verrons comment les injonctions nationales en matière de gestion de crise sont intégrées dans le fonctionnement courant d'établissements destinés à l'accueil de public (section 9.1.2).



### 9.1.1. Des décalages possibles entre transmission et saisie de l'information en fonction des situations d'énonciation

« Sandrine : Et c'est quand j'ai signé le bail que j'ai vu qu'il y avait la zone inondable et que là j'ai pris conscience : « ha merde : on est une zone inondable ! » Pourtant, j'ai vu la maison, je savais que le Lez.... Je l'ai vu mais dans ma tête, même si on le voit aux informations, des choses comme cela, je me dis ce n'est pas possible

Clarisse : On croit que c'est que chez les autres

Sandrine : Oui, voilà ! Ce n'est pas possible qu'en France on ne trouve pas le moyen... qu'il y ait encore ce problème-là. Alors, c'est vrai que pour autant, on le voit tous les ans. Mais bon... Alors cela a été ça dans un premier temps et après, euh... ben, là, il n'y a pas longtemps on a eu pas mal d'eau, et je ne savais pas... Pareil que toi, j'ai été super étonnée que personne ne m'en parle, que, voilà, que personne ne me demande rien... à l'école... J'étais super étonnée ! »

[Entretien collectif 2.]

Parmi les mesures de prévention du risque mises en place par la réglementation, la mention du zonage de la ville comme zone exposée aux risques inondations et délimitée par un PPRI est une mention obligatoire qui doit figurer sur les documents relatifs à l'achat où la location d'une maison<sup>347</sup>. Ainsi, les nouveaux-arrivants ne peuvent pas, théoriquement, ne pas être informés du risque. Selon des études sur les effets de la mise en place récente de ce dispositif, la portée de l'information transmise est mise en question par son contexte situationnel d'énonciation. Lorsque l'information n'a pas été relevée avant le moment de la signature du compromis de vente ou du bail de location, il est rare que celle-ci puisse modifier le cours des choses déjà engagées. Selon les analyses juridiques d'Agnès Dupie et Philippe Narbey, l'information dispensée souffre de deux faiblesses. Tout d'abord, l'information donnée n'est que partielle, puisqu'elle indique seulement la situation du bien par rapport au PPRI. Ensuite et surtout, « l'intégration de cet État des risques (EDR) dans le nouveau Dossier de diagnostic technique (DDT), où il apparaît comme noyé au sein des multiples autres informations sur le bien, lui enlève une grande part de son efficacité » (Dupie et Narbey, 2009). Ainsi, si cette notification peut permettre d'informer des personnes qui ne l'étaient pas, ainsi que l'explique Sandrine dans l'extrait d'entretien cité ci-dessus, l'information arrive à un moment où l'on n'est pas forcément disposé à la prendre en compte. Cette mention de la possibilité de l'inondation apparaît comme une information parmi tant d'autres à un moment qui n'est pas propice à l'explicitation du risque dans le détail.

---

<sup>347</sup> Le droit spécifique à l'information du public sur les risques majeurs fut en fait institué par la loi du 22 juillet 1987 (article 21 de la loi n°87-565 relative à « l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs ». Il n'est pour autant que depuis peu réellement mis en œuvre. Si le décret d'application de cette loi a bien été établi, il ne concernait que les documents support de l'information et non sur les modes de diffusion de celle-ci. C'est seulement la Loi Bachelot du 31 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels qui oblige la mention de l'exposition aux risques dans le certificat d'urbanisme remis aux acheteurs de biens ou les baux signés par les locataires. Ces nouvelles dispositions se sont appliquées relativement tardivement (juin 2006) (Dupie and Narbey, 2009).

« L'observation habitante » a par ailleurs permis de montrer que la transmission de l'information n'était pas systématique dans le cas des locations. Lors de mon premier emménagement dans un logement situé en zone rouge, l'information ne m'a pas été transmise par l'agence immobilière qui gérait le bien et ne figurait pas dans le bail de location que j'ai signé. Le fait que cet appartement soit situé à l'étage a peut-être contribué à ne pas rendre l'information pertinente aux yeux de l'agence. Cette même agence ne m'a pas pour autant fait signer de document lors de l'aménagement suivant, dans un appartement situé de nouveau en zone rouge et au rez-de-chaussée cette fois-ci. Il aura fallu attendre plusieurs mois, alors que j'étais en procédure avec cette agence concernant un problème de salubrité dans le premier logement, pour que celle-ci se conforme à l'obligation d'information de l'exposition aux risques. L'employée de l'agence m'informa du passage d'un agent pour la tenue du Diagnostic risques par téléphone, sans me fournir davantage de précisions. Le prestataire privé en charge de la visite était chargé de réaliser le diagnostic énergie désormais obligatoire pour la location ou la vente d'un bien immobilier qui me transmis alors l'information sur l'exposition de mon logement au risque inondation. Il est alors difficile d'écarter l'hypothèse d'une lecture purement procédurale de l'obligation d'information à laquelle est tenue l'agence. Le fait que je sois dans un processus de négociation avec eux sur un autre sujet, semble les avoir motivés à tout faire dans « les règles de l'art » afin d'éviter d'autres problèmes. Ce n'est pas le principe de prévention, sous-tendant pourtant la mise en place de cette obligation de mention – à savoir informer les nouveaux habitants –, qui semble avoir motivé l'action d'informer mais plutôt le respect des textes de loi afin de ne pas s'exposer à d'éventuelles plaintes.

Une autre forme d'*énonciation réglementée* de l'inondation a pu être observée dans le détail dans le cadre de la communication d'un établissement scolaire avec les parents des enfants scolarisés. Lors de la rentrée des classes 2009, ainsi que nous l'avons déjà évoqué, un nouveau dispositif de gestion des évacuations des écoles a été mis en place par la préfecture sur le département. Cette nouvelle procédure avait pour objectif de palier aux précédentes difficultés dans l'organisation de l'évacuation des établissements scolaires observées lors d'une vigilance météo de niveau orange au cours de l'hiver 2009. Le premier jour de la rentrée a été distribué aux parents, parmi les nombreux documents habituels fournis en pareilles circonstances (fiche de renseignements à remplir, demande de participation aux frais, règlement de l'école, etc.), un document intitulé « *En cas d'alerte climatique* » listant les « *personnes autorisées à récupérer l'enfant* » en cas d'évacuation. La liste établie devait être émargée par chacune des personnes inscrites par le(s) parent(s). Dans les jours suivant la rentrée des classes, parmi les discussions entre parents autour des entrées et sorties de l'école après la période estivale, je n'ai relevé aucune discussion à propos de ce nouveau dispositif. La semaine suivante, lors de la réunion de rentrée organisée par la directrice de l'école, où tous les parents étaient conviés à une présentation du fonctionnement général de l'établissement, la directrice présenta ce nouveau dispositif aux parents. Cette présentation ne

suscita ni réaction, ni question de la part des parents présents. Ce peu d'attention a été mis en relief notamment par celle dont bénéficiait à l'inverse un autre risque d'actualité : la grippe H1N1. C'est sur ce sujet que se sont orientées toutes les questions des parents, qui n'en n'ont posé aucune sur la mise en place du nouveau dispositif en matière de gestion des évacuations en cas d'alerte climatique. L'attention au nouveau dispositif semble ainsi avoir été compromise par un contexte d'énonciation où l'attention était portée à un autre problème, plus d'actualité.

Ces situations ont permis d'observer les effets de circulations *réglementées* de la possibilité de l'inondation. Dans le premier cas, celui de l'obligation d'information aux acquéreurs ou bailleurs, nous avons vu que quand bien même l'information était effectivement donnée, ce qui n'est pas toujours le cas d'ailleurs, celle-ci pouvait revêtir un caractère purement procédural qui dissipe l'idéal d'information sous-tendu par le dispositif. Dans le second cas, nous avons vu que la mise en place d'un nouveau dispositif de gestion de crise contraind les acteurs en position de responsabilité à faire mention de l'inondation sans que celui-ci ne retienne particulièrement l'attention des concernés. L'observation de ces situations *d'énonciation réglementée* du risque montre ainsi l'effectivité relative de la transmission de l'information en fonction du contexte d'énonciation. Que ce soit par un contexte médiatique chargé d'un autre risque, où celui d'une situation où l'on est déjà surchargé d'information, ce n'est pas parce qu'une information sur le risque est donnée qu'elle va être appropriée par celui qui la reçoit (November, Penelas et Viot, 2008).

### *9.1.2. Une prise en compte sous le mode de la contrainte des injonctions nationales par les institutions locales*

*« Normalement, c'est une fois par trimestre, mais on ne le fait que deux fois par an, sinon on ne ferait que ça ! »*

[Une directrice d'école en conseil d'école en parlant des exercices d'évacuation préconisés dans les établissements scolaires situés en zone inondable.]

Les temps de conseil d'école, auxquels j'assistais en tant que représentante des parents d'élèves, furent des occasions privilégiées pour questionner l'intégration dans les institutions locales des dispositifs de gestion de situation critique ou de crise.

Lors du premier conseil d'école de l'année scolaire 2009-2010, figuraient à l'ordre du jour deux points qui concernaient la possibilité d'une inondation, en lien toujours avec la mise en place du nouveau dispositif de gestion de crise dont il vient d'être question.

Le premier point concernait la « procédure d'évacuation en cas d'alerte » et donna lieu à une longue discussion sur laquelle nous reviendrons en détail plus loin afin d'éclairer les difficultés, y compris pour des professionnels expérimentés en charge de l'accueil de publics, à se saisir des procédures préconisées. À l'issue de cette discussion, la directrice questionna le représentant de la Commune sur la nécessité ou non de préciser tous les détails dont il venait

d'être question dans le règlement de l'école. Le représentant lui dit qu'il avait été « *plus malin* »<sup>348</sup> : pour éviter de tout réinscrire, il avait fourni le règlement général des écoles rédigé par le Département en plus du règlement intérieur de son école. Au final, dans la révision annuelle du règlement intérieur de l'école, fut ajoutée une ligne pour préciser qu'en cas d'évacuation, seules les personnes nommées par les parents pourraient récupérer l'enfant.

Nous voyons ici que la mise en place ou la modification d'un dispositif ajoute une charge de travail supplémentaire aux acteurs qui se conforment alors aux règlements, mais que cela n'amène pas forcément à se poser la question de l'effectivité des actions entreprises. Ce questionnement sous entendrait l'adhésion des acteurs au dispositif, une forme de sens du danger qui n'est pas forcément de mise. Ainsi que nous en avons déjà fait mention, pendant l'échange discursif autour de ce nouveau dispositif, le représentant de la Mairie prit la parole pour « relativiser » le risque encouru. Ce dernier a rappelé la marge d'anticipation importante en cas d'inondation de par un système de prédiction très précis<sup>349</sup> qui permet de relativiser le danger, et de fait, l'impériosité de la mise en place d'un tel dispositif.

Par ailleurs, lors de cette rentrée des classes, et quelques semaines après la présentation par la directrice du nouveau dispositif lors de la réunion de rentrée, toutes les fiches ont dues être de nouveaux distribuées puisque les parents les avaient retournées sans faire signer les personnes citées, ainsi que cela était demandé. Cette redistribution-restitution s'est étalée sur plusieurs semaines, compromettant la mise en œuvre du dispositif cette année-là. Nous étions alors à l'automne, saison la plus propice aux épisodes cévenols et qui réunit la plupart des émissions de bulletins de vigilance météo. La fiche que j'avais remplie ne me fut pas retournée alors que j'avais signé moi-même, en face des noms mentionnés, et alors même que j'avais signalé à l'institutrice avoir commis une erreur en remplissant la dite fiche. Par ailleurs, lors des trois rentrées des classes suivantes auxquelles j'ai assistées, à chaque fois que m'a été remis le document, j'ai pris soin de ne pas le ramener à l'école ainsi que cela été demandé. Seule une des trois maîtresses me l'a réclamée par la suite mais elle n'a pas réitéré sa demande ultérieurement, alors que je n'ai finalement jamais rendu cette fiche. La mise en place de ce nouveau dispositif nécessitait une appropriation conjointe par les parents et l'équipe enseignante. Sa bonne réalisation imposait une charge de travail supplémentaire pour l'équipe et une attention des parents... dans une période de rentrée scolaire où les uns comme les autres sont déjà très occupés, rendant hasardeuse l'effectivité du dispositif.

Le second point à l'ordre du jour de ce premier conseil d'école de l'année 2009-2010 concernant les inondations était relatif au PPMS auquel sont tenus de répondre les établissements scolaires en fonction de leur exposition à des risques. Dans le cas des écoles de Lattes, ce PPMS comprend les exercices d'évacuation en cas d'incendie et les exercices de mise en sécurité en cas d'inondation (les enfants sont montés dans les étages). Je demandais si d'autres risques étaient concernés. On me répondit alors – presque en cœur – que non, et que

---

<sup>348</sup> Il faisait référence à sa propre activité de directeur.

<sup>349</sup> La marge d'anticipation fut ainsi estimée à 6 heures ou 9 heures selon les réunions. Cette discussion est présentée page 256.

c'était « *bien suffisant !* »<sup>350</sup>. Je demandais alors si ces exercices avaient un caractère obligatoire. La directrice me répondit : « *Ah, oui ! Normalement c'est une fois par trimestre, mais on ne le fait que deux fois par an, sinon on ferait que ça !* » Les exercices d'évacuation apparaissaient comme une contrainte avec laquelle il s'agissait de composer pour la rendre soutenable.

Je demandais enfin s'il y avait une alarme différente en cas d'inondation et en cas de feu. On me répondit qu'il n'y avait pas d'alarme pour les inondations, puisque « *non, ce n'est pas la peine, on a le temps, ce n'est pas comme un incendie* ». Cette représentation d'une inondation « lente », qui fut régulièrement retrouvée dans le cadre des entretiens, peut paraître surprenante alors que selon les scientifiques, le risque inondation local est formé par des crues de type méditerranéennes caractérisées justement par leur vitesse de formation rapide. Les interventions répétées en conseil d'école du représentant municipal pour assurer du délai d'anticipation communal en cas d'alerte, participe certainement à entretenir, si ce n'est à produire, cette idée d'une crue lente. En décembre 2010, lors du conseil de l'école primaire, parmi les nombreux sujets à l'ordre du jour figurait le PPMS. Le directeur nous raconta qu'il y avait eu une séance d'entraînement la semaine précédant le conseil d'école et que cela ne s'était pas déroulé comme prévu. Le cafouillage venait du fait que la maternelle avait cru qu'il s'agissait de la sonnerie pour la récréation (le directeur avait fait remarquer que c'était surprenant puisqu'il y a trois sonneries pour l'alerte au lieu de deux pour la récréation). Du coup, côté primaire, tous les enfants étaient montés dans les étages et avaient attendus les maternelles... qui n'étaient jamais arrivés, puisque jouant en récréation. De nouveau, au cours de la discussion le directeur a remarqué que de toutes les façons, c'est surtout pour l'incendie que l'évacuation rapide est importante – puisque pour l'inondation, « *on a le temps* » –, renforçant la circulation d'un tel message.

Les situations qui se sont données à voir sur le terrain en matière de circulation d'énoncés ou de dispositifs préventifs relatifs aux inondations, révèlent qu'elles s'insèrent dans un ensemble d'autres contraintes qui peut limiter l'attention à leur adresse ou contrarier leur mise en place. En matière de réception de l'information, les travaux de Valérie November et al. (November, Penelas et Viot, 2008) ont déjà souligné qu'il ne suffit pas qu'une information sur le risque inondation soit donnée pour qu'elle soit mobilisée par les acteurs. En référence au double sens donné par Christian Bessy et al. (Bessy et Chateauraynaud, 1995) à la notion de « *prise* » pour expliquer la relation entre les hommes et les choses : « *avoir prise sur* » et « *donner prise à* », ces auteurs ont montré sur leur terrain d'investigation que le risque, non saisi par les acteurs, ne pouvait être prescriptif. Les exemples donnés du cas lattois se rattachent à ces conclusions. L'effectivité des informations transmises est dépendante du cadrage situationnel de leurs énonciations. Être informé sur l'exposition au risque lorsque l'on

---

<sup>350</sup> En raison de la proximité de grands axes routiers, un troisième risque concerne pourtant la commune de Lattes : le transport de matières dangereuses, mais celui-ci ne fait pas l'objet d'un PPMS pour les écoles.

est déjà noyé d'information (lorsque l'on signe un bail ou un acte de vente) ou lorsque l'on est pris par un autre souci (lorsque l'on s'inquiète vis-à-vis d'un autre risque très présent dans l'actualité) ne permet pas forcément d'avoir prise sur cette information. Pour le personnel enseignant, la mise en œuvre de dispositifs de situation critique ou de crise, ajoute un nouvel impératif des « choses à faire ». Nous voyons également de nouveau l'impact inhibant sur le « sens du danger » que peut avoir le discours rassurant des autorités locales. L'assurance que la situation est sous contrôle et que la fenêtre de temps disponible permettra d'anticiper l'événement n'encouragent pas le personnel enseignant à prendre en charge la question plus que ce que les textes ne lui demande. Ainsi, l'intégration de la question du risque, que ce soit dans le cadre de l'obligation d'information aux nouveaux habitants par les gestionnaires de biens ou dans l'exemple de l'école, se fait principalement sous le mode de la contrainte (Defossez, 2011).

Avant de nous pencher sur les interprétations variées dont peuvent faire l'objet ces informations et dispositifs en situation, lorsqu'une alerte météo vient justement les mettre à l'épreuve, nous allons nous intéresser au contexte de raréfaction des comportements de vigilance qui cadre ces adaptations en situations d'alerte.

## 9.2. La disparition progressive des comportements vigilances

*« Avant, dès qu'il y avait un risque les gens montaient toutes les voitures sur la colline. Mais ça, c'était avant ; maintenant... plus personne ne le fait, non. »*

[Une habitante.]

Le temps passé quelque part sans que des inondations n'arrivent est un élément suffisant pour que le risque s'éloigne des préoccupations (Picon, Allard et al., 2006; Claeys, Allard, Ami *et al.*, 2009). La littérature souligne en effet que la constitution d'une mémoire de l'inondation est positivement corrélée à l'expérience directe de l'événement (Duchêne et Christelle Morel-Journel (dir), 2004; Picon, Allard et al., 2006). Dans une large mesure, la confiance que les habitants peuvent avoir en les dispositifs de protection mis en place s'appuie sur l'expérience, celle d'une absence d'événements catastrophiques proches (Diren, 2006; Claeys, Allard, Ami *et al.*, 2009).

L'expérience d'une alerte météo qui se solde par une absence d'inondation participe ainsi à anticiper les autres alertes de la même manière, comme si rien de grave ne pouvait s'y dérouler. Dans l'un des entretiens collectif où cette question a été mise en discussion, une habitante originaire d'une autre région, installée à Lattes depuis plus de 20 ans et qui a connu un épisode marquant en 2003, où une évacuation des quartiers situés contre la digue avait été entreprise, expliquait ainsi que les comportements de vigilance que l'on pouvait avoir par le passé ont peu à peu été abandonnés.

« *Éléonore : Bien... moi je fais confiance pas forcément ce coup-ci à la Mairie, où... voilà. Mais du coup, moi j'ai un mari qui est bricoleur, donc il va sortir les pompes, il va... et mettre les planches pour éviter que tu....*

*Gérard [rire] : Ha oui d'accord, tu es équipée ! Mais tu habites où déjà, Éléonore ? [rire]*  
*Et vous l'avez déjà fait ça ?*

*Éléonore : On l'a déjà fait en 2003, oui, on avait des planches pour bloquer le vide sanitaire.*

*Est-ce que les planches sont toujours à disposition ?*

*Éléonore : Non ... non, c'est passé... voilà.*

*Et qu'est-ce qui fait qu'aujourd'hui...*

*Éléonore : La digue.*

*D'accord, les travaux d'après toi ont permis de ...*

*Éléonore [me coupe] : Oui, et puis parce que depuis il y a eu des épisodes cévenols. Il pleut, on te dit que tu es en alerte rouge et finalement... rien. »*

[Entretien collectif 1.]

Chez les natifs, comme chez les habitants venus d'autres régions mais installés depuis longtemps à Lattes, est régulièrement avancé le fait qu'ils sont ici depuis longtemps sans avoir connu d'événement marquant. Si certains ont effectivement connu des inondations sur la commune, elles furent sans gravité : leur expérience de l'inondation est liée à celle dont l'issue ne fut pas dramatique. Cette expérience sert alors à justifier de ne pas s'en inquiéter, puisque l'inondation s'est soldée sans gravité une fois, il en sera de même si cela devait se reproduire. Dans l'extrait d'entretien cité ci-dessous, Clarisse, native de Lattes et qui y a toujours habité, explique la sérénité qui est la sienne quant à la possibilité de l'inondation en argumentant par son expérience de l'absence d'inondation.

« *Clarisse : Au jour d'aujourd'hui je suis relativement sereine ; enfin, je suis sereine [rire].*

*Quand il y a un épisode cévenol, tu n'as pas ton téléphone à côté de toi au cas où l'école t'appelle ?*

*Clarisse : Je l'ai tout le temps mon téléphone... mais... non, pas plus que ça, quoi. Non, sincèrement...*

*Sandrine : D'accord, elle est sereine, tu vois [en s'adressant à l'enquêteur].*

*Clarisse : Parce que l'on a toujours vécu avec et j'ai jamais vu de gros épisodes, donc, voilà.*

*D'ailleurs, quand tu disais avoir été à l'école ici, donc tu as grandi ici, vous habitez dans quel quartier ?*

*Clarisse : J'habitais Céreirède.*

*Et là, il n'y a jamais eu...*

*Clarisse : Nous, on avait une maison un petit peu en hauteur, donc... Je n'ai pas de souvenir où l'eau est montée. J'ai souvenir de la neige, oui, mais pas de l'eau, non. Pourtant, pareil, hein, j'étais sur le bord du Lez, hein. De l'autre côté mais sur le bord du Lez. Et il n'y avait pas les digues renforcées, il n'y avait rien du tout, et, non. Du tout. Si, on a eu... On a eu des inondations où on n'arrivait plus à prendre la voiture. M'enfin, ce n'était pas une maison qui était inondée, c'était des rues qui étaient inondées ; c'était...*

*Natacha : Et est-ce que, enfin je ne sais pas si tu es lattoise depuis plusieurs génération ou*

*pas, mais est ce que tu as entendu des histoires d'inondations ? Est-ce que tes grands-parents t'ont raconté des histoires d'inondation, ou...*

*Clarisse : non ! »*

[Entretien collectif 2.]

D'autres habitants récemment installés, pour qui le risque a été bien présent au moment de l'installation puisqu'une inondation venait de se produire, expliquent l'évaporation progressive, avec le temps passé sur place, du souci des premiers temps.

*« Donc vous vous installez, vous savez qu'en 2003 il y a eu de l'eau. Est-ce que du coup depuis que vous vivez là, c'est quelque chose auquel tu as déjà pensé ?*

*Non, enfin non. Non, en fait, non, c'est vrai qu'on n'y a jamais pensé. Après il y a juste au moment des alertes rouges. Ou vraiment une seule fois. Il y a eu une alerte rouge, il a fallu aller chercher Élisabeth en catastrophe à la crèche, et où les cabanes, tu sais, les maisons du fond, quand tu pars...*

*Oui.*

*Vers, quand tu pars vers là-bas, après les écuries, qui avaient été inondées. Donc ils avaient demandé aux gens de rester chez eux, donc on écoutait la radio, ça c'était, enfin ils annonçaient... un petit peu où en était l'eau, etc. Enfin, c'est vraiment le seul épisode où, vraiment ça a été vraiment présent, quoi. Après on a eu d'autres alertes, mais c'est resté très...*

*Et tu te rappelles quand c'était ça ? Tu dis Élisabeth à la crèche...*

*Élisabeth était à la crèche donc ça devait être... que je ne me trompe pas ! (...) C'était en septembre, en septembre, c'était juste en rentrant... Il y a eu des grands, gros épisodes, parce que ça faisait vraiment... à la maison, tu écoutais, tu vois, ça faisait vraiment...*

*Tu te rappelles avoir eu peur ou... quand même pas jusque-là ?*

*Non, non, quand même pas jusque-là !*

*D'accord.*

*Non, c'était juste l'ambiance.... Tu vois... ?*

*Oui, il se passe un truc.*

*Voilà, ouais. On était quand même bien, il avait bien plu quand même. Donc du coup... Mais bon ça c'est la seule fois.*

*Et depuis, les autres ?*

*Non, après, non.*

*Parce que quand je suis arrivée, donc moi c'était en 2008, je me rappelle que, un mois après que je sois arrivée il y a eu une alerte rouge à l'école où il y a eu un cafouillage pas possible. Il y a des parents qui ont été appelés, d'autres non, euh, euh... Je crois qu'ils étaient en moyenne section nos petits. Mais voilà, par exemple cet épisode, il ne t'a pas spécialement marqué depuis ?*

*Non. Je pense qu'après ça rentre aussi un peu... Voilà, après nous les alertes rouges on les a pas vécues...*

*De manière... stressante ?*

*Non, non. Tandis que là, il y avait peut-être eu aussi la crèche, bah pareil, qui nous avait appelés. Donc en plus, ils avaient communiqué au niveau de la radio, qu'il fallait écouter. C'est pour ça que c'est vraiment une ambiance... ! En plus après c'était arrivé sur le soir, ils faisaient des tas de trucs, ça faisait vraiment une ambiance particulière ! C'était... pesant quoi ! Et il pleuvait... Mais c'est vrai que les autres, les autres fois, non, on n'a pas vécu. On*



*n'a pas vécu... ça.*

*C'était plutôt ?*

*Mais même l'année où Claude [son mari] est arrivé sur Montpellier, une fois il avait vachement plu, des quartiers qui avaient été bouclés, des gens qui avaient dormi dans, sur leur lieu de travail et tout parce qu'ils ne pouvaient pas...*

*D'accord.*

*Au niveau sécurité.... Ils étaient confinés.*

*Ouais, donc c'était un peu impressionnant.*

*Il y avait quand même euh... [rires]*

*Ça met une ambiance.... Et après, ouais après bon cette première alerte, donc c'était la première en fait ?*

*Oui.*

*La première fois, la première alerte a été un peu... Et puis les autres?*

*Non après... [silence]*

*Du coup tu te dis : quand ça arrive une alerte, pour toi, c'est que, il peut arriver quelque chose, c'est que peut-être il va y avoir une inondation, ou ça veut dire quoi ? Ça veut dire c'est une précaution ? Comment tu le ?*

*Une précaution.*

*Pour toi ce n'est pas qu'il va spécialement arriver quelque chose ?*

*Non, je ne le vois plus.*

*On fait attention ?*

*Quand même. Voilà. Au niveau des trajets en voiture, des choses comme ça. Si on n'est pas obligé. On va plus se confiner à la rigueur à la maison. S'adapter aux... Voilà. Après non, il n'y a pas de craintes par rapport à ce que l'eau va monter. Non, non, non. »*

[Extrait de l'entretien avec Madame Partais, environ 35 ans, habitante depuis sept ans, sur le départ.]

À l'inverse, l'expérience directe d'une inondation participerait à former des savoirs expérientiels (Dedieu, 2009) qui encourageraient la mise en place de comportements préventifs lors d'une crise ultérieure. Une illustration à ce fait me fut rapportée par la femme d'un couple avec lequel nous avons sympathisé très rapidement lors de notre arrivée. Dans les nombreux moments que nous avons partagés suite à la présentation du sujet de mon investigation, une seule fois le sujet a émergé dans nos discussions. Elle me demanda si mon travail se passait bien et me raconta son souvenir d'un épisode pluvieux violent où elle s'était retrouvée dans une rue de Montpellier avec de l'eau jusqu'aux cuisses. Elle me confia que cet épisode l'avait particulièrement marqué, qu'elle y pensait encore quand il pleuvait et que cela l'incitait à la plus grande prudence dans ces moments-là. Natacha est revenue sur cet épisode dans le cadre d'un entretien collectif :

*« J'ai souvenir... d'avoir été prise dans des... Voilà, je me souviens, à Montpellier je marchais dans la rue et j'ai eu de l'eau à peu près jusque-là quoi [elle montre sur son corps], jusqu'à la taille. Et je me rappelle je me suis dit : "C'est la fin du monde !" Et je pensais à mes parents... j'avais envie d'appeler. Moi je me retrouvais dans une rue où l'eau coulait...*

*Tu te rappelles quand c'était, ça ?*

*Natacha : Euh... j'étais encore étudiante, je dirai que c'était en 1991-1992. Donc voilà, après je pense que j'avais particulièrement une attention lors des pluies... que j'ai gardé,*

là.

Ah, oui ?

*Natacha : oui, quand il pleut, je suis un peu... Je suis en insécurité quand il pleut. »*

[Entretien collectif 2.]

Nous voyons dans le récit de cette habitante qu'un épisode marquant où elle s'est sentie en danger l'a conduite à prendre garde quand il pleut. L'expérience de l'événement a ici encouragé la mise en place de comportements de vigilance par la suite. Si ce fait a effectivement été illustré à Lattes, il le fut de manière très marginale, où très peu de souvenirs d'inondations passées me furent racontés. Avec l'explosion démographique qu'a connue la commune, beaucoup d'habitants de Lattes n'ont pas été confrontés directement à une inondation et n'ont pas bénéficié de récits d'autres habitants sur cette possibilité. Ainsi, de nombreux nouveaux venus n'ayant jamais vécu d'inondation affirment ne pas s'en inquiéter ; et ce quand bien même certains ont pu être informé du risque à leur arrivée. Le fait de ne jamais avoir expérimenté d'événement personnellement semble effectivement compromettre la mise en place de comportements de vigilance.

« D'accord. Et donc, j'étais sur le point de dire à votre maman, que l'une des dimensions qui m'intéressais aussi, et justement, vous en parlez, c'est la proximité avec le Lez et le choix d'habiter une zone où à un moment donné il a été dit qu'il y avait un risque d'inondation.

Vous voyez ?

*D'accord, c'est un défaut alors ?...*

Non, pas forcément, c'est de voir si pour les gens qui se sont installés là, c'est quelque chose qu'ils ont considéré ou non...

*Lui : Ben oui, parce qu'il y a eu des inondations juste avant que l'on arrive.*

*Elle : Et puis quand on achète, hein, c'est marqué zone inondable, ici. Moi, personnellement, euh... je n'ai jamais vécu d'inondation nulle part : cela ne m'a pas fait peur. »*

[Madame et Monsieur Paroissi, habitants depuis cinq ans.]

Ceci étant dit, certains comportements de vigilance ne sont pas rattachés directement à l'expérience de la crue (Morel-Journal, 2006). Certains habitants, qu'ils soient nouveaux venus n'ayant jamais connu d'inondations ou plus anciennement installés et ayant été confrontés à des épisodes cévenols marquants, expriment leurs inquiétudes lors de ces moments de vigilance météo et disent adopter des comportements préventifs. Dans l'entretien collectif n°1, une partie de la discussion a porté sur la dernière vigilance météo sur Lattes. Une différence dans le niveau d'inquiétude est perceptible entre ceux en ayant expérimenté plusieurs épisodes analogues et l'habitante la plus récemment arrivée qui n'en avait pas connu précédemment. Là où les trois participants plus « anciens » relativisent leur inquiétude à ce moment-là, Claudia, la nouvelle venue, reconnaît l'inquiétude que cela a générée chez elle :

« Et du coup, du coup il n'y en a pas souvent des alertes rouges mais pour autant, elles ne vous inquiètent pas spécialement ? (...)

*Claudia : Ben moi c'est ma première, je me suis mise à écouter la radio !*

Tu as écouté la radio ?

Claudia : Ah oui !! »

[Entretien collectif 1.]

Chaque entretien collectif fut constitué d'un groupe majoritaire ayant tendance à relativiser le risque et une personne qui exprimait (ou plutôt essayait d'exprimer, sans forcément de succès, ainsi que nous y reviendrons) prendre au sérieux la possibilité de l'inondation lors de l'émission de bulletins de vigilance météo.

Dans l'un des entretiens collectifs, l'une des participants, pour qui le souci vis-à-vis de l'inondation est important, et face à un nouveau venu niant le risque, s'est vue défendre la nécessité d'être vigilant. Deux autres participants, qui jusque-là avaient plutôt participé à la relativisation du risque, se sont alors alliés à cette dame pour convaincre le sceptique de la nécessité de comportements de prévention que les anciens connaissaient bien, et qui se perdent aujourd'hui.

*« Gustave : Mais le danger du Lez, moi je ne vois pas ! Les gens à Lattes... Danger, danger..*

*Robert : Mais il y a quelle partie de Lattes qui s'inquiète ... ?*

*Ingrid : Le danger il a été quand les digues anciennes ont menacé de... Mais cela ne s'est pas beaucoup su ! Les gens de la Mairie ont eu très peur, mais... ça ne s'est pas beaucoup su parce que quelqu'un était dans l'équipe et ils étaient en alerte ce soir-là, quoi. [...] Ils ont eu très très peur ! C'était à la limite de la rupture. Donc ils ont eu très peur, oui. [...]*

*Robert : Mais quelle partie de la population de Lattes s'inquiète de ça ? Parce que là, je ne vois pas ; parce qu'ici on a eu des fortes pluies je veux dire, je ne me suis jamais inquiété de rentrer à la nage ! [rire]*

*Ingrid : Moi quand même en 2003, je suis restée dormir chez la nourrice de ma fille à Montpellier parce que mon mari avait réussi à rentrer vaille que vaille et il m'a appelé en disant : reste là où tu es, ne rentre pas !*

*Robert : Oui, mais parce que bon, sur la région de l'Hérault, tout ça, c'est réputé, même s'il y a un centimètre de neige, tout le monde est bloqué ! [rire]*

*Gustave : Même pour l'eau !*

*Non, mais là on parle de gens qui se sont retrouvés bloqués à Montpellier avec de l'eau jusqu'aux cuisses...*

*Robert : A Montpellier, oui... Moi je parle sur Lattes !*

*Ingrid : Mais moi je parle sur Lattes !*

*Robert : Mais où sur Lattes ?*

*Ingrid : Mais, là, à trois rues d'ici !*

*C'est le même quartier que toi, oui ...*

*Robert : Oui, mais quand ?*

*Ingrid : Mon mari est rentré, ce devait être autour de 2002.*

*Robert : Ah d'accord !*

*Ingrid : Je sais plus 2002, 2003... Enfin, mon mari est rentré du travail, il a eu beaucoup de mal à rentrer, passer les ronds points, etc. En arrivant, il m'appelle pour savoir où j'étais. J'étais donc chez la nourrice avec ma fille, à me demander : "J'y vais, j'y vais pas ?" Enfin, on commençait déjà à s'inquiéter, et il m'a dit : "Ne bouge pas parce que j'ai réussi à rentrer mais je ne sais pas comment, donc toi, le temps que tu arrives... Reste chez la nourrice !" Et c'est ce que l'on a fait d'ailleurs, il y avait aussi sa fille qui devait partir avec*

*son gendre qui n'arrivait pas [rire] donc on est tous resté dormir là ! [rire]*

*Marie : Dans ce cas-là il vaut mieux jouer la sécurité plutôt que...*

*Gustave : Ça, on le voit dans la campagne après, lorsqu'il y a des inondations, des grosses pluies. Alors, il y a ceux qui sont originaires d'ici et ceux qui ne le sont pas [en parlant doucement et en marquant bien tous les mots, comme pour attester d'une déclaration importante]. Alors, ceux qui ne le sont pas, ils vont s'engager...*

*Marie : Ils croient savoir, ils croient connaître. Rien ne peut leur arriver.*

*Gustave : Ils vont passer ! Et puis, au bout de 10 mètres, quand ils ont continué à avancer, ils tombent sur le courant, qu'ils n'ont pas vu parce qu'ils ne connaissent pas. Ils tombent sur le courant du ruisseau, et là, la voiture elle commence à glisser. Ils essaient de sortir, ils sont emportés par le courant !*

*Robert : C'est hyper puissant, ça ! Ils sont là : « Ah, j'ai un 4×4, je ne risque rien ! »*

*Marie : Bien sûr !*

*Gustave : Deuxièmement vous voyez quelqu'un qui est en haut d'un côté et qui regarde ! Celui là il est d'ici ! Parce qu'il sait que ce n'est pas la peine qu'il descende dans le creux ! »*

[Entretien collectif 3.]

Si ses propos ne furent pas majoritaires, ils attestent de la présence de comportements de vigilance chez certains au moins. Nous voyons cependant dans cet extrait de discussion collective que si certains affirment prendre au sérieux les appels à la vigilance et reconnaissent adapter leurs comportements lorsqu'un bulletin de vigilance météo est émis, cela ne signifie pas pour autant que l'inondation soit envisagée. L'horizon de l'inondation ne se dessine pas forcément chez ceux qui affirment être prudents. Il s'agit d'être prudent dans les déplacements notamment, qui sont connus comme exposant le plus au risque (cet élément est d'ailleurs largement rappelé par les médias diffusant les alertes météo lors d'émission de bulletins d'alertes).

*« Gérard : Moi par exemple, je sais nager, quand le Lez monte, je ne vais pas aller voir toutes les secondes ! [rires] Non, mais quand ça pleut, oui, j'ai un coup d'œil attentif : tiens, on est en alerte orange, on est en alerte rouge... Est-ce qu'ils préconisent quelque chose de particulier ou pas du tout ? »*

[Entretien collectif 3.]

*« Ingrid : Quand il y a une vigilance rouge, je ne bouge plus ! C'est un principe. Et je me dis : Ne va pas au bureau, cela ne sert à rien, tu vas mettre 4 heures à rentrer ! »*

[Entretien collectif 3.]

Cette mise en mot de comportements de vigilance ne fut cependant pas très courante. Les situations d'entretiens collectifs ont plutôt montré que dans la dynamique de la discussion, c'est la relativisation du danger face à ces situations jugées trop alarmistes (ainsi que Robert le disait dans l'entretien collectif 3, ci-dessus) qui est plus souvent mise en mots. Dans un entretien collectif par exemple, où l'ensemble des participants relativisaient largement le risque sur la commune, une habitante n'est pas parvenue à exprimer ses propres inquiétudes et

me le confiera plus tard, en aparté. Les énoncés de relativisation du risque s'échangent plus facilement que ceux laissant apparaître l'horizon du danger. Ces énoncés sont souvent corrélés à la relativisation du risque de part les travaux de protection entrepris sur la commune. Aux dires des habitants, les comportements de vigilance d'antan ne sont plus nécessaires tant la certitude d'être à l'abri est désormais partagée.

*« Éléonore : Mais je crois que les Lattois ont confiance aux travaux parce qu'avant, avant qu'ils fassent les travaux, dès qu'il se passait ou dès qu'il y avait une alerte, ben les gens prenaient les voitures et les montaient à l'ancien cimetière, il y avait des endroits comme ça qui était surélevé où dès que l'on entendait... »*

*Maurice : Oui parce que le Lez sortait beaucoup plus de son lit à ce moment là que maintenant quand même ?*

*Éléonore : Ouais.*

*Maurice : Les travaux ils datent de quand, deux ans, non ?*

*Gérard : Deux ans, ouais.*

*Éléonore : Avant c'était symptomatique.*

*Maurice : Ouais, donc c'est assez récent quoi.*

*Gérard : Il n'y a pas de recul.*

*D'accord, donc d'après toi depuis qu'il y a eu les travaux...*

*Éléonore : Ça se calme, ouais, les gens sont rassurés. »*

[Entretien collectif 1.]

Ainsi, les comportements de vigilance tendent à se raréfier. Les travaux de protection entrepris sur la commune ont participé à éloigner l'horizon du danger pour les plus anciennement installés. Au fil de leurs expériences d'émission de bulletins de vigilance météo sans qu'une inondation n'ait lieu, les comportements préventifs qui pouvaient être adoptés avant ont été abandonnés. Par ailleurs, avec l'explosion démographique récente de la commune, beaucoup d'habitants qui n'ont pas expérimenté d'événements similaires, n'ont pas de prises réelles sur la possibilité de l'inondation. De plus, si certains affirment prendre au sérieux les appels à la vigilance et reconnaissent adapter leurs comportements lorsqu'un bulletin de vigilance météo est émis, les situations d'entretiens collectifs ont bien montré que dans la dynamique de la discussion, l'expression de la relativisation du danger se partage plus facilement que celle de sa représentation. Le cadre de ces discussions d'entretiens collectifs, et particulièrement les enchaînements discursifs à propos des temps d'alerte, a ainsi permis d'illustrer la dynamique de dramatisation / dédramatisation produite par l'évocation de l'inondation et sur laquelle nous reviendrons en détails dans le chapitre suivant. Le frein que cette dynamique peut former à l'expression d'inquiétudes dans l'échange discursif peut agir de la même manière sur les comportements préventifs. Nous pouvons facilement imaginer que les comportements de prévention, comme déplacer sa voiture pour la mettre à l'abri, puissent se propager si beaucoup les adoptent : si je vois mon voisin le faire, je vais être tenté de l'imiter ; dans le cas contraire aussi. Ainsi, lorsque les comportements de vigilance se font

rares ils peuvent devenir de plus en plus difficiles à assumer soumis au regard de l'autre... Et se raréfier d'autant plus, même pour ceux chez qui l'horizon du danger est pourtant envisagé.

### 9.3. Interprétation et adaptation en situation : attention relative à la météo, circulations multiples de l'information et appropriations variables des préconisations en matière de comportements à adopter

Selon des analystes de la gestion de crise, la question de l'alerte s'est complexifiée au gré des catastrophes et ne peut plus seulement être pensée comme la simple restitution d'un « signal » pluviométrique ou hydrologique. Elle doit désormais s'intégrer dans une chaîne qui intègre la vigilance, la prévision, l'alerte, la gestion de crise et le retour d'expérience (Grunfest 2001)<sup>351</sup>. La question de l'optimisation de la chaîne formée par la transmission du message d'alerte mobilise de nombreux acteurs. Elle est ravivée à chaque nouvelle crise. Parmi les moyens pour améliorer cette chaîne, parvenir à une meilleure coordination des niveaux de décision, notamment entre les municipalités et les services de l'État, est souvent considéré comme le plus important. Si l'on dessine cette chaîne jusqu'aux habitants, la nature du message d'alerte – déjà un point crucial dans le déroulement de sa transmission – le devient encore plus. Or, ce message est l'objet de confusions sémantiques fréquentes (Vinet, 2007b). La première et plus importante confusion concerne les termes de « *vigilance* » et d'« *alerte* ». Pour les spécialistes, la distinction est importante car les deux termes renvoient à des responsabilités différentes : Météo France n'emploie pas le terme d'alerte dans ses bulletins car lui incombe la responsabilité de la caractérisation de l'événement, non sa traduction en impératif d'action (Vinet, 2007b). « *L'alerte* », qui est le fruit de cette traduction, demeure du ressort du politique (préfecture). Mais les habitants ne font pas cette distinction. Dans le corpus des entretiens ainsi que dans les observations en situation, un usage quasi systématique de l'expression « *alerte météo* » à l'endroit de l'expression « *vigilance météo* » dont parle Météo France, a été relevé. Cet usage apparaît assez robuste quand dans les entretiens l'expression de « *vigilance* » ne sera pratiquement jamais reprise alors que j'en faisais personnellement systématiquement l'usage dans les questions et relances. Cet usage indifférencié ne se retrouve pas chez les gestionnaires et décideurs où une distinction est maintenue entre les deux termes qui recourent des responsabilités distinctes. Selon Francis Chateauraynaud et Didier Torny (Chateauraynaud et Torny, 1999), les notions d'alerte et de vigilance répondent effectivement à deux régimes différents. Un régime de vigilance induirait de l'attention, quand celui de l'alerte appellerait la décision et l'action. Christelle Morel-Journel (Morel-Journel, 2006) enrichit cette distinction en montrant dans ses

---

<sup>351</sup> Grunfest. E., Handmer J. (dir.), 1999, *Coping with flash floods*, NATO science series, Kluwer academic publishers, 322 p., cite par Vinet (2007).

travaux que l'étymologie du mot vigilance (du latin *vigilantia*) le définit comme « *une habitude de surveiller* » et qu'il n'a rien de passif. Selon elle, la vigilance comprend « *une dimension à la fois individuelle et collective (...) et implique une organisation sociale* ».

Les usages locaux indifférenciés des mots « *alerte* » et « *vigilance* » donnent à penser une équivalence de sens entre ces deux termes pour les habitants. Dans les faits, les niveaux de vigilance sont perçus comme des niveaux d'alerte. La vigilance, ou l'alerte selon les mots des habitants, vaut comme incitateur à une action ajustée, laquelle offre alors la promesse d'une prise en compte ou d'une maîtrise pratique « sécurisante ». Les débats sur les alertes et ce qu'il faut en faire suscitent toujours des jugements qui portent sur leur caractère « alarmiste » ou pas assez « alarmiste ». Nous proposons ici l'idée que l'offre pratique du « alarmer », plus diffuse et compacte, en visant à agir sur un état interne, marque une étape supplémentaire dans la prise en compte du danger. En suivant les acteurs qui ne distinguent pas la vigilance de l'alerte, c'est ainsi plutôt sur le continuum de l'alerte à l'alarme que nous situerons le degré de prise en compte de la possibilité réelle de l'inondation.

Les travaux sur la gestion de crise lors de la tempête de 1999 ont permis à François Dedieu de montrer que dans le fonctionnement d'une alerte, il y a un décalage dans le statut donné à l'information par l'émetteur (Météo France) et ses récepteurs (les services de la sécurité civile et les habitants) (Dedieu, 2009). L'information dispensée par Météo France n'assujettit pas les différents destinataires à des réactions particulières. Les récepteurs peuvent interpréter le message de manières variées et ne savent pas forcément comment y réagir. En référence à un idéal de mise en œuvre du protocole, il y a donc toujours une marge d'interprétation qui vient compliquer le déroulement de la gestion de crise. Or, l'enjeu est bien de déplacer cette définition du « normal » et de concevoir la gestion de crise comme le fruit d'un ajustement continu. Les procédures sont appliquées par des personnes qui peuvent les interpréter relativement différemment en fonction de leur rôle, de leur expérience passée d'événements comparables et de leurs issues, de la situation ou encore de leur personnalité. Le travail d'étude à Lattes a effectivement révélé des variations importantes dans l'interprétation des émissions de bulletins de vigilance météo et leurs traductions comportementales. Dans la section suivante, nous allons nous intéresser aux éléments qui peuvent encourager les différences de traitement de l'information, et notamment le contexte de la multiplication des émissions de bulletins de vigilance météorologique (section 9.3.1) ou de la multiplication des canaux de diffusion de l'information (section 9.3.2). Dans ces moments d'appel à la vigilance, où plane un sentiment d'incertitude sur ce qu'il pourrait se passer, l'information devient cruciale. Les informations qui circulent et les canaux par lesquels elles le font se multiplient alors. Face à ces circulations multiples, la réception de l'information peut varier entre les habitants. À cette information variée peut alors encore être apportée une réponse variable selon les personnes. C'est sur la complexité de ces situations et de leurs conséquences en matière de « prises sur le danger » qu'elles permettent, que nous allons nous concentrer.

### 9.3.1. Une multiplication des états de vigilance qui fait que rien n'y change

*« Natacha : J'ai l'impression que l'on banalise aussi... [...] Parce que moi ce que j'entends aussi c'est que les informations... Quelle est l'information fiable ? Il y a les gens qui te vendent et qui vont te dire que tout va bien. Enfin, voilà. Les digues c'est fait pour rassurer mais est-ce que c'est suffisant ?*

*Clarisse : Tu vas à la mairie sinon, tu vas aux services techniques, tu demandes, hein, ils te disent aussi si...*

*Sandrine : ils vont te dire que tout va bien. C'est impossible qu'ils te disent...*

*Clarisse : Tu peux demander s'il y a eu des inondations, ils te le diront.*

*Florent : Ben, de toutes les façons quand ils te présentent une carte, enfin, moi quand j'ai signé l'acte notarié...*

*Clarisse [elle coupe Florent] : La carte : c'est rouge partout !*

*Florent : Voilà !*

*Clarisse : C'est pour ça que quand on m'a dit alerte rouge, j'ai dit... Ah ben, oui !?*

*Florent : C'est rouge partout !*

*Clarisse : C'est tellement rouge partout que ... que tu n'as plus peur, quoi. Tu vois, à force de crier aux loups...tu... Peut-être que c'est bête, le jour où cela va arriver, je vais être la plus... »*

[Entretien collectif 2.]

L'attention au temps qu'il fait et les échanges verbaux sur la météo sont parmi les éléments les plus couramment échangés dans le cadre des interactions de la vie quotidienne (De la Soudière M., 1999). À Lattes comme ailleurs, les habitants portent attention aux conditions climatiques au quotidien, y compris lors des émissions de bulletins d'alerte. Il est intéressant de relever cependant qu'ici comme ailleurs également, il est tout à fait possible, lors de l'émission d'un bulletin d'alerte, de passer « à côté du message ». À plusieurs reprises j'ai pu noter que lors d'émissions de bulletin de vigilance météo, certains habitants n'en n'avaient pas été informés.

*« Oui, parce que l'on a parlé un petit peu de là, quand il y a eu la vigilance ...*

*Clarisse: Rouge !... Rouge, oui, euh... Il y a eu un petit moment d'incertitude ...*

*Florent : Mais lié aux crues ? Il y a eu ça récemment ?*

*Clarisse : Ben, oui, une alerte rouge, là, il n'y a pas si longtemps.*

*Début novembre, oui. Tu ne l'as pas sentie passer ?*

*Florent : Non. »*

[Extrait de l'entretien collectif n°2.]

Le point le plus récurrent dans le dire des habitants concernant l'établissement de ces bulletins d'alerte n'est pas leur possible manquement, mais plutôt leur « multiplication ». Cette multiplication est régulièrement décrite par les habitants en ce qu'elle participerait à les discréditer, selon l'adage populaire « *il ne faut pas crier au loup* ».



« Vous qui êtes de la région, est-ce que quand il y a une vigilance rouge dans la région ça change quelque chose à votre comportement ? »

*Gustave : Là je dirai oui, mais je doute parce qu'ils nous filent des alertes, ils nous donnent des alertes pour nous protéger, ils nous donnent des alertes mais pour se protéger eux !*

*Robert : Oui !*

*Marie : C'est toujours pareil on se réfugie derrière...*

*Gustave : Parce que si jamais ils loupent une alerte rouge alors les assurances, tout le monde, tout le monde va leur tomber dessus !*

*Gustave : On leur annonce un peu de pluie : alerte orange !*

*Robert : Comme ça, ils se prémunissent, ils disent : « Ah, on vous aura prévenu, hein ! »*

*Gustave : Deux heures de pluie, c'est orange, trois heures de pluie, ça commence à devenir alerte rouge !*

Donc, ce que vous êtes en train de me dire c'est que : oui, cela pourrait changer quelque chose, mais que comme il y en a tout le temps : cela ne change rien ?

*Gustave : He bé oui, il y a trop d'alertes maintenant. Il y a une alerte pour... rien ! »*

[Entretien collectif 3.]

Sur les 23 jours où des bulletins de vigilance météo orange ont été établis pour le département de l'Hérault pendant l'enquête, nombre de ces moments « d'alerte orange » ne donnèrent pas lieu à des bouleversements notables dans l'ordre habituel des choses. Et l'un des deux épisodes qualifié « d'alerte rouge »<sup>352</sup> que j'ai pu observer semble avoir été vécu sous le même régime par la plupart des habitants. Plusieurs épisodes de vigilance météo ont permis d'observer qu'ils ne s'associaient pas forcément à un bouleversement des habitudes. Les observations de situations d'échanges sociaux par exemple, au café notamment, ont donné à entendre des discussions de comptoir qui concernaient majoritairement, comme les autres jours, le foot et le tiercé.

Mardi 7 septembre 2010. Alerte orange (en cours depuis le lundi 6 à minuit).

Il a plu cette nuit et il y avait du vent fort. Ce matin le ciel est chargé, il fait humide mais il n'y a plus de vent. C'est un jour de grève nationale. J'ai un rendez-vous à Montpellier. Je m'arrête au café du centre-ville de Lattes, je bois un café au comptoir. Il y a beaucoup de monde. Conversations de comptoir habituelles : foot, courses (PMU), boulot. Avant de repartir je dis à la serveuse : « Bon, je dois prendre la route, j'espère que ça va aller... ? » Elle me répond : « Oh...oui ! Avec ce qu'ils avaient annoncé on aurait dit que cela aller être le déluge, puis finalement... rien ! »

Aller à Montpellier signifie prendre la route qui coupe la dérivation du chenal de la Lironde et qui est submergée en cas d'inondations, même mineures. Cela me fait réfléchir : « Et s'ils fermaient les routes et que je ne puisse plus rentrer ? » Prise par l'importance du RDV, et la difficulté à le déplacer, je prends la route. Sur celle-ci, je longe la digue. Les activités y sont habituelles : des coureurs, des vélos, des promeneurs de chiens.

Finalement, il n'y aura pas d'épisodes de pluies très importants dans la journée.

---

<sup>352</sup> Bien que l'annonce d'une « alerte rouge » a circulé dans les médias et entre les habitants à deux moments de l'enquête, après vérification auprès des services de Météo France, il s'avère qu'il n'y a pas eu, sur cette durée, de « vigilance rouge pluie inondation » établie par Météo France sur le département de l'Hérault. Nous reviendrons plus loin sur ce qui explique de telles « confusions ».

Le soir, j'effectue ma veille sur internet. Sur le blog « *Le petit journal de Lattes* » : un blogueur a mis en ligne les bulletins d'alerte diffusés dans la journée. Dans les commentaires, un autre blogueur relativisait (dans la mesure où les travaux sont réalisés) et un autre dénonçait qu'avec toutes leurs alertes, finalement : « *On n'a plus de pluie !* »

[Extrait synthèse n° 10 des notes de terrain (septembre 2010 à janvier 2011).]

Lors d'un épisode d'alerte orange où le temps était à l'orage et où des vents violents balayaient la ville, je décidai de ne pas amener mon fils au centre-aéré comme cela était prévu, et je passai donc un appel au dit centre pour les prévenir de son absence. L'animateur me répondit que nous étions nombreux dans ce cas-là. Sa réponse montrait donc que d'autres parents avaient adapté leur comportement aux conditions météo. Cette adoption de comportements préventifs n'a cependant pas été observée par ailleurs. Ce même jour, alors que je parcourrais le terrain afin d'observer les modifications de pratiques, j'observais que les rares dispositifs de protections personnels de type batardeaux (au nombre de 4) connus dans le quartier n'étaient pas en place et que des agents municipaux continuaient les travaux en cours sur la commune. Il y avait peu de gens à l'extérieur par cette pluie et ce vent fort mais la circulation continuait, j'eus le sentiment que la vie suivait son cours. L'alerte orange fut levée vers 16 heures, au moment où une légère éclaircie apparaissait. Je fis un nouveau tour en ville où beaucoup de monde s'affairait ; la vie semblait s'y dérouler comme à son habitude, comme si rien ne l'avait perturbée.

Quand bien même le retour à la « normale » peut être rapide, ces temps de vigilance météo impliquent des modifications dans l'ordre habituel des choses ; ils obligent certains réajustements des actions pour les habitants. Le lendemain de la première des deux dites « *alertes rouges* » de l'hiver 2009, dans l'heure que j'ai passé au café du centre, la plupart des remarques afférentes aux inondations concernaient cette question des conséquences pratiques. Beaucoup des propos glanés considéraient les modifications opérées sur les déplacements (routes qui sont ou non coupées). Plusieurs clients parlaient des fortes pluies entendues pendant la nuit et certains rapportaient avoir observé le niveau du fleuve. Cependant, le sentiment qui dominait fut, de nouveau, celui d'un partage plus important de faits minimisant l'événement que de faits le dramatisant. Nombreuses furent les blagues et dérisions sur la multiplication du nombre d'alertes et leur exagération du phénomène. Ce type de minimisation du risque fut régulièrement observé à l'appui d'arguments sur les travaux de protection qui ont été réalisés. Quelques jours après l'épisode qualifié « *d'alerte rouge* » mentionné ci-dessus, j'ai eu une discussion sur le sujet avec une maman d'une autre école que celle de mon fils. Elle me rapporta son étonnement face à la décision de fermer l'école où est scolarisé son fils, me racontant que lorsqu'elle avait voulu le ramener à 13h, ils n'acceptaient plus les enfants : « *On a même pas pu récupérer les cartables !* » Elle me raconta que cela faisait trois ans que son fils était scolarisé à Lattes, et que c'était la première fois que cela arrivait. Elle reconnaissait être rassuré tout de même par le fait que des procédures soient prévues : « *C'est bien, au moins on voit que cela fonctionne, qu'il y a des choses prévues.* » Elle continua en parlant des travaux : « *Je suis allée voir cet après-midi ; on comprend*

*pourquoi ils les ont faits : c'est impressionnant ! D'un coup c'est un vrai fleuve où d'habitude il n'y a rien. [...] Mais avec les travaux, ça devrait aller. »* Elle se remémora alors les dernières inondations : *« C'était il y a quatre ou cinq ans »,* me parlant aussi de l'intervention des militaires qui *« venaient avec des barques »*. Elle conclut la discussion par : *« Mais cela ne devrait plus arriver maintenant. »*

De la même manière, lors d'un autre épisode d'alerte orange où le vent soufflait fort, je rentrai dans une boulangerie et engageai une discussion avec la boulangère : je lui dis qu'en rentrant il allait me falloir m'accrocher aux branches et nous avons ri de la situation. Je lui fis part de ma décision de ne pas sortir aujourd'hui et elle me dit que c'est ce qu'ils avaient conseillé à la radio. Je lui dis que mes inquiétudes étaient surtout par rapport à la submersion des routes. Elle me répondit alors qu' *« avec les travaux, maintenant, on devrait être tranquille »*, avant d'ajouter : *« Mais bon.... on ne sait jamais ! »* Je ressentis de l'inquiétude dans sa phrase. Je lui demandai alors, sous couvert d'être nouvelle, s'il y avait déjà eu des épisodes similaires depuis les travaux. Elle me répondit qu'elle ne savait pas, qu'elle était ici seulement depuis janvier dernier et qu'elle ne connaissait pas du tout la région. Une telle minimisation est également ressortie lors de la discussion sur l'événement que j'ai eu avec la maîtresse d'école de mon fils, le lendemain de l'alerte. Selon elle, *« c'était une petite alerte orange »*. Elle ironisa ensuite sur les situations grotesques que ces alertes provoquent. Elle raconta par exemple le cas d'une alerte rouge qu'elle a connu précédemment, dans une autre école de la région où *« on se retrouve avec des parents derrière les vitres à qui on n'a pas le droit de rendre leur enfant »*. Elle évoqua également la déformation de l'information qui est souvent à regretter dans la chaîne formée par l'inspection académique, le préfet, le maire, l'école, les parents, les médias...

Nous voyons dans ces situations qu'il ne s'agit pas tant d'échanger sur l'horizon du danger que sur les éléments concrets qui l'entourent, certainement parce qu'ils fournissent davantage de prises concrètes sur lesquelles il est possible d'émettre des avis. Surtout, ces deux situations mettent en scène des professionnelles qui n'ont pas vocation à se constituer « oiseau de mauvaise augure ». La boulangère, disposée à convaincre du bon achat se doit de conserver une posture souriante sur le monde et l'institutrice a pour mission de rassurer les parents. Par ailleurs, les inquiétudes qui peuvent néanmoins être suscitées par la situation sont mises à distance dans l'interaction, notamment par le ressort langagier de l'humour. Cet usage semble s'expliquer par un partage plus facile d'éléments visant à dédramatiser que d'éléments participant à dramatiser la situation ; nous y reviendrons en détail dans le chapitre suivant.

Les travaux de François Dedieu, portant sur l'analyse fine des ressorts organisationnels lors du (dys)fonctionnement de l'alerte précédant la tempête de décembre 1999, expliquent l'effet de surprise générale face à l'ampleur de la catastrophe alors qu'elle fut annoncée par Météo France (Dedieu, 2009). L'auteur montre et explique comment la tentative d'alerte a été transformée en un message routinier. S'appuyant sur les travaux

d'Erving Goffman qui définissaient des entreprises scélérates<sup>353</sup>, il propose l'expression de risque scélérat pour parler des risques annoncés comme tel mais qui sont ignorés parce qu'ils apparaissent familiers (Dedieu, 2009). « *Le risque scélérat se définit, d'une manière générale, comme un phénomène menaçant dont l'annonce reste inaperçue, parce qu'il prend une apparence normale* » (Dedieu, 2009: p.20). La multiplication des alertes météo participe à la formation d'un tel « *risque scélérat* ». Tout d'abord en ce qu'elle confère aux temps d'alerte un caractère habituel, routinier ; ensuite parce que l'issue positive – entendre sans conséquence grave - des précédentes alertes vécues permet aux habitants d'anticiper de la même manière l'événement à venir. Enfin, le message de protection qui est émis par les autorités locales et sa traduction matérielle par les travaux, dont le message de valorisation a circulé entre les habitants, participe à minimiser la gravité potentielle de la situation. Si les bulletins de vigilance météo peuvent être dans une certaine mesure organisateurs de pratiques, ils ne participent pas forcément à cultiver un sens du danger. La multitude des informations disponibles dans ces situations d'alerte et les interprétations variées auxquelles elles peuvent donner lieu, viennent rendre encore plus incertain cette culture du danger et le suivi des procédures de gestion de crise envisagé dans les textes pour les traduire en actes.

### 9.3.2. Circulation d'informations multiples et interprétations variées

Alerte orange, jeudi 3 novembre 2011. Café du centre. Vers 14h30.

Le service du midi se termine, le côté restaurant est presque vide, 5 ou 6 clients sont encore là, au café. Les employés s'activent pour finir, 2 ou 3 sont proches du départ.

Il y a un téléviseur branché sur BFM TV dans un coin.

Des clients entrent et sortent pour le tabac.

Je bois mon café au comptoir. Je lis Midi Libre.

Au bout d'une petite dizaine de minutes, un client est sur le départ et dit espérer (?) [je n'entends pas très bien] ne pas avoir trop d'eau sur la route. Les trois autres font des commentaires sur combien il pleuvait au moment où ils ont pris la route ce matin : l'un dit qu'il ne pleuvait pas, le second un peu quant le troisième a reçu « *des trombes d'eau sur Montpellier* ».

Au même moment, un client reçoit un coup de téléphone de quelqu'un qui est visiblement au volant, et lui dit ne pas passer par Montpellier, avec la même expression pour décrire l'état de la situation : « *Il pleut des trombes d'eau ici !* »

La discussion continue entre les employés sur des blagues que je ne saisis pas.

Le journal à la TV fait état de la situation météo locale.

[...]

Une cliente pour le tabac entre. C'est une maman de l'école de mon fils. Je ne me montre pas, elle salue plusieurs employés (elle est originaire d'ici). Elle lance : « *Ça commence ! Les premières crèches appellent pour que les parents viennent chercher leurs enfants : il y a Maurin qui vient d'appeler !* » Elle continue en donnant des informations sur la situation aux alentours :

---

<sup>353</sup> Selon Erving Goffman, les « entreprises scélérates » usent des apparences normales afin de « ne pas donner l'alarme » (Goffman, 2006 (1973): p. 245).

À Manguio des pompiers sont dans un gymnase, prêts à intervenir ; « *ça va tomber fort vers 16h* » À Maurin, elle ne sait pas. Un autre client entre dans la discussion. Un homme entre et se met au comptoir et fait une remarque sur le mauvais temps. Les deux employés derrière le comptoir discutent de tout et de rien. Les clients défilent au tabac. Un nouveau serveur est sur le départ et dit à son collègue que demain c'est bien lui qui fait l'ouverture et ajoute que « *ça va tomber fort à 16 h* ». Quelques minutes après ce dernier le répète à l'homme de ménage qui arrive pour le début de son service.

[Extrait des notes de terrain, épisode de vigilance météo, novembre 2012.]

Hors alerte, les temps d'observation au café n'ont révélé que rarement une telle propension à la discussion collective observée lors de cette alerte orange. Cette situation montre le caractère « habituel » que peuvent revêtir ces moments de vigilance météo, de plus en plus fréquents, ainsi que nous venons de le voir. Elle montre aussi l'importance que revêt l'information dans ces situations : l'information sur les conditions météo devient centrale et crée du lien. Dans ces situations caractérisées par l'incertitude, la variété des chemins que se fraye l'information et l'avidité d'éléments concrets qu'elle vient combler, conduit fréquemment à la simultanéité de circulation de messages provenant de différentes sources où canaux officiels et discussions ordinaires se côtoient. Face à ces circulations multiples, la réception de l'information peut varier entre les habitants. À cette information variée peut alors être apporté une réponse qui varie encore selon les personnes.

Un épisode orageux donna lieu à l'émission de bulletins de vigilance orange « *pluie inondation* » sur plusieurs jours (du 1<sup>er</sup> au 6 novembre 2011). À un moment de cet épisode, ont circulé en parallèle deux informations contradictoires : celui d'une « *d'alerte rouge* » en cours et d'autres remettants en cause sa « *véracité* ». Je m'étais rendue au bureau de police en quête d'informations. Les agents présents me dirent alors que la Préfecture ne les avait pas informés d'un tel niveau de vigilance et que pour eux, nous étions seulement en « *alerte orange* ». M'interrogeant sur le fait que l'information d'une « *alerte rouge* » circulait sans qu'un message officiel n'ait été émis, je questionnais encore l'agent de police qui me répondit : « *Oui, tout le monde dit ça, oui, mais nous, la Préfecture, on est toujours en alerte orange, sans plus, euh.... Donc ça doit encore être quelqu'un à la radio qui a encore annoncé quelque chose !* »

Lors de l'émission d'un bulletin de vigilance par Météo France, l'information est relayée par plusieurs canaux. Les médias nationaux, les bulletins météo et journaux télévisés locaux et les radios locales diffusent largement le message. Localement, les services de police ou la Mairie préconisent d'écouter la radio locale (de service public) France Bleu Hérault, qui a pour mission de diffuser les informations concernant les inondations. Depuis 2003, une convention a été signée entre cette radio et la Préfecture afin de formaliser l'habituelle mobilisation des radios locales du service public lors des alertes météo. La convention prévoit notamment que la Préfecture communique toutes les informations relatives à la situation, son évolution, ses conséquences, les mesures de protection, conseils et consignes de sécurité. En

outre, elle prévoit l'accès d'un journaliste de France Bleu Hérault au centre opérationnel de défense, situé au sous-sol de la préfecture<sup>354</sup>. De nombreuses observations de terrain permettent d'affirmer que cette radio locale est connue des habitants et qu'elle est très écoutée lors des appels à la vigilance météo. Les bulletins météo y sont très fréquents et relativement précis, l'état de circulation des routes y est ajusté en permanence grâce notamment aux concours des auditeurs qui transmettent des informations et les consignes de précaution (principalement celles d'éviter au maximum les déplacements) y sont régulièrement rappelées.

Le site internet de Météo France, que de nombreux habitants ont déclaré consulter en de telles circonstances, renvoie sur le site de Vigicrue<sup>355</sup>. Ce site informe sur le niveau des cours d'eau. La mise à disposition de la population de l'information nécessaire est en effet l'un des objectifs de la réorganisation des services de gestion des alertes météorologiques<sup>356</sup> et précise le schéma directeur de prévision de crue, de manière « à susciter et permettre une attitude de vigilance hydrologique partagée par le plus grand nombre d'acteurs ». Cette diffusion d'informations se fait exclusivement *via* le site internet Vigicrue qui permet de visualiser une carte de vigilance « crue », qui décline le danger en quatre niveaux sur le modèle des vigilances « pluie inondation » de Météo France ; c'est-à-dire : vert, jaune, orange et rouge<sup>357</sup>. Plusieurs habitants m'ont dit le connaître. Une veille des blogs des associations politiques locales a révélé que plusieurs d'entre-elles relaient les bulletins météo et des liens permettant d'afficher les cartes de vigilance correspondantes. Mais la mise à disposition de ces informations, et leurs suivis probables par les habitants, ne garantissent pas pour autant que l'information transmise soit interprétée de la même manière par tout le monde.

Les niveaux de vigilance des dispositifs de surveillance « pluie inondation » (Météo France) ou « crue » (Vigicrue), dont les couleurs sont équivalentes, ne correspondent pas forcément en temps réel et peuvent donner lieu à la circulation d'informations d'apparence contradictoires. Les « vigilances crues » sont plus rares que les vigilances météorologiques car elles ne sont établies que par tronçon de bassin versant, quand la vigilance météorologique « pluie inondation » est établie par département. Si deux niveaux de « vigilance rouge » ont été établis concernant les conditions météorologiques par Météo France pendant l'enquête, le même niveau de vigilance n'a pas été établi par Vigicrue pour le Lez. Cependant, une « vigilance crue rouge » sur un tronçon d'un fleuve se traduit automatiquement par le passage en « vigilance pluie inondation rouge » pour l'ensemble du département concerné. Ainsi, un niveau de vigilance rouge peut être établi par Météo France sur la totalité du département de

---

<sup>354</sup> Cet accord de diffusion de l'information entre *France Bleu Hérault* et les services de la Préfecture de l'Hérault est né à Montpellier et a, par la suite, inspiré Paris : une convention nationale de partenariat a en effet été signée le 25 juillet 2004 entre *Radio France* et le ministère de l'Intérieur. Elle fixe aux préfets et aux stations de *Radio France* un cadre général de coopération dans le domaine de l'information des populations lors des situations de crise. L'article 12 précise que des conventions peuvent être conclues au niveau local entre les préfets et les responsables du réseau *France Bleu*. Source : « Hérault : mieux communiquer en cas d'inondation », article du journal local *La Gazette de Montpellier*, par Sarah Finger, n°1885 du 07/05/2007.

<sup>355</sup> [www.vigicrues.ecologie.gouv.fr](http://www.vigicrues.ecologie.gouv.fr), opérationnel depuis juillet 2006.

<sup>356</sup> Voir l'introduction au chapitre 8 pour les détails sur le contexte législatif à cette réorganisation datant de 2003.

<sup>357</sup> Cette carte est établie par le Schapi qui centralise les informations émanant des SPC.

l'Hérault quand la « *vigilance crue rouge* » ne concerne en fait qu'un tronçon de l'un des cours d'eau qu'il comprend. Lorsque le niveau de vigilance rouge est annoncé pour le département, il appartient aux autorités compétentes de décider des mesures à prendre. Dans ce contexte, les décisions peuvent varier selon les institutions et ajouter encore de la complexité, par exemple lorsque certains établissements sont évacués et pas d'autres. Lorsqu'une décision est prise par la Préfecture, comme l'évacuation des établissements scolaires, elle peut l'être pour l'ensemble du département. Son application peut cependant encore varier à des échelles territoriales plus petites, où d'autres instances peuvent prendre des décisions, parfois différentes (par exemple l'inspecteur d'académie dans le cas des établissements scolaires<sup>358</sup>). Outre le fait que cela participe à expliquer le contexte de multiplication des alertes météorologiques, cela explique également les informations contradictoires qui peuvent circuler sur la situation. Quand certains suivent le message « automatiquement généré » d'une vigilance rouge « *pluie inondation* » pour le département, d'autres peuvent le relativiser compte tenu de l'information d'une vigilance rouge seulement sur l'un des tronçons de l'un des cours d'eau du département. C'est cette situation qui est à l'origine de la circulation de messages différents, entre un niveau de vigilance orange ou rouge, lors de l'épisode du 1<sup>er</sup> au 6 novembre 2011. Le passage au rouge de la « *vigilance crue* » sur un tronçon du fleuve Hérault du département a automatiquement généré l'émission d'un bulletin de « *vigilance pluie inondation rouge* » sur le département. Le message d'une « *alerte rouge* » a donc circulé ; mais parallèlement, d'autres habitants et médias relativisaient l'information en soulignant qu'il s'agissait seulement d'une vigilance pour le fleuve Hérault, et non le fleuve Le Lez ; participant à créer une confusion sur le niveau d'alerte en cours ; nous y reviendrons plus bas.

Le fonctionnement de la chaîne d'information est complexe : dans une même situation, les acteurs sont confrontés à des informations qui circulent par de nombreux canaux, où se superposent des informations « officielles » et d'autres, des bulletins de « *vigilance crue* » et des bulletins de « *vigilance pluie inondation* », et ce, par de nombreux relais différents. Ces différentes sources d'informations véhiculent des messages qui peuvent apparaître contradictoires et donnent encore lieu à de nombreuses interprétations différentes.

La discussion engagée dans un conseil d'école lors de la mise en place par la Préfecture du nouveau dispositif de gestion des évacuations des établissements scolaires en cas d'alerte météo, a permis de rendre compte de la complexité potentielle du message et ce, même pour des professionnels en charge de public en zone inondable et ainsi soumis à l'application de dispositifs réglementés en la matière. Lors de ce conseil d'école, lorsque la directrice de l'école exposa la question de la mise en place de ce nouveau dispositif, elle parla du cas où il y aurait « une alerte rouge ». Les autres institutrices et le représentant de la Mairie présents la contredirent immédiatement. Pour eux, il s'agissait de l'inverse : si c'est une alerte

---

<sup>358</sup> Il semble d'ailleurs que ce soit cette confusion sur qui est en mesure et doit prendre la décision de l'évacuation qui soit à l'origine de la mise en place du nouveau dispositif dans les écoles du département que nous avons évoquées.

orange, il faut évacuer, si c'est une alerte rouge, il faut confiner. S'en est alors suivi un débat où tout le monde campait sur ses positions. Le représentant de la Mairie<sup>359</sup> apporta quelques précisions : ce n'est qu'en cas d'alerte orange avec ordre d'évacuation (ordonnée par le préfet) que les parents doivent venir chercher leurs enfants. Selon lui, il était important de le préciser pour éviter que tout le monde ne se précipite « *à la moindre alerte météo* » en ajoutant que maintenant, « *il y en a sans cesse !* » Il précisa ensuite les procédures en cas d'alerte rouge : plus personne – excepté les secours – n'est censé circuler. Si un parent se présente à l'école, il devra être réquisitionné pour aider l'école. Il évoqua alors le cafouillage qu'il y avait eu l'année précédente, lors d'une alerte orange, lorsque le collège de Lattes avait été évacué sur ordre de l'inspection de l'académie. Face à cette position d'autorité, la directrice d'école s'excusa de l'erreur ; tout cela semblait bien confus pour elle. Elle questionna alors le représentant sur les procédures en cas d'alerte orange ou rouge : elle ne comprenait plus. Il faut dire que la situation peut paraître complexe. Dans le règlement de l'école, un niveau de vigilance rouge implique le confinement dans l'école alors qu'un niveau de vigilance orange implique l'évacuation des élèves. Dans les faits, à ces catégories de niveau de vigilance, se superpose la décision, qui incombe au politique, de traduire ce niveau de vigilance en alerte – ici en utilisant ces deux termes pour la distinction opérée par les spécialistes sur ce qu'ils recouvrent<sup>360</sup>. De cette traduction découlent les préconisations en matière d'évacuation des établissements notamment, et cela donne lieu à de nombreuses interprétations différentes. Ainsi que les travaux de Freddy Vinet ont permis de le démontrer pour le cas de la commune de Sommières, dans le Gard, les niveaux de vigilances des services de prévision des crues (SPC), qui déterminent l'émission d'un bulletin de vigilance qui oriente la prise de décision « centralisée » (niveau préfectoral), ne correspondent pas aux niveaux d'alerte retenus au plan local (et défini dans le PCS) (Vinet, 2007b). Dans ces nouvelles explications, le représentant de la Mairie opéra ainsi des niveaux supplémentaires à ceux couramment utilisés (et relayés par les médias, à savoir « alerte rouge », « alerte orange »). Selon sa présentation, l'alerte orange signifie que la classe continue normalement, il n'y a pas de sortie de l'école. C'est seulement quand l'« *orange foncée, c'est-à-dire qu'il y a imminence du danger* » – entendue pour une vigilance météo orange avec ordre d'évacuation émise par le préfet – que l'on évacue. Enfin, il finit par préciser que c'est seulement dans le cas d'une alerte rouge qu'il y a confinement. Or, pour complexifier encore davantage la chose, les services de l'État ont présenté différemment cette correspondance entre niveau de vigilance et niveau d'alerte. L'erreur de la directrice se justifiait donc puisque dans le document distribué, il était bien écrit « *alerte climatique en niveau de vigilance rouge* » et précisé dans le texte : « *Autorise la(les) personne(s) dont le(s) nom(s) suive(nt) à récupérer mon(es) enfant(s) en cas d'alerte climatique en niveau de vigilance rouge, si le confinement n'est pas exigé dans l'intérêt de la sécurité des personnes, et en se conformant expressément*

---

<sup>359</sup> Conseiller municipal en charge des questions scolaires et également directeur d'une école primaire de Lattes dont nous avons déjà rapporté des propos au chapitre précédent.

<sup>360</sup> Distinction présentée pages 305-306.



*aux consignes données par le directeurs d'école* ». Ainsi, ici, l'interprétation de l'émetteur de ce dispositif, la direction des services départementaux de l'Éducation nationale, sous-entend une autre distinction dans les niveaux de risque : les cas d'alerte rouge où l'on évacue et les cas d'alerte rouge où l'on confine.

Cet exemple illustre la complexité de la chaîne d'alerte d'une part et comment les messages émis peuvent être encore interprétés de manières différentes d'autres part ; participant à expliquer les « cafouillages » régulièrement déplorés dans la gestion de ces moments d'alertes météorologiques. Ce que les moments d'observations en temps réel sur le terrain ont permis de montrer dans le détail, comme nous allons le voir maintenant.

Une « alerte météo rouge » eu lieu en février 2009, alors que je m'étais absentée de Lattes pour le week-end. Le lendemain, alors que l'alerte avait été levée mais que le temps était toujours à la pluie (fine), j'entendis des bribes de conversations sur un « *cafouillage* » qu'il y aurait eu dans la gestion de l'évacuation. Rapidement, je me rendis compte du flou entourant la tenue ou non de l'alerte. Je m'interrogeais notamment sur le fait qu'il y ait eu évacuation de l'école quand justement les procédures prévoient le confinement en cas d'alerte rouge. Mettant à profit mon absence regrettable à première vue, j'interrogeai diverses personnes sur les événements aux environs de l'école puis du centre-ville. Usant d'un stratagème d'observation : curieusement, la seule photocopieuse en libre-service au centre-ville de Lattes est située au poste de police municipale. Sous prétexte d'en faire, je m'y rendis. De nombreux appels de demandes de renseignements, sur le maintien ou non de l'alerte, furent reçus ; témoignant d'un souci local sur cet état de vigilance météo. La réponse des agents de police était qu'ils n'avaient pas plus d'information, qu'il fallait écouter la radio et/ou appeler la mairie. La personne de l'accueil appela d'ailleurs elle-même la mairie pour demander si oui ou non l'alerte avait été levée. Elle raccrocha et déclara alors aux personnes présentes dans la pièce : « *On est toujours en alerte orange, mais il n'y a rien de spécial.* » Surprise de cette annonce, contraire aux informations glanées sur le site de Météo France quelques instants plus tôt, je me rendis à la mairie. Je m'adressai à la dame à l'accueil pour lui demander des renseignements sur les événements sous prétexte de mon arrivée récente et de mon absence au moment des faits. Je l'interrogeai notamment sur l'évacuation des écoles. La dame de l'accueil me confirma qu'il y avait eu « *un cafouillage de la Préfecture* » : on avait appelé les mairies pour dire d'évacuer les écoles, les écoles prévenues avaient donc commencé à appeler les parents. Puis, un nouvel appel de la Préfecture s'en était suivi pour dire que finalement, il n'était pas nécessaire d'évacuer les écoles. Les écoles ont été rappelées par la Mairie afin qu'elles arrêtent d'appeler les parents. Ainsi, certaines classes ont été évacuées, d'autres non, certaines en partie seulement, produisant ce sentiment « de cafouillage ». Je saurai ensuite que c'est effectivement ce qui s'est passé dans l'école où est scolarisé mon fils ; certains parents ont été appelés, et pas d'autres. Dans d'autres établissements, les directeurs avaient pris la décision de fermer l'école à 13h, refusant les retours en classe après le repas et renvoyant les enfants chez eux. Plusieurs témoignages de collègues me permirent de mesurer

la variation dans les réponses apportées dans chaque école, sur Montpellier également. Une collègue me fit part de l'exemple de l'école de son fils où un enfant a été confié à un parent sans autorisation de la famille ; un autre me raconta que dans l'école de sa fille, il n'y avait pas eu d'évacuation du tout.

Cette latitude dans les réponses fut confirmée par la dame de la Mairie que je questionnai sur le déroulement des événements lors du dit épisode d'alerte rouge. Alors que je demandai des précisions sur les procédures à suivre en cas d'alerte, elle me répondit qu'en cas d'alerte orange, il n'y avait pas de souci (entendre pas d'évacuation) mais que c'est en cas d'alerte rouge que l'on évacuait les établissements. Ayant lu l'inverse dans le règlement de l'école, je m'en étonnai. Elle me répondit que « *cela dépend des directeurs d'écoles* », en hésitant. Elle ajouta : « *Il y a un plan d'évacuation mais après, ça dépend, c'est la Mairie qui nous dit quoi faire.* » Puis elle me raconta que pour telle école (Port Ariane) on évacue les enfants dans l'église, mais que pour Grand tamaris, il n'y a pas d'évacuation car le bâtiment dispose d'un étage. Elle semblait connaître le déroulement des opérations d'évacuation locales mais ne connaissait pas leurs correspondances selon les catégories nationalement établies (procédure en cas de vigilance orange ou rouge).

Dans la suite de la discussion, lorsque je l'interrogeai sur la fréquence de tels événements et qu'une discussion s'enclencha sur le dernier événement local ayant apparemment marqué les esprits, un sentiment de non-gravité se dégagea de son récit. Il me sembla qu'elle évoquait un sujet tout à fait anodin. Elle m'expliqua que les alertes oranges étaient relativement fréquentes, comme pour relativiser l'événement en cours. Elle ajouta que les alertes rouges étaient les plus rares. Elle enchaîna avec le récit du dernier épisode d'alerte rouge sur la commune. Après avoir douté puis interrogé ses collègues sur la date précise (2003), elle raconta qu'« *il y a eu l'armée et tout* », qu'« *ils avaient dit qu'une vague allait passer sur la digue du côté de Port Ariane, au niveau où ça tourne*<sup>361</sup> » mais que finalement il ne s'était rien passé. Elle me rassura sur le fait qu'en cas d'alerte rouge, il y a toujours quelqu'un au standard de la mairie pour répondre aux questions des habitants et me rappela que c'était rare. J'insistai : mais que fallait-il faire ? Elle me répondit qu'il fallait en premier lieu écouter la radio (France Bleu Hérault) pour savoir où en était l'alerte. J'insistai encore en lui demandant ce qui se passait si des parents qui travaillent à l'extérieur de Lattes se retrouvaient dans l'incapacité d'y revenir. Sa réponse a été : « *On s'en occupe* » (des enfants). Elle sous-entendait qu'il n'y avait aucun souci sur ce point. Elle évoqua alors le souvenir d'une alerte où ils avaient réunis tous les enfants dont les parents ne pouvaient pas venir dans une salle à l'étage de la mairie. Ce souvenir la faisait sourire, son évocation semblait agréable pour elle. Elle se lança dans un récit qui, sans les appels téléphoniques pour l'interrompre plusieurs fois et l'arrivée d'une autre personne après moi, aurait certainement pu durer bien plus longtemps. Selon elle, « *on a déjà eu des inondations mais heureusement – et malheureusement pour*

---

<sup>361</sup>Le fleuve opère un virage au nord de la ville. Il s'agit en fait du point où le fleuve se divisait jadis en plusieurs bras formant un delta. C'est à cet endroit même que le fleuve avait quitté son lit en 1976, entraînant des inondations. Et c'est à cet endroit même que le partiteur de crue a été positionné. Voir les cartes p 15 (figure 2) et p 235 (figure 50).

*ceux qui ont été inondés – seulement partielles. [...] Il y a des quartiers plus exposés que d'autres. [...] Il y a le risque avec les digues, mais ça, normalement avec les travaux, ça devrait aller* ». Elle évoqua le désagrément des coupures de route régulières en prenant l'exemple de la route allant vers une ville située au sud de Lattes, Villeneuve-lès-Maguelone, coupée à ce moment-là, mais où les inondations sont, selon elle, sans gravité puisque *« ce ne sont que des terres agricoles »*. Il est intéressant de souligner ici que ses propos comportent un mixte entre apport informatif et enchaînements de commentaires, dans lequel des « positions » se prennent par rapport à ce qui se dit. La dame de l'accueil de la mairie informe, mais elle fait un peu plus en même temps ; elle essaie de rassurer. Elle ne peut en rester à l'information, mais pilote en quelque sorte sur le cas qu'il faut en faire : « dédramatiser » *versus* « dramatiser » notamment. D'une certaine manière, elle prend soin de l'Autre. De même, un élément intéressant tient à ce que le discours porte en même temps sur la cause (qui a motivé l'alerte) et les réponses (cafouillages) qui lui ont été données. Enfin, un troisième enchaînement se produit quand les locuteurs s'avèrent « pris par leur sujet » et enclenchent sur du narratif. Cet exemple révèle alors combien il peut être difficile de plaquer sur une situation aussi chargée d'affects et d'intentions humaines un dispositif froid de conduites à tenir.

Les variations dans l'interprétation du message officiel que cette situation a permis de donner à voir au sein des établissements qui gèrent des publics, ont tout autant été observées chez les habitants. Dans l'entretien collectif n°1, qui réunissait quatre parents d'enfants scolarisés sur la commune, il y eu un vif débat sur le déroulement des sorties d'école en cas de vigilance météo et les difficultés rencontrées dans le suivi des procédures.

*« Clarisse : Non, mais ça dépend vraiment des personnes. Moi je me suis retrouvée avec mon grand à la maternelle parce que la maîtresse vite vite vite, il fallait qu'elle parte, personne ne m'avait appelée, toute l'école était évacuée, moi je suis arrivée... Sereinement, quoi ! Et on m'a dit, texto : si demain c'est alerte rouge, n'amenez pas vos enfants. Le lendemain, j'écoute France Info : alerte rouge : je n'ai pas amené mes enfants et l'école était ouverte. Du coup, je les ai mis l'après-midi. On m'a dit : récupérez les à 16h30 parce que il va pleuvoir entre 4 heure et demi et 5 heures.*

*Natacha : C'était marqué sur le site de l'école, c'était marqué qu'on pouvait les ramener, en fait, sur le site de l'école. »*

[Extrait de l'entretien collectif n°2.]

Nous voyons dans cet extrait d'entretien, où il est question de l'épisode du 1<sup>er</sup> au 6 novembre 2011, qu'à la variété des messages qui ont circulé sur l'état de la situation se sont ajoutées des variations dans les interprétations des personnes. Alors que Natacha ne s'est pas déplacée pour récupérer son enfant à l'école – suivant les préconisations en cas d'alerte rouge - et s'est renseignée sur le site internet de l'école, Claudia a récupéré ses enfants à l'école parce que la directrice appelait à l'évacuation de l'établissement (a contrario des procédures prévues) et elle ne les pas ramenés le lendemain de part les informations diffusées à la radio (alors

inverses à celles disponibles sur le site de l'école). Au-delà des variations dans l'interprétation, la longue discussion sur le sujet dans le cadre de cet entretien a permis de questionner dans le détail les conduites à tenir en cas de vigilance météo mettant en évidence une connaissance relative des procédures. Les signaux d'alerte locaux ne sont, par exemple, pratiquement connus de personne.

Les procédures prévues par les institutions en cas de situation critique ou de crise ne sont pas forcément connues par les habitants. Lorsque c'est le cas, elles font l'objet d'interprétation et d'ajustement en fonction de ce qui est saisi de la situation et de son expérience. La situation d'alerte crée une situation d'incertitude qui confère un statut d'urgence à l'action qui ne vient pas forcément coller avec celle appelée dans les textes. Dans la situation, en fonction de l'analyse située et personnelle des acteurs, les conduites adoptées varient selon les moments et les personnes. Le jour de la crise, quel que soit ce qui a ou non été anticipé précédemment, les habitants « fabriquent » une solution qu'ils jugent adaptée dans l'instant, en fonction de ce qu'ils pressentent de la situation. Selon Jacques Roux (Roux, 2006) pendant la crise, il ne s'agit plus de s'appuyer sur les pouvoirs publics mais de se prendre en charge soi-même. Les comportements à géométrie variable que ces moments de vigilance météo ont mis en évidence abondent dans ce sens.

Ces épisodes nous donnent à voir une modification momentanée de l'ordre des choses opérées par l'alerte. Ils montrent que certains habitants disent être vigilants aux annonces et adapter leurs comportements, plus particulièrement leurs déplacements. Ils révèlent aussi une tendance à la minimisation de l'événement, dans un contexte situationnel flou d'une alerte couvrant tout le département, d'une multitude d'informations parfois contradictoires et d'un contexte politique local rassurant. Ainsi, ces moments d'alerte ne donnent pas lieu au basculement dans l'exceptionnel ; la vie y suit son cours, au ralenti, en ajustant les comportements à ses obligations (comme aller chercher ses enfants à l'école si on est appelé à le faire). Il ne semble pas s'y développer un « sens du danger » appelé par les nouvelles orientations des politiques nationales de gestion du risque inondation valorisant « la *culture du risque* ». Dans un contexte de fréquence des vigilances météo et d'assurance d'une situation sous contrôle par les politiques, la nécessité de s'alarmer pour la situation présente n'arrive pas forcément quand il n'y a pas d'éléments concrets attestant de la réalité du danger.

## 9.4. De rares situations de micro-ruptures où l'alerte devient alarme

*« Là, les gens se rendent compte. C'est le seul moment où ils se rendent compte qu'il y a de l'eau... parce qu'ils ont les pieds dedans ! »*

[Un habitant, ancien membre d'une association sur le sujet des inondations.]

L'épisode de plusieurs jours de vigilance météo de novembre 2011 permit l'observation d'une situation où le diagnostic froid de l'alerte se transmute en diagnostic surchauffé de l'alarme. L'épisode a commencé le 1<sup>er</sup> novembre 2011. L'arrivée d'un « *épisode cévenol caractérisé* » était annoncée par Météo France. Un bulletin de vigilance météo de niveau orange qui concernait le département de l'Hérault fut établi. Plusieurs inondations mineures furent occasionnées par les pluies fortes localisées sur la ville de Montpellier et la zone commerciale de Lattes le premier jour. Le niveau d'alerte sera maintenu 6 jours, avec des alternances d'émissions de bulletins de vigilance, d'annonces de fin d'épisode, puis de reprise, avec une montée en gravité le 3 novembre, où le dit bulletin de « *vigilance crue rouge* » fut émis en fin de journée et le message d'une alerte météo rouge circula. Concomitamment, d'autres bulletins d'alerte et des inondations avaient cours dans des départements et régions limitrophes.

Le premier indice d'une tonalité différente prise par cet événement se révéla par l'observation de la (re)mise en place de comportements de vigilance que des habitants avaient confiés, dans les entretiens collectifs notamment, voir disparaître. Un collègue de travail qui habite Lattes en témoigna par mail. Il m'informa de son observation dans son quartier de résidence : « *Le fait d'avoir un peu d'eau dans la rue et d'être en vigilance orange a suffi à faire retrouver aux gens les vieux réflexes : les voitures sont montées se garer sur les trottoirs, histoire de gagner les quelques centimètres qui évitent à l'eau d'entrer par le bas des portières... Et les vide-caves sont en action.* » L'analyse dans le détail de cet événement va nous permettre d'émettre des hypothèses sur les raisons qui participent à fonder le caractère tangible de la menace (Chateauraynaud, 2001). Il s'agit de participer à comprendre comment un futur possible (annoncé par les alertes météo) devient crédible aux yeux des acteurs. Un moment où il devient raisonnable de s'inquiéter quand dans la plupart des autres situations de vigilance météo, l'alarme est assimilée aux « *prophètes de malheur* » (Chateauraynaud, 2001) et ne se propage pas chez les habitants. Le long temps « d'observation habitante » nous permet d'attester de la rareté de ce qui se passe dans cet événement où l'état d'alarme a pu être palpable, fut-ce un court instant. Il s'agit alors de repérer ce qui, dans ce moment, a fait la différence. Des facteurs contextuels et situationnels y participent. La longueur de l'événement et sa généralisation dans le sud de la France figurent certainement parmi les éléments explicatifs. Le contexte médiatique, gagné par le drame de l'inondation, a également certainement participé de la montée en gravité dans sa prise en compte. Enfin, nous verrons que le basculement dans l'alarme, où un « sens du danger » se donne à voir, dépend surtout

des conditions pratiques de la situation – et notamment de la rupture de l'ordre ordinaire des choses ou non.

Un premier élément explicatif de ce changement de tonalité tient certainement à la durée de l'épisode, à l'extension géographique de l'événement et à sa médiatisation, par l'information télévisuelle notamment. Des alertes météo avaient cours dans de nombreux départements du sud de la France, et plusieurs inondations étaient concomitantes ailleurs dans le pays et à l'étranger. Simultanément se déroulaient d'importantes inondations en Italie, dans la ville de Gênes, en Thaïlande et en Tunisie. De nombreuses images d'inondations dramatiques circulaient par les différents médias nationaux. Être gagné ou non par l'alarme pourrait ainsi être influencé par les images de l'ailleurs. Cependant, il est à relever que l'information sur le risque encouru localement a mis un moment à « monter » dans les colonnes de la presse nationale. Le contexte médiatique était relativement riche à ce moment là, avec un *prima donné* à la crise sociale qui avait alors cours en Grèce. Ce qui semble avoir fait passer l'information du risque inondation dans l'Hérault à la « Une » est le passage de l'événement dans le registre dramatique, lorsque le corps d'une personne fut retrouvé sans vie à proximité d'un cours d'eau.

Cette médiatisation participe à la montée en gravité de l'événement en faisant déborder l'événement du niveau local, en agrandissant ainsi la communauté des affectés à des personnes qui ne sont pas en prise directe avec la situation. Dans ce contexte de large médiatisation, la circulation d'énoncés relatifs au danger peut prendre source à l'extérieur de la situation. Les proches, tenus à distance géographiquement, n'ont pas de prise pour dédramatiser quand ils sont confrontés à une information à tonalité dramatique. Lors des épisodes d'alerte météo, ce sont souvent les membres de la famille ou les amis, à distance et alertés par les médias nationaux, qui sont souvent les premiers à s'inquiéter et à s'enquérir d'information auprès de leurs proches directement concernés. Ce faisant, ils partagent cette dramatisation avec eux, qui, en situation, disposaient d'éléments qui pouvaient plutôt les encourager à relativiser.

*« Donc, c'est le fait d'avoir vu des pompiers qui t'as fait te dire... »*

*Florent : [Il me coupe] Non, c'est dès lors, si tu veux, que tout le monde m'appelait. Parce que moi, ma famille est à l'extérieur, et toute ma famille m'a appelé en fait. »*

[Entretien collectif 2.]

L'étude des commentaires en ligne sur le site du Midi Libre pendant l'événement, souligne le même fait : souvent les messages d'alarmes et/ou alarmés viennent de l'extérieur de la zone concernée. Ceux qui sont loin et qui ont des proches menacés dans la zone, s'alarment et transmettent leur état d'inquiétude. Sans doute privées de toute prise pratique, ces personnes ont besoin de combler l'incertitude qui les gagne à l'annonce du risque par les médias. Dans ce cadre-là, on comprend que l'échange de messages entre proches ou « reliés » fonctionne à la balance entre dramatisation / dédramatisation, et que celui qui se situe dans la zone critique

ait plus d'éléments concrets à disposition pour dédramatiser. L'alarmisme dont peuvent faire preuve les proches à distance n'apparaît pas comme irrationnel quand bien même il spéculé sur le pire, parce que ce que l'on doit à ses proches est bien d'être à la hauteur de – ou en écho empathique à – ce pire possible, dont on se met en position de recevoir l'écho éventuel. Ainsi, il est compréhensible que des personnes extérieures qui se sentent concernées par la situation puissent constituer le gros des troupes alarmistes quand, en situation, il n'y avait pas forcément d'éléments pratiques donnant prise au danger.

De nouveau, cet événement dessine l'importance cruciale que revêt l'information. Dans ce moment, ce qui domine c'est l'indécision : on ne sait pas quelle décision prendre dans cette situation qualifiée par l'incertitude et c'est cela qui est stressant. Le stress, fonctionnant en empilement contagieux, devient alors un multiplicateur d'inquiétudes et participe à l'état d'alarme. De petites turbulences locales font qu'un état d'incertitude, par ailleurs relativement habituel - en ce sens que l'on agit toujours en situation d'incertitude relative d'une part et que les bulletins d'alertes météo sont fréquents d'autre part -, se transforme en inquiétude, voire en alarme. Une scène, la scène du portail, fut particulièrement remarquable de ce point de vue là.

Entrer dans une situation d'alarme, tient à ces moments, où des événements en rapport avec l'alerte prennent une valeur alarmante. Le fond meuble sur lequel s'élève l'épisode rapporté ci-dessous est dominé par l'indécision, les hésitations, les flottements, la désorientation quant à ce qu'il faut faire. Dans les moments d'alerte météo, ainsi que nous l'avons vu précédemment, aller chercher ou pas son enfant est l'indécision première des parents.

Jeudi 3 novembre. Troisième jour de vigilance météo. Sortie des classes, fin d'après midi. Lorsque j'arrive à l'école, en avance, vers 16h10, je suis étonnée parce qu'il y a déjà beaucoup de monde garé partout autour de l'école. Comme le font très certainement les autres parents, je patiente en écoutant la radio *France Bleu Hérault*, c'est-à-dire celle qu'il est préconisé d'écouter dans ces temps de vigilance.

A 16h20 est annoncé un flash info résumé : « *Et, oui, vous savez que dans le cas d'un épisode cévenols cela peut changer très très vite et notre département, l'Hérault, vient de basculer en vigilance rouge, on était jusqu'à présent en vigilance orange, donc là, c'est le niveau de vigilance le plus élevé ; cela veut dire que la donne a changé.* »

Il est 16h25. Le ciel est sombre, il pleut doucement mais le vent souffle assez fort. J'arrive à pied devant le portail de l'école. Les parents, dont je fais partie, commencent à « s'agglutiner » contre le mur pour s'abriter avec l'avancée du toit. Des parents discutent sur comment va évoluer la situation météo. Les avis divergent, un papa pense que cela va revenir à « *une situation normale* ». Les premiers enfants, d'une classe d'adaptation qui sort toujours en premier, sortent. Les autres tardent à arriver. Il y a de plus en plus de parents, et plus suffisamment de place pour que tout le monde soit abrité.

Le vent commence à souffler de plus en plus fort. Les parents sont attroupés sous la pluie, dans le vent devant le portail. Ils s'impatientent. Cela est plus long qu'habituellement. Plusieurs

s'interrogent à voix haute sur le pourquoi ils ne sortent pas. Des propos s'échangent sur le niveau d'alerte. Plusieurs relativisent sur l'état d'alerte rouge émis.

Les enfants commencent à sortir, nous les apercevons au fond de la cour, ils s'approchent du portail, encore fermé. Au même instant, la pluie et le vent se font violents, nous sommes trempés. Les parapluies ne tiennent pas avec le vent. Au moment où les enfants atteignent le portail s'opère alors un petit mouvement de panique : les enfants poussent le portail pour l'ouvrir plutôt que de le tirer vers eux (et contre le vent) comme il faut le faire normalement : le portail casse, les enfants se mêlent à l'attroupement de parents.

Des parents, dans la cohue, essaient de redresser le portail, ce qui implique d'obstruer la sortie des enfants qui continuent à arriver. Une mère s'agace et crie contre ces derniers leur demandant s'ils ne pensent pas que l'urgence, là, est ailleurs.

Le « flot » des enfants continue, le portail ne sera remis dans le bon sens – par le directeur – qu'une fois tout ce monde parti.

[Extrait des notes de terrain, épisode de vigilance météo, novembre 2012.]

Cet épisode du portail donne à voir une accélération temporelle de l'alerte, l'alerte devient alarme. Un élément pratique, la pluie violente qui s'abat sur les parents, donne prise au réel. Le portail cassé, qui se prête à une interprétation dramatisante, montre que les choses ne sont pas en train de se passer comme elles se passent d'habitude. Être dans la scène, c'est être pris dans cette cohue ; et avoir à gérer une action collective délicate qui consisterait à remettre le portail dans le bon sens (contre la poussée des enfants). Une mère craque et demande si « *c'est vraiment le moment* », sous-entendant que l'on prendra soin plus tard de ce détail technique car les urgences sont ailleurs présentement. Il s'agit de s'abriter. Elle n'émet pas de bulletin d'alerte, elle donne corps, avec sa voix, à l'alarme.

Cet « accrochage perceptif », constitué par une série de situations, vient rendre alors rendre crédible la « prophétie de malheur ». Une micro-rupture, ici le portail qui casse, ce qui ne marche pas comme cela devrait et qui du coup entraîne une situation de déconvenue, tient le rôle d'amplificateur et ouvre des scénarii du possible. Le portail qui casse, quelque chose qui n'est pas voulu, en se passant, ouvre la possibilité d'assumer la réalité catastrophique (que l'on ne considère pas normalement) et que l'on ressent dans le ton de l'urgence employé. Un micro-tourbillon s'est ouvert là et le scénario de la catastrophe semble y prendre, incarné par ces corps transis et mouillés de parents inquiets. Pour un petit quart d'heure, on passe de la situation officielle d'alerte (dans ses battements rouge/orange) à un sens d'alarme partagé par toutes les personnes en présence.

Les montées et redescendes des inquiétudes en fonction de la pluie qui tombe ont par ailleurs été relevées dans d'autres moments de vigilance météo. Les annonces officielles, qui statuent sur le niveau de gravité de la situation, sont mises en perspective en fonction de l'expérience sensible de la situation. Dans celle-ci, le critère de l'intensité de la pluie est déterminant. Au gré des éclaircies, la vie reprend son cours « normal ». Quelques instants avant l'épisode cité ci-dessus - parvenu le troisième jour d'un épisode climatique qui en dura cinq - alors que la pluie avait été plus intense au cours des deux jours précédents et avant qu'elle ne le



redevienne, les discussions entre les parents qui commençaient à attendre leurs enfants étaient à la relativisation.

Jeudi 3 novembre. Troisième jour de vigilance météo. Sortie des classes, fin d'après midi, moment d'attente devant le portail.

Un collègue représentant de la FCPE arrive et me questionne sur la dernière réunion. Nous discutons quelques instants à ce propos. Puis je lui demande, dès que l'occasion se présente, s'il a vu que c'était passé en alerte rouge. Il me répond par l'affirmative et enchaîne en me racontant que justement, il a croisé la directrice de la maternelle qui avait l'air un peu affolée. Il complète sur l'ambiance générale dans la maternelle : « Oui, cela s'agitait dans tous les sens là, parce que c'est alerte rouge, là ... Bon, après ça va, ce n'est pas non plus l'apocalypse ! » Un autre papa réagit en nous entendant, il est tout proche, il est d'accord : « On en fait trop ! » Ils continuent à relativiser ensemble. L'un des deux raconte que sa belle-sœur réunionnaise se moque toujours des métropolitains parce qu'ils paniquent toujours pour rien du tout.

J'interviens : « Quand, même, des fois, ici aussi, ça va vite... »

Les deux hommes reprennent leur relativisation et leurs moqueries de ceux qui paniquent. L'un raconte qu'il était à Richter [quartier de Montpellier] l'avant-veille et que les gens s'affolaient alors qu'il y avait à peine « un peu d'eau ». L'un des deux remarque que quand même, le Lez est bien monté. Le second confirme. Il n'a pas vu lui, mais une maman le lui a dit.

J'interviens de nouveau par une « touche dramatisante » : « Bon, mais là, ils parlent de remontée des étangs quand même... Les quartiers du sud là... » Les deux me répondent ironiquement, en riant. L'un me dit qu'il me dira dès qu'il y sera, il y habite. L'autre dit être juste en face et termine par : « Bon, non, mais ça va... Faut pas.... » [Une maman arrive et interpelle l'un des deux, mettant fin à l'échange].

[Extrait des notes de terrain, épisode de vigilance météo, novembre 2012.]

Suite à cet épisode, et alors que tous les enfants dont les parents étaient présents furent partis, les instituteurs et le directeur ont réuni les enfants qui restaient sous le préau (enfants inscrits à l'étude surveillée, de 16h30 à 17h30). Le directeur demanda alors aux parents présents « *de prendre le plus d'enfants possible* » sur le ton de l'humour. Les procédures furent adaptées à la situation, quand les règlements prévoient le confinement des enfants en cas d'alerte rouge. L'alerte rouge ayant été donnée juste avant l'heure de sortie, le directeur a décidé de faire sortir les enfants dans l'hypothèse (vérifiée) que la plupart des parents les attendaient déjà devant l'école. Face à l'incertitude de l'évolution de la situation en cette fin de journée, le scénario de savoir rentrés chez eux le maximum d'enfant par rapport à celui d'une nuit dans les locaux de l'école paraissait certainement plus envisageable au directeur.

L'état d'alarme « se fabrique » dans l'instant, parce que quelque chose ne fonctionne pas comme on a l'habitude que cela fonctionne, ici le portail se casse dans une situation où il pleut beaucoup. Pour ceux absents précisément à ce moment là, ce sentiment d'alarme n'est pas partagé.

Jeudi 3 novembre. Troisième jour de vigilance météo. 16h40 sous le préau, après l'épisode du portail.

C'est un peu la panique. Il y a un brouhaha énorme. Des enfants courent dans tous les sens ; les parents qui continuent à arriver cherchent leurs enfants. Le directeur dit aux parents de récupérer « tous les enfants qu'ils peuvent » sous couvert d'humour. Il vient d'avoir un appel de la Préfecture : il faut faire partir le maximum d'enfant au plus tôt. Je patiente un peu en attendant que les parents des copains de mon fils arrivent. J'appelle l'un d'entre-eux par téléphone : je lui dis qu'il n'y a pas de garderie de prévue, on vient de passer en alerte rouge, et lui demande s'il veut que je récupère son fils. Le papa me rappelle quelques minutes plus tard. Selon lui, on s'affole pour rien. Il me dit être en route, il n'a pas besoin que je récupère son fils. Quand il arrive je suis encore là et on parle de tout, de rien (les travaux dans le jardin, les devoirs...) ; il n'a pas l'air de prendre l'alerte au sérieux du tout. Il reparlera plus tard de cet épisode dans le cadre d'un entretien collectif, il n'a pas senti « l'urgence » de la situation : il ne pleuvait pas (lorsqu'il est arrivé)... L'alerte était pour ailleurs selon lui.

[Extrait des notes de terrain, épisode de vigilance météo, novembre 2012.]

Quand bien même il fut rare et bref au regard de toute la durée du travail de terrain, cet épisode nous donne à voir que, quand bien même le risque est relativisé, quand bien même il est la plupart du temps minimisé, dans certaines situations, lorsqu'elles offrent suffisamment de prise, la possibilité de l'inondation a prise sur la réalité. Ainsi que les travaux de Jacques Roux (Roux, 2006) l'avaient mis en évidence, l'évaluation progressive de la criticité de la situation ne s'opère pas forcément en fonction des seuils objectifs établis par les institutions de sécurité publiques mais davantage en fonction des enchaînements de circonstances. Lorsque des éléments concrets donnent prise à la réalité du danger, le sentiment d'alarme se construit dans la transformation de la perception sensorielle du milieu (Morel-Journel, 2006). Le « sens du danger » s'acquiert dans la réalité d'une situation.

## Conclusion

*« La vigilance n'est pas constante avec le temps, elle est active, opérante puis plus discrète avant de retrouver de l'acuité par rapport aux différentes configurations d'anticipation du danger. Elle se déploie également dans le parcours de vie des personnes rencontrées au bord des cours d'eau. »*

(Morel-Journel, 2006).

Le suivi des circulations réglementées à propos de l'inondation nous a permis de souligner l'effectivité relative de leur transmission en fonction notamment des contextes d'énonciation. Dans un contexte de minimisation et de relativisation du risque, les dispositifs de gestion de situations critiques n'entraînent pas forcément ni l'adhésion de ceux qui sont chargés de les faire circuler (agences immobilières, enseignants, etc.), ni de leurs destinataires. Le suivi de la mise en place d'une nouvelle procédure ou de l'intégration dans la vie d'un établissement scolaire des obligations en la matière, a montré que ces dernières sont

appliquées la plupart de temps par la contrainte. La menace qu'elles entendent circonscrire ne semble pas peser bien lourd face à la liste des choses à faire qu'elles allongent. Elles sont appliquées pour respecter la réglementation et non pas par conviction vis-à-vis du principe de prévention qui sous-tend leur définition. Elles sont par ailleurs l'objet d'interprétations locales plurielles qui ne sont pas forcément cohérentes avec les injonctions nationales.

Parallèlement s'observe une raréfaction des comportements de vigilance. Si des connaissances sont partagées sur le « quoi faire localement » en situation, il y a rarement correspondance avec les procédures prévues dans les textes et les adaptations des comportements se font à la marge des catégories nationales et selon des évaluations personnelles variables. En situation, les procédures à suivre, issues d'injonctions nationales, ne sont pas forcément appliquées, ou alors de manières variables. Les acteurs adaptent leurs comportements en fonction d'autres critères, dépendants d'éléments contextuels, expérientiels et surtout situationnels qui semblent situer les informations et leurs traductions pratiques sur un continuum alerte-alarme.

Dans un contexte de multiplication des moments de vigilance météo, et face aux relativisations et minimisations du risque qui circulent, la plupart des alertes « ne prennent pas », elles ne s'associent pas à un quelconque « sens du danger » et ne font s'appliquer des comportements préventifs que de manière très variable. Les actions dans ces temps d'appels à la vigilance sont des ajustements aux contraintes sans forcément que l'idée de danger soit partagée. Les situations où l'horizon idéal ou matériel du risque s'impose aux habitants montrent des manières de composer avec la possibilité de l'inondation principalement qualifiées par la négative. Ces éléments révèlent que la « *vigilance opérante des riverains* », où les connaissances sur le régime du cours d'eau permettent l'appropriation du danger observée en d'autres lieux (Morel-Journel, 2006), n'est pas de mise ici. Cependant, si cette analyse a mis à jour une relative méconnaissance locale des procédures à suivre en cas d'inondations et une raréfaction des comportements de vigilance, elle a révélé dans le même temps que les habitants n'en demeurent pas moins capables d'ajuster leurs comportements en situation. Les occurrences réelles de ces temps de vigilance/alerte météo durant le travail d'enquête furent des moments privilégiés d'observation des comportements qu'ils provoquent. Dans ces situations s'est donné à voir un « gradient de gravité » dans la prise en compte du risque, lu directement dans les comportements et non plus dans les mises en mots de ces comportements. Dans un contexte de multiplications des appels à la vigilance météo (Météo France), l'observation des pratiques lors de ces moments d'appel à la vigilance a permis d'avancer une distinction entre deux régimes de prise en compte de la situation : l'alerte et l'alarme, telle que la frontière qui les distingue se dessine à l'aune de la rupture ou non de l'ordre habituel des choses. Ces moments de vigilance météo donnent à voir une alternance entre la continuité des habitudes et le basculement dans le registre de l'exceptionnel. La première situation correspond à un état d'alerte (non vécu comme une menace) quand la seconde concerne les situations où la menace a davantage de prise sur le réel. Si certains habitants disent adapter leurs comportements dans les temps d'alertes, une tendance à la minimisation de l'événement, dans un contexte situationnel flou d'une alerte

couvrant tout le département, a pu être relevée. Ces moments d'alerte ne donnent pas lieu au basculement dans l'exceptionnel, la vie y suit son cours, en ajustant les comportements à l'obligatoire. Dans la plupart des situations d'alertes, il n'y a pas d'appropriation locale du danger. Dans un contexte de fréquence des vigilances météo, il apparaît difficile de «basculer» en état d'alarme quand il n'y a pas d'éléments concrets attestant de la nécessité de cette alarme pour la situation présente. Ce qui semble alors faire la différence est ce basculement dans un ordre de l'exception. L'analyse de ces situations ainsi que des mises en mots dont elles ont fait l'objet, révèle la dépendance de cette rupture à trois critères : contextuel (contexte médiatique, élargissement de la communauté des affectés,...), expérientiel (avoir vécu ou pas et ce que l'on en retire comme bagage expérientiel), et surtout situationnel (comme le portail qui casse alors que l'on est sous le déluge).

## **Chapitre 10. Le difficile partage du souci, « un empêqueur de circuler » pour l'inondation : logiques sociales explicatives**

*« Ce n'est pas quelque chose dont tu parles tous les jours en te levant. »*

[Un habitant.]

Dans le suivi de la circulation du sujet de l'inondation dans la vie quotidienne, le résultat principal est sa rareté : l'inondation en tant que telle ne circule pas, ou très peu, verbalement dans la vie de tous les jours. Ce chapitre vise à ouvrir des pistes explicatives à cette rareté. Il s'agit de mettre en évidence des facteurs sociaux explicatifs, les logiques sociales qui président au silence ou au bavardage de la chose inondation. Pour ce faire, l'analyse des dynamiques d'interaction se servira aussi bien de l'observation des quelques rares situations où le sujet a émergé spontanément dans une situation de la vie de tous les jours que des corpus d'entretiens où la discussion sur le sujet a été provoquée par l'enquête. Ce corpus est constitué des énoncés issus des entretiens individuels centrés sur la question de l'inondation ou celui des entretiens collectifs qui visaient à provoquer une dynamique de discussion sur ce sujet.

Sans poser la question directement en termes de mémoire ou de transmission d'un patrimoine historique commun, nous nous interrogeons ici sur les ressorts des circulations discursives de l'inondation et les cadrages situationnels spécifiques qui impliquent cette circulation. Il s'agit de repérer les régularités éventuelles en décortiquant les cadrages situationnels précis où cela vient, où la question est thématisée dans les discours (section 10.1). Des deux caractéristiques relevées dans ces situations d'émergence spontanée du sujet dans les conversations, auraient pu être formulées des hypothèses en matière de transmission des anciens vers les nouveaux habitants. Par ailleurs, si le contexte démographique rend plus saillant la prédominance d'habitants nouvellement installés, des éléments du terrain tracent cependant l'existence de savoirs profonds du lieu. Pourtant, la transmission ne s'opère pas et il s'agit de comprendre pourquoi (section 10.2). Les situations d'entretien où le sujet fut imposé dans le courant de la discussion ont permis de mettre à jour un ensemble d'énoncés partagés sur le sujet qui seront ensuite présentés (section 10.3). L'analyse de ces mises en mots permettra enfin de proposer des pistes explicatives quant à la rareté des circulations discursives de l'inondation (section 10.4).

## 10.1. Quand on en parle : pertinence pratique à le faire et cadrage « polémique »

À l'occasion, il y a tout de même lieu d'en parler. Dans certaines situations, des paroles viennent alors sur le sujet et donnent « figure » à l'événement. Quelques situations d'émergence spontanée de la chose inondation dans les discussions ont ainsi pu être observées. Ces quelques situations ont toutes présenté un point commun, celui de la pertinence pratique à aborder le sujet (sous-section 10.1.1). À ce déclencheur d'apparence évidente se conjugue la plupart du temps une sorte de tautologie, puisque la chose inondation se discute d'autant mieux qu'elle s'avère discutable : c'est dans un champ polémique qu'il y a souvent lieu d'aborder le sujet (sous-section 10.1.2). Cette caractéristique s'est particulièrement donnée à voir dans l'inscription de l'inondation au sein des revendications associatives et politiques plus larges à la politique municipale (sous-section 10.1.3).

### *10.1.1. Une pertinence pratique à en parler : l'exemple de la maison contre la digue*

Les émergences spontanées du sujet observées dans les discussions courantes (ou les entretiens) furent souvent la conséquence d'un élément le provoquant. Un entretien perturbé par le bruit des camions sillonnant la ville pour les travaux de protection, une fenêtre donnant sur la digue, sont autant de situations concrètes qui ont fait émerger spontanément le sujet. Un après-midi d'été, j'allais chercher mon fils qui avait été invité à jouer chez un copain de classe dont je ne connaissais pas encore les parents. La maison était située dans le quartier des Jardin de plaisance, tout contre les digues. Installés autour d'un rafraîchissement sur la terrasse, nous percevions, au-dessus du mur délimitant le jardin, la digue, plus haute, sur laquelle passaient cyclistes et coureurs. Je complimentai madame pour sa maison et son jardin et lui demandai depuis combien de temps ils étaient installés ici. Elle me répondit que c'était tout à fait récent. Cela faisait environ deux ans qu'ils avaient fait construire. Elle me précisa alors que cela avait failli « *ne pas se faire* », et qu'il avait fallu faire un procès à la Mairie pour y arriver. En réponse à l'expression de mon étonnement, elle me raconta que le terrain appartenait à ses parents depuis environ trente ans mais qu'ils l'avaient conservé sans faire construire. Lorsqu'ils avaient demandé le permis de construire en 2006, le maire leur avait refusé. Elle analysait qu'il « *ouvrait grand le parapluie* » parce qu'il était en train de « *monter les travaux qu'ils ont fait* ». De là suivit une discussion sur la manière dont cela s'était déroulé ensuite, pour parvenir à faire construire la maison. Dans le fil de la discussion, je lui ai expliqué que je travaillais justement sur ce sujet et lui ai demandé de m'accorder ultérieurement un entretien, ce qu'elle accepta. Elle ne me posa pas pour autant davantage de question sur mon travail, y compris dans les mois qui ont suivi ce moment où nous n'avons plus cessé de nous côtoyer. Cette émergence spontanée du sujet, fait rare au cours de

l'enquête, fut motivée par la discussion à propos de leur maison, sur une terrasse, face à la digue, qui a rendu pertinente la mention du sujet ; sujet qui n'a jamais été mentionné en d'autres occasions avec cette personne.

À cette caractéristique d'une pertinence pratique à en parler s'est souvent adjointe une seconde : celle de l'inscription du sujet dans un champ polémique. Ainsi, le sujet est quelques fois apparu au détour d'une phrase, sans en être le cœur, comme un complément qualifiant la polémique dans laquelle il émergeait. Cela a plusieurs fois été le cas dans le cadre d'échanges avec une connaissance, père d'une camarade de mon fils qui portait beaucoup de revendications, et qui orientait régulièrement la conversation sur ce qu'il reprochait aux politiques, nationales comme locales. C'est d'ailleurs dans ce cadre que je relevai la première émergence spontanée du sujet par un habitant de Lattes, quelques 6 mois après mon installation.

#### *10.1.2. Un sujet discuté lorsqu'il est discutable : l'exemple des jardins sacrifiés*

En mars 2009, soit plus de six mois après mon installation sur le terrain, Philippe, habitant natif, m'interpella à la sortie du cours de karaté de mon fils (son fils en faisant aussi) pour me faire part de l'invitation de mon fils au goûter d'anniversaire de sa fille. Il me précisa « *que cela dépendrait des conditions météo* » puisque l'anniversaire était prévu dans leur jardin. L'interrogeant sur la localisation, il m'expliqua que c'était proche du chenai de la Lironde<sup>362</sup>, où il y a des jardins ouvriers et me précisa « *moi j'ai eu la chance de ne pas être exproprié* ». Il m'expliqua alors la situation : vingt-deux familles avaient subi une expropriation de leur jardin, par la faute de l'Agglomération : « *Ils ont détruit leurs vies.* » Il me raconta que certaines familles avaient de grands jardins « *qui étaient toute leur vie (...) Ils y réunissaient toute la famille* ». De là, il me dit qu'en plus, ces travaux ne serviront à rien puisqu'en cas de crue majeure il y aura quand même de l'eau : « *Cela fait 40 ans que je suis ici, je connais ! C'est super inondable ici.* » Il m'expliqua que lorsque c'est inondé, c'est par remontée de l'eau de mer par les étangs, en avançant pour preuve que l'eau dans les rues était salée. Selon lui, le phénomène s'accroît avec les crues cévenoles mais c'est surtout la mer qui remonte dans les canaux et les roubines. Je lui demandai alors s'il avait grandi à Lattes. « *Oui, j'ai toujours habité ici. Il y a trente ans, on était 3 000... Et ils ont construit tout cela en toute connaissance de cause.* »

Les échanges réguliers avec Philippe à la suite de cette situation ont permis l'observation de plusieurs autres mentions des inondations du même type. Un après-midi où il passa à la maison nous offrir des fruits de son jardin, la discussion s'était engagée sur l'actualité vis-à-vis du virus H1N1 et il nous informa des bienfaits du « *miso* » pour s'en protéger. Très prolixe, il

---

<sup>362</sup> Lieu de création du déversoir de protection contre les inondations. Voir figure 50 p.235.

continua sur des questionnements d'ordre écologique, toujours en lien avec l'actualité (« *on va droit au mur* »). Il critiqua les politiques « *de l'autruche* » actuelles. De là, il dévia sur la politique locale. Je parlai de l'école et des représentants des parents d'élève dont je voulais faire partie. Il me raconta que lorsque le maire actuel avait ses enfants scolarisés dans la même école que celle de nos enfants, il n'était même pas venu voter aux élections de parents d'élèves ! Je lui demandai alors où habitait le maire pour que ses enfants aient été dans cette école. Il me répondit : « *Dans mon quartier, juste à la limite... en bord du Lez. Lui, s'il y a une grosse crue, les rochers qu'il est en train de mettre, il se les prend sur la tête !* » Il continua alors en critiquant fermement les travaux de renforcement des digues en cours pour les dégâts qu'ils occasionnaient en termes de végétation : avec la coupe de tous les arbres qui formaient avant une « *belle ripisylve* ».

Une autre fois encore, nous discutons du développement urbanistique de Lattes – scellé selon lui par un accord entre la municipalité et l'Agglomération de Montpellier – et plus particulièrement de l'urbanisation de l'avenue de la Mer reliant Montpellier et Lattes. Dans ce cadre, il me faisait part de ses regrets à les voir « *tout bétonner* » et ajouta que cela engendrerait du ruissellement supplémentaire et ainsi, potentiellement plus d'inondations.

Sur la lancée de son évocation d'une annulation possible de la fête des enfants mentionnée plus haut, il ne manqua pas de signaler le cas qu'il faisait de l'éventualité – rationnellement envisagée – de l'inondation. Quand bien même il ne la nomma pas directement, mentionnant plutôt les conditions météo pour une activité de plein air, il associa directement le sujet à celui des expropriations pour les travaux de protection des inondations. Nous voyons alors que le cas qu'il en faisait était relatif au cas qu'en font les autorités. Il a solidifié sa présentation de la chose inondation dans la critique d'autres « représentations », à son avis infondées : pour preuve, il argumenta que les autorités protègent du Lez alors que lorsque c'est inondé, l'eau est salée. Au passage, nous relevons qu'il était parfaitement capable de qualifier finement l'événement, qu'il connaissait le sujet. Dans son propos, il porte la protestation contre une souffrance, celle de la privation d'un bien essentiel injustement infligée à ses voisins de jardins pour des travaux injustifiés. Son ajustement au réel apparaît radicalisé par l'ajustement des autres. Son jugement est pris en écharpe par sa situation dans un champ social duquel s'émettent des jugements concurrents. La dimension collective médiatise le rapport au naturel autant que l'inverse : c'est-à-dire autant que le rapport au naturel – aux jardins, aux inondations – s'avère être une « pierre de touche » qui cristallise les relations sociales.

Nous relevons ainsi une sorte de tautologie : l'inondation s'offre d'autant mieux comme matière à discussion que son traitement s'avère comme tel : discutable. Le sujet de l'inondation vient d'autant mieux quand il offre l'occasion de spécifier sa position dans un champ polémique. Dans ses travaux sur le vivre ensemble et avec la nature en ville, Olga Koveneva (Koveneva, 2011) a montré, sur son terrain en Russie, comment les revendications dépassaient leur seul cadre écologique pour se constituer en dénonciation des formes de pouvoir en place. De la même manière, nous voyons ici que le sujet de l'inondation, enchâssé



dans d'autres questions du vivre ensemble, en se disant, participe à dénoncer un développement que l'on ne voulait pas. Cette caractéristique d'une expression cadrée dans un champ polémique fut pareillement relevée lors des émergences spontanées du sujet dans le cadre des entretiens qui portaient sur l'habiter ce milieu d'une manière générale. Nombre de ces situations ont en effet donné à voir une inondation qui se met en mot comme problématiquement associée avec le fort développement urbanistique que la commune aurait regrettamment connu. Particulièrement, dans les formes de contestations de la politique de gestion locale des inondations que nous avons évoqué, autour des activités des membres du CVLM notamment, la mobilisation sur le sujet de l'inondation semble se mêler à d'autres enjeux, et particulièrement pour contester le développement de la ville avec Montpellier Agglomération.

### *10.1.3. La menace de l'inondation : un ressort de l'opposition à la politique municipale*

Les revendications motivées par l'horizon de l'inondation s'inscrivent la plupart du temps dans un cadre revendicatif plus large. Souvent, les mentions de la problématique de l'inondation sont portées par des associations qui ne se sont pas formées sur ce sujet mais plus largement sur celui du « bien vivre à Lattes ». La contestation des choix de gestion des inondations s'inscrit souvent dans le cadre de protestations plus générales portées par des associations de quartiers (ou des groupes politiques) opposées à la municipalité. Si l'on ne peut négliger les controverses qu'elles portent, nous voyons que les voix contestataires à la politique locale de gestion des inondations rejoignent l'inscription dans un champ polémique des émergences spontanées de l'inondation dans les discussions.

Le fait que les principales forces actives sur le sujet soient le fruit d'habitants maurinois va dans le sens de la filiation entre les conflits dans un même espace (Cadoret, 2011). Ainsi que nous l'avons vu, le groupe des quelques habitants mobilisés sur la question est formé quasi exclusivement d'habitants de Maurin. Si l'obtention d'un niveau de sécurité pour Maurin analogue à celui de Lattes-centre forme très certainement la principale motivation à ces actions, ces dernières s'inscrivent également dans une histoire longue de la commune et s'enchâssent dans d'autres revendications politiques. Les critiques sont vives sur l'ensemble des actions de l'équipe municipale et/ou de l'Agglomération. Les contestations s'organisent principalement contre la continuation du développement urbain de la commune avec l'agglomération. Le risque d'aggravation de la problématique inondation localement, par cette urbanisation supplémentaire (de par le phénomène de ruissellement), est difficilement différenciable des vives critiques de l'ordre de la scission entre urbain et rural que nous avons vue dans la partie précédente. Les critiques formulées à l'encontre de la politique de protection contre les inondations sont enchâssées dans les critiques portées à la politique municipale d'urbanisation, en illustrant le caractère « *socionaturel* » du risque inondation :

*« Et pourquoi politico-économique ? Parce que très très rapidement, on voulait faire des travaux au niveau du sud de Montpellier, avec ce projet qui tendait à regrouper Montpellier à la mer, hein, avec tous les travaux qui vont être faits... Et que ces travaux ne pouvaient pas commencer, en tous cas dans le sud, tant qu'il n'y avait pas des aménagements qui étaient faits pour protéger Lattes, Lattes-centre, contre les inondations. Donc, on a vite, vite, vite accéléré le mouvement et comme par hasard, et bien cela s'est fait très rapidement... euh... Et quelques jours après, donc, les permis de construire ont été donnés. Bon, vous me direz que ça se fait comme ça, partout, etc., mais c'était... c'était quand même un fait... Et, et naturellement, on n'a pas mis en avant ceci, on a mis en avant le fait que l'on voulait protéger Lattes. [...] Moi, je suis tout à fait contre le fait de construire dans des zones qui sont inondables, hein. C'est, c'est... c'est inadmissible, hein. Cette maison-là, je l'ai achetée parce qu'elle n'était pas en zone inondable, et c'était un existant, mais construire là ou là... Aujourd'hui, cela me paraît aberrant, quoi ; il ne faut pas le faire. Mais, mais... bon. [...] Bon, c'est vrai qu'il faut... Les gens ont besoin de ... Je veux dire qu'il y a un besoin dans le Sud de construire... mais est-ce que c'est nécessaire de... construire tout dans le Sud ? Il y a un moment... C'est ça, je veux dire : quand le verre est plein... ça déborde ! Et c'est dommage effectivement... Alors, en contrepartie, on dit : "on protège, on fait acheter des terrains par le conservatoire pour avoir"... Alors, c'est un petit peu vrai aussi, mais c'est un petit peu l'arbre qui cache la forêt... Parce que d'un autre côté, des dizaines et des dizaines, voire des centaines d'hectares sont voués à l'urbanisation. [...] Je ne crois pas que ce soit nécessairement le bon choix. On pourrait faire autrement. Et pourquoi nécessairement au sud, parce qu'effectivement, aujourd'hui, il y a une pression, c'est que les gens veulent habiter dans le Sud ! Alors, on nous dit : " Il y a une demande ", bien sûr qu'il y a une demande ; on comprend que les gens veulent habiter dans le Sud... on comprend. Mais est-ce que l'on peut accepter que tout le monde vienne dans le Sud ? Enfin, voilà... c'est la question que l'on peut se poser. »*

[Monsieur Etanan, environ 65 ans, habitant, famille Lattoise depuis trois générations.]

La veille opérée sur les blogs des associations politiques d'opposition à la Mairie actuelle a permis de mettre en évidence que les mentions de l'inondation s'inscrivaient dans la dénonciation des actions municipales. En dénonçant des longueurs dans les délais de réalisation des travaux, le ruissellement supplémentaire engendré par de nouvelles constructions ou encore la mauvaise gestion des temps de vigilance météo, il semble que l'intention soit plus de mettre en doute la gestion communale dans son ensemble que de vraiment questionner la gestion du risque inondation. La question de l'inondation apparaît ainsi régulièrement au détour d'une phrase, parmi d'autres dénonçant les actions municipales.

« Lattes : Le ras-le-bol des Lattois commencent à se faire ressentir »

Posté par Mieux vivre à lattes, le 15 octobre 2009.

[...]

« À Maurin, l'élue de la majorité, madame Vaucelle, avait promis que le garage "sauvage" qui se trouve derrière la banque du Crédit agricole en pleine zone inondable (il paraît que c'est le maire de Lattes qui a donné l'autorisation au propriétaire de ce garage de se mettre à cet endroit là ). [...] À ce jour et en date du 15 octobre, il y a toujours une centaine de voitures stationnées sur le terrain. Doit-on l'interpréter comme un nouveau mensonge provenant de la Mairie de Lattes ?

[...]

Nous vous invitons à nous rejoindre pour parler de tous les problèmes de la commune, le mercredi 21 octobre 2009, à 18h 30, salle numéro 7 (derrière la mairie de Lattes) mais aussi pour vous présenter l'ordre du jour du conseil municipal. »

Figure 60 : Exemple d'un article revendicatif d'une association politique lattoise.  
[Source : blog *Mieux vivre à Lattes*, consulté en décembre 2009.]

De la même manière, les critiques formulées par les conseillers de l'opposition envers les actions municipales utilisent la question de l'inondabilité pour porter des critiques plus générales sur la politique d'urbanisation. Un recours devant le tribunal administratif effectué en 2009 par un groupe de l'opposition (« Agir ensemble pour l'avenir de Lattes ») lors de l'enquête publique dans le cadre de la réalisation d'un nouveau Plan local d'urbanisme (Plu) illustre ce fait :

« Lattes : Un recours contre le plan local d'urbanisme » (Midi Libre)

« L'action a été engagée auprès du tribunal administratif montpelliérain le 12 mai, par cette avocate, au nom d'Agir ensemble pour l'avenir de Lattes. [...] Elle met ainsi en avant, reconnaissant quelques mérites au document - le pôle autonomie notamment -, la « philosophie du Plu, d'une urbanisation à outrance de Lattes », en contradiction avec l'approche « environnementaliste et soucieuse du cadre de vie » qu'elle défend. Deux points figurent dans son mémoire introductif d'instance. Le premier d'entre-eux est le risque d'inondation, qui « n'a pas été pris en compte », dit-elle, en évoquant le projet de golf aux Marestelles et l'ouverture de l'urbanisation en lisière de la zone rouge du plan de prévention des risques d'inondation, à Maurin. Le second, ce sont les choix d'aménagement de Boirargues, près de Montpellier, dont elle refuse la « densité » et regrette qu'ils ne tiennent pas compte par anticipation d'une directive européenne sur la nuisance sonore, applicable à partir de 2012. »

Figure 61 : Extrait d'un article sur un recours devant le tribunal administratif pour le Plu  
[Source : journal Midi-libre du 27/05/2009,  
mis en ligne par un blogueur sur le blog « Mieux vivre à Lattes », consulté en juin 2009.]

Mobiliser la menace de l'inondation apparaît comme plus légitime que le refus du développement de la commune. De la même manière, les mobilisations de l'association de quartier *Port Ariane action* autour de la construction du dernier immeuble du quartier, ont fait appel au spectre de l'inondation pour défendre d'autres combats. Alors que leur argumentaire revendicatif s'appuyait sur les questions du ruissellement ou de l'augmentation de la vulnérabilité vis-à-vis de l'inondation, plusieurs témoignages d'habitants actifs dans

l'association attestent d'autres ressorts de l'action engagée, et notamment contre l'usage prévu de cet immeuble : la mise à disposition de logements sociaux.

Ainsi qu'Olga Koveneva l'a démontré dans ses travaux, les mobilisations autour de problématiques environnementales (ici liées au risque inondation) dissimulent des luttes de pouvoir sous-jacentes (Koveneva, 2011). Ce sujet, possiblement problématique, est utilisé pour servir des logiques politiques plus générales. Les actions de revendication contre le projet de protection contre les inondations dépassent le simple cadre de l'inondation et sont inscrites dans des luttes politiques plus générales contre l'équipe municipale en place et le projet de développement qu'elle défend pour le territoire.

Marie Anckière et Julien Langumier, dans leurs travaux sur la remise en eaux d'une plaine du sud rhodanien, la plaine de Piolenc-Mornas, où un même contexte de rareté de circulation de l'inondation se donne à voir, ont souligné le rôle de transmissions sur le sujet jouée par les associations actives et autour de l'inondation mais aussi leur inscription dans d'autres enjeux locaux. *« Plutôt que de se référer à la culture du risque pour rendre compte des réactions de la société locale au projet de remise en eau, nous avons identifié sur le terrain la constitution, dans le temps long, d'une culture de l'arrangement, résultat des conflits successifs à chaque nouvel aménagement. La mémoire du risque ne se manifeste en effet que dans la mesure où l'inondation permet de défendre certains intérêts agricoles et de servir certaines stratégies identitaires »* (Anckière et Langumier, 2009). Dans le cas présent, l'attention portée à ces mobilisations associatives ne doit pas faire oublier leur marginalité. Sans vouloir négliger leur existence, les associations dont nous venons de parler ne bénéficient pas d'une visibilité importante sur la commune. Leurs actions sont connues principalement des plus anciens et le nombre de leurs membres actifs se limite à quelques personnes. L'effet de transmission sur le sujet, quand bien même il apparaît dans un champ polémique, est ainsi à nuancer.

Nous avons vu par ailleurs que les pensées qu'il peut arriver d'avoir sur le sujet se gardent donc pour soi tant qu'elles ne se découvrent une pertinence pratique, du point de vue d'un cours de conversation et/ou d'action, à simplement se proférer. Dans ce cadre, nous aurions pu supputer que lors de l'arrivée de nouveaux habitants, les plus anciens perçoivent une telle pertinence : celle d'informer des personnes qui ne le sont peut-être pas. Or, comme nous allons le voir maintenant, si parler de l'histoire de la ville avec des anciens fait apparaître la question de l'inondation, la transmission de la possibilité de l'inondation ne s'opère pas pour autant des plus anciens habitants vers les nouveaux.

## 10.2. Une transmission qui ne se fait pas : anciens, nouveaux : circulez, il n'y a rien à dire

### « On en parlait entre voisins ? »

*Natacha : Non, non, je n'ai pas souvenir d'échanges autour de cette question, en sachant que dans ce quartier-là, c'était beaucoup de gens qui venaient d'ailleurs. Mes voisins étaient de Lyon, les autres de Paris, les autres en face... Il y a peu de gens vraiment lattois dans ce quartier. »*

[Entretien collectif 2.]

D'autres situations ont permis que le sujet vienne de lui-même dans le cours de la discussion, celles des échanges sur l'histoire de la ville. Ces situations se sont majoritairement déroulées dans le cadre des entretiens avec les anciens de la commune que je venais interroger sur le développement de celle-ci. Dans ces mentions, deux situations d'énonciation se détachent. La première a trait directement au développement urbanistique : lorsque l'on raconte l'histoire de l'urbanisation de la ville, on ne peut pas faire l'économie de l'inondation qui est venue en perturber le cours (sous-section 10.2.1). La seconde tient au fait que les inondations, ainsi définies comme l'une des particularités de l'histoire de la ville, permettent aux anciens de s'y référer pour souligner leur connaissance du milieu. Dans la frontière que les anciens érigent avec les nouveaux, les inondations tiennent une place importante en ce qu'elles sont des expériences partagées. À l'inondation utile d'hier, que les anciens ont connue, est alors fréquemment opposée la protection actuelle de la commune (sous-section 10.2.2).

### *10.2.1. L'inondation: entre histoire de la commune et identité locale*

*« Je me souviens quand j'avais 6 ou 8 ans, [...] Quand il y avait de l'eau ça se garnissait, mon père il en avait jusqu'au genou de l'eau et nous les enfants, c'était difficile de passer, alors mon père il nous passait sur ces épaules jusqu'à la montée du pont Méjean, et puis nous franchissions le pont Méjean et puis on allait à l'école sans se mouiller les pieds. Alors des fois, on s'apaurait un peu... Et à ce moment-là, parce que mon père il avait un esprit familial [...] Alors je devais dire moi à mon frère : " Oh mon dieu : que de l'eau, tout va s'abîmer ", alors mon père, il disait : « Ne vous inquiétez pas mes enfants, cette année on aura de très beau fourrages au printemps. » Alors de suite cela nous rassurait vous voyez. [...] [Il parle vite et sur un ton enjoué, l'évocation de ces souvenirs le font « s'emballer ».]*

#### *Alors vous disiez qu'avec les nouveaux arrivants cela commençait à changer ?*

*Alors avec les nouveaux arrivants, naturellement, les premières petites crues comme ça, ont effrayé. Elles ont effrayé. Mais enfin, on y était habitué, on ne s'apaurait pas, on n'avait pas la peur. Mais... ça s'étendait mais on ne s'attendait pas avec des risques, vous voyez ; mais des fois quand même, quand même ça faisait du tort, par exemple pour les maraîchers des fois, ils avaient tous les légumes avec du limon dessus, vous savez les... C'était quand même des petites catastrophes de temps en temps. Tout ne se passait pas très bien. »*

[Monsieur Bourbieron, environ 85 ans, habitant natif, famille lattoise depuis sept générations.]

Lorsque je demandai aux anciens de me raconter l'histoire de leur ville, souvent, ils me parlaient tout d'abord, avec nostalgie du Lattes de leurs enfances. Comme on peut le lire dans la littérature sur d'autres études de cas (Clayes-Mekdade, 2006), les anciens, les Lattois depuis plusieurs générations, ceux qui peuvent avoir vécu des inondations où dont les aïeux ont pu le leur conter, rapportent « un avant » où les pratiques locales étaient adaptées à l'inondabilité du milieu, où l'on savait composer avec et où l'on ne s'en affolait pas. Ces propos, venant ainsi illustrer classiquement le « vivre avec d'hier », viennent s'opposer à la « protection face au risque » d'aujourd'hui. Nous retrouvons un autre élément commun à d'autres terrains d'études anciennement ruraux (Langumier, 2006), les anciens racontent que la crue, à l'époque, était attendue :

*« Avant "on vivait avec", c'était comme ça, on savait que le Lez faisait régulièrement des caprices. [...] Puis avant, l'eau, elle venait, c'était fréquent, mais ça montait doucement... et on en avait l'habitude : deux fois par an, on l'attendait... et elle ne venait pas à chaque fois. Oui, c'était quand même assez fréquent, on savait qu'il y avait 2 fois par an, à l'automne et au printemps où ça allait sortir... mais on avait l'habitude. Puis, les anciens, eux, ils l'attendaient, l'eau ! Ici, les Filiès... c'était des zones de maraîchage ! La terre elle recevait les limons du Lez quand il venait rejoindre la Lironde... et c'était bon pour les terres et les vignes. »*

[Madame Taurelon, environ 55 ans, habitante native, famille lattoise depuis 4 générations.]

Les souvenirs de l'inondation se racontent souvent avec nostalgie dans les entretiens. L'excitation dans le récit se ressent pour cet événement vécu sur le mode de l'exceptionnel. Cette nostalgie est de celles inspirées par un hier qui ne reviendra plus chez un être vieillissant, bien-sûr, mais a également trait aux regrets des solidarités qui s'opéraient alors. Ce sentiment de nostalgie peut par ailleurs être commun aux personnes installées de longues dates et ayant connues des événements moindres.

*« Le Lez avait débordé, les bassins de rétentions n'étaient pas suffisants et au niveau de la mer, la mer n'arrivait plus à absorber cette eau, et la mer était remontée dans nos lotissement, parce que nous, finalement... Elle était remontée par les étangs et l'étang s'était répandu... euh... dans nos lotissements. [...] Et à cette époque-là, ils nous avaient demandés d'essayer de monter tout à l'étage, etc. J'avais mon camping gaz en haut avec une casserole pour faire chauffer de l'eau avec du chocolat... Tu vois [rire]... au cas où... C'était toutes ces époques là... entre voisins on s'appelait : « tu veux que l'on vienne te monter le frigo ? » Non non [rire]... Et non, tant pis, le frigo on le laissera comme ça et... [rire] Donc ... il y avait eu une alerte à ce moment là... Mais c'est vrai que nous la pompe elle ... On l'a très rapidement installée et elle fonctionne régulièrement tous les automnes, quoi. [...] Je me rappelle que l'on était allé aider un voisin à monter son canapé à ... voilà. [rire] Oui... c'est vrai que c'est une situation... un peu particulière. [...]*

*Lui : C'est un peu comme quand il neige, quoi. Il y a un caractère d'exception...*

*... et puis il y a des petites aides entre voisins qu'en temps normal.... On n'y pense pas, quoi. »*

[Madame et Monsieur Commubain, habitants depuis vingt ans.]

Ces habitants racontent comment la vie s'organisait par rapport à cela. Selon eux, les inondations n'étaient alors pas appréhendées comme un danger. Les anciens rapportent des récits d'une vie adaptée aux inondations, alors fréquentes, mais qui ne se teignent pas forcément d'angélisme. Leurs propos portent l'idée que « le risque » s'est construit avec l'urbanisation, dans la mutation de ce territoire rural en un territoire urbain.

*« Aujourd'hui, ce qui fait le risque c'est l'urbanisation ; il y a beaucoup de monde : cela fait plus de pertes possibles pour les gens et puis comme on bétonne de plus en plus... l'eau, elle ne sait plus où aller. [...] »*

*Est-ce que vous vous souvenez avoir eu peur ?*

*Oui, c'est sûr, on avait toujours un peu de peur : l'eau on ne sait jamais où cela va s'arrêter. Mais bon, la maison (plaine du mas de Gau), d'abord, elle était construite sur une butte, ensuite au rez-de-chaussée il y avait l'atelier et le garage... C'est tout.*

*Et est-ce qu'à cette époque il y avait beaucoup de dégâts ?*

*Non... peu, parce que les endroits où il sortait... et bien il n'y avait rien : Port-Marianne, Port Ariane... Richter. Tout ça, ce n'était pas construit. L'eau sortait, restait un peu, et repartait. La vie s'arrêtait un peu... mais c'est tout ; on avait l'habitude : on ne faisait pas n'importe quoi. »*

[Madame Taurelon, environ 55 ans, habitante native, famille lattoise depuis quatre générations.]

Dans la suite de la discussion, rapidement, lorsqu'ils évoquaient l'accélération du développement urbanistique de la commune dans les années 1970, l'urbanisation s'inscrivait dans l'histoire locale comme ayant induit l'inondation et imposé des mesures de protection. De la même manière, madame Veillant, Lattoise de naissance, m'expliquait, en réponse à mon questionnement sur ce qu'elle pensait des travaux, que des crues, il y en aurait toujours et que ce sont bien les habitations le problème. D'après elle, tout est à cause de l'établissement du premier quartier des Filiès : « C'est parce qu'il a été construit puis inondé en 1979 qu'ils ont décidé d'endiguer ». Selon elle, si ce quartier n'avait pas été construit en zone totalement inondable, il n'aurait pas été nécessaire de faire tout cela. Surtout, elle me confia regretter que cet endiguement ait changé la configuration « naturelle » du fleuve. Car ce changement entraîne de nouveaux problèmes selon elle. Et elle regrette que l'urbanisation continue d'ailleurs encore et encore. Ce type d'analyse, rencontré plusieurs fois, est la plupart du temps empreint d'une revendication voire d'une opposition entre le mode de vie urbain actuel et celui d'antan, rural, que nous avons détaillé dans la partie précédente et qui se retrouve dans les revendications des habitants militants. Contester les choix de gestion des inondations, en réponse à l'inscription de ces derniers dans une vision du territoire, porte à contester plus largement les choix des politiques locales en matière d'aménagement, illustrant parfaitement le caractère socionaturel de l'inondation (Picon, Allard et al., 2006). Bien souvent, il s'agit de défendre par là d'autres visions de ce que pourrait être le développement, d'autres visions du monde.

Chez d'autres anciens de la commune, l'inondation, quand bien même elle est citée dans le récit de l'urbanisation, apparaît davantage comme associée à l'identité lattoise. Être d'ici, c'est avoir connu les inondations d'antan. Si Monsieur Natura associa, comme les autres anciens cités avant lui, l'inondation à l'urbanisation de la commune, ce n'est pas en ces termes qu'il en a parlé en premier lieu. Pour lui, l'inondation est d'abord une caractéristique du milieu lattois, un facteur d'identité locale. Ainsi, ce monsieur à qui, en tout début d'entretien, je venais de demander de se présenter, et particulièrement son histoire personnelle liée à Lattes, me parla très rapidement des inondations passées comme facteur d'identité locale.

*« Après je ne suis pas né à Lattes, mais je suis un Lattois depuis 4 générations. Mon père, non, surtout mon grand-père, quand il est arrivé d'Espagne, il est arrivé, c'était dans les années 1920 sur Lattes ; et ils ont passé une partie de leur vie à Lattes, en tant que maraîchers. Voilà. Enfin, mon père a été à l'école à Lattes, enfin, tout ça.... Et nous maintenant on a des enfants et on est devenu la quatrième génération, de Lattois. Ils ont connu par exemple les grosses inondations, par exemple, parce qu'ils habitaient à côté du Lez, dans les années 1933, où il y a eu plusieurs morts sur Montpellier. La famille Orange à l'époque. Voilà, ça fait que l'on a quand même un historique sur Lattes, dans la famille. On nous connaît, on fait partie des anciens Lattois quand même... »*

[Monsieur Natura natif, habitant, environ 60 ans, famille lattoise depuis quatre générations.]

Face à l'afflux de nouveaux habitants, l'évocation de l'inondation passée devient un critère différenciatif des habitants plus récemment installés par rapport à ces anciens qui l'ont connue. Avoir connu l'inondation est alors une preuve de « l'être d'ici », une forme d'identité locale. Les travaux ethnographiques de Julien Langumier (Langumier, 2006) dans l'Aude ont montré que suite à la catastrophe qui s'y est déroulée en 1999<sup>363</sup>, et dans ce territoire où l'identité locale est très marquée, avoir vécu les inondations s'était érigé pour les nouveaux venus en rituel d'intégration.

La discussion qui s'est engagée lors d'un dîner où je révélais mon sujet d'étude à un couple avec lequel j'avais développé des relations de copinage, fournit une illustration de cette idée. Alors qu'elle est demeurée plus centrée sur sa propre expérience, lui a immédiatement orienté la discussion sur la non-connaissance des habitants venus d'un ailleurs urbain.

Pour Philippe, la situation est simple : « *Ce sont les étrangers [Parisiens, etc.] qui ont peur, pas nous.* » Laurie ancre ses paroles dans un registre plus personnel : elle me raconte les expériences d'inondations chez eux. Elle se demande combien de fois cela est arrivé : « Trois fois ? » Je réagis en leur demandant s'ils ont eu de l'eau dans leur maison. Eux répondent vivement en cœur : « *Non !!! Dans le jardin... la maison est surélevée !* » Je ressens que l'inondation dans la maison ne serait pas acceptable. Philippe me (re)parle du fait que lorsqu'il y a une inondation, c'est de l'eau salée : le risque vient des étangs surtout. Il y a trois facteurs selon lui : les pluies diluviennes, le ruissellement cévenol, les étangs. Il parle de trois solutions également : des

---

<sup>363</sup> L'ethnographie menée par Julien Langumier se déroule après le drame de l'inondation de Cuxac, dans l'Aude en 1999, où 35 personnes perdirent la vie.



« lacs secs » (j'imagine qu'il parle des bassins de rétentions), l'endiguement complet des étangs et planter des arbres gros consommateurs d'eau. Laurie raconte dans le détail l'inondation passée. « *Une fois on a vraiment eu peur* » : elle était allée voir sur la digue et avait observé que les fourmis partaient ! Elle est retournée à la maison et elle a commencé à tout monter à l'étage ; surtout les papiers (d'ailleurs ils y sont toujours maintenant) ainsi que préparer des biscuits, de l'eau : « *On ne sait jamais.* » Philippe enchaîne : « *Mais les gens ne te diront rien ici... Ils n'y connaissent rien !* » Ensemble, ils racontent ensuite les souvenirs de l'inondation de leur rue : devant chez eux la rue est un peu en « creux », du coup, quand il y a de l'eau : tout vient chez eux ! Maintenant, quand cela va inonder, ils se garent plus haut dans la rue. Ils se souviennent de plusieurs fois où il y a eu de l'eau dans la voiture et que cela avait mis très longtemps à sécher !

Ils ont dû démonter les fauteuils pour les faire sécher. Ils reviendront ensuite plusieurs fois sur les souvenirs de cet épisode, sur différents détails comme le fait que le moteur de leur vieille voiture a redémarré au  $\frac{1}{4}$  de tour alors qu'avec les voitures de riches toute électronique ce n'est pas possible. Ou encore qu'ils se souviennent de cette fois où il y avait de l'eau jusqu'à la taille. Ils avaient fait venir la Mairie pour purger la bouche d'égout devant chez eux, remplie de feuilles. Philippe continue par une critique vive des réactions des voisins : lors de cet épisode, ils étaient seulement tous les deux dans la rue quand tous les autres les regardaient par leurs fenêtres ! Laurie essaie plusieurs fois de revenir sur le sujet des inondations passées, mais en vain, Philippe garde la parole. Il reparle de l'eau salée quand cela est inondé et des travaux qui ne servent à rien. Le problème : c'est les étangs. La discussion dévie un moment sur la gestion communale et l'urbanisation encouragée par le maire quand il a été élu en promettant l'inverse. Puis Philippe revient sur le sujet : « *De toutes les façons, nous, cela ne nous fait pas peur à nous.* » Il évoque ses souvenirs d'enfant dans une commune voisine, où il a grandi. Ils voyaient passer les petites cabanes alors que les grosses maisons ne bougeaient pas. La mer « *ça craint* », le fleuve, les étangs, cela n'est rien à côté. De toutes les façons, il a déjà tout prévu si cela devait arriver, il ne le craint pas. Si la maison devait être inondée, ils ne remettraient pas les meubles. Ils feraient directement « des meubles en béton ». Pour lui, les étrangers quand ils achètent leur maison, chère, savent qu'il y a des digues, etc., mais ils paient cher pour acheter leur tranquillité. Lui est conscient du danger, les autres non. Puis la discussion s'est de nouveau orientée sur la politique locale et a beaucoup duré là-dessus. Ils reconnaissent que le maire a fait beaucoup de choses aussi (Laurie précise le secteur de la petite enfance par exemple) et ils ne voudraient pas se fâcher avec certains de leurs amis qui « *vénèrent* » la Mairie. La discussion a beaucoup duré aussi sur le pouvoir local de Frêche, la faiblesse de l'opposition, etc. Philippe se dit être sorti de ce clivage gauche/droite. Il se voit plus dans l'opposition entre rural et urbain. Par exemple, il pourrait voter à gauche à Mauguio car la Mairie est opposée à l'Agglomération ou idem en votant à droite à Palavas, mais ne voterait pas pour un maire en faveur de l'Agglomération, quand bien même il serait de droite. Laurie raconte que des avocats du cabinet où elle travaille ont acheté en face de chez sa belle-mère. Ils lui ont dit que par rapport au risque, on les en avait informés, ils lui ont même demandé son avis ; elle a dit que « oui, cela pourrait être inondable » mais ils ont dit qu'avec les travaux il n'y avait plus de problème aujourd'hui.

Philippe appuie souvent sur le fait que les maires ont beaucoup de pouvoir. Le maire lui-même a dit que maintenant que les travaux sont faits, il veut développer davantage sa commune. De toutes les façons, un maire ne veut que ça : développer sa commune pour qu'il y ait plus de taxes foncières. Laurie raconte alors une anecdote concernant l'achat de la maison voisine de sa belle-mère : ils lui ont dit que de toutes les façons avec les travaux on leur avait dit que cela allait repasser en blanc ou en bleu... Ils ne savaient pas trop. On leur aurait même montré les

cartes qui montrent le zonage prévu après les travaux ! Dans le courant de cette discussion, j'ai eu tendance à accentuer le risque dans mon discours vis-à-vis de la rupture de digue dont ils ne parlaient pas. Ils n'ont pas réagi sur ce point.

[Extrait synthèse n° 10 des notes de terrain (septembre 2010 à janvier 2011).]

Pour les anciens, les « *nouveaux venus* » sont des « *urbains* », puisqu'ils ne sont pas d'ici, ils ne connaissent pas. Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, cette distinction opérée par les anciens s'inscrit dans un attachement au milieu – auquel est assortie une connaissance – qu'ils ressentent comme non-partagée avec les nouveaux venus, et qu'ils regrettent. La frontière ainsi érigée n'encourage alors pas les transmissions éventuelles de la possibilité de l'inondation, comme nous allons le voir plus précisément ci-dessous.

### 10.2.2. Anciens, nouveaux ; ou la transmission jugée inutile

*« Est-ce que vous en avez parlé avec des Lattois, est-ce qu'ils racontent ? »*

*Tous : Non.*

*Gérard : C'est vrai que les gens n'en parlent pas beaucoup, les parents ne nous interpellent jamais, nos voisins pas spécifiquement avec ... »*

[Entretien collectif 1.]

*« D'accord, donc on n'en parle pas parce que ... »*

*Florent : Parce que le risque n'est pas vraiment perceptible à mon avis, et puis, tu ne crois pas de ... De mémoire, quoi. Personne ne te dit... rien. »*

[Entretien collectif 2.]

Les travaux de Marie Anckière et Julien Langumier (Anckière et Langumier, 2009) sur les transmissions de l'inondation des anciens aux nouveaux, dans la vallée du Rhône, avaient montré combien le récit de l'inondation était partie prenante de l'histoire de la commune, transmise aux nouveaux habitants pour contribuer à leur intégration : « *Alors que la population a doublé depuis le début des années 1970, le processus d'apprentissage de l'histoire du lieu passe pour une part par la transmission par les natifs de ces récits d'inondation aux nouveaux habitants.* » À Lattes, « l'observation habitante » menée sur le terrain a permis de mettre en évidence une non-circulation des récits sur les inondations entre anciens et nouveaux venus. Ainsi, personne, lors de mon emménagement, ne m'a parlé de cette éventualité, et ce des mois durant. Les entretiens collectifs ont été l'occasion de mettre à l'épreuve des habitants ce constat, et de le confirmer. Dans les entretiens collectifs, la question ouvertement posée à l'ensemble des participants a donné lieu à une réponse collective et unanime : les anciens ne racontent pas à ceux installés plus récemment l'inondation d'hier.

[Sandrine, une nouvelle venue, compare la situation à son ancien lieu de vie où le risque de rupture d'une poche d'eau contenue dans un glacier était omniprésent] :

*« Moi, j'ai vécu deux ans en Haute-Savoie, à Sallanches ; et en fait à Sallanches, on a été menacé par la poche d'eau, dont vous avez peut-être entendu parler ? De Saint-Gervais. Ça,*

*c'est une très grosse menace. Là, par contre, tu n'as pas du tout la même ambiance. Parce qu'il y a une véritable crainte que tu as, et elle se renouvelle souvent cette crainte. Pourtant c'est quelque chose qui est cyclique et elle n'a jamais... Enfin, elle a fait des dégâts mais il y a très très longtemps. Mais, euh... je ne sais pas, mais cela doit faire au moins 60 ans, les gens de notre âge n'ont pas connu ça, cela fait au moins une grosse génération [...]. Mais par contre, dès lors qu'ils commencent à parler de la poche d'eau, tu as vraiment, tu sens vraiment l'inquiétude. Tu sens vraiment qu'il y a quelque chose. Bon, c'est vrai que c'est quelque chose de différent, si la poche d'eau éclate, tu as Saint-Gervais qui est noyé, quoi. Ce n'est pas la même chose.*

*Quand tu es arrivé là-bas, on t'en a parlé ?*

*Sandrine : Ah oui, de ça on m'en a parlé super rapidement. Mais vraiment, très rapidement. On m'a parlé du vent, du froid, comme ici des moustiques, on m'en a parlé ici des moustiques : "Tu verras, les moustiques, c'est infernal, tu verras quand il fait chaud, il fait super chaud, tu ne vas pas arriver à retourner ta terre pour faire ton potager ", euh... mais on ne m'avait pas parlé de cette crainte-là, alors que là-bas, à Sallanches, c'est arrivé super rapidement. »*

[Entretien collectif 2.]

Cette rareté des circulations des récits de l'inondation passée s'entretient au gré des statistiques du renouvellement résidentiel. Lorsque des nouveaux venus s'informent auprès de leurs voisins à leur arrivée, ceux-ci, à qui bien souvent il a été adressé le même message quelques années plus tôt lors de leur installation, reproduisent ce message, où l'horizon de l'inondation ne se dessine pas :

*« Florent : Moi, j'ai demandé à mes voisins. Ils m'ont dit : " Alors là, il n'y a aucun risque, on ne risque rien à Lattes ! " Donc je pense vraiment que dans la tête des Lattois, cela n'arrivera pas à Lattes. Ce n'est pas possible, cela ne va pas arriver. [...]*

*Sandrine : Pareil que toi, j'ai été super étonnée que personne ne m'en parle, que, voilà, que personne ne me demande rien... à l'école... J'étais super étonnée. [...] Oui, parce que moi je suis arrivée il n'y a pas longtemps. Donc, je me suis rendue compte que psychologiquement, je m'étais mise dans cet optique de : mince, cela va peut-être arriver, donc il faut que je sache me préparer. Mais pareil, personne ne m'en n'a parlé... »*

[Entretien collectif 2.]

Le fait d'avoir vécu longtemps ici sans que des événements importants ne se déroulent, voire d'avoir vécu plusieurs temps d'alerte météo sans qu'une inondation n'ait lieu, participe à entretenir une idée de non-risque et à la conforter. Pour les habitants plus récemment installés qui ont questionné leurs voisins à leur arrivée sur cette possibilité, l'argument d'une absence d'événement notoire récent est régulièrement repris.

*« Et du coup, quand vous vous êtes installés, que vous avez fait construire, la question de l'inondabilité, elle s'est posée... c'est quelque chose que vous aviez à l'esprit ? Pas spécialement... ?*

*Elle : Ben ce n'était pas...*

*Lui : Tous les anciens que l'on avait visité, parce que c'était des champs ici... les anciens*

*n'ont jamais vu, euh... inondé ici, quoi. Donc, bon... »*

[Madame et Monsieur Commubain, habitants depuis vingt ans.]

De plus, il semble que les rares récits de l'inondation des quartiers de Lattes-centre lors de l'épisode de 1976 qui ont pu circuler ont participé à véhiculer l'idée d'une crue lente, sans danger, que l'ont retrouve aujourd'hui.

*« Ingrid : Et puis, bon, on n'a pas eu les grosses catastrophes comme... Parce qu'on a eu des années où cela a plu beaucoup plus que ces dernières années.*

*Marie : Ah bon ?*

*Ingrid : Ah, oui ! Et encore, je crois que l'on n'a pas tout connu parce que on a des voisins qui sont là depuis le début, ils vont raconter qu'ils ont fait le quartier à la barque pour aller chercher le voisin.. Mais ils racontent ça... ça tombe qu'ils s'en sont sortis, et que ma foi... ils racontent ça mais avec beaucoup d'humour...*

*Marie : ben de toutes les façons quand on a un malheur... euh... On le vit mal et puis après cela devient un souvenir...comme beaucoup de chose... »*

[Entretien collectif 3.]

Par ailleurs, les échanges réguliers avec un natif de la commune à laquelle il est très attaché, ont montré que de la part des anciens pouvait s'opérer un vrai refus de transmission. Pour certains anciens, les nouveaux venus, puisque n'ayant jamais vécu l'inondation, ne pourraient pas comprendre, cela ne servirait donc à rien de leur en parler. Nous retrouvons de nouveau ici un élément commun avec l'analyse de Julien Langumier (Langumier, 2008) en territoire inondé de l'Aude. La circulation des récits de l'inondation est rompue volontairement. Le récit de l'inondation passée se mue en un savoir élitiste dont le seul titre de grandeur est le lieu. Pour le partager, il faut être d'ici.

La transmission de récit des inondations passées des plus anciens habitants aux plus récents ne se fait pas. Dans un contexte d'une situation complètement changée par les travaux de protection et l'explosion démographique récente, il serait vain de partager une expérience difficilement transposable, que d'aucun ne peuvent comprendre et ne connaîtront vraisemblablement pas dans un milieu appréhendé comme protégé désormais ; et que l'on conserve comme une preuve de son appartenance locale, devenue rare.

### 10.3. Des manières de clore le débat sur un sujet délicat : relativiser pour ne pas dramatiser

*« Lui : Ce n'est pas parce que c'est marqué zone à risque que...*

*Elle : [Elle le coupe] Oui, on le voit bien, dans d'autres lieux où il y a des choses qui arrivent alors qu'elles n'étaient pas du tout concevables, que les anciens n'avaient jamais*

vues.

*Lui : Mais après, les anciens, ils n'ont jamais vu mais il n'y avait pas cette urbanisation galopante, et... il n'y avait pas... Ce n'était pas comme ça si tu veux.... Donc c'est difficile... quoi. »*

[Madame et Monsieur Commubain, habitants depuis 20 ans.]

Quand bien même ces situations furent provoquées, les entretiens individuels et collectifs ont alors permis de faire parler davantage les habitants de l'horizon de l'inondation. De ce corpus d'entretiens ressort plusieurs tendances dans la verbalisation de ce possible que nous allons nous attacher à présenter ici.

La première caractéristique propre aux mises en mot de l'inondation est qu'elles sont marquées par l'ambivalence. Au sein d'une même discussion, et chez un même individu, s'est ainsi régulièrement donnée à voir la production de propos contradictoires, souvent formés par une alternance d'expressions d'inquiétudes et d'éléments rassurants. Dans l'extrait de l'entretien avec Madame et Monsieur Commubain cité ci-dessus, tous deux affirmaient clairement ne pas s'inquiéter de cette possibilité en réponse à mon questionnement. Ils justifiaient cette non-inquiétude par le fait de vivre là depuis plus de 20 ans, et de n'avoir connu que des épisodes sans gravité. Ils argumentaient également en mettant en avant les dispositifs de protection en place, avec une maison qui a été construite avec un vide-sanitaire équipé d'une pompe à eau, et surtout par le fait qu'il y a eu d'importants travaux. Ainsi, ce qui ressort de notre échange, c'est que d'après eux : il n'y a vraiment pas lieu de s'inquiéter. Et pourtant, l'impossibilité à tout prévoir fut mise en mot elle aussi à plusieurs reprises, laissant apercevoir cet horizon dramatique, et apparaissant comme en paradoxe aux autres propos. De ces formes de contradictions dans les discours, repérées de manière quasi systématique, ressort le caractère éminemment délicat du sujet. Questionner l'inondation, c'est imposer un horizon dramatique dans la discussion. Une propension se profile alors dans ces paroles ambivalentes sur la possibilité de l'inondation : par différents moyens, elle exprime une inclination à tenir à distance le possible du danger en raturant son horizon dramatique. Dans un premier temps, nous allons voir plusieurs des ressorts discursifs utilisés pour cela. Lorsque l'horizon de l'inondation est posé en discussion, plusieurs moyens visant à clore le débat ont été repérés. Des formes d'échappatoire face à cet horizon dramatique sont formulées. Elles procèdent principalement par une relativisation du danger et ce de différentes manières. Si la possibilité de l'inondation est parfois envisagée, elle l'est la plupart du temps pour l'autre. Le risque existe mais il est relativisé par sa distance géographique, parfois à l'échelle même du quartier, ou de la maison. Plus généralement, le risque local est relativisé au regard de risques bien plus importants qui affectent d'autres territoires (sous-section 10.3.1). La non-prise en considération du risque de perte de vie humaine est également une autre manière de relativiser le danger qu'elle présente localement (sous-section 10.3.2). Cette deuxième relativisation du risque vient s'appuyer sur un horizon du danger rétréci à l'aune de la seule atteinte de la sphère privée ; ainsi, considérer que l'eau ne peut pas gagner l'intérieur domestique suffit à minimiser les possibles conséquences d'une inondation localement (sous-section 10.3.3).

Enfin, nous verrons que dans l'interaction, le ressort de l'humour participe à la dédramatisation de la situation en permettant d'éloigner l'horizon de la catastrophe (sous-section 10.3.4).

L'étude de ces recours argumentatifs dans la dynamique du débat des entretiens collectifs nous permettra alors de formuler une seconde piste explicative à la rareté des mentions de l'inondation, par la mise en évidence d'une dynamique interactionnelle alternant horizon dramatique et dédramatisation (sous-section 10.3.5.).

### *10.3.1. Du risque partout au risque plus loin et pour les autres : le risque pire ailleurs*

*« C'est quelque chose qui est occulté.*

*Occulté ?*

*Ouais... tu n'y penses pas, c'est comme les accidents de voiture. [...]*

*Moi, parce que j'ai beaucoup vécu à l'étranger, donc des risques quand tu réfléchis... Tu en prends... Quand tu prends l'avion tu prends des risques, quand tu vis à l'étranger tu prends des risques... Enfin, moi je n'ai pas vécu en Europe, j'ai vécu en Afrique, je suis né en Afrique... tu vois des guerres civiles, tu vois des tanks, tu vois des gens qui sont découpés à la machette... Donc à la limite, ma grille à moi, alors elle n'est pas typique, elle n'est pas ... on va dire dans la moyenne de la population... Mais par rapport au risque ? Ici qu'est-ce que l'on risque ? Oui... mais si le Lez doit monter on sera prévenu avant, l'alerte c'est 6 heures, la capacité du déversoir... S'il y a une digue qui lâche, hé bien, il y a une digue qui lâche, cela fait partie des risques comme lorsque tu prends ta voiture que tu te fais renverser... ou tu te fais rentrer dedans par quelqu'un. Donc ce n'est pas quelque chose si tu veux... auquel on pense. C'est pour cela que je te dis : occulté. Tu le sais ; tu sais qu'il y a un risque et puis tu fais comme pour beaucoup de gens, tu te dis : quelle est la chance pour que ce risque m'arrive ? Il est nul. Comme quand tu prends ta voiture, tu n'es jamais en train de te dire, il y a 8 000 morts sur les routes par an. Tu prends ta voiture et puis voilà, je vais faire attention et tout ira bien. Et bien là c'est pareil. »*

*[Monsieur Jisaiti, habitant depuis 1 an, environ 40 ans.]*

Dans cet extrait d'entretien, la relativisation est poussée à l'extrême de par la trajectoire de vie. Il donne à entendre des justifications régulièrement entendues dans les entretiens : dans un monde moderne risqué, celui auquel serait exposé Lattes – en admettant que ce soit le cas – n'est qu'un risque parmi tant d'autres ; de nombreux autres risques existent, souvent pire d'ailleurs. La non-saillance de la possibilité de l'inondation au regard de la multitude des risques auquel les habitants se sentent soumis a été souligné dans des travaux précédents en zone inondable (Duchêne et Christelle Morel-Journal (dir), 2004). La relativisation du risque observé s'ancre dans un contexte de multiplication des risques. Les risques sont aujourd'hui partout : l'idée de la société du risque (Beck, 2001) est partagée par des habitants. Puisque l'incertitude se généralise, en admettant que l'on puisse s'exposer à un risque en habitant ici, il n'est qu'un, parmi tant d'autres. Ainsi, dans la discussion s'opposent

aux arguments dramatisant – qui posent la possibilité de l'inondation – des arguments dédramatisant – qui viennent relativiser le danger.

Une des formes d'échappatoire à la discussion les plus régulièrement observées fut celles de l'inclusion des autres : ainsi, si cela est vrai pour nous, cela l'est aussi pour les autres et cela constitue en soi un argument permettant de relativiser : « *Dans le pire des cas, ce sera pour tout le monde pareil* » :

*« De toutes les façons je lui ai dit, si la digue elle lâche, oui je suis dans l'eau, mais toi 5 minutes après, tu es dans l'eau aussi [rires]. Parce que Lattes quand on regarde, c'est marécageux et quand on regarde la forme de Lattes, il y a beaucoup de zones, si nous on est sous l'eau, tu te dis... tout le monde va y être, pas moins, pas plus. Donc, non, ce n'est pas quelque chose qui a nous a arrêté... »*

[Monsieur Jisaiti, habitant depuis 1 an, en parlant de la réponse formulée à son beau-père – habitant de Lattes aussi – s'inquiétant de le voir acheter une maison contre la digue.]

Souvent, lorsque j'ai questionné dans les entretiens de manière directe le sentiment de danger ressenti vis-à-vis de la possibilité de l'inondation, celui-ci a été repoussé au moins sur d'autres zones de la commune. Si les habitants admettent que l'inondation a déjà concerné Lattes, ils répondent aux questionnements sur la crainte que cela ne se reproduise par le fait que cela n'avait pas concerné directement leur propre quartier. Bien plus souvent encore cette relativisation du danger envisagé s'opère au regard de territoires plus lointains, où le risque serait bien pire. Des comparaisons apparaissent fréquemment avec des catastrophes passées (les inondations de Vaison-la-Romaine en 1992 par exemple) qui semblent avoir marqué les esprits. Mais des territoires proches – particulièrement le département voisin du Gard – sont paradoxalement régulièrement pris en comparaisons alors qu'ils sont pourtant soumis aux mêmes épisodes cévenols, aux mêmes crues dites éclairs, et ainsi à des risques relativement comparables. Dans l'entretien collectif n°3, par exemple, alors que je questionnai les réactions lors de la dernière vigilance météo rouge dans le département de l'Hérault, un participant, Gustave, d'origine gardoise, récemment installé sur la commune et sceptique quand au « *risque réel* » affirme que le risque concernait « *plus le Gard qu'ici* ». Il s'agit pourtant de deux départements limitrophes soumis aux mêmes épisodes climatiques et le régime du fleuve qu'il a alors pris en comparaison (le Vidourle) est soumis aux crues dites éclairs, comme Le Lez.

« Justement, vous qui êtes d'ici,

Gustave : je suis du Gard moi !

[Rire général]

Excusez-moi de considérer que c'est la même région...

[Rire général]

[Je continue] Et comme le Gard et l'Hérault sont soumis aux mêmes épisodes climatiques ...

Donc il me semble que je peux faire la comparaison, mais je garde bien à l'esprit que vous êtes gardois !

[Rire général]

*Gustave : Oui, parce qu'il y a beaucoup de différences ! Nous avons le Vidourle qui est connu internationalement, mondialement même ! Un fleuve qui déborde rapidement, comme un oued. On ne dit pas il fait une « ouelade », non, on dit une Vidourlade ! »*

[Entretien collectif 3.]

De manière systématique, le risque est présenté comme pire ailleurs. Cette « relativisation » du risque au regard d'autres territoires peut être encouragée par la distance opérée au fleuve par les digues. Les propos de certains habitants confirment effectivement que le fait que le cours d'eau ne soit pas en vue réduit les possibilités d'attention à son égard. Ainsi que les travaux de Christelle Morel-Journal l'avaient déjà montrés (Morel-Journal, 2006) sur d'autres territoires et ainsi que nous le suggérait l'analyse de l'évolution des pratiques liées au fleuve<sup>364</sup>.

*« Sandrine : Tout à l'heure, oui, tu disais, quand l'eau est rentrée, c'est rentré par le garage... »*

*Clarisse : Oui, mais pas chez nous, hein ! Puis il y a des années... [...]*

*Natacha : C'est vrai que ce n'est pas comme Sommières, où chaque crue, ils sont... inondés... c'est ça aussi.*

*Florent : C'est ça ! Sommières tu as le fleuve qui traverse le village ! Ici ça borde, il passe tranquillement, presque on l'ignore, quoi ; il est enfermé derrière ses digues ! »*

[Entretien collectif 2.]

Dans ce cadre de justification d'un risque moindre ici, une autre relativisation très fréquente est celle soutenue par l'idée de crue lente. Pour de nombreux habitants, ici il n'y aurait pas lieu de s'inquiéter puisque les dégâts ne pourraient être que matériels si cela devait arriver : les eaux montent doucement, l'inondation ne saurait être violente.

*« Alors ce n'est pas des inondations qui déferlent comme tu peux avoir si tu veux en Camargue, ou au bord du Rhône. Alors tu as l'eau qui monte, qui monte, qui monte, mais tu n'as pas le sentiment que, si tu veux cela va être comme un torrent ou quelque chose qui d'un seul coup emplit les rues comme à Vaison-la-Romaine. Tu vois, donc tu te dis, mince là, cela a tout balayé... Ici, c'est un truc que tu peux voir venir. [...] La seule inondation que l'on peut avoir, nous, c'est par le Lez ; et le Lez, à l'époque, alors la fenêtre météo elle n'était pas énorme, mais je pense qu'ils avaient... 5 heures, 4, heures avant la montée des crues. D'après les données qu'ils avaient en amont, ils savaient qu'il allait y avoir un débordement, etc. Donc, si tu veux, ce n'est pas ... Ce n'est pas vécu comme... Enfin, je ne l'ai pas vécu, ni mon épouse je pense, ce n'est pas vécu comme quelque chose, un danger immédiat, ou fulgurant sur lequel on a aucune maîtrise. »*

[Monsieur Jisaiti, habitant depuis 1 an, belle-famille lattoise depuis trois générations.]

La prégnance des autres risques, soudains, violents et non maîtrisables sur d'autres territoires au regard de l'inondation imaginée comme une montée lente des eaux et facilement

---

<sup>364</sup> Voir section 6.2 (partie 2).



maîtrisable ressort classiquement des enquêtes sur le sentiment de vulnérabilité (Diren, 2006). Ces arguments, très régulièrement avancés dans les discussions sont relativement surprenants dans un contexte climatique soumis aux épisodes cévenols, et ainsi aux crues dites « éclairs ». Dans un contexte de trajectoires résidentielles marquées par la mobilité, où les connaissances vernaculaires sur le fleuve sont peu transmises et où les récits sur l'inondation passée circulent peu<sup>365</sup>, ces propos semblent attester de formes de « désinformation » du régime du fleuve.

*« Gustave : Mais ils n'ont peut-être pas les grosses vagues qui arrivent comme lors du débordement de l'Hérault par exemple. C'est surtout un débordement par infiltration,*

*Ingrid : Voilà, quand l'eau montent tout doucement...*

*Gustave : Voilà, ça monte tout doucement, ça n'effraie pas... On a peur de perdre des affaires, on a peur de perdre du bien, mais enfin, il n'y a aucun.... La maison ne va pas être emportée ! »*

[Entretien collectif 3.]

Par ailleurs, cette qualification de l'événement par la « crue lente » montre que le risque de rupture de digue n'est pas envisagé. Ainsi que nous l'avions évoqué précédemment, nous pouvons émettre l'hypothèse que la nature de la communication des politiques et gestionnaires locaux sur le risque, où domine l'idée de la possibilité de maîtrise technique de la crue, participe à entretenir, si ce n'est à produire, la circulation de tels énoncés sur l'inondation.

### *10.3.2. Minimisation des dommages matériels et non considération du risque sur les vies humaines*

*« Sandrine : Et tu ne crois pas aussi que... Est-ce que l'on ne prend pas un risque pour un autre risque ? Moi je n'ai pas dans ma tête vraiment que si ça s'inonde, je peux mourir. J'ai dans ma tête que je vais avoir peut-être mes biens matériels abîmés. Mes machines qui vont lâcher... Mais je n'ai pas dans ma tête que je vais mourir ! Une centrale nucléaire, elle explose, tu meurs. Voilà.*

*Clarisse : Même, il y a des émanations, il y a une fuite, ou bien...*

*Sandrine : Oui, voilà ! Tu meurs. Pour moi je me dis que ... Peut-être que j'ai tort, hein. Mais moi je me dis, si cela déborde, je ne vais pas mourir. »*

[Entretien collectif 2.]

Dans le cours de la discussion, l'horizon de l'inondation est souvent mis en mot dans un registre qui ne l'associe pas à la catastrophe. Tout en minimisant les dommages matériels qu'une inondation pourrait entraîner localement, le danger sur les vies humaines n'est pas considéré. Puisqu'elles ne sauraient concerner autre chose que le matériel, les éventuelles conséquences de l'inondation, jugées comme minimales, permettent fréquemment d'amoindrir le risque. Dans cette opposition avec des risques pires ailleurs, et notamment des crues

---

<sup>365</sup> Ainsi que nous l'avons vu dans la partie 2.

violentes ou des glissements de terrain, l'argument dressé contre l'horizon dramatique est alors qu'il ne pourrait y avoir de pertes humaines. Si l'inondation peut être figurée dans la discussion, la question de la menace sur les vies humaines est évacuée.

Un échange dans l'entretien collectif 1 fut illustratif de ces propos, régulièrement entendus dans le cadre des entretiens individuels lorsque le risque a été questionné de manière directe.

*« Gérard : Mais bon, ce n'est que du matériel... Je veux dire je n'ai pas souvenir qu'il y ait eu de mort chez nous à cause des inondations. Personne ne m'a dit : tu sais il y a dix ans il y a eu des morts à cause de l'inondation... Chose qui peut arriver.*

*Maurice : Oui c'est arrivé en Charente, en Vendée, il n'y a pas si longtemps, dans le Var...*

*Gérard : Non, tu vas perdre ta voiture, tu vas perdre ta maison... Mais je pense que tu n'as pas un sentiment de danger pour ta vie, tu n'as pas eu de connaissances lattoises qui disent...*

*Maurice : C'est les communes de bord de mer, vraiment c'est en front de mer... qu'ils sont exposés.*

*Gérard : Si, on est exposé si la digue lâche !*

*Claudia : Mais sur le site de Palavas il n'y a pas les alertes comme on a nous [tout doucement]*

*Gérard : Je vois ma maison, moi je suis juste après la digue. Si elle doit lâcher à ce moment-là, oui, c'est sûr : je n'ai plus de maison. [rires]*

*Maurice : Oui c'est sûr si ça lâche à un endroit, toute la puissance...*

*Gérard : Ça va je sais nager, j'ai appris à nager !*

*Maurice : À tes gosses aussi ?*

*Gérard : Oui !*

*Maurice : C'est bien ! [rires]*

*Gérard : Oui, en fait on n'a pas peur parce qu'il n'y a pas de péril... car il n'y a pas eu de mort d'hommes en fait. »*

[Entretien collectif 1.]

En 2003, pourtant, lors de l'inondation de la plaine de Maurin par la Mosson, suite à une rupture de digue, une dame qui regagnait son domicile en voiture n'a pu distinguer la route du fossé et a eu un accident qui lui couta la vie. L'information à propos de cet événement n'a pas circulé, ou pas suffisamment pour marquer les esprits. Ce qui domine dans les échanges discursifs est bien l'idée d'une absence de danger réel. Y compris lorsque l'on envisage de manière spéculative l'horizon de l'inondation, la mort – ou l'horizon du drame – semble demeurer tabou.

### 10.3.3. Un risque qui se jauge au risque de l'eau chez soi : l'importance de l'univers domestique

*« Avant on était en appartement, à l'étage, donc la question ne se posait pas. »*  
[Une habitante.]

Dans ces formes de relativisation du risque opérées par les habitants, un autre élément est revenu de manière récurrente : le niveau d'exposition se jauge le plus souvent par le seul critère de l'inondation dans sa maison. Se sentir concerné par l'inondation signifie envisager l'atteinte de son « chez soi » et de celui de son milieu de vie plus globalement. Dans la plupart des entretiens où j'ai questionné l'inondation passée auprès d'habitants installés depuis longtemps, le critère d'être inondé ou non se jugeait à l'aune d'avoir eu ou pas de l'eau à l'intérieur de la maison. Dans les entretiens collectifs également, la définition de l'inondabilité s'est construite autour de cette précision : ceux qui ne pensaient pas l'inondation ou ne l'avaient jamais vécue questionnaient ceux qui l'avaient vécue ou pensaient qu'elle pouvait se produire par la possibilité de l'eau dans la maison.

*« Parmi nous, toi qui es là depuis le plus longtemps, toi qui est là depuis 20 ans... est-ce que tu te souviens.. ?*

*Maurice [Il me coupe] : Avant d'avoir l'eau dans la maison... [rires]*

*Est-ce qu'on en parlait plus avant ?*

*Éléonore : Non.*

*Maurice : Est-ce que tu avais de l'eau dans ton jardin par exemple ?*

*Éléonore : Dans le jardin, oui, mais pas dans la maison.*

*Maurice : Vraiment de l'eau stagnante dans le jardin ? Pas une flaque, hein...*

*Éléonore : Non, non... non.*

*Maurice : Déjà toutes les maisons sont sur vide-sanitaire, elles sont toutes rehaussées, donc avant que tu aies de l'eau dans la maison... il faudrait le scénario catastrophe, il faudrait que la mer... En fait, il faudrait que Palavas soit englouti... Donc si tu veux, [rires] si Palavas, puis l'étang, oui Lattes est derrière... On en n'est pas là quand même [rires] [...]*

*Maurice : Nous, d'accord, mais on aurait pu croire que ce qui est tombé sur les Cévennes se répercute là... Il est tombé quand même pas mal, ça pourrait être pire, d'accord, mais... Je pense qu'il faudrait qu'il y ait plusieurs facteurs qui rentrent en jeu mais c'est surtout celui de la montée du niveau de la mer... qui ... ça c'est un facteur qui se projette plutôt en dizaine d'années avant que cela ne nous fasse flipper.*

*Gérard : Après...*

*Maurice : Les épisodes cévenols eux-mêmes, on aura peut-être un peu d'eau, on aura peut-être un peu d'eau dans le jardin mais... on n'aura pas de l'eau dans les maisons. Mais, si la mer elle monte... »*

[Entretien collectif 1.]

Dans les discussions où l'horizon de l'inondation a été posé comme possible et questionné, les propos envisageant le danger sont toujours restés circonscrits à l'univers domestique. Penser son habitation à l'abri de l'inondation suffit à ne plus considérer la possibilité de l'inondation

sur la commune. Les conséquences sur les biens publics, les possibilités de déplacement, l'accès au travail, etc. n'ont jamais été discutés dans le cadre des entretiens. L'appréhension des dommages s'opère sur les seuls biens particuliers. Le danger ne saurait être important puisque l'eau ne pourrait arriver dans les maisons. Puisque le risque se juge au niveau individuel, à la présence d'eau dans sa maison, tant que celle-ci est évitée, l'inondation n'apparaît pas comme un réel problème. Dans l'exemple ci-dessous, extrait de l'entretien collectif 1, Maurice, qui relativise le risque, est très étonné d'apprendre qu'il y a déjà eu de l'eau dans certaines maisons de la commune. Il a emménagé en 2005, soit deux ans après la dernière inondation.

*« Maurice : Bon, et alors, maintenant tu dis : le risque il est minime ? Oui, enfin... »*

*Gérard : Oui, cela peut arriver, mais ça reste minime !*

*Maurice : Bon, ça, d'accord. Donc, le risque est minime mais tu le chiffrerais à combien ce risque ? Sur les dix années qui viennent, qu'on soit inondé ? C'est-à-dire vraiment... On va dire de l'eau dans les maisons, on va dire ?*

*Gérard : De l'eau dans les maisons ?*

*Claudia : Mais c'est déjà arrivé, ça sur Lattes ?*

*Gérard : Oui, c'est déjà arrivé ça !*

*Claudia : Vraiment ?*

*Gérard : Mes beaux-parents, qui sont au Méjean, ils ont eu de l'eau.*

*Maurice : Dans les maisons ?*

*Gérard : Au début, oui.*

*Maurice : Au-delà du vide sanitaire donc ?*

*Gérard : Ouais, ouais ! »*

[Entretien collectif 1.]

Puisque le danger se juge principalement au risque pour son univers domestique, penser celui-ci à l'abri suffit à désamorcer la menace. Ainsi, les dispositifs personnels de protection, comme le fait d'avoir surélevé sa maison – mesures de limitation des conséquences de l'inondation, préconisées dans les textes des PPRI –, sont saisis comme des protections qui suffiraient à annuler le danger. Le sentiment de protection est renforcé par les adaptations du logement réalisés lors de la construction ou depuis, comme le vide sanitaire, ou encore la présence d'une pompe-à-eau dans la cave. À la protection publique opérée par les travaux est ajoutée celle des dispositifs privés.

*« Natacha : Je suis devenue lattoise en 1989. Donc, j'étais encore assez jeune [rire], j'étais étudiante. Donc il y avait mes parents qui achetaient à Lattes, j'étais encore chez mes parents, et euh... On a été informé que c'était inondable et d'ailleurs, on le savait parce qu'il y avait des obligations de surélever la maison. Il fallait construire avec surélévation... En cas d'inondation. Et dans cette information, pour nous cela a été rassurant de se dire : Ben, voilà, on a construit la maison, en la surélevant, et donc, on a pallié au problème... à un éventuel problème d'inondation. [...] Mais voilà, c'est vrai que cela a été rassurant de se dire voilà, on surélève la maison, donc s'il y a de l'eau qui monte... »*

[Entretien collectif 2.]

L'importance placée dans l'univers domestique pour évaluer le danger apparaît lié à une caractéristique plus générale dans le rapport des habitants aux inondations. Les analyses de plusieurs matériaux différents – le dire des habitants dans les entretiens, les registres de l'enquête publique afférente aux travaux de protection engagée sur la commune<sup>366</sup> ainsi que les notes de terrain issues de « l'observation habitante » – ont mis en évidence l'importance placée dans la valeur du bien familial. Fréquemment le sujet de la valeur foncière des maisons fut évoqué dans les discussions provoquées sur le risque inondation. L'analyse des registres de l'enquête publique – afférente aux travaux de protection contre les inondations – a mis en évidence que la plupart des habitants qui ont consulté le registre et y ont apposé leur avis venaient y défendre un intérêt lié à leur propriété privée. C'est d'ailleurs le recours d'une alliance de propriétaires mécontents – du prix proposé pour l'indemnisation des parties de leur propriété dont ils se voyaient expropriées pour « l'intérêt général » – qui a permis de rendre caduque la Déclaration d'utilité publique obtenue pour la conduite des travaux, obligeant les gestionnaires locaux à recommencer du début la procédure pour son obtention<sup>367</sup>.

Comme nous l'avons vu dans la partie précédente, bien des habitants de Lattes se sont installés là comme ils auraient pu s'installer ailleurs, et ils se sentent libre d'en partir. Pour la plupart, ils en ont les moyens financiers. Un habitant du quartier de Port Ariane rencontré près des digues, après que nous ayons échangé sur les nuisances locales (travaux en cours, moustiques), lança : « *Mais vous savez, de toutes les façons, si ça ne plaît pas, ce n'est pas compliqué : un panneau à vendre et on va ailleurs!* » Ce type de lien particulier au milieu habité, que l'on pourrait facilement quitter, participe peut-être à expliquer les expressions d'inquiétudes vis-à-vis de l'inondation centrées sur la question de la valeur foncière. Si je ne suis pas particulièrement attaché au milieu où se situe ma maison, j'ai investi dans celle-ci, elle représente mon chez moi, mon cadre d'intimité et sa valeur m'importe. Le jugement de l'inondation à l'aune de « l'eau chez soi » pourrait s'expliquer par un souci différent pour le milieu (public) et son milieu (privé). Le cadre de la discussion amicale lors du dîner où j'expliquais à des habitants la véritable raison de mon installation à Lattes, donna à voir une illustration de ce détachement du milieu de vie, et où leur réaction fut centrée sur la valeur de leur maison familiale.

La première réaction (Doris) concerna la valeur de leur bien : Doris m'a demandé, toujours sur le ton de la plaisanterie si cela signifiait qu'il fallait qu'ils vendent rapidement leur maison. Ils ont acheté assez récemment leur maison ils ont réalisé de nombreux aménagements depuis. Leur premier souci s'est centré sur cette question. Rapidement la discussion a dévié sur le risque qu'ils encouraient personnellement. Maurice me demanda quel était le risque « réel » ainsi que des détails sur les travaux qui ont été engagés pour y pallier. Une certaine confiance en ces derniers a été exprimée, en lien avec leur cout, avec une réflexion dans l'esprit de la phrase suivante : « avec tous les travaux qu'ils ont fait et le prix que cela a coûté : ce n'est pas pour rien ». Doris a ensuite précisé que de toutes les façons ils le savaient, qu'on les en avait

---

<sup>366</sup> Démoulin, J.-F., J.-P. Maire, et al. (2007). « Protection contre les inondations de la basse vallée du Lez. Enquêtes publiques conjointes », Département de l'Hérault. Communauté d'Agglomération de Montpellier.

<sup>367</sup> Voir pour détail sur ce point la sous-section 8.3.1.

informés au moment de la vente, et que c'est pour cela que la maison est surélevée. [...] La discussion a ensuite dévié sur le marché immobilier, dont il ressortit l'idée que ce marché ne semble pas vraiment affecté par un zonage « risque inondation », puisque cela reste très cher ici.

[Extrait de la synthèse n°9 des notes de terrain (août et septembre 2010).]

L'habitant dont il est question dans cet extrait des notes de terrain, Maurice, participa au premier des entretiens collectifs, où il confirma son souci sur cette question. Dans le cours de la discussion, il est revenu plusieurs fois sur la question des zonages du PPRI, que le sens commun pousse à associer directement aux prix des biens immobiliers. Lorsque la discussion a débuté, sa première réplique concernait cette question de la valeur foncière, quand les autres commençaient à discuter plus largement du fait que Lattes soit définie comme zone inondable.

*« Maurice : Oui parce que par ailleurs, c'est très bien côté ! [En référence aux valeurs foncières locales] [...] »*

*[Un peu plus tard alors qu'Éléonore parle de la non-communication entre voisin et situe son quartier pour les autres]*

*Éléonore : Je suis sur le bord du Lez. Jardin de Plaisance.*

*Maurice : Les Jardins de plaisance c'est en zone blanche, c'est ça ?*

*[...]*

*Mais déjà, il y a 20 ans c'est quelque chose que vous saviez, vous l'avez pris en compte ?*

*Éléonore : Ah, oui, et c'était moins protégé qu'aujourd'hui.*

*Gérard : C'était la capitale des moustiques !*

*Maurice : Ce n'était pas la zone rouge, c'est ça ?*

*Gérard : C'était une zone marécageuse.*

*Maurice : Parce que là on est bien en blanche maintenant ?*

*Gérard : Bleu je crois, avec les travaux du Lez...*

*Maurice : Alors bleu c'est le top, ça veut dire plus rien ? On n'est pas repassé en bleu, toi qui... Tu dois le savoir ça ? » [En s'adressant à moi.]*

[Entretien collectif 1.]

Ce souci pour la valeur de sa propriété n'est pas l'apanage des seules personnes nouvellement arrivées et supposées peu attachées au milieu (les dits « *ancrés* »). Il a également pu être observé, même si ce fut plus rarement, chez des anciens (les dits « *attachés* »)<sup>368</sup>. Dans le cadre d'un entretien un ancien de la commune qui voudrait vendre ses terres exprima clairement son souci : « *C'est un problème quand même ! C'est que ces terrains, si cela reste rouge, il y a un paquet de maisons qui vont être sacrément dévaluées !* » Que ce soit dans les travaux de recherche ou dans le sens commun, ce lien au foncier est classiquement associé aux intérêts qu'il peut avoir à ne pas parler des inondations. Un autre épisode de l'enquête a illustré ce fait qu'il puisse y avoir des intérêts à ne pas aborder le sujet. Cet épisode eut lieu lors de l'état des lieux du second appartement que j'ai loué sur le terrain. Arrivée comme le

---

<sup>368</sup> Pour rappel, le groupe des *attachés* est défini par une sociabilité inscrite dans la proximité spatiale, par sur ce qui est donné (la famille, les voisins). Le groupe des *ancrés* est défini par une sociabilité élargie répondant davantage à une proximité sociales qui débordent alors largement le lieu de résidence (voir section 4.3, partie 2).

propriétaire avant l'agent immobilier, une discussion s'est engagée entre nous. Nous nous connaissions déjà un peu puisqu'il est le père des propriétaires des deux maisons qui me concernait (celle que je quittais appartient à sa fille, celle dans laquelle j'emmenageais alors appartient à son fils). Il me raconta (en réponse à mes questions) qu'il était arrivé il y a plus de quarante ans à Lattes. Il me rapporta avoir connu les Filiès (quartier où se situe le dit logement) « *au temps où c'était des vignes* ». Il a été ouvrier maçon toute sa vie. Il a d'abord acheté un premier terrain pour y construire une maison pour y vivre (en 1976), puis il a acheté trois autres terrains, un pour chacun de ses enfants, et y a construit trois maisons pour les louer. Depuis, il les a transmises à ses enfants. Il a vendu la maison dans laquelle il vivait à Lattes pour restaurer un bien familial sur Montpellier légué par ses parents. Il répondit à mon « *pourquoi avoir voulu déménager de Lattes ?* » tout d'abord avec des arguments pratiques : tramway, proximité du centre ville, etc. Puis, dans le fil de la discussion, il me décrit mieux ce bien. Située dans le quartier qui va devenir selon lui « *le plus riche de Montpellier* », la maison est en hauteur par rapport au reste du quartier : « *on est à plus de dix mètres : on ne risque pas d'être inondés !* ». Mais quand je lui ai demandé si c'est à cause de cela qu'il avait déménagé de Lattes, il me répondit que non, que c'est bien pour le côté pratique (tram, ville, etc.). Je lui demandai alors (jouant la crédule) si ce quartier avait déjà été inondé. Il me répondit par le récit de l'inondation de 1976 : « *Ici, là, il y avait 80 cm !* » [Nous sommes dans la rue devant la maison]. Il me montre que dans la rue les compteurs électriques (à ras de trottoir) étaient sous l'eau. À l'époque, la maison dans laquelle est situé le premier appartement que j'ai loué était encore en travaux, et il y avait eu environ vingt centimètres d'eau. Du coup, lorsqu'il a construit celle-ci un peu plus tard, il a fait un vide sanitaire plus important. Nos échanges furent interrompus par l'arrivée de l'agent immobilier pour l'état des lieux. Plus tard, au cours de la visite, quand nous sommes allés voir le jardin derrière la maison, le propriétaire nous montra le forage dans le jardin. Il nous expliqua alors qu'il suffisait d'y brancher une petite pompe pour avoir de l'eau. Il me précisa qu'au début l'eau risquait d'être saumâtre et de sentir un peu, il me conseilla alors de pomper et de verser juste derrière – ce que, le coupant, je nommai une « *roubine* ». « *Ha, non ! Ce n'est pas une roubine, c'est la Lironde ! C'est un bout de la Lironde* ». Je saisis alors immédiatement l'occasion – l'agent immobilier était juste à côté de moi – et répondis : « *Ha, bon ?! Mais j'espère qu'elle est sage au moins ?* » Le propriétaire a alors eu à peine le temps de commencer à me répondre qu'il n'y avait pas de problème que l'agent immobilier changea brusquement de sujet : Elle se jeta, littéralement, sur une touffe d'herbe et demanda au propriétaire s'il s'agissait bien de ciboulette. Étant donné la très forte pression foncière locale et la rareté des biens à la location sur Lattes, l'hypothèse de la crainte vis-à-vis des difficultés à louer ce logement en rez-de-chaussée située en zone rouge, ne semble pas bien tenir. Nous pouvons par contre aisément comprendre l'intérêt qu'il pouvait y avoir à ne pas prendre le risque que cela inquiète un locataire en passe de signer l'état des lieux, au risque de devoir recommencer toute la procédure de la location (les visites, le dossier, etc.) pour en trouver un nouveau. Enfin, concernant ces intérêts qu'ils pourraient y avoir à ne pas en parler, si le lien

entre zone inondable et dévaluation foncière est répandue dans le sens commun, le contexte foncier<sup>369</sup> ne donne pas vraiment de prise à cette hypothèse.

Plus largement, les revendications qui ont pu être portées à l'encontre des expropriations ne peuvent pas être rabattues sur le simple souci porté à la valeur financière. Ainsi que l'ont montré des analyses portant sur l'après catastrophe, *« la question de la valeur foncière mobilise des registres symboliques [...] expression d'une forme d'ascension sociale par la propriété, et donc à des formes puissantes de valorisation ou de dévalorisation de soi »* (Duchêne et Christelle Morel-Journel (dir), 2004: p.84). Défendre sa propriété face à un projet défini comme d'intérêt général ne peut se résumer à la seule défense des intérêts biens compris. L'importance placée dans la défense de la valeur de sa propriété peut tout autant être attachée au patrimoine familial et ainsi être motivée par une dimension sentimentale à celle, vénale, exprimée. Laura Centemeri, sur son cas d'étude post catastrophe à Seveso, en Italie, a montré combien l'attachement aux lieux (qui dans son cas ont subi un dommage) peut prévaloir sur les questions de valeurs commensurables (Centemeri, 2011). Ainsi, les réactions des habitants qui se centrent sur leur maison ne peuvent pas simplement être saisies comme traduisant un souci pour la valeur financière de leur bien. Ce souci peut tout autant, si ce n'est possiblement plus, traduire celui de la perte éventuelle d'effets personnels dont la valeur est incommensurable (Centemeri, à paraître). Des travaux post catastrophes ont montré combien les souvenirs personnels (photo, lettres, etc.) sont les objets dont la perte est la plus difficile à accepter (Langumier, 2006). Cette possibilité de pertes incommensurables participe très certainement à placer le curseur de l'affectation à celui de l'eau dans sa maison.

Dans le même sens, les réactions des propriétaires fonciers contre les expropriations peuvent être motivées par d'autres ressorts que celui de la valeur foncière, et notamment celui des modifications engendrées dans leurs habitudes autour de leur habitat. Madame et Monsieur Veillant, habitant du quartier de la Céreirède en rive droite du Lez, dans une maison tout contre la digue, n'ont pas contesté le montant qui leur a été rétribué pour l'indemnisation de la partie de leur terrain dont ils ont été expropriés. Mais ils regrettent amèrement les modifications du rapport au milieu que les travaux ont occasionnées. L'accès à la digue modifié depuis leur jardin rend désormais l'ancienne habitude de la balade du matin au bord du fleuve plus compliquée. De la même manière, les propriétaires des jardins familiaux expropriés pour la construction du canal de dérivation du chenal de la Lironde ne regrettent pas le terrain pour la valeur financière qu'il pouvait avoir mais bien la disparition de leurs habitudes familiales déployées jusqu'alors sur celui-ci et désormais « perdues » (culture potagère, usages pour les loisirs, etc.). Enfin, certaines revendications à l'encontre de l'intérêt général des travaux et de leurs conséquences en termes d'expropriation pour les riverains propriétaires montrent une pluralité dans les conceptions du bien vivre ici, du comment composer avec les inondations ; voire traduisent plus largement des visions du monde

---

<sup>369</sup> Tous types de biens confondus, l'estimation du prix m<sup>2</sup> moyen à Lattes au 1er mai 2013 est de 3 293 €. Source : <http://www.meilleursagents.com/prix-immobilier/lattes-34970/> consulté le 6 juin 2013. Contre 2 535 euros pour le département. Source : <http://www.meilleursagents.com/prix-immobilier/herault-34/> consulté le 6 juin 2013.



différentes. Ainsi deux agriculteurs de la commune m'ont expliqué leurs regrets de voir les travaux de protection se faire pour la transformation du milieu de « *marais* » qu'ils occasionnent. Pour eux, qui ont appris à composer en « *homme des marais* » avec les inondations, il n'y avait pas lieu de bâtir ces ouvrages de protection, ils en contestent le bien fondé – et surtout la vision du développement territorial dans lequel ils s'inscrivent – et par là-même, les conséquences sur leurs propriétés privées.

Si l'atteinte aux biens personnels est un facteur pouvant encourager l'occultation des inondations, ce n'est pas dans le seul sens de l'assertion de sens commun où cette occultation servirait à ne pas dévaloriser économiquement son bien privé. Nous voyons ici que ce souci placé dans l'atteinte des biens personnels revêt au contraire différentes dimensions. Parmi celles-ci, nous pouvons lire dans les dires des habitants un souci pour les attachements familiaux – et l'incommensurabilité des pertes qui pourraient les concerner –, pour les habitudes construites dans le temps long, pour la préservation d'un patrimoine à transmettre ou encore, dans une philosophie libérale, pour l'importance du respect de la propriété privée vis-à-vis de l'intérêt public.

#### 10.3.4. De l'usage de l'humour et de l'ironie pour éloigner l'horizon de la catastrophe

Alerte orange, jeudi 3 novembre 2011. Café du centre. Vers 14h30.

Le premier employé fait mine de partir en lançant : « *Bon, allez, peut-être à demain !* »

Sa collègue lui répond : « Il ne faut pas s'inquiéter c'est dans les Cévennes que ça tombe fort ! »

Il revient sur ses pas : « Ben, oui, mais si ça tombe en haut, ça vient forcément en bas ! ».

Un autre employé) fait alors une blague : « *Tout ce qui monte descend, comme chez l'homme !* »

[Rire collectif]

[Extrait de la synthèse n° 13 des notes de terrain, novembre 2011.]

Enfin, dans la dynamique de la discussion, un des autres usages fréquents relevés pour mettre un terme à la situation d'interaction embarrassante induite par l'évocation d'un danger fut le recours à l'humour. Ainsi que Nina Eliasoph l'a montré dans son travail sur le politique aux États-Unis : « *Les taquineries permettaient aux adhérents de tenir le monde à distance* » (Eliasoph, 2010 : p.134). L'usage de l'humour ou de l'ironie semble permettre de tenir à distance l'horizon du danger. « *L'ironie marque une distance prise par le sujet vis-à-vis du savoir, ou de l'autre, ou de la vie en général* » (Guérineau, 2003)<sup>370</sup>. Parmi les fréquentes contradictions au sein d'un même discours observées, dans une situation d'entretien collectif, Gustave a mis en mot à la fois des doutes quant à la possibilité de maîtrise de la nature dans son principe, et parallèlement, a fait usage de multiples formes de relativisation du danger potentiel pour Lattes ; où il habite un immeuble construit tout contre la digue. Alors que

---

<sup>370</sup> Cité par Barbier (2005 : p.260).

l'entretien touchait à sa fin, je relevai le paradoxe que je voyais dans sa position, Gustave mit alors à distance ses contradictions par le recours à l'humour :

« Gustave : Et puis, bon, on a de plus en plus d'urbains. Là, je ne vous critique pas, hein. Je ne vous critique pas mais on a de plus en plus d'urbains qui ne connaissent absolument pas le milieu de la nature. C'est des gens qui en parlent le plus, mais qui ne la connaissent pas ! Bon. Quand je vois, moi, ce qui s'est passé en Vendée ou en Camargue, à côté d'Arles, le village de Montfrin je crois que cela s'appelait, les gens avaient construit, les Mairies, tout, les gens avaient acheté des maisons, dans des lotissements : Il y avait la digue, et deux mètres en dessous de la digue, il y avait le lotissement. Alors moi le premier, à Lattes, vous me donneriez une maison comme ça, je ne la prendrais pas !

[...]

Mais ceci dit à Lattes, certaines maisons sont bien construites contre la digue ? Enfin, je ne veux pas jouer la provocation, mais bon...

Gustave : Bon, Port Ariane, ils sont au premier étage, donc deuxième étage, troisième étage ...

Ingrid : [Elle le coupe] : Vous parlez des immeubles ?

Gustave : Oui.

Ingrid : Les lotissements, ils sont contre la digue, et en dessous !

Gustave : Ha les lotissements, tant pis pour eux... Mais moi je n'y aurais pas été là !

Ingrid : Mais c'est pour cela que l'on a eu peur quand la digue menaçait !

Gustave : En Vendée... [...] Vous avez la Vendée, les gens, il y a la digue, et s'ils étaient encore au niveau de la digue, non ! Ils étaient deux mètres en dessous de la digue ! Et en plus, c'était une digue que par forte tempête, l'eau passait par-dessus ! Alors, bon, ils avaient de petites conséquences chaque fois, que les assurances reprenaient. Le jour où cela a été sérieux, il y a eu dix-sept morts, ou je ne sais pas combien ! Là ça n'a pas rigolé !

Robert : Ouais, mais le problème, c'est que l'on attend toujours que l'irréparable se produise, ça c'est les Français ! Enfin, je ne sais pas si c'est que les Français, mais...

[Les propos de Gustave et de Robert s'entremêlent]

Gustave : Vous avez la mer, ou le Rhône, vous avez, la digue, et là vous construisez à deux mètres en dessous du Rhône, si la digue pète...

Robert : Ha, bien, forcément, vous êtes dedans !

Gustave : Vous vous noyez ! Vous n'avez pas le temps de vous retirer, parce que l'eau qui arrive par la brèche est violente !

Robert : Et, oui, elle est sous pression, parce que l'orifice n'est pas...

Gustave : Donc vous vous noyez ! Alors, du côté d'Arles, là, où il y a eu des morts, et du côté de la Vendée : je ne comprends pas. D'abord que l'on accepte de construire des trucs comme ça, et puis, que l'on y habite ! [Rire] Je suis sûr qu'il n'y avait aucun rural dans ces lotissements.

Robert : [rire] Non, que des Kamikazes ! [Rire]

Gustave : Que des urbains !

[...]

[je le reprends la parole en m'adressant à Gustave en sachant qu'il vit à Port Ariane dans un immeuble construit contre la digue] Mais ce que disait tout à l'heure Ingrid, quand on est à Port Ariane, quand on est au rez-de-chaussée, la digue elle vous surplombe pareillement ?

Ingrid : Le quartier est en contre bas de la digue, oui.

[Gustave ne répond pas. Le téléphone sonne et interrompt la discussion – la femme de

*Robert le cherche. Échanges de blagues sur la possibilité que ce soit du démarchage commercial nocturne. Échanges sur la regrettable fréquence de ce type de démarchage].*

*[Un silence s'en suit.]*

*Bon, je vais vous libérer quand même, je ne vais pas vous faire travailler trop tardivement.*

*Marie : On ne dort pas ici parce qu'il n'y a pas de vent, il n'y a pas de pluie... On va y aller !*

*[Rire général]*

*Gustave : Si on aime le risque, on ne reste pas ici ! [Rire]*

*Robert : Oui, on est trop en sécurité ici. [Rire]*

*Ingrid : Quoi que, il y a le canal de dérivation derrière... [En référence au canal de dérivation de la Lironde<sup>371</sup>]*

*Gustave : Allons à côté de la digue au moins, il y a une chance qu'elle explose !*

*[Rire général] »*

[Entretien collectif 3.]

Lorsque le danger est posé directement dans la discussion, cet horizon est mis en mot sur le ton de l'humour ou dans le registre du catastrophisme, sur un ton ironique. Dans ce milieu à proximité du littoral est ainsi souvent revenue l'image du tsunami. Ainsi, dans la discussion lors de l'entretien collectif 1, alors que Gustave n'a eu de cesse de relativiser le danger, il évoqua aussi la possibilité d'un scénario catastrophe. Il justifia ce que j'ai alors nommé « paradoxe » en réaffirmant d'un côté sa confiance envers les experts et les gestionnaires, et d'un autre côté la possibilité d'un événement dépassant les prévisions, mis en mot par le recours à l'humour. Ce dernier, régulièrement observé, apparaît dès lors comme la dernière échappatoire possible à la situation d'interaction délicate posée par l'horizon de la catastrophe.

#### *10.3.5. Relativiser pour ne pas dramatiser*

Que ce soit par la relativisation du risque local par d'autres pires ailleurs, le recours à l'ironie ou l'humour, ou encore la minimisation des dégâts potentiels, dans l'interaction, l'horizon de la catastrophe est tenu à distance. Ce qui s'énonce principalement ce sont des formes de relativisation du danger, notamment par sa mise en perspective avec d'autres plus importants. Un épisode de « l'observation habitante », où une des rares discussions sur l'habiter avec la possibilité de l'inondation a émergée en situation « naturelle », permet d'illustrer le jeu de dramatisation – dédramatisation auquel semble ainsi se prêter la dynamique discursive sur l'inondation. Cette situation d'observation eut lieu lors des visites que j'organisais pour trouver un nouveau locataire au premier appartement que je voulais quitter. Alors qu'une dame visitait et que cela semblait lui plaire, elle énumérait les points positifs : suffisamment grand pour elle et son fils, « *ce n'est pas une résidence* », les étangs pas loin pour les balades, l'école à proximité aussi, et proche de chez ses parents. J'évoquais le problème de la présence des chiens au rez-de-chaussée – qui motivait mon départ – mais

---

<sup>371</sup> Voir carte p 236.

cela ne suscita aucune réaction de sa part. Cette jeune dame était venue accompagnée de son père. Celui-ci ajouta alors que la visite était sur le point de se terminer : « *Le seul problème c'est que c'est un quartier inondable !* ». Il relativisa alors immédiatement pour cet appartement, puisque situé à l'étage. Face à ce qui était alors une des premières émergences discursives aussi explicites du sujet, je jouai les crédules. Je signifiai ainsi mon inquiétude pour mon prochain logement, dans le même quartier mais situé en rez-de-chaussée, mettant en mot l'horizon dramatisant de l'inondation. Le monsieur répondit alors par un argument visant à dédramatiser la situation : « *Oui, c'est inondable, mais bon... Il n'y a pas eu d'eau depuis 1989... Et puis maintenant, avec les travaux, vous savez, ça devrait aller !* » Je lui demandai alors si le quartier dans lequel il habitait était inondable. Il me répondit par la négative, en précisant : « *On est juste à la limite sur la carte* ». Il semblait bien connaître le zonage du PPRI. Il continua en relativisant alors son propos en adossant à cette connaissance technique du risque matérialisé par le zonage réglementaire, la connaissance locale située de son expérience d'habitant : « *Enfin, ça c'est sur la carte de prévision des risques... Après... Je ne sais pas. En tous les cas, nous l'eau n'est jamais montée dans l'allée* ». Il ajouta alors qu'il n'y avait pas eu d'eau depuis longtemps et qu'en plus, il y avait les travaux : « *Ça devrait suffire quand même !* ». Cette dernière partie de phrase faisait référence au coût de 40 millions d'euros des travaux qui sont souvent appelés comme garant du sérieux de la protection en place. Rapidement, ce propos dédramatisant alterna avec un autre ouvrant de nouveau sur l'horizon du drame. Il parla du double phénomène « *Lez et mer* » : « *surtout s'il y a du vent du sud, le Lez ne se déverse plus* ». Le ton se fit inquiet lorsqu'il continua : « *On ne sait pas trop ce que cela peut faire quand même...* ». Il alterna alors immédiatement avec un autre énoncé dédramatisant, en précisant que l'eau montait généralement doucement et pas très haut non plus. Le danger ainsi mis à distance fut alors de nouveau envisagé, mais plus loin, pour les autres : « *Par contre, je n'aimerais pas être juste contre les digues là-bas !* » précisant, à propos du quartier de Port Ariane, qu'il trouvait que cela était « *complètement inconscient* » de vivre contre les digues. Il me raconta que lors de la dernière alerte, il était allé faire un tour de vélo sur la digue et que l'eau affleurait à la limite de la digue, soit au niveau du deuxième étage des immeubles. À l'horizon de l'inondation ainsi posé s'ajouta alors de nouveau un énoncé rassurant. À ma réaction sur le fait de faire du vélo sur une digue dans de telles conditions, il me répondit : « *Oh ! Ce n'est pas la première fois ! Puis, les digues, elles ne doivent pas casser : Elles sont faites pour cela !* ». Alors que la discussion tirait à sa fin, je lui demandai ce qu'il dirait si sa fille choisissait un appartement dans ce quartier mais au rez-de-chaussée. Il resta silencieux quelques minutes avant de me répondre « *Oui... [soupir] Je ne sais pas ... Il n'y a plus eu d'eau depuis 1989 quand même.* »

Les situations d'interaction induites par le sujet de l'inondation donnent à voir une alternance d'énoncés dramatisants avec d'autres dédramatisants. Le sujet de l'inondation, puisqu'il appelle l'horizon du danger est un sujet problématique. Une situation d'interaction

est déjà fragile par nature. Suivant le point de vue goffmanien, si nous avons le souci de la « *face de l'autre* », c'est que nous avons le souci de l'interaction ; celle-ci est délicate et nous cherchons à la préserver. Or, s'ajoute ici la difficulté d'un sujet lui-même délicat ; difficile à mettre en discussion car il présuppose des dissensions possibles d'évaluation. Son évocation menace alors la situation d'interaction, toujours fragile, et des moyens sont recherchés pour en prendre soin. Mon expérience d'ethnographe de l'inondation m'aura permis de ressentir personnellement ce souci. À plusieurs reprises, je me suis surprise à ressentir des difficultés lorsqu'il me fallait, dans le cours de l'entretien basculer de la question de « l'habiter » à celle « du vivre avec la possibilité de l'inondation ». À la réécoute des entretiens, je relevais ainsi que lorsque je questionnais directement l'horizon du danger, je m'excusais très régulièrement de le faire. Le cas le plus « douloureux » fut celui d'un entretien avec une dame âgée qui habite un appartement de Port Ariane. Elle habite précisément la résidence que j'avais remarquée lors de ma première visite sur le terrain, et qui demeure pour moi éminemment représentative de ce paradoxe de la prise en compte d'un risque d'insécurité urbaine face à la moindre prise en compte du risque inondation : un immeuble « sécurisé », tout contre la digue. Personnellement, je ne pourrai pas vivre dans cet immeuble ; et j'avais à en parler avec cette dame. La transition fut longue et douloureuse ; plus pour moi que pour elle, puisqu'elle ne semblait pas ressentir d'inquiétude vis-à-vis de l'inondation, et même ne voyait pas vraiment l'intérêt du questionnement. J'ai ainsi moi-même expérimenté ce que je traçai chez beaucoup d'autres habitants : Nous avons le souci de l'interaction avec l'autre, nous cherchons à la préserver. Or, parler de la possibilité de l'inondation, c'est déjà la faire un peu exister. À cet horizon dramatique, dans la dynamique de la discussion s'impose alors, par souci de préserver l'interaction toujours fragile, un autre, visant à le dédramatiser.

#### 10.4. L'effet confortant du partage normatif : la normalisation de la confiance dans la protection

L'observation d'interactions induites par la question de l'inondation, rendue possible par les entretiens collectifs, a, au-delà de la qualification d'une dynamique marquée par le jeu de la dramatisation – dédramatisation, permis de proposer une autre piste explicative à la rareté des mentions du sujet.

Que ce soit dans les mentions du sujet dans la vie de tous les jours, ou dans le cadre des entretiens où il fut questionné directement, le risque inondation fut principalement mis en mot par la possibilité de sa maîtrise, ainsi que nous l'avons déjà évoqué. Nous allons ici, dans un premier temps, porter attention à cette forme de « confiance déclarée » dans les travaux de protection (sous-section 10.4.1). Dans un second temps, les nuances dans les mises en mots de cette « confiance déclarée » seront présentées (sous-section 10.4.2). Nous verrons cependant, que si quelques voix mettent en doute la possibilité de protection totale par les travaux entrepris, ce ne sont pas celles qui portent le plus. Les énoncés sur la protection circulent

davantage que ceux ouvrant sur la possibilité d'une inondation. Dans un troisième temps il s'agira alors d'avancer une explication quant à ces différences de « portées ». Une piste explicative concernant la rareté des mentions du sujet sera proposée (sous-section 10.4.3) en mettant en évidence certaines logiques sociales qui président au silence ou au bavardage.

#### *10.4.1. La dédramatisation permise par les dispositifs de protection*

*« Avec les travaux qu'ils ont fait... Ce n'est plus inondable maintenant ! »*

[Un habitant.]

Si l'inondation n'arrive pas et l'énoncé de sa possibilité ne circule que très peu, l'analyse de la communication de la ville et de la presse locale, tout comme l'observation des circulations discursives de l'inondation dans la vie de tous les jours, montrent qu'il en va tout autrement quant aux énoncés relatifs à la protection contre les inondations. Ce qui circule principalement à propos de l'inondation – et qui donc est facilement mobilisable dans les échanges sur le sujet – ce sont justement des informations selon lesquelles il n'y aura plus de problème puisque de grands travaux de protections ont été menés. Ces travaux confortent la dédramatisation appelée dans l'interaction lorsque le sujet délicat du danger est posé, et fournissent une assise aux différentes manières de relativiser le risque qui ont été listées.

Dans les énoncés relatifs à l'inondation, qu'ils soient émis spontanément ou en réponse à mon questionnement dans les entretiens, les minimisations du danger par la protection mise en place furent les plus nombreux. Ainsi, dans la discussion s'échangent des propos qualifiant une forme de « confiance déclarée » en ces dispositifs de protection. Dans les propos des habitants, nous voyons que ceux-ci reprennent les arguments techniques qui circulent via les supports de communication politique ou de presse locale sur les travaux. Chez les anciens, les propos qui s'appuient sur des savoirs expérientiels, s'entremêlent avec ces arguments plus techniques, dits « scientifiques », issus de cette communication sur les travaux. Si sur d'autres terrains les études sociologiques sur les inondations ont pu révéler une place importante donnée aux savoirs des habitants (Duchêne et Morel-Journal, 2000) – sans dire qu'ils sont inexistantes – ici, ils sont minorés face à l'expertise des dits « sachants » scientifiques ou politiques. La (non) place accordée aux avis d'anciens de la commune lors des réunions publiques d'information est un indice des valeurs respectives accordées localement à ces deux types de savoirs. D'autant plus que ces savoirs habitants, observés par exemple dans les travaux autour de l'Yzeron par Christelle Morel Journal (Duchêne et Christelle Morel-Journal (dir), 2004) ne sont pas aussi facilement visibles à Lattes, où la majorité de la population s'y est établie récemment. À Lattes, les arguments d'experts scientifiques, véhiculant le message d'une possible maîtrise technique du fleuve sont ceux qui circulent le plus.

Dans le dire des habitants, la « confiance déclarée » dans les travaux de protection est parfois telle qu'elle permet d'annuler le risque totalement : parce qu'il y a eu des travaux, il

n'y aurait plus de risque. À mon questionnement sur ce que la possibilité de l'inondation pouvait changer à leur relation à l'habiter, de nombreux habitants me répondirent qu'ils n'étaient plus question d'inondation. Dans cette mise en mot, le sujet apparaît alors fréquemment comme non pertinent aujourd'hui, puisque la possibilité en a été écartée avec les travaux de protection. Dans plusieurs entretiens, l'horizon de l'inondation a pu être rapidement évoqué mais il fut difficile de faire durer l'échange sur le sujet ou de revenir dessus dans le fil de la discussion. Il n'y aurait plus vraiment lieu de s'étendre sur le sujet puisque cela ne se produira plus. Dans plusieurs des entretiens où les inondations ont été évoquées, il me fut difficile, voire impossible, de revenir sur cette question qui semblait ne pas intéresser mon interlocutrice ou mon interlocuteur.

« Parce que voilà dans les zones inondables par exemple, à la mairie, ils conseillent de mettre, les papiers, les photos, les objets qu'on ne peut pas trop remplacer à l'étage par exemple, de préparer un kit, de survie entre guillemets, avec une radio, des couvertures, des biscuits, de l'eau à l'étage au cas où. Est-ce que c'est quelque chose que vous avez fait vous ?

*Non.*

Pas du tout ?

*Non. On ne se sent pas aussi...*

Menacés ?

*Non !*

Les papiers, tu t'es fait la réflexion qu'il fallait mieux les mettre à l'étage ?

*Non mais maintenant que tu me le dis ! [Rire] Non, non, non, jamais, c'est vrai qu'on n'a pas... On ne s'est pas senti.... Non, c'est vrai que ce n'est pas quelque chose auquel...*

D'accord.

*Non... non, on ne se sent pas en... enfin... en insécurité. Dire que l'eau va arriver... ça, non. »*

[Madame Partais, environ 35 ans, habitante depuis sept ans, sur le départ.]

Le message de protection qui circule dans l'espace public fourni le fond sur lequel la relativisation du risque peut se faire et remet en question le fait même d'envisager cette possibilité.

Parmi les nombreuses contradictions au sein d'un même discours sur l'inondation relevées, une discussion d'entretien collectif a donné à voir celles que pouvaient générer la question de la possibilité technique de maîtriser la crue. À l'ambivalence contemporaine du rapport à la technique, entre confiance et conscience de ses limites, vient s'ajouter celle liée au niveau de « concernement ». Comme que nous l'avons vu plus haut, les habitants semblent clairvoyants sur les risques encourus d'une manière générale – ainsi que l'affirment les analystes de grands sondages d'opinion (Roy, 2008) – lorsque l'on parle par exemple du risque dans les zones inondables qui ont été urbanisées d'une manière générale. Par contre, le risque qui les concerne directement est davantage discuté. Ainsi nous voyons dans l'extrait de discussion figurant ci-dessous – en retournant la question – que si la confiance dans la science des habitants est relative –, lorsqu'il est question des experts agissant localement, leur expertise est prise pour garant de sérieux. La discussion de l'entretien collectif 3 a ainsi donné à voir

une variation dans la confiance accordée à la maîtrise – aux ingénieurs qui la mettent en œuvre – quand elle se dit « par principe » et quand elle s'énonce en lien avec sa propre sécurité. Ainsi, lorsque dans la discussion le risque fut mis en question pour un ailleurs, quand bien même il est très proche (puisque nous évoquions le cas d'une ville du département voisin régulièrement soumis aux inondations), les limites de la volonté de maîtrise de la nature sont énoncées et les erreurs des « *ingénieurs venus de Paris* » moquées :

*« Gustave: Alors, Sommières, il nous vient des ingénieurs de Paris, à la DDE du Gard. Ils disent : "Où est-ce que l'on pourrait construire la nouvelle caserne des sapeurs pompiers ?" »*

*Ingrid : Ha ! C'est celle qui avait été inondée !?*

*Gustave : Voilà. Les ingénieurs arrivent, ils disent : "Ce terrain, là, il appartient à la Commune, ce serait super." Les vieux vont à la mairie... "Mais attendez : ils ont beaucoup d'étude ces gens là ?!" [Rire]. Réponse : "Alors attendez, c'est des ingénieurs : ils ont raison !" "Ha, bon ? Hé bien... ne vous inquiétez pas, vous serez inondés !" Ils ont construit. Première inondation du Vidourle, on appelle les pompiers...*

*Ingrid : [en coupant Gérard] Ils étaient inondés ! [Rire]*

*Gustave : On ne peut pas venir, on est sous l'eau ! [Rire] [...]*

*Gustave: Ils avaient construit un supermarché à côté ; d'ailleurs il y a toujours le bâtiment, il sert de parking maintenant ! Les vieux disaient : "Mais arrêtez !" Ils avaient envoyé leurs équipes parisiennes... Je ne dis pas ça... Je n'ai rien contre les Parisiens, hein, d'autant que ces équipes là font des études, mais ils ne sont pas toujours parisien, hein ! Les gars ils arrivent... Mais attention, c'est le Vidourle ! »*

[Entretien collectif 3.]

Dans la suite de l'échange, lorsque les mêmes éléments concernent le proche, les vérifications sur la digue à Lattes de ces « mêmes » ingénieurs sont prises comme garantie de leur robustesse.

*« Gustave : On peut dire que les digues sont vérifiées régulièrement [il appui ce dernier terme].*

*[...] Il y a des équipes aidées par le... la DDE, avec des ingénieurs qui viennent de Paris, donc qui appartiennent à l'État certainement. Je ne sais pas quel service, on n'a pas discuté trop longtemps, mais on leur a demandé juste ce qu'ils faisaient. Alors, ils viennent, ils font des sondages, ils prennent des photos. Ils surveillent aussi les dégradations faites par les animaux sauvages, les ragondins et compagnie. Les digues sont grillagées quand même, hein ! Donc, un ragondin il peut faire des trous, d'abord c'est beaucoup de rocher, il peut passer, mais avec les rochers, il y a des grillages aussi... Alors donc... C'est surveillé, quoi ! Nous l'avons vérifié.*

*Marie : On se baladait, on est tombé sur eux.*

*Gustave : Elles sont vérifiées très régulièrement, voilà. »*

[Entretien collectif 3.]

Ainsi, quand bien même la confiance déclarée dans la possibilité à maîtriser les éléments est exprimée au conditionnel ; dans le même questionnement appliqué à la situation présente, les



mécanismes de relativisation du risque détaillés plus haut s'imposent dans l'interaction. De nouveau, ce sont bien ces énoncés de dédramatisation qui circulent le plus entre les habitants.

#### *10.4.2. Quelques voix moins fortes que les autres : mise en doute de la protection totale et nuisances générées par les travaux*

*« Si tu veux, bon, je ne suis pas expert, comme on disait tout à l'heure, en cellule météorologique, etc. Je veux bien faire confiance aux calculs mathématiques qui sont bien plus empiriques, où l'on observe des choses et on se dit : tient, cela va se passer comme ça. Sauf que l'expérience montre que sur les grosses catastrophes humaines, peut-être pas sur les inondations même, mais si tu regardes les tsunamis, dont la télé nous abreuvait tout ces derniers temps – des catastrophes où la nature joue son rôle – moi les 6 ou 9h cela me fait doucement rigoler ! C'est-à-dire que tout peut aller bien et d'un seul coup il y a un truc qui ne va pas et là on va te dire : ha oui, mais ce cas là, on ne l'avait pas prévu. Bin, oui, mais justement... »*

[Un habitant.]

Cependant, nous l'avons vu, sur les énoncés du risque en général<sup>372</sup>, la confiance s'énonce régulièrement au conditionnel et certaines voix portent des doutes sur la possibilité de protection totale. Les entretiens ont en effet permis de dépasser la non-circulation des énoncés de l'inondation observée dans le cadre de « l'observation habitante », en donnant à entendre d'autres voix, tues ou qui circulent peu.

*« Et vous êtes bien, là ?*

*Ben... Un mois à peine après être arrivés : les travaux, les machins, bon, ils nous avaient prévenus, mais ça a été une vie d'enfer quand même... [...] Non, nous ici, les inconvénients ici, cela a été les travaux que l'on a subis... Cet aménagement du Lez là... En plus, euh... franchement, esthétiquement, je ne vois pas ce que cela fait de plus, après par rapport aux inondations, euh... Cela fait combien d'années ? Moi j'aimerais bien voir les rapports, euh... de quand est-ce qu'ici cela a été inondé pour la dernière fois, ça doit dater d'au moins quarante cinq ans ! Donc, bon... c'est en prévision, c'est pour la sécurité, tout ça... mais... Quand tu entends parler beaucoup de personnes qui vivent ici et tout... euh... ils ne voient pas l'intérêt, quoi ! À côté-là, c'est des papis et mamies, je ne sais pas depuis combien de temps ils sont ici, ils vont mourir ici... Ils s'appellent Veillant, pareil, si tu les entends parler : c'est une aberration quoi ! Pareil, la tante du propriétaire, dont la maison est juste après, c'est pareil : elle dit : C'est n'importe quoi ! D'après eux cela ne sert à rien. Que des inconvénients, quoi ! »*

[Madame Pascontan, habitante depuis trois ans, environ 30 ans.]

Durant l'entretien avec madame Pascontan dont la maison est située rive droite, tout contre la digue, le sujet de l'inondation viendra par celui des travaux et des nuisances importantes qu'ils ont engendrés depuis des mois. Nuisances telles – puisqu'elles sont apparues sitôt leur

---

372 Voir sous-section 8.3.1.

emménagement et qu'elle a beaucoup subies à cause d'un alitement forcé pendant sa grossesse – qu'elles constituent le principal inconvénient au vivre ici qu'elle cite. Madame Pascontan n'est pas la seule personne de son quartier à avoir mal vécu ces semaines de travaux. Ses voisins sont dans la même situation. Eux sont là depuis bien longtemps à Lattes, et tous s'accordent sur l'inutilité de ces travaux. Cela participe de l'explication du ressenti de nuisance, tout comme cela l'amplifie.

D'autres entretiens confirmeront ce lien entre sentiment d'inutilité des travaux et vécu des travaux comme nuisance. Ainsi, j'ai pu rencontrer l'une des voisines de Madame Pascontan qui se trouvait dans son jardin et qui a accepté de me recevoir lorsque je libérais sa voisine. Très rapidement, au bout de quelques minutes d'entretien seulement, la discussion s'orienta sur la gêne occasionnée par ces travaux jugés inutiles. Nous nous sommes installées dans la salle à manger dont les deux fenêtres donnaient sur la digue. Une nouvelle fois, je fus saisie par le contraste entre la prise en charge de l'insécurité urbaine et celle des inondations. Si la maison est à quelques mètres seulement de la digue, les fenêtres sont toutes équipées de barreaux pour éviter l'intrusion de malotrus. Les personnes me confieront d'ailleurs, dans le fil de la discussion, leurs inquiétudes en liant de nouveau ces deux risques. Les travaux de lutte contre les inondations les ont rendus plus vulnérables : ils sont désormais plus visibles de la digue et il y a désormais plus de passage. En me montrant et en me prenant à parti, cette dame critiqua vivement les travaux entrepris, pour leur impact esthétique alors qu'ils ne seraient d'aucune utilité. D'après elle, c'est seulement embêtant puisque de toutes les façons, cela ne sert à rien : ici (rive droite) des inondations, il n'y en aurait jamais eues. Ce serait de l'autre côté (rive gauche) que le Lez sortirait et irait inonder les quartiers – particulièrement celui des Filiès –. Selon elle, c'est ce quartier qu'il n'aurait pas fallu construire pour éviter tout ces problèmes.

Ces remises en question du bien fondé des travaux, encouragés par les nuisances importantes qu'ils ont pu générer pour certains, ne sont pas les seules mises en doute de la possibilité de protection que le travail de terrain a permis de révéler. Si ces premières contestations mettaient davantage en doute l'intérêt de tels travaux par la relativisation du risque, d'autres voix s'expriment pour mettre en doute la possibilité de maîtrise totale de l'inondation avec les travaux entrepris. Les personnes rencontrées qui tiennent de tels propos, rares rappelons-le, étaient par ailleurs des personnes montrant de riches savoirs expérientiels sur l'inondation locale.

*« Voilà, une zone inondable.*

*Très bien. Ça fait très bien la transition avec la deuxième phase de l'entretien. Vous en avez parlé tout à l'heure. C'est venu dans l'entretien. En fait, euh... J'ai orienté la particularité de ce terrain justement sur ce point-là, sur l'habiter en milieu méditerranéen, mais en milieu méditerranéen deltaïque, donc potentiellement inondable, inondé par le passé, protégé aujourd'hui, afin de voir un petit peu qu'est-ce que cette donnée change, euh....*

*[Il me coupe] Ben, la seule chose à craindre, c'est que nous ayons des inondations aujourd'hui par la mer, par les étangs. Si on ne se protège pas par les étangs : Lattes boira. Ça, j'en suis sûr et certain ! On amplifie les constructions à Montpellier et même au-delà de*

*Montpellier, hein ! [...]*

*Alors, euh... aujourd'hui, les ingénieurs disent ... Moi, alors, moi je l'ai entendu de leur bouche : « Ce qu'on veut éviter, c'est que l'eau arrive et fasse des morts ». Bon. C'est logique. Par contre, je leur ai dit : « Mais, euh... l'eau va arriver par les étangs ». « Oui, mais si ça arrive par les étangs, les gens auront la possibilité de partir, de se replier et de se mettre vraiment... »*

*D'accord. D'accord. Ça, c'est le discours... Ce sont les ingénieurs mêmes qui le disaient?*

*Tout à fait. Ce qu'ils ne voulaient pas, c'est que les vagues arrivent et emportent au passage et fassent des morts. D'un côté, ils ont raison. Mais d'un autre côté, les inondations... On n'évitera pas les inondations ».*

*[Monsieur Foncia, habitant natif, environ 65 ans famille lattoise depuis quatre générations.]*

Certains des anciens que j'ai rencontrés, même s'ils déclaraient accorder leur confiance aux travaux de protection réalisés pour minimiser les risques, au fil de la discussion exprimaient aussi leurs doutes quand à la possible maîtrise totale des eaux qui empêcherait toutes nouvelles inondations. Selon ces habitants, Lattes demeure une plaine inondable et ils expriment la possibilité d'une nouvelle inondation.

*« Parce que du jour au lendemain vous pouvez avoir des montées d'eau dans certains quartiers de Lattes... Parce que Lattes, il ne faut pas oublier qu'il y a des endroits qui sont très bas... Il a des endroits où on n'est même pas... Le plus c'est trois mètres NGF, je crois, par rapport au niveau de la mer, et à des endroits on est à moins de deux mètres.*

*Plus bas ?*

*Ha oui ! C'est-à-dire que si on avait des problèmes... on pourrait avoir des secteurs en eau.*

*D'accord*

*Mais Lattes est une plaine inondable, hein, un delta, hein, il ne faut pas l'oublier... Tous les ports qui existaient que ce soient au néolithique, que ce soit Lattara ou ... Il y a la porte Lombarde, que ce soit l'autre ou l'autre, il y avait eu deux ports, tous ils ont été engloutis. Par quoi ? Par les arrivées d'en-haut, voilà. Ici, on était dans l'eau à l'époque. Parce que là, l'étang et la mer arrivaient jusqu'aux portes du musée là-bas.*

*D'accord.*

*Ce n'est pas loin !*

*Bon, c'est ancien quand même...*

*Oui, oui, mais bon, vous savez... Un delta, hein... Il faut détourner... On le voit quand il y a eu en 1976, je pense, quand le Lez est sorti, il est sorti derrière là, où il y avait l'ancienne gendarmerie, maintenant il y a la police, la route qui va aux boîtes de nuits, là, la Côte à l'Os. Le Lez est sorti là parce que là c'était son vrai lit. Il traversait Port Ariane, la vasque, et il venait rejoindre le musée pour descendre carrément dans l'eau, dans l'étang, qui était derrière le musée. Ça veut dire que c'était son vrai lit du Lez ! Le Lez avant il se jetait dans l'étang ! Enfin, la mer, parce que l'étang, avant, il n'était séparé de la mer que par un tout petit lido qui se défaisait au gré des coups de mer ; et les graus étaient naturels.*

*D'accord, là où on a fait Palavas en fait....*

*Voilà, oui ! [Rire] Après on a fait Palavas, et maintenant on a des graus qui sont bâtis et qui sont contrôlés par l'être humain. C'est pour ça, que quand on a détourné le Lez, automatiquement on a détourné... Toujours pareil : quand on détourne des ruisseaux ou des rivières naturelles, c'est toujours... ce n'est pas bon. Ce n'est pas bon ! Après on a toujours*

*des problèmes de pression sur les digues ou autre. [...]*

*Le problème dans tout ça, on sauve Lattes, mais ça n'empêche pas que l'on a beau faire ce que l'on veut – ça je ne sais pas si il faudrait l'enregistrer – je pense que quand les étangs sont pleins... En 2003, c'est la première fois qu'ici on a vu remonter l'eau. Les étangs. Avec la crue, c'est impressionnant ! Cela veut dire que les étangs quand ils seront pleins et que la mer va pousser, peut-être que l'on aura plusieurs jours de coups de mer, ce n'est pas parce que l'on a fait ce déversoir... Oui, le déversoir c'est bien, cela va permettre sur un kilomètre ou deux de faire un bassin de rétention, l'eau s'accumulera ; mais à un moment donné, comme il n'y a plus de digue jusque-là, là il n'y a plus de digue, l'eau ira quelque part... Alors c'est vrai qu'avec ce système on évite que les digues cassent, en amont de la commune et de causer des morts, ça c'est une bonne chose. C'est une très bonne chose. Cela va permettre que les digues, à la place de péter, et hop, là ça va aller tout droit. [En me montrant le chenal de la Lironde sur la carte qu'il a disposée devant nous] »*

*[Monsieur Natura natif, habitant, environ 60 ans, famille lattoise depuis quatre générations.]*

Les formes de relativisation ou de négation du risque majoritairement observées laissent parfois une place au doute, et ce parfois indépendamment de l'ancienneté et de la constitution de savoirs expérientiels qu'elle a permis. À de très nombreuses occasions, la confiance affirmée dans les dispositifs de protection n'est pas apparue comme inébranlable. Une trace de ces formes « d'incursions du doute » est donnée par des mises en mot très fréquente au conditionnel : « *Les travaux nous mettent normalement à l'abri [...] théoriquement cela n'arrivera plus jamais* ». Questionnés sur ce fait, les habitants participants aux entretiens collectifs ont principalement avancé l'argument de l'impossible certitude sur l'avenir. Dans ces réponses cependant, un élément explicatif de l'usage du conditionnel est revenu à plusieurs reprises. Des habitants ont énoncé leurs doutes au regard d'une non-expérimentation des ouvrages de protection. Plusieurs ont ainsi répondu à mon questionnement sur l'emploi du conditionnel dans l'énonciation de la confiance, par une impossibilité de certitudes tant que l'ouvrage (de protection) n'aura pas été mis à l'épreuve.

*« Robert : Non, mais un sceptique, il restera sceptique, après on pourra dire : Non mais là je t'ai mis un barrage de vingt-trois mètres de haut, le Lez il en fait cinq. « Ha ? non, je ne suis pas sûr du barrage moi ! » [Rire] Il y aura toujours des sceptiques...*

*Moi j'ai remarqué quand même que dans la majorité des gens qui en parlait, il y avait une confiance mais...*

*Robert : Relative*

*Gustave : Avec réserve !*

*Ingrid : On attend la mise à l'épreuve.*

*D'accord, donc, tu penses que ces travaux, ils sont impressionnants mais...*

*Ingrid : [me coupe] Ils sont énormes, ils sont énormes !*

*Mais comme on n'a jamais vu le...*

*Ingrid : [Nos voix se chevauchent] Avec des coûts absolument énormes, mais comme pour l'instant ils n'ont pas été mis à l'épreuve, oui...*

*Robert : Et ils ne peuvent pas faire de test ?*

*Ingrid : Non, [rire] on ne va pas faire déborder le Lez pour voir si la dérivation marche, non !*

*Robert : Non, je parle de la résistance des...*

*Ingrid : Oui, je suppose qu'ils ont des moyens de systèmes de pression mais... Non, il faut attendre une grosse crue. [Échanges de blagues sur la possibilité de test grandeurs nature].*

*Ingrid : S'il y avait une grosse crue cela permettrait aux gens de se dire cela fonctionne comme on nous l'a présenté, quoi. »*

[Entretien collectif 3.]

L'histoire du milieu présentée précédemment (cf partie 1) nous a montré combien l'inondation par son absence ou son occurrence avait pu agir sur le devenir de ce milieu. Nous pouvons supposer ici pareillement, que de la « circulation de l'eau » va dépendre « le succès » des énoncés de la possible maîtrise. Un épisode de crue où le partiteur situé à l'amont de la ville se mettrait en fonctionnement (en délestant une partie du fleuve dans l'étang via le canal de dérivation de la Lironde<sup>373</sup>), sans qu'une inondation ne soit à déplorer nulle part, permettrait aux énoncés dédramatisant affirmant la possible maîtrise de la crue – déjà assez largement partagés – de l'être encore davantage. De la même manière qu'avoir vécu une alerte météo de niveau « rouge » sans que rien de grave ne se passe permet d'affirmer appréhender les autres plus sereinement, il est à prévoir qu'une mise en œuvre de l'ouvrage de protection sans inondation participe encore à asseoir les circulations relatives à la possibilité de maîtrise de la crue.

#### *10.4.3. Avoir peur de « passer pour une folle »*

*« Déjà, je me suis dit : Dans le quartier ils vont me prendre pour une folle, je regarde mon caniveau, [rire] ils vont se dire : "Elle est tarée ! Qu'est-ce qu'elle a, elle a perdu ses clefs ?" ».*

[Une habitante, en référence à ses comportements traduisant son inquiétude lors d'une alerte météo.]

Dans l'alternance parfois contradictoire au sein d'un même discours entre dédramatisation et dramatisation qui s'est donnée à voir dans les mises en mots de la possibilité de l'inondation, une voix est cependant bien plus forte que l'autre. Deux entretiens collectifs ont illustrées parfaitement des situations couramment observées, où un habitant « expert », ou tout du moins plus « expérimenté » que les autres a pu imposer dans la discussion son point de vue « dédramatisant », appuyé sur la possibilité de maîtrise, en parlant plus et plus fort que les autres (ou en étant plus écouté). Dans le premier entretien collectif Gérard a beaucoup monopolisé la parole. Habitué à la prise de parole en public, il est très à l'aise dans cet exercice. À plusieurs moments de la discussion son propos a semblé empêcher l'expression des inquiétudes que Claudia aurait peut-être portées sinon. Par exemple, dans un des extraits d'entretien précédemment cité pour les formes de relativisation du risque par un risque pire ailleurs qu'il donne à voir (cf p. 349), nous voyons que dans l'échange entre Gérard et Maurice, qui consistait à minimiser le danger pour la commune en le comparant à

---

<sup>373</sup> Voir carte p 236.

celui auquel seraient exposées les communes du littoral, Claudia a (douxement) avancé un contre argument relatif au niveau d'exposition officiel des communes concernées. Argument qui n'a pas du tout été repris dans la discussion, qui a continué, principalement entre Gérard et Maurice.

De manière plus éloquente encore, Sandrine, habitante nouvelle venue qui a pu exprimer ses inquiétudes lors l'épisode de la vigilance rouge en novembre 2012, ainsi que nous l'avons vu plus haut, raconte avoir eu peur de « *passer pour une folle* » aux yeux de ses voisins en les montrant. Le cadre d'un entretien collectif a constitué un lieu propice à l'expression de ses inquiétudes, voire a permis une libération de ces dernières, alors que la situation de confrontation avec des voisins plus anciennement installés et apparemment non inquiétés par l'alerte n'avait pas permis le même accueil bienveillant pour ce type de propos.

*« Sandrine : Alors, déjà, moi, quand je suis arrivée ici, je n'y ai pas pensé du tout, mais alors, pas du tout. Je suis bordelaise à l'origine, je n'y ai pas pensé du tout. [...]*

*Et ce que je faisais, après c'est que tous les soirs je regardais mon caniveau pour voir si l'eau elle ne montait pas. Et j'allais voir mon Lez. Et je me disais, si cela arrive, il va falloir que je monte les meubles.*

*Récemment, là ?*

*Sandrine : Oui, parce que moi je suis arrivée il n'y a pas longtemps. Donc, je me suis rendue compte que psychologiquement, je m'étais mise dans cet optique de : mince, cela va peut-être arriver, donc il faut que je sache me préparer. Mais pareil, personne ne m'en n'a parlé...*

*Clarisse : Les pompiers tournaient quand même à ce moment-là, je ne sais pas si tu les as vus, mais moi je n'ai jamais vu les pompiers autant tourner.*

*Sandrine : Mais en fait, moi je me disais que le risque cela ne doit pas venir du Lez, cela doit venir que l'on va avoir un trop plein au niveau des égouts... Et je le regardais, mais j'allais le regarder peut-être cinq ou six fois par jour ! [rire] Mes voisins ils ont dû se demander : mais qu'est-ce qu'elle fait ? [Rire] Là, par contre c'est venu dans ma tête.*

*[...]*

*Sandrine : Je pense qu'il y a une retenue verbale aussi. C'est très dur aujourd'hui je pense de dire une chose franchement aussi, et je pense que ça fait partie de notre vocabulaire contemporain. Quand on parle avec une personne, on ne sait pas ce que la personne est en train de penser, je pense qu'on est beaucoup dans le peut être, dans le... Oui mais, je suis d'accord, mais, peut être pas... Enfin, je ne sais pas si tu me comprends [...] Oui, on modère beaucoup dans tout ce que l'on dit. Pour tout. Enfin, je connais très très peu de personne qui s'exprime ou d'un noir ou d'un blanc, on est toujours dans le ... Comme ce que je t'ai dit tout à l'heure, quand j'ai voulu exprimer [elle sourit] ce que je disais par rapport à que je pensais des gens qui étaient sinistrés, je l'ai dit avec une certaine retenue, parce que tu es obligé aujourd'hui de mettre... de mettre une nuance sur ce que tu ressens. Dans la discussion d'aujourd'hui tu ne peux pas dire... un extrême que tu es en train de ressentir. Et pour tout ! Que ce soit sentimentalement, etc., on a des retenues qui sont faites en effet.*

*D'accord, donc pour toi, le jour où il y a eu la vigilance rouge que ...*

*Clarisse : [en parlant sur ma voix] : Elle était affolée et elle n'a pas osée le dire ! [Rire]*

*Que tu étais inquiète, tu n'as pas osé le dire ? Tu t'es... tu t'es limité toi-même en fait ? Parce que tu pensais que les autres...*

*Sandrine [elle me coupe] : Voilà déjà je ne voulais pas, quand j'avais ma mère au téléphone,*

*je ne voulais pas lui dire je regarde cinq fois mon caniveau par jour [sourire]. Parce que j'allais inquiéter ma famille, parce qu'elle allait se dire : "Je suis quand même à cinq cents kilomètres de ma fille, qu'est-ce qui se passe, elle est toute seule avec mon petit fils !?" Il y a ça, et puis il y a aussi le fait de... Moi, mes voisins je leur ai demandé : Cela leur passe par-dessus la tête ! Je me dis : mais si je vais leur dire ?! Déjà je me suis dit : Dans le quartier ils vont me prendre pour une folle, je regarde mon caniveau, [rire] ils vont se dire : "Elle est tarée ! Que-ce qu'elle a, elle a perdu ses clefs ?" Donc je pense qu'il y a ça aussi ça, le fait de, comment... euh... Personnellement, pour moi : Comment tu vois vraiment là-dessus ? Moi, en toute honnêteté, je n'en n'ai aucune idée ! Cette digue elle a l'air très très bien, mais on n'a pas eu d'épisode d'extrême... Le jour où on a trente jours de pluie, ça va déborder ? »*

[Entretien collectif 2.]

Dans cet entretien collectif, Sandrine a osé mettre en mot son inquiétude. Ses propos rapportent le souci qu'elle portait alors à ce que pourrait penser ces voisins de son attitude. Il n'est pas toujours facile de montrer de tels sentiments lorsqu'il nous semble que les autres ne les partagent pas. Dans un milieu où ce sont les énoncés de maîtrise du risque qui circulent le plus, il est plus facile de suivre la voix dominante et d'affirmer que tout est sous contrôle que de faire porter publiquement ses inquiétudes éventuelles. Le partage du souci est difficile et le rôle de l'oiseau de mauvais augure difficile à tenir (Dupuy, 2002).

Elisabeth Noëlle-Neumann explique par la théorie de « la spirale du silence » la formation de l'opinion publique. « *En s'appuyant sur ce concept d'un processus interactionniste engendrant une « spirale » du silence, on définit l'opinion publique comme cette opinion qui peut être exprimée en public sans risque de sanctions, et sur laquelle peut s'appuyer l'action menée en public.* » (Noëlle-Neumann, 1974 ) Sans partager sa vision d'un « *organe quasi-statistique* » permettant à l'individu d'évaluer son environnement ni présager du niveau de généralité pour lequel cette théorie est prononcée, cette vision d'une idée dominante qui empêche les idées minoritaires de s'exprimer librement par crainte du jugement de l'autre est éclairante pour la situation.

## Conclusion : un difficile partage du souci

*« Oui, je pourrais revenir juste sur... sur ... vous ne vous sentez pas forcément... »*

*Elle : [Elle me coupe] : Inquiets ?*

*Oui, inquiétude, c'est le bon mot*

*Elle : Non.*

*Lui : [En la coupant] Après... C'est vrai que c'était une probabilité que ce soit inondé... et, euh... euh... Tel qu'est conçu le coin... Pour moi, c'est plus une inondation où tu as une montée des eaux, donc effectivement, tu auras de dégâts mais... Je veux dire, mais je ne vois pas ici arriver une lame du Lez avec trois mètres de haut... voilà, quoi.*

*D'accord. Que ce soit clair : je ne veux pas du tout vous inquiéter et moi-même je n'ai aucune compétence particulière, plus qu'une autre je veux dire, à savoir si cela est possible ou non...*

*Elle : [En le coupant] Oui, oui, oui, on comprend bien, ne t'inquiètes pas ! »*

[Madame et Monsieur Commubain, habitant depuis vingt ans.]

La question du souci, de l'inquiétude aura habité cette recherche. De mon côté puisque je cherchais à tracer celui généré éventuellement par la possibilité de l'inondation chez les habitants. Du côté des habitants parce que leur réponse fut bien souvent au négatif de celui-ci : il ne s'agit pas de partager ce souci mais d'y répondre en dédramatisant la situation.

Une nouvelle fois, nous avons vu dans ce chapitre, qu'à Lattes, on ne parle pas de l'inondation en tant que telle, le sujet ne circule pas entre anciens et nouveaux. Il n'y a pas de parole collective ou de récits transmis qui permettraient aux habitants de se situer face à un horizon d'inondation. Une explication de cette non-circulation du récit de l'inondation entre les anciens et les nouveaux peut se voir à la lumière de la frontière identitaire que dressent certains anciens avec les nouveaux venus, comme si la cause était vaine d'en parler aux nouveaux venus : puisqu'ils n'ont pas vécu, ils ne peuvent pas comprendre. Avoir vécu l'inondation s'érige alors en critère d'appartenance locale. Être d'ici c'est avoir vécu l'inondation passée. Il semble cependant que cette frontière identitaire ne soit pas suffisamment explicative. L'explosion démographique qu'a connue la commune est telle qu'il est aisé de constater qu'aujourd'hui les personnes non-originares de la région y sont beaucoup plus nombreuses que celles qui, originaires « du coin », ont une expérience vécue ou transmise par leurs aïeux de l'inondation. La question de la circulation des récits de l'inondation se pose aussi en ce que depuis la dernière occurrence et la croissance démographique de la commune, des ouvrages de protection ont été construits et que beaucoup, y compris les anciens, ne pensent plus vraiment cette possibilité. Au bénéfice de la circulation massive d'énoncés sur la possible maîtrise technique de la crue, beaucoup partagent l'idée que les travaux réalisés sur la commune la protègent désormais. La possibilité de l'inondation devient alors, par excellence, un « non-sujet ». Dans les mentions de l'inondation en lien avec l'histoire de la commune, tous les anciens rencontrés (ou presque) s'accordent sur le caractère passé de cette inondation. Pour de nombreux anciens rencontrés, si l'inondation est l'une des caractéristiques du Lattes d'hier, elle a aujourd'hui disparu du



champ des possibles. Ainsi, monsieur Bourbieron qui me parla longuement et avec nostalgie dans l'entretien de ses souvenirs d'inondations lorsqu'il était enfant, tout en érigeant ce vécu en opposition avec les nouveaux venus, remplaça plusieurs fois ces épisodes comme appartenant au passé, selon lui désormais, il n'y en aura plus : « *Bon, c'est bon, ça ne se verra plus avec les travaux que l'on a fait.* »

L'énoncé de la protection circule davantage que ceux ouvrant sur l'horizon dramatisant de la possibilité de l'inondation. À l'horizon du drame est opposé le possible dédramatisant de la protection. De multiples formes de relativisation sont appelées dans l'échange discursif pour contre balancer la dramatisation induite par la formulation même de la question. Ces relativisations inscrivent ce risque comme un parmi tant d'autres, comme enchâssé dans tout un ensemble de préoccupations autres, ou encore comme moins problématique qu'un autre. Dans cet exercice, le recours à l'humour est fréquent. Autant d'échappatoires à la situation délicate de l'interaction sur un sujet problématique. Dédramatiser est plus confortable que dramatiser, particulièrement lorsque cette position est à porter publiquement. Le partage du souci est délicat. En référence aux travaux de Goffman, Nina Eliasoph<sup>374</sup> parle de « *fragilité du public* » pour expliquer la difficulté à porter publiquement une idée quand les acteurs sont par ailleurs pris dans d'autres configurations très prégnantes. Ainsi, affirmer publiquement douter de la protection lorsque l'on s'inscrit dans un milieu empreint de cette protection et qu'elle semble partagée par tous n'est pas aisé. Les messages de protection qui circulent dans l'espace public viennent ainsi compromettre les circulations d'énoncés posant la possibilité de l'inondation par les phénomènes d'inhibition ou de dissuasion qui s'amorcent alors dans les interactions, toujours fragiles, où le partage du souci est difficile.

---

<sup>374</sup> Nina Eliasoph (2003) « *Publics fragiles : une ethnographie de la citoyenneté dans la vie associative* », dans D. Céfai, D. Pasquier (dir), *Les sens du public*, Paris, PUF, cité par Samuel Bordreuil (Bordreuil, 2009).

## Conclusion : La non-circulation de la possibilité de l'inondation

La rareté des mentions de la possibilité d'une inondation fut donc le premier résultat de ce travail de recherche. Les énoncés sur l'inondation ne circulent pas, ou seulement très peu dans les discussions courantes. Il n'y a pas de parole collective ou de récits transmis qui permettraient aux habitants de se situer face à un horizon d'inondation. Cette rareté est d'autant plus mise en relief que le sujet est largement présent dans l'espace public. Elle l'est encore par l'absence de motivations à en parler suscitée par l'énoncé de mon sujet de recherche dans le réseau social constitué. Mais cette absence de thématisation de l'inondation ne signifie pas pour autant une inconscience locale du risque. La mise en invisibilité dont il est l'objet, à l'inverse de celle observée par Jeanne Chabal sur un cas de risque industriel, ne s'explique pas par une inondation qui serait restée confinée et n'aurait pas accédé au statut de problème public (Chabal, 2005). Les habitants sont informés, dans une large mesure de l'exposition du territoire aux inondations. Le sujet a fait problème mais il a été « réglé ». Ce qui circule désormais dans l'espace public est alors la possibilité technique de maîtrise de la crue, défendue par les autorités locales. Ce qui circule ce sont surtout des circulations afférentes à la possibilité de protection contre l'inondation. La protection nouvelle de par les travaux réalisés se constitue comme la principale manière dont les inondations sont évoquées. Se préparer à la possibilité de l'inondation ne figure alors plus, ou peu, dans les préoccupations locales. Si les temps de vigilance météo nous montrent la capacité des habitants à ajuster leurs comportements, le temps long de « l'observation habitante » nous révèle une disparition progressive des comportements de prévention et une application sous la contrainte des quelques impositions réglementaires en matière de gestion de crise pour ceux chez qui elles s'imposent (enseignants, agents immobiliers, etc.). Le message local de protection vient brouiller les pistes de la prévention. Dans une étude post-catastrophe sur un territoire analogue, Valérie November et al. (November, Penelas et Viot, 2008) ont déjà montré combien la mémoire du risque et l'ensemble de ses composantes semblent se diluer par l'adoption successive de mesures de protection ; où les craintes sont dissipées par l'assurance de la résorption du danger par des mesures constructives. Selon Jacques Roux, cependant, « *il n'y a pas de fatalité dramatique, d'insuffisance tragique des dispositifs de protection qui tendraient à stériliser toute réactivité de la population* » (Roux, 2006: p.147). Les expressions au conditionnel de la protection ainsi que les propos de certains habitants relativisant cette possibilité de maîtrise totale nous confortent dans cette idée. Les observations des pratiques dans les moments de vigilances météo nous ont montrés aussi cette capacité des habitants en situation. Sans nier l'existence de vigilances, dans la plupart des situations d'alertes cependant, il n'y a pas d'appropriation locale du danger. Dans un contexte de fréquence des vigilances météo, il apparaît difficile de « basculer » en état d'alarme quand il n'y a pas d'éléments concrets attestant de la nécessité de cette alarme pour la situation

présente. En quatre années d'observation, cette forme d'accélération temporelle de l'alerte, où l'alarme a été palpable, ne s'est donnée à voir que sur un très court instant. Quand l'horizon du danger n'est pas envisagé, il ne prend pas facilement forme. Car tout le reste du temps de l'enquête, ce qui domine c'est qu'ici, on ne parle pas de l'inondation mais de sa protection. « *Out of site, out of mind* » (Tonelas, 2011), résumait Stéphane Tonelas, qui a travaillé sur la catastrophe de la Nouvelle-Orléans de 2005. Selon lui, l'accessibilité demeure la première caractéristique de l'espace public ; le public ne peut préexister à la mobilisation, le concernement se construit. Or, à Lattes, on ne voit plus le fleuve mais la protection contre le fleuve (la digue), compromettant les possibilités à envisager ses débordements. Plus largement, le rapport au fleuve apparaît clivé entre les deux seules dimensions de l'esthétisme et du danger qui élude la possibilité de l'inondation des représentations ordinaires du fleuve. Si les obligations d'information de la population sont remplies, elles le sont dans un registre éminemment technique qui alimente l'assurance de la protection. L'imaginaire des habitants ne peut se nourrir d'aucune imagerie de l'inondation qui n'a plus droit de cité dans la représentation officielle de la ville. La communication politique locale cadre les circulations qui dominent dans l'espace publique. Inscrite dans la tradition ingénieuriste de la région, la politique locale menée en la matière s'inscrit également dans une manière plus large de faire de la politique localement et est supportée par une vision de territoire, une idée de ce que doit être le progrès. Le projet de développement de Montpellier Agglomération, « *en route vers la mer* », vient encourager la conviction en la possible maîtrise des éléments. Envisager sa réalisation est rendue possible par la croyance en la modernisation écologique (Mol et Sonnenfeld, 2000 ). Les autorités publiques locales se revendiquent expertes de la question et les mieux qualifiées pour gérer le problème. La position technicienne qui est défendue par les élus politiques locaux, s'affirmant propriétaires du problème, pose alors question dans l'échange dialogique avec les habitants. Par un recours à l'expertise systématique sur un sujet présenté comme éminemment complexe et en assurant maîtriser le problème, les politiques locaux, et notamment le maire de la commune, figure de « l'expertise impliquée », ne laisse pas beaucoup de prise aux habitants pour s'approprier la question. Par ailleurs, nous observons une certaine « convergence d'intérêts » entre gestionnaires et habitants sur le principe de protection contre l'inondation et ainsi, peu de contestations passées ou actuelles à la politique de gestion mise en œuvre. Les quelques mobilisations qui perdurent, et les controverses qu'elles soulèvent, n'agissent pas par contagion au reste de la population lattoise. La disqualification des savoirs habitants, concomitante à la valorisation du savoir scientifique, a eu raison des tentatives d'implication d'habitants sur le sujet. Le « design » même du dispositif participatif forçait un reformatage des savoirs expérientiels qui les vidait de leur sens. À cette politique locale de protection compromettant les thématiques de la possibilité de l'inondation, viennent alors se combiner des logiques sociales qui entretiennent leur absence. L'effet confortant de la normalisation de la confiance dans la protection amplifie la mise en invisibilité du danger. Dans l'interaction, à l'horizon du drame est opposé le possible dédramatisant de la protection. De multiples formes de relativisation sont appelées

dans l'échange discursif pour contre balancer la dramatisation induite par la formulation même de la question. Dans le cadre des interactions, toujours fragiles, et sur ce sujet délicat, où évoquer l'horizon de l'inondation serait un peu le faire exister, il s'agit d'éviter l'embarras en dédramatisant. Que ce soit par le recours à l'ironie ou l'humour, la relativisation du risque local par d'autres pires ailleurs ou encore son enchâssement dans toute la complexité de la vie, l'horizon du danger est éloigné. Si les risques existent, ils le sont surtout pour les autres, en d'autres lieux. Le partage social du souci est difficile ; si des doutes persistent, ils se partagent moins que l'expression de la confiance. Assumer publiquement envisager l'inondation lorsque l'on s'inscrit dans un milieu aussi marqué par la possibilité de sa protection – et qu'elle semble partagée par tous – n'est pas aisé. Les circulations discursives de la possibilité de maîtrise des éléments agissent comme des inhibiteurs, des formes de dissuasion à la circulation des mentions de la possibilité de l'inondation. À Lattes, l'horizon dramatique de l'inondation ne se dessine ni politiquement ni socialement, il n'y a donc pas, ou très peu, de circulations sur ce possible.



## **Conclusion générale**

L'ambition de cette thèse était d'investiguer comment on habite, au quotidien, un milieu exposé à la possibilité d'une inondation. En investiguant la vie ordinaire, les faits et gestes de la vie de tous les jours, l'intention était de qualifier les possibilités de déploiement de la « *culture du risque* » appelée par les orientations nouvelles des politiques de gestion des risques. Cet appel à la « *culture du risque* », espérée pour mieux mitiger les conséquences des inondations, contient cependant un présupposé sémantique qu'engage à lui seul le mot choisi de « culture » et qu'ignorent sans doute ceux qui en appellent à une telle « culture ». Celui impliquant l'existence d'un sens communautaire collectif déjà là et sur la base duquel pourrait se raffiner, collectivement, un sens partagé du risque (aussi bien que des risques partagés). Parler de « culture » du risque gratifie en effet la population cible d'un sens porté par le local qui serait déjà à l'œuvre, tel un terreau déjà cultivé mais dont il faudrait approfondir et enrichir la culture pour y faire prospérer une sous branche locale de ce qui s'y cultive : savoir « une *culture du risque* » affermie ; ceci en s'appuyant donc sur des bases sociales locales préexistantes. Le programme que cet appel embrasse est ainsi conditionné par l'existence préalable d'un certain « sens du territoire » et d'une sociabilité propice à l'élaboration collective. En son absence, on comprend bien que le mot de « parachutage », fût-il « pédagogique » (d'un sens critique importé, et tout aussi techniquement fondé soit-il) correspondrait mieux à ce qui est en jeu dans le « slogan » évoqué. C'est ainsi que le parti de cette thèse aura été, tout du long, de rechercher les substrats possibles où affleurent et où se partagent des « sens du risque » faisant l'objet d'une élaboration que l'on pourrait dire « vernaculaire », ou montant du territoire, tout du moins.

Or, à Lattes – et après enquête – et certainement au même titre que d'autres territoires aux trajectoires comparables, ni les liens entre les habitants ni les liens de ces habitants au milieu ne nous ont semblé fournir le socle suffisant à cette élaboration collective. L'analyse du « substrat social » préexistant à cette production commune, nous a alors amené à conclure qu'ici, on ne voit pas trop sur quoi pourrait s'appuyer ce développement. En reprenant le cheminement de la thèse, je vous propose de reprendre les éléments principaux de la construction historique, écologique, politique et sociale d'une telle situation.

L'analyse historique de la trajectoire du milieu et de son occupation a permis de mettre en évidence la longue histoire de la maîtrise de l'Homme sur ce milieu. La position géostratégique et la richesse écologique du milieu ont attiré les hommes qui s'y sont établis, bravant les limites qui leur étaient imposées par la nature. Depuis l'Antiquité et à travers les siècles, les habitants n'ont eu de cesse d'aménager ce milieu pour leurs usages. Pour y développer des activités agricoles et commerciales, puis pour protéger les habitations résidentielles des crues du fleuve, l'Homme a continuellement modifié ce milieu pour l'occuper. L'histoire contemporaine a marqué une accélération dans cette modification humaine du milieu. Au début des années 1960, plusieurs projets volontaristes d'aménagement de l'État sont venus impulser un bouleversement rapide. La démoüstication a permis d'envisager d'autres usages de cette terre de marais, que le développement économique de la

région et la croissance démographique l'accompagnant ont encouragé à orienter vers la valorisation foncière pour la résidence.

Parallèlement, la nature du milieu a agi sur ces modifications. La formation naturelle y permettant l'établissement d'un port avait évolué pour en compromettre, ensuite, la possibilité ; les crues du fleuve ont motivé ses occupants décidés à y demeurer à s'en protéger. L'inondation du premier quartier résidentiel construit dans les années 1960 a amené la municipalité à ériger une digue pour protéger les constructions nouvelles des débordements du fleuve. L'inondation a alors agi dans un premier temps comme limitatrice de l'urbanisation en démontrant son exposition au risque. Pourtant, paradoxalement, c'est alors aussi pour participer au financement d'un tel projet que d'autres quartiers ont été ouverts à la construction. Si l'inondation est venue perturber régulièrement les orientations des actions humaines, elle a ainsi pu assez paradoxalement participer aussi à encourager l'urbanisation du milieu. Mais l'inondation a également agi par son absence. Alors que les digues étaient construites, l'absence d'événement météorologique problématique a conforté l'idée de protection des débordements du fleuve ainsi permise ; laissant alors toute latitude à l'élan d'urbanisation en cours. Lorsque plus récemment la possibilité de l'inondation est venue se rappeler aux mémoires lors d'épisodes pluvieux importants et menaçants, l'exposition du milieu au risque avait décuplé. Le risque de rupture de digue augmentait considérablement l'aléa quand les enjeux fonciers et humains de la ville étaient beaucoup plus importants, fournissant alors des arguments à une justification pour de nouveaux ouvrages de protection.

Au cours de cette histoire locale, les modalités de l'interdépendance entre actions de l'homme et de la nature ont considérablement changé. À travers le temps, si habiter ce milieu a toujours été lié à des raisons pratiques, ce n'est plus pour les apports limoneux du fleuve mais c'est, désormais, pour les résidences périurbaines offertes. Si un sens pratique du milieu demeure, le rapport au fleuve et aux étangs nous donne à voir une relation à l'eau qui s'est distancée alors même que ce milieu glissait – dans la tendance contemporaine – du rural vers l'urbain. Aujourd'hui, les habitants y résident surtout pour les avantages de proximité à un ensemble de services et d'infrastructures urbains et le cadre paysager offert. La proximité à la nature, au même titre que la proximité aux centres commerciaux ou à la ville, apparaît comme une ressource parmi d'autres. Le rapport à la dimension naturelle du milieu atteste d'un goût pour la nature domestiquée, que ce soit dans les pratiques aménagistes de l'espace naturel ou dans le souci d'ordre auquel répondent les espaces extérieurs privatifs. La nature devient récréative, un lieu support des activités ludiques et participant au tableau d'une vie tranquille et paisible. La nature s'urbanise, l'espace naturel du Méjean évolue vers un parc de loisirs et de détente et le fleuve endigué s'aménage en cycloroute vers la mer. Si l'environnement est choisi pour le cadre bucolique qu'il offre, la nature y est domestiquée pour accueillir les activités humaines. Le milieu nature devient « *nature naturée* » (Kalaora, 2001) appelant une « *nature sécuritaire* » congruent avec le rapport de maîtrise des éléments qui se donne à voir en matière de gestion des inondations.



Dans cette transformation lente des activités liant l'homme et le milieu, avec le passage d'une dépendance laborieuse à une inscription plus ludique, les connaissances du milieu se sont étiolées. Aujourd'hui, les trajectoires habitantes – marquées par la mobilité et où les attaches locales fortes s'affaiblissent – n'encouragent plus la constitution et la transmission de ces savoirs. Être attaché à un milieu, le connaître, permet pourtant de mieux savoir ce qui peut y advenir et donc, s'y préparer. Le rapport au fleuve plus particulièrement, tend à se distancer, les connaissances à son égard se raréfient. Peu à peu le fleuve a été emmuré derrière une digue. Ce que les habitants voient c'est moins le fleuve que la digue qui les en protège. Or, si le fleuve n'est plus en vue, les attentions à son égard diminuent, les liens à l'eau se distendent. La possibilité ou l'impossibilité du vivre avec la possibilité (en l'occurrence l'impossibilité) d'une inondation est pourtant dépendante de la présence (en l'occurrence l'absence) de vie avec le fleuve. L'étude des représentations du fleuve à travers le temps dans le journal communal nous a permis de suivre l'évolution vers une simplification de son traitement aux deux seules dimensions de l'esthétisme et du danger. Seules demeurent aujourd'hui, pour alimenter l'imaginaire du fleuve, des représentations marquées par la possibilité de maîtrise technique de la crue ou le cadre paysager qu'il offre comme support aux activités ludiques. Le rapport au fleuve apparaît clivé entre une valorisation esthétique, liée à des usages de loisirs et une représentation de l'inondation maîtrisée, exclue des quartiers ; où le rapport à l'eau est simplifié. L'information produite notamment par la municipalité et l'agglomération ne permet pas de faire des liens mais au contraire schématise, compartimente les lieux en fonction d'usages cadrés. Cette nouvelle « *culture urbaine de l'eau* » (Claeys, Allard, Ami *et al.*, 2009) élude alors la possibilité de l'inondation des représentations ordinaires du fleuve.

Parallèlement, si les obligations réglementaires en termes de communication sur les risques aux habitants ou de sensibilisation des scolaires sont remplies, elles le sont dans un registre éminemment technique qui participe d'une assurance de protection. Cette assurance, qui éloigne l'horizon de l'inondation des esprits se fait concomitamment avec une disparition des mentions des inondations passées. L'absence d'actions politiques pour marquer les mémoires locales de l'inondation est problématique en ce qu'elle fait disparaître des représentations du milieu toutes les images qui pourraient alimenter l'imaginaire de l'inondation.

L'absence de circulation des récits des inondations passées n'alimente pas davantage cet imaginaire. La surreprésentation des *nouveaux-venus ancrés* sur les dits *anciens attachés* compromet en effet les possibilités de transmissions. Dans ce milieu hybride, l'appartenance locale apparaît fragile et questionne les possibilités de transmissions lorsque les questions de définitions, en cours de construction, sont encore peu partagées. Mais surtout, dans un contexte où la situation socionaturelle du site a totalement changé, les anciens ne voient pas bien l'intérêt d'une transmission des récits de l'inondation passée. Depuis la dernière occurrence et la croissance démographique de la commune, des ouvrages de protection ont été construits et beaucoup, y compris les anciens, ne mentionnent plus vraiment cette possibilité. Garder pour soi « son savoir » s'érige alors en marqueur d'une différence communautaire ; ce savoir tacite jouant comme un critère d'appartenance. C'est ainsi que ces anciens dressent une

frontière avec les nouveaux qui ne sauraient comprendre. Des éléments de terrains tracent pourtant l'existence de savoirs profonds du lieu. Mais leur transmission ne se fait pas. En outre, et plus largement, cette absence de transmission prend place dans un contexte où les rapports sociaux déterminés par la proximité spatiale cèdent de plus en plus la place aux rapports sociaux déterminés par la proximité sociale. La prédominance d'un type de sociabilité orienté où les personnes libres et indépendantes n'ont que peu besoin de faire s'exprimer des solidarités de proximité, n'encourage pas les discussions de voisinages dans lesquelles pourraient se transmettre ces savoirs sur le milieu.

L'analyse du mode d'habiter en présence m'a ainsi conduite à conclure que ce milieu ne tenait pas les promesses qu'il faisait. Ce qui semble faire communauté à Lattes aujourd'hui, ce sur quoi les habitants paraissent tous s'entendre c'est bien cette tranquillité de vivre qu'elle offre et la réponse au besoin d'ordre et de sécurité qu'elle permet. Assez paradoxalement pour un milieu ayant connu une telle explosion démographique récente, j'é mets l'hypothèse d'une construction historique locale de sociabilités s'apparentant à un « entre soi rassurant ». Les nuisances du marais, et particulièrement ses moustiques, ont tout d'abord longtemps permis de décourager l'étranger d'y séjourner. Si cet état a été remis en cause par des volontés humaines et politiques locales ou nationales qui ont défini son urbanisation plus récente ; ces dernières ont participé à l'établissement de populations relativement homogènes, filtrées aussi bien socialement et politiquement. La politique municipale a ainsi contribué à entretenir une relative homogénéité des profils habitants en défendant un urbanisme « *à taille humaine* » construit en opposition avec un ailleurs. En forme d'héritage du passé, cette opposition s'est manifestée notamment par une réticence aux logements sociaux dans le développement plus récent de la ville. Depuis, les valeurs foncières locales ayant considérablement augmenté, le maintien d'une homogénéité sociale – et la paix sociale qui lui est associée par ses habitants – s'opère désormais sur des critères financiers. Si une telle analyse n'a rien d'original dans un contexte de péri urbanisation, elle l'est davantage inscrite dans un contexte de zone exposée aux inondations. Les restrictions à la constructibilité ont été pensées ici davantage en lien avec le maintien d'une certaine qualité de vie et non en fonction du risque inondation comme cela est plus classiquement le cas sur d'autres territoires à risque (November, Penelas et Viot, 2008). Par ailleurs, la liberté qui caractérise le choix de vivre là met à mal les a priori de relégation des zones à risques. Alors que les territoires des risques apparaissent « *fondamentalement inéquitables selon la capacité ou non de se mouvoir* » (November, 2012) le cas lattois interroge. Pour les habitants privilégiés de pouvoir y accéder et libres d'en partir, les avantages du milieu, ni contreparties, ni facilitateurs d'oubli, se constituent en arguments d'un milieu de vie à défendre contre les éléments. Apparaît ainsi une particularité de la zone considérée : si l'on s'expose au risque inondations, il reste que l'on bénéficie en même temps de fortes garanties vis-à-vis d'autres risques contemporains. Autour d'une revendication ou d'une affirmation de la tranquillité de Lattes, se donne à voir une volonté de sécurité publique mais vis-à-vis d'autres risques ; et qui

fonctionne sur une forme de mise à l'écart de différentes figures de l'altérité. Au bon fonctionnement de la vie publique sont inhérents des « *présupposés éthiques* » (Bordreuil, 2007) ; un des présupposés partagés à Lattes est ce droit fondamental à la sécurité. Goffman montre que même les côtoiements furtifs entre inconnus peuvent être saisis comme des sources vives dans lesquelles les acteurs rafraîchissent le sens qu'ils ont des normes communes (Goffman, 2006). Ce souci « sécuritaire » a été tracé à Lattes du côté de la réponse communale aux attentes de ses administrés tout autant que du côté des attentes elles-mêmes. La politique municipale, aménagiste et protectrice de et contre la nature vient répondre aux attentes fortes de confort des habitants.

S'il ne s'agit pas de questionner le bien fondé du souci « sécuritaire » local, la question se pose dans l'absence prononcée de symétrie quant aux mises en garde portant sur ces risques. Si, en effet, j'ai souvenir d'une anecdote de terrain où mon voisin est venu me prévenir que « *des Gitans* » s'étaient installés non loin et qu'il me fallait fermer ma voiture, jamais aucun voisin n'est venu me prévenir qu'il y avait une alerte météorologique. Le risque d'insécurité urbaine fait l'objet d'une vigilance opérante et d'une mobilisation que je n'ai jamais rencontrée concernant le risque inondation qui motivait mon enquête. Mais ce qui pose encore davantage problème c'est que le mode d'habiter en présence, s'il apporte une réponse rassurante au besoin de sécurité vis-à-vis des risques dits urbains le fait précisément et *ipso facto* en rendant plus vulnérables les habitations à une inondation possible. La structure du bâti, dans sa vocation à se prémunir de l'intrusion, avec des murs d'enceintes hauts, des volets et portails électriques, ou encore des barreaux aux fenêtres se présente en effet comme « anti préventif » à l'inondation. Ainsi en cas de montée des eaux rapides, ils pourraient compromettre dramatiquement la libre évacuation des lieux. La montée des murs se fait emblématique de cette tendance en marquant tout autant la montée de ses préoccupations « sécuritaires » que la diminution de la prise en compte du risque inondation (les murs d'enceintes haut obstruent la libre circulation des eaux lors des inondations et sont en théorie à proscrire dans les zones inondables). Cet élan pour l'intimité et la sécurité contre l'intrusion humaine vient de plus participer encore à la limitation des possibilités de socialisations inscrites dans la proximité spatiale. La multiplication de ces dernières pourrait pourtant participer à faciliter la circulation des savoirs sur le milieu, et notamment des récits des inondations passées. Ces relations de proximité pourraient en outre s'avérer cruciales en cas d'inondation dans les opportunités de solidarité que la connaissance de ses voisins pourrait offrir. Et c'est ainsi tout ce potentiel de communications latérales entre voisins qui vient s'étioler dans ce « blindage sécuritaire ».

Cette intrication critique entre « intrusion de l'étranger » et « intrusion de l'eau », où certains fluides apparaissent comme plus menaçants que d'autres, a pris une saillance remarquable avec les diverses « affaires » d'installation de campement de gens du voyage sur la commune. Au bénéfice de l'approche ethnographique et historique qui a permis d'en saisir finement le sens, ces « affaires » ont en effet donné à voir toute la complexité des compositions envisageables en matières de « gestion ordinaire des risques ».

Si, comme on vient de le voir, protéger son habitat des intrusions humaines compromet activement la prévention du risque inondation, l'exposition aux inondations peut – et selon un tour complètement inattendu – se constituer en une arme redoutable contre cette altérité humaine : « Noyer les Gitans » dans leur campement, telle fut la réponse de la municipalité, révélant au passage le double tranchant d'une maîtrise de « l'hydraulique » locale particulièrement ajustée.

Les différentes questions, dont les risques, d'un même milieu de vie sont donc inextricablement liées, soulignant l'intérêt qu'il y a à considérer un risque non pas uniquement en tant que tel, mais avant tout par le territoire sur lequel il prend place (November, Penelas et Viot, 2008). Si leçons en termes de prévention il y a à tirer de la présente analyse, elles ne sauraient l'être de manière pertinente indépendamment de cette autre dimension caractéristique de l'habiter à Lattes.

Mais au-delà, cette imbrication originale des prises en considérations variées de différents « flux menaçants » nous aura permis également de mettre en évidence un des intérêts heuristiques de l'approche ethnographique. On la situe en général du côté d'une saisie immersive de l'ordinaire ; cela n'est pas faux. Mais sans doute cette patience observatrice révèle tout son intérêt quand, précisément, arrivent des histoires ... extraordinaires. Et dont on peut alors mieux comprendre le sens et la portée. C'est ainsi seulement dans le temps long de l'observation que la réaction récente du maire – défrayant la chronique lorsqu'il a menacé d'inonder ce campement de Gens du voyage – a pris toute son épaisseur. Oui, il n'y a que le temps long de l'ethnographie qui permette de « saisir » au mieux les « affaires » locales.

La principale conclusion que nous pouvons tirer du suivi des préoccupations locales en matière d'inondation est donc que l'horizon de l'inondation ne s'y dessine pas. L'analyse des formes de circulations de l'inondation, entendues au sens des thématisations dans les discours ou d'inscription dans les pratiques, a ainsi révélé la rareté des émergences de l'inondation dans le quotidien. Le temps long de « l'observation habitante » nous révèle une disparition progressive des comportements de prévention et une application sous la contrainte des impositions réglementaires en matière de gestion de crise pour ceux chez qui elles s'imposent. Dans un contexte de multiplication des moments de vigilance météo, et face aux relativisations et minimisations du risque qui circulent, la plupart des alertes « ne prennent pas ». L'observation de ces moments « *d'alerte météo* » a montré qu'ils ne s'associent pas à un « sens du danger » et conduisent à des comportements très variables selon les individus. Le fonctionnement de la chaîne d'information de l'alerte, où acteurs et canaux de circulation sont multiples tend à complexifier l'interprétation des messages. Il laisse surtout aux habitants une impression de multiplication injustifiée de ces appels à la vigilance, ce qui n'encourage pas forcément d'attention soutenue de leurs parts. Dans ce contexte de fréquence des annonces de « *vigilance météo* », il apparaît alors difficile de « basculer » en état d'alarme quand il n'y a pas d'éléments concrets donnant corps à cette alarme pour la situation présente. Un court épisode de « l'observation habitante » a cependant permis de souligner la capacité toujours

opérante des acteurs en situation. Ce basculement dans un ordre de l'exception nécessite une combinaison d'éléments contextuels (impact des médias, de l'inquiétude des « proches », etc.), expérientiels (dépendant encore de ce qui a été retenu de ces expériences passées), et, situationnels (comme un portail qui casse alors qu'il pleut à verse) qui ne seront pas forcément réunis en cas d'événement météo particulièrement problématique. Dans la majorité des cas, ces moments d'alerte météo ne donnent pas lieu au basculement dans l'exceptionnel, même si les comportements – toujours variables selon les individus – sont ajustés aux conditions pratiques de la situation (routes à emprunter, enfants à aller chercher ou non, etc.). Dans la plupart des situations d'alertes, il n'y a pas d'appropriation locale du danger. Cette appropriation nécessiterait justement le « sens local du risque » que le tissu social « atomisé » n'encourage pas à former.

Nous l'avons vu, les sociabilités en présence, marquées par une homogénéité sociale forte, un faible investissement des entours du lieu de vie intime et la diminution des rapports sociaux inscrits dans la proximité spatiale offre le panorama d'une ville dortoir où la vie est tranquille mais où la nature des liens sociaux ne forme pas le socle suffisant à une élaboration collective du sens du risque. Par ailleurs, des logiques sociales propres à l'interaction dès lors qu'elle porte sur un sujet délicat participent encore à amoindrir cette possible « cultivation » commune. Les énoncés se formulant sans cesse dans le souci de leur acceptabilité, dans l'interaction, dédramatiser est plus confortable que de dramatiser, particulièrement lorsque cette position est à porter publiquement. De multiples formes de relativisation sont appelées dans l'échange discursif pour contrebalancer la dramatisation induite par la formulation même de la question. À l'horizon du drame est opposé le possible dédramatisant de la protection comme autant d'échappatoires à la situation délicate de l'interaction sur un sujet problématique. Affirmer publiquement douter de la protection n'est pas aisé lorsque l'on s'inscrit dans un milieu empreint de cette protection et qu'elle semble partagée par tous. La normalisation de la confiance en la protection présente un effet confortant qui se pose en étalon sur la base duquel se jaugeront les positions. La norme porte ici, non sur la position qu'il convient d'adopter face au problème, mais sur la distance vis-à-vis de, ou le poids existentiel, que l'on accorde au problème. Une erreur de « dosage » dans l'appréciation de l'engagement par rapport au problème peut ainsi mettre à l'écart des autres et explique, ainsi qu'on l'a vu, cette peur de « *passer pour une folle* ». Ainsi, dans un tel contexte, dramatiser – c'est à dire souligner le risque – c'est assumer de poser problème aux autres, de s'exposer à leur jugement, et ainsi de possiblement s'en isoler. La circulation massive des messages de protection dans l'espace public vient ainsi inhiber les circulations d'énoncés posant la possibilité de l'inondation par les phénomènes de dissuasion qui s'amorcent alors dans les interactions, toujours fragiles, où le partage du souci s'avère ainsi difficile. Et c'est un point critique de cette thèse et un de ses résultats d'enquête, parce que sans ce « partage des inquiétudes », et l'élaboration sémantique collective que cela pourrait enclencher, on ne voit

pas bien sur quelle base pourrait se développer cette « *culture du risque* » que d'aucuns appellent de leurs vœux.

La mise en invisibilité du danger s'opère ainsi largement par « l'écrasante » circulation des énoncés de la possible maîtrise de la crue. Car si l'inondation « ne fait pas parler », le risque n'est pas inconnu, il n'est pas caché non plus. Si l'inondation en tant que telle est absente des discussions courantes, elle prend d'autres formes pour circuler dans l'espace public. Dans la valorisation de la gestion locale du risque inondation s'observe une prévalence du registre de la protection sur celui de la prévention. Ce qui circule dans l'espace public ce sont surtout des énoncés afférents à la possibilité de maîtrise de l'inondation. Cette manière d'aborder la chose s'inscrit tout autant dans la longue histoire locale de conquête du milieu par l'homme que dans une tradition régionale ingénieuriste forte où les sociétés se sont forgées dans la culture de la maîtrise de l'eau (Vinet, 2007a). De ce choix de communication transparaît également la manière politique de composer avec le problème, et les autres enjeux perçus pour le territoire et la continuité de son développement. C'est cette inscription dans une idéologie plus générale qui différencie principalement le terrain lattois d'un autre terrain proche (Béziers) concernant la politique de gestion mise en œuvre sur chacun (Durand et Richard-Ferroudji, 2012). Dans la politique de prévention accompagnant le « *vivre avec* » défendu à Béziers, l'inondation est partie prenante de la socialisation du quartier concerné (Richard-Ferroudji, Dupont, Durand *et al.*, 2014 (à paraître)), et les habitants du quartier sont au cœur de la gestion opérationnalisée du problème. À Lattes, de par la proximité des travaux de protection, il semble difficile de faire tenir ensemble deux discours contradictoires qui seraient, d'un côté : « Nous avons investi beaucoup pour vous protéger » et de l'autre : « Mais il faut quand même penser la possibilité d'une nouvelle inondation car cette protection n'est pas infaillible et se préparer en conséquence. » Mais surtout, la politique lattoise menée en matière d'inondation s'inscrit dans une manière plus large de faire de la politique localement, et dans une vision de territoire, sous-tendue par une représentation de ce que doit être le progrès. Le projet d'aménagement de la basse vallée du Lez s'inscrit dans une politique d'aménagement dont est dépendant le développement de Montpellier Agglomération ; et notamment son grand projet de mener la ville à la mer. Ce projet ne pourrait se réaliser sans la conviction profonde en la possible maîtrise des éléments, c'est-à-dire sans l'adhésion à la modernisation écologique (Mol et Sonnenfeld, 2000). La politique triomphaliste que le projet « *en route vers la mer* » matérialise annihile toute possibilité à envisager l'horizon dramatique. Le cas de Lattes conforte les travaux qui montrent que « *[L]e pire, sans être exclu, en étant même « probabilisé », n'[est] pas vraiment envisagé* » (Gilbert, 2011). Le projet, en intégrant la question du risque, se présente comme « *salvateur* » là où sa tendance « *mortifère* » (Chalas et Soubeyrand, 2009), en ce qu'il vient accroître la vulnérabilité, pourrait être pointé. Mais comment faire se tenir ensemble, et politiquement de surcroît, l'exaltation d'un tel projet de développement et l'inquiétude face à l'horizon, toujours possible, de la catastrophe ? C'est-à-dire, faire se tenir ensemble un « enthousiasme positif » (celui de la modernité) et cette sorte « d'enthousiasme négatif » à quoi on nous appelle instamment, et qui est bien ce qui

aiguillonne les « entrepreneurs en *culture du risque* » via l'effroi anticipé de la catastrophe annoncée, et dont ils supposent que les habitants y sont inaccessibles.

En tout état de cause, les choix locaux en matière de communication sur le milieu compromettent l'appropriation collective du danger. Cette manière de composer avec les intérêts multiples d'un territoire, et bien que les textes en appellent désormais officiellement à d'autres formes de traitement du problème, s'inscrit dans la politique de gestion française des risques naturels plus largement. Selon les analystes du Centre européen de prévention de risque d'inondation (Cepri), la politique de gestion française des risques se démarque de ses homologues européens par le faible niveau de protection auquel elle répond. En France, souvent le niveau de protection est fixé sur des niveaux de crues relativement bas comparativement à d'autres pays européens<sup>375</sup>. Or, ce niveau de protection français, s'il ne peut être suffisant lors d'un phénomène d'ampleur, c'est-à-dire éviter la catastrophe, compromet de surcroît totalement les possibilités de s'y préparer. Un niveau de protection bas empêche la préparation à l'événement catastrophique. Selon Nicolas Bauduceau du Cepri, avec le niveau de protection moyen en France, si on n'a aucune prise sur l'horizon de la catastrophe, on annule de la vie des gens toutes les inondations « mineures » qui pourraient justement participer à sa préparation. Entretenir la mémoire du risque avec une digue apparaît difficile alors que les infrastructures de protection captent aujourd'hui encore une grande majorité des budgets alloués à la gestion des inondations. Cette situation est d'autant plus problématique, toujours selon les analystes du Cepri, que sur les 100 dernières années, le territoire français aurait été largement épargné d'un point de vue des extrêmes météorologiques possibles. Sur les grands fleuves français, le XX<sup>e</sup> siècle a été « hydrométéorologiquement » exceptionnellement calme ; participant du peu de retenue observé dans l'urbanisation de ces milieux inondables (Bauduceau, 2013). L'attractivité forte de ces zones a prévalu sur leur vulnérabilité aux risques. Et cette logique de développement ne se conjugue pas seulement au passé. Le cas lattois illustre bien que les autorités publiques encouragent encore l'aménagement de ces zones, y compris dans les textes d'orientation d'un développement dit durable comme le mentionne le texte du Grenelle 2, où le renouvellement urbain dans les centres d'activité économique, nœud de transport, source de matière et d'énergie est encouragé, quand ce sont souvent des mêmes zones « exposées » dont il est question (Bauduceau, 2013).

Les choix locaux en matière de gestion du problème empêchent par ailleurs les habitants de s'en saisir. Les autorités publiques locales se revendiquent experte de la question et en pleine capacité pour gérer le problème. Puisqu'il n'y a pas eu de problème significatif jusque-là – où les « *gardiens de la chose* », déjà responsables, aurait vite fait de devenir « *coupables* » –, les « *propriétaires* » autoproclamés apparaissent légitimes, « *voire dignes d'une certaine confiance* » (Gilbert, 2003). Mais lorsqu'une sphère s'autodésigne comme « en charge » d'un

---

<sup>375</sup> Le niveau de protection français est fixé sur des niveaux de crues aux périodes de retour de 30, 50 ou maximum 100 ans (cas lattois), quand pour les Hollandais, par exemple, les niveaux de protection se situent sur des niveaux de crues aux périodes de retour de 200 ans minimum, voire beaucoup plus (1 000 ans).

problème, elle contribue, par ses prétentions, à dessaisir les populations de toute compétence en la matière. La qualité d'expert que la Mairie et l'Agglomération s'octroient pose problème quand elle est prise dans un échange dialogique avec les habitants où assumer ses prétentions se fait par la disqualification de celles des autres. Quand bien même certains habitants mobilisés ont fait évoluer l'expression de leurs savoirs expérientiels vers un format permettant de le porter sur la scène publique, ces savoirs sont disqualifiés par les gestionnaires locaux. Le savoir expert devient arrogant quand non seulement il n'attend rien des autres savoirs mais qu'il se positionne en plus en dessus de celui des autres, qu'il n'est donc plus nécessaire de mobiliser. Sur ce sujet présenté comme éminemment complexe et par un recours à l'expertise systématique et en assurant maîtriser le problème, les politiques locaux ne laissent pas beaucoup de prise aux habitants pour se l'approprier. La position technicienne défendue n'accueille que difficilement les habitants. Le format des temps de concertation observés n'était pas propice à la participation active de ces derniers. Le reformatage imposé par le dispositif participatif de ces savoirs expérientiels les vide de leur sens même. Ce travail de formatage du discours n'est par ailleurs pas à la portée de tous. Sur un sujet présenté exclusivement sur le registre complexe de la gestion « hydraulique », les habitants reconnaissent leur incompétence et s'en remettent aux experts ; révélant combien le processus d'accaparement du problème fonctionne. Chez les habitants qui se sont mobilisés sur la question, s'il n'y a pas eu de remise en cause du bien-fondé de l'expertise, on relève des dénonciations dans la manière politisée de s'en servir qui fournissent des arguments aux découragements à se mobiliser. Ainsi, la « convergence d'intérêts » qui a participé à l'achoppement actuel des mobilisations sur le sujet n'est pas la seule donnée explicative à la participation limitée actuelle des habitants dans la gestion publique du problème. Par le manque de prise qu'elle constitue pour les habitants qu'elle concerne pourtant, la politique locale de gestion des inondations se place en porte-à-faux vis-à-vis de l'injonction réglementaire à développer une « culture du risque » à laquelle pourtant elle serait censée répondre.

Ces résultats confirment l'intérêt du choix méthodologique de ce travail qui contribue à montrer l'« intérêt à rendre compte du monde tel qu'il est dans le domaine risqué » (Gilbert, 2008), dépasser la simple référence à la manière dont les risques sont traités et appréhendés dans l'espace public élargi. J'espère plus particulièrement que le présent travail – puisque ce fut une de ces sources d'émergence – aura participé à « constituer une capacité d'analyse tirant pleinement parti des ressources propres des SHS » (Gilbert et Bourdeaux, 2007) tout en participant à répondre aux besoins des « décideurs »<sup>376</sup>. Ce travail a pris place dans le cadre d'un institut de recherches appliquées où différentes attentes étaient exprimées

---

<sup>376</sup> Appelé notamment par les conclusions des réflexions issues du travail de recherche mené dans le cadre du Groupement d'intérêt scientifique (Gis) « risques collectifs et situation de crise » Créé en juillet 2000, achevé en 2005, ce GIS « visait à relayer et élargir l'action engagée par le programme « Risques collectifs et situations de crise » du CNRS. » (Gilbert et Bourdeaux, 2007).



en termes d'articulation avec les autres approches des inondations développées dans l'équipe et de retour sur les politiques publiques mises en œuvre. En réponse à ces attentes, la traduction opérationnelle du présent travail se situe principalement en matière de communication sur le risque. Ce cas d'étude participe à l'explication des mécanismes d'oubli du risque en montrant que la mise en visibilité de la protection opérée par les travaux – et la communication qui les a accompagnés – a participé à une mise en invisibilité du danger potentiel. Par la mise en perspective du risque inondation avec d'autres risques et atouts du territoire, ce cas montre également combien les différentes composantes d'un territoire sont interdépendantes. Plus spécifiquement, le mode d'habiter en présence apporte une réponse au besoin de sécurité urbaine et d'intimité qui vient s'opposer à la prévention des inondations. Ces éléments invitent à questionner la manière dont les gestionnaires communiquent sur le risque et à penser le contenu des campagnes de sensibilisation en fonction des spécificités du territoire concerné. Mais surtout, cette étude de cas met en lumière les compositions paradoxales des politiques de gestion des risques. L'attendu « *culture du risque* », entendu au sens d'un « *vivre avec la possibilité d'une inondation* », nécessiterait que soit envisagé l'horizon potentiel du drame pour s'y préparer. Or, dans le cas présent, la gestion politique locale, en s'accaparant le problème prive les habitants de prise concrètes sur cet horizon. Les logiques sociales à l'œuvre dans l'interlocution pour adresser le problème ainsi défini freinent la production d'énoncés qui pourraient figurer l'événement. En donnant le pouvoir à la technique, en faisant circuler l'idée rassurante d'une possible maîtrise des éléments, les gestionnaires et politiques locaux privent les habitants du substrat qui permettrait d'alimenter l'imaginaire de l'inondation. La politique locale de développement, n'ouvre pas vers cet horizon mais porte l'idée triomphante d'une continuité de maîtrise du milieu par l'Homme.

S'il existe une « *culture du risque* » localement, ce serait alors dans la seule traduction littérale d'un risque selon le premier mode d'explication des risques souligné dans les travaux de Claude Gilbert. Dans cette définition du problème, où ce sont les autorités qui apparaissent en mesure de définir les priorités, le risque est objectivé grâce au recours à l'expertise technique, comme le croisement d'un aléa et d'une vulnérabilité. Les probabilités d'occurrence sont calculables et ses conséquences possiblement évitées par la bonne maîtrise technique du fleuve. Dans ce mode explicatif « *l'idée d'une possible maîtrise des risques s'impose grâce à l'articulation entre expertise et décision* » (Gilbert, 2003). Cette lecture du risque, telle qu'elle est cultivée dans les milieux politiques et experts locaux, oui, se cultive à Lattes. Le commun appel à une « *culture du risque* » ajustée à leurs « *cultures expertes* » à eux sonne alors comme une leçon qui disqualifie par avance la sensibilité (non experte) des populations plus qu'elle ne les encourage à prendre les choses en main.

Par ailleurs, quand bien même la composition politique locale du problème n'empêcherait pas aussi directement le développement « d'un sens du risque », il ne suffirait pas de l'appeler de ses vœux pour qu'il adienne. À l'appel pour cette culture doit se combiner un souci particularisé pour le substrat sur lequel elle aurait à se développer. Une culture suppose quelque chose d'ancré dans une communauté, et tenu en vie par des échanges réitérés. Dans

ces échanges s'affinent d'une part un cadrage interprétatif partagé sur les contextes de vie et le sens de ce qui y advient comme circonstances critiques, et d'autre part (et de manière liée) un catalogue de réponses pratiques pour s'en accommoder. Le résultat de cette étude de cas est que rien de tel ne prend place à Lattes. La raison n'en n'est pas que ses habitants sont inconscients ou qu'ils déniaient le risque, ainsi que le sens commun pourrait le qualifier. Ils ne trouvent simplement aucun support pratique (étant donné l'état du tissu social et de ce qui y circule) pour raffiner collectivement une intelligence sur ce thème, pour fabriquer et entretenir ensemble, une telle « *culture du risque* ».

Cette étude de cas permet par ailleurs de questionner certaines grandes catégories dont l'usage se multiplie largement aujourd'hui dans les analyses en sciences sociales des problématiques nouvelles posées par les questions d'environnement. Modernité réflexive et incertitude généralisée seraient deux des caractéristiques de notre temps, nous démarquant de la modernité antérieure où s'imposait le règne de la planification. L'irruption de la question environnementale aurait permis de mettre au jour combien l'aménagement moderne avait évité la question des conséquences des actions humaines (Chalas et Soubeyrand, 2009). Cette entrée de la question environnementale dans la conduite des projets de développement humain ne semble pas, ici, avoir fragilisé « *l'écho complaisant* » d'un « *aménagement sans conséquence* » (Chalas et Soubeyrand, 2009) qui serait révolu aujourd'hui. En permettant de « *saisir l'incertitude par le bas* », « *à partir de la pratique des acteurs* » (Chalas, Gilbert et Vinck, 2009), cette étude de cas vient mettre un petit grain de sable dans le rouage des lectures d'une modernité qui serait devenue réflexive. Si nous suivons l'hypothèse d'une société du risque (Beck, 2001), la prise de conscience de la vulnérabilité de la nature, prenant forme dans une montée des préoccupations écologiques, s'accompagnerait d'une prise de conscience de la dépendance humaine à cette nature. Dans cette idée, nous pouvions nous attendre à ce qu'habiter ce milieu, ancien delta d'un fleuve aménagé, prenne davantage de sens au regard du risque inondation. Or, il n'en n'est rien. Se donne plutôt à voir une continuité dans la volonté de maîtrise humaine des éléments, une congruence entre l'artificialisation de la nature et l'attente d'une maîtrise de l'inondation. La construction sociale locale d'un risque sous contrôle et les dispositifs de protection qu'elle engendre satisfont le maintien d'un confort résidentiel attendu par les habitants tout autant que la logique de développement de Montpellier Agglomération vers la mer, qui nécessite de maîtriser encore un peu plus les éléments. Quand bien même le risque serait intégré aux nouveaux développements prévus, la croyance en la technique (Habermas, 1993) où la science et la technique se meuvent en idéologie (Latour, 1997) est le fond sur lequel se dresse le « pouvoir de la digue » qui les rend possibles. Ce pouvoir est tel qu'il éloigne l'horizon de l'inondation et qu'il ne semble plus nécessaire de s'y préparer. La foi dans la modernité, si elle se définit par la foi dans la technique et le placement de l'Homme au centre de toute préoccupation, se délite peu à Lattes. Si elle compromet ici d'envisager l'horizon de l'inondation et ainsi l'affleurement explicite de considérations sur ce possible, elle invite à

### *Conclusion générale*

questionner davantage la lecture d'un changement, réflexif, dans le mode de développement humain qui serait en cours.

## *Bibliographie*

- Allard, P. (2000) *Éléments pour une problématique de l'histoire du risque. Du risque accepté au risque maîtrisé. Représentations et gestion du risque d'inondation en Camargue, XVIIIe-XIXe siècles*. Département des sciences humaines, Faculté des sciences de Luminy, Marseille:
- Allard, P. et C. Labeur (2008). *Du fléau à la catastrophe, l'exemple des inondations dans la région du bas Rhône de 1755 à nos jours*, dans L. Buchet et I. Ségué (ed.) Vers une anthropologie des catastrophes. Antibes: Editions APDCA.
- Althabe, G. (1990). *Ethnologie du contemporain et enquête de terrain*, Terrain, 14 mars 1990.
- Anckière, M. et J. Langumier (2009). *La remise en eau de la plaine de Piolenc-Mornas face à la constitution d'une culture locale de l'arrangement*. , Vertigo, 9 (1). mai 2009.
- Barbier, M., L. Cauchard, et al. (2013). *Pour une approche pragmatique, écologique et politique de l'expertise*, Revue d'anthropologie des connaissances, 7 (1). pp.1-23.
- Barbier, R. (2005). *Quand le public prend ses distances avec la participation. Topiques de l'ironie ordinaire*, Natures Sciences Sociétés, 13. pp. 258-265.
- Barbier, R. et C. Larrue (2011). *Démocratie environnementale et territoire : un bilan d'étape*, Participations, 1. pp. 67-104
- Barone, S. (2012). *Le Scot est-il plus Sage ?* , Vertigo, 12 (2). Septembre 2012.
- Barthélémy, C. (2005). *Les savoirs locaux : entre connaissances et reconnaissance*, Vertigo, 6 (1).
- Bauduceau, N. (2013). *Éléments d'analyse sur les ressorts de la localisation des habitants en zone inondable*. Séminaire MobiClimEx, Ecoles des Mines, Paris, 13 septembre 2013.
- Bayet, C. (2005) *Riverains inondables et défenseurs de l'environnement. Mobilisations et contestations associatives dans le domaine de la prévention des inondations*. CEVIPOF: Sous la direction de Pierre Lascombes. Rapport de recherche.
- Beck, U. (2001). *La société du risque* Paris: Aubier. 521 p.
- Bédoucha, G. (2011). *Les liens de l'eau*. Paris: Maison des sciences de l'homme.
- Belgrano, E. et D. Rimondi (2003). *Société et territoire : une approche qualitative*, dans J. Daligaux Urbanisation et environnement sur les littoraux nord-méditerranéens. Rives nord-méditerranéennes. pp. 67-74.
- Benjaminsen, T. A. et H. Svarstad (2009). *Qu'est-ce que la "political ecology" ?*, Natures Sciences Sociétés, 17. pp. 3-11
- Berger, M. (2009). *Quand pourrions nous parler des choses ? Quelques contraintes à la référentialité des voix profanes dans un dispositif d'urbanisme participatif*, dans F. Cantelli, M. R. i. Escoda, J. Stavo-Debaugé et L. Pattaroni (dir.) Sensibilités pragmatiques Enquêter sur l'action publique. Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt am Main, New York, Oxford, Wien: P.I.E Peter Lang. pp. 253-280.
- Berger, N. (2006). *Périurbanisation et accentuation des logiques ségrégatives en Île-de-France* Hérodote, 122.
- Berger, N. (2012). *Le mode d'habiter. A l'origine d'un concept*, dans A. Morel-Brochet et N. Ortat (dir.) La fabrique des modes d'habiter. Hommes, lieux et milieux. Paris: L'harmattan. pp. 35-53.
- Berque, A. (1984). *Paysage empreinte-paysage matrice, éléments de problématique pour une géographie culturelle*, Espace géographique, 13 (1).
- Berque, A. (2000), *L'écoumène*. Introduction à l'étude des milieux humains, Archives Audiovisuelles,

[http://www.archivesaudiovisuelles.fr/FR/\\_video.asp?id=84&ress=""&video=82166&format=68](http://www.archivesaudiovisuelles.fr/FR/_video.asp?id=84&ress=),

- Berque, A. (2010a). *Etre humain, être dans la lune*,  
 Berque, A. (2010b). *Milieu et identité humaine: notes pour un dépassement de la modernité*. 148 p.  
 Berque, A., P. Bonin, et al. (2006). *La ville insoutenable*. St Etienne: Belin. 366 p.  
 Bessy, C. et F. Chateauraynaud (1995). *Experts et faussaires: pour une sociologie de la perception*. Paris: Métailié.  
 Bherer, L. (2011). *Les relations ambiguës entre participation et politiques publiques*, *Participations*, 1 (1). pp. 105-133  
 Bidou-Zachariassen, C. (2004). *Les classes moyennes : définitions, travaux et controverses*, *Educations et sociétés*, 2 (14). pp. 119-134  
 Blanc, N. (2010). *De l'habitabilité urbaine*, dans O. Coutard et J-P Lévy (dir.) *Ecologies urbaines*. Paris: Economica-Anthropos. pp.169-183.  
 Blanchemanche, P. (2000). *La plaine de Lattes du XIIe au XIXe siècle. Dynamique naturelle et mise en valeur*. Lattara. 178.  
 Blanchemanche, P. (2006). *La gestion sociales des eaux dans le delta du Lez (Hérault) du XIIe au XIXe siècle*, dans C. Beck, Y. Luginbühl et T. Muxart (dir.) *Temps et espaces des crises de l'environnement*. QUAE. pp 21-36.  
 Blondiaux, L. et J.-M. Fourniau (2011). *Un bilan des recherches sur la participation du public en démocratie : beaucoup de bruit pour rien?*, *Participations*, 1. pp. 8-35.  
 Bolin, R. et L. Stanford (1999). *Constructing vulnerability in the first world : The northridge earthquake in southern California, 1994.*, dans A. Oliver-Smith et S. M. Hoffman *The angry earth*. London: Routledge. pp.89-112.  
 Boltanski, L. et L. Thévenot (1991). *De la justification. Les économies de la grandeur*. Paris: Gallimard. 485 p.  
 Bonicco-Donato, C. (2012). *Une lecture politique des ambiances urbaines. entre hospitalité émancipatrice et stratégie disciplinaire*. *2nd International Congress on Ambiances*, Montréal, 19-22 septembre 2012.  
 Bonicco, C. (2007). *Goffman et l'ordre de l'interaction*, *Philonsorbonne*, 1. pp. 31-48  
 Bordreuil, J.-S. (2000). *La ville desserré*, dans T. Paquot, M. L. ? et S. Body-Gendrot (dir.) *La ville et l'urbain. L'état des savoirs*. Paris: La découverte. pp.169-182.  
 Bordreuil, S. (2007). *Isaac Joseph: la politique depuis Goffman*, dans *Itinéraires d'un pragmatiste. Autour d'Isaac Joseph*. Paris: Economica.  
 Bordreuil, S. (2009). *Société et configurations publiques de la vie sociale. Séminaire les trames publiques du social ou Comment placer le public en société*, MMSH, Aix-en-Provence, année 2009  
 Bordreuil, S. (2011) "New Orleans post Katrina : Les usages du Net par gros temps." *Métropolitiques* <http://www.metropolitiques.eu/New-Orleans-post-Katrina-Les.html>, mis en ligne le 8 juin 2011, consulté le 24 octobre 2013.  
 Borraz, O. (2005). *Vers une sociologie du risque ?*, dans Boraz O., Gilbert C. et Joly P-B. (dir.) *Cahiers du GIS Risques Collectifs et Situations de Crise n°3, Risques, crises et incertitudes : pour une analyse critique*. MSH-ALPES. pp.21-68.  
 Borraz, O. et D. Salomon (2003). *La gouvernance des activités à risque : quel rôle pour les élus locaux ?*, *Pouvoirs locaux. Territoires face aux risques*, 56 (1). pp. 82-86  
 Bourdieu, P. (1979). *La distinction*. Les éditions de minuit.  
 Braudel, F. (1966). *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*. Paris: Armand Colin. Publication originale : 1949.  
 Breviglieri, M. (2006). *Penser l'habiter, estimer l'habitabilité, tracés*, 23. pp 9-14

- Breviglieri, M. (2013). *Une brèche critique dans la ville garantie ? Espaces intercalaires et architectures d'usage*, dans E. Cogato Lanza (dir.) De la différence urbaine. Genève: MetissPresses. pp.213-236.
- Breviglieri, M. et D. Trom (2003). *Troubles et tensions en milieu citadin. Les épreuve citadines de et habitantes de la ville*, dans D.Céfaï et D. Pasquier (dir.) Les sens du public : publics politiques et médiatiques. Paris: PUF.
- Burgess, E. W. (2007). *La croissance de la ville. Introduction à un projet de recherche*, dans Y. Graffmeyer et I. Joseph (dir.) L'école de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine, 2007. Paris: Flammarion. pp.131-147. Publication originale : 1925.
- Cadoret, A. (2011). *Analyse des processus conflictuels. Le cas du Languedoc-Roussillon*, L'Espace géographique, 3 (40). pp. 231-244
- Callon, M. (1998). *Des différentes formes de démocratie techniques*, Annales des mines, Janvier. pp 63-73.
- Callon, M., P. Lascoumes, et al. (2001). *Agir dans un monde incertain, Essai sur la démocratie technique*. Paris: Seuil. 358 p.
- Calvez, M. (2004). *Transition biographique et changement de perception des risques : l'apport de l'analyse culturelle*, Recherches sociologiques, XXXV (1). pp 117-132.
- Calvez, M. (2006) "L'analyse culturelle de Mary Douglas : une contribution à la sociologie des institutions." SociologiesS, <http://sociologies.revues.org/index522.html>, mis en ligne le 22 octobre 2006, consulté le 12 novembre 2012.
- Campanella, R. (2008). *Bienville's Dilemma: A Historical Geography of New Orleans*. University of Louisiana. 429 p.
- Centemeri, L. (2006) *L'environnement urbain entre nature et ville: perspective comparative sur les tensions entre attaches locales et détachement public*. . GSPM, Paris: 47 p.
- Centemeri, L. (2011). *Retour à Seveso. La complexité morale et politique du dommage à l'environnement*, Annales HSS, 1 janvier-mars 2011. pp 213-240.
- Centemeri, L. (à paraître). *Reframing problems of incommensurability in environmental conflicts through pragmatic sociology. From value pluralism to the plurality of modes of engagement with the environment*, Environmental Values,
- Certeau(de), M. (1998). *L'invention du quotidien, I. arts de faire*. Paris: Folio essais.
- CGDD (2009), *Croissance du nombre de logements en zones inondables*, Commissariat général au développement durable, Paris: Le point sur.
- Chabal, J. (2005). *Le risque invisible. La non-émergence d'un problème public*, Politix, 2 (70). pp 169-195.
- Chalas, Y. (2009). *Retour sur "La ville émergente"*, Flux, 75 janvier-mars 2009. pp 80-98.
- Chalas, Y., C. Gilbert, et al. (2009). *Saisir la question de l'incertitude à partir de la pratique des acteurs*, dans Y. Chalas, C. Gilbert et D.Vinck (dir.) Comment les acteurs s'arrangent avec l'incertitude. Paris: Edition des archives contemporaines. pp 9-20.
- Chalas, Y. et O. Soubeyrand (2009). *Incertitude, environnement et aménagement. Quelle rupture ?*, dans Y. Chalas, C. Gilbert et D.Vinck (dir.) Comment les acteurs s'arrangent avec l'incertitude. Paris: Editions des archives contemporaines. pp 135-157.
- Charmes, E. (2007). *Le malthusianisme foncier*, études foncières, (125). janvier-février 2007. pp. 12-16.
- Chateauraynaud, F. (2001). *Lanceurs d'alertes : dioxine, plomb, benzène*, dans M. Boyer et G. Herzlich (dir.) L'environnement, question sociale. Paris: Odile Jacob. pp.253-261.
- Chateauraynaud, F. et D. Torny (1999). *Les sombres précurseurs, Sociologie pragmatique des lanceurs d'alerte*. Paris: Presses de Sciences Politiques.

- Claeys-Mekdade, C. et L. Nicolas (2002) *"Etre ou ne pas être démoustiqué", enquêtes ethnologiques et sociologiques comparatives: Camargue et Petite Camargue*. Contrat DESMID-EID programme européen Life-environnement
- Claeys-Mekdade, C. et L. Nicolas (2009). *Le moustique fauteur de troubles*, Ethnologie française, 1. pp 109-116.
- Claeys-Mekdade, C. et J. Sérandour (2009). *Ce que le moustique nous apprend sur le dualisme anthropocentrisme/biocentrisme. Perspective interdisciplinaire sociologie/biologie*, Natures, Sciences, Sociétés, 17. pp 136-144.
- Claeys, C. (2003a). *Le lien politique à l'épreuve de l'environnement. Expériences camarguaises*. Bruxelles: Peter Lang.
- Claeys, C. (2003b). *Les controverses relatives à la démoustication de la Camargue : rapports à l'animal et au territoire*, Espaces et sociétés, 110-111. pp 147-166.
- Claeys, C. (2010). *Les "bonnes" et les "mauvaises" proliférantes. Controverses camarguaises*, Etudes rurales, 185 (1 ). pp 101-118.
- Claeys, C., P. Allard, et al. (2009) *Mémoires, oubli(s) et réappropriations : Le risque inondation dans la basse vallée du Rhône et l'agglomération marseillaise*. Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable: Rapport de recherche Programme de recherche "Risque, décision, territoire". 209 p.
- Clayes-Mekdade, C. (2006). *La participation environnementale à la française : le citoyen, l'état... et le sociologue*, VertigO, 7 (3). Décembre 2006.
- Coanus, T., F. Duchêne, et al. (1999). *Les relations des gestionnaires du risque urbain avec les populations riveraines. Critique d'une certaine idée de la "communication"*. , Annales des mines, janvier 1999.
- Commissariat général du plan (1997) *La prévention des risques naturels - rapport de l'instance d'évaluation*, La documentation française, Paris: 703 p.
- Conein, B. (1998). *La notion de routine : problème de définition*, Sociologie du travail, 4. pp 479-489.
- Corbin, A. (2001). *L'avènement des loisirs (1850-1960)*. Paris: Flammarion. 466 p. Publication originale : 1995.
- Corcuff, P. (1995). *Les nouvelles sociologies. Constructions de la réalité sociale*. Nathan.
- Darviche, M.-S. (2000). *L'action du maire face au public. A propos d'un aménagement urbain sur le littoral languedocien*. , Pôle Sud, 13. pp. 41-56.
- Datar (2012) *Typologie des espaces littoraux. Synthèse des résultats* Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et l'attractivité régionale:
- Daveau, I. et C. Jorda (2008) *"Sur les rives du Lez. Utilisation d'une zone inondable lors des six derniers millénaires."* Archéopages [En ligne], 23. pp. 12-21. <http://www.inrap.fr/archeologie-preventive/Recherche-scientifique/Archeopages/La-revue/p-9131-A-propos.htm>, mis en ligne le 31/07/2012, consulté le 26/11/2013.
- Davis, M. (1999). *Ecology of fear*. New York: Vintage Books. 484 p.
- De la Soudière M. (1999). *Au bonheur des saisons. Voyage au pays de la météo*. Paris: Bernard Grasset.
- Decrop, G., C. Durlens, et al. (1997) *Les scènes locales de risque*. CPER : Contrat de Plan Etat-Région Rhône-Alpes (programmes Risques naturels et Génie urbain et environnement): 235 p.
- Dedieu, F. (2009). *Alerte et catastrophe : le cas de la tempête de 1999, un risque scélérat*, Sociologie du travail
- Defossez, S. (2011). *Réglementation vs conscience du risque dans le processus de gestion individuelle du risque inondation*, Géocarrefour, 86 (3-4). pp. 281-290.
- Demazière, D. et C. Dubar (1997). *Analyser les entretiens biographiques*. Paris: Nathan.

- Descola, P. (2011). *L'écologie des autres. l'anthropologie et la question de la nature*. éditions QUAE. 110 p.
- Dewey, J. (1995 ). *Logique. la théorie de l'enquête*. Paris: PUF. Publication originale : 1938.
- Diren (2006) *Perception des risques d'inondation par les riverains de Rhône*. Bassin Rhône-Méditerranée: Rapport de recherche.
- Doidy, E. et C. Gramaglia (2012). *Pragmatiques et politiques de la nature*, dans P. Bozonnet, J. Candau, M. Dobré, N. Lewis et F. Rudolf (eds) Manuel de sociologie de l'environnement. Presses Universitaires de Laval et De Boeck Université. pp.307-319.
- Donzelot, J. et O. Mongin (2013). *Tous périurbains ! Tous urbains ! Introduction*, Esprit, Tous périurbain Mars-Avril 2013. pp. 18-22.
- Douglas, M. et A. Wildvasky (1983). *Risk and Culture. An essay on the Selection of technological and Environmentatl Dangers*. Berkeley: University of California Press.
- Dourlens, C. (2004) *La question des inondations au prisme des sciences sociales. Un panorama de la recherche publique*. Centre de Prospective de veille Scientifique:
- Drac (2004). *Lattes 1204-2004*. Montpellier: A.C.P.L.R (Association pour la Connaissance du Patrimoine en Languedc-Roussillon). 43.
- Duchêne, F. et Christelle Morel-Journal (dir) (2004). *De la culture du risque. Paroles riveraines à propos de deux cours d'eau périurbains*. Editions de L'aube. 167 p.
- Duchêne, F. et C. Morel-Journal (2000). *Riverains de cours d'eau et gestionnaires du risque, un dialogue impossible ?*, Géocarrefour, 75 (3). pp. 221-226.
- Duchêne, F. et C. Morel-Journal (2003). *Risques et dynamiques territoriales: La rivière, un élément du territoire parmi d'autres*, Les Annales des Ponts et Chaussées, (105). pp 54-62.
- Duchesne, S. et F. Haegel (2004). *L'entretien collectif*. Armand Colin 128 p.
- Duclos, D. (1987). *Douglas Mary, Wildavsky Aaron, Risk and culture. An essay on the selection of technological and environmental dangers*. , Revue française de sociologie, 28 (1). pp 178-181.
- Ducret, A. (2011) "Le concept de configuration et ses implications empiriques : Elias avec et contre Weber." SociologieS, Expériences de recherche, Régimes d'explication en sociologie. <http://sociologies.revues.org/index3459.html>, mis en ligne 11 avril 2011, consulté le 21 novembre 2011.
- Dunlap, R., K. V. Leire, et al. (2000). *Measuring endorsement of the New Ecological Paradigm : A revised NEP scale*, Journal of social issues, 56 (3). pp. 425-442.
- Dunlap, R. et K. V. Liere (1978). *The new ecological paradigm:a proposed measuring instrument and preliminary results*, Journal of Environmental Education, 9. pp. 1013-1028.
- Dupie, A. et P. Narbey (2009). *L'information du citoyen sur les risques. Risque inondation : quels défis pour la recherche en appui à l'action publique?*, Lyon, MEEDDAT / Cemagref, 3 et 4 juin 2009.
- Dupont, N. (2008) *Approche pluridisciplinaire des perceptions des inondations sur le bassin de la Vilaine*. CAREN:
- Dupuy, J.-P. (2002). *Pour un catastrophisme éclairé*. Points. 216 p.
- Durand, S. (2010). *Le risque et la routine. Catastrophes et risques : de l'empirique à la critique*, CERI, Sciences Po, Paris, EHESS, 17 et 18 juin 2010.
- Durand, S. (2011). *Quand la ville communique sur son fleuve, entre patrimoine et maîtrise : quelles transmissions ?*, Vertigo, Hors série n°10 Décembre 2011.
- Durand, S. et A. Richard-Ferroudji (2012). *Approche comparative des mécanismes de mise en (in)visibilité des inondations dans deux villes du sud de la France*. Penser l'Incertain.



- XXIe Congrès de l'Association nationale des sociologues de la langue française, Rabat (Maroc), 2-6 juillet 2012.
- Durkheim, E. (2003). *Les formes élémentaires de la vie religieuse*. Paris: Presse Universitaire de France Publication originale : 1912.
- Elias, N. (1985). *La société de cour*. Paris: Flammarion. P. Kamnitzer et J. Etoré
- Elias, N. (1993). *Engagement et distanciation - Contribution à la sociologie de la connaissance*. Paris: Fayard. Publication originale : 1983.
- Elias, N. et E. Dunning (1994). *Sport et civilisation. la violence maîtrisée*. Paris: Fayard. J. Chicheportiche et F. Duvigneau
- Eliasoph, N. (2010 ). *L'évitement du politique. Comment les Américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne*. Paris: Economica. Publication originale : 1998, sous le titre Avoiding Politics. How Americans produce apathy in everyday life, Cambridge cultural studies. Traduit de l'américain par : Camille Hamidi
- Erikson, K. T. (1994). *A new species of trouble. Explorations in disaster, trauma and community* New York: Publisher & company.
- Faure, A. (1997). *Les apprentissages du métier d'élu local. La tribu, le système et les arènes, Pôle Sud*, 7. pp.72-79.
- Favret Saada, J. (1977). *Les mots, la mort, les sorts*. Paris: Gallimard. 350 p.
- Favret Saada, J. (1990). *Etre affecté, Gradhiva*, 8. pp. 3-9.
- Féraud, O. (2010) *Approche du quartier populaire à Naples [pp 26-95] dans Voix publiques. Environnements sonores, représentations et usages d'habitation dans un quartier populaire de Naples*. Paris, Thèse de doctorat d'Anthropologie sociale et Ethnologie, EHESS, 488 p.
- Ferrieux, D. (2007). *L'importance des biais sociocognitifs dans la perception des risques. Colloque Risques environnementaux et changement climatique. Quelles réponses sociales ?*, MSH Grenoble, 28-30 novembre 2007.
- Festinger, L. (1957). *A theory of cognitive dissonance*. Evanston : Row Peterson.
- Forsyth, T. (2003). *Critical political ecology : the politics of environmental science*. London: Routledge.
- Fourniau, J.-M. (2007). *L'expérience démocratique des "citoyens en tant que riverains" dans les conflits d'aménagements*, *Revue européenne des sciences sociales*, XLV (136).
- Fourniau, J.-M. (2009). *Les formes d'organisation du débat et leurs effets dans le processus de décision. Elements pour une méthodologie d'évaluation des débats organisés par la Commission nationale du débat public*, dans L. Mermet et M. Berlan-Darqué (dir.) *Environnement : décider autrement. Nouvelles pratiques et nouveaux enjeux de la concertation*. Paris: L'Harmattan.
- Fournier, M. (2011) *Le riverain introuvable ! La gestion du risque d'inondation au défi d'une mise en perspective diachronique*. Université François-Rabelais., Tours, Thèse de doctorat Aménagement de l'espace - Urbanisme,
- Franck, I. (1982). *Une rivière nommée Lez*. Montpellier: Imprimerie de la Charité.
- Frileux, P. (2012). *Relations au vivant et rapport à autrui dans les jardins pavillonnaires*, dans A. Morel-Brochet et N. Ortar (dir.) *La fabrique des modes d'habiter*. Paris: L'Harmattan. pp.179-194.
- Gilbert, C. (2003). *La fabrique des risques*, *Cahiers internationaux de sociologie*, 1 (114). pp. 55-72.
- Gilbert, C. (2008). *Les risques collectifs : objet d'une rencontre problématique entre chercheurs et acteurs*, *Sociologies pratiques*, 1 (16). pp. 86-93.
- Gilbert, C. (2011). *Quand l'extraordinaire devient ordinaire. A propos de la crise nucléaire au Japon*, *Natures Sciences Sociétés*, 19 (1). pp.1-2.

- Gilbert, C. et I. Bourdeaux (2007). *Le risque comme objet de recherche académique*, La revue pour l'histoire du CNRS, 16.
- Girard, V. et J. Langumier (2006). *Risques et catastrophe : de l'enquête de terrain à la construction de l'objet*, Genèses, 63. pp. 128-142.
- Glamceviski, B. (2012). *Ce qu'habiter le milieu rural signifie pour celles qui y travaillent*, dans A. Morel-Brochet et N. Ortat (dir.) La fabrique des modes d'habiter. Paris: L'harmattan. pp.125-144.
- Glaser, B. G. et A. A. Strauss (2010). La découverte de la théorie ancrée. Armand Collin. Publication originale : 1967 sous le titre : The Grounded Theory. Traduit de l'américain par M.-H.Soulet et K. Oeuvery
- Goffman, E. (1974). Les rites d'interaction Paris: Éditions de Minuit. Publication originale : 1967. Traduit de l'anglais par Alain Kihm
- Goffman, E. (2006). La mise en scène de la vie quotidienne. 1. La présentation de soi. Paris: Les éditions de Minuit. 251 p. Publication originale : 1973. Traduit de l'anglais par A. Accardo
- Goffman, E. (2006 ). La mise en scène de la vie quotidienne. 2. Les relations en public. Paris: Les éditions de Minuit. 251 p. Publication originale : 1973. Traduit de l'anglais par A. Accardo
- Goutx, D. et J.-B. Narcy (2013). *La place des modèles numériques dans la prise de conscience locale des risques inondations: simulations ou stimulations?*, La Houille Blanche, 1. pp. 27-33.
- Grafmeyer, Y. (1998). *Logement, quartier, sociabilité*, dans M. Segaud, C. Bonvalet et J. Brun Logement et habitat. Paris: La Découverte. pp.347-354.
- Grafmeyer, Y. et I. Joseph (2007). *Présentation. La ville-laboratoire et le milieu urbain*, dans Y. Grafmeyer et I. Joseph (dir.) L'école de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine. Paris: Flammarion. pp.5-52. Publication originale : 1979.
- Gramaglia, C. (2005). *Mobilisations exceptionnelles contre une usine de batteries au plomb* dans E. Rémy, C. d'Alessandro-Scarpari et V. November (dir.) Espaces, savoirs et incertitudes. Paris: Ibis Press.
- Gramaglia, C. (2010). *Les goélands leucophée sont-ils trop nombreux ? L'émargence d'un problème public*, Etudes rurales, 1 (185). pp. 133-148
- Gusfield, J. (2009). La culture des problèmes publics. L'alcool au volant: la production d'un ordre symbolique. Paris: Economica. 354 p. Publication originale : 1981, sous le titre The culture of public problems. Drinking-Driving and the Symbolic order. The University of Chicago press, Illinois, Etats-Unis.
- Gusfield, J. (2012). *Significations disputées. Contester la propriété et l'autorité des problèmes sociaux*, dans D. Cefaï et C. Torzy L'expérience des problèmes publics. Paris: Ecoles des Hautes Etudes en Sciences Sociales. pp.113-132. "Constructing the ownership of social problems: Fun and profit in the welfare state", *Social Problems*; 1989, 36, pp.431-441.
- Habermas, J. (1993). L'espace public. Paris: Payot. 324 p. Publication originale : 1962.
- Haghe, J.-P. (1998) Les eaux courantes et l'Etat en France (1789 - 1919). Du contrôle institutionnel à la fétichisation marchande. EHESS, Paris, Thèse de doctorat, Groupe de géographie sociale, 648 p.
- Halbwachs, M. (1997 ). La mémoire collective. Paris: Albin Michel. Publication originale : 1950.
- Hannerz, U. (1983). Explorer la ville. Paris: Les éditions de minuit. I. Joseph
- Hermitte M-A. (1997). *L'expertise scientifique à finalité politique. Réflexions sur l'organisation et la responsabilité des experts*, Justice, 8. pp.79-103.

- Ingold, A. (2006). *Les ressources naturelles et leur administration : une approche historique*. Journée interdisciplinaire de réflexion et de débats sur les économies de la Nature vues des SHS, Centre de la vieille Charité à Marseille,
- Jaillet, M.-C. (2004). *L'espace périurbain : un univers pour les classes moyennes*, Esprit, mars-avril 2004, pp. 40-63.
- Jones, K. E. et A. Irwin (2013). *Un espace d'engagement citoyen ? La participation profane et le changement institutionnel dans la gouvernance contemporaine des risques*, Revue d'anthropologie des connaissances, 7 (1), pp.147-171.
- Joseph, I. (2000). *Décrire l'espace des interactions* dans J. Lévy et M. Lussault (dir.) Logiques de l'espace, esprit des lieux. Géographies à Cerisy. Paris: Belin. pp.49-55.
- Joseph, I. (2002). *Le nomade, la gare et la maison vue de toutes parts*, Communications, 73, pp.149-162.
- Joseph, I. (2003 ). *Erving Goffman et la microsociologie*. Paris: Presse Unniversitaire de France. Publication originale : 1998.
- Juvenal, T. (2010) *Articulation entre gestion de l'eau et aménagement sur le SAGE Lez-Mosson-Étangs Palavasiens*. Cemagref - AgroParisTech, Montpellier: Rapport de recherche. 50p.
- Kalaora, B. (2001). *A la conquête de la pleine nature*, Ethnologie française, 31 (4). pp.591-597.
- Kaufmann, J.-C. (1996). *L'entretien compréhensif*. Nathan.
- Koveneva, O. (2011). *Les communautés politiques en France et en Russie : regards croisés sur quelques modalités du "vivre ensemble"*. Annales. Histories, Sciences sociales, 66e année (3). pp.787-817.
- Labbas, M. (2010) *Que connaît-on en France du lien entre risque inondation et constructions ?* AgroParisTech-Engref, Mastère spécialisé gestion de l'eau, Montpellier: Synthèse bibliographique, non publié. 22p.
- Lagroye, J. (1994). *Etre du métier*, Politix, 7 (28). Quatrième trimestre. pp.5-15.
- Langumier, J. (2006) *Survivre à la catastrophe: Paroles et récits d'un territoire inondé*. EHESS, Paris, Thèse de doctorat en ethnologie et anthropologie sociale, 340p.
- Langumier, J. (2008). *Appropriations locales de la tragedie collective. Approche ethnologique des inondations de novembres 1999 à Cuxac d'Aude.*, Développement durable et territoire, 11.
- Langumier, J. (2012). *Habiter sa maison sinistrée. L'idéal pavillonnaire à l'épreuve de l'inondation*, dans A. Morel-Brochet et N. Ortar (dir.) La fabrique des modes d'habiter. Hommes, lieux et milieux de vie. Paris: L'Harmattan. pp.145-158.
- Larrue, C. (2009). *La politique publique des risques d'inondations en Espagne : vulnérabilité sociale et perceptions du public*. Risque inondation : Quels défis pour la recherche en appui à l'action publique ?, Lyon, Cemagref, MEEDDAT, 3 et 4 juin 2009.
- Latour, B. (1993). *Petites leçons de sociologie des sciences*. La découverte.
- Latour, B. (1997). *Nous n'avons jamais été modernes*. Paris: La Découverte. 207p.
- Latour, B. (2006). *Changer de société, refaire de la sociologie*. Paris: La Découverte. 401p.
- Leborgne, M. (2007). *Le rôle des mémoires collectives dans la construction du sentiment d'appartenance territoriale. Le cas du Parc Naturel régional du Verdon*, Faires Savoirs 7. pp.85-90.
- Ledoux, B. (2006). *La gestion du risque inondation*. Paris: Lavoisier. 792p.
- Lefranc, C. et A. Torre (2006). *Les conflits dans les zones rurales et périurbaines. Premières analyses de la presse quotidienne régionale*, Espaces et sociétés, 2-3 (124-125). pp.93-110.

- Lemieux, C. (2008). *Rendre visibles les dangers du nucléaire*, dans B Lahire et C. Rosental (dir) La cognition au prisme des sciences sociales. Archives contemporaines. pp.131-159.
- Levi, G. (1989). *Le pouvoir au village. Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVIIe siècle*. Paris: Gallimard. Publication originale : 1985.
- Lombard, J. (1994). *Introduction à l'ethnologie*. Paris: Armand Colin.
- Lussault, M. (2007). *L'homme spatial. La construction sociale de l'espace humain*. Paris: Seuil.
- Madoré, F. (2004). *Les ensembles résidentiels fermés en France. La forme d'habitat d'une société d'incertitude*, Les Annales de la Recherche Urbaine, 95. pp.99-106.
- Mangin, D. (2004). *La ville fanchisée*. Paris: éditions de la villette.
- Marié, M. et J. Viard (1977). *La campagne inventée. Ou ce qu'il advient des rapports entre les paysans, leurs communautés et l'environnement urbain dans quatre villages d'un pays de Moyenne Provence*. Le Paradou: Éditions Actes Sud.
- Marshall, B. (2011). *On being an environmental journalist in a city threatened by heavy environmental problems*. Symposium "Learning from New Orleans post-Katrina". Action collective, publics et réponses sociétales aux vulnérabilités environnementales, MMSH, Aix-en-Provence, Lames et Cermes3, 28-29 mars 2011.
- Mathieu, N. (1990). *La notion de rural et les rapports ville-campagne en France, des années cinquante aux années quatre-vingt*, Economie rurale, 197. pp.35-41.
- Mauss, M. (1973). *Essai sur le don : Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques* dans Sociologie et Anthropologie. Paris: Presse Universitaire de France. pp.149-279. Publication originale : 1923.
- Mead, G. H. (1932). *The philosophy of the present*. Chicago: The University of Chicago Press.
- Micoud, A. (2000). *Entre Loire et Rhône, ou comment des objets naturels peuvent faire du lien*, dans A. Micoud et M. Peroni Ce qui nous relie. Editions de l'Aube. pp.227-239.
- Micoud, A. (2004). *Des patrimoines aux territoires durables*. Ethnologie et écologie dans les campagnes françaises, Ethnologie française, 34 (1). pp.13-22.
- Miranda, M. (2010). *La gestion des opérations événementielles : une nouvelle approche pour la gestion permanente des espaces fluviaux ?* Colloque Estuaires, fleuves et cours d'eau. Représentations et pratiques, Université de Rouen, 5 et 6 Mai 2010.
- Mitchell, T. (2002). *Can the mosquito speak ?*, dans T. Mitchell Rule of Experts: Egypt, Techno-Politics, Modernity. Berkeley: University of California Press. pp.19-53.
- Mol, A. P. J. et D. A. Sonnenfeld (2000 ). *Ecological Modernisation Around the World: Perspectives and Critical Debates*. London: Routledge.
- Morel-Brochet, A. (2007) "A la recherche des spécificités du mode d'habiter périurbain dans les représentations et les sensibilités habitantes." Norois [En ligne], 205. 2007/4. <http://norois.revues.org/1237>, mis en ligne le 1er décembre 2009, consulté le 12 octobre 2012.
- Morel-Brochet, A. (2012). *La saveur des lieux, les choix de l'habitant, son histoire, sa mémoire*, dans A. Morel-Brochet et N. Ortar (dir.) La fabrique des modes d'habiter. Homme, lieux et milieux de vie. Paris: L'Harmattan. pp.69-90.
- Morel-Brochet, A. et N. Ortar (2012). *Introduction*, dans A. Morel-Brochet et N. Ortar (dir.) La fabrique des modes d'habiter. Homme, lieux et milieux de vie. Paris: L'Harmattan. pp.13-34.
- Morel-Journel, C. (2006). *Au bord des ruisseaux périurbains. Une vigilance silencieuse mais opérante*, dans J. Roux Etre vigilant. L'opérativité discrète de la société du risque. Saint Etienne: Université de Saint-Etienne. pp.129-141.

- Mucchielli, L. (2002). *Violences et insécurité. Fantômes et réalités dans le débat français*. Paris: La Découverte. 160p.
- Narcy, J.-B. (2002). *Les registres de justification dans l'instruction des plans de prévention des risques inondation*, *Annales des mines*.
- Narcy, J.-B. (2004). *Pour une gestion spatiale de l'eau. Comment sortir du tuyau?* Bruxelles: P.I.E. Peter Lang collection. 342 p.
- Négrier, E. (2001). *Territoire, leadership et société*. Georges Frêche et Montpellier, *Sciences de la société*, 53. pp.63-87.
- Neumann, R. (dir.) (2005). *Making Political Ecology* London: Hodder Arnold.
- Nicolas, L. (2008) "L'empathie, aporie ou doute méthodologique ?" *Journal des anthropologues* [En ligne] 114-115. pp.91-108. <http://jda.revues.org/316>, mis en ligne le 1 décembre 2009, consulté le 6 avril 2011.
- Noelle-Neumann, E. (1974 ). *The Spiral of Silence*, *Journal of Communication*, 24. pp.43-54.
- November, V. (2011). *L'empreinte des risques: éléments de compréhension de la spatialité des risques*, dans V. November, M. Penelas et P. Viot (dir.) *Habiter les territoires à risques*. Lausanne: Presses polytechniques et universitaires romandes. pp.19-37.
- November, V. (2012). *Comment favoriser l'équité territoriale face aux risque ?*, *Métropolitiques*, 4 mai 2012.
- November, V., M. Penelas, et al. (2008). "L'effet Lully" : un territoire à l'épreuve d'une inondation dans *L'eau : un bien commun à composer*. Cosmopolitiques. 17.
- Oberti, M. et E. Préteceille (2004). *Les classes moyennes et la ségrégation urbain*, *Education et sociétés*, 2 (14). pp.135-153.
- Paradeise, C. (1988). *Acteurs et institutions, la dynamique des marchés du travail*, *Sociologie du travail*, 30 (10). pp.79-105.
- Paris, M. (2012). *Montre-moi ton jardin et je te dirai comment tu habites*, dans A. Morel-Brochet et N. Ortar (dir.) *La fabrique des modes d'habiter*. Paris: L'Harmattan. pp.161-178.
- Park, R. E. (2007). *La ville comme laboratoire social* dans Y. Grafmeyer et Isaac Joseph (dir.) *L'école de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*. Paris: Flammarion. pp.172-183. Publication originale : 1926.
- Pasquier, R. (2012). *Le pouvoir régional. Mobilisations, décentralisation et gouvernance en France*. Paris: Presses de Sciences Po.
- Pattaroni, L. (2001). *Le geste moral Perspective sociologique sur les modalités du vivre ensemble*, *Carnets de Bord*, 2. 16p.
- Pecqueux, A. (2012). *Pour une approche écologique des expériences urbaines*, *Tracés*, 1 (22).
- Pelletier J. (1990). *Sur les relations de la ville et des cours d'eau*, *Géographie de Lyon*, 65 (4). pp.233-239.
- Peneff, J. (2010). *Le sens de l'observation est-il utile en sociologie?* *Université d'été en sociologie : Régimes d'explication et Pratiques de terrain*, Université de Lausanne, 21-25 juin 2010.
- Peretti-Watel, P. (2000). *Sociologie du risque*. Paris: A. Colin.
- Picon, B. (1988). *L'espace et le temps en Camargue*. Editions Actes Sud. 231p. Publication originale : 1978.
- Picon, B., P. Allard, et al. (2006). *Gestion du risque inondation et changement social dans le delta du Rhône. Les catastrophes de 1856 et 1993-1994*. Quae, Cemagref Co-éditeur Cirad, Ifremer, Inra.
- Porté, D. (2013). *Frêche : L'héritage sans partage*. Pau: Cairn éditions.
- Pottier, N. (1998) *L'utilisation des outils juridiques de prévention du risque d'inondation : évaluation des effets sur l'homme et l'occupation du sol dans les plaines alluviales --*

- Application à la Saône et à la Marne*. École Nationale des Ponts et Chaussées, Paris: Thèse de doctorat, spécialité Sciences et Techniques de l'Environnement.
- Prado, M. (1997). *Le Lez vecteur de communication*, dans Les Villes originelles de Montpellier. Montpellier: Sauramps éditions. pp.71-130.
- Provansal, M. (2011). *Risque « naturel », risque « aggravé » ? Se protéger ou reculer ? Sur quelques cas deltaïques : Rhône, Danube, Mekong*. Symposium "Learning from New Orleans post-Katrina". Action collective, publics et réponses sociétales aux vulnérabilités environnementales, MMSH, Aix-en-Provence, Lames et Cermes3, 28-29 mars 2011.
- Quéré, L. (1999). *Actions situées et perception du sens*, dans M. de Fornel et L. Quéré (dir.) La logique des situations. Nouveaux regards sur l'écologie des activités sociales. Paris: EHESS. pp.301-308.
- Queré, L. et A. Ogien (dir.) (2005). Le vocabulaire de la sociologie de l'action Paris: Ellipses.
- Quévremont, P. (2006) *Expertise des projets d'actions de prévention des inondations sur le bassin du Lez*. Ministère de l'écologie et du développement durable: Rapport de l'inspection générale de l'environnement.
- Rabinow, P. (2003). Une France si moderne. Paris: Buchet/Chaster. 635p. Publication originale :1989.
- Ramos, E. (2012). *Les "racines" : une territorialisation de l'identité qui fragmente*, dans A. Morel-Brochet et N. Ortar (dir.) La fabrique des modes d'habiter. Paris: L'harmattan. pp.57-68.
- Reliant, C. (2004) L'expertise comme outil de territorialisation d'une politique publique? Fonctions et usages de l'expertise socio-économique dans la politique d'aménagement des zones inondables en France et en Angleterre. École Nationale des Ponts et Chaussées, Noisy-le-Champs, Sciences et Techniques de l'Environnement, 480p.
- Retière, J.-N. (2003). *Autour de l'autochtonie. Reflexion sur la notion de capital social populaire*, Politix, 16 (63). Troisième trimestre 2003. pp.121-143.
- Revet, S. (2009). *De la vulnérabilité aux vulnérables. Approche critique d'une notion performative*, dans S. Becerra et A. Peletier (dir.) Risque et environnement : recherches interdisciplinaires sur la vulnérabilité des sociétés. Paris: L'Harmattan. pp.89-99.
- Riaux, J. et A. Richard-Ferroudji (2007). *Mises à l'épreuve et adaptations de la gestion collective de l'eau de la Lentilla*, dans A. Monaco, W. Ludwig, M.Provansal et B. Picon (dir.) « Entre Terre et Mer : la Zone Atelier Orme. Pour une approche intégrée de la zone côtière du golfe du Lion". CNRS.
- Richard-Ferroudji, A. (2008) L'appropriation des dispositifs de gestion locale et participative de l'eau - Composer avec une pluralité de valeurs, d'objectifs et d'attachements. EHESS, Paris, Thèse de doctorat de sociologie, 492p.
- Richard-Ferroudji, A. (2011). *Limites du modèle délibératif : composer avec différents formats de participation*, Politix, 4 (96). pp.161-181.
- Richard-Ferroudji, A., N. Dupont, et al. (2014 (à paraître)). *Vers une politique du « Vivre avec » les inondations ? L'exemple de la basse vallée de l'Orb*, Vertigo
- Romain, F. (2010) La construction contemporaine des paysages fluviaux urbains : le fleuve, une infrastructure paysagère au service d'une image de renaturation urbaine (le cas de deux villes nord méditerranéennes : Perpignan et Montpellier). École nationale supérieure du paysage Versailles-Marseille, Thèse de doctorat AgroParisTech

- Roux, J. (2006). *Plus de protection publique produit-elle moins de vigilance de la part du public ?*, dans J. Roux *Etre vigilant. L'opérativité discrète de la société du risque*. Saint-Etienne: Université de Saint-Etienne. pp.143-157.
- Roy, A. (2008). *Les français clairvoyants sur leur exposition au risque inondation* Le 4 pages ifen, 123. janvier-février 2008.
- Savarese, É. (2006). *Pieds-Noirs, Harkis, Rapatriés : la politisation des enjeux*, Pôle Sud, 24. Mai 2006 pp.3-14.
- Segondy, J. (1996). *Histoire de Lattes des origines à la Révolution*. Fédération archéologique de l'Hérault. Texte rédigé dans les années 1960 et complété en 1970 avec les premières découvertes des fouilles de Lattara
- Sencébé, Y. (2007). *Individualisme de repli sécuritaire ou d'ouverture affinitaire*, Les annales de la recherche urbaine,
- Senett, R. (2008). *La conscience de l'oeil*. Lagrasse (Aude): éditions Verdier Poche. 416p. Traduction de l'anglais (États-Unis) par Dominique Dill.
- Slovic P. (1987). *Perceptions of risk*, Science 236. pp.280-285.
- Smith, A. et C. Sorbets (2001). *Des leaderships en liberté conditionnelle*, Sciences de la Société, 53.
- Smith, A. et C. Sorbets (dir.) (2003). *Le leadership politique et les territoires. Les cadres d'analyses en débat* Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- Soulet, M.-H. (2010). *Interpréter, avez-vous dit ?* Université d'été en sociologie : Régimes d'explication et Pratiques de terrain, Université de Lausanne, 21-25 juin 2010.
- Stock, M. (2004) "L'habiter comme pratique des lieux géographiques." EspacesTemps.net, <http://espacestemps.net/document1138.html>, mis en ligne le 18 décembre 2004, consulté le 25 novembre 2011.
- Stock, M. (2007). *Théorie de l'habiter. Questionnements*, dans Habiter, le propre de l'humain. Villes, territoires et philosophie. Paris: La Découverte. pp.103-125.
- Thévenot, L. (2001). *Constituer l'environnement en chose publique Une comparaison franco américaine*, dans J. P. Blais, C. Gilio et J. Ion (dir.) Cadre de vie, environnement et dynamiques associatives. Paris: PUCA. pp.203-219.
- Tissot, S. (2007). *De l'emblème au problème : le destin des grands ensembles dans une ville communiste*, dans L'Etat et les quartiers. Genèse d'une catégorie de l'action publique. Paris: Seuil. pp.147-185.
- Tonelas, S. (2011). *Making sustainability public : a viewing platform in the Lower 9th. Symposium "Learning from New Orleans post-Katrina"*. Action collective, publics et réponses sociétales aux vulnérabilités environnementales, MMSH, Aix-en-Provence, Lames et Cermes3, 28-29 mars 2011.
- Urbain, J.-D. (2002). *Paradis verts désirs de campagne et passions résidentielles*. Paris: Payot.
- Urbain, J.-D. (2003). *Ethnologue mais pas trop*. Lausanne: Payot. 285 p.
- Vanier, M. (2007). *Rural - urbain, qu'est-ce que l'on ne sait pas ?*, dans S. Arlaud et Y. J. Dominique (dir.) Rural - urbains : nouveaux liens, nouvelles frontières. Royoux. pp.25-32.
- Viala, L. (2010). *Espace public et centralité dans le projet métropolitain*, dans J.-p. Volle, L. Viala, E. Négrier et C. Bernié-Boissard (dir.) Montpellier, La ville inventée. Marseille: Parenthèses. pp.205-229.
- Vignal, C. (2012). *Partir ou rester : arbitrages résidentiels en milieu ouvrier*, dans A. Morel-Brochet et N. Ortar (dir.) La fabrique des modes d'habiter. Paris: L'Harmattan. pp.109-124.



- Vinet, F. (2007a) *Approche institutionnelle et contraintes locales de la gestion du risque. Recherches sur le risque inondation en Languedoc-Roussillon*. Université Paul Valéry, Montpellier 3, Mémoire d'Habilitation à Diriger des Recherches, spécialité : Géographie, 270 p.
- Vinet, F. (2007b) "Aproches nationales de la prévention des risques et besoins locaux: le cas de la prévision et de l'alerte aux crues dans le midi méditerranéen." *Géocarrefour*, 82 (1-2). <http://geocarrefour.revues.org/1438>, mis en ligne le 1 juin 2010, consulté le 14 mai 2012.
- Wateau, F. (2003). *Barrage et qualité de vie au Portugal*, *revue de l'économie méridionale*, 51 (202-203). pp.269-275.
- Weber, F. (1991). *L'enquête, la recherche et l'intime ou pourquoi censurer son journal de terrain ?*, *Espaces temps*, 47-48. pp.71-81.
- Wisner, B., P. Blaikie, et al. (1994). *At risk*. New York: Routledge.
- Zitouni, B. (2004). *L'écologie urbaine: mode d'existence ? mode de revendication?*, *Cosmopolitiques*, 7. pp.136-138.





## *Table des figures*

Figure 1 : Localisation de Lattes.....	14
Figure 2 : Carte de l'occupation du sol de Lattes et de ses alentours. ....	15
Figure 3 : Vue aérienne de Lattes.....	16
Figure 4 : Représentation cartographique de l'ancien delta du Lez. ....	17
Figure 5 : Représentation cartographique du relief de la région de Lattes. ....	18
Figure 6: Représentation cartographique des aménagements hydrauliques dans la plaine du Lez depuis le Moyen-Âge. ....	55
Figure 7: Carte de la commune de Lattes avec répartition des mas.....	58
Figure 8 : Extrait du journal communal, rubrique « Urbanisme et environnement » .....	78
Figure 9 : Extrait du journal communal, rubrique « Action municipale » .....	81
Figure 10 : Photos du quartier de Port Ariane.....	86
Figure 11 : Situation des ports Ariane et Marianne, entre Montpellier et la mer méditerranée.....	88
Figure 12 : Interview de Cyril, article de presse locale.....	99
Figure 13: Photos de Lattes-centre (1) .....	115
Figure 14 : Photos de Lattes-centre (2) .....	115
Figure 15 : Photos du quartier de Port Ariane.....	115
Figure 16 : Représentation des quartiers de Lattes-centre .....	116
Figure 17 : Photos des rues des quartiers de Lattes-centre (1).....	117
Figure 18 : Photos des rues des quartiers de Lattes-centre (2).....	117
Figure 19 : Photos de la ville – campagne. ....	117
Figure 20 : Photos de paysages lattois. ....	118
Figure 21: Photos de l'eau à Lattes. ....	118
Figure 22: Données statistiques sur l'ancienneté d'emménagement à Lattes (1) .....	123
Figure 23 : Données statistiques sur l'ancienneté d'emménagement à Lattes (2) .....	124
Figure 24 : Catégories socioprofessionnelles des emplois pour la commune de Lattes .....	156
Figure 25: Structure de la population selon la catégorie socioprofessionnelle .....	157
Figure 26 : Structure de la population selon le diplôme le plus élevé .....	157
Figure 27 : Tableau comparatif du niveau de revenu et du taux d'imposition.....	158
Figure 28 : Photo du quartier résidentiel de Port Ariane.....	161
Figure 29 : Dessin du quartier Port Ariane .....	163
Figure 30 : Extrait de l'éditorial au journal communal n°51, octobre 2011. ....	168
Figure 31: Exemple de mail (1) de mise en garde reçu sur le risque d'agression (mars 2011) .....	170
Figure 32 : Exemple de mail (2) de mise en garde reçu sur le risque d'agression (février 2011) .....	170
Figure 33 : Article du journal Midi Libre, édition du 3 juin 2013. ....	177
Figure 34 : Extrait de l'article de presse Midi Libre Montpellier, édition du 2 juin 2013.....	178

Figure 35 : Photo d'un espace résidentiel fermé à Lattes .....	179
Figure 36 : Photo d'un exemple de sécurisation observée de l'espace privatif .....	180
Figure 37 : Photo d'un chantier de rehaussement de mur, quartier des Filiès .....	180
Figure 38 : Exemple de communication municipale sur l'espace naturel du Méjean.....	187
Figure 39 : Article de communication sur la piste cyclable le long du Lez.....	191
Figure 40 : Photo des travaux de confortement des digues en rive gauche. ....	192
Figure 41 : Photo de la digue de Lattes.....	193
Figure 42 : Exemple d'évocation passé du fleuve dans le journal communal. ....	195
Figure 43 : Exemple de représentation du fleuve dans le journal communal. ....	196
Figure 44 : Exemple d'article de la presse locale lors d'épisode pluvieux soutenu.....	219
Figure 45 : Exemple de représentation d'inondations régionales dans la presse locale .....	220
Figure 46 : Exemple d'articles sur les inondations dans la presse locale .....	222
Figure 47: Exemple d'article de la presse locale sur les inondations d'autres régions.....	225
Figure 48 : Exemple d'article de la presse locale sur le sujet des inondations .....	226
Figure 49 : Photo des travaux de renforcement des digues du Lez.....	234
Figure 50 : Plan général de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez .....	235
Figure 51 : Photo de la digue avec ses gabions en rive gauche du Lez. ....	236
Figure 52 : extrait de l'article titré : « Protection contre les inondations ».....	238
Figure 53 : Exemple d'article sur les travaux dans le journal de l'Agglomération de Montpellier.....	239
Figure 54 : Exemple d'article sur les travaux dans la presse locale.....	239
Figure 55 : Photo de panneaux de communication de l'Agglomération et de la Région sur les travaux.....	240
Figure 56 : Article de communication sur les travaux de la digue et son usage de piste cyclable.....	241
Figure 57 : Article sur les actions de sensibilisation au risque inondation pour les écoliers lattois .....	245
Figure 58 : Représentation prospective de l'évolution de l'agglomération de Montpellier vers la mer.....	260
Figure 59 : Photo d'une réunion publique d'information sur les travaux de protection contre les inondations.....	278
Figure 60 : Exemple d'un article revendicatif d'une association politique lattoise. ....	334
Figure 61 : Extrait d'un article sur un recours devant le tribunal administratif pour le Plu ..	334

# *Sommaire détaillé*

RESUME .....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
REMERCIEMENTS .....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
TABLE DES MATIERES .....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
CONVENTION D'ECRITURE .....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
PETIT GLOSSAIRE DE L'INONDATION* .....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ABREVIATIONS UTILISEES .....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

<b>INTRODUCTION GENERALE .....</b>	<b>1</b>
1. LES INONDATIONS, UN SUJET D'ACTUALITÉ .....	3
2. L'APPEL AUX SCIENCES SOCIALES SUR UN SUJET TECHNIQUE .....	6
3. AUX ORIGINES DE LA THÈSE .....	11
4. APPROCHER LE RISQUE EN ROUTINE.....	19
4.1. Questionner la nature (risquée) dans une ethnographie urbaine.....	20
4.2. Investiguer le quotidien : comment observer l'ordinaire ? .....	23
5. PETIT HISTORIQUE MÉTHODOLOGIQUE D'UN ENGAGEMENT DANS LE TERRAIN .....	26
5.1. Une « observation habitante » au cœur du dispositif de recherche .....	27
5.2. Analyse des médias : prise de pouls des préoccupations contemporaines nationales et locales .....	33
5.3. La nécessaire historicisation des données : reconstruire l'histoire urbanistique de Lattes par l'analyse d'archives et des entretiens avec des anciens .....	35
5.4. Considérer le dire des gens : les entretiens individuels .....	36
5.5. La mise à l'épreuve de ses analyses par les entretiens collectifs .....	39
6. EMPATHIE, AFFECTION ET ENGAGEMENT .....	43

<b>PARTIE 1. CONSTRUCTION D'UNE SITUATION : DE LA COLONISATION D'UNE PLAINE MARECAGEUSE A LA PROTECTION BETONNEE D'UN QUARTIER PRISE.....</b>	<b>47</b>
INTRODUCTION : DU MARÉCAGE À LA RÉSIDENCE .....	48
PRÉAMBULE. LA LOINTAINE HISTOIRE : DE L'ORIGINE DE L'OCCUPATION DU MILIEU AUX ANNÉES SOIXANTE, UNE ALTERNANCE DE PÉRIODES FLORISSANTES ET DE DÉCLINS, AU GRÉ DE L'EAU.....	52
CHAPITRE 1. DES ZONAGES D'ÉTAT QUI VIENNENT RECONFIGURER LE VIVRE À LATTES : LE BASCULEMENT DES ANNÉES SOIXANTE .....	58
1.1. Une petite bourgade agricole à proximité des étangs.....	58
1.2. La fin des moustiques, le début des lotissements.....	61
1.3. L'édification concomitante d'un village de rapatriés algériens .....	66
CHAPITRE 2. DES ANNÉES SOIXANTE-DIX AUX ANNÉES DEUX MILLE : LE TEMPS DE LA DENSIFICATION .....	69
2.1. Un développement urbanistique enchâssé dans des stratégies politiques locales.....	69
2.2. Un développement urbanistique qui permet paradoxalement la protection de l'existant.....	73
2.3. Un développement en opposition avec les ailleurs.....	77
2.3.1. Développer, oui, mais pas pour n'importe qui .....	82
2.3.2. Protection de l'inondation, reprise de l'urbanisation.....	85

CHAPITRE 3. LES ANNÉES DEUX MILLE : LE TEMPS DE LA PROTECTION .....	92
3.1. Une nouvelle équipe municipale annonce la fin de l'urbanisation .....	94
3.2. Une brèche dans la digue : les inondations s'imposent à la vie politique locale .....	96
3.3. L'inondation comme cheval de bataille : la figure du maire protecteur .....	98
CONCLUSION : DE LA CONSTRUCTION DU MODE D'HABITER LATTOIS .....	105

## **PARTIE 2. UN MILIEU QUI NE TIENT PAS SES PROMESSES : QUAND L'HABITER RASSURE, MAIS ELOIGNE ET EXPOSE .....**

INTRODUCTION .....	110
CHAPITRE 4. UN MILIEU ET DES HABITANTS EN QUÊTE D'IDENTITÉ : URBANITÉ ET RURALITÉ ENTREMÊLÉES .....	113
4.1. Ruralité urbaine, urbanité rurale : un milieu hybride .....	114
4.2. Des urbains dans la campagne, des ruraux dans la ville : trajectoires résidentielles .....	119
4.2.1. Un mode d'habiter qui allie praticité et tranquillité .....	119
4.2.2. Des trajectoires résidentielles marquées par la mobilité .....	123
4.2.3. Des choix résidentiels aux motivations contrastées, des vécus du milieu différenciés .....	125
4.2.4. Profils d'habitants selon leur trajectoire habitante .....	128
4.3. Des liens au milieu différenciés par le temps qui prédisposent les liens aux autres : des attaches à l'ancrage .....	132
4.3.1. Des liens dans un milieu, des liens au milieu : l'attachement des plus anciens .....	134
4.3.2. Des liens débordant le milieu : l'ancrage des nouveaux .....	138
4.4. Une sociabilité orientée, des relations détachées .....	142
Conclusion : Un milieu et des habitants en quête d'identité .....	151
CHAPITRE 5. UN MILIEU QUI RASSURE... MAIS QUI EXPOSE AUSSI .....	153
5.1. Une « banlieue pour riche » ? .....	154
5.2. Une ambiance urbaine peu propice au développement de sociabilités .....	160
5.3. Un souci pour la sécurité urbaine omniprésente .....	166
5.3.1. Une paix sociale à défendre ? .....	171
5.3.2. Des fluides plus menaçants que d'autres : l'« alerte aux gens du voyages » .....	175
5.4. Se protéger...au risque de s'exposer .....	178
Conclusion : Un milieu qui rassure... mais qui expose aussi .....	183
CHAPITRE 6. DES LIENS AU MILIEU QUI SE DÉTACHENT .....	184
6.1. Une nature décor valorisée support des usages récréatifs .....	184
6.2. Un fleuve aménagé, un fleuve distancé .....	190
6.3. Une nature domestiquée que l'on veut maîtriser .....	197
Conclusion : Des liens au milieu qui se détachent .....	201
CONCLUSION. UN MILIEU QUI NE TIENT PAS SES PROMESSES : QUAND L'HABITER RASSURE, MAIS ÉLOIGNE ET EXPOSE .....	204

## **PARTIE 3. CIRCULEZ, IL N'Y A RIEN A VOIR ! LA NON CIRCULATION DE LA POSSIBILITE DE L'INONDATION ...**

INTRODUCTION .....	208
CHAPITRE 7. L'ABSENCE DES « CIRCULATIONS » DE L'INONDATION DANS UN MILIEU MARQUÉ PAR SA POSSIBILITÉ .....	210
7.1. Absence des thématisations de l'inondation dans les discussions courantes .....	211
7.1.1. Un accueil du nouveau venu sous le régime de la sécheresse .....	211

7.1.2. Une position d'ethnologue des inondations qui n'appelle pas plus le sujet .....	214
<b>7.2. Des inondations matérialisées et publicisées qui ne font pas parler .....</b>	<b>218</b>
7.2.1. Des inondations proches dans le temps et l'espace .....	220
7.2.2. Des inondations régulièrement représentées dans la presse locale .....	222
7.2.3. Des inondations dramatiques ailleurs qui ne font pas parler ici.....	225
<i>Conclusion. Des inondations qui affleurent dans l'espace public, leur thématisation qui ne vient pas dans les discussions.....</i>	<i>228</i>
<b>CHAPITRE 8. MISE EN VISIBILITÉ DE LA PROTECTION ET CONFISCATION DU SUJET : UNE GESTION POLITIQUE LOCALE QUI COMPROMET LES « CIRCULATIONS DE L'INONDATION » .....</b>	<b>229</b>
<b>8.1. Des choix de gestion et de communication qui invisibilisent le danger en mettant en visibilité la possible maîtrise technique du fleuve.....</b>	<b>233</b>
8.1.1. Des travaux de protection qui marquent physiquement le territoire .....	234
8.1.2. Des travaux de protection des inondations valorisés par les discours des politiques locaux.....	237
8.1.3. Une réponse technique au devoir d'information et de sensibilisation.....	242
8.1.4. Des inondations passées absentes de l'espace public communal .....	246
<b>8.2. La confiscation de la problématisation des inondations par les acteurs publics qui affirment contrôler la situation.....</b>	<b>248</b>
8.2.1. Une équipe municipale « experte impliquée » et en position légitime pour parler .....	250
8.2.2. Une situation sous contrôle, un contrôle incontestable.....	254
<b>8.3. Un problème confisqué : manque de prises pour les habitants et achoppement des mobilisations ..</b>	<b>265</b>
8.3.1. Des mobilisations habitantes qui achoppent : entre « convergence d'intérêts » et découragement .....	267
8.3.2. Une définition du problème et un format participatif qui n'encouragent pas la mobilisation des habitants .....	276
<i>Conclusion. Mise en visibilité de la maîtrise, mise en invisibilité du danger.....</i>	<i>285</i>
<b>CHAPITRE 9. ACQUÉRIR LE « SENS DU RISQUE » ? QUAND LE SUJET DE L'INONDATION S'IMPOSE, LE DANGER NE SE DESSINE PAS D'EMBLÉE .....</b>	<b>289</b>
<b>9.1. Des circulations réglementées du risque inondation qui n'appellent pas forcément à se représenter sa possibilité.....</b>	<b>291</b>
9.1.1. Des décalages possibles entre transmission et saisie de l'information en fonction des situations d'énonciation.....	292
9.1.2. Une prise en compte sous le mode de la contrainte des injonctions nationales par les institutions locales	294
<b>9.2. La disparition progressive des comportements vigilances.....</b>	<b>297</b>
<b>9.3. Interprétation et adaptation en situation : attention relative à la météo, circulations multiples de l'information et appropriations variables des préconisations en matière de comportements à adopter .</b>	<b>305</b>
9.3.1. Une multiplication des états de vigilance qui fait que rien n'y change .....	307
9.3.2. Circulation d'informations multiples et interprétations variées.....	311
<b>9.4. De rares situations de micro-ruptures où l'alerte devient alarme .....</b>	<b>320</b>
<i>Conclusion.....</i>	<i>325</i>
<b>CHAPITRE 10. LE DIFFICILE PARTAGE DU SOUCI, « UN EMPÊCHEUR DE CIRCULER » POUR L'INONDATION : LOGIQUES SOCIALES EXPLICATIVES .....</b>	<b>328</b>
<b>10.1. Quand on en parle : pertinence pratique à le faire et cadrage « polémique » .....</b>	<b>329</b>
10.1.1. Une pertinence pratique à en parler : l'exemple de la maison contre la digue.....	329
10.1.2. Un sujet discuté lorsqu'il est discutable : l'exemple des jardins sacrifiés.....	330
10.1.3. La menace de l'inondation : un ressort de l'opposition à la politique municipale .....	332
<b>10.2. Une transmission qui ne se fait pas : anciens, nouveaux : circulez, il n'y a rien à dire .....</b>	<b>336</b>
10.2.1. L'inondation: entre histoire de la commune et identité locale .....	336
10.2.2. Anciens, nouveaux ; ou la transmission jugée inutile .....	341

10.3. Des manières de clore le débat sur un sujet délicat : relativiser pour ne pas dramatiser.....	343
10.3.1. Du risque partout au risque plus loin et pour les autres : le risque pire ailleurs .....	345
10.3.2. Minimisation des dommages matériels et non considération du risque sur les vies humaines.....	348
10.3.3. Un risque qui se jauge au risque de l'eau chez soi : l'importance de l'univers domestique.....	350
10.3.4. De l'usage de l'humour et de l'ironie pour éloigner l'horizon de la catastrophe .....	356
10.3.5. Relativiser pour ne pas dramatiser.....	358
10.4. L'effet confortant du partage normatif : la normalisation de la confiance dans la protection .....	360
10.4.1. La dédramatisation permise par les dispositifs de protection.....	361
10.4.2. Quelques voix moins fortes que les autres : mise en doute de la protection totale et nuisances générées par les travaux .....	364
10.4.3. Avoir peur de « passer pour une folle » .....	368
Conclusion : un difficile partage du souci .....	371
CONCLUSION : LA NON-CIRCULATION DE LA POSSIBILITÉ DE L'INONDATION .....	373
<b>CONCLUSION GENERALE.....</b>	<b>377</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>391</b>
<b>TABLE DES FIGURES .....</b>	<b>405</b>
<b>SOMMAIRE DETAILLE .....</b>	<b>407</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>411</b>
ANNEXE 1. CHRONOLOGIE DE LA REGLEMENTATION EN MATIERE D'URBANISATION EN ZONE INONDABLE. ....	I
ANNEXE 2 : DESCRIPTIF DES ENQUETES, ENTRETIENS INDIVIDUELS .....	XI
ANNEXE 3 : DESCRIPTIF DES PHASES D'ENTRETIEN INDIVIDUEL.....	XIII
ANNEXE 4 : CANEVAS DE DISCUSSION ET PRESENTATION DES PARTICIPANTS, ENTRETIENS COLLECTIFS .....	XV
ANNEXE 5 : LA CONSTRUCTION DU QUARTIER DE PORT-ARIANE.....	XIX
ANNEXE 6 : COURRIERS DU MAIRE AUX HABITANTS LORS DE L'INSTALLATION D'UN CAMP DE GENS DU VOYAGE SUR UN TERRAIN A PROXIMITE DU QUARTIER DES FILIES EN JUIN 2009 .....	XXIX
ANNEXE 7 : DEPLIANT D'INFORMATION SUR LE RISQUE INONDATION MIS A DISPOSITION DU PUBLIC EN MAIRIE .....	XXXIII
ANNEXE 8 : CAPTURE D'ECRAN DE LA PAGE « RISQUES MAJEURS » DU SITE INTERNET DE LA VILLE .....	XXXV
ANNEXE 9 : PRESENTATION DES CARTES REGLEMENTAIRES DES PPRI DE LATTES DE 2007 ET 2013.....	XXXVII
ANNEXE 10 : EXEMPLE DE SUPPORT D'INTERVENTION LORS DE SENSIBILISATION AUX INONDATIONS AUPRES DE PUBLIC SCOLAIRE. ....	XXXIX
ANNEXE 11 : PRESENTATION DU PROJET ÉCOCITE « EN ROUTE VERS LA MER ».....	XLIX
ANNEXE 12 : ARTICLE « LE RAPPORT SECRET SUR LES NOUVEAUX RISQUES D'INONDATION ».....	LIII
ANNEXE 13 : ARTICLE « CRUE ET INONDATIONS : FAUT-IL RASER LATTES ? LE PHENOMENE MISSISSIPPI POURRAIT SE REPRODUIRE ICI » .....	LV

# *Annexes*



## *Table des annexes*

ANNEXE 1. CHRONOLOGIE DE LA RÈGLEMENTATION EN MATIÈRE D'URBANISATION EN ZONE INONDABLE. ....	I
ANNEXE 2 : DESCRIPTIF DES ENQUÊTÉS, ENTRETIENS INDIVIDUELS .....	XI
ANNEXE 3 : DESCRIPTIF DES PHASES D'ENTRETIEN INDIVIDUEL.....	XIII
ANNEXE 4 : CANEVAS DE DISCUSSION ET PRÉSENTATION DES PARTICIPANTS, ENTRETIENS COLLECTIFS .....	XV
ANNEXE 5 : LA CONSTRUCTION DU QUARTIER DE PORT-ARIANE.....	XIX
ANNEXE 6 : COURRIERS DU MAIRE AUX HABITANTS LORS DE L'INSTALLATION D'UN CAMP DE GENS DU VOYAGE SUR UN TERRAIN À PROXIMITÉ DU QUARTIER DES FILIÈS EN JUIN 2009 .....	XXIX
ANNEXE 7 : DÉPLIANT D'INFORMATION SUR LE RISQUE INONDATION MIS À DISPOSITION DU PUBLIC EN MAIRIE ...	XXXIII
ANNEXE 8 : CAPTURE D'ÉCRAN DE LA PAGE « RISQUES MAJEURS » DU SITE INTERNET DE LA VILLE .....	XXXV
ANNEXE 9 : PRÉSENTATION DES CARTES RÉGLEMENTAIRES DES PPRI DE LATTES DE 2007 ET 2013.....	XXXVII
ANNEXE 10 : EXEMPLE DE SUPPORT D'INTERVENTION LORS DE SENSIBILISATION AUX INONDATIONS AUPRÈS DE PUBLIC SCOLAIRE. ....	XXXIX
ANNEXE 11 : PRÉSENTATION DU PROJET ÉCOCITÉ « EN ROUTE VERS LA MER ».....	XLIX
ANNEXE 12 : ARTICLE « LE RAPPORT SECRET SUR LES NOUVEAUX RISQUES D'INONDATION ».....	LIII
ANNEXE 13 : ARTICLE « CRUE ET INONDATIONS : FAUT-IL RASER LATTES ? LE PHÉNOMÈNE MISSISSIPPI POURRAIT SE REPRODUIRE ICI » .....	LV

## **Annexe 1. Chronologie de la réglementation en matière d'urbanisation en zone inondable.**

### **Extrait du rapport de Mériem Labbas (2011) pp6-12<sup>377</sup>.**

*La fin mai de 1856 est marquée par une brutale crue d'une ampleur exceptionnelle des grands fleuves français. Elle est encore aujourd'hui considérée comme une crue de référence.*

La première réglementation sur les inondations remonte au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle : la loi du 28 mai 1858 avait prévu des « plans de zones submersibles » (PZS) approuvés seulement sur le Rhône (décret en 1911) et basés sur la crue de 1856. Ils visaient à réglementer la construction de digues. Bien que ce décret ait été abrogé en 1935, c'est le seul document réglementaire sur le Rhône auquel les services de l'Etat se réfèrent encore (Ledoux, 2006).

*En janvier 1910, la crue centennale inonde 20 000 immeubles à Paris.*

Suite à cette catastrophe, une « Commission inondation » est créée pour dresser une carte précise des zones inondées par la crue de 1910 à Paris (plan Boreux). C'est le premier zonage de zones inondables.

*En 1930, la crue la plus dommageable du XX<sup>ème</sup> siècle (DPPR, 2004) se produit à Montauban et Moissac (Tarn-et-Garonne). Bilan : 200 morts, 3000 maisons et 11 ponts détruits.*

Cinq ans plus tard, le décret-loi de 1935 met en place les plans de surfaces submersibles (PSS). C'est l'outil réglementaire le plus ancien de gestion du risque inondation. Il instaure une servitude d'utilité publique sur l'utilisation du sol. Grâce aux PSS, l'administration peut s'opposer à toute action ou ouvrage nuisant au libre écoulement des eaux dans le lit majeur ou à la conservation des champs d'inondation. Les PSS ont d'abord été conçus pour limiter l'urbanisme à travers le contrôle par l'Etat des demandes d'occupation des sols dans les zones submersibles (dans la limite des plus hautes eaux connues). Ceci, afin d'empêcher les constructions de gêner les écoulements (Reliant, 2004). Mais leur mise en place a mis des décennies du fait de la lourdeur de la procédure nécessitant l'approbation après avis du Conseil d'Etat par décret interministériel, et de la pression des élus locaux (Pottier, 1998). Les limites des surfaces submersibles où devaient s'appliquer les prescriptions étaient tellement incertaines, que l'objectif premier des PSS d'imposer des prescriptions aux constructions futures s'est mué en objectif de constitution d'une base de données hydrologiques nécessaires à la délimitation des surfaces submersibles (Pottier, 1998). De plus, ce n'est que beaucoup plus tard que les prescriptions induites par ce nouveau zonage ne seront précisées. En fin de compte ils n'ont pas servi à maîtriser l'urbanisation.

*En décembre 1947, inondations du bassin lorrain.*

Suite à ces inondations, une commission d'étude technique des inondations est créée en Meurthe-et-Moselle et son rapport avance, pour la première fois, la possibilité d'interdire de construire en zone

<sup>377</sup> Ce travail a été réalisé dans le cadre d'un travail étudiant de synthèse bibliographique dans le cadre du Mastère Gestion de l'eau de l'Engref Montpellier. Il a été co-encadré par deux doctorantes de Usages (UMR G-eau) travaillant sur les inondations : Joana Guerrin qui réalise une thèse en Sciences politiques sur la gestion des inondations dans la vallée du Rhône et moi-même. Je remercie vivement Mériem pour l'aide précieuse apportée par son travail.

inondable (Ledoux, 2006). Le PSS n'avait pas encore abordé cette notion car aucune prescription n'avait suivi le décret.

Le 5 avril 1952, dix-huit ans après la mise en place des PSS, le ministère des travaux publics envoie une circulaire (n°34) pour établir les prescriptions induites par le zonage à l'intérieur du lit majeur. Dans la zone A, dite de grand courant ou de grand débit, les submersions sont fréquentes, durables, importantes en hauteur et aggravées par des courants destructeurs. Dans cette zone, aucune autorisation n'est accordée pour les constructions d'habitations, sauf si le projet se trouve dans un secteur inondable « en eau morte\* », ou s'il existe déjà des bâtiments de protection. « Le règlement particulier devra préciser qu'aucune construction ne peut être entreprise sans autorisation et des autorisations ne seront accordées que si l'écoulement des crues ne peut être rendu plus difficile ». Ledoux, 2006 souligne à quel point il est aisé d'interpréter cette exception de façon à autoriser les constructions. La zone B, dite zone complémentaire, correspond aux submersions moins dangereuses. Toute construction de plus de 10 m<sup>2</sup> doit faire l'objet d'une autorisation à condition que la construction soit portée par des piliers isolés qui la placeront au dessus des niveaux atteints par les crues. L'Etat peut désormais interdire la construction dans certaines zones inondables à fort risque.

En 1955, la tentative de maîtrise de l'occupation des sols est renouvelée avec la création des périmètres de risque (PR). En vertu des articles R111-2 et R111-3 du code de l'urbanisme<sup>378</sup>, les constructions, soumises à un permis de construire et dont les travaux nuisent à l'écoulement, se voient refuser le permis de construire ou doivent suivre des prescriptions pour sécurité. L'application de cette réglementation en matière d'inondation, repose sur le même principe que celui établi pour les PSS. La délimitation des zones submersibles s'appuie sur les caractéristiques hydrologiques des plus hautes eaux connues. Cette réglementation est inégalement appliquée et peu efficace car elle est délaissée par de nombreux services de l'Etat (Cependant, aujourd'hui, les services de l'Etat y font souvent appel car c'est le seul outil suffisamment coercitif qui existe lorsqu'il n'y a pas de PPRI approuvé sur une commune). Les collectivités locales, peu sensibilisées au risque, n'y ont vu qu'une entrave au développement local (Pottier, 1998).

En 1967, la loi d'orientation foncière établit les principaux documents d'urbanisme comme les plans d'occupation du sol (POS) et les schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme (SDAU)<sup>379</sup>. Les POS sont élaborés et approuvés par les services de l'État. La loi du 7 janvier 1983 a transféré cette responsabilité aux services et aux élus des communes, qui doivent néanmoins recueillir les avis des services de l'État, des organismes publics et des collectivités intéressées avant de les approuver. Le POS constitue la référence pour l'instruction des permis de construire et des autres autorisations d'urbanisme. Pour permettre de déterminer les zones constructibles ou non, le POS découpe le territoire sur lequel il s'applique en deux principales zones<sup>380</sup> : les « zones d'urbanisation » constructibles immédiatement et les « zones naturelles ou non équipées ». Celles-ci comprennent les secteurs qui pourront être urbanisés à l'occasion d'une modification du POS ou de la création d'une zone d'aménagement concertée (ZAC) et les secteurs faisant l'objet d'une protection particulière (qualité du site ou valeur agricole). Les annexes comprennent le rappel des servitudes d'utilité

<sup>378</sup> Les dispositions du décret de 1955 (n°55-1164) ont été transférées à l'article R. 111-3 du code de l'urbanisme.

<sup>379</sup> Ses dispositions ont été transformées par la "loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains" (loi SRU) du 13 décembre 2000, qui instaure notamment les plans locaux d'urbanisme (PLU) et les schémas de cohérence territoriale (SCOT) à la place des POS et des schémas directeurs.

<sup>380</sup> **Décret n°70-1016 du 28 octobre 1970 relatif au plan d'occupation des sols.**

**Les autres zones sont les espaces boisés classés à conserver ou à créer, les zones d'activités spécialisées.**

publique applicables sur le territoire du POS, dont les zones où il y a un risque naturel d'inondation. La prise en compte des risques naturels (dont les inondations) dans les POS a donc entraîné la définition de zones inconstructibles. Il peut donc être un outil de maîtrise de l'urbanisation en zone inondable.

Le 3 janvier 1968, une circulaire sur le développement urbain en zone inondable déclare que, au-delà des zones inondables par les crues les plus fréquentes, l'inondabilité ne doit pas constituer un obstacle au développement urbain : « L'Administration jouit donc, notamment en zone B (cf paragraphe précédent sur la circulaire de 1952), d'une grande liberté d'appréciation. » Cette circulaire marque un recul dans le contrôle de l'urbanisation des zones inondables. Le laisser-faire de l'administration, est d'autant plus important que l'absence de crues fortes en France a contribué à accroître la pression urbaine (Ledoux, 2006).

*En 1981, des inondations surviennent dans les vallées de la Saône, du Rhône et de la Garonne.*

L'évolution de la représentation du risque comme danger pour la société et ses activités conduit à l'élaboration de la loi n°82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes des catastrophes naturelles (Reliant, 2004). Désormais les assureurs doivent prendre à leur charge les dommages des assurés. L'objectif, principalement économique, est de mettre en place une réglementation visant à pallier l'incapacité du marché assurantiel à couvrir les risques naturels. Pour cela, l'Etat s'engage d'abord à définir les secteurs à risques (inconstructibilité, constructibilité sous réserve de travaux d'aménagement). Il doit ensuite déclarer les catastrophes naturelles par publication au journal officiel et arrêté de catastrophe naturelle. Celui-ci est pris par le Préfet avec l'accord du gouvernement. En contrepartie, les dédommagements sont pris en charge par les assurances avec le régime spécifique CATNAT. Le régime assurantiel est donc un garde-fou pour empêcher la construction en terrains inondables mais ce n'est que deux ans plus tard que l'Etat mettra en place l'outil qui servira à établir des prescriptions dans ces zones.

La loi du 7 janvier 1983 de répartition des compétences (loi de décentralisation) introduit la notion de projet d'intérêt général (PIG) dont un des objectifs est la prise en compte des risques. Cette procédure permet à l'Etat de demander voire d'imposer aux communes la mise en compatibilité de leur POS avec le projet de l'Etat (Ledoux, 2006). Dès que l'Etat a connaissance de risques naturels, il a le devoir d'en informer l'autorité responsable de l'élaboration de documents d'urbanisme. Ceci, afin que les dispositions nécessaires à leur prévention soient prises en compte, et les utilisations du sol autorisées compatibles avec l'arrivée d'un phénomène accidentel. Pour ces risques, des projets de prévention (diminution de densité, règle de recul, préservation de champ d'expansion des crues, etc.) ou de travaux de protection pourront faire l'objet d'un projet d'intérêt général.

*En 1983, inondations généralisées sur le territoire français.*

Un an après ces inondations et deux ans après la loi de 1982, la volonté politique de gérer l'occupation des sols en zones inondables prend réellement forme. Par décret du 2 mai 1984, les plans d'exposition aux risques inondation (PERI), mentionnés dans la loi d'indemnisation de 1982, sont créés pour maîtriser l'urbanisation dans les zones inondables afin de maintenir l'équilibre financier du système assurantiel. « Les PER doivent déterminer les zones exposées au risque et les techniques de prévention à mettre en œuvre tant par les propriétaires que par les collectivités ou les établissements publics » (art.5 loi 1982). Un des objectifs des PERI, établi à l'initiative du Préfet, est de réduire le coût des catastrophes naturelles en interdisant de nouvelles constructions dans les zones à fort risque. Le dispositif était conçu dans le but de responsabiliser les populations situées en zone inondable. Mais la mise en œuvre des PERI est une procédure lourde (en moyenne 5 ans, dans certains cas plus de 9 ou 10 ans) et les études pour délimiter les zones en fonction de l'intensité du risque sont longues et coûteuses (Commissariat Général au Plan, 1997). Dans un contexte de décentralisation, il manque une concertation entre les services de l'Etat et les collectivités locales. De plus, celles-ci rejettent cette

politique car elle contraint l'urbanisation et le développement économique futur des communes réglementées (Pottier, 1998). Les PERI n'ont donc pas permis de contrôler l'urbanisation dans les zones inondables autant que possible.

*Le 14 juillet 1987, une crue torrentielle dans le camping de Grand-Bornand en Haute-Savoie entraîne le décès de 23 personnes.*

La loi du 22 juillet 1987<sup>381</sup> oblige à prendre en compte les risques naturels dans les documents d'urbanisme et confère aux PERI la valeur de PSS. Mais le zonage ne repose plus uniquement sur l'aléa et les conditions de submersion mais également sur l'organisation spatiale des sociétés. Les contours des zones à risque du PERI épousent désormais les limites des zones urbanisées et des habitations isolées au lieu de suivre une limite hydrologique comme avec le PSS.

Le 20 juin 1988, le ministère de l'équipement et des risques majeurs déclare, dans la circulaire n°88-67 relative aux risques naturels et au droit des sols, que « L'Etat doit afficher les risques en déterminant leurs localisations et leurs caractéristiques, et veillent à ce que les divers intervenants les prennent en compte dans leurs actions. Les communes ont le devoir de prendre en considération l'existence des risques naturels sur leur territoire, notamment lors de l'élaboration de documents d'urbanisme et de l'examen des demandes d'autorisation d'occupation ou d'utilisation des sols. » L'Etat demande à ses services « de se montrer particulièrement vigilants dans la prise en compte des risques naturels. » La circulaire rappelle les instruments juridiques disponibles : les plans d'exposition aux risques (PER), les plans des surfaces submersibles (PSS), l'application de la procédure définie à l'article R. 111-3 du code de l'urbanisme, la procédure des projets d'intérêt général (PIG) qui permet d'inclure les dispositions souhaitées dans les schémas directeurs (SD), les plans d'occupation des sols (POS) ou les plans d'aménagement de zone (PAZ) élaborés sous la responsabilité des collectivités locales. Il commence à s'opérer un durcissement de la réglementation de la part de l'Etat pour améliorer la prévention du risque inondation (Reliant, 2004). La circulaire explique d'ailleurs qu'« en réponse à des catastrophes traumatisantes pour l'opinion publique, le législateur se saisit du problème » et fait ainsi un lien entre réglementation et catastrophes naturelles.

*En octobre 1988, l'inondation de Nîmes cause le décès de 11 personnes et son coût estimé à 500 millions d'euros (DPPR, 2004). Ce bilan met en exergue l'insuffisance de la prévision et de prévention.*

*En septembre 1992, les crues torrentielles de Vaison-la-Romaine (Vaucluse), de la Drôme et de l'Ardèche entraînent la mort de 54 personnes et leur coût est estimé à plus de 500 millions d'euros (DPPR, 2004).*

*Durant l'automne et l'hiver 1993-1994, après quatre années de sécheresse sévère, les crues généralisées dans le nord et l'est de la France provoquent 2 morts et leur coût est estimé à 450 millions d'euros de dégâts.*

Ces inondations remettent en cause les périmètres des crues centennales de nombreux PERI.

En janvier 1994, L'Etat envoie une circulaire interministérielle<sup>382</sup> aux préfets pour exposer les grandes orientations politiques de l'Etat dans la gestion des zones inondables. L'Etat renouvelle l'interdiction de construire à l'intérieur des zones inondables soumises aux aléas les plus forts. Dans les autres zones inondables d'aléa plus faible, les constructions peuvent éventuellement être autorisées à condition de réduire leur vulnérabilité. Enfin, les préfets doivent contrôler strictement l'extension de l'urbanisation

<sup>381</sup> Loi n°87-565 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre les incendies et à la prévention des risques majeurs

<sup>382</sup> Consultable sur <http://www.legifrance.gouv.fr>

dans les zones d'expansion des crues, c'est-à-dire les secteurs non urbanisés ou peu urbanisés et peu aménagés où la crue peut stocker un volume d'eau important. « La priorité de [leur] action sera d'établir une cartographie des zones inondables qui pourra prendre la forme d'un atlas. Doivent être identifiés et délimités, d'une part, les couloirs d'écoulement des eaux où devront être prohibés toutes les activités et aménagements susceptibles d'aggraver les conditions d'écoulement et d'autre part, les zones d'expansion des crues ». Cette circulaire marque un réel « point de départ officiel d'une nouvelle politique volontariste de prévention du risque inondation » (Ledoux, 2006).

En février 1994, dans la circulaire n° 3400/SG relative à la cartographie des zones inondables, le Premier Ministre engage les Préfets à utiliser, lorsque les permis sont délivrés au nom de l'Etat<sup>383</sup>, les dispositions de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme. Celles-ci permettent de « refuser ou d'accompagner de prescriptions spéciales le permis de construire concernant des bâtiments qui, par leur situation ou leurs dimensions, sont de nature à porter atteinte à la sécurité publique, qu'il s'agisse de celles des occupants de l'immeuble ou de celle de tiers. » Pour les communes dotées d'un POS, le Premier Ministre souhaite que les Préfets « invitent les collectivités à user des possibilités de l'article R.111-2 du Code de l'urbanisme pour contrôler dans les zones concernées tout projet de construction; si nécessaire, [ils utiliseront], avec la même rigueur, le contrôle de légalité pour l'application de ce principe. » La circulaire souligne que « cette mesure ne vise pas à interdire les constructions qui respecteraient les règles de sécurité dans les zones, mais à contrôler que ces règles sont bien observées. [...] Pour déterminer les périmètres à l'intérieur desquels la sécurité des personnes et des biens conduit à contrôler strictement les projets de nouvelles constructions ou de nouvelles installations, vous pourrez retenir comme critère une hauteur d'eau observée supérieure à un mètre au-dessus sol. » Il est donc toujours possible de construire en zone inondable, mais seulement dans celle où l'aléa est faible et à conditions que les constructions prennent en compte la crue de référence.

En février 1995, la loi Barnier permet d'intégrer un nouvel outil réglementaire dans les documents d'urbanisme : les plans de préventions des risques inondation (PPRI). Les PPRI deviennent l'unique instrument réglementaire en matière de maîtrise de l'occupation des sols dans les zones soumises aux inondations. Leur élaboration est de la compétence de l'Etat qui soumet aux communes, par arrêté préfectoral, une note de présentation récapitulative des risques et des règlements applicables aux zones considérées. Les services déconcentrés de l'Etat, en charge de mener l'instruction du dossier, soumettent le projet à l'avis des conseils municipaux. Ce n'est qu'après enquête publique que le PPRI est approuvé par le préfet, après d'éventuelles modifications. *Le PPRI crée des servitudes d'utilité publique annexées au POS<sup>384</sup>. Il s'impose donc aux documents d'urbanisme, dont les SCOT et conditionne la délivrance des permis de construire. Les règles d'urbanisme préconisées reposent sur deux principes :*

*- dans les zones rouges, qui correspondent à certaines zones urbanisées qui se trouvent en aléa fort et aux zones d'expansion des crues<sup>385</sup>, la réglementation prône l'interdiction de toutes nouvelles constructions dans ces secteurs,*

<sup>383</sup> « Dans les communes où un plan d'occupation des sols n'a pas été approuvé, la décision est prise par le maire, au nom de l'Etat » et donc sous l'autorité du Préfet (article L.421-36 du code de l'urbanisme).

<sup>384</sup> Le POS deviendra, après la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU) de 2000 le plan local d'urbanisme (PLU). La loi SRU a supprimé la disposition imposant la mise en conformité du PLU avec la servitude. L'un et l'autre s'appliquent séparément.

<sup>385</sup> Si l'on est dans une zone non bâtie qui constitue le champ d'inondation naturel des crues exceptionnelles (et des autres, a fortiori), il va être pratiquement impossible d'y construire, même dans ce qui était la zone B de l'ancienne législation.

- dans les zones bleues, qui correspondent aux zones urbanisées se trouvant en aléa modéré, les constructions y sont autorisées sous certaines conditions d'aménagement respectant les mesures de sécurité.

Contrairement aux précédentes procédures PER, le PPRI est plus simple puisqu'il tient en un document unique, et plus fort au plan juridique (sanctions pénales possibles). En général, les négociations entre le service instructeur et les collectivités locales sont soumises à des enjeux forts autour des possibilités d'aménagement des zones inondables compatibles avec les prescriptions du PPRI (Lefur, 2005). Le PPRI a néanmoins permis de renforcer le rôle de l'Etat dans la procédure en imposant un aléa de référence non négociable avec les collectivités territoriales : l'un des points essentiels consiste à prendre en compte, lors de la création des atlas des zones inondables, des critères de « hauteur de submersion et de vitesse du courant pour la plus forte crue connue et, dans le cas où celle-ci serait plus faible qu'une crue de fréquence centennale, à prendre en compte cette dernière » (circulaire 24 janvier 1994). Cependant, les PPRI sont un outil coercitif qui ne présente pas un caractère absolu (Viret, 1996) et la loi ouvre la possibilité d'y déroger, précisant que dans les cas où des « aménagements pourraient être autorisés », les PPR devront « prescrire des conditions dans lesquelles ils [pourront] être réalisés, utilisés ou exploités ». Le guide méthodologique PPRI énonce également que la réglementation « ne doit pas empêcher une gestion raisonnable des zones rouges » et qu'à ce titre, certaines installations d'équipements sont autorisées même dans les aléas les plus forts (mais ce ne sont pas des installations type habitations).

Tableau 1 : L'organisation politique de la maîtrise de l'urbanisme en zones inondables en France (Reliant, 2004)

Gouvernement central	Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable		
Législation	Plan de prévention des risques inondation (PPRI) (Outil réglementaire)		
Responsables opérationnels	Préfet	Services extérieurs de l'Etat	Elus locaux
Activités	Prescrit la cartographie réglementaire	Elabore la cartographie réglementaire	Applique la réglementation Délivre les permis de construire

Entre 1999 et 2002, de nombreuses catastrophes se produisent en France : dans l'Aude en 1999 (36 morts et 533 millions d'euros (DPPR, 2004), les inondations en Bretagne et dans la Somme en 2000, en 2002 les inondations dans le Gard (23 morts et 1,2 milliard d'euros de dommages).

En 2002, la loi sur l'eau crée deux nouveaux outils de planification : les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) dont un des objectifs est la lutte contre les inondations, parfois même la motivation principale. Le SAGE est établi par la Commission Locale de l'Eau (CLE), composée d'élus, d'usagers et des services de l'Etat. Il est soumis à enquête publique et approuvé par le préfet. Il s'agit d'un outil doté de portées juridiques, élaboré par les acteurs locaux et approuvé par l'Etat. Les documents d'urbanisme tels que les SCOT, les PLU et les cartes communales doivent être compatibles ou rendus compatibles avec le SAGE.

En juillet 2003, grâce à une nouvelle loi dite loi Bachelot ou loi Risques, la mention du risque auquel est exposé un terrain bâti ou non lors d'une transaction est obligatoire si le terrain est dans une zone couverte par un PPR (information acquéreur-locataire). Les principaux décrets relatifs à la mise en œuvre de cette loi ne seront publiés qu'à partir de 2005.

En 2005, une circulaire met en place les programmes d'actions de prévention des inondations par bassins versants (PAPI) dont un des objectifs est le renforcement de la prise en compte du risque dans l'urbanisme. Les PPRI, financés complètement par l'Etat, sont une des actions des PAPI.

En 2007, la directive inondation 2007/60/CE projette de créer des plans de gestion des risques d'inondation qui devront prendre en compte l'aménagement du territoire.

*En 2010, les inondations marines suite à la tempête Xynthia de février en Vendée (53 morts) suivies des crues torrentielles en juin à Draguignan dans le Var (25 morts) ont reposé le problème de la construction en zone inondable.*

Le 7 avril 2010, le ministre de l'environnement et le ministre de l'intérieur envoient une circulaire relative aux mesures à prendre suite à la tempête Xynthia aux préfets des départements littoraux. La circulaire rappelle les conditions de constructibilité dans les zones exposées aux risques littoraux (dont les zones situées derrière les digues) et « sans attendre l'approbation ou la prescription de plans de prévention des risques naturels prévisibles, il est instamment demandé aux préfets de département de s'opposer à la délivrance d'autorisations d'urbanisme dans les zones à risque fort (dont les zones d'extrême danger), et notamment dans les bandes de sécurité situées derrière les ouvrages de protection, sur la base des dispositions de l'article R. 111-2 du code de l'urbanisme ».

Le 12 juillet 2010, la directive inondation est transposée dans la loi n° 2010-788 portant engagement national pour l'environnement (LENE). Cette directive obligeait les Etats à une transposition au plus tard le 26 novembre 2009 mais la gestion opérationnelle des risques inondation sera réellement harmonisée dans ses divers aspects au 22 décembre 2015 avec la publication des plans de gestion des risques d'inondation (PRGI). Ces plans reposent sur un état des lieux et une cartographie, préalables. Les documents d'urbanisme devront être compatibles ou rendus compatibles avec les objectifs de gestion des risques d'inondation définis dans le PRGI. Le cadre géographique d'intervention de la directive « Inondations » correspond aux districts et bassins hydrographiques de la directive cadre sur l'eau (les bassins des Agences de l'eau en France). Les SCOT, les PLU, les plans de prévention des risques d'inondation (PPRI) devront être compatibles avec ces plans de gestion.

Pendant la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, c'est la fin de la culture fataliste du risque et, avec l'ère industrielle, la représentation hydrologique du risque entraîne la recherche du risque zéro (Reliant, 2004). En cherchant à contrôler l'aléa, la politique de gestion des risques s'est basée sur un contrôle de l'écoulement des eaux. A partir des années 1930-40, aux mesures structurelles de construction d'ouvrages de protection s'ajoutent des mesures non structurelles d'aménagement du territoire avec la limitation des constructions dans les zones à risque en modifiant la structure spatiale des sociétés (Pottier, 1998). Cependant, avant le contrôle de l'urbanisme en zone inondable, se pose le problème de la délimitation des territoires inondables. Dans les années 1980, la gestion des risques s'axe principalement sur la maîtrise de l'urbanisme en zone inondable en parallèle de mesures techniques (constructions d'ouvrage, aménagement de champs d'expansion des crues). D'un mode de gestion purement technique, on passe à une conception plus territoriale du problème des inondations. Cette approche historique met en exergue plusieurs points :

- Un impact plus ou moins perceptible des catastrophes sur la réglementation,
- Le passage d'une politique de protection définie par la volonté de réduire les dommages engendrés par les inondations tout en continuant à utiliser de façon intensive les plaines inondables à une politique de prévention axée sur le contrôle de l'occupation des sols en zones inondables,



- Le passage du rôle régalien de l'Etat à des rôles partagés entre l'Etat, les collectivités locales mais également les citoyens, ce qui « tend à diluer les responsabilités » (rapport Sénat, 2010),
- Le durcissement (que l'on peut nuancer par endroit) de la possibilité de construire en zone inondable,
- Deux principaux outils réglementaires : le PPRI et l'article R.112-2 du code de l'urbanisme.

### Risque inondation et aménagement urbain : les failles de la réglementation et les garde-fous

Le développement de zones urbaines en zones inondables, au regard de l'Histoire, a été rendu possible en France maintes fois. Les analystes en partagent la responsabilité entre l'Etat et les collectivités et énoncent des causes multiples :

- la méconnaissance de l'aléa lors du zonage des secteurs pourrait participer à expliquer que certaines zones inondables ont été ouvertes à l'urbanisation. Souvent, ce n'est qu'a posteriori que l'on réalise, en toute bonne foi, que l'emprise des zones inondables était largement supérieure à ce que l'on croyait (Ledoux, 2006 ; entretien avec un agent de la DDTM),
- la perte de mémoire des événements passés peut participer à expliquer le développement des zones inondables même si la mémoire du risque est qualifiée d'essentielle par les gestionnaires du risque dans les stratégies de prévention. Cela peut provenir d'un manque de recours aux archives et cartes de zonage du risque existantes sur certaines communes du, entre autre, à la dissémination des informations entre les différentes entités (Lefur, 2005),
- la pression foncière peut parfois être suffisamment forte pour accélérer l'oubli, faciliter la croyance en une meilleure protection ou/et balayer les scrupules des propriétaires-électeurs (Ledoux, 2006),
- la pression des habitants lors de la création d'un PPRI nuit à sa mise en place. En effet, d'après Daniel Canepa, préfet de la région Ile-de-France, « les règles d'urbanisme, qui limitent le droit de propriété, mènent à la constitution d'associations et au déclenchement de contentieux lors de l'élaboration des PPRI ». Cette pression peut porter préjudice à la volonté des maires de prendre l'initiative de mettre en place un PPRI ou d'y donner suite (Rapport Sénat, 2010). Les documents d'urbanisme (POS ou PLU) peuvent ainsi ne pas suffisamment prendre en compte les zones à risque du fait de la pression foncière et du développement économique,
- la grande marge donnée au champ d'interprétation des textes réglementaires permet une politique plus ou moins préventive (Lefur, 2005),
- un système d'indemnisation mal utilisé

### BIBLIOGRAPHIE

CarrefourLocal.Sénat [mis à jour le 01/01/2007]. *Qu'est-ce qu'un permis de construire tacite? Quels sont ses effets?* Paris, Sénat-Service des collectivités territoriales. Disponible sur internet : [http://carrefourlocal.senat.fr/vie\\_locale/cas\\_pratiques/permis\\_construire\\_tacite\\_quel/index.html](http://carrefourlocal.senat.fr/vie_locale/cas_pratiques/permis_construire_tacite_quel/index.html)  
[Consulté le 12/10/2010]

CarrefourLocal.Sénat [mis à jour le 01/12/2009]. *Peut-on accorder un permis de construire dans une zone où existe un plan de prévention du risque naturel d'inondation?* Paris, Sénat-Service des collectivités territoriales. Disponible sur internet: [http://carrefourlocal.senat.fr/vie\\_locale/cas\\_pratiques/peut\\_accorder\\_permis\\_construi/index.html](http://carrefourlocal.senat.fr/vie_locale/cas_pratiques/peut_accorder_permis_construi/index.html)  
[Consulté le 12/10/2010]

Commissariat général du Plan, 1997. *La prévention des risques naturels - Rapport de l'instance d'évaluation (présidée par P.H. Bourrelier)*. Paris, La documentation française, 703 p.

Direction de la Prévention de la Pollution et des Risques (DPPR) - SDPRM, 2004. *Les inondations*. Paris, Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, 20 p.

Ledoux B., 2005. *La gestion du risque inondation*. Paris, Lavoisier Tec&Doc, 792 p.

Le Fur A., 2005. *Bilan des plans de prévention des risques inondation 10 ans après la loi Barnier. Synthèse technique*. Montpellier, ENGREF, 16 p.

Pottier N. 1998. *L'utilisation des outils juridiques de prévention du risque d'inondation: évaluation des effets sur l'homme et sur l'occupation du sol dans les plaines alluviales*. Thèse de doctorat en Sciences et Techniques de l'Environnement, École Nationale des Ponts et Chaussées, 436 p.

Reliant C., 2004. *L'expertise comme outil de territorialisation d'une politique publique? Fonctions et usages de l'expertise socio-économique dans la politique d'aménagement des zones inondables en France et en Angleterre*. Thèse de doctorat en Sciences et Techniques de l'Environnement, École Nationale des Ponts et Chaussées, Noisy-le-Champs, 480 p.

Viret J., 1995. *La refonte des plans de prévention des risques naturels*. Droit de l'environnement, 34, pp.17-2



## Annexe 2 : Descriptif des enquêtés, entretiens individuels

	Habitants	Age (env.)	Profession et/ou secteur activité	Ancienneté habitante
PHASE EXPLORATOIRE				
	M. A	50 ans	Chercheur	20 ans
	Mme. Reciti	70 ans		35ans
	Mme. B	50 ans	Chercheur	20 ans
	Mme. C		CAUE de l'Hérault	
	Mme. D		Journaliste	
	M. E		Chercheur thématique inondation	
	M. F		Chercheur thématique inondation	
	M. G	60 ans	Chercheur Spécialiste histoire de Lattes	
	Mme. H		Animatrice de bassin versant	
	M. I		Expert hydraulique en bureau d'étude	
	M. J		Acteur associatif environnement urbain	
	Mme. H		Chargée d'étude développement urbain	
PHASE 1	M. Traditiona,	65 ans	Retraité	natif, famille lattoise sur 4 générations
	M. Natura	60 ans		natif, famille lattoise sur 4 générations
	M. Bourbieron,	85 ans	Retraité	natif, famille lattoise sur 7 générations
	M. Patrian	65 ans	Retraité	40 ans, famille lattoise sur 3 générations
	Mme. Algebain	35 ans	Cadre supérieur	2 ans
	Mme. Passontan	30 ans	Employée du secteur hôtelier	3 ans
	M. et Mme. Veillant	75 ans	Retraités (ouvriers agricoles)	Natifs, famille lattoise sur 3 générations
	Mme. Potan	40 ans	Employée	5 ans, belle-famille lattoise sur 4 générations
	M. Pavillobain	50 ans	Commerçant artisan	25 ans
	M. Ken	30 ans	Employé camping	

PHASE 2	Mme. et M. Commubain	50 ans	Salariés (fonction publique)	20 ans
	M. Jisaiti	45 ans	Professeur de lycée	1 an
	Mme. Nianaud	60 ans	Retraitée (salariée secteur privé)	4 ans
	Mme. Partais	35 ans	Employée secteur informatique	7 ans (sur le départ)
	M. Foncia	65 ans	professionnel indépendant (secteur immobilier)	natif, famille lattoise sur 4 générations
	M. Lieuman	70 ans	Retraité (membre de l'ancienne équipe municipale)	Natif, famille lattoise sur 5 générations
	Mme. et M. Paroissi (fils)	70 et 40 ans	retraîtée (fonction publique) et sans emploi	5 ans
PHASE 3	M. Experter	45 ans	DDTM	23 ans
	M. Soupçonti,	50 ans	Fonction publique (acteur associatif inondation)	15 ans
	M. Verais	45 ans	Profession libérale	20 ans
	M. Gangean	50 ans	Agriculteur	12 ans
	Mme. Tendaça	40 ans	Employée fonction publique (acteur associatif inondation)	5 ans, famille lattoise sur 3 générations
	Mme. Concerni	55 ans	Employée fonction publique	35 ans, famille lattoise sur 3 générations
	M. Etanan	65 ans	Retraité (acteur associatif inondation)	40 ans, famille Lattoise sur 3 générations
	M. Lacustran	50 ans	Agriculteur (acteur associatif inondation)	15 ans
	Mme. Taurelon	55 ans	Employée de la fonction publique	native ; famille lattoise sur 4 générations
	M. Lutter	60 ans	Agriculteur	10 ans
	M. Alternater	30 ans	Informaticien	7 ans
	M. Riscais	45 ans	Cadre	8 ans

## Annexe 3 : Descriptif des phases d'entretien individuel

		THEMES	QUESTIONNEMENT
<b>Phase 1 :</b>  HABITER LATTES	<i>Si personne ressource :</i>	* Histoire de la ville	- Historique du développement de la ville de 1960 à aujourd'hui - Contexte politique
	Tous	Habiter à Lattes	- Histoire personnelle de l'habiter à Lattes - Avantages et inconvénients du vivre ici
<b>Phase 2 :</b>  VIVRE AVEC LES INONDATIONS  Entretiens en 2 temps : Phase 1 + phase 2  OU  <b>Phase 3 :</b>  Canevas d'entretien identique mais phase 1 et 2 pas forcément chronologique (entretiens conduits avec des personnes préalablement informées de mon sujet de recherche)	<i>Si personne ressource :</i>	* Historique des inondations et de la protection : - avant et après 1979 - avant et après travaux récents * Souvenirs de l'évènement	- Lanceurs d'alertes ? - Construction Port Ariane - Controverses sur risque et/ou protection - Constitution d'association - Expérience passée de l'évènement ? Souvenirs de l'inondation ?
	Tous	- Vivre avec la possibilité d'une inondation ? - Mise en mots de cette possibilité	- Prénance au quotidien ? (connaissance du risque et des moyens de protection, dispositif personnel de protection, surveillance opérée...) - Position vis-à-vis de la gestion publique



## **Annexe 4 : Canevas de discussion et présentation des participants, entretiens collectifs**

### **Principe de « discussions dinatoires »**

Un format de discussion proche de la réalité de la vie quotidienne :

#### **Lieu**

Domicile de l'enquêtrice. Pièce à vivre (salle à manger/salon).

Une table entourée de 6 chaises. Apéritif dinatoire disposé sur la table.

#### **Horaire et la durée**

2 heures, en soirée : 19h / 21h

#### **Taille et le mode de sélections des groupes**

4 personnes de mon réseau de connaissances.

#### **L'animation**

Position de l'animateur (enquêtrice): en bout de table.

Annonce des thèmes de discussion par oral avec citations.

Relances si nécessaire, en retrait sinon.

#### **Logistique :**

- Enregistrement audio.

- un observateur fond (les dires) et forme (les manières de dire) A.Richard-Ferroudji ou F. Grelot

#### **Entame type :**

« Comme vous le savez donc, je travaille sur le risque inondation, et plus précisément sur comment on habite dans une zone dit à risque inondation, dans le cadre d'une thèse en sociologie. Dans cette recherche, j'ai déjà travaillé par ce que l'on appelle de l'observation participante, je vis ici depuis 3 ans, en faisant des entretiens avec des habitants et en travaillant sur les archives de la presse, du journal communal ainsi que les registres d'enquête publique sur les travaux de protection contre les inondations qui ont été réalisés.

Je vous propose de vous soumettre de premiers éléments d'analyses issues de mon travail, ainsi que des impressions, des sentiments sur lesquels j'aimerais avoir vos avis.

L'idée est que chacun puisse exprimer librement ce que cela lui évoque : êtes-vous d'accord ou non ?

Pensez vous que la plupart des gens pensent comme cela ou pas, etc. »

#### **[30min] Le premier point que j'aimerais discuter avec vous c'est que :**

« La 1ère observation qui s'est imposée à moi dans le cadre de mon travail sur l'habiter en zone dite inondable est que le sujet ne vient pas dans les discussions : on en parle pas.

Alors la question que je me pose, moi qui m'attendais à ce que l'on en parle est simple : est ce que :

Cela n'inquiète personne vs c'est tellement partagé que cela ne sert à rien d'en parler ? »

#### **Relance :**

- « Sentiment de non prise au sérieux apparent de la question : cela ne vous inquiète vraiment pas ? »

Si non émergence : « Cela s'expliquerait-il d'après vous par une confiance partagée dans les travaux qui ont été réalisés dernièrement ? »

#### **[30min] Le deuxième point que j'aimerais discuter avec vous c'est que:**



« J'ai remarqué, lorsque je pose des questions sur le dispositif de protection : la digue, le déversoir... que la plupart du temps les personnes répondent avoir totalement confiance en la maîtrise... sauf que si on regarde de plus près on voit que cette confiance à l'air toute relative.

Déjà exprimé au conditionnel la plupart du temps “ *normalement, cela devrait aller* ”.

Qu'est ce que cela signifie d'après vous ? »

Relance :

Ce que j'ai remarqué aussi c'est que souvent cette confiance est mise en balance, ironiquement, avec la catastrophe : un exemple, un jour quelqu'un m'a dit : “*Normalement, Lattes est protégée, oui. A moins d'un tsunami, mais là...*” L'image du Tsunami revient souvent ... Pourriez vous m'aider à comprendre cela ? »

**[30min]** La 3<sup>ème</sup> chose qui a vraiment attiré mon attention est que

« Lorsque je parle de risque inondation, par exemple dans les entretiens individuels, de nombreuses personnes comparent le risque inondation local avec d'autres.

Par exemple, certaines personnes m'ont dit s'être installées volontairement à Lattes, même s'il y a le risque inondation car il préférerait cela au risque incendie qu'il pouvait y avoir au nord de Montpellier. Vous reconnaissez vous dans cela ? Vous mêmes, réfléchissez-vous vous-même aux risques que vous prenez vis-à-vis d'autres existants ? »

Relance :

« D'autres personnes relativisent en avançant l'argument que si cela arrive c'est qu'il est déjà arrivé bien pire ailleurs. »

« Ou encore plusieurs personnes m'ont dit avoir conscience qu'il pouvait y avoir à nouveau un jour de l'eau ici mais que cela ne les effrayait pas et elle expliquait cela par le fait qu'ici le risque n'est pas trop grave comme cela peut l'être ailleurs. »

**[30min]** Puisqu'il nous reste un peu de temps, j'en profite pour aborder avec vous un 4<sup>ème</sup> point.

« Pourriez vous me dire ce que pour vous « être lattois » veut dire ?

Une des choses qui m'a surprise ici par rapport à d'autres lieux où j'ai vécu c'est toute l'énergie (le temps, l'argent..) que les personnes mettent à soigner leur cadre de vie : intérieur, extérieur à la maison (murs hauts) et à son extension mobile (la voiture). Comment expliqueriez-vous cela ? »

Relance :

- « Par exemple : diriez-vous que ma maison, mon jardin, mon intérieur est un caractère de Lattes ? »

- Spécificité de « l'habiter lattois ? »

- Type de relations entre habitants : comme partout ?

### Descriptif des participants

Les participants aux entretiens collectifs sont des personnes que j'ai rencontrées dans le cadre de ma vie quotidienne à Lattes (et pour plusieurs côtoyées régulièrement) ou dans le cadre des entretiens.

	Habitants	Age (env.)	Profession et/ou secteur activité	Ancienneté habitante
Entretien collectif 1	Maurice	40	Profession médicale	8 ans
	Gérald	45	Professeur de lycée	1 an
	Claudia	40	Institutrice	1 an
	Eléonore	50	Employée fonction publique	20 ans

<b>Entretien collectif 2</b>	Natacha	45	Psychologue	12 ans
	Sandrine	30	Mère au foyer	1 an
	Clarisse	40	Mère au foyer	Native
	Florent	45	Commercial	15 ans
<b>Entretien collectif 3</b>	Marie	60	Retraitée	4 ans
	Gustave	65	Retraité	4 ans
	Robert	55	Agent de sécurité	5 ans
	Ingrid	50	Informaticienne	20 ans

### **Entretien collectif 1**

Maurice : Je l'ai côtoyé fréquemment depuis mon installation à Lattes, puisque nos fils respectifs sont rapidement devenus copains. Il s'agit de l'homme du premier couple à qui j'ai révélé mon sujet d'étude.

Gérald : Marié à une lattoise dont la famille est très ancrée à Lattes. Investi dans association locales sportives et au niveau de l'école de ses filles. Je l'ai côtoyé régulièrement dans les réunions de l'école de mon fils. Je l'ai croisé régulièrement aux environs de l'école où nous échangeons des petites conversations sur la pluie et le beau temps. J'ai par ailleurs conduit un entretien long avec lui [M. Jisaiti].

Claudia : Investie sur l'école de ses enfants je l'ai côtoyée par le réseau des parents d'élèves de l'école. Je la croisais de temps en temps aux environs de l'école où nous échangeons des petites conversations sur la pluie et le beau temps.

Éléonore : Très investie à la paroisse et à l'école. Je l'ai côtoyé durant tout le travail de terrain dans les réunions de parents d'élèves et nous nous apercevions presque quotidiennement aux environs de l'école. Nous entretenons des relations cordiales, avec une pointe d'affection partagée. Plusieurs fois elle m'avait proposé de me déposer en centre ville le matin – pour m'éviter de prendre le bus – où le temps de trajet s'est constitué plusieurs fois en opportunité supplémentaire de discussion.

### **Entretien collectif 2**

Natacha : Enfants scolarisés à Lattes mais logement sur Montpellier. Personne avec qui j'ai liée une relation amicale (et puisque non habitante en plus, « exclue » de mes observations). Elle avait été interpellée par ma demande de garder mon fils pendant un entretien collectif, elle avait demandé à participer au titre d'avoir habité Lattes pendant 12 ans et d'y être lié par l'école des enfants et le domicile de ses parents.

Sandrine : Investie dans vie de l'école maternelle jouxtant celle de mon fils; côtoyée depuis quelques mois dans les réunions des parents d'élèves, aperçue quotidiennement.

Clarisse : Connue (de vue) depuis mon installation, notamment dans le cadre des activités sportives de mon fils, je l'avais remarqué par sa « décontraction » qui dénotait un peu par rapport aux autres mamans, toujours très apprêtées. Je l'ai fréquemment côtoyée autour de la vie de l'école.

Florent : Je l'ai côtoyé pendant 3 ans au sein des réunions locales de la FCPE locale. Il m'a donné le contact qui a permis à mon compagnon de trouver un atelier sur Lattes.

### **Entretien collectif 3**

Marie : née à Montpellier, 40 ans à Lyon, elle y est revenue après divorce il y a environ 3 ans. Habitante de Port Ariane, appartement au 3<sup>ème</sup>, proche de la digue, vue sur le port. Entretien individuel conduit avec elle [Mme Nianaud].

Gustave : Originaire du Gard. Secteur assurance. Vit avec Marie en résidence tout proche de la digue.

Robert : Voisin avec qui mon compagnon a sympathisé.

Ingrid : Je l'ai côtoyée pendant les 4 ans du terrain, nos fils étaient dans la même classe. Elle a réagi assez vivement lorsque je lui ai parlé de participer à un entretien collectif : « *c'est structurant pour nos modes de vie (...) ce n'est pas rien comme sujet !* ».



## **Annexe 5 : La construction du quartier de Port-Ariane.**

### **Extrait du rapport de Eugène Ebodé<sup>386</sup> p26. + Annexes**

#### **2.2.4 Port-Ariane, dossier emblématique des arrangements exceptionnels et partisans**

Parfois perçus comme de nature essentiellement « politique », c'est-à-dire dépendant d'accord fondés sur une logique partisane et non réglementaire, ces arbitrages exceptionnels sont rendus par les autorités préfectorales. Selon les agents de l'Etat rencontrés, un dossier qui ne fait plus l'objet du traitement régulier et normal auquel il est généralement soumis devient « politique ». Sur les deux terrains étudiés, Port-Ariane est le cas le plus frappant de ce type d'accord partisan.

Port-Ariane s'inscrit dans la continuité de l'étalement d'une ville périurbaine. D'autres quartiers de cette commune, bien qu'ils fussent en zone inondable, étaient déjà sortis de terre. Un promoteur/propriétaire de terrains à Lattes parvint à les viabiliser et à en faire des lotissements attractifs dès 1962. Plusieurs tranches de lotissements au quartier dit des Filiès, puis à la Cougourlude (certificat d'urbanisme délivré le 24/9/1975), Les Méjeans (programme lancé le 9 novembre 1989 par délibération du conseil municipal), Fontvin (créé par arrêté municipal du 4/10 1990) ont ainsi vu le jour faisant passer la population lattoise de 1488 habitants en 1962 à 10203 en 1990<sup>387</sup>. Michel Vaillat, élu maire de 1977 à 2001, a donc accompagné le programme d'urbanisation du cœur de ville. Le dossier de Port-Ariane est le dernier qu'il accompagna. Localement, on se plaît à dire que ce port et son quartier n'auraient pu être contruits sans l'appui décisif du préfet et sur la base de considérations partisans. Pourtant, dans sa lettre arrivée le 26 septembre 1990 à Lattes, en réponse au maire sur le projet de création de la ZAC « Port-Ariane », le préfet rappelait et précisait que : « le plan d'exposition aux risques concernant le Lez a été qualifié de projet d'intérêt général le 27 juillet 1989. Ce projet nécessite des études complémentaires en cours d'exécution ; en particulier, une étude doit préciser comment se font les écoulements de la Lironde en crue ainsi que les éventuels transferts Lez-Lironde. Il faut rappeler que les aménagements prévus par le lez nécessiteront le moment venu une enquête hydraulique conformément à la réglementation en matière de police des eaux et que ces aménagements ne devront pas augmenter les risques par rapports à la situation initiale prise en compte dans le cadre du PER. » Malgré tout, après avoir aussi considéré « les conditions de sécurité des personnes » condition sur lesquelles il se refusait de donner un avis, le préfet concluait néanmoins qu'un « avis favorable d'ensemble peut être donné au projet de ZAC Port-Ariane, à l'exception de l'aménagement prévu en rive droite où le risque potentiel d'inondation n'est pas susceptible d'être supprimé par les travaux que prévoit le dossier ».

<sup>386</sup> Dans le cadre d'un travail de recherche (master 2 Sciences politiques spécialité politique et action publique comparées, Université de Montpellier 1, réalisé de mars à septembre 2011 par) Eugène Ebodé, a réalisé une étude comparative entre le terrain de Lattes et de Piolenc (84) sur le thème des « Interstices du droit et des ressources d'acteurs pour construire en zone inondable ». Ce stage de recherche a été co-encadré par deux doctorantes de Usages (UMR G-eau) dont les terrains d'études ont définis ceux du stage : Joana Guerrin qui réalise une thèse en Sciences politiques sur la gestion des inondations dans la vallée du Rhône et moi-même. Je remercie vivement Eugène pour l'aide précieuse apportée par son travail.

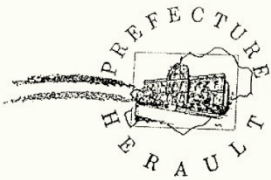
<sup>387</sup> Source : Ehess [<http://cassini.ehess.fr/> Population par commune avant 1962 (résultats publiés au journal officiel ou conservés aux archives départementales)] et INSEE.

Un élu lattois interrogé, précise que l'opération a commencé lorsqu'il se trouvait dans l'opposition et que le maire de Montpellier, Georges Frêche, proposait alors de créer Port Marianne dans sa ville. Il ajoute : « Nous, dans l'opposition, étions contre les deux ports, car nous pensions que l'on n'a pas à mettre des ports à l'intérieur des terres car l'entretien est lourd : il faut débayer les rivières qui s'ensavent, mettre des portes pour protéger etc. Mais aujourd'hui, je reconnais que c'est beau et que les gens y sont bien ! Et le cadre étant magnifique, on peut y organiser des choses, et c'est bien agréable à vivre ! Bon, il y a eu des erreurs d'urbanisme... »

Port-Ariane, devenu le quartier phare de Lattes, compte aujourd'hui plus de 5000 habitants.

Annexes figurant avec le rapport :

<b>EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL</b>	
QUATRE VINGT HUIT L'an mil neuf cent , le QUINZE DECEMBRE le Conseil municipal de la Commune de LATTES dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de M. Michel VAILLAT, Maire.	
<b>OBJET :</b>  PORT ARIANE : - présentation d'une esquisse - définition des modalités de concertation de la Z.A.C. - commande de maquette - convention à passer avec les architectes.	Nombre de conseillers municipaux en exercice :  Date de convocation du Conseil municipal :  PRESENTS : MM. Monsieur Michel VAILLAT, Maire MMES et MM. BOZERAND BERTHEZENE GUIOT LIEUTARD CZTERNASTEK LANNYOY CROZAT PHILIPPE CAYLA JALU TARDIEU BOULDOIRE CUSSONNE CANTO MIRABEL GENIN JAHAN MYR MOREL URBAN CHAYRIGUES LOPEZ BOISSEZON VANACKERE EXCUSES : MM. MANIERES BASCOUL DROUOT. ABSENT : M. TROSSEVIN.
Monsieur le Maire présente une esquisse du projet de port Ariane et fait le point des études en cours.	
Le Conseil Municipal après discussion,	
- ADOPTE le projet tel que proposé,  - RETIENT le principe de la création d'une zone d'aménagement concerté pour l'aménagement d'une zone portuaire,  - DECIDE que la concertation prévue à l'article L 300-2 du Code de l'urbanisme sera réalisée par voie d'affiches, inser- tion au bulletin municipal, réunion et mise à disposition du public d'un dossier d'intention accompagné d'un registre pour consigner les observations éventuelles,  - DEMANDE aux concepteurs COSTES MONESTIER et SILVENT de réaliser une maquette,  - DEMANDE à Monsieur le Maire de négocier avec les concepteurs des conventions devant permettre la poursuite des études,  - AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous documents rela- tifs à cette affaire.	
FAIT ET DELIBERE A LATTES, les jour, mois et an que dessus.	
Ce DOCUMENT A ÉTÉ DÉPOSÉ Ce RÉCÉPTIF de la SOUSCRIPTION de MON PELLIER-CA. PACNE sa date du 22 DEC. 1988	Michel VAILLAT, Maire.



République Française

Direction des Interventions Publiques

Montpellier, le 30 JAN. 1989

DIP/3 - JPF/GM  
Poste 6226

Le Préfet de la région Languedoc-Roussillon  
Préfet de l'Hérault

à  
Monsieur le Maire  
de  
LATTES

Objet : Création d'une zone portuaire.

Au titre du contrôle de légalité des actes des collectivités territoriales, vous avez bien voulu déposer, auprès de mes services, la délibération de votre conseil municipal en date du 15 décembre 1988 relative à la présentation de l'esquisse du projet dénommé "Port Ariane".

J'ai l'honneur de vous faire connaître que cette délibération appelle, de ma part, les observations suivantes :

• Le contenu de l'opération (programme) et le périmètre de la future Z.A.C. ne sont pas précisés. Selon les informations dont je dispose, cette opération consisterait en la création d'un quartier nouveau d'habitat (1500 logements environ) accompagné d'équipements culturels, sportifs et de loisirs. Plusieurs plans d'eau et canalettes sont prévus avec des usages divers, mais l'appellation "port" au sens des lois régissant le domaine fluvial paraît inadaptée.

En effet, les plans d'eau sont situés entièrement sur le domaine privé et aboutissent au LEZ qui, en cette partie, n'est pas considérée comme fleuve navigable. Pour qu'il s'agisse d'un port véritable, il conviendrait donc que le Lez soit classé par l'Etat comme "voie navigable".

*Levins  
20.5.94  
7 juillet 88*

*éd  
30 JAN*

34, place des Martyrs-de-la-Résistance - 34062 MONTPELLIER Cedex - Tél. 67.61.61.61 - Télec 490021 -

. En outre, selon les termes de la loi 83.8 du 7 janvier 1983 complétée par la loi 83.663 du 22 juillet 1983, je vous signale que la région est compétente pour créer des canaux et des ports fluviaux, le département est compétent pour créer, aménager et exploiter les ports maritimes de commerce et de pêche, la commune est compétente pour créer, aménager et exploiter les ports autres que ceux visés ci-dessus et qui sont affectés exclusivement à la plaisance. Il en ressort donc que les ports fluviaux sont de la compétence de la région et non de la commune.

Je vous serais obligé, en conséquence, de bien vouloir me faire connaître la suite que vous réserverez à ces observations, étant précisé que la présente correspondance interrompt le délai de deux mois qui m'est octroyé aux fins de saisine du tribunal administratif.

P. le Préfet  
Le Secrétaire général

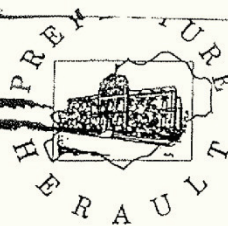


Michel PINAULDT



République Française

Direction des Interventions Publiques  
DIP.2 - BG/FL



ARRETE N° 91 - 1 - 0493 -  
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE  
Z.A.C. Port Ariane  
LATTES

Le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon  
Préfet de l'Hérault

Officier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.311-4, R.311-10 à R.311-18 ;

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et notamment les articles R.11-14-1 et suivants ;

VU le Plan d'Occupation des Sols de la commune de Lattes ;

VU l'arrêté municipal du 24 septembre 1990 prescrivant l'enquête publique sur le plan d'aménagement de la zone valant enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des opérations et acquisitions des terrains couverts par le plan d'aménagement de la Z.A.C. Port Ariane ;

VU la délibération du conseil municipal de Lattes en date du 13 décembre 1990 portant création de la Z.A.C. Port Ariane ;

VU la délibération du conseil municipal de Lattes sollicitant la déclaration d'utilité publique de la Z.A.C. Port Ariane ;

VU le dossier d'enquête publique constitué conformément à l'article R.311-12 du Code de l'Urbanisme et à l'article R.11-3 du Code de l'Expropriation ;

VU le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête ;

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

#### ARRETE

ARTICLE 1 : Le plan d'aménagement de la Z.A.C. Port Ariane est approuvé.

ARTICLE 2 : Le programme des équipements publics relatifs à l'opération susvisée est approuvé.

.../...

Adresse postale : Immeuble Le Capoulié - 6, rue Maguelone - 34062 MONTPELLIER Cedex 2  
Adresse bureaux : 1, rue du Pilory - Quartier de Celleneuve - 34062 MONTPELLIER Cedex 2  
Tél. 67.61.61.61 - Télécopie 67.03.18.18



- 2 -

ARTICLE 3 : Sont déclarées d'utilité publique les acquisitions nécessaires à la mise en oeuvre de la Z.A.C. Port Ariane et notamment du P.A.Z. sur le territoire de la commune de Lattes.

ARTICLE 4 : La ville de Lattes ou son concessionnaire (SEMPA 3) est autorisée à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation les terrains dont l'acquisition est nécessaire à la réalisation de l'opération envisagée, telle qu'elle résulte au plan de délimitation annexé au dossier d'enquête.

ARTICLE 5 : L'expropriation devra être accomplie dans un délai de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture, une ampliation et un exemplaire des plans annexés étant déposés à la mairie de Lattes où le dépôt sera signalé par affichage.

ARTICLE 7 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Maire de Lattes, le Directeur Départemental de l'Equipement, le Directeur de la SEMPA 3 sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 20 FEV. 1991

Ampliation de l'arrêté dont l'original  
est conservé au registre des arrêtés  
sous le n° 91-1-0493-  
P. Le Préfet

LE PREFET

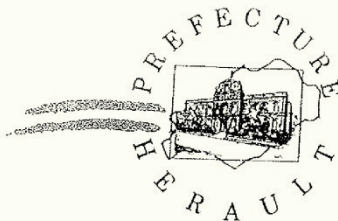


Le Chef de Bureau,

Bernard GÉRARD

Pierre VACQUIE

République Française



26 SEP. 1990

4138

ST

Direction Départementale de l'Équipement  
 SU/DSP - LAP/MD  
 Affaire suivie par M. PAGES

Montpellier, le

Monsieur le Maire de LATTES  
 Mairie

34970 LATTES

Monsieur le Maire,

Vous m'avez fait parvenir le dossier de la Zone d'Aménagement Concerté de "Port Ariane" dans le cadre de l'association des services de l'Etat à l'élaboration de son plan d'aménagement de zone. En retour, je vous fais part des observations que ce dossier suscite, conformément à l'article R 311.10.4 du Code de l'Urbanisme.

....

Considérant le projet sur le plan de son environnement en matière d'eau, l'opération se greffe sur le Lez et son milieu récepteur constitué par les quatre étangs palavasiens, le canal du Rhône à Sète et la mer. Cet ensemble a été classé milieu prioritaire par l'agence de bassin Rhône-Méditerranée-Corse. Quatre objectifs ont été fixés :

- améliorer la qualité des eaux littorales,
- améliorer la qualité hydrobiologique des étangs,
- améliorer la qualité des eaux du Lez pour qu'elles soient aptes à la vie piscicole et à l'exercice des loisirs liés à l'eau,
- améliorer la qualité et le débit des eaux pour le Lez-aval.

.../..

- 2 -

Il est évident que seule la mise en oeuvre d'un tel programme d'ensemble peut améliorer la situation actuelle. Dès lors, les aménageurs sont placés dans une situation particulière : les opérations spécifiques, comme la Z.A.C. de Port Ariane, n'ont ni pour rôle ni pour mission de résoudre la totalité d'un problème plus global, mais doivent néanmoins être accompagnées des mesures propres à compenser les éventuels déséquilibres nouveaux qu'elles risquent de provoquer. Les zones opérationnelles sont donc amenées à prendre en compte les données d'une situation actuelle de référence non satisfaisante et à définir des mesures forcément partielles et limitées, dont il faut vérifier qu'elles restent en cohérence avec un programme futur d'amélioration générale. Aussi doit-on rechercher l'intégration des programmations spécifiques à une programmation globale dans un calendrier coordonné.

Ainsi les mesures visant à réduire les effets d'un dragage du Lez et de la réalisation du plan d'eau doivent être soigneusement suivies (cf. étude d'impact "mesures réductives et compensatoires") puisque ces actions sont effectuées dans le cadre de la réalisation de la Z.A.C., alors qu'il ne peut être indiqué comment remédier complètement à la mauvaise qualité des eaux de remplissage du port, puisque ce problème dépasse largement le cadre de l'opération elle-même.

Il s'ajoute des contraintes sanitaires attachées aux équipements de la commune, puisqu'aucun projet d'usine de traitement des eaux, tel qu'évoqué par le sous-dossier VRD fluides, n'a été soumis à l'avis du conseil départemental d'hygiène, tandis qu'aucune demande d'autorisation de rejet en vue de l'extension de la station d'épuration du Méjean n'a semble-t-il été instruite par les services compétents.

....

En ce qui concerne le secteur d'accueil du projet lui-même, deux types d'éléments doivent être soulignés, au delà du fait que le site n'est pas concerné par le périmètre d'étude pour l'aménagement de l'autoroute A9 et du TGV-Méditerranée défini par arrêté préfectoral du 8 juin 1990 :

- la zone présente un intérêt archéologique certain dans la mesure où les sondages infructueux de l'automne 1989 ne concernaient que le 1/3 environ de l'emprise du projet. Une seconde et nécessaire campagne de sondages ne pourra être exécutée, à la charge de l'aménageur, qu'une fois la maîtrise foncière acquise, mais il serait évidemment plus rationnel et moins coûteux de mener ces investigations en une seule fois. A titre indicatif, l'évaluation jointe en donne un coût approximatif, calculé au mois d'août 1990.



- 3 -

- Le plan d'occupation des sols impose au site des contraintes liées aux risques d'inondation par les crues du Lez. En rive gauche, il s'agit de la zone non aedificandi de 60 m attachée au risque de rupture de la digue, qui peut être limitée dans la mesure où la Z.A.C. intègre les confortements qui réduisent ce risque. Mais en rive droite où est envisagée la réalisation d'une résidence hôtelière dans la zone "risque grave" du POS, telle qu'elle a été définie par l'étude du BCEOM de septembre 1984, le risque de rupture de l'endiguement ne fait que s'ajouter à l'impluvium du secteur et surtout aux débordements du Lantissargues. Un confortement de la digue ne suffit donc pas à la suppression du risque dans ce secteur particulier.

A quelques exceptions près, le réseau pluvial de l'opération ne prend en compte que le bassin versant que compose le périmètre de la ZAC. Actuellement, on peut estimer que la plaine du Mas de Jaume et du Mas d'Encivade se comporte comme une zone d'écrêtement où les eaux provenant de la zone, mais aussi partiellement des secteurs amonts et résultant de débordements du Lez et de la Lironde drainés par la R.D. 58, sont temporairement stockés avant de rejoindre la Roubine. On suggérera que ces écoulements, même extérieurs à la ZAC, soient pris en compte dans le cadre d'un aménagement ultérieur qui éviterait au moins tout risque d'aggravation au niveau de la place Jacques d'Aragon.

Il convient de préciser que le Plan d'Exposition aux Risques concernant le Lez a été qualifié de projet d'intérêt général le 27 juillet 1989. Ce projet nécessite des études hydrauliques complémentaires en cours d'exécution ; en particulier, une étude doit préciser comment se font les écoulements de la Lironde en crue ainsi que les éventuels transferts Lez-Lironde. Il faut rappeler que les aménagements prévus sur le Lez nécessiteront le moment venu une enquête hydraulique conformément à la réglementation en matière de police des eaux et que ces aménagements ne devront pas augmenter les risques par rapport à la situation initiale prise en compte dans le cadre du PER.

....

A ce stade du projet, il n'est pas possible de donner un avis sur les conditions de sécurité des personnes dans la conception des futurs bâtiments. On se bornera à rappeler qu'il doit être tenu compte, au stade de la construction, des données réglementaires du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité qui s'imposent aux constructeurs et concepteurs, en précisant que la défense portuaire doit faire l'objet d'une étude spécifique (réserve de carburants, atelier de fabrication...) et que, dès le stade de l'aménagement, les hydrants prévus dans les VRD doivent être adaptés à la défense des constructions futures en particulier en fonction de leur nature et de leur hauteur.

....

- 4 -

En conclusion, un avis favorable d'ensemble peut être donné au projet de ZAC de Port Ariane, à l'exception de l'aménagement prévu en rive droite où le risque potentiel d'inondation n'est pas susceptible d'être supprimé par les travaux que prévoit le dossier.

Par ailleurs, la construction et la mise en service effectif de l'aménagement réalisé devront obligatoirement être précédés d'un accord des services compétents sur les dispositifs communaux de distribution d'eau potable et d'assainissement, en particulier pour l'extension de la station du Méjean.

Une confrontation permanente entre les mesures mises en oeuvre dans le cadre de la ZAC et celles préparées par l'agence de bassin devra intervenir de sorte qu'une cohérence d'ensemble soit assurée, en particulier à l'occasion de l'enquête hydraulique qui doit précéder tous travaux portant sur le Lez

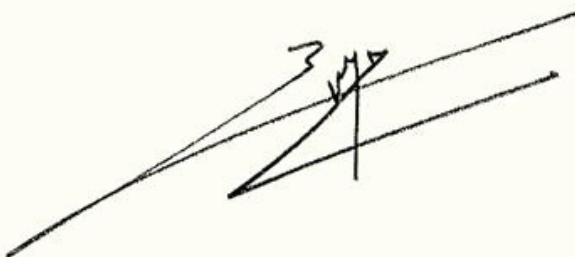
De même les dispositions qui seront arrêtées dans le Plan d'Exposition aux Risques, à l'issue des études en cours, devront être prises en compte lors de la définition précise des aménagements envisagés.

Je vous demande d'inclure ces clauses dans la concession qui fixe le rôle de la société d'aménagement et qui est un acte public.

L'aménageur devra faire réaliser, en liaison avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles, les sondages archéologiques nécessaires à une exploration complète du site.

J'attire enfin votre attention sur l'intérêt d'un examen des nouvelles conditions d'écoulement des eaux pluviales, au moins par l'intermédiaire de la RD 58 vers la place Jacques d'Aragon.

Le Préfet





## Annexe 6 : Courriers du Maire aux habitants lors de l'installation d'un camp de gens du voyage sur un terrain à proximité du quartier des Filiès en juin 2009



Commune de Lattes

Monsieur Cyril MEUNIER  
Maire de la Commune de LATTES  
Conseiller Général  
Vice-Président de Montpellier Agglomération

à

Mesdames et Messieurs

Lattes, le 18 juin 2009

Objet : Gens du Voyage

Madame, Monsieur,

Comme vous avez pu le constater, dimanche 14 juin 2009 en fin de journée, la Communauté « Vie et Lumière » s'est installée sans autorisation et malgré notre intervention sur un terrain communal à proximité de vos domiciles.

A notre demande, dès le lendemain matin le Préfet a pris un arrêté ordonnant aux gens du voyage de quitter les lieux sous 24 heures.

Toutefois cette communauté a attaqué cet arrêté devant le Tribunal Administratif de Montpellier arguant que l'aire de grand passage située à Saporta n'était pas en mesure de les recevoir du fait de la poussière et du trafic des camions occasionnés par le chantier de la Lironde.

De plus dans le week-end du 13 juin des dégradations avaient été commises à l'intérieur de l'aire (installation électrique détruite, robinets d'eau arrachés).

Face à ce constat photographique, le juge du Tribunal Administratif à la stupeur de la Préfecture et de la Commune a considéré que même si la Commune était en conformité avec la loi grâce à son aire de grand passage, l'état actuel de cette dernière la rendait inutilisable et ses effets juridiques réduits à néant.

Dés lors par décision du 17 juin le juge administratif a annulé l'arrêté préfectoral d'expulsion.

Aussi, je souhaitais vous informer que nous ne baissons pas les bras et qu'en accord avec la Préfecture, c'est maintenant la Commune qui a déposé un référé d'expulsion de cette Communauté devant le Tribunal de Grande Instance de Montpellier.

J'espère que le Tribunal étudiera rapidement notre demande et ne laissera pas un délai trop important à la Communauté « Vie et Lumière » pour quitter les lieux. J'ai la garantie de la Préfecture que les forces de l'ordre sont à notre disposition à côté de la Police Municipale pour veiller à l'exécution immédiate de la décision du Tribunal.

liberté  
égalité  
fraternité

Mairie - CS 11010 - 34973 Lattes Cedex - Tél. 04 67 99 77 77 - Fax. 04 67 99 77 78

*En tout état de cause, les représentants de la Communauté « Vie et Lumière » nous ont indiqué qu'ils avaient l'intention de quitter les lieux dimanche 28 juin.*


*Toutes les démarches que nous entreprenons ont pour objectif de les faire partir avant cette date.*

*Enfin, je tiens à vous préciser que nous n'avons entamé aucune négociation, donné aucune autorisation, ni accepté aucun versement d'argent de la Communauté « Vie et Lumière » car nous considérons que cette implantation est intolérable eu égard au fait que nous soyons la seule Commune de l'Hérault à être en conformité avec la loi.*

*Même si cet épisode est insupportable, il ne doit pas nous faire oublier que depuis deux ans aucune communauté des gens du voyage n'a pu rester plus de 48 heures sur un terrain occupé illégalement à Lattes contrairement à ce qui se passe sur les autres Communes envahies régulièrement des semaines entières sans pouvoir requérir les forces de l'ordre.*

*Je suis conscient que cette implantation illicite des gens du voyage vous cause de nombreuses nuisances, aussi, je souhaitais vous apporter tout mon soutien et vous informer précisément du déroulement de cette affaire. Soyez certains que je mets tout en œuvre avec détermination pour faire cesser le plus rapidement possible cette situation illégale et intolérable.*

*Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.*

Cyril MEUNIER,  
Maire.  


Copie : Monsieur le Préfet de l'Hérault,  
Préfet de la Région Languedoc Roussillon



Commune de Lattes

Objet : Gens du Voyage

Monsieur Cyril MEUNIER  
Maire de la Commune de LATTES  
Conseiller Général  
Vice-Président de Montpellier Agglomération

à

Mesdames et Messieurs

Lattes, le 26 juin 2009

Madame, Monsieur,

Pour faire suite à mon courrier en date du 18 juin dernier, je souhaitais vous informer que la Commune a obtenu, du Tribunal de Grande Instance de Montpellier, le jeudi 25 juin 2009, une ordonnance d'expulsion des gens du voyage.

Les procédures d'exécution étant très favorables aux gens du voyage et ne prenant pas en compte les souffrances des riverains qui subissent les nuisances de ce type d'installation sauvage, la force publique ne peut pas être requise avant mardi 30 juin 2009.

J'en suis profondément scandalisé mais l'article 642 du Code de Procédure Civile oblige à respecter certains délais incompressibles : L'ordonnance d'expulsion a été notifiée aux gens du voyage aujourd'hui. Conformément à l'ordonnance du Tribunal, ils ont 24 heures pour quitter les lieux (délai qui du fait de la réglementation expire samedi à minuit). Ce délai est de plus prorogé jusqu'au premier jour ouvrable suivant soit lundi 29 juin 2009 à minuit. C'est donc pour l'ensemble de ces raisons que les forces de l'ordre ne peuvent intervenir légalement qu'à compter du mardi 30 juin 2009.

Cependant la Communauté « Vie et Lumière » s'est engagée à partir de sa propre initiative dimanche 28 juin 2009.

Soyez assurés que l'ensemble des services municipaux est mobilisé pour protéger ce terrain et les autres susceptibles de subir une nouvelle invasion et que les lieux seront nettoyés au plus vite.

Conscient que cette situation a été très éprouvante, je vous réaffirme toute ma compréhension et ma détermination à lutter contre ce type d'agissements.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

liberté  
égalité  
fraternité

Cyril MEUNIER  
Maire.



Mairie - CS 11010 - 34973 Lattes Cedex - Tél. 04 67 99 77 77 - Fax. 04 67 99 77 78





**Annexe 7 : Dépliant d'information sur le risque inondation  
mis à disposition du public en mairie**

Plaquette en trois volets (recto, intérieur et verso) :





## EN CAS D'ALERTE

**SIGNAL sonore de DEBUT D'ALERTE**



 Ouvrez le portail de votre maison.  
 Fermez les bouteilles de gaz à l'extérieur.  
 Enfermez vous dans un bâtiment.  
 Fermez les volets.

**Inondations** 

 Fermez la porte et les aérations.  
 Coupez l'électricité et le gaz.  
 Montez dans les étages si possible.  
 Ne vous déplacez pas en voiture ou à pied.  
 Ecoutez la radio pour connaître les consignes à suivre. **Fréquence radio : 101.1**  
 N'allez pas chercher vos enfants à l'école : le service scolaire s'occupe d'eux.  
 Ne téléphonez pas. Libérez les lignes pour les secours.

**Transports de matières dangereuses** 

 Enfermez vous dans un bâtiment.  
 Bouchez toutes les arrivées d'air.  
 Ecoutez la radio pour connaître les consignes à suivre. **Fréquence radio : 101.1**  
 N'allez pas chercher vos enfants à l'école : le service scolaire s'occupe d'eux.  
 Ni flamme, ni cigarette.  
 Ne téléphonez pas. Libérez les lignes pour les secours.

**Feux de forêt** 

 Ne jamais vous approcher à pied ou en voiture d'un feu de forêt.

**SIGNAL sonore de FIN D'ALERTE**



### NUMEROS UTILES

Sapeurs pompier	18 ou 112
SAMU	15
Police	17
Mairie de Lattes	04 67 99 77 77
Préfecture Standard	04 67 61 61 61

### FREQUENCE RADIO

Radio France Bleu : 101.1

## Annexe 8 : Capture d'écran de la page « Risques majeurs » du site internet de la ville

<http://www.ville-lattes.fr/>

Le lien « Risques Majeurs » pour afficher cette page se situe désormais en bas à droite de la page d'accueil, à côté de « Mentions légales » et « Plan du site ».

04/10/13
Lattes, la vie naturellement



Menu
à vos Agendas
vos Démarches
Conseil Municipal
Découvrir Lattes

### Risques Majeurs

**Inondations**

-  Fermez la porte et les aérations.
-  Coupez l'électricité et le gaz.
-  Montez dans les étages si possible ; Ne vous déplacez pas en voiture ou à pied.
-  Ecoutez la radio pour connaître les consignes à suivre : fréquence radio : 101.1
-  N'allez pas chercher vos enfants à l'école : le service scolaire s'occupe d'eux.
-  Ne téléphonez pas. Libérez les lignes pour les secours.

**Documents en ligne**


**LES NUMEROS UTILES**

- Sapeurs pompiers**  
18 ou 112
- SAMU**  
15
- Police**  
17
- Préfecture standard**  
04 67 61 61 61

**Feux de forêt**

-  Ne jamais vous approcher à pied ou en voiture d'un feu de forêt.
-  Ouvrez le portail de votre maison.
-  Fermez les bouteilles de gaz à l'extérieur.
-  Enfermez vous dans un bâtiment.
-  Fermez les volets.

**Transports de matières dangereuses**

-  Enfermez vous dans un bâtiment.
-  Bouchez toutes les arrivées d'air.
-  Ecoutez la radio pour connaître les consignes à suivre : fréquence radio : 101.1
-  N'allez pas chercher vos enfants à l'école : le service scolaire s'occupe d'eux.
-  Ni flamme, ni cigarette.
-  Ne téléphonez pas. Libérez les lignes pour les secours.

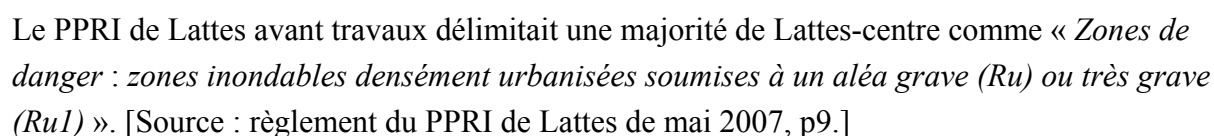
**EN CAS D'ALERTE**

 Signal sonore de début d'alerte	 Signal sonore de fin d'alerte
--	--

www.ville-lattes.fr/risques.html
1/2

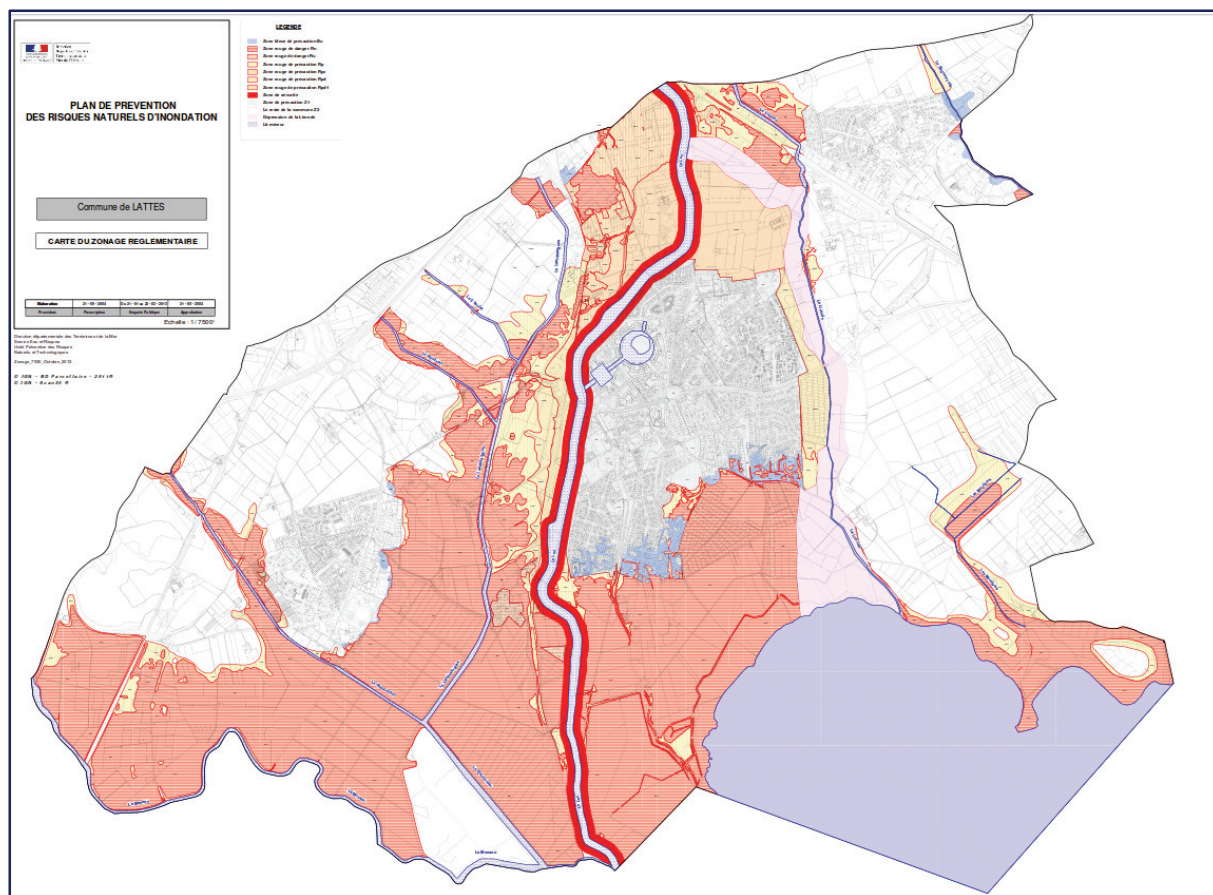


1. PPRI approuvé par anticipation en mai 2007, avant travaux.





## 2. PPRI approuvé en juin 2013, après travaux.



Le PPRI de 2013 définit une majorité de Lattes-centre comme : « zone inondable protégée par les digues, non soumise à la crue ou à la tempête de référence avec le système hydraulique en fonctionnement, où les enjeux sont forts (zone urbaine). »

Il est précisé :

« Objectif : permettre le développement du centre urbain en tenant compte du risque potentiel lié à un événement exceptionnel et du niveau de protection élevé de cette zone protégée par les digues. »

[Source : règlement du PPRI de Lattes, approuvé en juin 2013, p36.]

## Annexe 10 : Exemple de support d'intervention lors de sensibilisation aux inondations auprès de public scolaire.

Exemple de fascicule distribué aux enfants de classes de primaire lors d'intervention pour la sensibilisation aux inondations, prévue notamment par le Papi du Lez.


Date : .... / .... / ....



# LE LEZ

Nom : ..... Prénom : .....

Etablissement : .....

Observe cette carte et essaie de te situer







**En savoir plus**

Le Lez est un petit fleuve méditerranéen.  
Sa longueur est de 28 km.

Il prend sa source dans la commune des Matelles  
au lieu dit Source du Lez.

Cite les ruisseaux qui se jettent dans ce fleuve.

.....

Ce sont des ..... du Lez.

Nomme les villes ou villages traversés par ce cours d'eau.

.....

.....

.....



## 2. Bassin versant



### Définition

Le bassin versant c'est un territoire sur lequel toutes les gouttes de pluie qui **tombent, s'écoulent**, puis se rejoignent en un même endroit pour former une rivière qui débouche sur un fleuve ou dans la mer.

### EXERCICE :

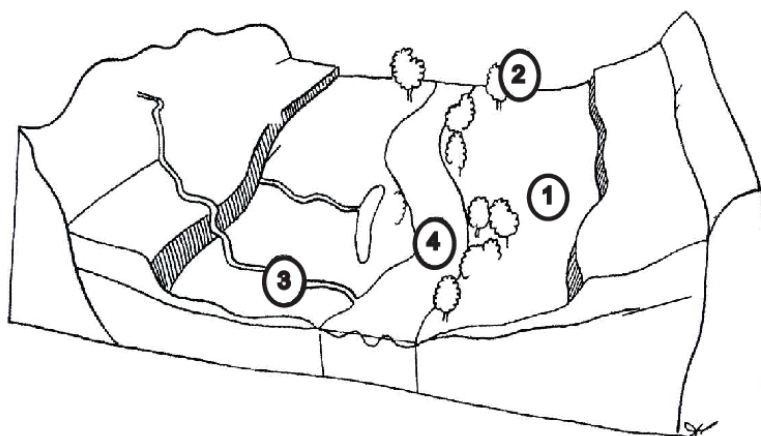
Repasse en rouge la limite du bassin versant.  
Surligne le Lez en bleu.

### 3. Fonctionnement d'un cours d'eau

#### EXERCICE :

Ecris dans chaque rond le numéro correspondant sur la carte

- ☐ Le lit mineur (endroit où coule normalement la rivière).
- ☐ Le lit majeur (limite maximum atteinte par la rivière lors d'une crue).
- ☐ La végétation des berges (la ripisylve).
- ☐ L'affluent



### 4. Photographies de cours d'eau en crue



Le Lez situation normale



Le Lez en crue (septembre 2005)



Le Lez en crue (septembre 1907)



Le Verdanson (affluent du Lez) en crue

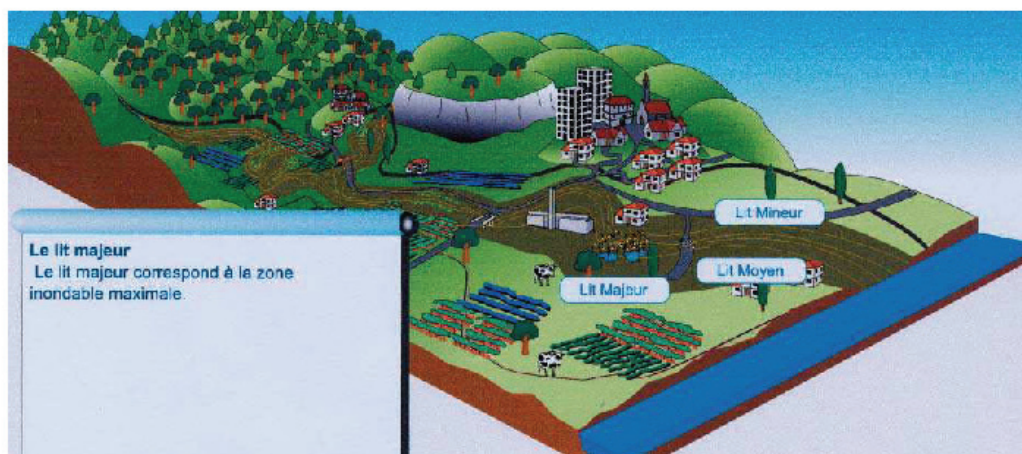


## 5. Les différentes inondations

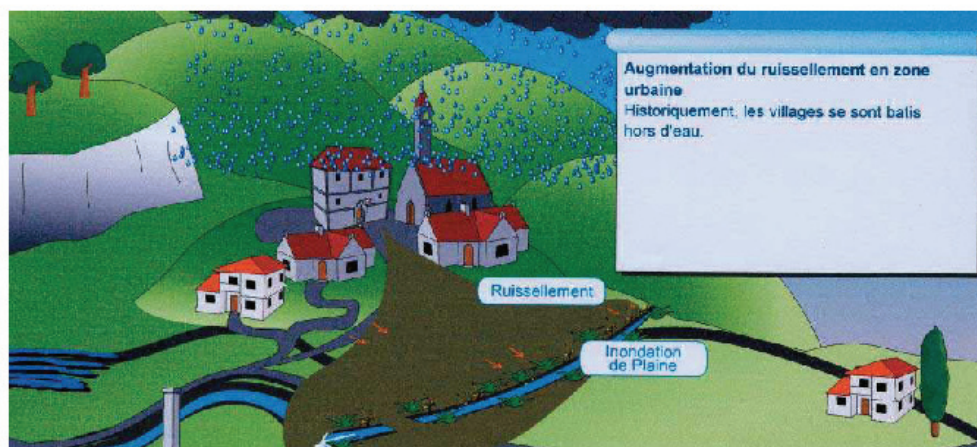
### Définition

Une inondation c'est une submersion rapide ou lente d'une zone habituellement hors d'eau.

a / Débordement direct des cours d'eau



b / Ruissellement urbain



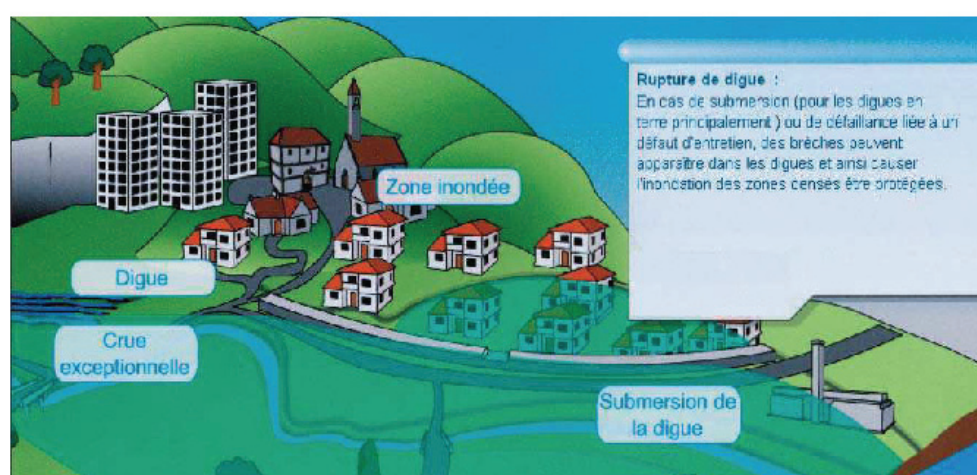


c / Montée des étangs et inondations maritimes

## 6. Facteurs aggravant les inondations

### En savoir plus

- L'urbanisation
- La construction en zone inondable
- La rectification des cours d'eau
- Le mauvais entretien de la ripisylve



## 7. Recherche de solutions pour la gestion des inondations

1

2



## 8. Les données météorologiques (Voir document joint)

### EXERCICE :

Donne la pluviométrie\* journalière à Prades et à Lattes.

Donne la pluviométrie\* mensuelle à Prades et à Lattes.

Indique le mois où la pluviométrie\* est la plus importante à Prades et à Lattes.

Complète :

Pluviométrie\* journalière à Prades : .....mm    Pluviométrie\* journalière à Lattes : .....mm

Pluviométrie\* mensuelle à Prades : .....mm    Pluviométrie\* mensuelle à Lattes : .....mm

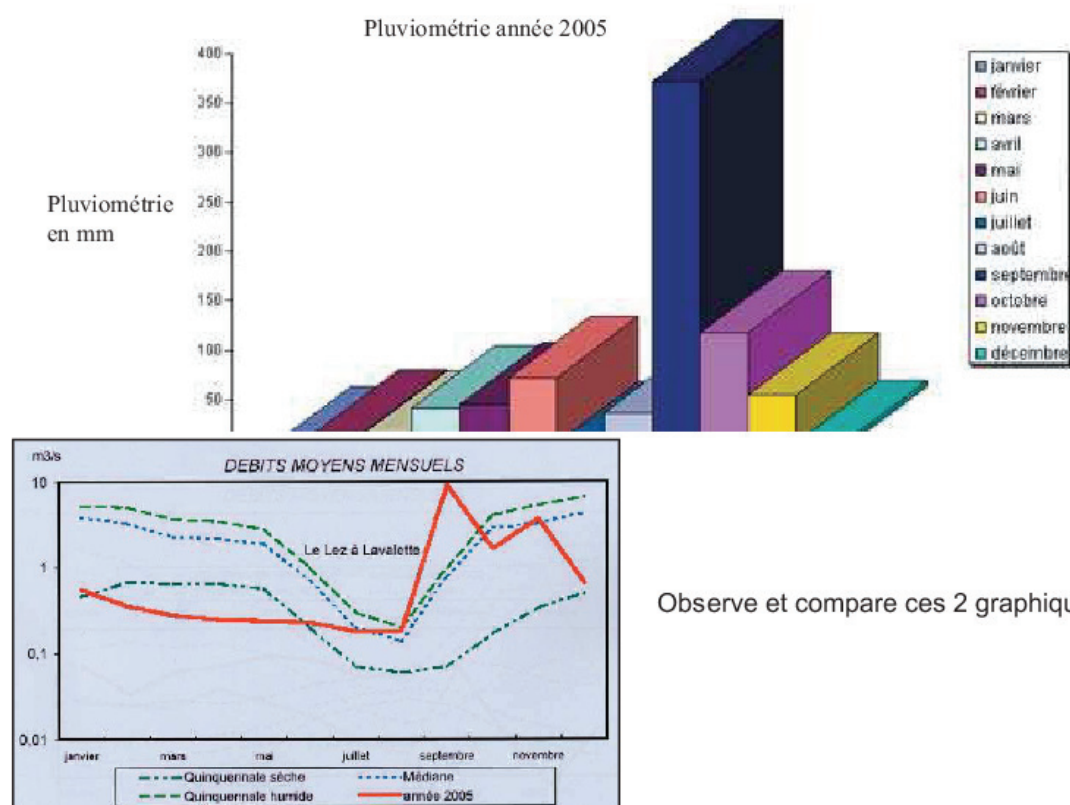
Mois où la pluviométrie\* est la plus importante à Prades : .....

Mois où la pluviométrie\* est la plus importante à Lattes : .....

### Définition

La pluviométrie c'est la mesure de la hauteur d'eau en mm sur une surface donnée.  
Une hauteur de 1 mm correspond à 1 litre d'eau qui est tombé sur une surface de 1 m<sup>2</sup>.

## 8. La relation entre la pluviométrie et les crues



Observe et compare ces 2 graphiques.





## Annexe 11 : Présentation du projet Écocité « En route vers la mer »

### 1. Présentation du projet par Montpellier Agglomération.

Source : <http://www.montpellier-agglo.com/conna%C3%A9tregrandsprojets/ecocit%C3%A9> [consulté le 21 décembre 2013].

*« Sur 2 500 hectares, répartis sur les communes de Castelnau le Lez, Lattes, Montpellier et Pérols, ÉcoCité dessine le nouveau cœur de l'Agglomération à l'horizon 2020-2030. Elle instaure un nouvel urbanisme durable, novateur et ambitieux, au sein duquel les transports en commun, les commerces, les logements sociaux, les bureaux, les espaces de partage et de nature sont partie intégrante de la Cité. Ses futurs quartiers, imaginés à partir d'une zone urbaine mixte (logements, commerces, activités...), desservis par un ensemble de transports en commun performant, équipés d'un réseau de chaleur, comptent un minimum de 25% de logements sociaux, des équipements majeurs, des espaces naturels et ils présentent la particularité d'assurer la continuité urbaine au piéton comme au cycliste.*

### 500 000 HABITANTS EN 2020

Entre 1962 et 1975, la population de l'Agglomération de Montpellier croît au rythme de 4,1% par an. Cette croissance s'est ensuite atténuée, et son taux est aujourd'hui de 1,6% pour Montpellier et de 1,3% pour les communes alentours. Concrètement, cet accroissement démographique implique la construction annuelle de 5 000 logements.

Aujourd'hui riche de 419 291 habitants, l'Agglomération de Montpellier devrait en compter 500 000 à l'horizon 2020. Des prévisions qui, outre la natalité, s'expliquent par l'attractivité économique, culturelle et environnementale du territoire.

C'est pour faire face à cet afflux et répondre aux besoins de la population selon un modèle d'aménagement raisonné et raisonnable qu'est né ce grand projet de développement urbain durable : l'ÉcoCité.

### DANS LE PROLONGEMENT DU SCOT

Comme toute production humaine, la genèse d'un projet urbain est aussi fonction des mœurs, des connaissances et des considérations en vigueur au moment de son élaboration. La question environnementale s'impose désormais dans les façons de penser la ville et d'inventer l'architecture. En cela, l'ÉcoCité s'inscrit dans la droite lignée du SCOT - le Schéma de Cohérence Territoriale - adopté en 2006 et lauréat d'un Grand Prix de l'Urbanisme. Concrètement, depuis sa ratification, la politique de logements sociaux s'est élargie aux communes de l'Agglomération, tandis que la prise de conscience des grands enjeux territoriaux et des nouveaux modes de vie urbains s'est fortement accrue. Ainsi, pour exemple, minorer la place de l'automobile et reconsidérer celle du piéton a, forcément, une incidence visible sur l'aménagement du territoire, donc sur les modes de vie d'une population toute entière.

Les objectifs comme les enjeux de l'ÉcoCité résultent de cette histoire récente et de la nécessité d'adapter la réflexion urbaine aux réalités économiques et environnementales.

### UN LABORATOIRE FOISSANT D'IDÉES

La démarche ÉcoCité consiste en un véritable laboratoire urbain dans lequel se dessine la nouvelle aire métropolitaine. Elle s'inscrit donc pleinement dans la stratégie de développement durable conduite par la Communauté d'Agglomération de Montpellier depuis plusieurs années au travers de :

- la gestion hydraulique (alerte aux crues par SMS) ;
- la préservation de la biodiversité (création de corridors écologiques) ;
- l'organisation des déplacements autour du réseau de tramways (titre de transport intégré au mobile) ;
- l'évolution des modes de consommation et de distribution commerciale (requalification urbaine des zones commerciales de Lattes et Pérols, menée en concertation avec les enseignes partenaires) ;
- l'instauration d'une solidarité urbaine (Pôle Régional de Gériologie intégré dans un quartier mixte et intergénérationnel).

## LA POLITIQUE URBAINE DE L'AGGLOMÉRATION

Commerce, environnement, transport, énergie, habitat... Dans tous ces domaines, les innovations portées par l'EcoCité ont des incidences directes sur les modes de vie des citoyens. Ces mêmes innovations, qui sont au cœur de trois grandes politiques urbaines menées par Montpellier Agglomération :

- le Plan Climat Énergie Territorial, dont le but est de permettre une adaptation aux contraintes climatiques locales, présentes et à venir ;
- le Plan de Déplacements Urbains, qui a pour vocation de définir la stratégie de Montpellier Agglomération en matière de mobilité pour les 10 ans à venir ;
- le Plan Local de l'Habitat, aux objectifs ambitieux, puisque 5 000 logements doivent être construits chaque année, dont 30% de logements sociaux.

## DES PROJETS MAJEURS SUR LES QUATRE COMMUNES

Opération emblématique de ce nouvel urbanisme durable, répondant aussi bien aux attentes du citoyen qu'aux nouvelles obligations liées aux économies d'énergie, le territoire de l'ÉcoCité intègre des projets majeurs développés sur les quatre communes

- la "Route de la Mer", qui constituera le cœur de la nouvelle métropole montpelliéraine, un véritable axe structurant entre la ville et les plages, intégrant la ligne 3 de tramway et connecté aux différentes zones commerciales ;
- le Pôle Régional de Gériologie, qui regroupera un ensemble d'équipements, de services et d'activités dédiés aux personnes âgées, depuis la prévention jusqu'à l'accompagnement en fin de vie ;
- le quartier de la nouvelle gare TGV, qui devrait être un quartier d'affaires doté d'une offre immobilière de haut niveau, dans une zone combinant habitat, commerces, services et desserte par le tramway ;
- le développement de Port-Marianne, notamment aux travers de nouveaux quartiers ;
- le pôle d'échange multimodal de Sablassou, lieu de connexion entre le train, le tramway et le réseau de bus.

ÉcoCité constitue l'épine dorsale de l'extension de la centralité métropolitaine de l'agglomération de Montpellier. Elle symbolise également cette incessante volonté d'innover, pour anticiper et ainsi édifier ce que sera la ville durable de la métropole montpelliéraine de demain. »

2. Extrait de la plaquette d'information mis à disposition du public dans le cadre du dispositif d'information et de concertation pour le projet d'aménagement urbain « en route vers la mer » :

# 1 Inventons ensemble la ville-nature !

Inverser le regard, partir de la nature et valoriser les espaces naturels de proximité, c'est ainsi que sont définis les enjeux d'un projet d'aménagement respectueux des espaces naturels, des cours d'eau, de la biodiversité, de la géographie et des ressources, en cohérence avec une perspective métropolitaine.

## LA MAÎTRISE HYDRAULIQUE DES CRUES ET DES COURS D'EAU

A proximité du Lez, deux plus petits cours d'eau traversent le territoire de la Route de la Mer : la Lironde et les Nègues Cat. Ils rejoignent la mer Méditerranée et les étangs du Mijou et de l'Or.

Montpellier Agglomération vient d'investir 40 M€ sur le Lez et la Lironde pour assurer la protection contre les crues. La requalification environnementale de la Route de la Mer passe par une poursuite des actions en matière hydraulique, notamment en réparation des situations antérieures non maîtrisées.

Le pilotage du volet hydraulique de ce projet, très innovant, est organisé en lien avec les services de l'État et l'ensemble des acteurs du Pôle Mondial de l'Eau.

La gestion du risque hydraulique sera traitée par 3 axes associés :

**1 Le rattrapage hydraulique :**  
Il accompagne les opérations de renouvellement urbain notamment dans les zones d'activités et de commerce implantées à partir des années 70, les aménagements hydrauliques en compensation de l'imperméabilisation étant le plus souvent insuffisants ; de nombreux secteurs sont soumis au risque d'inondation aggravé par le ruissellement.

**2 L'aménagement de 3 bassins de régulation dynamique des eaux :**  
L'ensemble du réseau hydrographique sera redimensionné. Trois bassins de rétention complèteront celui déjà créé par Montpellier Agglomération sur le parc Athéoparc. Ils seront équipés par des capteurs et régulateurs de manière automatisée. Ils permettront de gérer la rétention des crues en fonction

des conditions météorologiques locales, de l'état de saturation du réseau pluvial à l'aval des bassins et des niveaux marins qui conditionnent les écoulements du ruisseau.

**3 La mise en place d'outils d'anticipation, de surveillance et d'information en temps réel à travers l'installation d'une chaîne opérationnelle comprenant :**

- la prévision météorologique ;
- le suivi des phénomènes par des capteurs et ballons dans les étangs et en mer ;
- la simulation anticipée par scénarii et modélisation de l'évolution hydrologique et de ses conséquences ;
- la gestion efficiente et en temps réel des bassins de régulation des eaux ;
- le déclenchement de mesures de sécurité préventives et adaptées (mise en sécurité des usagers, réorientation du trafic...).

## INNOVATION

### Alerte aux crues par SMS

La mise en œuvre d'un système d'information permettra de prévenir en temps réel des riverains par l'envoi de SMS en cas de crues ou de risques d'inondation dans le périmètre. Cette phase du projet, particulièrement innovante, répond parfaitement aux problématiques d'habitat des régions méditerranéennes.



8 EN ROUTE VERS LA MER - 1 CONCERTATION PUBLIQUE DU 3 OCTOBRE AU 4 NOVEMBRE 2011



## LA VALORISATION DES CONTINUITÉS NATURELLES ET AGRICOLES

La recomposition foncière indispensable va s'appuyer sur les espaces naturels existants et ceux créés, ainsi que sur leur mise en valeur. Les espaces viticoles et terres maraîchères à proximité vont permettre la recomposition d'une trame verte et d'une biodiversité jusqu'à la méditerranée par l'étalement urbain depuis les années 70. Un espace de cultures, conforté et enrichi, créera une structure paysagère pérenne pour la Route de la Mer et relié à ses environnements. Le projet s'appuie sur les cultures spécifiques à haute valeur ajoutée déjà présentes sur le site,

en particulier la viticulture qui doit subsister dans ce paysage. Sa surface étendue sera complétée par d'autres formes de cultures intéressant des surfaces réduites (vergers, maraîchage) et permettant de mettre en place des réseaux de vente directe.

« Le projet prévoit un système d'information en temps réel d'alerte aux crues »



Inventons ensemble la ville de demain | 9

# 2 Inventons une nouvelle façon de se déplacer !

Les années 70 et 80 ont été celles du tout-voiture. Les effets du changement climatique et la nécessaire réduction des émissions de gaz à effet de serre, cumulés à la raréfaction prévisible des ressources fossiles, amènent aujourd'hui à penser différemment les modes de déplacement en ville. Le projet urbain de la Route de la Mer place le tramway, le piéton et les déplacements doux au cœur des aménagements pour permettre une transition cohérente et efficace vers de nouveaux usages et de nouvelles mobilités.

## DÉVELOPPER LES TRANSPORTS PROPRES

Le Plan Climat Énergie Territorial a fixé les objectifs pour 2050 : diviser par 4 les émissions de gaz à effet de serre (GES). Les transports occupent aujourd'hui la première place dans ces émissions, juste devant le logement. Concevoir une ville économe en foncier et en déplacements motorisés est la première condition de réduction des besoins en énergie fossile et de réduction concrète des émissions de GES. La Communauté d'Agglomération de Montpellier ambitionne de diminuer la place et l'usage de la voiture individuelle grâce au maillage complet de son territoire, avec à l'horizon 2020, six lignes de tramway connectées aux TER. À terme, tout habitant de l'agglomération de Montpellier aura les moyens de se déplacer en transports en commun. Le Plan de

déplacement urbain (PDU) en cours tend à contraindre la ville des courtes distances, en permettant à chacun d'avoir la possibilité d'organiser son quotidien à partir des transports en commun. Concrètement, le piéton prend une place prépondérante dans l'organisation des déplacements. Prendre un tramway puis changer de mode de transports, avec l'utilisation d'un Vélopartagé (vélo ou électrique, profiter du covoiturage ou de la voiture partagée, tout est permis pour organiser la fluidité de déplacement. Enfin, concernant l'approvisionnement, le stockage et la distribution des marchandises, elles ont des conséquences sur le transport et la production de CO<sub>2</sub>. C'est pourquoi la prise en compte du fret urbain fera également partie de l'opération.

À partir de 2020, 84% des habitants de l'agglomération et 82% des emplois seront desservis par le réseau interconnecté de transports en commun.

## OPTIMISER L'INTERMODALITÉ

L'intermodalité est un enjeu important de l'évolution des usages et de la politique de déplacement. Elle comprend la mise en œuvre de plusieurs pôles multimodaux pour interconnecter tous les modes de déplacement entre eux : pôles de bassins avec trains, bus, véhicules personnels, vélos, etc.

Sur l'avenue Georges Félche, l'arrivée de la ligne 3 du tramway en avril 2012 s'accompagne d'une nouvelle gestion multimodale des transports, créant des points de connexion entre les différents modes de transports : tramway, bus Hérault Transport, Train Express Régional, vélos, automobiles, autoparcage, et des parkings d'échanges.

Ce système global, qui associe les différents modes de déplacements sans les opposer, est largement lié aux projets complémentaires de développement du TER, de la nouvelle Ligne à Grande Vitesse (LGV) qui permettra plus de fréquences sur les TER, de la nouvelle gare TGV connectée à la ligne 1 du tramway, du contournement routier de Montpellier, du relais, avec la proximité de l'aéroport de Montpellier Méditerranée.

Rapprocher les lieux de vie des lieux de consommation pour une vie de quartier.



10 EN ROUTE VERS LA MER - 1 CONCERTATION PUBLIQUE DU 3 OCTOBRE AU 4 NOVEMBRE 2011



« Nous allons proposer un nouveau cadre de vie agréable, moins stressant, moins enfermé, où l'on aura moins d'embouteillages. C'est un peu une sorte de centre de ville dans lequel on aime flâner, on aime prendre du temps, l'avenue de la mer c'est le plaisir »

Cyril Meunier, Maire de Lattes

« Nous avons le souci de protéger les populations, mais aussi de préserver ces espaces naturels et de sauvegarder la faune et la flore de nos étangs qui sont pour nous un joyau à sauvegarder. »

Christian Valette, Maire de Pérols

Inventons ensemble la ville de demain | 7



# COMMENT RECONQUÉRIR LA ROUTE DE LA MER ?

La reconquête de la Route de la Mer est un projet urbain déterminant. Porté par Montpellier Agglomération, il implique deux communes Lattes et Pérols, un fleuve et deux cours d'eau de Lez, la Lironde et les Nègues-en, cinq stations de tramway, cinq kilomètres d'avenue et 250 hectares à transformer et à aménager, sur un territoire entre vignobles, grands équipements structurants, étangs et mer Méditerranée à l'horizon. La Route de la Mer, véritable territoire d'innovations, s'appuie sur les nouveaux fondements d'un développement durable et solidaire.

## CINQ EXPERTISES FONDAMENTALES

Le grand projet urbain de la Route de la Mer, cœur de l'EcoCité, est situé sur les communes de Lattes et de Pérols.

De part et d'autre des 5 kilomètres de l'avenue Georges Frêche et de la ligne 3 du tramway, le périmètre du projet s'étend sur 250 hectares. Il fait le lien entre l'avenue Raymond Dugrand à Port Marianne et le littoral de Pérols et Camargue en passant par le parc des expositions et la grande salle Arena. Ce projet d'aménagement à horizon 2020-2030 intègre cinq axes d'actions fondamentales d'un modèle de développement durable urbain et comporte de nombreuses innovations, reproductibles sur l'ensemble des projets de l'agglomération :

- La protection des milieux naturels
- Le tramway et les mobilités douces
- La maîtrise de l'énergie
- La mixité urbaine et sociale
- La mutation des commerces



« C'est un projet innovant d'avenir avec pour objectifs de penser la ville de demain, d'assurer le respect de la nature, de favoriser les mobilités écologiques, de penser à la mutation des zones commerciales en intégrant une mixité des fonctions et de l'habitat. »

Christophe Morales, Vice-président de Montpellier Agglomération, délégué à l'urbanisme et à la politique foncière

4 EN ROUTE VERS LA MER 1 CONCERTATION PUBLIQUE DU 3 OCTOBRE AU 4 NOVEMBRE 2011

## 3 Inventons un nouveau partage de la ville !

Le projet Route de la Mer prend en compte la mixité urbaine et sociale, qui permettra de conjuguer harmonieusement la densité entre espaces naturels, commerces, logements, équipements publics et services. La dimension sociale et solidaire du projet prend en compte l'intégration de 25% de logements sociaux et la part accordée à l'accession aidée à la propriété.

### DES ÎLOTS ORGANISÉS AUTOUR DES STATIONS DE TRAMWAY

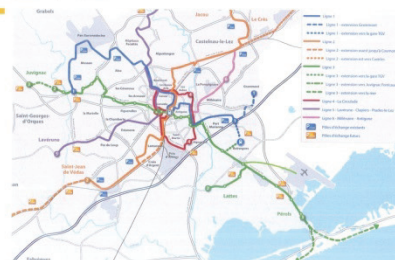
Construire une ville durable et intelligente avec de véritables espaces publics de mobilité, des équipements et services aux deux pas de chaque station de tramway, en aménageant des lieux de convivialité et de rendez-vous urbains,

autant d'objectifs qui seront appliqués aux nouveaux quartiers de la Route de la Mer. Le projet est ici de produire un nouveau cadre urbain fondé sur « une ville en réseau », sur la mixité d'usage et la mixité urbaine du territoire, à l'échelle des îlots et des immeubles, avec une variation de programmes, de formats et de formes architecturales.



### LA LIGNE 3 DU TRAMWAY MOTEUR DU RENOUVELLEMENT URBAIN

Le passage de la ligne 3 du tramway et la descente de ses cinq stations le long de l'avenue Georges Frêche constituent une réelle opportunité de réaménagement durable sur un axe devenant une artère urbaine. Equipements de proximité, équipements métropolitains et équipements commerciaux vont cohabiter sur cet axe pour organiser un cadre de vie de qualité.



### MIXITÉ SOCIALE POUR VIVRE ENSEMBLE

Le projet s'inscrit également dans la politique du programme local de l'habitat (PLH) qui permet de répondre aux besoins des habitants et de favoriser la mixité sociale, en assurant une répartition équilibrée et diversifiée de logements entre les communes et les quartiers. Le PLH fixe ainsi un objectif de production de 5 000 logements neufs par an jusqu'en 2012.

Inventons ensemble la ville de demain ! 11

## 4 Inventons la ville à bas carbone !

La Ville durable doit assurer un confort en toute saison, être économe en énergie, favoriser les échanges gratuits de chaleur et froid, se nourrir des énergies renouvelables, disposer d'un réseau d'information performant et ouvert à tous pour relever les défis que sont la réduction de l'impact sur l'environnement, la recherche de l'autonomie énergétique et la maîtrise des coûts.



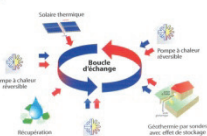
### INNOVATION

#### Des réseaux d'énergie intelligents

L'installation de panneaux solaires et la géothermie, dont le potentiel est en cours d'expertise, deviendront systématiques. L'expertise d'IBM France sera mise à contribution, afin de créer des réseaux intelligents de distribution énergétique (Smart Grids), qui permettront de faire d'importantes économies par le suivi de la consommation en temps réel et le partage des ressources stockées.

### LA PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE MÉDITERRANÉENNE ET LA VILLE À BAS CARBONE

L'Îlot Parc de l'Aéroport sera un prototype de la ville de demain. Grâce à des bâtiments conçus en fonction de l'insolation et à une « boucle d'échange thermique » totalement innovante, exploitant à la fois l'énergie solaire, la géothermie et la récupération sur eaux usées, il est un îlot démonstrateur. Un système de stockage permettra d'engranger le surplus de chaleur estivale pour l'utiliser en hiver. La boucle thermique, auxiliaire des différents utilisateurs se connectant, permettra d'assurer la totalité des besoins en chauffage et climatisation du quartier. Pour compléter ce dispositif, les toitures seront conçues pour produire de l'électricité photovoltaïque. Un exemple de ville durable et intelligente, qui a vocation à être reproduit.



### UN CONTEXTE MÉDITERRANÉEN SPÉCIFIQUE

Le climat méditerranéen est marqué par son fort taux d'insolation et ses grandes chaleurs estivales. Imaginer la ville de demain (ci) suppose de prendre en compte les spécificités locales pour en tirer le meilleur parti mais aussi d'anticiper les effets du réchauffement climatique. Plusieurs axes ont donc été analysés pour l'aménagement de la Route de la Mer :

- La performance énergétique des bâtiments associée au confort d'été, à la récupération et les échanges gratuits d'énergie,
- La valorisation des énergies renouvelables disponibles localement,
- Le développement de systèmes intelligents des performances énergétiques,
- L'implication de tous les acteurs dans la maîtrise des besoins.

La production d'énergie renouvelable concerne non seulement l'électricité et la chaleur mais aussi la climatisation qui devient un poste important de consommation en climat méditerranéen.

La Ville durable nécessite une mobilisation de tous les acteurs de la construction et de l'énergie. Les formes urbaines seront conçues dans le cadre d'un dialogue interactif entre urbanistes et énergéticiens afin d'optimiser l'insolation, la ventilation naturelle, et d'assurer une protection solaire en été. L'accent sera mis sur la réduction de l'effet d'îlot de chaleur dans les aménagements urbains, avec des revêtements limitant l'absorption et le rayonnement solaire, une forte végétalisation favorisant le rafraîchissement par évapotranspiration, l'ombrière des espaces publics pour diminuer la température ambiante de 2°C de jour à 4°C la nuit et favoriser ainsi le rafraîchissement nocturne par ventilation naturelle.

### ÉCOCITÉ, LE MODÈLE DE VILLE DÉSIRABLE ET DURABLE

Cette dynamique a conduit à l'élaboration d'un grand projet de développement urbain durable : l'EcoCité montpelliéraine. Sur 2500 hectares, l'EcoCité dessine, à l'horizon 2020-2030, le nouveau cœur de la métropole montpelliéraine et fonde une nouvelle cité durable, au service de ses habitants. Elle bénéficie des investissements d'avenir liés au Grand Emprunt national. Elle couvre un vaste territoire depuis Castelnau-le-Lez et le pôle d'échanges entre les différents modes de transport de

Subassens, suivi par la Poméranie jusqu'au Millénaire et le nouveau quartier d'affaires Eurêka. Le projet intègre également le pôle multimodal de la nouvelle gare TGV puis dans le prolongement de l'axe de Port Marianne, l'avenue Raymond Dugrand et enfin l'avenue Georges Frêche de Lattes à Pérols. Les enjeux et les objectifs de l'EcoCité montpelliéraine résultent de la nécessité d'adapter les réalisations urbaines aux réalités économiques, sociales et environnementales actuelles. Dans un cadre de vie apaisé, confortable et de qualité, le citoyen, après en avoir été l'instigateur, sera le véritable acteur de l'EcoCité.

La Route de la Mer au cœur de l'EcoCité Au cœur de l'EcoCité, la reconquête urbaine de l'entier de la Route de la Mer est un exemple et un modèle pour une ville désirable et durable. Elle intègre le respect des enjeux environnementaux, le tramway et les mobilités douces, la maîtrise de l'énergie, la mixité sociale, et la mutation des commerces.



### L'EMPREINTE DU SCOT ET DE SES VALEURS PHARES

Le schéma de cohérence territoriale définit, pour 10 à 20 ans, les grandes orientations d'aménagement du territoire communautaire. Il fixe les limites entre les espaces naturels et agricoles et les espaces urbains tout en organisant les conditions du développement durable du territoire. Pour ce site stratégique de la Route de la Mer, le SCOT a fixé des objectifs d'intensification du développement urbain, associé à la préservation des grands paysages du littoral. Il s'agit ici de retrouver un commerce ouvert sur la ville, de diversifier les fonctions, et de constituer une véritable armature d'espaces publics qui structure durablement les mutations et le développement de la ville.



### En lien avec les équipements majeurs

Cette opération d'aménagement d'ensemble concilie le développement de l'un des 11 sites stratégiques du SCOT. Elle permet le renouvellement du tissu urbain déjà existant et structuré, avec la modernisation de l'armature commerciale, l'extension du parc d'activités de l'aéroport. L'ensemble constitue par l'aéroport international Montpellier Méditerranée, la gare St Roch et la gare nouvelle constituent un hub, véritable cœur vivant de la métropole de demain irriguée par un réseau dense de tramway et d'évitement relié au Port de Sète-Sud de France.



### Les valeurs du SCOT exposent sur 3 grands axes :

- Une ville nature : Considérer les espaces naturels comme les partenaires du développement urbain
  - Une ville de services : Promouvoir une ville de proximité
  - Une ville économe : Consommer mieux l'espace pour moins en utiliser.
- C'est à Bernard REICHEN, REICHEN & ROBERT Associés et au paysagiste Alfred PETER, grands spécialistes des prospectives urbaines et territoriales, qu'a été confié le SCOT approuvé en 2006, et reconnu par un Grand Prix de l'Urbanisme décerné en 2005. C'est en toute logique qu'ils ont ensuite conçu le nouveau projet « EcoCité de Montpellier à la mer ».

Inventons ensemble la ville de demain ! 5

12 EN ROUTE VERS LA MER 1 CONCERTATION PUBLIQUE DU 3 OCTOBRE AU 4 NOVEMBRE 2011



## Annexe 12 : Article « Le rapport secret sur les nouveaux risques d'inondation »

Journal Marianne, édition du 2 au 8 décembre 2005.

**EXCLUSIF**

**FRANCE**

### Languedoc-Roussillon

# LE RAPPORT SECRET SUR LES NOU

Un document de juillet 2006, enterré jusqu'à ce jour, décrit les risques graves d'inondation qui menacent Montpellier et ses environs. Une Nouvelle-Orléans « bis »... Et, pourtant, on ne fait rien !

PAR ISABELLE VERBAERE

**U**ne maison au bord de l'eau. Jo et Jean-Claude en rêvaient. En 1999, ils achètent un terrain à Lattes, dans la banlieue sud de Montpellier, qui donne sur le Lez. En février 2000, ils y font bâtir une villa de plain-pied. « C'est en décembre 2003 que nous avons découvert que nous habitions en zone inondable, lorsque l'armée a fait évacuer le quartier, soupirent les deux sexagénaires. On nous a alors dit que les digues allaient céder. » Bonjour, l'angoisse !

Lattes risque en effet de connaître une terrible inondation. C'est ce que révèle un rapport de l'Inspection générale de l'environnement de juillet 2006, ignoré, pour ne pas dire enterré. Ce document, rédigé par Philippe Quévremont, est très alarmant : « Les crues du Lez ont été sous-estimées, peut-on y lire, la ville n'est pas protégée par les digues actuelles [...]. Le risque de pertes de vies humaines est réel. » A Lattes, 8 200 personnes sont exposées aux risques d'inondation après rupture de digue et 210 maisons sont situées à moins de 100 m des aménagements. Selon l'expert, en cas de rupture, la hauteur de la vague pourrait atteindre 2 m et la vitesse de l'eau jusqu'à 2 m/s. Bilan prévisible : 300 morts !

Toujours selon l'expert, les digues actuelles ne supporteront pas une crue telle qu'il s'en produit une en moyenne tous les quinze ou vingt ans. Le Lez, fleuve côtier de 28 km, traverse Montpellier et connaît des crues caractérisées par une montée très rapide des eaux. Sur cette zone, les cumuls de pluie peuvent atteindre 300 mm en vingt-quatre heures, soit autant que six mois de précipitations sur Paris ! « La combinaison d'une grosse tempête et d'un événement pluvieux majeur dans les terres pourrait générer une catastrophe comparable à celle de La Nouvelle-Orléans », prévient

Frédéric Bouchette, chercheur à l'université Montpellier-II et spécialiste de l'hydrodynamique littorale.

Depuis un siècle, six grandes crues du Lez ont été recensées : en 1891, 1907, 1933, 1955 et 1976. Après cette dernière, le fleuve a été recalibré et endigué. Mais la ville de Lattes est construite sur le delta du Lez. Sa population a quintuplé entre 1968 et 1999 : 17 000 habitants à ce jour. Au cours de cette période, des lotissements ont été bâtis dans le lit du fleuve. Certains en bordure de digue, alors qu'une circulaire interministérielle préconise l'arrêt des constructions à moins de 50 m des digues. Freddy Vinet, géographe et maître de conférences à l'université Paul-Valéry de Montpellier\*, n'est pas surpris : « Dans l'esprit de beaucoup d'élus, plan de prévention des risques rime avec mort de la commune. » D'ailleurs, deux autres récents rapports d'experts de l'Etat critiquent les plans contre les inondations à Nîmes et dans la basse vallée de l'Aude (lire l'encadré). La direction départementale de l'équipement (DDE) de l'Hérault aurait pu s'opposer à la délivrance des permis de construire à Lattes. Elle ne l'a pas fait.

Les digues risquent, aujourd'hui, de céder si le débit du fleuve atteint 500 m<sup>3</sup>/s. Or, trois crues du Lez, en 2002, 2003 et 2005, ont frôlé cette valeur ! Philippe Quévremont insiste sur la nécessité impérieuse d'informer les habitants des dangers qu'ils

encourent. « J'ai fait plus d'une douzaine de réunions publiques où j'ai expliqué le problème, se défend le maire, Cyril Meunier, élu en 2001. J'ai été le premier à dénoncer la situation, alors que personne ne demandait rien et qu'on urbanisait depuis trente ans ! » Pourtant, les riverains interrogés par Marianne sont unanimes : personne ne leur a exposé l'importance du danger.

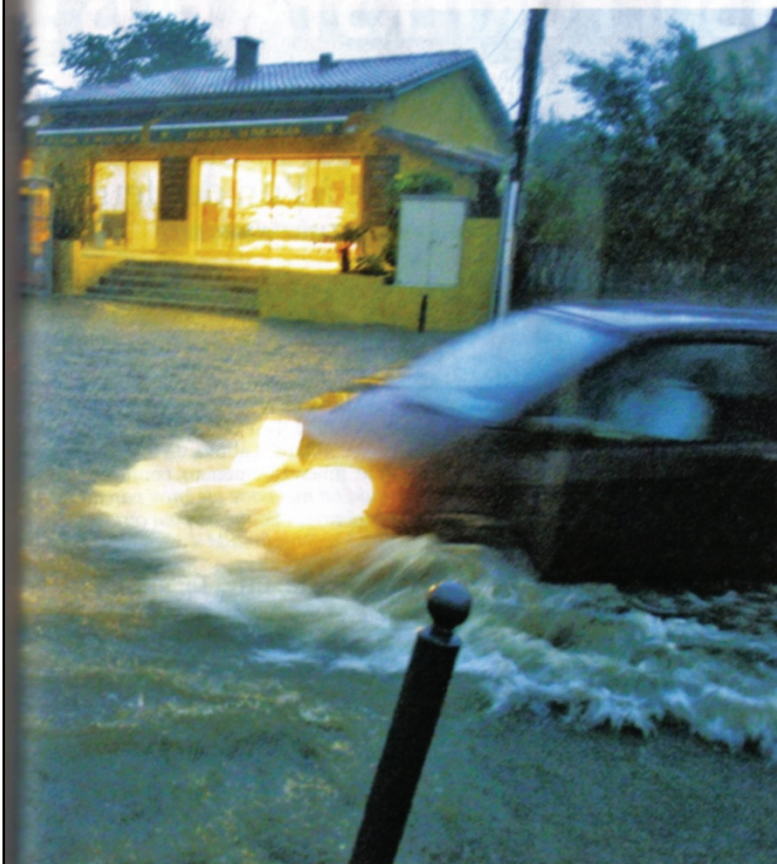
Dans la fiche sur les risques naturels remise aux acquéreurs d'un bien immobilier, il est fait mention du risque de rupture de digue en cas de crue « exceptionnelle ». Mais un événement qui survient tous les quinze ans est-il exceptionnel ? « Un nouvel arrivant qui financerait l'acquisition de sa maison dans une zone inondable de Lattes

Montpellier sous les eaux, le 6 septembre 2005.

**A Lattes, dans la banlieue sud de Montpellier, 8 200 personnes sont exposées au danger.**



# EAUX RISQUES D'INONDATION



## Deux autres rapports accablants

**Les 12 et 13 novembre 1999**, des pluies diluviennes s'abattent sur l'ouest du Languedoc-Roussillon. Bilan : 620 millions d'euros de dommages et 35 morts, après la rupture d'un canal et d'un remblai ferroviaire. Or, dans un rapport daté de janvier 2006, « Expertises des projets d'action de prévention des inondations sur le bassin de l'Aude », Philippe Quévremont, de l'Inspection générale de l'environnement, déplore entre autres que « ces deux ouvrages [aient] été reconstruits à l'identique ».

**Le 3 octobre 1998**, il tombe sur Nîmes 400 mm de pluie en six heures. Bilan : 9 morts et 45 000 sinistrés. Un plan de protection contre les inondations est arrêté. Or, un rapport interministériel de septembre 2006 critique sévèrement les travaux réalisés : « La question de la dangerosité de certains travaux entrepris et de la responsabilité des acteurs en cas de catastrophe se pose à l'heure actuelle. Il est probable que l'ouverture à l'urbanisation de zones inondables ait prévalu sur la prévention contre les inondations de l'existant. »

par un crédit souscrit sur quinze ans n'aurait même pas une chance sur deux de terminer de la payer avant de subir sa première inondation », note l'expert de l'Etat.

Dès son élection, Cyril Meunier a lancé une étude pour définir un schéma d'aménagement destiné à protéger sa commune. Le projet prévoit qu'en cas de crue le fleuve sera délesté d'un tiers de son débit dans un chenal et que les digues seront renforcées. Coût des travaux : 40 millions d'euros. Le maire espère qu'ils seront achevés en 2008. Mandaté par le ministère pour expertiser cet aménagement, Philippe Quévremont est formel : au vu de la gravité de la situation, il est urgent de le réaliser. Soit. Mais il ajoute : « Une fois ce projet réalisé, la

ville de Lattes ne sera protégée que face à des événements naturels d'occurrence moyenne, inférieurs à la crue centennale. »

En clair : les travaux permettront d'éviter une rupture des digues pour des événements qui se répètent, en moyenne, tous les cinquante ans. C'est compter sans l'accélération des changements climatiques. Or, à la lumière des récentes crues monstres de cours d'eau de la région, tels que le Gardon et la Cèze (2002), puis le Rhône (2003), le projet prévu à Lattes ne semble pas à la hauteur des enjeux !

Le 7 novembre dernier, la commission locale de l'eau (CLE) donnait un avis favorable à la réalisation du schéma d'aménagement de Lattes. « J'ignorais qu'un expert

de l'Etat avait rédigé un rapport sur ce sujet, regrette Cathy Vignon, secrétaire du Collectif Mosson-Coulazou et membre de la CLE. Le maire ne nous a pas exposé les conclusions de ce document, alors qu'il en dispose depuis juillet 2006. Si j'avais su que les travaux prévus n'étaient pas suffisants pour protéger la ville d'une crue centennale, j'aurais évoqué une autre solution : l'expropriation des maisons les plus à risques. »

Jo et Jean-Claude, comme la plupart de leurs voisins, aimeraient que l'Etat achète la maison qu'on les a laissés construire si près des digues. En attendant, ils tremblent... ●

(1) Auteur de *Crues et inondations dans la France méditerranéenne*, Editions du Temps.



**Annexe 13 : Article « Crue et inondations : faut-il raser Lattes ? Le phénomène Mississippi pourrait se reproduire ici »**

Journal La Gazette de Montpellier, édition n°899 du 9 au 15 septembre 2005.

N° 899 Du vendredi 9 au jeudi 15 septembre 2005

**1€**

# La Gazette

DE MONTPELLIER

► Le phénomène Mississippi pourrait se produire ici

## Crues et inondations : faut-il raser Lattes ?

Angoisse : mardi 6, le Lez a failli déborder à Lattes où des centaines d'habitations ont été construites dans le lit du fleuve. Des spécialistes redoutent la cata : un jour, le phénomène de houle empêchera, comme à La Nouvelle-Orléans, les eaux de se déverser dans la mer. Pages 7 à 12



PHOTO MARTIN SORRENTI

**ENQUÊTE**

### Les motivations de l'incendiaire

Son geste avait anéanti 32 hectares à Boisseron : il risque deux ans de prison. Page 14

**mesbonsplans**



PHOTO GILLESME BONNETON

### Jetty réveille la chanson française

Notre guide-loisirs cette semaine : Jetty Swart, Hollandaise de feu. Pages 20 à 23

**ALLO GAZETTE ?**

Tél. 04 67 06 77 77 - Fax 04 67 58 79 37  
Siège : 13 place de la Corneille  
Courrier : La Gazette - CS 39530  
34960 Montpellier cedex 2 - Courriels : [lev@la-gazette.fr](mailto:lev@la-gazette.fr)





**TOP** au centre Val d'Aurelle-Paul-Lamarque, dirigé par le professeur Jean-Bernard Dubois, qui est classé au 4<sup>e</sup> rang national des centres anticancéreux par les enquêteurs du Point (numéro du 25 août), pour le traitement des cancers du sein et colorectaux.



**FLOP** à Hérault Transports, qui engorge la circulation en ne mettant pas à disposition des mairies les dossiers nécessaires aux collégiens et lycéens pour obtenir des tarifs réduits sur leur abonnement aux bus. Résultat : il faut courir chercher ces papiers jusqu'au parc Euromédecine, au nord de Montpellier.

## LA VILLE EN PARLE

### Chaud devant

#### ATTENTION ORAGES

Les spécialistes prévoient, à partir de modèles mathématiques, pour le milieu de semaine – autour du mercredi 14 – un nouvel épisode orageux de la même ampleur que celui du mardi 6, "entre Barcelone et le Rhône". Vigilance, car ça pourrait être au-dessus de nos têtes.

#### TOUS À LA FOIRE AUX ASSOS !

Pour la foire aux associations de Montpellier, plus de 1200 structures font le déplacement, ce dimanche 11 septembre. Alors si on ne trouve pas son bonheur, c'est qu'on fait exprès ! De 9h à 19h, place du Millénaire, esplanade de l'Europe, place du Nombre-d'Or. 04 67 34 70 00.

#### SABELLE HUPPERT à GRAMMONT



La comédienne vient rencontrer le public du théâtre des Treize Vents jeudi 15 septembre à 19h30. C'est l'occasion de découvrir de plus près cette grande actrice et de comprendre un peu mieux le texte de Sarah Kane, *4.48 Psychose*, qu'elle interprète du 20 au 24 septembre aux Treize Vents.

#### HOCKEY

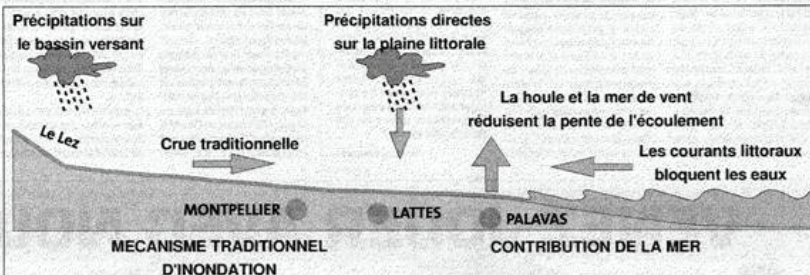
L'équipe de Montpellier reçoit Limoges, samedi 10, à 19h à la patinoire Végapols à Odysseum. Tél. 04 67 42 34 32 et [www.vipens.concept.cd](http://www.vipens.concept.cd). Entrée : 4 € à 8 €.

#### FERIA DU RIZ À ARLES

C'est la feria préférée des vrais amateurs de corrida. La feria du riz à Arles, c'est tout le week-end, de vendredi 9 au dimanche 11, avec des courses camargaises, des corridas et un tas d'animations. Entrée : de 8,50 à 87 €. Renseignements aux arènes à Arles. Tél. 04 90 96 03 70.

# Crues et inondations : faut-il raser Lattes?

Mardi 6, le Lez a failli déborder à Lattes où des centaines d'habitations sont construites dans le lit du fleuve. Des spécialistes redoutent que le phénomène de houle empêche un jour les eaux de se déverser dans la mer.



Lors d'une tempête, on observe une hausse du niveau de la mer, ou surcote, liée à la baisse de la pression atmosphérique, à l'accumulation d'eau sur le rivage, par le vent soufflant vers la terre, et à la houle créée au large. Résultat : le niveau des étangs palavasiens s'élève. Et ils ne peuvent plus recevoir l'eau du Lez. Avec l'élévation du niveau de la mer, la pente du fleuve est réduite et celui-ci se vide moins vite, ce qui facilite les débordements. Le niveau des cours d'eau peut ainsi être élevé de plusieurs dizaines de centimètres. Plus grave, les courants générés par la tempête peuvent s'opposer au fleuve, bloquer les eaux dans l'embouchure et freiner la décrue.

C'est le déluge, ou presque. Mardi 6 septembre, le bassin du Lez reçoit, entre 6h et 8h du matin, 200 litres de pluie au mètre carré. Soit un tiers de ce qui tombe à Paris en un an ! Une cellule orageuse s'installe au-dessus de Montpellier pendant deux heures avant de copieusement arroser Lunel, puis Nîmes. Avec ces pluies torrentielles, les sols sont rapidement détrempés, l'eau ruisselle et gonfle le fleuve qui déborde à Prades et Montpellier. Son débit dépasse 500 mètres cubes à la seconde vers 14 heures à Montpellier, alors

qu'il a cessé de pleuvoir depuis le début de la matinée. La rivière dépasse alors sa crue vicennale. À Lattes, c'est l'angoisse, car les digues ne peuvent, en principe, encaisser un débit supérieur à 550 mètres cubes à la seconde. Selon le maire, Cyril Meunier, 9 000 à 10 000 personnes seraient menacées par leur rupture. Or, Météo France a annoncé une aggravation de la situation pour 18h. Heureusement, les pluies qui s'abattent dans la soirée sont beaucoup moins intenses que prévu. Et le Lez remonte, alors qu'il avait déjà amorcé sa décrue, son

débit n'a rien à voir avec celui enregistré le matin. Lattes est encore passée à côté de la catastrophe. Mais ces premières averse méditerranéennes de la saison réactivent la peur d'inondations monstres. À juste titre. Explications.

#### On a construit dans le lit du fleuve

Depuis les années 1970, à Lattes, des centaines de maisons ont été construites dans le lit du cours d'eau, en zone inondable (voir la carte page 9), à une époque où les plans de prévention des risques, qui réglementent l'utilisation des sols, n'existaient pas. La situation est inextricable.

#### Le Lez est imprévisible

Ce petit fleuve côtier d'une trentaine de kilomètres de long connaît des crues torrentielles, appelées "lezade". Lorsqu'il pleut en amont, dans la partie supérieure de son bassin, les crues se forment et dévalent à toute vitesse. Si, au même moment, un orage arrose Montpellier, ce qui fut le cas mardi 6, les eaux du Verdanson et des

Aiguères aggravent sensiblement la crue. Ces deux ruisseaux représenteraient jusqu'à 13 % du débit du Lez. Sans compter que, dans cette zone très urbanisée, 90 % du sol est rendu imperméable par le béton et le bitume. Résultat : l'eau, au lieu de s'infiltrer dans le sol, file dans le fleuve et gonfle son débit et son pouvoir destructeur. Le ministère de l'Environnement a annoncé, le 29 août dernier, la mise en place d'un nouveau système de prévision des crues à l'échelle nationale. Une réforme qui prévoit, à partir de juillet 2006, une procédure de vigilance des crues, à l'image de celle qui existe pour la météo. Dans notre département, cette surveillance concernera l'Orb et l'Hérault... mais pas le Lez.

Car, à en croire un cadre du Service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations (SHAPI), le comportement imprévisible du fleuve limite à moins de deux heures la capacité d'anticipation pour l'alerte et l'évacuation des personnes menacées. Bref, prévoir les crues sur ce

fleuve est une gageure et l'Etat s'en lave les mains. Conscient du danger qui pèse sur ses administrés, en septembre 2003, le maire de Lattes sollicite Marc Montgaillard, hydrologue chez Hydrologik Ingénierie, à Montpellier, pour organiser la veille hydrométéorologique du Lez. "Après une nuit de vigilance, quand les premières cellules stationnaires de pluies intenses s'attardent, vers 5h30, mardi 6, sur les bassins du Lez et de la Mosson, il était temps de prévenir le personnel communal d'astreinte que les choses sérieuses allaient commencer, expose l'hydrologue. En complément des autres données météorologiques, images infrarouges, impacts de foudre, l'analyse et le suivi en temps réel des images radars nous ont permis d'affiner notre perception du phénomène et de conseiller le maire."

Toutefois, si les images radars permettent de voir arriver la perturbation, elles ne disent pas dans combien de temps elle nous arrosera avant de continuer son che-



Marc Montgaillard (à gauche), hydrologue chez Hydrologik Ingénierie, réalise la veille hydrométéorologique du Lez pour la ville de Lattes. Frédéric Bouchette (à droite) est océanographe et chercheur au CNRS à Montpellier. Il étudie les tempêtes dans le golfe du Lion.

(PHOTO 1)

(PHOTO 2)

●●●



## ► SPÉCIAL INONDATION

# Lattes : la ville a été construite dans le lit du fleuve !

La quasi-totalité des habitations de Lattes est construite en zone inondable.



LATTES-CENTRE, mais aussi Palavas et Carnon sont entièrement construites en zone inondable (les zones bleues sur la carte). C'est ce que révèle l'Atlas des zones inondables, réalisé à partir d'études menées par la direction départementale de l'Équipement de l'Hérault et la direction régionale de l'Environnement. La limite de la zone bleue correspond, selon les endroits, soit à une estimation de la hauteur que pourrait atteindre l'eau, en fonction de la forme et de la nature du terrain, soit à la limite de la plus grande crue connue à ce jour.

Effarant : la quasi-totalité de la commune de Lattes est construite en zone inondable (les zones bleues ci-contre). Certaines maisons sont même construites dans l'ancien lit du Lez, détourné au XVI<sup>e</sup> siècle. Un constat inquiétant, mis en lumière par l'Atlas des zones inondables, dressé par la direction départementale de l'Équipement de l'Hérault et la direction régionale de l'Environnement. Pourquoi cette incohérence dans une région où les inondations sont légion ? Pour quatre raisons.

1. Avant, les règles étaient moins contraignantes. Ainsi, avant 1982, c'est l'État qui gérait le droit du sol. Les permis de construire n'étaient pas délivrés par les maires mais par des fonctionnaires de la préfecture pas toujours au fait des risques locaux.

2. Les habitants étaient mal informés. Si les propriétaires

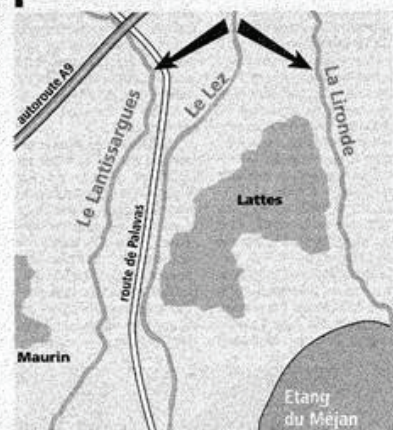
originaires de la région connaissaient les risques, les nouveaux arrivants, eux, ignoraient, pour la plupart les risques d'inondation. Désormais, un certificat d'urbanisme informe tout nouvel acquéreur sur la situation de sa maison.

3. Les maires ont subi des pressions. Dans les années 1975-1995, pour absorber l'afflux de population, les maires ont été tentés de construire là où ils pouvaient pour répondre à une forte pression de la population. Or, les lois de décentralisation de 1982 ont accordé beaucoup de pouvoirs aux maires en matière d'urbanisme.

4. Les risques ont évolué. L'augmentation des zones construites a limité les possibilités d'infiltration de l'eau dans le sol. Du coup, des zones qui n'étaient pas inondables lors de leur construction le sont devenues par la suite...

LAURENT CZECHOWSKI

## Un delta pour sauver Lattes ?



Environ 50 millions d'euros : la sécurité est à ce prix. C'est ce que devraient, en effet, coûter les travaux de mise en sécurité de Lattes. Un chantier titanesque visant à protéger du Lez la commune de 14 000 habitants, en créant un véritable delta autour de Lattes. L'idée : au nord de Lattes, envoyer l'eau du Lez, d'une part, sur le Lantissargues, qui passe à l'ouest de la commune, et d'autre part, vers la Lironde, qui passe à l'est. Les deux petits cours d'eau sont recalibrés pour éviter qu'ils débordent et déversent leurs eaux dans les étangs. Enfin, le centre de Lattes est protégé, le long de la Lironde, par la construction d'un mur. Les travaux devraient commencer au printemps 2006. Lattes serait protégée à l'automne 2007. Malgré tout, cela ne suffira peut-être pas à mettre Lattes complètement à sec. Protéger le quartier des Marestelles, situé entre le Lez et le Lantissargues, au sud de Lattes, est un vrai casse-tête : le quartier est menacé par les deux cours d'eau et une éventuelle remontée du niveau de l'eau des étangs du Méjan et de l'Arnel. Cyril Meunier, le maire de Lattes, le reconnaît : « La protection de ce quartier est d'une complexité hors pair... »

\* Financement : État, Département, Agglo et commune de Lattes.

(DOCUMENT D'ÉTAT)



*« La faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur ».*

